



# Chambre des Députés

## L U X E M B O U R G

### COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17 SESSION ORDINAIRE 2007-2008

51<sup>e</sup> séance, mercredi 9 juillet 2008  
52<sup>e</sup> séance, jeudi 10 juillet 2008

► Visite d'une délégation camerounaise

#### Échange de vues sur le contrôle de l'exécution budgétaire



Le 23 juillet 2008, les membres des Commissions du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Finances et du Budget de la

Chambre ont procédé à un échange de vues avec une délégation de la Chambre des Comptes de la République du Cameroun.

Mme Colette Flesch, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, a décrit le rôle particulier qu'occupe cette commission au sein de la Chambre des Députés, son fonctionnement ainsi que ses relations avec la Cour des Comptes et le Gouvernement.

Les membres des deux commissions parlementaires ont ensuite répondu aux nombreuses questions des membres de la délégation camerounaise portant essentiellement sur le fonctionnement de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.

Lors de la discussion le sujet de la politique de coopération luxembourgeoise et internationale a également été abordé.

► Die Agrarkommission besichtigte einen Biobauernhof



Foto: Indimedia

Anlässlich des 20. Jubiläums der Bio-Landbauvereine bio-LABEL und Demeter sowie der Genossenschaft BIOG besichtigte die Agrarkommission des Parlamentes ei-

nen Biobauernhof in Sprinkange. Ziel dieser Besichtigung war es, Einblick in die Praxis der biologischen Landwirtschaft zu nehmen, die für die luxemburgische Land-

wirtschaft in der Zukunft sehr wichtig werden kann. Nach einer kurzen Einführung in die Praxis des Biolandbaus fand eine Hof- und Felderbegehung statt.

#### La Chambre des Députés engage

un **informaticien universitaire** ou **ingénieur en informatique (m/f)**

Les tâches principales consisteront dans la gestion et la réalisation de projets dans les domaines de la sécurité, du réseau et de l'infrastructure informatique de la Chambre des Députés (serveurs IBM AIX et Microsoft, base

de données IBM Informix, Web-sphere Portal Server, etc.). La personne sera aussi appelée à intervenir activement dans la gestion opérationnelle et curative des domaines précités.

Une expérience professionnelle confirmée (minimum 2 à 3 ans dans une des tâches précitées) pourra être considérée comme un avantage, tout comme une éventuelle compétence démontrée en matière de gestion de bases de données.

Les candidat(e)s doivent:

a) être titulaires d'un diplôme

luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoises en vigueur;

b) être titulaires d'un diplôme de fin d'études universitaires en informatique et avoir accompli un cycle universitaire complet de quatre années ou plus conformément à la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur;

c) jouir des droits civils et politiques;

d) maîtriser parfaitement les langues française et anglaise,

DANS CE NUMÉRO

Immigration p. 652  
3<sup>e</sup> plan en faveur des PME p. 677  
Lycée à Junglinster p. 688

Sommaire des séances publiques N°s 51 et 52 p. 692  
Sommaire des questions parlementaires p. Q209

► M. Jean Arthuis, Sénateur français, reçu à la Chambre



La fiscalité dans le secteur du commerce électronique de produits dématérialisés a été l'un des sujets de discussion lors d'une rencontre informelle entre M. Jean Arthuis et M. Laurent Mosar, tous les deux Présidents de leurs Commissions

des Finances respectives. Ils ont également eu un échange de vues sur le vote en faveur de la réforme de la Constitution française lors du Congrès de Versailles le 21 juillet 2008. M. Arthuis a signé le Livre d'or de la Chambre des Députés.

► Beamtevereedegung



Enn Juli huet de Generalsekretär Claude Frieseisen (2. vu lénks) zwoe nei Fonctionnairë vereedeegt: d'Anne-Marie Ziger (3. vu lénks) an de Jérôme Klamm (3. vu riets).

D'Madame Ziger schafft als Redakter am Service vum Compte rendu an den Här Klamm als Huis-sier-chauffeur am Service Logistique et Technique.

Nodeems de Generalsekretär op d'Wichtigkeet vun dësem Akt hi-

gewisen huet, hunn déi zwoe nei Fonctionnairë hiren Eed feierlech ofgeluecht. Den Effectif vum Chamberpersonal läit am Moment bei 70 Leit.

Un dësere Zeremonie hunn och de Secrétaire général adjoint Benoît Reiter (2. vu riets), de Chef vum Service Logistique et Technique Alain Bosseler (1. vu riets) an de Chef vum Personalservice Sonja Benassutti (1. vu lénks) deelgeholl.

des connaissances en luxembourgeois sont souhaitables et seront considérées comme avantage;

e) faire preuve d'esprit d'organisation et d'équipe.

Les candidat(e)s seront engagé(e)s sous le statut d'employé privé à raison de 40 heures par semaine et à durée indéterminée.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur lettre de motivation accompagnée

1. d'un extrait de l'acte de naissance;

2. d'une notice biographique;

3. d'une copie certifiée conforme de la carte d'identité;

4. d'un extrait récent du casier judiciaire datant de moins de deux mois lors de la présentation de la demande;

5. d'une copie certifiée conforme des diplômes ou des certificats d'études

pour le 11 octobre 2008 au plus tard au service des ressources humaines de la Chambre des Députés 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Laurent Mosar, Vice-Président • M. Jos Scheuer, Vice-Président

## Sommaire

- Question avec débat N°35 de M. Xavier Bettel au sujet des mesures de sécurité du Centre Hospitalier Neuropsychiatrique
  - M. Xavier Bettel - M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*
- 5802 - Projet de loi 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti; - le Code du Travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; - la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché
  - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Lydie Err (déposant deux motions et une résolution)
  - Discussion générale: M. Laurent Mosar (à qui répond Mme Lydie Err), M. Xavier Bettel (Mme Colette Flesch et M. Charles Goerens interviennent), M. Ben Fayot, M. Félix Braz (déposant deux amendements), M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Marc Angel, M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*
  - Amendements 1 et 2 (rejetés)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Motions 1 et 2 (adoptées)
  - Résolution 1 (adoptée)
- 5873 - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police
  - Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer
  - Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Xavier Bettel (à qui répond M. Luc Frieden), M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz (déposant deux motions), M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*, M. Félix Braz
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Motion 1 (rejetée)
  - Motion 2: M. Xavier Bettel, M. Félix Braz (motion 2 modifiée rejetée)
- 5563 - Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification: - du Code d'instruction criminelle, - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et - de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire
  - Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer
  - Discussion générale: Mme Colette Flesch (à qui répond M. Luc Frieden), M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres; M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué*.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch wichteg Matdeelungen ze maachen?

» M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*. - Keng Matdeelung, Här President.

» M. le Président. - Mir kommen direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Question avec débat iwwert d'Sécherheitsmoossnamen am Centre Hospitalier Neuropsychiatrique. D'Wuert huet dozou elo den honorabelen Här Bettel.

### 1. Question avec débat N°35 de M. Xavier Bettel au sujet des mesures de sécurité du Centre Hospitalier Neuropsychiatrique

» M. Xavier Bettel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem viru kuerzer Zäit de Centre Hospitalier Neu-

ropsychiatrique am Gespréich war, wéi déi zwou Persounen net méi do waren - déi eng war fortgelaf, an déi aner war op jidde Fall och net méi do an deene leschte sechs, siwe Méint -, hu sech vill Leit Froe gestallt. Eng Persoun ass an der Schwäiz mam Zuch dann nees heemkomm. Déi aner Persoun ass an der Belsch erëmfonnt ginn.

Et kann ee sech d'Fro stellen, wéi déi Décisioun geholl ginn - éischtens. Zweetens, wéi d'Sécherheet iwwerhaapt garantéiert ass zu Ettelbréck, an drëttens wéi eng Léiung ee misst fannen, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Et kann ee sech och iwwerhaapt Froe stellen. Well dee leschten Här, deen elo fortgelaf war an dee jo zu Ettelbréck internéiert war, ass, wéi e gepézt ginn ass, direkt op Schraasseg bruecht ginn. Do kann ech d'Fro stellen, ënner welleche Bedéngungen deen am Centre Hospitalier Neuropsychiatrique internéiert konnt ginn, an dann, nodeem hie vun der Police ugehale ginn ass an zréck op Lëtzebuerg komm ass, woufir hien direkt op Schraasseg geet.

Et gétt eng Kommissioun, kréie mer gesot - dat steet och an der Press -, déi dem Justizministère ënnersteet, wou e President, e

Riichter, en Affekot an en Dokter dra sinn. Dat wier déi Kommissioun, déi och an deem éischte Fall eng Autorisatioun ginn hätt - oder och net. Dat ass jo och déi grouss Fro gewiescht, wat elo do geschitt ass.

Meng Froen, Här President, sinn:

Ass d'Personal zu Ettelbréck forméiert, fir mat Leit, déi eng Strofdot begaangen hunn, zesummenzeschaffen? Ass d'Sécherheet och garantéiert? Gëtt et du point de vue Infrastrukture genuch Mesuren, fir dass keng Fuite ka geschéien?

Wann eng Fuite do ass, ass jo déi grouss Diskussioun gewiescht, wéi d'Politique de communication an deem Fall ass? Ginn d'Leit informéiert aus dem Norden? Gi Fotoe publizéiert?

Den Här Statsminister sot, hie wier derfir, dass Fotoe sollte publizéiert ginn an deem éischte Fall. Den Här Gesondheetsminister hat beim leschte Fall nee gesot.

Wat ass d'Positioun da vun der Regierung? Gi Fotoe publizéiert, jo oder neen, virun allem, wann et sech ëm geféierlech Leit handelt, wéi an deem éischte Fall, wou et sech jo awer ëm ee wéinst Mord Ugeklothe gehandelt huet?

Wat sinn d'Léisungen? Wat mécht een? Soll een am Prisong zu Schraasseg eng nei Struktur maachen, wou een déi Leit géif soignéieren, oder wier et net um Centre Hospitalier Neuropsychiatrique zu Ettelbréck, méi Moyenen ze kréien, Personal ze kréien, eng Ëmstrukturéierung ze kréien, fir dat richteg kënnen ze maachen?

An da schliesslech: Bräicht een net vläicht eng nei Struktur, wann ee jo d'Gefill huet, dass Ettelbréck net déi richteg Plaz wier, fir déi Leit ze traitéieren?

Haut héiert ee regelméisseg an der Zeitung, dass den Artikel 71 oder 71 (1) applizéiert gëtt, wou een da fir net zourechnungsfäeg considéiert gëtt no enger Strofdot. Mä d'Bierger wëlle wëssen, wat geschitt!

Heescht dat dann, dass een automatesch placéiert gëtt? Wat ass de Suivi vun deene Leit?

A virun allem och déi grouss Fro, Här President, déi awer och berechtigt ass: Wann eng Persoun iwwer eng Décisioun op Ettelbréck placéiert gëtt, firwat gëtt se dann, wa se da gepézt gëtt vun der Police, op Schraasseg an de Prisong gefouert?

Dat versteet een net. Ech mengen, am Artikel am „Lëtzebuurger Wort“ vun der leschter Woch, wou se och en däitsche Psychiater gehéiert huet, huet deen och selwer gesot, dat wier net logesch.

Entweder ass een e Patient, well ee seet, déi Leit wiere meeschtens Patienten, deenen ee misst hëllef, an dann ass engem seng Plaz net zu Schraasseg. Oder et ass een e Stroftäter, an dann ass engem seng Plaz zu Schraasseg an net zu Ettelbréck.

Déi Diskussioun ass elo e bësse kuerz, well et just eng Question avec débat ass, wou ech nëmme fënnf Minutten hunn an d'Regierung nëmme zéng Minutten huet, fir mer eng Äntwert ze ginn

### (Coups de cloche de la Présidence)

Mä et wier selbstverständlech opportun, géif ech mengen, no der Rentrée eng Kéier eng Interpellatioun ze hunn, wou een d'Regierung kéint wierklech froen, wat se um Niveau vun der Psychiatrie wëllt maachen.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Ech wollt just dem Här Bettel rappeléieren, dass déi Gréng scho virun zwee Méint gefrot hunn, fir den Här Di Bartolomeo an den Här Frieden an d'Justizkommissioun ze ruffen, fir en détail doriwwer ze schwätzen. Mä mir waarden nach ëmmer, dass d'Regierung eis en Datum proposéiert, wou mer da kéinten esou eng Debatt anstänneg preparéieren.

» M. Xavier Bettel (DP). - Also, mir ënnerstëtze selbstverständlech och déi Positioun vun deene Gréngen, mä wéi gesot wier et ubruecht, bei der Rentrée eng grouss Diskussioun doriwwer ze hunn.

Mä hei sinn elo just déi Froen: Wat geschitt an deenen heite Fäll? Ass d'Personal forméiert? Ass et déi richteg Plaz? Wéi ass d'Informationspolitik vun dëser Regierung an deem dote Fall?

Dir musst verstoen, Här President, dass déi Leit, déi do wunnen, wa se da gesot kréien, dass et sech ëm geféierlech Leit handelt - et si verschidde Leit, déi jo vläicht net als

geféierlech agestuift ginn, mä verschidde Leit ginn als ganz geféierlech an net zourechnungsfäeg agestuift -, awer dann Angscht hunn. A wann een da keng Informatiounen a keng Kommunikatioun kritt, bréngt dat nëmme nach e Gefill vun Onsécherheet mat sech.

Dat ass bestëmmt net déi richteg Politik, déi een an där doter Matière soll hunn.

Ech soen lech Merci.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Bettel. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

» M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécherlech gutt, dass ee sech Froen iwwert dëse Sujet stellt; et geet awer net duer, dass ee sech Froe stellt. Ech mengen, et muss een eng konstruktiv Approche an dëser Problematik huelen, wat net einfach ass. A kengem vun de Länner, wou mer ouni Weideres nogekuckt hunn, gëtt et déi Patentléisung, fir mat engem Problème médecojudiciaire eens ze ginn.

Ech hätt dem Här Bettel, vu dass hie jo ganz staark un dësem Sujet interesséiert ass a Froen op Froe stellt an heiansdo déiselwech widderhëlt, duerfir wärmstens empfohlen, datselwech ze maachen, wéi den Här Braz gemaach huet, nämlech op déi ganz interessant Konferenz am CHNP ze goen, wou deen dote Sujet am Mëttelpunkt stoung. Do ass och ganz nuancéiert diskutéiert ginn zwëschent Experten, déi och alles aneschtens gemaach hu wéi Panikmaach an engem Dossier, wou ganz vill Sensibilitéit noutwendeg ass.

Ech mengen, dass déi Diskussiounen, déi mer an deene leschte Méint haten, wann déi richteg Konklusiounen doraus gezu ginn, eis kënnen dozou féieren, dass mer op engem ganz quokelege Feld virukommen am Intérêt vu sämtleche Leit, ëm deenen hir Sécherheet et geet, awer och am Intérêt vu Leit, déi krank sinn, déi zwar heiansdo e bësse méi en diversifizierte Statut hu wéi just krank Leit, mä déi awer och Recht op medezinesch Fleeg hunn.

Ech wëll soen, dass mer an deene leschte Méint ganz vill a ganz gutt Diskussiounen gefouert hunn. Et ass ganz kloer, dass, nodeem déi dote Méiglechkeet vu geriichtleche Placementer an den CHNP zënter siwe Joer bestanen huet a kee Problem entstanen ass, well eigentlech keng Leit oder ganz wéineg Leit placéiert si ginn, elo méi systematesch Leit placéiert ginn an de CHNP mam Statut vun engem Placé judiciaire, oder awer och mam Statut vun engem Prisonnier. Och wäert et méi regelméisseg geschéien, dass Prisonnier an Untersuchungshaft medezinesch Betriegung brauchen, sou dass een doduerch sech och méi akut mat der Problematik muss ausereesetzen.

Mir hunn opgrond vun deenen Erfarunge mat deem éischte Fall, wou och keng Erfahrung an der Kommunikatioun do war - dat wëll ech ganz kloer soen -, well et déi éischte Kéier war, ganz vill matenee geschwat: de Justizministère, de Santéministère, de Parquet, de CHNP, an hunn op d'Problematik opmierksam gemaach.

Mir hu mam Justizminister d'Diskussioun gefouert, ob mer eng spezialiséiert Struktur solle schafen, rattachéiert un eng Struktur, déi ënnert dem Régime pénitentiaire ass, oder un eng Struktur, déi de CHNP ka sinn. Vu dass et hei zu Lëtzebuerg kloer schéngt, dass mer net honnerte vu Leit hunn, déi an där doter Situatioun sinn, gëtt et e Sënn, dass mer déi dote Betriegung un eng bestehend Struktur rattachéieren.

Mir sinn eis eens, dass déi Struktur, déi d'Responsabilitéit fir d'Gestioun soll hunn, de CHNP duerchaus ka sinn.

Mir hunn dunn de CHNP - dee bereet ass, esou eng Missioun ze iwwerhuelen, dat och 2000 deklaréiert huet, an awer net wousst, wat kéint op en zoukommen - gefrot, wat hie bräicht, fir déi Missioun optimal kënnen ze erfëllen, a Saachen Infrastruktur an a Saache Personal. De CHNP ass amgang, déi Opstellung ze maachen.

Mir hunn awer och festgestallt, dass et Grauzone gëtt, wann et dorëm geet, wie soll a wie kann an esou eng Struktur placéiert ginn. Duerfir hu mer en Aarbechtsgrupp agesat um Niveau vun der Santé, vun der Justiz, vum Parquet a vum CHNP, wou mer kucken, ob dee bestehende gesetzlech reglementaresche Kader duergeet oder ob mer och mussen do nobesseren. Do si mer amgaang drun ze schaffen.

Ech wëll soen, dass dat hei sech op der Schnëttstell beweegt zwëschen Prisiong a Spidol an dat och net immuabel ass. Well Leit, déi haut mat medezineschen, mat psychesche Problemer konfrontéiert sinn an ënner gewëssene Eerstänn besser an engem Prisiong kënnen versuergt sinn, kënnen muer, wa se evoluéiert hunn, an hirer Situatioun besser an enger zouener Struktur mat psychiatrescher Betreiwung versuergt sinn a kënnen iwwermuer vläicht a méi enger oppener Struktur besser versuergt sinn.

Wann een zum Beispill d'Belsch kuckt, da gesäit een, dass déi Leit, déi deem Statut entsprechen, iwwert dee mer haut schwätzen, dass d'Halschecht quasi an enger zouener Struktur evoluéiert an déi aner Halschecht, well ebe ganz grouss Fortschreiter gemaach gi sinn, an enger méi oppener Struktur evoluéieren. Dat ass also déi Problematik, mat där mer eis mussen ausersetzen.

Leit, déi scholdonfäeg sinn, déi awer mussen betreit ginn, déi psychesche Problemer hunn. Leit, déi zwar eng komme gelooss hunn, mä awer elo net gemenggefäerlech sinn, psychesche Problemer hunn, déi och mussen betreit sinn.

Mir sinn also um Wee, d'Santé zesumme mat der Justiz, mat all deene Leit, déi betraff sinn, och déi, déi placéieren, an och déi, déi sech ëm déi Placéiert mussen këmmen, déi Struktur ze analyséieren, déi fir lëtzebuergesch Besoinen am beschte wäert sinn.

Ech wëll awer dervir warnen, dass mer déi Ambitioun an esou eng Struktur setzen, dass keng Pannen oder keng esou Incidenten, wéi déi, déi passéiert sinn, méi kënnen passéieren. Dat kéint nëmmen net méi passéieren, wa mer déi Leit esou géifen aspären, dass se keng Nues méi virun d'Dier setzen.

Wa mer awer dat medezinescht Element an dat Juristescht an dat Pénitentiairet mat eranhuelen, da kënt déi 100%eg sécher Struktur ni zustanen. Dat muss mer och hei an aller Éierlechkeet mateneen diskutéieren. Wa mer der Meenung sinn, dass mer, bis mer déi optimal Struktur hunn a Saachen Infrastruktur, a Saache Qualifikatiounen vum Personal, op den CHNP ugewise sinn an wann trotz allen Efforten eppes virkennt, da muss mer och d'Responsabilitéit assuméieren a soen: Jo, esou eppes ka passéieren, well déi 100%eg Sécherheet gëtt et net.

Am CHNP hu se mer gesot, dass se bis no der Vakanz hir Propositione wäerten op den Dësch leeën, wéi esou eng Struktur ënner der Responsabilitéit net onbedéngt am CHNP, net onbedéngt am Tuerm, net onbedéngt zesumme mat deenen anere Kranken, mä déi adaptéiert Infrastruktur soll ausgesinn, wat se brauchen u Moyens en personnel, an da wäerte mer d'Budgetsdiskussiounen profitéieren, fir déi Moyenen zur Verfügung ze stellen. En attendant, dass mer déi passend Geballechkeeten hunn, wäert de CHNP seng Roll assuméieren.

Ech hat och eng animéiert Diskussioun iwwer Bréiwer mat deenen, déi placéieren, wou ech och kloer gesot hunn, dass ee mangels adaptéierter Struktur sech muss gutt iwwerleeën, wien een zu wat fir engem Zäitpunkt wou muss placéieren. Och do gëtt an deem Aarbechtsgrupp driwwer diskutéiert an ech mengen, dass dat déi richteg Approche ass.

D'Konklusioun: Déi Diskussiounen, mat deene mer net gewinnt waren ëmzegen, hunn eppes Positives bruecht. Mir sollen awer bei där positiver Approche bliwen, an dat ass en Appel un de Xavier Bettel. Ech mengen, Froe si gutt. Dir hutt der vill doriwwer gestallt. Kommt mer schaffen elo zesummen drun, dass mer adaptéiert Propositione kréien am Intérêt vun der allgemenger Populatioun, déi et verdéngt geschützt ze ginn. Mä awer och am Intérêt vu Leit, déi psychescht krank sinn, och aner Problemer hunn an déi Soinë kréien, déi am beschte

sinn, fir dass mer hinnen hëllefen, erëm gesond ze ginn a fir dass mer se erëm als responsabel Bierger kënnen an d'Gesellschaft aglidderen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zum zweete Punkt vun eisem Ordre du jour; dat ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi iwwert d'Immigration. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Mosar, Bettel, Fayot, Braz, Henckes an Angel. D'Wuert huet elo d'Madame Rapportrice vun deemem Projet de loi, déi honorabel Madame Lydie Err.

**2. 5802 - Projet de loi 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti; - le Code du Travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; - la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché**

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

» **Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse.** - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, ëm deen et haut geet, ass e schwierigen an e betrëfft a priori kee vun deene Leit, déi haut heibanne sëtzen; dat mécht den Intérêt vun der Öffentlechkeet doriwwer manner evident wéi een et kënt unhuelen.

Loosst mech, wann Der wëllt, mat engem Zitat ufänken, an zwar en Zitat vum Charles Péguy, deen net zu mengem Lieblingsauteuren oder Lieblingspolitiker gehéiert, mä deen awer e Saz gesot huet, deen op dës Debatt passt, menger Meenung no, wéi ee kéint soen op gutt Lëtzebuergesch, wéi d'Fauscht op d'A. Zum Thema Pacte civique, wat een haut géif iwwersetze mat Cohésion sociale, huet de Charles Péguy gesot: «(...) il suffit qu'un seul homme soit tenu sciemment, ou, ce qui revient au même, sciemment laissé dans la misère pour que le pacte civique tout entier soit nul; aussi longtemps qu'il y a un homme dehors, la porte qui lui est fermée au nez ferme une cité d'injustice et de haine.»

Ech fannen, dass een déi Debatt vun haut kéint a sollt ënner dës Citatioun stelle fir dem generellen Discours, deen iwwert d'Immigration, besonnesch och deen, dee virun zwee Deeg zu Cannes op enger informeller Aarbechtssëtzung gehal ginn ass, an iwwertitelt gëtt mat „immigration choisie“, entgéintziewerke. Et ass och e Wuert, dat Journalisten, wa se een zu deemem Thema eppes froen, ëmmer am Mond hunn.

Ech muss soen, dass dat e Begrëff ass, deen ech particulièrement lästeg fannen, well et kann ee menger Meenung no net vun Immigration choisie schwätzen, wann nëmmen eng vun deenen zwou Parteien d'Recht huet ze wielen. Dass dat déi Zort Immigration choisie ass, vun där normalerweis geschwat gëtt, ass wuel kloer. Duerfir ass et och esou, dass déi Wierder, déi mer vun eisem Immigrationsminister zu Cannes héieren hunn, een an där Hisiicht e bësselche rassuréiert hunn, well zu deemem Moment, zu deemem Thema war dat eigentlech a priori keng ganz gutt Nouvelle, och wann d'Décioun eréischt am Oktober um Sommet fält.

Dir Dammen an Dir Hären, virun e bësselche méi wéi zwee Joer hunn ech op dëser Plaz de Projet iwwert den Asyl virgestallt, dat ass haut d'Gesetz vum 5. Mee

2006. Dat war e wichteg Gesetz, vläicht dat éischt Gesetz en matière d'immigration, an dat, wat dat Gesetz vun deemools par rapport zu deem haut ennerscheet, ass d'Tatsaach, dass et dee Moment, wéi mer iwwert den Droit d'asile geschwat hunn, eigentlech kee richteg Gesetz ginn ass zu Lëtzebuerg iwwert d'Migration légale.

An eigentlech war et net ganz logesch, unzufänke mat dem Droit d'asile oder mat der Protection internationale, well ee weess oder well ee jo entre-temps jiddefalls wosst a well een haut mat Chiffres à l'appui weess, dass ganz vill Leit, déi ënner dem Numm „Demandeur d'asile“ zu Lëtzebuerg erakomm sinn, hei erakomm sinn, well et keng Méiglechkeet a keng kloer transparent Regelung ginn ass, ënner där mer se anescht hätt kënnen eranhuelen. Dat erkläert, dass am Fong déi Zuele vun den Demandes d'asile, déi mer haten, dramatesch erfogaange sinn, a gläichzäiteg d'Demande vun den akzeptéierte Statuts de réfugié dramatesch, positiv natierlech gesinn, erogaangen ass.

Mir maachen also hei a mengen Aen e Complément zu deem Gesetz iwwert den Droit d'asile, an eigentlech wär et méi logesch gewiescht, mir hätten hannevir ugefaangen. Mä bei deem enge Projet war et sécherlech e bësselche méi einfach, well et manner europäesch Prescriptiounen gi sinn.

Hei ass en fait eng ganz komplizéiert Geschied, déi - an dat muss een och eng Kéier kënnen soen - vun där viregter Regierung schleefe gelooss ginn ass. An et ass eng stolz Performance, mengen ech, an esou kuerzer Zäit et fäerdeg bruecht ze hunn, eng generell Reglementatioun iwwert d'Immigration légale zu Lëtzebuerg anzeféieren, déi an engem verschidden Direktiven transposéiert, an - wat ee besonnesch freet, mä dorop kommen ech herno nach eng Kéier zrëck - Direktiven transposéiert normalerweis op eng méiglechst favorabel Aart a Weis an heiansdo souguer largement iwwert dat eraus, wat d'Direktive virschreien.

Lëtzebuerg ass säit dem Ufank vun 20. Jorhonnert en Immigrationland. Fir eise wirtschaftlechen Opschwung ze ënnerstëtzen, war de Facteur Immigration zu Lëtzebuerg sécher e ganz wichtegen. Esou hunn eis successiv Regierungen net gezéckt, italieenesch a méi spéit portugisesch Aarbechter op d'Plaz rekrutéieren ze goen, fir zu Lëtzebuerg d'Wirtschaft unzekerbelen.

Säit 1990 huet sech déi Situatioun - den internationale Migratiounshannergrond - verstärkt, an och zu Lëtzebuerg ass den Undeel vun Neteuropäer a vun Netlëtzebuerg ganz staark geklommen. Haut liewen zu Lëtzebuerg 89 verschidden Nationalitéiten, a vun der Gesamtbevölkerung hu mer ongeféier 52% Lëtzebuerg, 40% Europäer an Netlëtzebuerg aus Europa an ongeféier 8% Leit aus sougenannten Drëttlänner. Et muss ee soen, dass éischens den Undeel a sech vill méi héich ass wéi soss egal wou, mä dass virun allem awer och den Undeel vun de Ressortissanten aus Drëttlänner duebel esou héich ass wéi an der europäescher Moyenne.

Doduerch kéint een unhuelen, dass Lëtzebuerg - wat sech jo ganz positiv entwéckelt huet mat där staarker Immigration, déi gewollt war vun Ufank un - entre-temps Expert wier vun der Immigration, well mer gréisser Clashes bis elo konnten évitéieren, ausser Schwierigkeeten am Schoulwiesensnotamment. Da mengen ech awer éierlechkeetshalber soen ze missen, dass et wahrscheinlech méi d'Chance war, fir hauptsächlich Leit ze kréie mat engem europäeschen Hannergrond an enger identescher Kultur a Relioun, dass et zu Lëtzebuerg mat deem héijen Ausländerundeel zu engem friddleche wann net Mateneen, dann op jidde Fall friddlechen Niewenteneen zwëschen deene villen Nationalitéite konnt kommen.

Europa huet sech eréischt 1999 fir d'éischt um Sommet vun Tampere mat enger gemeinsamer Migratiounspolitik ausersengesat. Dozou ass 2005 e Gréngt Buch publizéiert ginn. Leschte Mount - an ech bedanke mech beim Här Wagner, dee mech an där leschter Sëtzung dorobber opmierksam gemaach huet - den 20. Juni ass e Programm erauskomm vun der Europäescher Kommission zur Immigrationspolitik, déi sech an der Kommunikatioun 359 erëmspigelgt an déi am Fong ganz kuerz en Zéng-Punkte-Programm definéiert, deen ech hei just, fir d'Leit vläicht e weineng ze rassuréieren, wëll a senge groussen Zich erklären.

Éischens, d'Regele vun der Immigration an Europa solle kloer definéiert ginn an transparent sinn. Do, Dir Dammen an Dir Hären, si mir halt den Owend, wann deen Text hei da sollt gestëmmt sinn, wéi ech dat unhuelen, am Fong schonn dës Regel viraus.

Zweetens, d'Integratioun vun de Migrante soll an all Memberstat verbessert ginn, an zwar op Basis vun engem Processus à double sens, deen also net d'Immigration choisie ass, wéi se oft qualifizéiert gëtt. Dat heescht, dass net nëmme vun de Migranten, mä och vun de Leit, déi usässeg do sinn, wou d'Migrante sech nidderloossen, Effortë gemaach ginn.

Drëttens, e verstärktent Partenariat mat Drëttlännerstate soll opgebaut ginn, fir eng besser Gestiou vun der Migratioun zesummen ze maachen. Dat heescht, dass mer wäerten oppasse mussen a sollen, dass déi Kompetenzen, déi an eise Länner - an déi veloppéierte Länner - gebraucht ginn, och aus deene Länner, déi amgaang si sech ze développéieren, kënnen geliwwert ginn. Dat ass net am Intérêt nëmme vun eiser Wirtschaf, dat ass och am Intérêt vun der Immigration vun deene Plazen, wou d'Migranten hierkommen. Dat wäert et méiglech maachen, och oni d'Saisonieren eng Aart Migration circulaire ze kréien, wou mer oni Fuite des cerveaux Leit kënnen heihinnerbréngen, déi herno erëm kënnen an hir eege Länner zrëckgoen, fir do weider ze hëllefen den Opbau an hiren eegene Länner weiderzibréngen.

Deen nächste Punkt, dee véierten, ass eng besser Kontroll vun der illegaler Immigration. Dat ass am Fong dat, wat an Europa zënter Joren als seng Haaptpräoccupatioun jiddefalls ausgedréckt ginn ass, souwuel un de Grenze wéi och innerhalb vun de Grenzen. Dat heescht, dass d'FRONTEX, déi Agence, déi fir de Schutz vun eise gemeinsamen europäesche Baussegrenzen zustänneg ass, soll verstärkt ginn.

De fënnefte Punkt ass och en interessanten; an zwar den internationale Mënschenhandel soll ënnerbonne ginn an null Toleranz fir d'Traite des êtres humains. Massiv Regulatoriounen - an dat war jo och ee Punkt, deen zu Cannes vill diskutéiert ginn ass - vu Leit, déi schonn illegal an engem Land sinn, solle verhënnert ginn, fir ze erméiglechen, dass individuell Déciounen an där Matière kënnen geholl ginn.

Doriwwer kéint ee stonnelaang diskutéieren. Just an engem Wuert: Wann et kloer Regele gëtt fir eng Regularisatioun, da mag d'Décioun zwar au cas par cas sinn, mä da wäert et ëmmer esou sinn, dass dat Déciounen sinn, déi kollektiv geholl ginn, well se eben op Regele baséieren, déi Gruppe betreffen. Duerfir ass et e bëssen „moutarde après dîner“, fir déi Regularisatioun massiv do ofzellehnen an ze soen: Mir hätte gären eng Regularisatioun au cas par cas. Well mat enger Législatioun ass et evident, dass et ni individuell wäert sinn, mä ëmmer wäert kollektiv sinn. Dat sief zur Rhetorik genuch zu deem Thema.

Wat een awer ka soen, dat ass, dass dee Programm vun der Kommissioun, wéi en elo virläit, sécherlech zefridde stellend als Basisdiskussioun ass fir déi Prinzipien, déi sollen ugeholl ginn, an dass och net bei deene Prinzipien do aus den Ae verluer gëtt, dass hannert deenen Zuele Migranten, Leit, Famillje stinn, déi oft dramatesch Situatiounen verstoppen, a wou een zesummen eppes soll opbauen, amplatz mordicus ze probéieren, seng Grenzen zouzemaachen, besonnesch dann, wann ee weess, dass een d'Immigration vu baussen aus x Ursaache batter brauch.

Zu Lëtzebuerg ass et esou, dass mir eng Immigrationstraditioun hunn. Mir hunn awer bis elo um legislative Plang nach net vill opzeweisen, esou dass hei elo en éischt grousst Gesetz zu deemem Thema ass. Et ass sécherlech net dat lescht, well wa mer de Pacte de l'immigration an deen Zéng-Punkte-Programm vun der Kommissioun nach héieren, wësse mer, dass eppes nokéint.

Duerfir kommen ech och herno mat enger Proposition, Här Minister, wou ech froen, dass mer sollen ufänken all Législatioun, déi iwwer Immigration geet, ze kodifizéieren, fir dass déi Leit, déi mat deenen Texten do solle schaffen, wëssen, wou se déi Texter erëmfannen, amplatz mussen bei all eenzel Gesetz erauszesechen, wou déi Loi spéciale do da soll stoen.

Virgëschter zu Cannes hunn d'Lëtzebuerg Zeitungen eisen Immigrationsminister, den Nicolas Schmit, zitéiert mam Wuert „Ouverture organisée“. Ech fannen, dass dat eng Approche ass, déi vill méi positiv kléngt wéi déi, déi mer virdu kann hunn. „Ouverture organisée“ heescht, d'Besoinë vun deenen engen un déi vun deenen aneren upassen a probéieren eppes doraus ze maachen; wat am Intérêt net nëmme vun Pays d'immigration läit, mä och vun de Migranten, déi finalement alleguerten net fräiwëlleg, mä iergendwou aus ekonomeschen oder familiäre Grënn gezwonge sinn, hiert Heemechtsland ze verloossen.

Et war och iergendwou berouegend, dass keng Begeeschterung konnt opkommen iwwer eng Agence européenne de l'immigration, wat iergendwou eng franséisch Strategie bal ass. Well iwwerall do, wou et eng Problematik gëtt, gëtt vun de Fransousen en Observatoire oder eng Agence proposéiert, ouni dass ee richteg weess, wat da mat deenen Observatiounen, déi do solle gemaach ginn, passéiert.

D'Bestrofung vu Passeuren a vu Patronen, déi illegal Leit beschäftegen, ass och zréckbehale ginn. An et ass gesot ginn, dass d'Besoin vum der Main-d'œuvre étrangère och weiderhin national festgesat ginn, esou dass d'Immigrationspolitik, déi an Europa bedriwwen gëtt, sech zwar muss afügen an den europäesche Kader, mä an der Essenz, dat heescht um Fong, national bleift. Mir bleiwen also als Lëtzebuerg och als klengt Land op engem grouse Kontinent muer nach Meeschter iwwert déi Manéier, wéi mir d'Méischerechter vun deenen enge mat den ekonomesche Besoin vum deenen aneren op e gemeinsamen Nenner wäerte bréngen.

Eng réusséiert Immigration setzt viraus, dass eng Integratioun stattfënnt. An eng Integratioun - dat ass sécherlech entre-temps bekannt - ass keng Einbahn. Dat bedeit, dass d'Interesse vu béide Parteien muss kombinéiert ginn; dat heescht, Efforten am Accueil, déi zu Lëtzebuerg deelweis schonn um Niveau vun de Gemenge gemaach ginn, an dann op alle Gebidder an der Praxis an och an der Législatioun, Logement, Transport, Schoul, Sprooch, Gesondheet an esou weider.

Mä Integratioun heescht och nach méi wéi dat. An zwar besonnesch an engem Land wéi eisem, wou d'Demokratie entre-temps op ganz schwache Féiss steet, heescht dat och politesch Inclusioun, an zwar net nëmme wéi bis elo um kommunale Plang, mä dat heescht och, dass d'Wahlrecht ugepasst gëtt an eng verännert Realitéit. E Wahlrecht, wat et och neie Kandidaten a Kandidatinnen erlabe géif, net nëmme pro forma Kandidaturen opzestellen, onofhängeg vun hirer Nationalitéit respektiv der duebeler Nationalitéit, déi jo ausgangs des Joers och soll iwwert des Tribün goen.

D'duebel Nationalitéit ass nämlech net d'Passerelle zu enger verstärkter demokratischer Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger, mä ech denken, dass een dat muss am Kader vun der Immigration, vun der Integratioun vun den Ausländer gesinn.

Duerfir mengen ech, dass et gutt ass, dass mer haut ufänken an der Migratioun kloer Regeln, Transparenz, Respekt a Solidaritéit ze beweisen, fir eng sozial Kohesioun, déi ufänkt, heiansdo geleeëntlech ze bréckelen, erëm e bësselchen ze verstärken, an an där...

►► **M. le Président.** - Wann ech gelift, ech géif awer bieden hei!

(*Interruption*)

►► **Mme Lydie Err** (LSAP), *rapporteuse.* - ...an unzefänke mat engem positive Schrëtt an eng Richtung vun enger neier Immigrationgesetzgebung zu Lëtzebuerg, wou dat heite sécherlech ee wichtegen, mä och deen éischte Schrëtt ass.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt hei ass zu Lëtzebuerg net haut ugaangen an och net ugaangen, wéi dee Projet hei ausgeschafft ginn ass. Zënter Jore gëtt doriwwer geschwat, mä deen éischte Bericht, dee gemaach ginn ass, ass an der Chamber gemaach ginn 2004 am Februar an enger Spezialkommissioun, déi de Kolleg Marcel Glesener zu engem Rapport gefouert huet iwwert d'Immigration zu Lëtzebuerg.

Mir hunn do Zuelematerial gesammelt an hu gesinn, dass et noutwendeg war, dass mer géifen un eisem Gesetz vun 1972 doktere goen, well entre-temps d'Migratioun largelement de Kader gesprengt huet.

De 26. Mäerz, dat heescht viru méi wéi engem Joer, hate mer den éischten Échange mam Minister Schmit an der Kommissioun iwwer eng Ébauche vun engem Text. Deen éischten Avant-projet hate mer de leschte Juni virleien, an op deem Avant-projet hate mer am September an am leschte Summer schonn x Sëtzungen, wat totalement exzeptionell ass.

De Projet selwer ass eréischt am November d'poséiert ginn, an den 19. November huet d'Kommissioun hire Rapporteur designéiert. Mir haten da sechs Réuniounen nach am Januar an am Februar. Dann hu mer op den éischten Avis vum Statsrot gewaart, deen am Mee koum. Mir haten dorobber nach fënnendlos Réuniounen, wou mer dräi Stonnen hannereneen Amendementer ge-

kuckt hunn, net nëmme déi vum Statsrot, mä och déi vun deene verschiddeenen Organisatiounen, déi hir Avisen ofginn hunn, an deenen ech vun hei aus och alleguerte wëll Merci soen, well vun deene 16 Avisen, déi komm sinn a wou déi meescht op eng Autosaisine zréckginn, waren der vill derbäi, déi interessant Saache gesot hunn, esou dass déi eng oder déi aner Suggestioun vun deenen dann natierlech och iwwerholl konnt ginn.

D'Haaptdispositiounen vun deem Gesetz: Et muss ee soen, dass dat Gesetz hei geet ëm Immigration légale, dat heescht Séjour an Travail zu Lëtzebuerg, engersäits fir EU-Bierger, fir Bierger aus dem Espace économique européen an aus der Schwäiz, an anersäits dann och fir déi Bierger aus sougenannten Drëttlänner.

Positiv oder ganz positiv ze bewäerten ass, dass dat Gesetz hei sech contrairement zu deem, wat een aus dem Titel kënnt schléissen, och uwennt - jiddefalls deelweis - op d'Demandeurs d'une protection internationale, fir net nëmme ze soen d'Réfugiéen, well fir déi sech och dee ganze Volet iwwert d'Réunification familiale applizéiert. Och den HCR, dee par ailleurs sech op verschidde Punkte kritesch ausgedréckt huet, huet déi Dispositioun particulièrement begréisst.

Eng zweet Haaptsaach zu den Dispositions principales ass, dass dat Gesetz hei wéi all Gesetz am Normalen no dräi Méint no der Publikatioun en vigueur ass. Den éischten Dag vum éischte Mount, deen no der Publikatioun kënnt, ass et esou wäit.

Dat heescht an anere Wieder, an ech adresséiere mech do un déi Leit, déi hannerter mer setzen: Wa mer gäre wierklech hätten, dass dat Gesetz hei soll den 1. September a Kraaft trieden, da misst dat Gesetz dese Mount nach publizéiert ginn.

Ech weess net, wien seng Responsabilitéit dat ass, mä et wier schéin, wa mir eis net eleng heibanne schrecklech hu missen tomelen, gradesou wéi de Statsrot, fir am Fong déi Transpositioun vun den Direktiven elo nach virun der Summerpaus kënnen virzehuelen.

Deen drëtte Punkt ass eng Disposition transitoire am Gesetz, déi seet, dass, wann d'Gesetz en vigueur ass, dat heescht normalerweis 1. September oder Oktober, da wäert et esou sinn, dass déi Demanden, déi elo nach ënnerwee sinn, no deem neie Gesetz behandelt ginn.

Dat ass ënner anerem am Avis vun der Commission consultative des droits de l'Homme beanstant ginn, well do gesot gëtt, dat wier eng Application rétroactive. Dat ass et natierlech net. Et ass eng Application immédiate, a contrairement zu deem, wat nach an deemselwechten Avis stoung, gëtt et déi Application de la loi la plus favorable nëmme en matière pénale. Mir sinn awer hei a Matière administrative. Dat ass also, ob et engem passt oder net passt, eng Saach, déi vum juristesche Standpunkt aus jiddefalls net ze beanstanden ass.

Komme mer dann zu den Dispositiounen vum Fong, déi an deemem Gesetz stinn. An zwar - an elo hunn ech eng Säit verluer...

(*Interruption*)

Éischters, wéi ginn d'EU-Bierger behandelt an der Zukunft?

Wa se bis dräi Méint kommen aus engem aneren EU-Land, brauche se am Fong just eng valabel Carte d'identité oder e valabele Pass. Wa se méi wéi dräi Méint wëllen heihinner kommen - an dat ass eppes Neies, also och mengen, dass dat wierklech och derwäert ass, ënnerstrach ze ginn -, da geet et net duer, dass se beweisen, dass se Europäer sinn, mä se mussen beweisen, dass se Ressources propres hunn, fir ze évitéieren, dass, wat bis elo leider ganz oft passéiert ass, Lëtzebuerg op eemol EU-Bierger hei erëmfonnt huet, déi net à même waren, hiren eegenen Ënnerhalt ze finanzéieren.

Am Fong ass dat heiten och eng Dispositioun fir deem - wéi soll ee soen? - sozialen Tourismus eventuell Anhalt ze gebidden. Dat heescht, si kënnen wuel heihinner kommen, si kënnen op Besuch kommen, si kënnen circuléieren, mä hei etabliéiere kënnen se sech nëmme, wa se hir Ressourcen hunn, wa se eng Krankekeess hunn, wa se eventuell eng Aktivitéit hunn, déi hinnen et erlaabt, hiren eegenen Ënnerhalt ze verdéngen, oder et sief dann, dass se an enger Schoul ugemellt ginn.

Zënter dem 1. Januar 2008 ass déi sougenannte Friemekaart ofgeschafft ginn, an domadder am Fong eppes opgehale ginn, wat wierklech fir all EU-Bierger hei zu Lëtzebuerg äusserst lästeg war. Net nëmme sinn déi Enquêté fir den Etablissement vun deene Kaarten do lästeg gewiescht, mä all puer Joer si se erneiert ginn, sinn déisel-

wecht Saache gefrot ginn, déiselwecht falsch Nimm vun de Kanner répétéiert ginn an Ähnlech. Während, wann dat Gesetz hei en vigueur ass, et keng Friemekaart méi gëtt - et ass am Fong och elo schonn esou -, an d'Europäer am Fong keng speziell Pabeiere méi brauchen. Si brauche sech just, wa se méi wéi dräi Méint hei sinn, an d'Gemeng umellen ze goen, do, wou se wunnen, an da kënnen se e Récépissé kréie vun där Umeldung. Dee Récépissé beweist dann, dass se regulär hei zu Lëtzebuerg sinn.

Eng Fro stellt sech doriwwer eraus - se huet näischt mam Immigrationsgesetz ze dinn -, an zwar déi, dass engersäits europäesch Matbierger zu Lëtzebuerg also keng legal Mëglechkeete méi hunn, eng Carte d'identité ze kréien, an an hire Länner och net méi ugemellt sinn. Dat ass datselwecht mat deene Lëtzebuerg, déi am Ausland residéieren, déi och zu Lëtzebuerg keng Carte d'identité méi kënnen kréien.

Duerfir ass eng Fro, déi ech par personne interposée iwwert de Minister Schmit wollt weiderginn un den Innenminister: Wier et net interessant, sech ze iwwerleeën, ob et innerhalb vun Europa méiglech wier, den EU-Bierger an engem Land, dat net hiert eegent ass, eng Zort Carte d'identité de résident ze ginn, well se déi am Fong nëmme kënnen kréien an deem Land, wou se wunnen, fir déi Leit net ze obligéieren, dauernd mat hirem Pass an der Täsch dorëmmer ze circuléieren?

Fir zréckzekommen op d'EU-Bierger u sech: Also, si kréien keng Carte de séjour méi, si kréien no fënnend Joer, wou se hei sinn, de façon ininterrompue a geleeëntlech och no manner Joren, en Droit de séjour permanent, deen hinne vill Avantage gëtt par rapport zur Législation sociale, dee se schützt géint d'Expulsiounen, Eloignement, etc.

An da gëtt et an deemselwechte Gesetz nach e ganz wichteg Kapitel iwwert d'Familljemembere vun den EU-Bierger a wéi des Familljemembere ënner wat fir enge Konditiounen kënnen zu Lëtzebuerg en tant que tels akzeptéiert ginn. Dat ass fir d'europäesch Matbierger den Artikel 12 an deem huet zwee Deeler.

Deen éischten Deel seet, wie Familljemember ass. Dat ass éischters de Conjoint, dat heescht, deen, mat deem den EU-Bierger bestuet ass, an zweetens, esou wéi dat libelléiert ass, e Partenaire, dee verbonnen ass mam EU-Bierger, deen zu Lëtzebuerg etabliert ass an deem säi Partenariat d'Haaptkonditiounen vun eisem Gesetz iwwert de Partenariat civil erfëllt.

Dat ass natierlech eng relativ restriktiv Dispositioun, well et déi Zort Partenariat, wéi mir dat hunn, natierlech an Drëttlänner iwwerhaapt net gëtt an an Europa relativ wéineg.

Doriwwer eraus kënnen och verschidde Ascendants, dat heescht d'Elteren am éischte Grad, op Lëtzebuerg als Familljemembere kommen. Exceptionnellement - an dat seet den zweeten Deel vum Artikel 12 - kann de Minister och décidéieren, dass eng personne à charge oder ayant fait partie du ménage kann als Familljemember op Lëtzebuerg kommen; dat heescht ouni mussen nozeweisen, dass et e PACS oder e Partenariat civil an iergendenger Form gëtt. E muss natierlech nowiesen, dass et eng Vie commune war, dass eventuell gemeinsam Kanner do waren oder Ähnlech.

Dee leschten Artikel an deemem Kapitel seet och, dass d'Familljemembere, esou wéi se fir d'europäesch Matbierger gëllen, och fir d'Lëtzebuerg gëllen. Well d'Lëtzebuerg sinn zwar och EU-Bierger, mä si sinn net amgang sech an der EU ze déplacéieren an duerfir ware se heiansdo a verschiddeenen Décisiounen par rapport zu engem aneren EU-Bierger an hirem eegene Land defavoriséiert. Duerfir ass et interessant, dass des Dispositioun an deemem Kontext och prezisiéiert gëtt.

Deen zweeten Deel vum Gesetz geet iwwert de Séjour vu Leit aus Drëttstaten, an do ass dat Interessantst ze soe sécherlech dat, dass et an Zukunft nëmme méi ee Pabeier gëtt fir déi Leit aus Drëttstaten, ee Permis de séjour, wou automatesch - oder och net, jee no Fall - de Permis de travail, den Titre de travail drunhänkt.

An engem éischte Stadium geet et duer, dass Leit aus Drëttlänner e Pass hunn an eventuell e Visa, dass se net „interdit d'entrée au pays“ sinn, dass se net am Système d'information Schengen drastinn, dass se bereet sinn, den Objet vun hirem Séjour ze deklaréieren an, wa se wëlle méi laang bleiwe wéi dräi Méint, eege Ressourcen hunn. Bis dräi Méint geet et duer, dass se eng Prise en charge hu vun engem Lëtzebuerg oder engem EU-Bierger, deen zu Lëtzebuerg wunnt. Eng Prise en charge, déi awer elo esou prezisiéiert an esou de-

tailléiert ass, dass et an Zukunft net méi wäert esou oft zu enger Prise en charge kommen, wéi dat elo de Fall war.

Den Artikel 4 vum Gesetz seet nämlech, dass eng Prise en charge muss minimum fir ee ganz Joer gemaach ginn, dass se géillt vis-à-vis vum Stat fir all Frais vum Séjour, vun der Santé, vum Retour an dass déi Prise en charge muss duerch eng oder eng Gemeng legaliséiert Ënnerschrëft signéiert ginn. Dat sinn also alles Saachen, déi e bësse méi staark sinn, wéi dat bis elo de Fall war, an déi och sécherlech wäerten derzou bäidroen, dass et net méi onbedéngt zu esou villen an heiansdo fiktive Prises en charge wäert kommen.

Schaffe kann de Ressortissant aus engem Drëttstat nëmme dann, wann en eng Autorisatioun huet, an déi steet also dann op deemselwechte Pabeier. Interessant ass, dass et bis dräi Méint Leit gëtt, déi aus Drëttstate kënnen op Lëtzebuerg ouni Autorisatioun schaffe kommen; dat si Forainen, Artisten, Geschäftsleit, Leit, déi Foiren oder Salonë maachen an Ähnlech.

Bis dräi Méint geet eng Deklaratioun op der Gemeng, déi an deenen dräi Deeg no der Arrivée muss gemaach ginn, souwéi déi Copie de déclaration duer. Dat ass am Fong de Bewäis, dass dee Mënsch aus dem Drëttstat regulär am Land ass.

Et ass jo am Fong och eng normal Saach, dass et muss méiglech si feststellen zu engem Moment x, wéi vill Leit an à quel titre an engem Land circuléieren. Duerfir ass et och esou, dass d'EU-Bierger, wa se méi wéi dräi Méint hei wëlle bleiwen, sech sollen an hirer Gemeng enregistrieren, sief et nëmme fir d'Volkszählung oder aner Operationen, Sondagen, fir all Moment jiddefalls ze wëssen, wien am Land à quel titre ass.

Et bleift also esou, dass déi Kaart - Carte d'identité de résident luxembourgeois pour les résidents qui ne peuvent pas régulièrement avoir une carte d'immigration -, déi een aus engem Drëttstat kritt, wann en eng Aarbechtsgenehmigung kritt, eng eenzeg Kaart ass, déi et vun der Prozedur a vum Fong aus vill méi einfach mécht, wéi dat bis elo de Fall war, mat deene verschiddeenen Type vun Aarbechtsgenehmigungen.

Et gëtt sécherlech net méi restriktiv, well éischters d'Prozedur geännert gëtt. Et ass net méi de Patron, deen d'Aarbechtsgenehmigung muss ufroen, mä deejéinegen, deen se gär hätt, freet se un an e muss beweisen a soen, dass en déi Qualifications requises huet. E muss e Contrat de travail virweise fir e Posten, deen och op der ADEM deklaréiert ass.

Dat heescht, dass d'Préférence communautaire weider wäert spillen a wann e wëllt op Zäit heibleiwen, muss en och weisen, dass en en adaptéierte Logement huet; a wat dorënner ze verstoen ass, ass an engem Règlement grand-ducal fixéiert.

D'Prozedur ass esou, dass déi éischt Autorisatioun ausgestallt gëtt fir ee Joer a scho während deem éischte Joer kann en de Patron wiesselen; wat bis elo nach net méiglech war; wat de Mann oder d'Fra also manner ofhängeg mécht vun deem éischte Patron wou e schafft. Déi zweet Autorisation de travail - oder deen zweeten Titre de travail - géillt fir zwee Joer an e kann da schonn de Secteur wiesselen. Déi drëtt Autorisatioun kritt e fir dräi Joer an e kann dann de Secteur an d'Professioun wiesselen. Dat heescht, no dräi Joer ass dee Mënsch aus den Drëttstate fräi fir e Beruff, deen em passt a fir deen e qualifizéiert ass - wéi och ëmmer en ass -, deen zu Lëtzebuerg auszeüben.

Eng Exceptioun oder eng Vereinfachung gëtt et doriwwer eraus nach fir d'Travailleur, déi hautement qualifié sinn. Wat ass en Travailleur hautement qualifié? Een, deen eng Ausbildung huet an dee mindestens, dem Règlement grand-ducal no, véiermol de Mindestloun vun engem Travailleur non qualifié verdéngt.

De Mënsch aus den Drëttstate kritt net wéi deen aus der EU e Statut de permanent, mä e ka Résident de longue durée ginn. Den Intérêt dovunner ass deeselwechte wéi bei den EU-Bierger; d'Konditiounen sinn d'selwecht wéi bei deem anere Statut fir d'EU-Bierger; e muss fënnend Joer am Land sinn.

Awer et ass wichteg fir an deem Kontext ze soen, dass déi Zäit, déi d'Studenten am Land verbréngen, nëmme fir d'Halschecht vun der Zäit zielt, an dass déi Zäit, déi d'Demandeurs d'asile oder d'Demandeurs de protection subsidiaire hei verbréngen, net mat a Kont geholl gëtt, well déi Zäit, déi si hei verbréngen, essentiellement eng prekär ass an et awer esou ass, och wa se déi Zäit net illegal am Land sinn, dass se net e Statut fixe oder régulier hunn.

Duerfir ass et leider esou, dass déi Zäit hinnen net kann ugerechent gi fir de Résident de longue durée. Weinst deene laange Procédures d'asile riskéiere mer och zu Lëtzebuerg relativ vill Leit ze kréien, déi op eemol vun engem Statut essentiellement provisoire op e Résident de longue durée géife kommen. Dat war sécherlech net gewünscht; eng vun deenen Ursachen also vun dëser Dispositioun.

Et gëtt nach aner Statuten; ech wëll net weider op déi agoen.

Ausser dem Travailleur, dat heescht een, dee fir e Patron schafft, gëtt et e spezielle Statut fir en Travailleur indépendant. Dee muss net nëmme déi néideg Qualifikatioun an och déi néideg Autorisatiounen oder Brevet hunn; e muss och beweisen, dass en déi néideg Ressourcen huet fir zu Lëtzebuerg eng eege Firma opzemaachen. An zwar fir ze évitieren, dass Aarbechter, déi déboutéiert gi vun hirer Genehmigung, fir zu Lëtzebuerg kënnen als Travailleur ze schaffen, sech als Travailleur indépendant ausginn, am Fong just fir kënnen regulär an Europa opzefrieden, ouni dass hir Aktivitéit vun engem Intérêt fir si selwer oder awer fir d'Ekonomie vum Land ass.

Duerfir gëtt et och eng Commission consultative an dësem Gesetz. Déi kontrolléiert, ob déi Konditiounen, déi hei opgezielt sinn, alleguerten erfëllt sinn. Wann dat de Fall ass a wann dee betroffenen Untragssteller e Logement huet, da kann e fir dräi Joer maximum eng Autorisatioun als Indépendant kréien.

Da gëtt et och, mä doriwwer wëll ech kee Wuert soen, e spezielle Statut fir Sportler an hir Trainer. Do hu mer Spezialisten an eiser Kommissioun, déi ouni Zweifel dat Néideg zu deem Thema wäerte soen.

En drëtte Statut ass dee fir Élèven, Studenten, Stagiairen, Volontairen, etc. An ech mengen, dass et do wierklech interessant ass, e bësselche méi den Detail ze kucken. Déi jonk Kanner oder déi jonk Leit mussen kommen a si mussen ageschriwwen sinn an engem Etablissement, normalerweis fir Studenten an engem Établissement supérieur agréé. Si mussen, wa se net groussjäreg sinn, eng Autorisation parentale hunn, si mussen Ressourcen suffisantes hu fir hire Séjour, hir Santé an de Retour a si brauchen eng Assurance maladie.

Wat net an dësem Text drasteet, mä wat awer an aneren Texter drasteet, ass, dass se doriwwer eraus nach mussen eng Kautioun deposéiere vun 1.500 Euro d'Joer. Dat ass e relativ seriöse Problem. Ech soen dat elo hei net un d'Adress vun deem Minister, deen hei ass, mä dee ka jo dem Kolleg aus der Regierung, deen dofir kompetent ass, vläicht weidersoen, dass verschidden Associatiounen, déi sech zu dësem Projet ausgedréckt hunn, och deen Aspekt ugeschwat hunn. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, wa mer vun der Studentenaarbecht a vun den Jobs de vacance ze schwätze kréien.

Interessant ass eng Disposition exclusive nationale, fir déi och d'Studenten dankbar sinn an déi Lëtzebuerg gutt zu Gesicht steet. Dat ass déi Méiglechkeet, fir dass Studenten, déi hir Studien hei ofgeschloss hunn, zwee Joer no hirem Studium hei kënnen bleiwen, fir hiren éischten Job hei ze maachen, deen am Zesammenhang soll stoe mat där Formatioun, déi se hanner sech hunn. Duerno solle se erëm déi Kompetenzen, déi se hei erworben hunn, zréck an hir Pays d'origine bréngen, fir och net zu Lëtzebuerg deem Wahn ze frönen, deem a ville Länner gefrönt gëtt, an zwar deem, fir all déi Leit, déi gutt forméiert sinn, probéieren dozehalen an domadder eng Fuite des cerveaux an den Entwécklungslänner ervirzeruffen.

Dës Méiglechkeet ass eng ganz wichteg, an zwar aus e puer Ursachen. Well se et iw-

wert dëse Wee och Studenten, deenen hir Studentenzäit nëmme zur Halschent ugerechent gëtt, méiglech mécht, fir de Statut de longue durée awer eventuell kënnen ze kréien, wa se kënnen zwee Joer hei schaffen, an hinnen et domadder ze erlaben, ouni ze vill Schwierigkeeten heemzuegoen an hir Länner, wou se wëlle schaffen, an ze wëssen, dass se duerch de Statut de longue durée eventuell, ouni de ganze Paperassékriech erëm mussen unzefänken, erëm kënnen zréckkommen. Och dat ass eng Zort Migration circulaire, déi ze begreissen ass. Duerfir wëll ech particulièrement dës Dispositioun an dësem Text ervirsträchen.

Da gëtt et leider och, wéi ee sech et net aneschtens konnt erwaarden, gewësse Limitatiounen, fir op Lëtzebuerg eranzekommen an heizebliwen. Dat sinn déi Artikele ronderëm den Artikel 100. Wat ze soen ass, dat ass, dass et déi Saachen natierlech gëtt, mä dass et an all deene Situatiounen, wou et e Refus gëtt, e Recours gëtt, deen zwar net ëmmer suspensiv ass, deen awer ëmmer d'Méiglechkeet opmécht, e Sursis op d'Exekutioun vun där Décisioun ze froen, op déi ee waart.

Dat heescht also, dass et zwar net ëmmer en Appel gëtt, mä dass et ëmmer eng Méiglechkeet gëtt, e Sursis ze froen, ier eng Décisioun geschwat gëtt, well natierlech soss, wann den Effet net suspensiv ass, an der Praxis de Recours net vill géif déngen. Et ass also esou e Mëtteldéng zwëschen dem Idealfall an der praktescher Nécessitéit, fir d'Leit net ze incitéieren, méiglechst vill Recoursen ze maachen. Well all Recours, dee se géife weider maachen, nach ëmmer suspensiv wier. Well wa se och géife wëssen, dass et zum Schluss géif zu engem Non kommen, hätte se esou vill Zäit nach zu Lëtzebuerg erausgesonnen, déi weder hinne selwer nach dem Land, wou se sinn, eppes genotzt hätt.

Am Kapitel iwwert d'Limitatiounen steet och eppes iwwert d'Compagnies aériennes, déi Sanktiounen riskéieren, wa se Leit aus Drëttstate bréngen, déi net hir valabel Reesepabeieren hunn. Dann ass och an dësem Kapitel dran, dass Leit, déi ouni valabel Pabeieren ukommen, en attente de leur éloignement - wéi drasteet - kënnen eng Décisioun kréien, wat souguer eng méndlech Décisioun vum Minister ka sinn, déi zwar muss confirméiert ginn an engem gewëssenen Délai duerno mat engem Ordre de quitter le territoire an déi d'office muss exekutéiert ginn.

Déi ka souguer eventuell assortéiert gi mat enger Interdiction vum Territoire, wat no enger europäescher Jurisprudenz elo méiglech ass. Déi huet gesot, dass ëmmer dann, wann et eng Gesetzesiwwertriedung gëtt, eng Interdiction de territoire net als duebel Sanktioun, déi am Prinzip verbueden ass, ze considéieren ass.

Et ass esou, dass déi Délaien, déi do dra waren, gekierzt gi sinn, well och déi Dauer vun där Zäit, déi kann an där Zone d'attente oder am Centre de rétention verbruecht ginn, ëm zwee Drëttel erfogusat ginn ass. Och hei muss ee soen, dass de Sursis op d'Exekutioun vun enger Décisioun, sief et eng Décision orale vum Minister, nach ëmmer méiglech ass.

E Recours en annulation oder en appel ass net suspensiv fir d'Expulsioun. D'Expulsioun, déi eng Mesure administrative ass, déi obligatoresch nëmme dann ass, wann dee Betroffenen eng Menace fir den Ordre public duerstellt. Et ass evident, dass gewünscht ass, dass déi Mesuren hei, déi sech kënnen als néideg erweisen, mussen esou restriktiv wéi méiglech applizéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat dote war grosso modo de Contenu vun dësem Gesetz. E puer Punkten hunn an dëser ganzer Diskussioun zu méi Diskussiounen gefouert wéi aner. Duerfir wëll ech op déi puer Saachen agoen.

» **M. le Président** - Madame Rapportrice, Dir musst zwar esou lues zum Schluss kommen.

» **Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse** - Ech hunn zwar nach zéng Minutten, wann ech richteg informéiert sinn. A wann dat net esou ass, da muss ech herno eng Kéier erëmkommen, fir et fäerdeg ze maachen. Et ass just wéi Dir wëllt. Ech hu bis elo de Rapport gemaach. Ech hu 40 Minutten, ass mer gesot ginn.

(**Interruption**)

» **M. le Président** - Neen, de Rapporteur huet 30 Minutten an - war gesot ginn an der Conférence des Présidents - eng gewësse Flexibilitéit. Elo sidd Der schonn zéng Minutten doriwwer eraus. Déi gewësse Flexibilitéit...

» **Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse** - Ech sinn elo bei 30 Minutten. Mä ech hu kee Problem...

» **M. le Président** - Laut dem Tableau, deen annoncéiert: Hei sinn et 30 Minutten, en fait sinn et der 40.

» **Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse** - Ah sou! Hår President, ech proposéieren lech da Folgendes. Dat dote war dat, wat am Gesetz steet. Déi Punkten, déi zu den Diskussiounen gefouert hunn, déi kommen ech lech dann herno zielen en nom personnel. Dat gëtt mer och eng gewëssen Leleboufräiheet zu deene Punkten. Ech géif dann haut ophalen.

» **M. le Président** - Madame Err, ech sinn d'accord, fir déi Flexibilitéit, déi d'Conférence des Présidents lech zougestanen huet, esou wäit auszudehnen, dass Der Är Ausféierung kënnt fäerdeg maachen, wann d'Chamber domat d'accord ass.

(**Assentiment**)

Ech gesinn, dat ass de Fall. Duerfir, Madame Err, wann ech gelift, fuert virun.

» **Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse** - Da bleiwen ech bei enger Kéier.

» **Une voix** - Très bien!

» **Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse** - Da kommen ech zu deene puer Punkten - ech probéieren dat dann och elo zesummenzeraffen -, déi diskutéiert a contestéiert gi sinn. Ech wëll da ganz kuerz soen, wéi déi Diskussiounen gelaf sinn.

Éischtens, Ressources propres. Ech hu schonn ugekënnegt, dass dat bis elo fir europäesch Matbirger keng Konditioun war an dass dat e sozialen Tourismus mat sech bruecht huet, deen eigentlech kee Land sech leeschte kann. Duerfir ass et wichteg ze wëssen, wat Ressources propres sinn. Et gëtt e Règlement an déi Ressources propres changéiere jee nodeem vu wem senge Ressources personnelles mer schwätzen.

Am Règlement grand-ducal gëtt gesot, dass ee bis dräi Méint muss kënnen nowiesen, dass een d'Moyens de séjour et de retour huet a Form vu Borgeld, Schecken oder vun enger Prise en charge, op déi ech viru schonn agaange sinn. Iwwert dräi Méint muss een 80% vum Salaire minimum hunn als Ressource propre, a fir de Regroupement familial ass et de Salaire minimum. Fir de Résident de longue durée ass et den „salaire social minimum suffisant à ses propres besoins et à ceux de la famille“, well et jo soll e Regroupement ginn.

Esou dass déi Froen do mat Präzisioun gekläert gi sinn. A well se iwwer Règlement grand-ducal gekläert gi sinn, kënnen se natierlech dann och, wann et néideg wier, relativ schnell an einfach ugepasst ginn.

Dann hate mer e gréissere Problem mat der Aarbecht vun de Studenten. E Student zu Lëtzebuerg brauch anscheinend - jiddefalls um Pabeier; et muss nach ee mer erweisen, wéi dat an der Praxis soll méiglech sinn - 700 Euro de Mount, dovunner 350 Euro fir de Loyer an 350 Euro fir de ganze Rescht; dat heescht, fir ze liewen, Bicher, etc.

Eischtens ass et zu Lëtzebuerg, wann een net op der Uni ass, praktesch onméiglech oder schwéier jiddefalls, e Logement ze fanne fir 350 Euro de Mount. Da gëtt gesot, 350 Euro fir de Mount an da kann e Student, wann e méritant ass, nach 3.500 Euro d'Joer als Bourse kréien. 3.500 dividéiert duerch zwielef - well bei Studenten, déi wierklech aus Drëttstate kommen, kann een net duerch zéng dividéieren, well déi ginn och de Summer net onbedéngt heem, well se d'Moyenen net hunn -, dat sinn 290 Euro. Dat si 640 Euro, wa se d'Bourse kréien. An d'Bourse kritt een nëmme, wann een en Élève méritant ass.

Duerfir fannen ech wierklech, dass dat heiten net ganz realistesch ass. Ech fannen et net realistesch, fir ënnert deene Konditiounen de Studenten e Maximum - an nach iwwerhaupt net dat éischt Joer - vun zéng Stonnen d'Woch ze erlaben; ausser de Vakanzen, wou se kënnen 40 Stonnen schaffen, wéi mer gëschter ugekënnegt kritt hunn, mat engem Contrat à durée déterminée; wat och net dat Gielt vum Ee ass. Ee Contrat à durée déterminée, deen theoretisch och ënnert deeneselwechte Parteien normalerweis nëmme eemol ka renouvelléiert ginn, deen also d'Studenten, déi am Joer wëlle schaffen, an d'Patronen, dozou féiert, all zweet Joer weinstens de Patron respektiv den Aarbechter ze wiesselen. All dat gëtt mir dat Gefill, dass net gewünscht ass, hei Leit op der Uni ze hunn, déi sech et net absolut kënnen leeschten, zu Lëtzebuerg ze liewen.

Ech fannen dat bedauerlech, well eng international Uni ass och op eng kulturell Differenz vun hire Studenten ugewisen. An ech si perséinlech ganz sensibel op déi heite Fro, well ech och net studéiert hätt, wann ech net d'Méiglechkeet gehat hätt, während mengem Studium ze schaffen. Ech mengen, och mat zéng Stonnen d'Woch wier et bei mir deemools schonn net duergaangen. Haut ass dat net aneschtens.

Wa mer dann nach kucken, dass déiselwecht Studenten aus den Drëttstaten och nach sollen eng Kautioun deposéieren, da mengen ech misst ee sech weinstens iwwerleeën, en attendant, dass d'Studenten en général kéinten eng Bourse kréien an en général kéinten e Prêt à taux préférentiel kréien, weinstens fir déi Studenten aus den Drëttstaten, besonnesch dann, wa se aus deene Länner kommen, déi eis Zillänner sinn. Et kéint ee virgesinn, deene Studenten e Cadeau ze maachen oder hinnen déi Sue vun hirer Kautioun fir hir Liewenskäschtendeckung zur Verfügung ze stellen.

Ech denken och, dass et richteg ass, fir ze soen, Studente kommen, fir ze studéieren, an dat solle se och maachen. Mä fir dass se dat kënnen maachen, mussen se sech dat och kënnen leeschten. Duerfir ass dat e bëssen en zweeschneidegt Schwäert. Besonnesch wann ee weess, dass Studenten op der Uni jo awer Erweussener sinn a jo ofchecke kënnen missten, wat si sech selwer kënnen zomudden, wéi laang se kënnen schaffen goen, fir hir Examen awer nach ze packen.

Och wann et anerersäits kloer ass, dass dat heite keen zweete Wee soll ginn, fir Leit erakommen ze loossen, déi mat enger Studen-tekaart ouni Autorisatioun an ouni Préférence communautaire zu Lëtzebuerg schäpfen an eventuell dann herno kënnen nowiesen, dass se e Recht hunn, zu Lëtzebuerg ze bleiwen an eng Aarbechtsgenehmigung ze kréien.

Ech mengen, dass et Mëttelweeër misst ginn. Den Aarbechtsminister huet jo versprach, dass hien am Kader vun där Direktiv, déi nach komme soll, e Calcul gemaach huet, wou dat heite géif präziséiert ginn, an huet och versprach, dass hien no zwee Joer géif eng Evaluatioun maachen, fir ze kucken, ob déi Stonnenzuel do soll gehuewe ginn, esou dass een da mat dësem Kompromëss muss liewe kënnen während där Zäit.

Wéi allerdéngs déi Studenten an deem éischte Joer, deenen zwee Semesteren iwwert d'Ronne kommen, déi keng Bourse kréien an déi keng Suen hunn, dat ass mer e Rätsel. Déi hu mer op jidde Fall da fir Lëtzebuerg scho verluer, an och dat, mengen ech, ass eigentlech ze bedauern.

En zweete Punkt, deen diskutéiert ginn ass, war de Regroupement familial. Do muss ee soen, dass et favorabel ass, dass dee Regroupement familial och zielt fir d'Bénéficiaires d'une protection internationale. Dat ass sécherlech ganz positiv.

Wat schwierig nozevollzéien ass, dat ass, dass mer e puer Definitionen hu vun deem, wat e Membre de famille ass. E Membre de famille an d'Latitud fir e Regroupement familial si verschidden, jee nodeem ob et sech ëm en EU-Bierger oder ëm en Drëttstaatler handelt.

Den HCR an och d'Commission consultative des droits de l'Homme erklären alle béid, an och aner Organisatiounen, déi sech dozou ausgedréckt hunn an hiren Avisen, soen, d'Base vun dësem Artikel ass natierlech den Artikel 8 vun der Europäescher Menschenrechtskonventioun, deen den Droit au respect de la vie privée et familiale et de son domicile et de sa correspondance feststellt.

Deen Droit, deen e Mänscherecht ass, ass menger Meenung no en Droit, deen een net kann aneschtens applizéieren, jee nodeem wéi de Statut vun engem Bierger zu Lëtzebuerg ass.

Or, eist Gesetz mécht dat, an ech wëll lech erkläre wéisou. Eist Gesetz definéiert am Artikel 12, wie Familjemember vun engem EU-Bierger ass. Dat ass de Conjoint, de Partenaire, deen d'Konditiounen vun eistem Gesetz iwwert de Partenariat erfëllt, an dann eng zweet Rubrik Personne à charge oder qui a fait partie du ménage ou dont le citoyen européen doit s'occuper pour des raisons de santé.

An deene Fäll kann de Minister also och, wann eng Koppel, déi net offiziell gebonnen ass, zesummegeliift huet an eventuell Kanner huet, eng Exceptioun maachen, wann hie Beweiser kritt, dass déi Leit zesummegeliift hunn, dass se Kanner hunn, etc.

Dat ass eppes, woumadder ee ka liewen, wa mer dovunner ausginn, dass een deen Text hei favorabel interpretéiert.

Dat gëtt awer vill méi schwierig, wa mer da bei de Ressortissanten aus den Drëttstate sinn. Dozou seet den Artikel 70 interessanterweis: den éischte Conjoint majeur. Dat ass fir ze évitieren, dass Drëttstaatler sech mat Leit bestueden, déi net groussjäreg sinn, sous prétexte fir se eranzebréngen. Dat ass alles verständlech.

Da geet et och ëm nëmmen ee Conjoint vun engem, deen hei ass. Wann e polygam wier, dat ass jo eng Fro, déi eise Kolleeg Henckes ëmmer staark beschäftegt huet, kéint en awer ëmmer nëmmen ee Conjoint matbréngen, mä d'Kanner alleguerten, dat kënnen der méi sinn, mä mer sinn awer nach ëmmer prinzipiegetrei. Eventuell kënnen d'Ascendants och vun engem Regroupement familial bénéficiéieren.

Et kann een eventuell e Regroupement familial refusieren, wann een nettement d'Gefill huet, dass et e Mariage war, dee just concluéiert ginn ass, fir eben e Familienmitglied an Europa eranzebréngen.

Hei ass keng Exceptioun vum Minister virgesi fir déi Leit, déi zesummegeliift hunn an déi keng offiziell enregistriert Relatioun haten. Et gëtt just eng Méiglechkeet iwwert den Artikel 78, dat ass d'Autorisation pour raison d'ordre privé. Déi huet awer den Nodeel, dass se zwar op déi Leit geméint ass, déi mat deem Drëttstaatler, dee regulär zu Lëtzebuerg wunnt, zesumme waren, mä si müssen dee Moment awer theoretesch jiddefalls Ressourcen suffisantes nowiesen. An dat ass fir Leit, déi aus Drëttstate kommen, sécherlech heiansdo eng Quadrature du cercle.

Dat, wat gutt dorun ass, dat ass, dass den Artikel 78.2 präziséiert, dass déi Ressourcen suffisantes net onbedéngt Ressourcen personnelles musse sinn, sou dass een doduerjer kënn unhuelen, dass en Drëttstaatler, deen hei residéiert an de Saalre minimum huet, genuch Ressourcen huet, fir de Conjoint aus deem anere Land kënnen op eege Käschte mat op Lëtzebuerg ze bréngen.

Wann dat esou ass, da kann een och heimmadder liewen, mä eigentlech ass et nach ëmmer keng Ursach, fir e Mënschrecht aneschters unzewenden an aneschters ze interpretéieren, jee nodeem ob et sech ëm europäesch Matbierger oder ëm Drëttstaatler handelt.

Dat soen ech net eleng. Dat soen an anere Wierder och den HCR, Rosa Lëtzebuerg, d'Commission consultative des droits de l'Homme, d'Chambre du Travail, d'ASTI, de Conseil national des étrangers, etc.

Ech géif lech duerfir ze iwwerleeë ginn, ob-schonn dat elo an deem Stadium net méiglech war, fir déi Saachen unzepassen, well ech fannen, dass et wierklech schued wier, mat deene Progrésen, déi mer duerch dëst Gesetz maachen, eng Jurisprudenz um europäesche Plang ze riskéieren, wou mer duerch déi Schwächt do, duerch déi mer d'Direktiv iwwert de Regroupement familial net ganz korrekt ëmsetzen, géifen eng schlecht Zensur kréien, während d'Gesetz en général vun enger ganz positiver Teneur ass.

Personnellement, wéi de Statsrot iwwregens och, bedauern ech dat. D'Majoritéit war enger anerer Meenung an der Kommissioun, esou dass déi Fro do provisoersch gekläert ass.

Ech kommen domadder dann zum Schluss, Här President. Ganz, ganz kuerz: Iwwert d'Amendement ass net ganz vill ze soen. De Statsrot hat a sengem éischten Avis eng Reserv zum Artikel 41 iwwert de Secret médical. Mir hunn dat ugeholl.

De Statsrot hat och eng formell Oppositioun zum Artikel 149, d'Amende forfaitaire vu Patronen, déi Leit beschäftegen, déi illegal am Land wieren. Och do huet d'Kommissioun de Considération vum Statsrot Rechnung gedroen.

Mir hu selwer dunn Amendementen proposéiert, an de Statsrot war praktesch mat alle Saachen d'accord, ausser zwee Detailler, op déi ech net wëll agoen, well et technesch a relativ lästeg ze erklären ass.

Ech wëll mech duerfir dorop limitéieren, zur Konkursioun dräi Saachen ze soen. Dat Gesetz hei huet enorm Avantage, éischstens, well et eng Approche globale mécht, well et net nëmmen zur Immigratioun schwätzt, mä och zur Integratioun, och wann dee Volet an engem anere Gesetz entre-temps steet an engem Spezialgesetz soll komplettéiert ginn; well et zweetens Transparenz a Recoursen erabrénge an en Domän, wou bis elo alles relativ flou war, op Basis vu Règlementen a Praxissen, déi een net ëmmer konnt genee novollzéien; well et drëtens e Gesetz ass, wat eng Simplificatioun vun de Paperass bréngt a méi eng grouss Mobilitéit vun den Aarbechter duerch de Fait, dass et nëmme méi een Titre hei gëtt.

Et huet virun allem och fir d'Studenten en enormen Avantage, doduerch, dass se net méi, wa se wëlle schaffe goen, enger Préférence communautaire ënnerworf sinn, well se keng Autorisation de travail brauchen, och dann, wann déi Zäit, déi se därefer schaffen, net déi ass, déi mer eis gewünscht hätten.

D'Ressources propres, mengen ech, muss een - och wann dat engem net ëmmer passt - och als Avantage gesinn, well den Tourisme social ass eppes, wat kee Land sech op d'Längt ka leeschten.

Duerfir denken ech, dass dat Gesetz hei e ganz positive Schrëtt ass, an ech wëll duerfir jiddferengem recommandéieren, dat Gesetz och ze stëmmen.

Ech wëll net vergiessen, jiddferengem Merci ze soen: de Kollegen aus der Kommissioun, déi stonnelaang bereet waren, deen Text do ze analyséieren; de Kollegen aus der Chamber, mä och den Experte vum Ministère, déi stonnelaang op Froe geäntwert hunn, déi fir si wahrscheinlech scho laang evident waren, ouni sech ze beschwéieren iwwert de President, deen an deene laangen Diskussiounen an der Kommissioun liicht d'Gedold verluer huet; der Madame Barra, déi endlos Tableaux gemaach huet mat Avisen an déi eis domadder am Fong Weekendsaarbechten terribel verkierzt huet; a virun allem och menger Mataarbechterin, dem Melanie Troian, déi mer ganz vill gehollé huet bei deem heite Rapport.

No deene Mercien, déi ech lass gi sinn, Här President, bleift mir just nach dräi Saachen hei ze déposieren: zwou Motiounen an eng Resolutioun.

Ech fänke mat där éischter Motioun un; dat ass déi, déi ech schonn ugeschwat hunn, an zwar déi iwwert d'Codificatioun vun allen Texten, déi mat de Migranten zesummenhänken. An deen zweeten Text, eng Resolutioun an eng Motioun, wou ech engersäits d'Regierung an anersäits d'Chamber selwer opfuerderen, alles dat ze maachen, wat noutwendeg ass, fir déi Dispositiounen vun deem komplizéierte Gesetz un d'Leit ze kréien, déi concernéiert sinn, un d'Patronen, déi musse wëssen, wéi d'Regele muer sinn.

Contrairement zu allen anere Gesetzer, wou d'Informatioun eigentlech och misst ëmmer am Detail geschéien, hu mer hei eng Obligatioun duerch d'Direktiv, duerch déi mer am Fong vu verschiddene Leit, déi Avisé gemaach hunn, gefrot gi si fir eng Dispositioun an d'Gesetz ze maachen.

Mir hunn dat net gemaach. Mir sinn awer der Meenung, dass mer mat dëser Motioun a mat der Resolutioun eisen Obligatiounen, déi d'Direktiv eis gëtt, zurechtkommen a jiddfereng muss dann dat maachen, wat him dozou zur Aarbecht usteet. Dat bedeit leider, Här President, dass mer, wann dat Gesetz do soll de September a Kraaft trieden, nach eng Décisioun vum Büro zu dëser Fro brauchen, ier mer an d'Vakanz ginn.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *saluant la prise en considération de la problématique de la migration dans sa totalité dans le projet de loi sur l'immigration;*

- *considérant que cette approche globale se traduit par le regroupement dans un seul texte des dispositions concernant aussi bien l'entrée et le séjour que l'emploi et le regroupement familial;*

- *estimant que le projet de loi complète utilement la loi du 5 mai 2006 concernant le droit d'asile et les formes complémentaires de protection;*

- *considérant que la future loi sur l'immigration ne contribuera à un meilleur vivre-ensemble entre Luxembourgeois et non Luxembourgeois que si elle est complétée par les futures lois portant sur la nationalité et sur l'intégration;*

- *s'attendant à ce que la législation luxembourgeoise sur l'immigration soit sous peu complétée par d'autres directives européennes;*

*invite le Gouvernement*

- *à codifier tous les textes en rapport avec les migrations, de manière à augmenter la lisibilité de la législation luxembourgeoise en la matière.*

(s.) *Lydie Err, Xavier Bettel, Félix Braz, Ben Fayot, Laurent Mosar.*

### Motion 2

*La Chambre des Députés,*

- *saluant l'adoption du projet de loi sur l'immigration qui, par la transparence qu'il apporte à notre législation en la matière, constitue une nette amélioration par rapport à la situation actuelle;*

- *constatant qu'il s'agit d'un texte complexe;*

*invite le Gouvernement*

- *à saisir l'occasion de l'entrée en vigueur de la loi pour informer dûment le public concerné tel que prévu par l'article 34 de la directive 2004/38 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres.*

(s.) *Lydie Err, Xavier Bettel, Félix Braz, Ben Fayot, Laurent Mosar.*

### Résolution 1

*La Chambre des Députés,*

- *saluant l'adoption du projet de loi sur l'immigration qui, par la transparence qu'il apporte à notre législation en la matière, constitue une nette amélioration par rapport à la situation actuelle;*

- *constatant qu'il s'agit d'un texte complexe;*

*décide*

- *de saisir l'occasion de l'entrée en vigueur de la loi pour informer dûment le public concerné tel que prévu par l'article 34 de la directive 2004/38 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres.*

(s.) *Lydie Err, Xavier Bettel, Félix Braz, Ben Fayot, Laurent Mosar.*

Ech soen lech Merci.

### Plusieurs voix.- Très bien!

**M. le Président.**- Merci, Madame Rapportrice. Da fänke mer u mat der Diskussioun iwwert de Projet. Fir d'éischt den honorablen Här Mosar.

### Discussion générale

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass also d'Chamber befaasst mat dem Gesetzesprojet iwwert d'Immigratioun, deen d'Gesetz vum 28. März 1972 iwwert d'Entrée an den Openhalt vun den Ausländer soll ersetzen. Méi wéi 36 Joer huet dat bis haut nach aktuell Ausländergesetz also um Bockel.

An der Zwëschenzäit huet allerdéngs d'Situatioun vun der Immigratioun weltwäit, awer ganz besonnesch an Europa an och domadder zu Lëtzebuerg fundamental changéiert. Ëmmer méi Leit schaffen a liewen net méi an hirem ursprüngeleche Gebuertsland.

Déi international Mobilitéit ass dann och eng wesentlech Facette vun der Mondialisation. Si stellt sécherlech eng grouss Chance fir all Gesellschaften duer, ënner der Konditioun, dass dës Gesellschaften dës international Mobilitéit op engem wirtschaftlechen an och soziale Plang géieréiert kréien.

D'Virdeeler vun der Immigratioun fir eist Land leien op der Hand: e méi performante Wirtschaftswuesstum, eng besser Nohaltegkeet vun eise Gesondheets- a Pensionsregimer, eng manner schnell Iwweralterung vun eiser Bevölkerung.

Dee permanente Wirtschaftswuesstum, op deen eist Land an deene leschte Jorzéngten zréckkucke kann, an déi domadder verbonnen Avancen am Sozialberäich sinn zréckzeféieren, op där enger Säit, op déi wirtschaftlech Ouverture vun eisem Land, mä op där anerer Säit op d'Immigratioun, ouni déi mer sécherlech haut net esou exzellent géifen dostoan.

D'Immigratioun ass eng Gesellschaftsfrage, well se eng ganz Rei vu Beräicher beréiert wéi d'Wirtschaft, den Aarbechtsmaart, d'Education an d'Recherche; fir nëmmen déi wichtegst hei opzezielen.

Fir datt dës Immigratioun réusséiert, ass et eminent wichtig, dass se sech an e Gesamtkontext vu sozialer Kohesioun aschreift.

Wann ech vu sozialer Kohesioun schwätzen, da fir ze ënnersträchen, dass d'Gesetz iwwert d'Immigratioun en éischt wichtegt Element vun engem gesamte Puzzle ass, an op där anerer Säit d'Gesetz vun der Nationalitéit an dat iwwert d'Integratioun och dozougehéieren.

Ech mengen duerfir, dass et wichtig ass, dass een dës dräi Gesetzer an e Gesamtkontext setzt, deen eist Land fit mécht fir d'21. Jorhonnert.

Europa brauch Immigratioun a Lëtzebuerg brauch besonnesch dës Immigratioun, a sief et nëmme fir eis demographesch Defiziter opzefänken. Dee Projet, dee mer de Mëttge hei diskutéieren, ass duerfir fir eist Land vun allergréisster Bedeitung.

Här President, erlaabt mer am Ufank vu mengen Ausféierungen e grouse Merci ze

riichten un eis Rapporteuse, d'Madame Lydie Err, déi hei mat deem vun hir gewinnenen Engagement a Sachkenntnis eis net nëmmen en exzellente schrëftlechen, mä awer och mëndleche Rapport ofgeliewert huet, deen a sech eng komplett Beschreibung vun där voluminöser Problematik vun der Immigratioun mécht.

Erlaabt mer awer och, Här President, eng ganz kleng Kritik un der Madame Err. Ech hu gesot, ech hu ganz staark hire mëndlechen an hire schrëftleche Rapport apprécieiert. Ech muss allerdéngs soen, dass se e bëssleche staark iwwerzunn huet an hirem Zäit. Et ass net dat, wat mech stéiert. Wat mech hei e bëssleche gestéiert huet, dat ass, dass se do eng perséinlech Appréciatioun an haaptsächlech perséinlech Kritiken iwwer verschidden Dispositiounen vun deem Projet de loi gemaach huet. An ech mengen, dass ass nu manifestement net an der Roll vun engem Rapporteur. De Rapporteur soll sech dorobber limitéieren, eng allgemeng Beschreibung vun der parlamentarischer Aarbecht an der Kommissioun ze maachen.

### (M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mäi Merci geet awer och, Här President, un déi aner Kolleginnen a Kollegen aus der zoustänneger Kommissioun, a ganz besonnesch un hire President, de Kolleg Ben Fayot, dee mat vun him gewinnener Akribie a grousser Gedold déi net ëmmer einfach Diskussiounen presidéiert huet an et ëmmer erëm fäerdeg bruecht huet, d'Kolleginnen an d'Kollegen op dat Wesentlech zréckzeféieren, wat, wéi gesot, net ëmmer einfach war.

E leschte Merci geet dann awer och vu menger Säit aus un d'Sekretärin vun der Kommissioun, d'Madame Barra, déi eng Herkulesaarbecht hei geleescht huet, esou wéi d'Regierungsvertrieder, d'Madame Ecker an den Här Wagner, déi mat vill Sachkenntnis awer och Gedold ëmmer erëm op d'Fro vun der Kommissioun geäntwert hunn.

Ech wëll awer an deene Mercien net den zoustännegen Minister, den Här Schmit vergiessen, deen och ëmmer erëm à la disposition vun de Kollegen aus der Kommissioun war an och ëmmer ganz positiv op Propositionen geäntwert huet, déi em gemaach gi sinn.

Här President, am Ufank vu mengen Ausféierungen wëilt ech awer nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, dass d'Diskussioun iwwert d'Immigratioun u sech lancéiert ginn ass vun engem Rapport vu mengem exzellente Fraktiounskolleeg, dem Marcel Gleesener, deen a sengem Rapport eng Rei vu Propositionen deemools scho gemaach huet, déi sech och an deemem Projet de loi erëmfinden.

De Projet, dee mer haut hei diskutéieren, soll also eisem Land eng modern a kohärent Immigratiounsléiglatioun ginn. Et geet hei, wéi schonn d'Madame Rapporteuse dat ënnerstrach huet, virun allem drëm, eng Rei vun europäeschen Direktiven ëmzesetzen an op där anerer Säit awer och eng besser Äntwert op déi verschidden Immigratiounstypen ze ginn, wéi dat am Moment am aktuelle Gesetz de Fall ass.

Virun allem soll dëst Gesetz d'fräi Circulatioun vun de Bierger vun der Europäescher Union erlichteren, op där anerer Säit awer och eng Ouverture op d'Leit aus Drëttlänner maachen.

Derniewent soll et dann elo och an Zukunft méi einfach gi fir auslännesch Entrepreneuren, sech hei nidderseloosse respektiv Leit, déi einfach nëmme wëlle vu fir si méi steierlech gënschtegem Ëmfeld hei zu Lëtzebuerg profitéieren. D'Prozedure gi vereinfacht an et gëtt an Zukunft och nëmme méi eng Autorisation, well de Permis de travail an d'Autorisation de séjour fir Salariéen aus Drëttlänner fusionéieren.

D'Vereinfachung vun deese Prozeduren ass dann och eent vun den Haaptobjektiven vun deemem Gesetz, wat ech besonnesch hei wëll ënnersträchen, well déi Prozeduren, wéi se am Moment funktionéieren, net nëmme vill ze vill laang daueren, mä haaptsächlech äusserst schwéierfällig sinn. Allerdéngs wäerten dës Prozeduren an Zukunft nëmme verkierzt ginn, wann och den zoustännegen Integrationsministère sech déi

noutwendeg Personalmoyenë gëtt, fir op déi sécherlech grouss Zuel vun Ufroen ze reagéieren.

Ech hunn am Moment d'Gefill - an dat ass sécherlech guer keng Kritik an deene Leit, déi am Moment an deem Ministère schaffen, well déi leeschten eng exzellent Aarbecht -, dat dësse Ministère ënnerbesat ass. Eis Suerg ass, dat dësse Ministère esou organiséiert gëtt, dat déi Dossieren an enger rasonnabeller Zäit kënnen instruéiert ginn. Ech wär och frou, wann den zoustännege Minister a senger Interventioun eis herno géif e bësselchen duerleeën, wéi eventuell d'Organisatioun och vum Ministère wäert nach organiséiert ginn.

En anere Punkt, dee mir Suerge mécht, ass, dat dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, net onbedéngt ganz verständlech ass, an dat souguer fir d'Spezialisten, wéi mer dat ëmmer erëm während eise Sitzungen an der zoustänneger Kommissioun konnte feststellen.

Wann allerdéngs, Här President, schonn d'Spezialiste Problemer mat der Interpretatioun vun deem engen oder aneren Artikel hunn, esou muss ee sech dach d'Fro stellen, wéi déi Normalstierflech sech sollen an deem Text erfännen, ouni d'Ënnerstützung vu Spezialisten. Mir géifen duerfir virschloen, dat den zoustännege Ministère esou schnell wéi méiglech eng Broschür a verschiddene Sproochen géif erausginn, déi op méiglech einfach Manéier déi verschidde Prozedure géif erklären an deenen interesséierte Leit och de Wee géif weisen, wéi se musse virgoen, wa se an Zukunft eng Demande fir eng Openthaltsgenehmegung wëlle maachen.

Ech denken hei net nëmmen un déi direkt concernéiert Matbierger, mä och un déi ganz vill Patronen, déi mat Ongedold op dëst Gesetz waarden an déi am Ufank sécherlech wäerten hir Problemer hunn, sech an deem relativ oniwiersiichtlechen Text ermëtzefannen. Mir wäerten och aus deem Grond souwuel d'Motioun wéi d'Resolutioun vun der Madame Lydie Err matdroen, well mer et effektiv wüchteg fannen, dat eng gréisstméiglech Informatioun souwuel um Niveau vum Ministère wéi vun der Chamber hei wäert gemaach ginn.

Här President, no dëse méi allgemenge Bemerkungen erlaabt mer dann elo méi punktuell op verschiddene Aspekter vum Projet anzegoen. Ech wäert dat relativ an enger kuerzgefaasster Form kënnen maachen, well d'Madame Err an engem ganz extensive schriftlechen an och mündlechen Rapport op déi wesentlech Aspekter vun deem Projet agaan ass. Ech wäert och duerfir net weider op d'Openthaltsgenehmegung vun der Bierger aus der Europäescher Unioun agoen.

Här President, ech wëll dann elo fir d'ëischt op d'Autorisation de séjour fir déi Leit agoen, déi an eist Land wëlle schaffen kommen. Dëst Kapitel ass vläicht souguer d'Häerzstück vun deem Projet, well et eisem Land erlaabt, a verschiddene Secteuren, wou et quasiment onméiglech ginn ass, nach Leit aus der Groussregioun oder aus der Europäescher Unioun ze rekrutéieren, dann och elo kënnen an Zukunft ausserhalb vun dëser Unioun sichen ze goen.

Mir begrëssen duerfir och, dat hei d'Prozedur wesentlech vereinfacht gëtt, an dat an Zukunft de Salarié aus engem Drëttland just nach brauch eng Openthaltsgenehmegung a kee Permis de travail méi unzefroen. Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, dat dat net heescht, dat an Zukunft Aarbechtskräften aus Drëttländer de Lëtzebuerg oder den Ausländer, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, d'Aarbechtsplaz géifen ewechhuelen. Mä nach bleift hei d'communautär Präferenz integral bestoen. Dat heescht, dat fir all Aarbechtsplaz, déi op ass, de Lëtzebuerg oder den EU-Ausländer Präferenz kritt virum Net-EU-Ausländer.

Ech mengen, dat et wichteg ass, dat een de Bierger dat ëmmer erëm erklärt, fir net déi falsch Impressioun opkommen ze loosse, elo géife mer ausserhalb vun den europäesche Grenzen och nach Aarbechtskräfte siche goen, déi eisen Aarbechtslose géife Plazen ewechhuelen. Derbäi kënn, dat all Demande vun engem Bierger ausserhalb vun der Europäescher Unioun muss fir d'ëischt vun enger konsultativer Kommissi-

sioun gepréift ginn, déi dann och heiriwwer en Avis un den zoustännege Minister mécht.

Ech wëll nach drop opmierksam maachen, dat den Artikel 42 a sengem Paragraph 3 virgesäit, dat et méiglech ass hei a verschiddene Berufssparten, déi Problemer hunn um Niveau vum Rekrutement, eng rapid Prozedur ze maachen, laut där et noutwendeg ass, en Avis vun där Commission consultative anzehuelen.

Eng vun den Neierungen ass och, dat de Salarié an Zukunft kann de Patron changéieren. Allerdéngs muss hien an där Professiou bleiwen, fir déi hien eng Openthaltsgenehmegung kritt huet.

Schlussendlech ass an deem Kontext och nach eng Kéier ervirzesträichen, dat den Artikel 45 eng méi schnell administrativ Prozedur virgesäit fir d'Travailleur hautement qualifié. Domat anticipéiert hien och schonn déi europäesch Direktiv iwwert d'Afféierung vun enger sougenannter „bloer europäescher Kaart“.

Eng Kritik, déi een hei kann äusseren an déi sech och schonn am Avis vun der Chambre de Commerce erfännt, ass, dat bei de sougenannten „Personnes hautement qualifiées“ de Poste de responsabilité, dee se solle bekleeden, net genau définéiert ass. Allerdéngs muss een och unerkennen, dass een do der zoustänneger Kommissioun respektiv dem Minister muss e gewësse Spillraum loossen, fir kënnen eng Décisioun ze huelen.

Här President, erlaabt mer dann och an deem Kontext op d'Kategorie vun de Sportler anzegoen, déi an Zukunft also wäerten eng spezifesch Kategorie duerstellen, déi jo och ënner ganz speziell Konditiounen wäerte fallen.

Fir d'ëischt wëll ech am Numm vu menger Fraktioun begrëssen, dat mer an deem Gesetz déi Situatioun vun de Sportler, déi bis elo méi wéi flou war, endlech op eng korrekt a prezis Manéier regelen. An Zukunft wäerten also d'Traineren an d'Sportler deeneselwechte Bedéngungen ënnerworff ginn, wéi all Salarié aus iergendwéi engem anere Secteur.

Och wa mer mat dëser Regelung ee fir allemol d'Situatioun vun de Sportler regelen, esou erlaabt mer dach op zwee Problemer opmierksam ze maachen, déi sech riskéieren an Zukunft ze stellen.

Éischtens brauchen dës Sportler jo net wéi aner Salarié fir d'ëischt hir Demande musse aviséiert kréie vun der Commission consultative, mä hiren Dossier gëtt ouni esou en Avis direkt vum Minister tranchéiert. Hei stellt sech d'Fro, ob de Gläichheitsprinzip vun all Salarié net a Fro gestallt gëtt, well mer jo fir de Rescht d'Sportler ganz genau behandle wéi all aner Salarié. Hei muss een hannerfroen, wéi e Gericht eventuell géif tranchéieren, wann iergendeen anere Salarié wéinst dëser Dispositioun kloer kënn. Ze hoffen ass, dat d'Gericht dann net d'Berechtigung vun der Commission consultative fir Salarié a Fro stellt, wat dann zu enger méi verwirreter Situatioun géif féieren.

Eng zweet Observatioun ass, wa mer d'Sportler gläichsetze mat all deenen anere Salarié, dann heescht dat am Praktischen, dat an Zukunft d'Sportsveräiner déi onbesate Plaze vun Traineren a Spiller am Prinzip beim Aarbechtsamt musse umellen. Ech wär frou, wann den zoustännege Minister eis vläicht duerno géif erklären, wéi dat an der Praxis elo soll funktionéieren, och wa mer alleguete wëssen, dat et sech sécherlech hei net ëm e puer honnert Personnen handelt, mä nëmmen ëm vereenzelt Sportler, déi iwwert dës Wee eng Openthaltsgenehmegung an eisem Land kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn dann zu mengem nächste Punkt, deen och fir Diskussiounen - an d'Madame Rapporteuse huet et scho gesot - gesuergt huet, nämlech dee vun der Familienzusammenführung. Dës Punkt ass wéi verschiddene aner Punkten ee vun deenen, wou d'Regierung decidéiert huet, méi wäit wéi den Text vun der Direktiv ze goen, andeem se an där Familienzusammenführung Leit mat aschliësst, déi e Partneriat mat engem EU-Bierger agaan sinn, allerdéngs ënner deene Bedéngungen an Oplagen, wéi se eist Partneriatgesetz virgesäit.

Op deem Punkt ass dann och d'Direktiv an deenen aneren europäesche Memberländer ënnerschiddlech ëmgesat ginn. Esou ass zum Beispill a Frankräich de Partneriat ganz erausgeholl ginn, während en zum Beispill an der Belsch ënner d'Familienzusammenführung fällt.

Meng Fraktioun an ech selwer ënnerstëtzen d'Bestriewe vun der Regierung, um Niveau vun der Familienzusammenführung déi Bierger, déi sech an engem Partneriat befan-

nen, mat deene gläichsetzen, déi bestuet sinn. Allerdéngs - an dat gëllt souwuel fir d'Bestietnis wéi fir de Partneriat - ass et wichteg, dat hei vum zoustännege Minister Riedele virgeschuewe ginn, fir Abusen ze évitéieren. Besonnesch beim Partneriat besteet nämlech de Risiko, dat Leit nëmmen esou eng Partneriatsbeziung aginn, fir kënnen an de Genoss vun enger Openthaltsgenehmegung ze kommen, an déi esou schnell wéi méiglech dës erëm opléisen, wa se dann am Besëtzt vun där Genehmigung sinn.

Fir eis ass et duerfir och wichteg a mir begrëssen, dat de Justizminister e Projet de loi iwwert de Mariage blanc wëllt déposéieren, a mir wäeren och frou, wann an deem Projet de loi net nëmmen de Mariage blanc, mä och de Partneriat blanc géif mat ageschloss ginn. Hei muss een och wëssen, dat an deenen nächste Méint wäert eng ganz grouss Responsabilitéit op d'Officiers vum État civil zoukommen, déi dann och heiansdo musse tranchéieren, ob et sech do vläicht nëmmen ëm esou e Partneriat oder e Mariage blanc handelt.

En anere Punkt, op deen ech wëll agoen, ass deen, wat d'Zesummeféierung vu Kanner bei een Elterendeel virgesäit. Hei ass et fir mech onerlässlech, dat garantéiert ass, dat dat Gesetz oder dat Uerteel, wat d'Garde vun engem oder méi Kanner organiséiert, och hei zu Lëtzebuerg respektéiert gëtt. Dës Konditioun ass dann och explizit am Text virgesinn.

Allerdéngs muss ee sech bewosst ginn, dat et net ëmmer wäert einfach erauszefanne sinn, wien dann elo déi Garde vun deem Kand huet. Dëst ass elo schonn net evident um Niveau vun der Europäescher Unioun, an et wäert sécherlech nach vill méi komplizéiert ginn um Niveau vu Kanner aus Drëttländer.

Souwuel bei deem éischte wéi och bei deem zweete Punkt, deen ech ugeschnitten hunn, ass et also wichteg, dat hei déi zoustännege Fonctionnairen, déi herno déi Dossiere wäerten trahéieren, mat deem néidege Fangerspëtzegefäll wäerte virgoen.

Här President, erlaabt mer dann nach e Wuert ze soen iwwert d'Openthaltsgenehmegungen, a ganz besonnesch iwwert d'Aarbechtsméiglechkeete fir Studenten.

D'Uni Lëtzebuerg soll a muss d'multikulturell Bild vun der lëtzebuergescher Gesellschaft ermëspigelen. Duerfir ass et wichteg, dat se an hirem Diversitéit opbleift fir Studenten aus der ganzer Welt, an dat een deene Studenten d'Méiglechkeet gëtt, hir Studien zumindest zu engem Deel iwwer hir Aarbecht ze finanzéieren. Mir haten eng länger Diskussioun an der zoustänneger Kommissioun mam Aarbechtsminister François Biltgen iwwert déi virgeschloen zéng Stonne pro Woch, déi e Student an Zukunft d'äerf schaffen. Hei huet den Aarbechtsminister net zu Onrecht argumentéiert, dat d'Studié vun de Studenten musse absolut Prioritéit behalen, an d'Aarbecht nëmmen eng accessoire Aktivitéit soll bleiwen.

Dës Argumentatioun, déi richteg ass, muss een awer vläicht e bësselchen nuancéieren, well et einfach Studente gëtt, déi op eng Aarbecht ugewise sinn, an deenen zéng Stonne manifestement net duer ginn, fir hiert Liewen hei zu Lëtzebuerg ze finanzéieren. Ech muss lech och soen, dat meng perséinlech Erfahrung, wéi ech Student war, éischer déi war, dat déi Studenten, déi niwint hire Studien nach geschafft hunn, am Regelfall nach besser Resultater opzeweisen haten, wéi Vollzäitstudenten.

Ech begrëssen duerfir och - Madame Err, ech mengen do waart Dir gëschter wahrscheinlech net déi ganzen Zäit am Plenum - d'Ouverture vun Minister Biltgen, fir éischens déi auslännesch Studenten ze autoriséieren, während de Vakanz voll ze schaffen an d'Zuel op 15 Stonnen eropzesetzen, soubal déi europäesch Direktiv a Kraaft getrueden ass. An deem Sënn, Här Bettel, hu mer jo net méi spët wéi gëschter, an Dir hutt dat jo matgemaach, eng Motioun gestëmmt, déi an déi Richtung geet, déi vum mengem honorabele Kollege Lucien Thiel erabruucht ginn ass, esou dat ech déi Opreegung, ganz besonnesch vun der Madame Rapporteuse, doriwwer net verstinn.

» M. le Président - D'Madame Err wëllt d'Wuert hunn. Si wäert eng Fro stellen.

» Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse. - Ech mengen et ass falsch, wat den Här Mosar hei seet. Well dat, wat de Minister gesot huet, huet hien och bei eis an der Kommissioun scho gesot. An zwar wann dat neit Gesetz kënn, da wäert et méiglech ginn, déi Zuel vun de Stonnen, déi d'Studente kënnen schaffen, net op de Mount ze berechnen, mä op d'Joer. Wann een et dann op d'Joer ausrechent, da géif een op eng

Moyenne vu 15 Stonnen kommen, étant entendu dat et 40 Stonnen an de Vakanz sinn, awer nëmmen zéng während der Studentenzäit. No Ären eegenen Aussoe misst dat also och fir lech eng Solutioun sinn, déi lech keng Satisfaktioun gëtt.

» M. Laurent Mosar (CSV). - Dat ass net richtig, Madame Err. Dir hutt net ganz genau nogelauschert. Dir hutt et gesot, an ech mengen, et ass och dat, wat an der Motioun steet, dat, wann déi europäesch Direktiv an den nächste Méint transposéiert gëtt, et wäert méiglech sinn, an Zukunft d'Studente bis 15 Stonnen d'Woch kënnen schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Openthaltsgenehmegung fir Entrepreneuren, awer och fir eenzel Personnen, ass fir meng Fraktioun a fir mech selwer e wichteg Element vun deem Gesetzesprojet. Zu dëser Kategorie zielen och d'Chercheuren, well et absolut noutwendeg ass, eise Standuert méi attraktiv fir Chercheuren aus Drëttländer ze maachen. Ech wëll hei och nach eng Kéier un d'Objektiver, déi den europäesche Conseil vu Barcelona 2002 fixéiert hat, nämlech 3% vum PIB an d'Recherche ze investéieren, erënneren. Fir Lëtzebuerg bedeit dat, dat mer vu sechs op zéng Fuerscher musse erpogen, op 1.000 Aarbechtsplazen. Do huet eist Land also sécherlech nach e gréisseren Nohuelbedarf.

Mir begrëssen also, dat an Zukunft Personnen iwwert de Wee vun enger Gesellschaft oder awer och am perséinlechen Numm sech hei kënnen zu Lëtzebuerg niddelloosen, fir eng Aktivitéit auszeüben, déi eisem Land och eng Plus-value soll bréngen. Hei ass et ähnlech wéi beim Travailleur salarié virgesinn, dat eng Commission consultative soll en Avis doriwwer ofginn, ob déi Aktivitéiten och déi wirtschaftlech, sozial a kulturell Interesse vun eisem Land respektéieren an ob dës Gesellschaft an Aktivitéiten och wirtschaftlech iwwerliewensfäeg sinn.

Mir fannen et gutt, dat esou eng Kommissioun en Avis soll ginn. Allerdéngs, an dat gëllt net nëmme fir dësse Volet vum Gesetz, ass et wichteg, dat d'Prozedur sech net an d'Längt zitt an dat déi interesséiert Leit esou schnell wéi méiglech eng Äntwert kënnen vum zoustännege Minister erwaarden. Iwwergrousse Formalismus ass hei sécherlech falsch op der Plaz.

Här President, erlaabt mer dann och nach eng Bemerkung zu deene Leit, déi keng Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg wëllen ausüben, mä déi nëmmen heihinner komme fir eventuell vum fiskaleschen Ëmfeld ze profitéieren oder ganz eleng vun hire perséinleche Ressourcen an eisem Land wëlle liewen oder iwwerliewen. Op deem Punkt hate mer eng länger Diskussioun, well eiser Meenung no deen urspringlechen Text net prezis genuch war.

Mir begrëssen duerfir och, dat den Text elo preziséiert ginn ass, wat dann och bedeit, dat et an Zukunft net ausgeschloss ass, dat Leit, déi wëllen an eist Land kommen, well se vun hiren eegene Ressourcë kënnen liewen, awer och eng oder méi Aktivitéite kënnen hunn, déi sech allerdéngs musse op d'Gestioun vun hirem Verméige limitéieren. Ech mengen, dat dës Prezisioun wichteg ass, well ech mer net virstelle kann, dat déi Zort vu Leit, déi mer hei wëllen unzéien, sech wäerten domadder zefridde ginn, just nëmmen hei op Lëtzebuerg ze kommen, fir hir Pensioun ze genéissen, mä deenen et virun allem drëm geet, hiert Verméige vun eisem Land aus ze géieren a vun engem fir si fiskalesch positiven Ëmfeld kënnen ze profitéieren.

Dës Dispositiounen, déi zesumme mat deenen interesséierte Kreesser vun eiser Finanz - a Bankeplaz ausgeschafft gi sinn, wäerten eiser Meenung no zu der Attraktivitéit vun eisem Wirtschaftsstanduert bäidroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi den Zoufall et esou wëllt, huet dës Deeg den europäesche Conseil JAI den europäeschen Immigratiouns- an Asylpakt zu Cannes diskutéiert, wou déi grouss Objektiver vun der franséischer Présidence an deem Beräich virgestallt gi sinn. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dat den Traité vu Lissabon jo virgesäit, dat all déi Décisiounen, déi mat Immigration ze dinn hunn, kënnen mat qualifizierter Majoritéit geholl ginn. Doduerch, dat dës Traité leider net direkt kann a Kraaft treden, wäerten also dës Décisiounen um Niveau vun der Immigratiounspolitik weider der Unanimitéit ënnerleien, zumindest fir de Moment, wat sécherlech net wäert dozou bäidroen, dat hei grouss Progrèsen ze erwaarde sinn.

Erlaabt mer vläicht vun der Geleeënheet ze profitéieren, fir kuerz op déi Hauptobjektiver vun deem Immigratiounspakt anzegoen. Éischtens geet et elo drëm, déi legal Immi-

gratioun ze organiséieren a gläichzäitig net méi op d'Prozedur vu massive Regularisatiounen zrëckzegräifen. Zweetens sollen d'Ofschiebungsprozeduren tëschent deene verschiddene Memberstate strukturéiert a koordinéiert ginn. Drëttens sollen d'Grenze besser geschützt ginn. Véiertens soll et zu engem Europa vum Asyl kommen, a fënnfens soll schlussendlech de solidareschen Développement favoriséiert ginn.

Mir kënnen als CSV-Fraktioun all dës Objektiv deelen, déi fir eis och an déi richteg Direktioun ginn. Allerdéngs - an do kënnst dann och direkt mäi Bémol - muss ech da feststellen, datt d'Realitéit nach deelweis wäit vun dësen ambitiöisen Ziler ewech ass. Wann een zum Beispill déi verschidde Kritäre kuckt, fir an engem Land an der Europäescher Unioun eng Openthaltsenehmung ze kréien, esou stellt ee fest, datt d'Konditiounen substanzuell vu Land zu Land änneren. Mir sinn also hei nach ganz wäit vun enger gemeinsamer Immigratiounspolitik ewech.

Ech wëll dann hei och op ee Punkt ze schwätze kommen, dee mech frappéiert huet, Här Minister, wéi ech mech op meng Interventioun vun haut virbereet hunn. Nämlech de Punkt vum Sproochentest, deen an enger ganzer Rei vu Länner gefrot gëtt. Mir hu jo am Moment eng méi intensiv Diskussioun iwwert d'Lëtzebuurger Sprooch am Kontext vum Gesetz iwwert d'Nationalitéit. Mir hunn, an ech mengen zu Recht, awer dovun ofgesinn, an dësem Projet de loi, dee mer de Mëtteg hei diskutéieren, esou eng Sproocheklausel an eisem Immigrationsgesetz virzugesinn, well mer eben hei zu Lëtzebuerg e komplett atypeschen Aarbechtsmaart um Niveau vun de Sproochen hunn.

Allerdéngs muss ee wëssen, datt esou e Sproochentest an ëmmer méi europäesche Länner gefrot gëtt fir déi Immigranten, déi wëllen eng Openthaltsenehmung kréien. Esou en Test ass zum Beispill virgesinn an England, an Holland, an Däitschland an a Frankräich. An Dänemark geet et souguer esou wäit, datt ee muss fléissend Englesch schwätze kënnen, fir an de Genoss vun enger Aarbechtsenehmung ze kommen. Fir all dës Länner, Här President, ass also d'Sprooch e ganz wichtege Integratiounskriter, dat och ganz besonnesch um Niveau vum Aarbechtsmaart.

Här President, ech hunn et virdu gesot, et géif kee Sënn maachen, datt mer elo géifen e Sproochentest an eist Immigrationsgesetz festschreiwen. Allerdéngs, an dat wëll ech och am Nimm vun menger Fraktioun betounen, ass et fir eis absolut wesentlech, datt een deenen zukünftigen Immigranten, aus der Europäescher Unioun oder ausserhalb vun der Europäescher Unioun, d'Méiglechkeet gëtt, eis Mammesprooch ze léieren. Duerfir kann ech och net oft genuch ënnersträichen, wéi wichtege d'Féiere vun engem Congé linguistique ass. Mir mussen alles ënnerhuelen, fir déi Bierger, déi an eist Land wëlle kommen, fir hei ze schaffen, hei ze liewen, ze encouragéieren, eis Sprooch esou schnell wéi méiglech ze léieren. Nëmme dann, Här President, wäert d'Integratioun vun dese Leit och funktionéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss. De Projet de loi iwwert d'Immigratioun, kombinéiert mam neien Nationalitéitgesetz a mam Projet iwwert d'Integratioun, preparéiert eist Land op déi grouss wirtschaftlech a sozial Erausforderunge vun der Zukunft.

Dës Erausforderunge wäerte permanent evoluéieren, an ech sinn duerfir iwwerzeegt, datt mer eis Gesetzer méi schnell a méi regelméisseg mussen un d'Realitéit vum Terrain upassen, esou datt et sécherlech dës Kéier keng 36 Joer méi wäert daueren, ier eng nächst Regierung oder en nächst Parlament dëst Gesetz, wat mer de Mëtteg hei solle stëmmen, erëm muss adaptéieren.

Souwisou sinn ech der Meenung, datt et wichtege ass, datt een en Immigrationsgesetz regelméisseg op de Leescht hält, fir ze kucken, ob et nach ëmmer den Erausforderunge vun eiser Wirtschaft an eiser Gesellschaft entsprécht.

Ech hunn et a menger Introduktioun gesot, et gëtt net nëmme eng Zort vun Immigratioun, et gëtt der vill. An dat Gesetz, wat mer haut hei solle stëmmen, soll Äntwerten op déi verschidde Type vun Immigratioun ginn.

An deem Sënn ass dëst Gesetz och en opent Gesetz, wat keng Mauer ëm eist Land baut, mä d'Immigratioun esou organiséiert, datt se a geregelte Bunne verleeft, am Aklang mat de Besoinë vun eisem Aarbechtsmaart. An deem Sënn stellt dann och dese Projet e bal - géif ech soen - perfektequilibrium tëschent Immigratioun an Integratioun dueren, an et ass an deem Sënn och op

der Héicht vun deenen Uspréich, déi een un en Awanderungsland wéi Lëtzebuerg kann a muss stellen.

An deem Sënn bréngen ech dann och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech och der Madame Err hei wierklech e ganz éierleche grouss Merci soen an dem Här Fayot och fir déi grouss Gedold, déi si als Parlamentarier haten an dese sämtleche Kommissiounssitzungen, déi mer haten, an op där anerer Säit dem Här Schmit, dem Här Wagner an der Madame Ecker fir déi Akzeptanz och vu Suggestiounen, vu Kommentaren, déi och vun den Oppositionssäite komm sinn, wou mer awer all Punkt au cours des réunions diskutéiert hunn a gekuckt hunn, wéi den Text geännert, verbessert, amendéiert an duerno och adoptéiert kéint ginn.

Duerfir wëll ech direkt och schonn am Viraus soen, dass dësen Text och d'Approbatioun vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei kritt. Ech gi mech awer elo nach net setzen, Här Minister, ech hunn awer nach e puer Kommentaren ze soen.

Fir d'éischt muss ech awer elo arboréieren zu deem, wat den Här Mosar elo just gesot huet, wou hie geschwat huet vun der Lëtzebuurger Sprooch, vum Congé linguistique. Wann ech op där anerer Säit den Text awer kucken, soe mer, mir bräichten héich performant Leit, déi extra aus dem Ausland géife kommen, a wierklech spezifesch Milieue wéi d'Informatik, déi fir eng kuerz Zäit op Lëtzebuerg sollte kommen, fir e puer Joer, e puer Méint. Da sollen déi elo d'Lëtzebuurger Sprooch léieren?!

Här Mosar, wann et héich Spezialiste sinn, sinn ech gespaant...

(**Interruption**)

Dir hutt hei vu Congé linguistique geschwat, Dir hutt vun der Lëtzebuurger Sprooch geschwat. Et wonnert mech, dass Der nach net vum Fändel och an deem Kontext geschwat hutt.

(**Interruption**)

Mä ech wëll op jidde Fall just soen, dass fir mech hei d'Immigratioun op jidde Fall net op deene Plate-bandë soll trëppelen.

Op jidde Fall ass et e ganz wichtege Text.

Ech soen och dem Här Schmit Merci, dass hien dese Gesetzesprojet hei déposéiert huet. Et ass en Text - et ass virdu scho gesot ginn - vun 1972. Et war Zäit ginn, dass mer den Text updaten an och kucken, wéi en der Zooss vun haut misst adaptéiert ginn, och au point de vue Recoursen a verschidde Aménagementen.

Firwat Aménagementen wichtege sinn, dofir ginn ech lech e puer Beispiller. Zu Lëtzebuerg war ëmmer Folgendes de Fall: Wann een eng Autorisation de séjour kritt huet - yuppi -, dann huet ee geduecht, et kéint een och schaffe goen. Neen, esou war et net! Hat een eng Autorisation de séjour, hat een nach ëmmer keng Autorisation de travail.

Hat Dir eng Autorisation de travail, hat Dir nach ëmmer keng Autorisation de séjour. Dat heescht, Dir krut och heiansdo gesot, fir eng Autorisation de travail ze kréien, braucht Dir d'Autorisation de séjour, a fir d'Autorisation de séjour ze kréien, braucht Dir d'Autorisation de travail.

Wann een heibannen et net verstanen huet, gleeft mir, dat ass normal, well d'Leit hunn et och net verstanen. D'Leit hunn no enger Autorisatioun gefrot, dann hu si geduecht, si hätten et gepackt, mä duerfir hate se nach ëmmer net déi aner Autorisatioun. Haut mat deem Text ass et kloer, dass dat eent dat anert op jidde Fall soll mat sech bréngen.

Et muss een awer och soen, dass et e bëssen iwwerraschend ass, wann een deen heiten Text kritt - ech mengen, den Här Minister wäert et och net ëmmer einfach gehat hu mam Koalitionspartner op deem engen oder anere Punkt -, well mer en aneren Text vun der Familljekommissioun iwwert d'Integratioun hunn, an deem mer dann den „Accueil“ vun eisen auslännesche Matbierger hunn.

Ech géif wierklech e viren Appel maachen un déi nächst Parteien, déi an der Koalitioun wäerte sinn, dass mer e richtege Ministère de l'Immigration kréien. Haut hu mer jo am Ministère des Affaires étrangères rattachéiert eng Direction à l'immigration, mä e richtege Ministère sollt sech dann och ëm

déi Saache këmmere, déi haut am Familljeminière sinn.

Et ass net normal, dass e Conseil national des étrangers dann am Ministère de l'Immigration ass, an dann den Accueil, deen elo organiséiert gëtt...

(**Interruption**)

Gelifft?

...bei der Madame Jacobs ass - fir da vun der Persoun vum Minister ze schwätzen. Et sollt en Immigrationsministère ginn, fir dass dat zesumme gesat ka ginn.

Dat ass jo net logesch, wann ech gesot kréien, duer gees de d'Pabeiere maachen an da gees de hei awer d'Suite maachen.

Et wier vill méi logesch, dass ee géif soen, dass e Ministère de l'Immigration et de l'Intégration - dat passt zesummen - do soll si mat enger Persoun, e Minister souguer oder e Statssekretär à temps complet, deen dat géif maachen an dee sech da wierklech och just ëm déi Fro géif këmmere.

Dir gesitt, an der Stad Lëtzebuerg si mer am Moment iwwer 64% Netlëtzebuurger. Dat heescht, dass dat wierklech net e klengen Detail ass vun eiser Politik.

(**Interruption et hilarité**)

Also, si lafen awer net op Esch! Si lafen net op Esch!

(**Interruption**)

Mir hunn op jidde Fall och nach wichtege Punkte virzebréngen, déi, muss ech lech soen, ech och ganz wichtege fannen, déi hei an deem Text virgesi si ginn, dat ass, virdrun huet d'Madame Rapporteur...

Ech hunn nämlech gefrot, et ass Madame „Rapporteur“, well all Orateur seet eppes anescht, et ass eng Kéier „Rapporteur“, eng Kéier „Rapporteuse“. Also, et ass Madame „Rapporteur“. Ech weess, dass dat zu Lëtzebuerg net ëmmer ganz adequat ass. Ech hunn extra d'Madame Err gefrot an d'Madame Err huet mer gesot, ech soll Madame „Rapporteur“ soen, da maachen ech dat och.

» **M. le Président.** - D'Madame Flesch wëllt eng Fro stellen.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, ech wëll just eng Bemierkung maachen: Mir kruten eng Matdeelung vum President vun dësem héigen Haus, an Zukunft sollen d'Nimm, déi Fonctionne beschreiwen, am Genre non marqué gehale ginn, also wär et Rapporteur unni „e“.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Da Rapporteur unni „e“.

(**Interruption**)

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Mir hunn déi Informatioun vum Här President.

» **M. le Président.** - Also, Här Bettel, an der geschwatener Sprooch mécht dat do keen Ënnerscheid. Ech géif lech bieden, weiderzefueren.

Deen „e“ do héiert een net.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Wa se fäerdeg sinn, hu mer och nach eng Weihnachtsfra.

(**Hilarité**)

» **M. le Président.** - Den Här Goerens stellt déi lescht Fro dozou.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Et ass just eng Suggestioun, Här President. Et wier vläicht gutt, wann d'Madame Err an den Här President e Huis clos géife maachen, bis se eens wieren an där doter Fro.

» **M. le Président.** - Am Uschloss un dës Sitzung. Här Bettel, wann ech gelifft!

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech soen lech Merci, Här President.

Ech sot, firwat deen Text och wichtege ass, an d'Madame Err, déi fir d'Kommissioun geschwat huet - sou hunn ech och näischt falsch gesot -, huet et och deemools gesot, dat ass, dass de PACS och emol eng Kéier unerkannt gëtt hei zu Lëtzebuerg.

An ech zitieren hei den Avis vun e puer Associatiounen, dee mer och am Rapport hunn: «Parmi les points principaux, les auteurs soulignent tout d'abord que la future loi est une occasion à ne pas manquer afin d'inclure dans le droit luxembourgeois une reconnaissance des mariages homosexuels et des partenariats étrangers. En incluant clairement dans la définition de membres de la famille à l'article 12 les conjoints homosexuels, la loi ne risque plus d'exclure les conjoints homosexuels, alors qu'elle reconnaît les partenaires comme membre de la famille.»

Ech muss lech soen, dass ech och frou sinn, dass dat drakomm ass, well dat war eng Onsécherheet fir gläichgeschlechtlech Koppelen oder souguer fir Leit, déi e PACS gemaach haten. Virun allem wann ee weess, dass de 5. Februar 2001 de Claude Meisch an ech selwer eng Question parlementaire un den Här Frieden gestallt haten, fir ze wëssen, ob eng hollännesch Hochzäit hei zu Lëtzebuerg géif unerkannt ginn. Deemools hate mer geäntwert kritt: «...un tel mariage serait considéré comme contraire à notre ordre public.» Dat heescht, do ware mer nach carrément contraire zum Ordre public.

An dann hu mer nach, Här President, en Uerteel vum 3. Oktober 2005, bei deem sech op den Artikel 8 vun der Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales beruff ginn ass, wou gesot ginn ass, dass hei zu Lëtzebuerg - dat war dann och schonn awer déi nei Regierung - e PACS net kéint gemaach gi vu Leit, déi schonn am Ausland bestuet wären, an dass dann och déi Persoun soll d'Land verloossen.

Ech si frou, dass op jidde Fall d'Regierung hir Meenung geännert huet. Ech liesen awer och just nach am Rapport, dass deen Avis, deen ech zitéiert hunn, zu deem Punkt geschriwwen ginn ass vun all deenen Associatiounen - an ech zitieren déi dann och: Asti, CCPL, FAEL, FNCTTFEL, Fondation Caritas, LCGB, OGB-L, de Rosa Lëtzebuerg, SeSoPi-CI, et du Syprolux, CELA, du LUS et de l'UNEL. Déi Meesch hunn dat mat ënnerstëtz, ausser - wéi draest: «La fondation Caritas et le SeSoPi-CI ne souscrivent cependant pas à ce point.»

Ech fannen dat schued. Mä bon! Dat ass hir Meenung. Ça ne m'étonne pas, mä ech wollt dat awer hei soulevéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem ech gesot hunn, wat awer op jidde Fall wichtege wier, sinn nach verschidde Problemer, déi ech nach gesinn an deem Text. Fir deen een ass den Här Minister hei net zoustänneg, mä mir hate laang Diskussiounen an den Här Mosar huet och schonn dorüwer diskutéiert. Dat ass d'Zuel vun de Stonnen, déi e Student dierf schaffe goen.

Den Här Biltgen bréngt eis selwer en Ziedel mat an d'Kommissioun, wou hien eis seet, zéng Stonne geet net dueren. E gëtt eis de Präis vum Loyer, e seet eis wat e Coût de la vie ass an da seet en, mat zéng Stonne geet et awer net dueren. Well d'Fro war: Wou ginn dann d'Studenten och wunnen, mat deene Loyeren, déi mer hei zu Lëtzebuerg froen? Da soe mer, ma da komm mir schrauwen et op 15 oder 20 Stonnen erop. Ech weess net, wat den Här Biltgen do dergéint hat, mä all Kéiers war en, wéssst Der, also wéi eng Kaz, déi beim Waasser sëtzt. Da seet en, jo, mä do mussen nach europäesch Texter kommen, do muss hei, do muss do.

Ech war frou, dass den Här Thiel, dee jo awer och vun der CSV do an deene Kommissioun war, deen eng vill méi verstänneg Meenung hat, och proposéiert hat, fir op 15 oder 20 Stonnen ze kommen. Ech sinn enttäuscht, dass den Här Thiel sech net a senger Fraktioun duerchgesat kritt huet. Ech sinn iwwerzeegt, Här President, wann et zum Vote komm wär, dass et ganz knapp gi wär fir d'CSV an där doter Fro, well et einfach net logesch ass.

De Minister kënnst eis erklären, dass zéng Stonnen net duergeet, dass se musse méi schaffen, mä dass en awer dergéint ass, dass se méi schaffe ginn. Et huet keen eppes verstanen! Duerno huet en eis eng grouss Rechnung erkläert, an dat ass dat, wat och d'Madame Err virdu richteg gesot huet; en huet eis gesot, ech sinn dann derfir, dass se e bësse méi schaffen, mä dann an der grousser Vakanz.

Sot, déi Leit, wa se schonn d'ganzt Joer schaffen, hu se och e Recht heiansdo op eng Vakanz! Da solle se méi schaffe fir méi Suen ze verdéngen.

Bei deenen Ausgaben, déi den Här Minister eis selwer ginn huet, war emol nach keng Rees derbäi. Dat heescht, déi Leit, wann déi heih studéieren kommen, dann dierfen déi emol net heemfueren. A wa se dann aus engem Pays tiers kommen, wou se sollen an Afrika oder an Asien zrëckfléien, do kascht den Ticket och eppes. A wa se wëllen heemfueren, da misste se awer och kënnen e bësse Geld verdéngen.



Ech muss soulevéieren, et war ganz, ganz richtig, Här President, wat den Här Mosar hei gesot huet, dass ganz oft déi, déi nach niewelaanscht geschafft hunn, ganz gutt Schüler waren an et nach gepackt hunn.

De Minister hat eng aner Meinung an der Kommissioun. De Minister huet eis erkläert, een, dee vill schafft, dee kann net gutt léieren. Den Här Biltgen huet jo zwar Droit studéiert - Madame Loschetter, Dir sot hei, et wier kee gudder Schüler; en huet jo awer seng Studien am Droit gepackt - an ech weess net, ob en niewelaanscht geschafft huet oder net, ob en elo pro domo geschwat huet, mä ech verstinn einfach net, firwat déi Allergie do besteet vis-à-vis vun enger Hausse vun deenen zéng Stonnen.

Ech weess net, vis-à-vis vu wem e sech do engagéiert huet. Op jidde Fall si mir der Meinung, dass een hei net op zéng Stonne soll bliwen an erop soll goen op 15 oder 20 Stonnen.

Eng aner Fro, Här President, déi een awer huet - do sinn ech awer net Spezialist, mä mäi Fraktiounskolleeg, den Alex Krieps huet mer gesot, dass beim Contrôle médical a bei der Santé publique de BCG net méi géif gemaach ginn, ausser a Frankräich, a mer den Text aus Frankräich jo kopéiert haten -, dat heescht ob de BCG wierklech nach wichtig wär an d'Röntgen och fir d'Longen. Hautdésdags géif et en aneren Test ginn, mä frot mech den Numm net. Duerfir erlaabt mer, Här President, dass ech awer dem Minister dat mat op de Wee ginn, dass en dat just kuckt, ier se copy/paste maache mam franséischen Text, ob dat wierklech richtig ass. Et ass keng Kritik, well ech verstinn näischt an där Matière - Dir och net, Här Minister -, mä wann een dat de Spezialisten da kéint mat op de Wee ginn.

Dann nach zwou Saachen, Här President. Déi drétt Saach, déi elo kënnt, dat ass d'Personal. Well mat deem heiten Text brauch een awer och eng ganz Rëtsch vu Personal. Virun allem d'Police kritt jo vill méi eng grouss Roll am Accueil, zum Beispill um Flughafen, an och déi Fonctionnaires. Dat heescht, ech maache wierklech e waarmen Appel - mir hunn elo gekuckt iwwert déi Texter, déi d'Madame Err proposéiert huet -, dass mer d'Leit sollen informéieren.

Mä fir mech wier et immens wichtig, dass d'Personal och gutt forméiert gëtt, dass d'Personal déi richtig Informatiounen kritt, dass d'Personal och bei der Police - ech wëll net nëmme schwätzen elo vun de Statsbeamte vum Ministère, mä och vun der Police - Formatioun kritt; fir den Accueil gëtt dat gemaach.

Geet dat duer fir den Accueil an och fir déi verschidde Froe kënnen ze stellen? Fir mech sinn dat technesch Froen, déi awer duerno um Terrain kënnen fir déi eng oder aner Problemer suergen.

Dann nach eng lescht kleng Kritik, Här President, mä et ass awer net fir d'éischt wou ech déi Kritik hei ervirhuet, dat ass nämlech beim Refus. Wann Der e Refus kritt vum Séjour, dann ass de Recours non suspensif. Dat heescht, ech maachen e Recours, dass ech wëll awer heibleiwen, bei deem ech e Refus kritt hunn, an dann ass deen non suspensif, ausser - et muss ee jo och soen, dat ass virgesinn -, dass een eng Demande à sursis d'exécution kann ufroen, fir dass déi Décisioun net direkt applizéiert gëtt.

Mä bon, de Prinzip ass normalerweis, dass ee Recht huet op e Recours, a wann de Recours soll en Effet suspensif hunn - well stellt lech emol vir, Dir hutt een aus Afrika, dee kënnt an da kritt e gesot, hei, Dir dierft awer bleiwen, d'Gericht huet decidéiert, Dir kënnt zu Lëtzebuerg bleiwen: Wie bezillt em seng Rees fir zréckzekommen? Well dee sétzt dann doenen an Afrika an dann huet en awer net onbedéngt d'Moyenë fir zréckzekommen. Bezillt de Stat dann, nodeem en decidéiert huet, en zréckzeweisen, an dunn d'Gericht decidéiert hunn, dass en nees d'Autorisatioun kritt fir heizebleiwen?

Dat ass näischt Dramatesches, mä et soll ee selbstverständlech ëmmer d'Fro stellen, ob e Recours net soll awer suspensif sinn, well d'Leit sollen e Recht hunn, e Recours géint eng Décisioun ze maachen a souguer en double degré de juridiction. Mir hate schonn Diskussiounen mam Här Minister dorwider, duerfir erlaabt mer, dass ech nach eng Kéier déi Fro stellen.

Wéi gesot, Här President, Dir gesitt, d'Demokratesch Partei ass, wa konstruktiv Gesetzer gestëmmt ginn, bereet, déi selbstverständlech matzestëmme an och e Luef fir de Minister ze hunn. Deen Text geet an déi richtig Richtung. E gëtt vill Kloerheet an deem doten Text a fir eis ass et einfach eng wichteg Etapp.

D'Immigratioun vun '72 ass och net d'Immigratioun vun haut, mä et soll een och net vergiessen, wéi mer haut wunnen, dass mer eis op d'Broscht alleguerte klappen andeem mer soen, mir sinn eent vun deene räichste Länner op der Welt, mä dat ass och duerch d'Immigratioun geschitt. Well Lëtzebuerg wier haut net dat, wat et ass, wa mer déi Immigratioun net gehat hätten.

Mir hu mat der Madame Modert haut de Moien eng Pressekonferenz gehat, wou mer d'Journée des frontaliers haten, wat elo keng Immigration ass, mä dat ass eng Main-d'œuvre étrangère, déi awer all Dag hei op Lëtzebuerg schaffe kënnt. A mir sollen och ni vergiessen, dass all dat Wëssen, dat mer aus dem Ausland kréien - ob een am Dag bleift oder méi laang bleift a sech dann och hei installéiert; wat jo dann och deen heiten Text concernéiert -, eng Richesse ass fir eist Land. Mir sollen dat nëmme net vergiessen a mir sollen ni vergiessen, vu wou mer kommen a wat mer haut sinn.

Gleeft mer et, ouni déi Immigratioun, d'Wëssen, d'Zesummeliwen, wou mer all zesummen eens ginn an déi Échangen hu vu Wëssen a Kultur, wier Lëtzebuerg haut net dat, wat et ass.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Fayot.

» M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech kann no deenen Ausféierunge vun der Madame Err als Berichterstattung vun deem Text kuerz sinn iwwert de Fong vun deem Gesetz.

Ech wëll awer dräi Punkten ervirsträchen, déi mer wichtig schéngen. Och fir déi Aarbecht vun dëser ganzer Legislatur op dem Gebitt vum de Migrationen, vun dem Zesummeliwe vu verschidden Zorte Leit zu Lëtzebuerg.

Mir hunn an dëser Legislatur e ganze Korpus vu wichtige Texter ofgestëmmt respektiv nach virun ons leien, déi nach ofzestëmme sinn. Et muss een dat an Ganze kucken, well et awer weist, dass onst Land mat Problemer konfrontéiert ass, wou d'Politik probéiere muss sech eens ze ginn. Ech soen, sech eens ze ginn. An dat ass net ëmmer einfach. Well et Gebidder sinn, wou heiansdo d'Meenunge ganz wäit ausenannerginn. D'Sensibilitäten och. A wann dës CSV/LSAP-Regierung dat fäerdeg bruecht huet, ass dat och wichtig ze ënnersträchen.

Ech rappeléieren - et ass scho gesot ginn -: Mir hunn en neit Asylgesetz 2006 hei ofgestëmmt, wat ufängt seng positiv Effeten ze bréngen. Mir sinn amgaangen en neit Integratiounsgesetz - eng Reform vum Gesetz vun 1993 - duerch d'Chamber ze bréngen; d'Gesetz 5825. Et ass sécher ze bedauren, dass dat net mat deem Gesetz zesumme konnt gestëmmt ginn.

Ech wëll och drun erënneren, dass mer an onsem Immigratiounsgesetz een Artikel oder zwee, dräi Artikelen iwwert d'Integratioun haten. De Conseil d'État huet ons dozou gefouert fir dat erauszehuelen, mä nach wësse mer, dass Immigratioun an Integratioun zwou Facë si vun engem selwechten Aspekt.

Mir hunn e wichteg Nationalitéitgesetz ënnerwee - de Projet 5620 -, wat mer no der Vakanz wäerte stëmme, wat och Neierunge bréngt. Mir hunn och e Wahlgesetz - de Projet 5859 - ënnerwee, wat mer och déposéiert kritt hunn, fir d'Wahlrecht vun Netlëtzebuurger méi accessibel ze maachen, fir déi Prozedure méi flexibel ze maachen.

Mir hunn zwee Gesetzer déposéiert an ënnerwee, de Projet 5874 iwwert d'Assistenz an d'Protektioun vun de Victimé vun der Traite des êtres humains, an de Projet 5860 och iwwert d'Traite des êtres humains. Dat sinn och konnex Problemer zu deem heiten.

Ech wëll och soen, dass mer zwee Gesetzer doleien hunn. Et ass éinescht vun der Sprooch Rieds gaangen. Mir hunn e Gesetz - de 5884 - iwwert den Institut national des langues, wat soll de Sproochenenseignement fir d'Leit, déi zu Lëtzebuerg sinn, ob dat Lëtzebuurger oder Ausländer sinn, méi accessibel maachen. A mir hunn e Projet 5886 iwwert de Congé linguistique, also fir Leit, déi a Betriber schaffen, d'Méiglechkeet ze ginn, Sproochen hei zu Lëtzebuerg ze léieren.

Dat alles gehéiert zu deem Ensembl, mat deem mer ons haut an deem Gesetz befaassen. Ech muss soen, wa mer déi Gesetzer do an deem Geescht probéieren iwwert d'Bühn ze kréien, wéi mer dat hei bei deem Integratiounsgesetz gemaach hunn, dann hu mer um Enn vun der Legislatur e Gesetzeskorpus, deen op wesentleche Gebidder Fortschréttler bruecht huet.

Sécher - dat wëll ech och nach soen, wat dat Integratiounsgesetz hei ugeet - ass et e Gesetz mat Kompromësser. Et ass ganz kloer, dass et bei esou engem Gesetz, wéi och bei engem Asylgesetz oder engem Gesetz iwwert d'Nationalitéit, verschidde Meenunge gëtt; déi eng gi méi wäit wéi déi aner. A selbstverständlech gëtt et déi Meenungsverschiedenheeten net nëmme tëschent Koalitionspartner; et gëtt se och tëschent deenen eenzelne Fraktiounen insgesamt.

Et geet also drëm, wann ee weider wëllt kommen, fir Kompromësser ze fannen an déi Kompromësser dann och emol ze applizéieren, quitte dass een nach ëmmer kann, wa sech an der Politik eng nei Majoritéit bilt, dorobber zréckkommen. Wichtig ass, dass mer Etappen hunn an dass an deenen Etappe Fortschréttler geleescht ginn.

Bei deem Integratiounsgesetz, dat ass jo elo och scho vun alle Bänke gesot ginn - oder bal alle Bänken -, si grouss Fortschréttler ze verzechnen. D'Madame Err huet se jo och am Detail duergeluecht.

En zweete Punkt, deen ech wollt hei ënnersträchen, dat ass, dass mer jo wuel an enger nationaler Gesetzgebung sinn, mä mir transposéiere jo, dat ass jo scho gesot ginn, sechs europäesch Direktive vun 2003, 2004, 2005 an och 2007, déi sécher fir d'Behandele vu Matmënschen aus anere Länner an Europa grouss Fortschréttler mat sech bruecht hunn.

D'Zesummeféierung vu Familjen; den Droit de séjour de longue durée fir Résidenten, déi scho méi laang wéi fënnf Joer an engem Land sinn; d'Manier wéi mer d'Chercheuren, wéi mer d'Volontaires, d'Studenten an Europa empfänken, sinn Objete vun esou Direktiven. Déi Aarbecht um europäesche Plang geet weider.

Mir wëssen och do, dass et grouss Ennerscheeder tëschent de Länner gëtt. Wann elo d'franséisch Présidence gëschter e Pacte pour l'immigration presentéiert huet an och dat als grouss Victoire duergeluecht huet, da wësse mer awer, dass et tëschent de Länner grouss Divergenze gëtt. Dofir muss och probéiert ginn, um europäesche Plang weiderzefueren, fir Texter opzestellen. Ech ginn net op den Detail an, mä mir wëssen, dass mer an deenen Texter Unhaltspunkte fannen, fir ons eege Legislatur weiderzuentwéckelen.

Sécher - dat muss ee wëssen - ass et um europäesche Plang, wou mer zu 27 Länner sinn, héchstwahrscheinlech méi schwéier, fir Kompromësser ze fannen, déi fortschrittlich sinn, wéi um nationale Plang tëschent véier oder fënnf Parteien, mä nach wësse mer, dass besonnesch och d'Kommissioun probéiert, eng Partie Iddië weiderzedreien. Dat geet relativ lues.

Et ass gesot ginn: Tampere ass vun 1999. Den Accord vun Tampere, deen iwwerhaapt déi Integratiounspolitik ugedriwwen huet, ass vun 1999 ënnert der finnescher Présidence an duerno ass deen Aktiounspang vun Tampere 2004 zu La Haye weiderentwéckelt ginn. Opgrond vun deenen Décisiounen vun deene Conseil-européenë sinn awer doropshin net nëmme legislativ Texter komm, mä och zum Beispill e Manuel wéi ee mat Immigréen ëmgeet; Kommunikatiounen, Reflexiounen iwwert d'Immigratioun - an dat ass wichtig -, fir ebe just de Sujet vun der Immigratioun zu engem wesentleche politesche Sujet an Europa ze maachen.

Här President, et ass selbstverständlech nodeem, wat ons Kolleegin Madame Err hei presentéiert huet, dass d'LSAP dësen Text wäert stëmme. Ech wëll trotzdem och als President vun der Kommissioun, déi sech mat deem Text do befasst huet, nach op ee Reproche äntwerten, deen och vum Conseil d'État a vun anere gemaach ginn ass: Dat heit wär en indigeste an e komplex Gesetz.

Ech fannen eigentlech, wann ech d'Struktur kucken, dass et eng relativ kloer Struktur ass. Et ass gesot ginn: d'EU-Bierger engersäits, d'Ressortissants d'États tiers anersäits. Da sinn déi verschidde Kategorië vu Leit opgezielt. Et muss een natierlech, wat déi Kategorien ugeet, och Referenzen op déi allgemeng Artikele maachen.

Et ass also menger Usicht no keen indigeste Gesetz; et ass e kloert Gesetz. Et muss ee sech allerdéngs e bëssen domat beschäftegen. Dofir hu mer an der Kommissioun

dat ganz Gesetz dräimol, wann net méi oft, duergeluecht. Et ass eréischt do, duerch, wou d'Deputéierte lues a lues an déi Matière erakomm sinn.

Wa mer drop gehalen hunn, fir dat haut den 9. Juli, also virun der Sommervakanz, an net an zwee Méint oder an dräi Méint an d'Plénière ze bréngen, da war dat och eng Ursaach, fir dass déi Deputéierten, déi esou laang drop geschafft hunn a sech esou intensiv domat ofginn hunn, haut an dëser Plénière en reconnaissance de cause kéinten diskutéieren an dee ganze Sujet net erëm eng Kéier an dräi Méint frësch oprulle missten.

Dofir mengen ech schonn, ass et gutt, dass mer ons deen Timing ginn hunn, deen e bësse straff war - do sinn ech ganz d'accord -, mä deen awer den Intérêt hat, dass jiddferee komplett an der Matière dran ass. Wien also eppes Gescheites wëllt hei dorwider soen, dee kann dat ouni Weideres soen, wann hien an der Kommissioun nogelauschert huet.

Ech wëll och, Här President, mengersäits ville Leit Merci soen, déi un deem Gesetz matgeschafft hunn.

Dat ass selbstverständlech d'Regierung mat hire ganze Viraarbechten; den delegierten Ausseminister, den Här Schmit, mat senger Mataarbechter, der Madame Ecker an dem Här Sylvain Wagner.

Och alleguerten deenen Associatiounen, deenen ONGen, der Commission consultative des droits de l'Homme, dem Haut commissariat des réfugiés, déi sech mat deem Text beschäftigt hunn, soe mir Merci fir déi consultativ Avisen, déi se ons ginn hunn, déi ganz wäertvoll waren.

Selbstverständlech wëll ech och der Kommissioun Merci soen, déi vill Gedold a vill Aarbecht hei investéiert huet. D'Madame Err huet et gesot, mir haten heiansdo Sitzunge vun dräi Stonnen d'affilée, fir ebe richtig ze verstoen, em wat dass et geet. Och dem Sekretariat, der Madame Barra, wëll ech villmools Merci soen. Si huet eng phantastesch Aarbecht gemaach, fir d'Kommissioun ëmmer op de leschte Stand vun der Diskussioun ze bréngen.

Ech wëll och soen, dass ech déi Motioun, déi freet fir vläicht eng Aart Kodifikatioun vun deenen Texter ze maachen, wa mer dës Legislatur fäerdeg hunn, wichtig fannen, fir dass een all déi verschidden Aspekter kann domat belichten, an natierlech och, dass mer den Devoir d'information, deen d'Direktiv ons gëtt, als Chamber an och als Regierung maachen.

Dat gesot, Här President, nach eng Kéier: Mir wäerten dëst Gesetz mat grousser Begeescherung stëmme.

Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Ech wëll och fir d'éischt der Madame Err Merci soen, der Rapportrice, fir hire schrëftlechen an hire mündleche Rapport. Ech kann och ville Leit recommandéieren, dee Rapport ze liesen. Déi, déi am Detail wëlle wëssen, net nëmme wat an deem neie Gesetz elo steet, mä déi och eng Rei Kaderbedéngunge wëlle verstoen, déi wäerten an deem Rapport eng ganz Rei Informatiounen fannen, och Zuelematerial iwwert de Phenomeen vun der Migratioun - net nëmme hei am Land, mä och soss op de Kontinent -, dee méi e Gesamtbild zeechent an och erlaabt ze verstoen, vu wéi engem Phenomeen mer haut hei schwätzen.

Ech wëll awer trotzdem e puer Zuelen nach eng Kéier rappeléieren. Ech hunn dat schonn heiansdo hei gemaach, mä ech wäert et nach eng Kéier maachen. Déi Zuelen, déi kennt Dir och. Hei zu Lëtzebuerg liewe méttlerweil iwwer 40% vun de Leit, déi kee Lëtzebuurger Pass hunn, wouvun der awer vill hei gebuer sinn. Bei der Population active si méttlerweil 60% vun de Leit, déi daagsiwwer zu Lëtzebuerg sinn, ouni e Lëtzebuurger Pass. Dat ass, wat déi éischt Zuel betrëfft vun de 40% ouni Lëtzebuurger Pass, éischer eng Ausnahm am Planéit, well weltwäit ass de Phenomeen vun der Migratioun e relativ kleng Phenomeen. E betrëfft ronn 200 Milliounen Leit, dat mécht ongeféier 3% vun der Weltbevölkerung, esou dass also deen Deel vun der Bevökerung vum Planéit, deen net an der Migratioun ass, ronn 97% ausmécht.

Et huet een net ëmmer dat Gefill, dass ee sech däärs bewusst ass, wann een d'Diskussioun ronderëm d'Migratioun héiert. Et ass praktesch wéi e roude Fue dem duerch

déi gesamt Lëtzebuenger Gesetzgebung aus de leschte Jorzéngten erëmzefannen, wann et ëm d'Redaktioun vun de Gesetzer geet, dass dann immens vill Artikelen drastinn, déi eppes wëllen évitéieren, déi probéieren eppes ze verhënneren. Zum Beispill fir ze évitéieren, dass een iwwert deen doten Artikel kann erakommen, fir eigentlech eppes anderschters ze maache wéi dat, wat deen Artikel virgesäit. Et féint een dat ëmmer nees erëm. Iwwregens net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mä och an anere Länner.

Mä trotzdem mécht dee Phenomeen, dee vill Leit probéieren an den Texter esou ze court-circuitéieren oder ze encadréieren, weltwäit nëmme 3% aus, an den europäesche Kontinent ass net deen, deen am meeschte mat der Migratioun ze dinn huet. Dat sinn éischter aner Kontinenter, zum Beispill Nordamerika. Awer och Afrika selwer ass e Kontinent, dee ganz vill mat der Migratioun ze dinn huet.

Déi zweet Zuel, déi ech wëll rappeléieren, ass déi, dass den europäesche Kontinent sech opgrond vun den Zuele vun der UNO bis 2050 - esou wäit kann een dat ongeféier halbwegs raisonnablement schätzen - wäert dépeupléieren. Et ass also um europäesche Kontinent esou, dass mer, wann ee wëllt, dass ënner anerem de Wirtschaftswuesstum dee bleift, deen en ass, ugewise sinn op weider Migratioun, a souguer Migratioun a verstäerkerter Mooss. Doriwwer gétt et iwwerhaupt keng Diskussioun.

Et geet also net nëmme dorëms ze diskutéieren, wéiwäit een d'Migratioun ka kontrolléieren, mä et geet dorëms ze diskutéieren, wéi mer kënnen organiséieren, dass mer méi Migratioun op den europäesche Kontinent kréien, ofgesi vun anere Valeuren, déi mir als gréng Fraktioun och an der Migratioun kënnen identifizéieren. Eleng aus ekonomescher Vue muss ech scho soen, dass een eng Diskussioun an Europa misst féieren, déi eng aner ass wéi déi verschlossen an op sech zréckgezunn, well de Kontinent dépeupléiert sech a mir sinn éischter ugewisen op méi Migratioun wéi op manner Migratioun.

Och eng lescht Zuel wëll ech hei nach eng kéier rappeléieren, fir och dat erëm eng kéier vläicht e bëssen an d'Käpp ze bréngen. D'Lëtzebuenger Realitéit ass net nëmme eng vu Leit, déi onbedéngt op Lëtzebuerg wëlle kommen. D'Bevölkerung wiest zwar doduerch, dass méi Leit op Lëtzebuerg wunne kommen, mä et muss een awer rappeléieren, dass engem Solde vun Arrivéeeën, deen all Joers tëschent 10, 12 oder 13.000 Leit läit, déi op Lëtzebuerg kommen, awer och 7, 8, 9, 10.000 Leit entgéintstinn, déi d'Land nees verloossen. Et ass also net esou wéi wa jiddfereen nëmme wëllt op Lëtzebuerg kommen an ee sech géint eppes misst wiere mat de Migratiounsgesetzer, mä et ginn och 75 bis 80% an equivalenten Zuele vun deene Leit, déi all Joers kommen, nees fort a bleiwen net hei.

An et gétt och Lëtzebuenger, déi Lëtzebuerg verloossen, net nëmme fir hannert der Grenz ze wunnen an hei ze schaffen, mä déi och tatsächlech selwer hiert Gléck am Ausland probéieren. Och déi Lëtzebuenger, déi hiert Gléck am EU-Ausland probéieren, bënëficiéieren vun deenen Direktiven, well heimadder och Lëtzebuenger an engem aneren EU-Land Rechter a méi Kloerheet iwwert hir Situatioun wäerte kréien, wéi dat bis haut de Fall ass.

Dëst Gesetz, et ass scho gesot ginn, ass eigentlech eent vu véier wat sech ronderëm d'Zesummeliewen tëschent Lëtzebuenger an Netlëtzebuenger dréint. Mir hätten et als gréng Fraktioun begréisst, wann ee probéiert hätt, net onbedéngt ee Corps de texte dorauser ze maachen - dat kann elo nach ëmmer gemaach ginn, och opgrond vun där Motioun, déi mer herno stëmme, fir eng Kodifikatioun virzuehuelen vun deenen Texter -, mä et hätt een eiser Meinung no besser gehat, dat an enger gemeinsamer Kommissioun ze diskutéieren.

Dat hätt kënnen eng eenzeg Kommissioun sinn, et hätt och kënnen eng Commission jointe sinn. Dat hätt der Aarbecht mat Sécherheet net geschuet, wann een dat hätt kënnen maachen. Déi gréng Fraktioun huet dee Problem doduerch geléist, dass deeselwechte Vertrieeder an deene verschidene Kommissiounen op deene Projete war. Mä insgesamt wier et besser gewiescht, wann een déi véier Texter hätt kënnen parallel diskutéieren, an net zäitlech versat a véier verschidene Kommissiounen. Mir hunn och eenzel Brécke misse bauen, eng rezent nach elo viru kuerzem par rapport zum Nationalitéitgesetz. Insgesamt hätte mer kënnen an deene véier Texter eng besser Aarbecht maachen, wann een dat méi no beiene gehalen hätt.

Eng éischt negativ Bemierkung, déi mer wëlle maachen, ass, dass mer bedauern,

dass mer déi Direktiv esou spéit ëmsetzen. Dat hätt duerch eng Partie Joren éischter kënnen sinn, au point, dass mer haut amgaange sinn Direktiven ëmzesetzen, wou zwee Deeg virduun zu Cannes scho praktesch déi nächst europäesch Initiativen diskutéiert ginn - an do ass nach viles ze diskutéieren -, déi am Oktober am Conseil européen sollen ugeholl ginn. Déi Proximitéit tëschent eiser Ëmsetzung vun de leschten Direktiven an deenen neien Initiative weist, dass mer e gewëssene Retard geholl hunn. Mir hunn do e gewëssene Retard geholl, well mir sinn iwwert d'Délaien erausgaangen, an dat ass net gutt. Mir hätte léiwer gehat, dass mer déi Direktive méi fréi ëmgesat hätten, well an deenen Direktive vill Guddes steet. Do steet ganz vill Guddes dran.

Zu der Prozedur, déi mer gewielt hunn, wëlle mer awer positiv bemierken, dass et de Wonsch vun der Regierung war, relativ fréi scho virum Dépôt vum Gesetz mat der Chamber zesammenzekommen. Dat hu mer begréisst an dat begréisst mer och haut. Dat ass eng Prozedur, déi een och bei anere Gesetzer an och vun anere Ministeren duerchhaus kéint envisagéieren. Dat huet dem Gesetz, an der Qualitéit vum Gesetz, mat Sécherheet net geschuet. Positiv ass och, dass de Minister Schmit den ONGen déiselwecht Méiglechkeet ginn huet, fir sech mat deem doten Text scho virum Dépôt ausernezesetzen.

Positiv fanne mer och, dass ganz vill Avisé komm sinn. Dat ass rar. Mir hu vun Avisen an Avis complémentaires, ofgesi vun deene vum Statsrot, wann ech gutt gezielt hunn, eng Dose krit. Zwielf Avisen, y compris den Avis complémentaire vun den Employés privés ënner anerem. Dat ass rar, dass een dat huet. Et huet een oft Gesetzer, wou guer keen Avis erakënnt. An et waren an der Regel Avisen, déi relativ fouilléiert waren. Do hu vill Leit sech mat där Matière ofginn.

Dat Gefill - mat weinegen Ofstrécher -, wat mir hunn, ass, dass an den Avisen en règle générale méi Offenheet ze bestoe schéngt, wéi dat mat Momenter hei an der Chamber an der Diskussioun de Fall war. Et huet een heiansdo d'Gefill, dass d'Société civile deels méi op ass och an deeser Matière, wéi déi Leit, déi d'Société civile vertrieede sollen an déi awer eiser Meinung no oft eng ze vill attentistesche Tendenz an deem Dossier affichéieren. D'Lection vun deenen Avisen, wéi gesot mat weinegen Ofstrécher, erlaabt et ze gesinn, dass déi Avisen an der Regel net nëmme fouilléiert waren, mä och an aller Regel éischter positiv zu deem stoungen, wat hei envisagéiert gétt.

En negative Punkt an der Prozedur eiser Meinung no ass, dass de Minister Schmit den ONGe leider keng Méiglechkeet ginn huet, eng zweet Entrevue bei him ze kréien, obwuel se vereinbaart war. No där éischter, virum Dépôt, hunn eng ganz Rei ONGen e gemeinsamen Avis geschriwwen, dee praktesch op alle Punkten eng Unanimitéit hat, a si hu gehofft, si kéinte mat hire Virstellungen nach eng kéier bei de Minister kommen. An der Chamberskommissioun si se an eis Aarbechten agefloss, well mer se schréfflech virleien haten, mä et wär och interessant gewiescht, wann een op déi Avisen do och méi eng explizit Positioun vum Minister hätt kënnen kréien. Dat muss ee regrettéieren.

Vläicht muss een och soen, dass, och wa mer d'accord waren, fir eis Aarbechten an engem flotte Rhythmus virunzuebréngen - well ech mengen net, dass e Gesetz automatesch doduerch besser gétt, dass et laang diskutéiert gétt a laang an der Chamber hänge bleift -, bei der Prozedur ee Regret bleift. Well mer zum Schluss awer relativ séier geschafft hunn, hu mer als Chamber deeselwechte Feeler wéi de Minister Schmit begaangen a mir hunn den ONGen net méi d'Méiglechkeet ginn, sech effektiv nach eng kéier mat deem, wat mir als Ofschluss vun eisen Aarbechte considéiert hunn, am Detail ausernezesetzen.

Dat wär, eiser Meinung no, utile gewiescht, mä et soll awer keng fundamental Kritik sinn un der Aart a Weis wéi mer geschafft hunn. Mir wollten deen Text, elo wou mer effektiv alleguerten nach am Dossier, am Detail dra waren, virubréngen, mä et kann een dat doten awer trotzdem regrettéieren. Dat hätt net vill méi vun eis verlaangt.

Eng grouss Appréciation ofzeginn iwwert dat Gesetz, fällt engersäits liicht, anerersäits manner. Mir mengen, dass d'Appréciation global positiv ass, och als gréng Fraktioun. Aus engem Grond: Et muss een dat vergläiche goe mat deem Gesetz, wat mer hunn.

D'Gesetz vum März 1972, d'Loi Schaus, ass op ganz ville Punkten e Gesetz, wat net méi gutt ass a wat eiser Meinung no vun Ufank u vill Kritike verdéngt hätt, mä wat haut definitiv op ganz ville Punkte méi wéi iwwerlieft ass.

An dat Gesetz, wat mer haut maachen, ass och doduerch kee schlecht Gesetz, well déi sechs Direktiven, déi sollen ëmgesat ginn, duerch d'Bänk gutt Direktive waren, well se probéiert hunn, eng ganz Rei vu Matière, déi ronderëm d'Immigratioun dréinen, ze preziséieren. Zwar net op alle Punkten, wéi dat eis géif virschwiewen. Mir kënnen eis och bei der Direktiv eng ganz Rei Redaktiounen ausstellt virstellen, wéi dat, wat do steet.

Mä Fakt ass awer, dass d'Direktiven eng ganz Rei Prezisioun bréngen an eng ganz Rei vun zousätzleche Rechter, ënner anerem och Prozeduralrechter an den Detailer, Detailer, déi et bis elo zu Lëtzebuerg an der Gesetzgebung net gouf, wou viles eng Pratique administrative war, déi ee konnt contestéieren an déi och contestabel war. Duerch dees Direktive kréie mer op praktesch all deene Froen eng prezis Äntwert, och wann et net op alle Punkten déi ass, déi mir eis gewënscht hätten. Mä et gétt zumindest elo eng Sécurité juridique, déi et virduun net gouf. A Prezisioun an de Prozedur grad an deeser Matière ass e grouss Fortschritt.

Duerfir menge mer och, dass dat Gesetz kee schlecht Gesetz ass, well déi Direktiven, déi sollen ëmgesat ginn, keng schlecht Direktive gewiescht sinn.

Et muss een nach eng kéier vläicht feststellen, dass zu Lëtzebuerg an deeser Matière, wann et ëm d'Zesummeliewe geet mat Netlëtzebuenger, an de leschte Jore praktesch all d'Avancéeeën awer d'inspiration vu Bréssel waren. Ob dat ass opgrond vu politeschen Décisionen, ob dat ass opgrond vu judiciairen Décisionen wéi Uerteeler. Ech rappeléieren do d'Participatioun bei de Chambres professionnelles, d'Wahlrecht um Gemengenniveau an d'europäesch Wahlrecht - och wa mer bei de Gemengewahlen nach ëmmer Derogatiounen hunn zënter mëttlerweil 16 Joer, wou den Traité vu Maastricht applizéiert ginn ass, a mir ausdrécklech bedauern, dass mer aus deem Régime dérogatoire nach ëmmer net erauskomm sinn, an, wéi et ausgesäit, och net wäerten erauskommen am Laf vun deeser Legislaturperiod. Am Beräich vum Zesummeliewen tëschent Lëtzebuenger an Netlëtzebuenger sinn awer déi meeschten Avancéeeën d'inspiration vu Bréssel.

Tant mieux, dass et dat gétt. Bedauerlech, dass mer dat net aus eegener Kraaft fäerdeg bréngen an engem Land, wat jo eigentlech méi Experienz huet wéi all déi aner an deenen dote Froen, wat positiv Experienz gesammelt huet, wäit méi positiver wéi där anerer. Mir missten et eigentlech kënnen fäerdeg bréngen, och als Ausdrock vum Lëtzebuenger politesche Wëllen an deeser Matière och emol eng kéier méi vir an der Rei ze stoe bei de Reformen, an net an der sécherer drëtter Rei, fir net ze soe bal an der leschter Positioun.

#### (Interruption)

Jo, dat ass bei der Ëmsetzung vun deenen Direktiven op eenzelne Punkten de Fall. D'rop wollt ech herno nach agoen, a mir begréissen dat och. Ech wollt just feststellen, d'une façon générale, dass et wierklech eng absolut Ausnahm ass an dat fanne mer eigentlech bedauerlech.

Mä d'Gesetz wäert wéi gesot eng ganz Rei Fortschritte bréngen an der Preziséierung vun deene Rechter, vun deene Prozeduren, déi et an deeser Matière gétt. Mir mengen, dass déi méi Rechter an och vläicht méi Flichten ënnert dem Stréch zu wäit méi Sécurité juridique wäerte bäidroen. Dat ass e positive Punkt.

Ech kommen zu engem anere positive Punkt. Dat ass eppes, wou mer elo e Fortschritt gemaach hunn aus eegener Kraaft, net onbedéngt par rapport zu aneren, mä par rapport zu eis selwer. Mir hunn et fäerdeg bruecht - an dat hätte mer net missen am Kader vun der Ëmsetzung vun där Direktiv maachen -, eisen zimlech onduerchsichtege Regime vun de Permissen, Permis de séjour a Permis de travail, dee mer elo laang Joren haten, ganz staark ze vereinfachen. Dat ass eng national Initiative, déi mer begréissen. Selbstverständlech begréisst mer se, well dat trifft eng al Fuerderung vun deene Gréngen. Domat ware mer och am Verglach mat aneren net onbedéngt ganz gutt.

Ech weess, dass et och nach aner negativ Beispiller gétt, mä trotzdem ass dat heiten eiser Meinung no e reelle Fortschritt, a mir ënnerstëtzen och duerfir ganz kloer, dass mer op deem dote Punkt méi wäit komm sinn.

Iwwregens, wa mer och dëst Gesetz kënnen matdroen als gréng Fraktioun, da läit dat net nëmme an deem Konsens, dee fonnt ginn ass an de Regierungsparteien, wéi den Här Fayot dat virduun rappeléiert huet, mä dat läit

och dorunner, dass d'Kommissioun net nëmme laang genuch beieneesou, fir mateneen ze schwätzen, mam Här Wagner a mat der Madame Ecker a mat anere Vertrieeder, mä well mer et och fäerdeg bruecht hunn, eng Partie Punkten ze änneren. An dat war net ëmmer nëmme an eng bestëmmte Richtung. Mir hu wierklech eng Rei Saache geännert, wou mer net alleguerten direkt enger Meinung waren, wou jiddfere sech e bësse beweegt huet, bis hin an d'Regierungsparteien eran, fir sech Majoritéiten, déi et an der Kommissioun gouf, unzeschléissen.

Mir hunn - mengen ech - als Kommissioun vun den Affaires étrangères a vun der Immigratioun aus deem Regierungstext, deen d'Direktive wollt ëmsetzen, duerch eis Aarbecht e besseren Text gemaach op enger Rei vu Punkten, an och duerfir menge mer, dass mer deen Text do kënnen stëmme.

Eng generell Kritik un der Aart a Weis, wéi mer d'Direktiv elo ëmgesat hunn, besteet fir eis nach ëmmer doranner, dass mer mengen, dass mer et och misste kënnen fäerdeg bréngen, weiderzagoen.

Wann ee wéi déi gréng Fraktioun d'plädéiert, dass et eng europäesch Politik an deeser Matière gétt, da weess een och, dass ee bis zu engem bestëmmten Punkt eng gewëss Kompromëssbereitschaft muss matbréngen, well wann ee gären hätt, dass et en europäesche Kompromëss gétt tëschent all de Länner, dann ass ee sech bewosst, dass dat vläicht net op alle Punkten herno engem integral Satisfaktioun gétt, mä et hofft een, dass ënnert dem Stréch d'Avancéee méi grouss wäerte gi wéi eventuell Réckschrëtt. Mä mir gesinn an enger gemeinsamer europäescher Politik eigentlech méi positiv Potenzial wéi negativ Potenzial. Duerfir ënnerstëtze mer dat och.

Duerfir si mer och noutgedrongen domat d'accord, dass et bei der Entrée an d'Europäesch Unioun era gemeinsam Regele gétt, an dass et och bei de Konditiounen, déi spillen, wann d'Leit bis hei sinn, eng Rei gemeinsam Regele gétt.

An dach hätt een och do aus nationaler Kraaft e Stéck weidergoe kënnen. Mir mengen notament, dass een um Niveau vun de Regimer, deem op där enger Säit vun den EU-Bierger an deem op där anerer Säit vun den Net-EU-Bierger, déi zwee Regimer méi no hätt kënnen beienee bréngen.

Ech verstinn, dass et bei der Entrée sur le territoire de l'Union européenne méi schwierig ass, méi wäit ze goen. Bei der Behandlung vun de Leit, wa se bis zu Lëtzebuerg sinn, menge mer, dass den Trend fir déi nächst Entwécklungen an deeser Législatioun sollt sinn, dass ee probéiert, d'Regimer vun de Leit, notament en matière de regroupement familial, notament en matière d'accès au marché du travail an anerer, nach zesummengéieren, dass ee probéiert, keng Distinguen ze maachen tëschent EU- an Net-EU-Bierger.

Et soll ee se als dat considéieren, wat se sinn, als Mënschen, déi no bestëmmte Regeln den Accès op den Territoire kritt haten. De Wëlle muss sinn, fir esou séier wéi méiglech déi ënnerschiddlech Regimer an der Zäit ofzeschaffen, also net iwwer eng Abberzuel vun Detailer an och nach an der Längt wëllen erauszéieren. Mir mengen, dass déi Regimer sollen esou no wéi méiglech beienee sinn. Am Idealfall dès l'entrée sur le territoire misst ee kënnen op enger Rei vu Punkten eng Eenheet vum Regime hei kréien.

Eng aner Bemierkung, fir och ze ënnersträchen, wéi anerer et och scho gemaach hunn, dass den Text, den Här Fayot huet et gesot, wuel kloer strukturéiert ass. Dat ass richtig. Deen Text ass net onliesterlech an net onstrukturéiert. Mä et ass en Text mat ganz vill Detailaarbecht. Am Renge gétt et ganz vill Detailer.

Mir mengen och, dass et net evident wäert ginn, notament um Niveau vun de Gemenen, déi jo awer e Rôle ze spillen hunn, wann d'Leit an d'Land kommen. Mir sinn der Meinung, dass d'Gemenen do e wichtege Rôle ze spille kréien an dass dat net evident wäert sinn, fir an all de Gemenen sécherstellen, dass déi Beamten a Beamtinnen, déi domadder ze dinn hunn, d'Gesetz op den Dag eent och kënnen richtig applizéieren, op eng Aart a Weis, déi d'Leit, déi De-

mandeur sinn, ënnerstëtzt an net onnéideg duerch Incertituden an duerch eventuell net genee Kenntniss vum hire Rechter ewechhält.

Duerfir ass et ganz wichteg, déi Motioun, déi d'Madame Err och mat eiser Ënnerschréft déposéiert huet, vun der Regierung unzuhuelen an och ëmzesetzen, nämlech déi, net nëmmen eng Informatioun du public général ze maachen, mä och eng Informatioun du public averti, an deem heite Fall déi Leit, déi an de Gemengen heimaddeger ze di kréien. Och do wär et gutt, wann d'Regierung géif relativ fréi kucken, Kontakt ze kréie mam kommunale Secteur, fir sécherzestellen, dass mer an den 116 Gemengen eng Application uniforme vun deenen Dispositiounen kréien, notament wann et doréms geet, d'Revenus propres ze considéieren, déi sollen dobäileie bei den Demanden, dass een do wierklech net herno méintelaang muss Bréiwer hin an hier schreiwen an telefonéieren, bis dann an all Gemeng den noutwendige Wëssensstand ukomm ass.

Dat schéngt eis wierklech e ganz wichtige Punkt ze sinn, wat d'Qualitéit vun deem Gesetz ka wesentlech änneren, erop awer och erof, wann dat doten eescht oder eben net eescht genuch géif geholl ginn.

Am Detail vum Gesetz wëlle mer just e puer Punkten opgräifen. An zwar fir d'éischt emol zwee Punkten, wou mer och en Amendement preparéiert hunn, dee mer haut der Plénière wëlle proposéieren.

Ech ginn dem Här President direkt d'Amendement.

#### Amendement 1

Article 57, paragraphe (3):

«Le détenteur d'un titre de séjour pour «étudiant» est autorisé à exercer une activité salariée limitée à une durée maximale de vingt heures par semaine sur une période de 1 mois, en dehors du temps dévolu à ses études, à condition d'être inscrit à une formation menant au grade de master ou d'un doctorat. Les étudiants inscrits à des formations menant au brevet de technicien supérieur ou au grade de bachelier n'y sont autorisés qu'après avoir accompli les deux premiers semestres de leurs études, à moins que le travail rémunéré qu'ils entendent exercer ait lieu au sein de l'établissement d'enseignement supérieur où ils sont inscrits. Les modalités de l'exercice de l'activité visée sont fixées par règlement grand-ducal.

La limitation de la durée maximale de vingt heures par semaine, prévue à l'alinéa qui précède, ne s'applique pas aux activités salariées exercées durant les vacances scolaires.

Elle ne s'applique pas non plus aux travaux de recherche effectués par l'étudiant en vue de l'obtention d'un doctorat au sein de l'établissement d'enseignement supérieur ou au sein d'un organisme de recherche agréé conformément à l'article 65. Les contrats de travail qui lient les assistants à l'Université du Luxembourg en vertu de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg échappent également à cette limitation.»

(s.) Félix Braz, Xavier Bettel, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

#### Amendement 2

Article 57, paragraphe (3):

«Le détenteur d'un titre de séjour pour «étudiant» est autorisé à exercer une activité salariée limitée à une durée maximale de dix heures par semaine sur une période de 1 mois, en dehors du temps dévolu à ses études. (XXX) Les modalités de l'exercice de l'activité visée sont fixées par règlement grand-ducal.

La limitation de la durée maximale de dix heures par semaine, prévue à l'alinéa qui précède, ne s'applique pas aux activités salariées exercées durant les vacances scolaires.

Elle ne s'applique pas non plus aux travaux de recherche effectués par l'étudiant en vue de l'obtention d'un doctorat au sein de l'établissement d'enseignement supérieur ou au sein d'un organisme de recherche agréé conformément à l'article 65. Les contrats de travail qui lient les assistants à l'Université

du Luxembourg en vertu de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg échappent également à cette limitation.»

(s.) Félix Braz, Xavier Bettel, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

#### Amendement 1 + 2, texte coordonné

À l'article 57, le paragraphe (3) prend la teneur suivante:

«Le détenteur d'un titre de séjour pour «étudiant» est autorisé à exercer une activité salariée limitée à une durée maximale de vingt heures par semaine sur une période de 1 mois, en dehors du temps dévolu à ses études. Les modalités de l'exercice de l'activité visée sont fixées par règlement grand-ducal.

La limitation de la durée maximale de vingt heures par semaine, prévue à l'alinéa qui précède, ne s'applique pas aux activités salariées exercées durant les vacances scolaires.

Elle ne s'applique pas non plus aux travaux de recherche effectués par l'étudiant en vue de l'obtention d'un doctorat au sein de l'établissement d'enseignement supérieur ou au sein d'un organisme de recherche agréé conformément à l'article 65. Les contrats de travail qui lient les assistants à l'Université du Luxembourg en vertu de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg échappent également à cette limitation.»

Zwee Amendementer, an zwar deen éischten zu där Fro vun der Aarbechtszäit, déi schonn diskutéiert ginn ass. Als gréng Fraktioun ware mer och e bëssen iwwerrascht, wou mer an der Commission des Affaires étrangères doriwwer diskutéiert hunn, eemol effektiv - den Här Bettel huet et scho rappéléiert - a Presenz vum Här Thiel, deen op deenen dote Punkte mat eis komplett enger Meenung war. Do hu mer nämlech Dokumenter kritt vum Minister Biltgen mat enger Rei Informatiounen, Zuelematerial an esou weider, a mir hunn déi Dokumenter dann och gelies. Fakt ass effektiv, wann een esou Dokumenter liest, da kënn een eigentlech zur Konklusioun, dass et net richtig ass, am Gesetz stoen ze hunn, zéng Stonne pro Woch. An och mat där Motioun, déi gëschter hei votéiert ginn ass, ass d'Fro net ofschléissend beäntwert.

Fakt ass, wann een déi Zuele kuckt an och kuckt wéi aner Länner et praktikéieren, misst een eigentlech zur Konklusioun kommen, dass dat, wat misst zoulässeg sinn an erlaabt sinn, 20 Stonne pro Woch ass. Dat wär eigentlech dat, wat no bestëmmten Regele bien entendu misst kënnen erlaabt sinn. De Minister Biltgen huet an Aussicht gestallt, e géif gären an engem Regime vun de Bourssé schaffen, deen esou gutt wier, dass een dat net bräicht. Bien entendu, ganz domat d'accord.

Dat ass deen ideale Wee, wann een et fäerdeg bréngt, e Bourssésystem opzebauen, deen et fir jiddferree méiglech mécht, dass een dann net muss op eege Mëtzel zréckgräifen. Dat ass dee richtege Wee, mä dee Bourssésystem hu mer nach net an dee wäerte mer och nach net a sechs Méint hunn. Duerfir menge mer, dass et besser wier, ëmgedréint ze fueren an elo emol e Gesetz ze stëmmen, wat et wierklech jiddferengem erlaabt, och deenen, déi vun doheem aus ganz wéineg hunn - déi brauche vläicht éischter déi 20 Stonne wéi Leit, déi vun doheem aus awer e bëssen eppes hunn, déi gi vläicht mat zéng eens.

Mir wëlle jo awer net an deem Gesetz par rapport zum Zougank zu de Studien, fir Studenten aus der EU oder Studenten aus engem État tiers, praktesch eng Sozialklausel abauen, déi mécht, dass herno eng Rei Studenten aus defavoriséiertem familiären Hannergrond de fait e méi schwierigen Zougank hu fir zu Lëtzebuerg op d'Uni ze kommen. Dat ka jo net d'Intentioun sinn. A wann also d'Regierung en engem ganz gudden - wéi den Här Biltgen gesot huet - Bourssésystem schafft, ma da kommt mir stëmmen elo am Gesetz 20 Stonnen! Mir sinn als Fraktioun gäre bereet, deen Dag wou den exzellente Bourssésystem um Dësch läit, deen déi Aarbecht en parallèle net méi noutwendeg mécht, dëst Gesetz dann erëm ze modifizéieren, well da brauche mer déi Dispositiounen net méi.

En attendant brauche mer se awer. An en attendant ass et mat deenen zéng Stonne sécher net godoen. All dat Material, wat de Minister Biltgen eis als Kommissioun op den Dësch geluecht huet, huet eigentlech ganz kloer beluecht, dass déi richtig Äntwert wier ze soen, 20 Stonne pro Woch misst eigentlech kënnen méiglech sinn. Mir hunn och duerfir an deem Sënn en Amendement proposéiert. Dee misst och elo gläich kënnen distribuéiert ginn.

En zweeten Amendement, dee mer proposéieren, betrëfft deeselwechten Artikel 57, Paragraph 3; dat ass de Fait, dass mer schreiwen, dass ee bei den éischten zwee Semester net däerf schaffe goen. Dat ass awer eng Dispositioun, déi wierklech ganz wéineg Sënn mécht. Domat ass awer definitiv gesot, dass déi, déi net d'Gléck hunn, vun doheem aus finanziell esou opgestallt ze sinn, dass se sech kënnen d'Studie leeschten, keng Chance hunn dee Moment op Lëtzebuerg kënnen studéieren ze kommen. Dat ass eigentlech eng fir mech absolut inadmissibel Dispositioun a mir wonne eis och doriwwer, dass et konnt déi eenzel Diskussiounsstadië passéieren, dass et konnt duerchkomme bis haut an d'Plénière eran, mat där doten Dispositioun nach ëmmer am Text.

Mir mengen, dass et wierklech kee gudden Grond gëtt, dass ee seet: „Am éischte Joer wou Der studéiere kommt, musst Der dat kënnen vun doheem aus mat Äre finanzielle Mëttele ganz eleng fäerdeg bréngen.“

Duerfir proposéiere mer och do en Amendement, dass een déi Exigenz, dass een an den éischten zwee Semester net däerf schaffe goen, suppriméiert.

Mir hunn duerfir, wéi gesot, zwee Amendementer proposéiert. Déi sinn esou libelléiert, den éischten Amendement, wéi den Text géif ausgesinn, wann deen Amendement ugeholl gëtt. Mir hunn en zweeten Amendement derbäigeluucht. Deen ass esou libelléiert, wéi den Text géif ausgesinn, wann nëmmen dee géif ugeholl ginn. Mä mir hunn awer och en Texte coordonné hannendrugeluucht fir de Fall - dee mir eis erhoffen -, dass déi zwee géifen ugeholl ginn. Dann hutt Der dee pour information och direkt derbäileien. Da kann also jiddferree bei deenen zwee eenzelne Punkten en äme et conscience sech doriwwer seng Meenung maachen.

#### (Interruption)

Entschëllegt, Här Hauptert?

» M. Norbert Hauptert (CSV). - Dir sidd derfir fir d'40-Stonne-Woch ze maachen?

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Neen, d'35-Stonne-Woch.

» M. Norbert Hauptert (CSV). - D'35-Stonne-Woch?

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Jo, jo.

#### (Interruption)

Jo. Wéi gesot, Här Hauptert, ech verweisen lech - Dir sidd jo och Member vun där Kommissioun - nach eng Kéier op d'LECTURE vun deenen Dokumenter, déi den Här Biltgen eis ginn huet. Aus deenen ass jo awer kloer erausgaangen, dass all déi Länner ronderëm eis genee dat dote praktikéieren.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An ech si ganz mam Här Biltgen d'accord: Kommt mir probéieren duerch e Bourssésystem derfir ze suergen, dass een net muss op bis zu 20 Stonnen zréckgräifen. Mä et kann awer net sinn, dass, wa mer dee Bourssésystem nach net hunn, mer dann de fait eng Sozialklausel an deem Gesetz aschreiwen, wat den Zougank vun de Studenten zu der Uni regelt; de fait kënn dat nämlecht derbäi eraus.

Dat ka jo awer och net sinn. Et ass jo awer bestëmmt net d'Zil an och net Är Intentioun fir e Gesetz esou formuléiert ze hunn, dass dat doten als Resultat dobäi erauskënn.

Wann een da wëllt verschidden aner negativ Aspekter évitéieren, jo da muss ee sech dat mat anere legale Mëttele iwwerleeën, wéi ee ka sécherstellen, dass dat Zil, wat mer hei wëlle verfollegen, erreecht gëtt, ouni dass duerfir aner Ziler automatesch misse mat erreecht ginn. Doriwwer kann een diskutéieren, am Kader vum Droit du travail. Awer dat esou ze formuléieren, dass dès le départ eng Rei Studenten duerfir guer net d'Geleeënheet kréien, fir kënnen op d'Uni ze goen, well se net aus rächen Haiser kommen, kann d'Léisung net sinn; och net am Intérêt vum Droit du travail. Dat kann d'Léisung net sinn.

Mir mengen eben och, dass, wann ee wëllt eng Gesellschaft opbauen, wou Cohésion sociale eppes duerstellt, wou och déi Leit mat ënnerschiddlechen Originen op eng extrem produktiv a flott Aart a Weis zesummelien, dann entsteet dat an de Schoulen. Dat entsteet eben och an der Uni an op der Uni. Duerfir misse mer och do immens Suerg droen, dass mer do net de Contraire vun deem produzéieren, wat mer eigentlech wëllen errechen.

Nach en aneren Aspekt, dee mer kuerz wëllen opwerfen, dat sinn déi speziell Faveure fir Sportler a fir Trainer. Mir verstinn natierlech, wat den Hannergrond ass. Ech ver-

stinn dat. Dat erlaabt enger Rei Veräiner a Federatiounen eng gewësse Fräiheet, déi se elo net hunn. An dach, ganz zefridde stellend sinn déi Regelungen net.

Mir kréien elo e Regime fir déi, déi Sport maachen. Déi kréien e ganz favorable Regime. Dat sinn och Professioneller. Dat ass net just Fräizäit. Dat sinn och Leit, déi engem Beruff noginn.

Mir géifen eis wënschen, dass een dee Regime vun de Sportler géif als Beispill huelen: Well firwat ass dat, wat bei professionelle Sportler richtig ass, bei professionelle Maurer, bei professionellen Usträicher, bei professionellen Daachdecker falsch?

Béid ginn hirem Beruff no a mir maachen elo e Gesetz, wat seet: „Wann däi Beruff Sport ass, wann s de fléck a gewierweg bass, dann ass d'Fräizüggekeet integral.“

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Esou wéi ech!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - „Wann däi Beruff en aneren ass, ass d'Fräizüggekeet net esou grouss.“

Dat ass net kohärent an dat bleift schwéier ze erklären. A wann doriwwer an den nächste Wochen a Méint Diskussiounen wäerte sinn an alle Géigende vum Land, da wäert et net einfach sinn, fir dorop eng kohärent Äntwert kënnen ze ginn.

» M. Charles Goerens (DP). - Här Jaerling, de Virdeel dovun ass, Dir kommt och net a Fro.

#### (Hilarité)

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - En anere Punkt, dee mir begréissen - dorop ass den Här Bettel schonn agaangen -, ass effektiv, dass um Niveau vun der Definitioun vum Conjoint mer elo e bësse méi kloer sinn; elo ass gewosst, wat mer mengen. Dat ass e Fortschrétt par rapport zu deem, wat mer hunn. Och um Niveau vum Regroupement familial, deen och méi breet kann interpretéiert gi mat deem Gesetz. Dat ass och eppes, wat net jiddferengem spontan gefall huet, an der Redaktioun, esou wéi mer se elo zréckbehalen hunn. Mä mir halen et awer fir positiv a gutt, dass ee kann déi Begrëffer och e bëssen interpretéieren.

Negativ - an dat ass de leschte Punkt, op deen ech hei wollt agoen am Detail vum Gesetz - bewäerte mer, dass déi Recoursen - dat hu mer och scho gesot deemools beim Gesetz iwwert den Asyl -, déi mer och an deem Gesetz ageschriwwen hunn, notament beim Éloignement du territoire, net suspensiv sinn. Et kann ee selbstverständlech Recours dergéint maachen an da muss een natierlech hoffen, dass een dann a senger Heemecht le cas échéant nach erëmfonnt gëtt, fir d'Resultat vum Recours kënnen matgedeelt ze kréien.

Et wär mat Sécherheet besser gewiescht, wann een do hätt iwwert de Caractère suspensiv vum Recours e bësse méi wäit kënnen goe wéi dat, wat mer elo hunn; nämlech iwwerhaupt näischt.

D'Gesetz ass, wéi gesot, eiser Meenung no esou detailléiert an et wäert a senger Applikatioun net onbedéngt einfach si fir all déi, déi domadder ze dinn hunn.

Duerfir menge mer, dass et net nëmmen noutwendeg ass, eng Informatiounspolitik ze organiséieren, wéi se an deene Motiounen suggeréiert ginn ass par rapport zum Grand public, par rapport och zu de Gemengen, mä mer mengen och, dass et net schlecht wier, wa mer eis als Chamber relativ séier nach eng Kéier mat deem Gesetz géife beschäftegen, fir e Bilan vu senger Applikatioun ze maachen. Dat brauch sécher net a sechs Méint ze sinn; et brauch sécher net méi virun de Wahlen ze sinn, mä mir mengen, dass et an der nächster Legislaturperiod ubruecht wier, relativ fréi um Ufank vun der Legislaturperiod sech nach eng Kéier als Chamber mat der Applikatioun vum Gesetz zumindest eng Kéier ze beschäftegen an ze kucken, wou an der Applikatioun Schwierigkeeten opgetaucht sinn, fir kënnen eventuell Korrekturen ze maachen.

Dat gesot, wëll ech awer just, scho bal als Ofschloss, wéi fir déi gréng Fraktioun nach eng Kéier dorop hiweisen, dass mer haut eng national Debatt ronderëm dëst Thema gefouert hunn, eng Debatt, déi no villen Diskussiounen an der Kommissioun relativ konsensuell ass. Ech mengen, mir wëssen, wou eis Ënnerscheeder leien, mä mir hunn et awer och fäerdeg bruecht, e Konsens erauszueschleien ronderëm eng Rei wesentleche Punkten opgrond vu gudden Direktiven.

Et ass net esou evident an net esou aldeeglech ass. Ech weess elo nach net genee, wéi d'Kolleege vun der ADR sech wäerte positionéieren zum Gesetz, mä ech mengen, déi Länner, déi et an Europa nach fäerdeg bréngen, ronderëm d'Thema Immigration eng Debatt ze féieren, déi an engem relativ breede Konsens ka münden, déi si mëttlerweil rar.

Dat ass kee berouegend Zeechen, well mer och wëssen, dass déi grouss Diskussioun ronderëm dëst Thema eben an Europa mëttlerweil stattfannen. Mir wäerte geschwé mam Minister Schmit d'Geleeheneit kréien, eis ze ënnerhalen iwwert dee franséische Pacte sur l'immigration et l'asile, wou jo d'Interpretatioun ronderëm dee Pakt zimlech wäit auserneegeet, deemno wiem ee grad nolauschert, ob dat d'Fransousen oder d'Spuenier sinn, déi sech doriwwer ënnerhalen.

En anert Stéchwuert ass déi Iddi vum franséische President Sarkozy ronderëm déi sougenannt Quotas migratoires, och eng Iddi, déi zwar net am Pakt steet, mä vun där ee weess, dass se a Frankräich diskutéiert ginn ass.

Do si mer frou feststellen,...

#### (Interruption)

...dass d'Kommissioun ronderëm de vieregte President vum Conseil constitutionnel, de Pierre Mazeaud, klipp a kloer déi Diskussioun ronderëm d'Quotaen dohinner geschéckt huet, wou se hi gehéiert, nämlech an d'Archiven, well si huet ganz kloer déi Iddi vun de Quotas migratoires beziechent als eng Politique de contingents migratoires limitatifs, déi wier sans utilité réelle en matière d'immigration de travail a si wär inefficass géint d'immigration irrégulière.

Dat ass eng kloer Ausso. Eis stéiert déi Iddi och fundamental, grad wéi d'Madame Err, well hannert deenen doten Diskussiounen eng reng utilitaristesche Visioun vu Mënsche steet, déi an der Migratioun sinn, a virun allem och eng nëmmen unilateral Visioun.

Mir si wierklech décidéiert der Meenung, dass d'Zukunft vun der Debatt ronderëm d'Immigratioun doranner muss bestoen, dass een e Rapport opbaut tëschent deene Länner, aus deene Leit erausginn, an deene Länner, déi se ophuelen, dass déi Länner gemeinsam Intéréten definéieren, dass een et fäerdeg bréngt, eng Situatioun ze schaffen, wou et e mutuellen Intérêt gëtt, wierklech e mutuelle Besoin vun der Migration, an net eng Approche, déi reng utilitaristesche, reng unilateral géif déi Leit als Aarbechtskraaft do konzipéieren.

Ee Wuert och kuerz zu där Direktiv „Retour“, déi an der Diskussioun ass, wou mer wierklech och als gréng Fraktioun elo schonn der Regierung mat op de Wee wëlle ginn, dass mer eis ganz kloer géint déi doten Direktiv stäipen. Och do si positiv Saachen dran. Et sinn eng Rei Saachen dran, déi besser geregelt sinn elo duerch déi Direktiv wéi virun. Mä et sinn eng Rei Saachen dran, déi einfach fir eis inakzeptabel sinn a wou mer och net frou sinn iwwert déi Tournure, déi déi Direktiv do geholl huet.

Als lescht Remarque vun eiser Säit wëlle mer op eng aktuell Saach ze schwätze kommen, déi am Moment an Italien op der Dagesuerdnung steet a mat där sech d'Europaparlament muer de Moie wäert beschäftegen.

Den neien italieneschen Innenminister, den Här Maroni, huet décidéiert, fir an Zukunft systematesch d'Fangerofdréck vun de Sinti a Roma opzehuelen an domadder dann och eng Datebank unzeleeën, reservéiert op déi doten ethnesch Grupp.

Dat ass e Virgang, dee mir als Europäer, als Uniounsbierger skandaléis fannen! Dass et an der Europäescher Unioun, déi eng Wäerdegemeinschaft wëllt sinn, nach méiglech ass, dass an engem Memberstat eng Regierung kann op de Gedanke kommen, eng ethnesch Datebank opzebauen, dat ass eppes, wat ee wierklech gemengt hat, mat de 40er Jore vun leschte Jorhonnert hei an Europa hanneru sech gelooss ze hunn!

Dat ass e skandaléis Virgang. A mir fuerdere wierklech d'Lëtzebuerger Regierung op, och Positionen dozou ze bezéien an ze soen, wat se vun deem dote Virgang hält, a sech bei der Kommissioun an och am Conseil européen dofir anzusetzen, dass d'Italiener dat doten zréckzéien, well dat doten ass fir eis ganz einfach inakzeptabel.

Mir wäeren och frou, wann de President vun der Chamber, den Här Weiler, sech kéint u säin italieneschen Homologue richte mat engem Bréif, fir hien doriwwer an d'Bild ze setzen, dass dat doten eppes ass, wat mir hei an Europa net wëlle gesinn.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Opmierksamkeet a bréngt mat deenen dote

Remarquen d'Zoustëmmung vun der gréng Fraktioun.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den honorabelen Här Henckes huet als Nächsten d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt, grad wéi meng Virgänger, wëll ech mech de Remerciementen an d'Madame Barra, un d'Leit vum Ministère uschléissen, an och un onse President an un de Minister, déi mer ganz oft mat onse Froe gestresst hunn, well mer och wierklech versicht hunn, an den Detail vun deem Gesetz ze goen a verschidde Prezisiounen ze kréien.

Wann ee praktesch eng Kéier eng Autorisation de séjour et de travail huet missen ufroe fir eng Persoun, déi aus engem Drëttland komm ass, da kann een aus Erfahrung soen, dass dat déi éischte Kéier, wou een dat maache muss, e regelrechte Parcours du combattant ass, bis dat een dann erausfëhrt,...

#### (Interruption)

...wat am Gesetz drasteet a wat an der Praxis gefuerdert ass, an dass dat heiansdo net grad ëmmer esou kloer ass.

Duerfir muss ech soen, dass dee Gesetzes- text, dee mer elo virleien hunn an diskutéieren, op jidde Fall villech méi kloer a méi enk am Aklang mat der Praxis ass, wéi mer se elo kennen.

Doduerjer fannen ech och, dass den Text en tant que tel eng staark Verbesserung duerstelt.

Nach wier et awer wichteg, Här Minister, wann Dir den Ambassadeur a Konsulater, déi elo an Zukunft sech ëm déi Dossieren do musse këmmen, kéint déi richteg Uweisung gi praktescher Natur, wéi dat soll goen, well ech weess, dass u sech den Demandeur, wat also de Salaré normalerweis ass oder déi Persoun, déi erawëllt, déi Demande muss stellen, an net méi de Patron.

Nach wäert et an der Praxis esou sinn, dass d'Patroné sech awer wäerten zu engem gudden Deel praktesch dorëm këmmen, quitte dass d'Demanden duerjernee wäerte kommen. Bref, ech hätt gär, dass mer hei effektiv an der Praxis dat Gantz un d'Rulle kréien.

Duerfir si mer och als ADR mam Dispositiv vun deene Motiounen a Resolutiounen d'accord, déi d'Madame Err virdrun als Raportrice déposiert huet. Ech wëll hir och Merci soen, dass si virdrun an hirem mëndleche Bericht an och am schréfflechen hei all Detailler zum Gesetz ginn huet.

Mir setze sechs Direktiven ëm. De gudden Deel vun deene si vum Joer 2003. Et huet also schonn eng Zäitche gedauert, ier mer se ëmsetzen. Ech verstinn och duerfir, dass eng gewëssen Urgence ginn ass, fir se elo am Juli ëmzesetzen an net eréischt am Hierscht.

Nach muss ee soen, dass et besser gewiescht wier, wann een déi ganz Problematik vun der Immigratioun, vun der duebeler Nationalitéit, vum Integratiounsgesetz zesummen hätt kënnen diskutéieren, well déi Theme ganz enk matenee verbonne sinn.

Et kann ee souguer soen, dass d'Gesetz iwwert d'Polizeieffektiver, wat diskutéiert gëtt am Zesummenhang mat der Augmentatioun vun der Populatioun, och domadder ze dinn huet. Gëschter hate mer nach e Gesetz iwwert d'Chercheuren an d'Studenten, an och do ass e Lien. Et gesäit een, dass also eng etlech vun deene Gesetze, déi mer diskutéieren wäerten dese Mount respektiv am Hierscht, enk zesummenhängend sinn. Duerfir wëll ech och meng Interventioun zu engem gudden Deel an dee Kontext do setzen.

D'Immigratioun war fir onst Land eng Chance an der Vergaangenheet, fir ons Demokratie, fir ons Wirtschaft, fir ons Diversitéit, an et war e Räichum fir ons Identitéit. D'Immigratioun ass och haut nach eng Chance, well e Land, wat sech fir d'Ausländer zoomécht, dat scléroséiert. Dat géllt speziell fir Lëtzebuerg.

Dëst gesot muss een awer festhalen, dass d'Immigratioun nuren eng Chance bleift, wa se besser organiséiert a kontrolléiert gëtt. Mir musse soen an entscheede kënnen, wien an onst Land kënn et ënner wat fir enge Konditiounen en Immigrant, en Net-EU-Bierger an onst Land kënn. Aner europäesch Länner hunn dat rezent gemaach a weisen ons de Wee: d'Schwäiz, Frankräich, Italien.

Mir mussen op si fir déi Immigratioun, déi onst Land, dat heescht, déi ons Economie brauch; eng geziilt Immigratioun, eng Im-

migration choisie, wou mer am Ausland déi Kompetenze sichen, déi mer hei zu Lëtzebuerg net hunn oder net zur Genüge hunn. Wa méi Leit an d'Land kommen, dann huet dëst als primären Effet, dass d'Demande vu Gidder a Servicer am Land an d'Luucht geet. D'Betriben mussen, fir dëser Demande ze begéien, hir Aktivitéiten ausbauen, an dofir brauche se méi Personal. Et ass also fir ons Wirtschaft en Effet d'encouragement, dee sech aus deem Ganzen ergëtt.

Mir mussen déi legal Immigratioun organiséieren, dofir brauche mer e Gesetz wéi dat wat mer haut diskutéieren. Mir mussen awer och déi illegal Immigratioun stoppen, wou Leit ouni Qualifikatioun op onsen Aarbechtsmaart kommen, déi mer spéider am Chômage respektiv am RMG erëmfannen. Mir mussen och d'Immigratioun aus familiäre Grënn an de Grëff kréien. Dese Projet de loi dréit dozou bäi. D'ADR seet „Jo“ zu enger Immigration choisie, zu enger Immigratioun, déi mir wielen, déi onst Land brauch.

Mir soen „Neen“ zu där illegaler Immigratioun, déi ons opgezwoenge gëtt iwwert de Wee vun enger abusiver Ausleeung vun onse Gesetze iwwert d'Asyl an iwwert d'Immigratioun. Dës illegal Immigratioun muss ënnerbonne ginn, an dofir si mer och frou, dass um europäeschen Niveau eng etlech Signaler elo an déi Richtung gaange sinn. Et muss ee festhalen, dass 1,5 bis 2 Milliounen Immigranten all Joer an d'EU kommen. Et muss een, op Basis vun deene Schätzungen, déi d'Europäesch Kommissioun gemaach huet, och festhalen, dass ronn aacht Milliounen Leit sech hei an Europa illegal ophalen. D'lescht Joer sinn 200.000 illegal Immigrante verhaft ginn, dovunner sinn der 90.000 expulséiert ginn.

Mir mussen haut, an där globaliséierter Welt wou mer liewen, natierlech d'Zirkulatioun vun de Persounen erlaben. Déi ass noutwendeg, déi ass absolut indispensabel, wann een haut wëllt an engem Betrib schaffen. D'Leit, déi responsabel si fir déi Betriben, déi déi Betriben verrieden, mussen sech uechtert d'Welt déplacéieren kënnen. Mä et wëllt awer och heeschen, dass ee muss dee ganze Flux kontrolléieren, fir déi Leit, wou mer gären hätten, dass se sech déplacéieren, an déi, wou mer mengen, dass se net sollten iwwerall erakommen, fir just nëmme vu Prozeduren ze profitéieren.

Dofir wëll ech drop hiweisen, dass mer schonn en éischte Schrëtt an déi gutt Richtung gaange sinn, an zwar iwwert de Wee, dass mer an Europa an och hei zu Lëtzebuerg biometresch Päss agefouert hunn. Ech wollt och d'Regierung encouragéieren, fir deen zweete Schrëtt ze goen, fir déi biometresch Visae virzugesinn an ze realiséieren, well mir gesinn, dass dat an etleche Länner ronderëm ons schonn de Fall ass, an et wier besser, wann dat doten um europäeschen Niveau géif organiséiert ginn.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Dat wäert de Fall sinn.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech si frou, dat ze héieren, well dat ass eng gutt Aart a Weis, fir d'Zirkulatioun vun de Leit ze erlaben.

Ënnert der vieregter Regierung gouf et eng katastrophenal Dérive wat d'Asyl-demanden ugeet, wou Lëtzebuerg op eng Kéier am Spëtzeplaton vun den Demandeurs d'asile war. 2005 hate mer nach 801 Demandes d'asile. Dofir sinn ech frou, dass mer ënnert lech, Här Minister, ënnert dëser Regierung, konnten en neit Gesetz stëmmen, wou déi Demandes d'asile elo massiv zréckgaange sinn. Eleng d'Joer duerno, 2006, ëm 35%; du si mer vun 801 op 523 Demanden erofgaangen.

Ech wëll awer och drun erënneren, dass ech ënnert der vieregter Regierung eng Proposition de loi an deem Sënn déposiert hat, fir justement op déi Dérive opmierksam ze maachen, an dass d'Regierung, de Justizminister, deen Ablack eréischt sechs Wochen duerno mat engem ähnleche Gesetzesprojet koum. Et gesäit een awer elo, wéi noutwendeg et war, fir dat Gesetz do iwwert d'Asyl ze änneren an ze verschäerfen, an ech mengen dat huet jo och positiv Resultater bruecht.

Och um europäeschen Niveau gëtt reagiert, an d'ADR begrësst déi nei Direktiv „Retour“, déi majoritär am Europaparlament ugeholl gouf. Mir fuerderen d'Regierung op, den diesbezügliche Projet de loi ze déposéieren. Dat wäert vläicht kleng Ännerungen hei an dësem Gesetz mat sech bréngen, mä et ass awer wichteg, dass et eng Concordance um europäeschen Niveau wäert ginn, wat déi eenzel Dispositiounen ugeet. Ech hu gesinn, dass elo eng etlech Länner d'Méiglechkeet hunn, fir Leit iwwer 18 Méint an der Rétioun ze halen. Dat ass de maximalen Délai. Da wäerten also Länner,

wéi Holland beispillsweis, déi Dispositiounen manifestement mussen zréckféieren.

Wat mir an onsem Gesetz hei virgesinn, ass ee Mount. Dat kann awer dräimol widerholl ginn. Dat wier also en Total vu véier Méint wat mer virgesinn, wann ech richteg informéiert sinn iwwert dee leschten Text, an da kéinte mer déi Dispositiounen halen. Mä verschidden aner Concordancë kënnen awer och méiglech sinn. Duerfir wier et richteg, dass mer hei op dee Wee ginn an d'Gesetz direkt an Aklang bréngen, an net nach eng Kéier fënnf Joer waarde bis mer d'Direktiv ëmsetzen.

Mir fuerderen och e Gesetzesprojet géint de Mariage blanc a géint de PACS blanc. D'Regierung huet et annoncéiert, mä ech waarden nach ëmmer op deen Text, well mer gesinn, dass effektiv Abusen do sinn. Et brauch ee just nuren ze kucken, wéi vill Leit sech zu Diddenuewen, Metz oder ähnleche Gemenge mellen an dann de Mariage transcritéieren loosse, an da gesäit een, dass kuerz Zäit duerno den Divorce kënn. D'Präisser leien och fest, déi leie meeschtens tëschent 10 a 15.000 Euro fir esou e Mariage blanc. Déi Saache sinn elo schonn zimlech bekannt, an dofir ass et néideg, dass ee soll op dee Wee do goen an esou Abusen évitéieren.

Dann huet onse Statsminister eng Zuel genannt, déi drop hiweist, dass et hei am Land Chômeure gëtt, déi regelméisseg bei der ADEM ugemellt sinn an déi weder Lëtzebuergesch nach Franséisch, Däitsch oder Englesch schwätzen. Do hu mer e Problem. Et kann net esou sinn, dass d'Patroné Leit an d'Land komme loosse, déi e puer Méint halen a se dann entloossen, wëssend, dass se an där Situatioun wou se si keng Aarbecht méi fannen oder nëmme ganz, ganz schwéier.

Ech hunn e puer Echoe krut, dass et do eng etlech Abusé vu Patroné gëtt, vu verschiddene Patronen, déi dat heiansdo bewosst maachen. Bei aneren ass et, kann ee soen, en lertum. Trotzdeem wier et wichteg, dass och hei d'Regierung géif déi Situatioun analyséieren a kucken déi Patronen, déi Leit engagéieren a se kuerzfristeg duerno entloossen, just esou, dass se an de Genoss vum Chômage kommen, och géife fir eng gewëssen Zäit un de Fraisé vum Chômage participéieren loosse. Da géifen eng etlech Leit méi sënnvoll iwwerleeën, ier se Leit engagéieren, déi se vläicht net brauchen an déi herno net méi kënnen hei um Aarbechtsmaart eng Plaz fannen.

Mir hunn hei schonn iwwert déi Problemer vun de Studente geschwat, mir hate gëschter eng Debatt, mir hu se haut nach eng Kéier. Mir schéngt et wichteg ze sinn, dass mer elo emol déi zwee Gesetze, déi mer hunn, ëmsetzen, an dass een, wann déi nei Direktiv do ass, deen Ablack kuckt, ënner wat fir enge Modalitéiten een op 15 Stonne ka kommen. Ech hu selwer als Student geschafft, fir kënnen ze studéieren, an ech weess - dat fannen ech -, wann ech hätt misse 15 Stonnen d'Woch schaffen, regelméisseg, da wier et relativ schwéier ginn op der Uni, fir do déi néideg Aarbecht nach maachen ze kënnen. Dofir hunn ech meng Bedenken, fir op dee Wee ze goen.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Och ouni dat huet et net gutt gedéngt.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Mä dat wëllt net heeschen, dass een dat net als Moyenne soll unhuelen iwwert d'ganz Joer. Ech mengen, do sinn awer nach Méiglechkeeten an der Diskussioun ginn.

De Regroupement familial ass en anere wichtege Punkt an dësem Gesetz. Wann ech dem Rapport vun dem Conseil économique et social, vum Wirtschafts- a Sozialrot, iwwert d'Immigratioun vun 2006 gleewe kann, ass dat déi wichtegst an och déi gréissten Immigrationsform. Am Prozentsaz kommen déi meeschten Immigranten iwwert dese Wee an d'Land.

Op där enger Säit heescht et, a mat Recht, dass mer d'Famillje respektéieren mussen, dass mer déi Famillje mussen zesummenhalen an zesummebréngen, well et eng vun de Konditiounen ass, fir dass hir Integratioun geléngt. Mä et ass och eng Gefor, well ee gesäit, dass ganz vill Abusen am Ausland constatéiert konnte ginn.

Dofir begrëissen ech, dass hei am Gesetz d'Méiglechkeet geschafte ginn ass, fir ADN-Analysen ze maache vun deene Kanner, déi sollen an d'Land iwwert dee Wee erakommen. Wa keen État civil kann zur Verfügung gestallt ginn, oder wann Douten iwwert den État civil sinn, da mengen ech, ass dat e gudder Moye, fir Abusen ze évitéieren.

An anere Länner hu mer och e Problem vu Polygamie, wou iwwert de Wee vun der Familienzusammenführung Leit mat e puer Fraen op eng Kéier wëllen dat duerchzéien. A Frankräich hu se doduerjer missen d'Gesetz änneren.

Mir ass zu Recht gesot ginn, dass den Droit public luxembourgeois sech deem opposéiert, an dass doduerjer, souguer wa mer näischt am Gesetz stoen hunn, dat awer net méiglech wier. Dat ass wéinstens, wat ons gesot ginn ass. Ech hoffen, dass et och esou an deem Sënn ze verstoen ass, wann net, da misste mer d'Gesetz nach eng Kéier nobesseren.

Da geet et och bien entendu dorëm, ze kucken, ze léigiféiere respektiv d'Praxis ofzewearden, wat gefälschte Certificats d'état civil ugeet. Ech huelen un, dass dat am Gesetz iwwert de Mariage blanc wäert zur Diskussioun kommen.

Mir fuerderen awer och, dass mer dee Contrat d'intégration, dee mer am Integrationsgesetz virgesinn hunn, net sollen huelen eleng fir deen, deen d'Demande mécht, fir seng Famill zesammenzebréngen, mä och fir alleguerten déi Familljememberen, déi sollen hei op Lëtzebuerg kommen. Mir referéieren ons do op d'Beispill, wat mer a Frankräich gesinn hunn, wou mer ons och bei deem Contrat d'intégration, dee mer elo diskutéieren, inspiréiert hunn.

De Contrat d'intégration muss obligatoresch ginn an och inhaltlech reell Obligatiounen duerstellen. E muss also inhaltlech geféllt sinn. Esou mussen zum Beispill d'Fraerechter, déi fir Lëtzebuerg a fir europäesch Frae gëllen, och fir d'Fraen aus der Immigratioun gëllen.

Ons national Immigrationspolitik muss sech an den europäesche Kader areien, mä och an ons Entwécklungspolitik an am Generellen an dee Cadre mondial areien, déi mer mat onsen Accords de coopération mat den Ursprungslänner vereinbaart hunn. Do si mer also absolut op enger Linn, fir dat global ze gesinn.

Mä nach muss een awer och op déi Problematik agoen, déi de Wirtschafts- a Sozialrot a sengem Avis ugaangen ass, an zwar, dass ee muss en Effort maachen, fir dass och déi lëtzebuergesch Bevëlkerung déi ganz Immigrationsproblematik matdréit.

An onsem Land hält den Undeel vun Auslänner konstant zou. Haut stelle si schonn eng 40% vun eiser Bevëlkerung duer an an der Stad souguer 64%. Och d'Zuel vun de Frontalieren hält zou.

D'IVL-Etüd hat zwee Zeenarië virgesinn, ee mat Immigratioun an ee mat Frontalieren, a wann ech déi leschten Donnéeën elo kucken, dann ass onst Land amgang, déi zwee Zeenarien zesammen ze realiséieren. Eng geziilt a gewollt Immigrationspolitik jo, mä awer och eng konsequent Integrationspolitik net nëmme fir d'Leit aus den EU-Länner, mä och aus den Net-EU-Länner. Onst Land ass hei gefuerdert.

Mir mussen mat deenen Auslänner, déi an onsem Land bleiwe wëllen, solidaresch a gemeinsam an d'Zukunft kucken kënnen an déi Zukunft och gestalten kënnen.

Dofir brauche mer keng duebel Nationalitéit fir d'Bierger, vun där nuren e puer Leit mat e puer Originen hei am Land kéinte profitéieren. Och an engem Sportsclub kënnen Lëtzebuerg an Netlëtzebuerg gemeinsam e Match gewinnen.

Deen eenzege Sozialmodell, deen Erfolleg verspricht a bréngt, ass de Sozialmodell, dee sech kloer zum individuellen Effort, dee sech kloer zum Leeschtungsprinzip bekennt, deen onse Bierger eng Aarbecht séchert an hir Zukunft mat realistesch Hoffnungen a Wënsch verbënn.

Wann ons jonk Leit fäerten, si wieren net méi kompetitiv vis-à-vis vun hiren auslännesche Kolleegen, wa mer d'Konkurrenz aus dem Ausland fäerten, da fäerte si fir hir Zukunft.

Fir onse jonke Leit et ze erlaben, sech mat Succès der noutwendeger Konkurrenz ze stellen, mussen mir Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerg méi staark maachen, dëst ënner anerem iwwer eng Reform vun onsem Enseignement.

Do wëll ech drop hiweisen, dass, wann ech d'Ziler vun der Lissabon-Strategie fir Lëtzebuerg gesinn, fir justement d'Lëtzebuerg méi staark ze maachen, da soll d'Zuel vun de Leit, déi op d'Uni ginn, sech verduebeln. Datselwech fir d'Leit, déi op de Seconde ginn. Dat sinn zimlech héich gestallte Ziler, mä déi awer bluttnoutwendeg fir onst Land sinn. Dat sinn d'Konditiounen vun der Stee, an do kënnen mer och mat de Konklusiounen vum CES absolut d'accord sinn.

Wann ee vun Immigratioun schwätzt, da muss een awer och op eng nei Problematik agoen, dat ass déi vun der Akzeptanz vun der Immigratioun. Zu Lëtzebuerg huet et traditionell ëmmer eng ganz grouss Akzeptanz ginn, mä dat positivt Bild vum auslänneschen Aarbechter, deen zum Räichtum vun onsem Land bäidréit, huet sech lues a lues verschlechtert an ass méi negativ ginn.

D'Grënn dofir sinn: d'Presenz vun illegalen Awanderer; d'Tatsaach, dass ëmmer méi Lëtzebuerg sech bewosst ginn, dass d'Lëtzebuerg minoritär an hirem eegene Land ginn; d'Erhéijung vun der Zuel vun de Chômeuren, an d'Tatsaach, dass d'Lëtzebuerg Sprooch lues a lues ëmmer méi den zweete Präis kritt vis-à-vis vum Franséischen.

Ech wëll hei just nuren de Wirtschafts- a Sozialrot zitieren, deen datselwech constatéiert a sengem Avis 2006: «Le CES souligne la nécessité de prendre au sérieux les appréhensions des Luxembourgeois: peur de ne plus être compris dans leur langue, peur de la „Überfremdung“ par d'autres cultures, peur de la criminalité des étrangers.»

Dofir schléit de CES eng Informationscampagne vir. Ech mengen, et wier gutt, wann d'Regierung och op dee Wee géif goen. Wat d'Sproochen ugeet, kënnen mer ons och dem Avis vun der CES iwwert d'Immigratioun unschléissen, dee seet, dass a verschidene Aarbechtsverträge misst d'Lëtzebuergesch zu enger Obligatioun gemaach ginn, fir kënnen déi Plaz ze kréien.

Dat ass notament, ech zitieren: «La dominance du français sur le lieu de travail n'est pas sans poser des problèmes de communication dans certains secteurs dans lesquels le contact avec le public est primordial, où le luxembourgeois garde son importance; par exemple secteur hospitalier et médico-social.»

Dat ass och eng Fuerderung vun der ADR. Dofir géif ech mengen, dass et wichtig ass, dass d'Regierung och Initiativen hält, fir Lëtzebuergeschcoursen unzébiden, och an der École européenne, an der International School an an der École française, fir dass déi Schüler, déi dodra sinn, wéinstens d'Méiglechkeet hunn, fir esou Coursë kënnen ze suivéieren. Dat ass fir den Ablack net de Fall.

» **Une voix.** - Dat gëtt et alles.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Mä et muss een natierlech och Franséisch, Däitsch an Englesch promouvéieren. Ech mengen, dass sinn déi Sproochen, mat deene mer hei mussen liewen a schaffen. An déi Offer kënn dat bleiwe verbessert ginn.

D'ADR stëmmt dëst Gesetz, well et an déi richteg Richtung geet. Mir wäerten héchstwahrscheinlech...

(**Interruption**)

...eng etlech Ännerunge vläicht nach missen an den nächste Méint virhuelen en vue vun deenen Diskussiounen, déi am Ablack ënnert der franséischer Présidence gefouert ginn.

Nach ass et wichtig, dass mer hei kloer Akzente setzen: Jo zu enger Immigration choisie, Neen zu der illegaler Immigratioun.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Als leschte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Jaerling.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Och Merci der Madame Rapportrice. Et ass net einfach, wann ee muss no engem Cousin vun Sarkozy schwätzen, mä...

(**Hilarité**)

...ech wäert mer awer elo Méi gi fir ganz roueg ze sinn. Ech hoffen awer, wann den Här Henckes seet, dass dat Gesetz hei an déi richteg Richtung geet, dass mer eis bewosst sinn, dass et hei ëm Mënsche geet.

A wann et ëm Mënsche geet, huet och d'Politik hir Problemer, well wann et ëm Mënsche geet, dat ass delikat, dat ass sensibel. Et

ass och esou, wéi een elo e bëssen eraushéieren huet, dass déi eng heibannen un de Mënschen interesséiert sinn, un de Mënschen hirem Wuel, an déi aner sinn éischter un rietssem Kapital interesséiert, wat se do-rauser kënnen schloen.

Glécklecherweis ass awer de Gros heibannen un deene Mënschen interesséiert, ëm déi et geet, an duerfir brauche mer eis fir d'Zukunft keng Suergen ze maachen. Well et ëm Mënsche geet, déi - wat nach net hei ernimmt ginn ass - ganz oft aus engem grousser Misär eraus versichen heihinner ze kommen an hir Liewenskonditiounen ze verbesseren an déi domadder och versichen, wa se heihinner schaffe wëllen a kënnen kommen, hirer Famill dohannen ze hëllef, fir dass se och dohannen besser Liewens-konditiounen kënnen kréien.

Et ass och nëmme legitim, wann déi Leit versichen, hir Famill heihinner bei sech ze kréien. Ech mengen, dass mat dësem Gesetz eng Rei vu Konditiounen erlichtert gi si fir dat ze maachen, dass och eng Rei Konditiounen erlichtert gi si fir déi Leit, déi heihinner wëlle schaffe kommen; an ech mengen dat ass dat Wichtigst un dësem Gesetz an dat ass och dat, wat soll ënnerstëtzt ginn.

Wann ech dann héieren, dass vu Säite vun der ADR hei begrësst gëtt, dass méi restriktiv soll virgaange ginn an dass méi eng organiséiert Immigratioun soll kommen, a wann ech dann och nach liesen, dass de Pacte européen do och e bëssen an déi Richtung „Pacte sur l'immigration et sur l'asile“ geet, dann hoffen ech, dass d'Lëtzebuerg Regierung et awer fäerdeg bréngt, dass dee Pacte net och dem Här Sarkozy säi Stempel kritt an dass mer do awer och kënnen kucken, dass mer dat, wat mer haut gestëmmt hunn, net iergendwann eng Kéier nach mussen am negative Sënn ëmännere, well dat wär jo net dat, wat erwünscht ass.

Wat mech hei an deem Gesetz am Fong och e bësse stéiert, dat ass, dass et awer e bëssen à la tête du client geet, dat heescht, dass awer fir bestëmmte Gruppe vu Salaré Privilegië geschafte ginn. Ech hunn dat am Sportgesetz net gutt fonnt. Ech fannen dat och hei net gutt.

Ech fannen, dass e Mënsch e Mënsch ass, dass e Salaré e Salaré ass an dass keng Ënnerscheeder dierfe gemaach ginn, ob e Salaré héich qualifizéiert oder net esou qualifizéiert ass. An eisem Aarbechtsrecht maache mer keng Restriktiounen an deem Sënn a mir dierfen dat dann och hei net maache mat Leit, déi heihinner wëlle schaffe kommen.

Mir mussen de Mënsch als Mënsch behandeln. Et muss eng Equitéit ginn téschent de Mënschen. Mir schwätzen dauernd vu Chancéglichheit, mä mat dësem Gesetz stelle mer am Fong déi Chancéglichheit e bëssen a Fro.

Mir stellen déi Chancéglichheit e bëssen a Fro, well et Leit sinn, déi eben net aus eisem Land kommen. Ech fannen dat net richtig an ech fannen dat net gutt. D'Chancéglichheit soll net nëmme fir hei am Land gëllen, mä déi soll esou gëlle wéi se an de Mënscherechter steet. Dat heescht, an de Mënscherechter, do gëtt och d'Chancéglichheit fir all Mënsch d'selwech behandelt. Duerfir hätt dat och kënnen an dësem Gesetz esou gehandhaabt ginn, ouni dass hei Extrawurschte gebrode ginn.

Ech begrëissen d'Veinfachung, d'Transparenz an deenen Dossieren, mä ech hoffen, dass mer déi Transparenz an déi Vereinfachung och op d'Servicer an de Ministère esou schnell wéi méiglech kënnen iwwerdreien an dass d'Leit, déi sech dohinner virstelle kommen, dann awer och direkt eng Assiicht kréie vun de Beamten, wéi dat hei verstanen ass. An dass et och ganz wichtig ass effektiv, dass d'Regierung an d'Chamber hei op de Wee gi fir Opklärungscampagnen ze maachen, fir dass och dat Gesetz dobaussen op Versteedsdemech stéisst an dass net kënnen anerer elo dëst Gesetz benotzen oder Opklärung maachen an déi falsch Richtung.

Dat heescht, d'Richtung soll déi sinn, dass dat Gesetz hei soll no bausse positiv duergeuecht ginn an dass vu virerop muss verhénnert ginn, dass aus dësem Gesetz riets Populismus eraus sech ka schielen; well dat wär net gutt fir eist Land. A mat deem Apport, dee mer hei praktesch vun alle Fraktiounen kréien, sinn ech och iwwerzeegt, dass mer an déi Richtung kënnen goen.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Angel agedroen.

» **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir

Hären, ech wëll gläich mat de Mercien ufänken. Ech menge meng Virriedner hunn dat gemaach an et kann een dat bei engem Gesetz, wou mer esou laang an esou vill dru geschafft hunn, roueg widderhuelen.

Mäin éischte Merci geet natierlech un eis Berichterstatterin, d'Madame Lydie Err. Ech wollt och soen, dass et, wéi mer un deem heite Gesetz geschafft hunn, fir mech als relativ neien Deputéierten eng formidabel Expérience war. Mir hunn en Avant-projet kritt vun der Regierung. Dozou gouf et Avisen. Do hu mer an der Kommissioun dru geschafft mat der Regierung. Dunn ass de Projet de loi komm. Du si vill Avisé komm. Mir hunn déi all eng Kéier duerchgekuckt vum Avis vum Statsrot. Du kout den Avis vum Statsrot. Dunn hu mer als Kommissioun 54 Amendementer gemaach. An ech fannen, dat ass eng formidabel parlamentaresch Aarbecht gewiescht, dat war och fir mech perséinlech eng formidabel Expérience.

Ech wëll mat de Mercie weiderfueren an natierlech och dem President vun der Kommissioun Merci soen, dass en déi Aarbechten esou gutt organiséiert huet an dass en esou vill Gedold hat; an natierlech och der Madame Barra, eiser Sekretärin, déi ëmmer fir eis do war. Net ze vergiessen ass awer och de Minister Nicolas Schmit; hien huet an deene laangen Diskussiounen bewisen, dass hie kee sture Minister ass an dass hien den Dialog mam Parlament, mat den Deputéierten respektéiert. Och senge Mataarbechter villmools Merci; dat waren d'Madame Ecker, den Här Wagner an den Här Finzi. Si hunn eis op vill Froe geäntwert, mat vill Gedold; och hinne Merci.

Dee Merci wëll ech am Fong awer och all de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun weiderginn. Mir haten eng flott Diskussioun. Mir hunn net vill gestriden. Mir hu konstruktiv diskutéiert an dat war eng flott Expérience. Och de Fait, dass mer esou vill Avisé kritt hunn, beweist awer, dass dee Sujet vill Leit dobaussen interesséiert huet.

D'Madame Err huet et scho gesot, verschidene Avisen hu sech autosaiséiert, déi hu mer kritt, dat ass eng gutt Saach. Déi waren och interessant. Ech wëll just een Avis net nennen, deen hunn ech bedauert: Dat war en Avis vun dräi Zeilen, wou mer just gesot kritt hunn, dass déi näischt derzou ze soen hätten, an ech hunn dat e bësse bedauert. Ech hunn dat och e bëssen iwwerhiefléich fonnt, deen Toun; ech wëll awer do weider net drop agoen.

Dëst Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, ass wéi gesot enorm wichtig an - mir hunn et schonn all gesot - et reit sech eben an eng Serie vu Moosnamen an, d'Integratioun, d'Nationalitéitgesetz, wat nach kënn - an de Ben Fayot huet jo nach aner Gesetzer ugeschwat, dat iwwert de Congé linguistique -; also e Pak vu Moosnamen, deen des Koalitioun sech op de Métier geholl huet, fir eben d'Zesummeliewen an eiser plurikultureller Gesellschaft zu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Dëst Gesetz ass och wichtig fir déi ekonomesch Entwécklung vun eisem Land. Mir wëssen, säit véier, fënnf Jorzénngen hunn déi international Handels- a Wirtschaftsbeziéung sech esou accélériert - an dat net nëmme wat d'Gidder ugeet, mä och wat d'Iddien an d'Persounen, also och d'Mënschen ugeet. Haut ass et ebe selbstverständlech, dass déi wirtschaftlech Mondialiséierung Hand an Hand geet mat enger Augmentatioun vun den Immigrationsfluxen.

Mir dierfen an dësem Kontext och net vergiessen, dass am 19. Jorhonnert Lëtzebuerg en aremt Land war an dass mer deemools ganz weineg Awanderer haten, mä dass, au contraire, vill Lëtzebuerg ausgewandert sinn. An et ass eréischt ufanks dem 20. Jorhonnert wou mer eng Terre d'accueil gi sinn.

(**Coups de cloche de la Présidence**)

Mir wëssen och, dass an den 80er, 90er Joren eise Wirtschaftswuesstum an déi international Immigratioun hei zu Lëtzebuerg eng ganz nei demographesch Situatioun ervirbruecht hunn. Mir hunn eng quasi Stagnatioun vun eiser lëtzebuergesch Bevëlkerung an eben e staarke Wuesstumsundeel vun den Netlëtzebuerg a mir dierfen och net vergiessen, dass mer parallel dozou jo nach eng ëmmer steigend Zuel vu Frontalieren hunn.

Dës Dynamik huet d'Politik virun eng grouss Erausforderung gestallt a mir wëssen och, dass, wa mer dës Dynamik weiderfueren wëllen, mer op déi auslännesch Aarbechtskräften ugewise sinn, sief et déi aus dem Grenzgebitt, déi aus Europa - mir wëssen och, dass dee Réservoir ëmmer méi kleng gëtt -, awer besonnesch och déi aus den Drëttsteden.

Dofir sinn ech ebe frou, dass mer dat Gesetz haut stëmmen. Dat ass, mengen ech, déi éischt Äntwert op déi Erausforderung, déi ech virdrun ugeschwat hunn, an am Hierscht an am Laf vum nächste Joer wäerte mer jo nach déi aner Gesetzter stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer no menger vläicht méi allgemenger Introduktioun och nach ganz kuerz zwee, dräi Punkten aus deemem Gesetz konkret unzeschwätzen. Ech fannen d'Regele fir de Regroupement familial gutt, well se esou dätlech sinn a well se och esou kloer sinn a well mer - wéi och schonn anerer gesot hunn - virdrun kee Gesetz haten; nëmme Reglementer. Mir ginn hei jo och wäit - fannen ech - iwwert dat eraus, wat an den Direktive steet; och doduerch, dass verschidden Dispositiounen vum deemem Gesetz sech eben och op Bénéficiairë vum enger Protection internationale bezéien.

Et ass och wichteg, dass verschidden Dispositiounen gëlle fir d'Ressortissanten aus Drëttlänner, déi hei zu Lëtzebuerg legal residéieren, an dass si hir Membere vum der Famill hei kënnen regruppéieren, an dass, soubal dës Memberen hire Permis de séjour hunn, si och hei kënnen enger Activité salariale nooen.

Et ass gewosst, dass bal 90% vum esou Fäll vu Regroupement familial an Europa Frae betrëfft, déi hire Mann rejoignéieren. Et sinn oft just dës Fraen, déi duerch eng Procédure de regroupement an eist Land kommen. An et sinn oft dës Fraen, déi dann och vläicht riskéieren a Précaritéit ze falen, well se eben oft gréisstendeels virdrun vum Statut vum hirem Mann ofgehaangen hunn. Et ass dofir wichteg, dass déi schaffen d'äerfen an an eisen Aarbechtsmaart integréiert ginn.

Mir hunn iwwregens och an deemem Gesetz, wann et zum Beispill zu Scheedunge kënn, Méiglechkeeten, fir dës Leit ze repéchéieren. Mir hunn ënner anerem den Artikel 78, wou et ëm d'Raison-privéee geet. Dat sinn all Dispositiounen, déi ervirzeesträiche sinn.

Aner Dispositiounen, déi ech wëll ervirsträichen a ganz kuerz uschneiden, concernéieren och haaptsächlech d'Fraen. Dat sinn all déi Artikelen, déi iwwert d'Victimë vum Mënschenhandel handelen. Mir wëssen, dass dat och gréisstendeels Frae sinn. Och déi Dispositiounen, déi mer an deemem Gesetz erageschriwwen hunn, sinn an deemem Kontext eng gutt Saach.

Mir hunn an der Kommissioun oft a laang iwert den Artikel 12 an den Artikel 70 diskutéiert, wou et am Fong all Kéiers ëm de Partenariat geet. Ech hu mer déi Diskussiounen aus de Rapporten erausschreiwe gelooss. Eleng déi Diskussioun iwwert déi zwee Artikelen vum Dezember 2007 u bis elo am Juli 2008 huet iwwer 14 Säite Rapporten erginn.

**(Brouhaha)**

» **M. le Président.** - Wann ech gelift! Ech géif awer bieden! Et muss keen nolauschteren, awer de Respekt vis-à-vis vum Orateur verlaangt, dass et am Sall net méi haart ass wéi vum him aus vum der Tribün.

» **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Ech hu leider keng esou eng Stëmm wéi de Kolleeg Castegnaro, soss géift Der nëmme mech héieren...

**(Interruption)**

A wéi de Minister Schmit, dee mer jo och nach herno héieren! Pardon, Här Minister. Ech hat lech bal vergiess.

**(Interruption)**

Ech muss emol froen, ob den OGB-L mer esou Coursen organiséiert, wou ech dat dann och léieren. Ech versichen dann emol méi haart ze schwätzen.

**(Interruption)**

Den Artikel 12 - mir befannen eis also am Kapitel vum den EU-Bierger - determinéiert also déi Persounen, déi als Familljemember considéiert ginn. Dat sinn, wéi scho gesot, d'Descendants, d'Ascendants directs, de Conjoint an och de Partenaire, mat deem de Citoyen vum der Union e Partenariat ofgeschloss huet.

Et muss och net e Partenariat hei zu Lëtzebuerg sinn, mä et muss eent sinn, wat ähnlech Konditiounen huet wéi eist. Et gëtt där Länner natierlech net esou vill - d'Madame Err huet dat scho gesot -, mä ech hunn nogekuckt, et gëtt awer Drëttlänner, wou et esou Partenariater gëtt: Dat ass Südafrika, dat ass Kanada, dat ass Australien an esou weider.

Ech wëll och ervirsträichen, dass mer hei - an den Här Braz huet dat jo och gesot - méi wäit gaange si wéi d'Direktiv; vläicht net wäit genuch à mon goût. Mir haten den Avis vum deene verschiddenen ONGen. Mir haten och den Avis vum der Mënscherechtskom-

missioun dozou, déi hei wollte méi wäit goen. Mä trotzdeem, och wa mer deenen Avisen net 100% Rechnung gedroen hunn, kann een awer wierklech hei eng grouss an eng gewëssen Ouverture feststellen.

Ech begréissen och ausdrécklech, dass de Paragraph 2 vum Artikel 12 seet, dass de Minister am Fong kann e Familljemember autoriséieren, deen net de Konditiounen vum Paragraph 1 entsprécht - dat heescht, deen net gepacst ass, deen net de Conjoint ass oder deen net Ascendant an Descendant ass -, wann hie folgend Konditiounen erfüllt, an zwar déi, dass hien am Hierkunftsland à charge oder Deel vum Ménage war vum Uniounsbiereger.

Och dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng formidabel Ouverture. Dat gëllt awer leider nëmme wann de Regroupant Uniounsbiereger ass. Am Fall, wou de Regroupant aus engem Drëttland kënn, gëlle leider aner Regeln. D'Madame Err ass jo schonn do och am Detail drop agaangen, dofir wëll ech dat elo net nach eng Kéier widderhuelen.

Eng aner Verbesserung - et ass och schonn driwwer geschwat ginn - ass de Fait, dass Studenten aus Drëttlänner kënnen, wa se hirt Studium hei ofgeschloss hunn, schaffen an net der Préférence communautaire ënnerleien, dass se nom Studium zwee Joer d'äerfen heibleiwen an dass dat awer och limitéiert ass. D'Madame Err huet eis jo den Aspekt, dee wichteg ass, wat d'Migration circulaire ugeet, erkläert, dofir wëll ech mech hei och kuerzfaassen.

D'Madame Err ass an deemem Kontext vum de Studente schonn e bëssen agaangen op déi Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun hate mam Héichschulminister Biltgen. Si an och den Här Braz sinn éischter op déi Problematik vum den zéng Stonnen agaangen.

Ech wollt awer och nach eng Kéier drun erënneren - an de Félix Braz huet et och scho gemaach -, dass de Minister sech awer wierklech bereet erkläert huet, iwwert d'Subside fir d'Studenten op eiser Uni nozedanken an déi net nëmme méi op d'Mérites an op d'Resultater ze berechnen, mä och op d'Käschte vum Liewen hei zu Lëtzebuerg; wat d'Studente brauchen, fir ze liewen, fir ze wunnen, déi jo awer héich sinn. Den Här Biltgen huet eis jo gesot, hie géif un engem neie Boursésystem schaffen. Ech hoffen, dass mer deen esou séier wéi méiglech kréien.

Dofir wëll ech lech och perséinlech matdeelen, dass ech deen éischten Amendement vum deene Gréngen net ka stëmmen, well ech iwwerzeegt sinn, wa mer elo géifen déi Stonnenzuel vum zéng op 20 hiewen, dass dann den Drock noléisst, fir dass mer esou séier wéi méiglech e bessert Bourséreglement kréien, wéi dat elo.

Och deen zweeten Amendement: Déi, déi derbäi waren, wëssen, dass ech an der Kommissioun mat versicht hunn do eng Majoritéit ze kréien, fir ze änneren, dass d'Studenten och dat éischt Joer kënnen schaffen. Dat war awer leider net méiglech. Et handelt sech bei de Studente vum Drëttlänner am éischte Joer jo net ëm Honnerten an Dausenden; dat ass eng limitéiert Zuel.

Och do huet den Här Minister Biltgen eis verséichert, dass déi Studenten awer Méiglechkeete kréien an der Uni. Hien huet och gesot, hien hätt Kontakt mat der Uni geholl, dass déi Leit kënnen Beschäftegungen an der Uni kréien. Ech hoffen, dass den Här Minister Biltgen net vergësst, wat hien eis do an der Kommissioun gesot huet, well grad fir déi Studenten ass et och wichteg nach kënnen Suen ze verdéngen.

Vläicht e puer Konklusiounen an nach e puer Remarquen.

Mir hunn dat schonn héieren: Duerch dëst Gesetz komme mer zu enger bürokratescher Vereinfachung. Mir schwätzen herno nach iwwert d'Polizei an zwee anere Gesetzter. Och ass ervirzeesträichen, dass déi ganz friemepolizeilech Aarbecht, déi elo, besonnesch vum de Beamten op de Commissariat-de-proximitéën, gemaach ginn ass, duerch dëst Gesetz op deene Kommissariater do entlaascht gëtt; wat eng ganz gutt Saach ass.

Ech hoffen och, dass de Ministère sech genuch Moyenë gëtt, fir wann dat Gesetz elo exekutiert gëtt, dass genuch Leit do sinn, dass ee kann de ganzen Dag uruffen op déi verschidde Büroen, dass een net e Répondeur do kritt op deem Ministère. Och dat si wichteg Saachen, dass genuch Personal do ass, fir d'Leit ze informéieren, fir de Leit ze hëllef an a fir de Leit déi verschidde Prozeduren ze erklären.

Ech ënnerstëtzen och déi Resolutioun an déi Motiounen; déi iwwert d'Kodifizéierung an och déi iwwert d'Informatiounspolitik.

Ech wëll drop opmierksam maachen, dass et vläicht och wichteg wär, déi heiten Texter op Englesch ze erklären, well mir wëssen, dass bei ganz ville Betriber hei zu Lëtzebuerg an der Wirtschaft d'Sprooch Englesch ass, dass d'Personalbüroen net méi „Personalbüro“ heeschen, och net méi „Bureau des ressources humaines“, mä oft „Human resources“, dass do alles op Englesch leeft. Do schaffe souguer schonn a verschiddenen Domänen Leit, déi kee Franséisch kënnen. Et wär vläicht interessant wann ee fir verschidden Zweiger aus der Wirtschaft déi Saachen do och géif op Englesch publizéieren.

Ech wëll nach eng Remarque maachen zu deem Règlement grand-ducal, wat mer e Méindeg an der Kommissioun ausgedeele kritt hunn, wat ech och ganz positiv fannen. An zwar, wou et ëm d'Travailleur hautement qualifiés geet, wou do drasteet, dass se mussen véiermol de Mindestloun hunn. Ech hunn nogekuckt, dat sinn da bal 6.200 Euro brut. Ech fannen dat relativ héich. Et ginn nämlech ganz hautement qualifizéiert...

**(Interruption)**

Dräimol, ah Pardon. Dann hunn ech mech verrechent.

Ech fannen, et soll een do net nëmme op de Salaire kucken, well oft hu Leit, déi hautement qualifizéiert sinn, bei hirer éischter Aarbechtsplaz net direkt en héije Salaire, mä en héijen Diplom, an do muss ee wierklech oppassen, dass een dat elo net nëmme monetär kuckt, mä dass et do wierklech op d'Qualitéit vum Diplom ukënn.

An da wëll ech ofschléisse mat enger ganz perséinlecher Remarque. Ech wëll drun erënneren, dass 2004 no de Koalitionsverhandlungen, innerhalb vu menger Partei an och an der Press, e bësse kritiséiert ginn ass, dass d'LSAP déi Dossieren Immigration a Flüchtlinge kritt huet. Ech kann lech soen, ech si ganz frou, dass mer déi Dossier kritt hunn a stellen och fest, dass de Jean Asselborn a besonnesch den Nicolas Schmit dës Dossier mat vill Verstand, Fangerspätzegefill an Determinatioun ugaange sinn. Et ass deemools och gesot ginn, mir hätten als LSAP do eng ganz waarm Gromper kritt. Haut, véier Joer duerno, nodeems mer d'Asylgesetz virun zwee Joer gestëmmt hunn an haut dëst Immigrationsgesetz wäerte stëmmen, kann ech nëmme soen, dass mir als LSAP déi sougenannte Gromper gutt verdaut hunn an dass se eis gutt geschmaacht huet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **M. le Président.** - Merci, Här Angel. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Nicolas Schmit.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här President, léif Kollegen, léif Deputéierten, u sech kéint ech elo schonn e bëssen Zäit wannen, wann ech géif op d'Mercië verzichten. Ech wëll et duerfir awer kuerz maachen, well ech muss der Madame Rapporteur, ech géif en „e“ hannendrunhänken, Merci soe fir hire schrëftlechen an hire mündleche Rapport. Ech géif besonnesch och der Kommissioun Merci soen an ech géif soen, dass dat hei eigentlech e gutt Beispill vum engem héich maturen demokratésche Parlamentarismus ass.

Als eigentlech nach jonke Minister - den Här Angel huet gesot, hie wier nach e relativ jonken Deputéierten, ech mengen ech sinn nach méi e jonke Minister - hunn ech d'Erfahrung gemaach, dass et méiglech ass, an engem Parlament eng konstruktiv Aarbecht ze maachen, an dat op engem komplizéierten, sensibelen Dossier. An ech sinn eigentlech ganz frou, dass ons déi Aarbecht esou gutt gegléckt ass a soen alleguerten deenen, déi un där Aarbecht do deelgeholl hunn, villmools Merci. Ech soen och all deene Riedner, déi hei geschwat hunn, Merci.

Sécher, wann ech dat richtig verstanen hunn, schéngt et jo e Konsens ze ginn iwwert dat Gesetz, wat mech perséinlech natierlech extrem freet, och wann ech feststelle muss, dass d'Lecture am Detail vläicht vum deem engen a vum deem aneren net 100%eg déi nämlech ass. Mä et ass scho wichteg, dass sech iwwer esou engem zentral Gesellschaftsfoer wéi d'Immigratioun hei zu Lëtzebuerg iwwer all Partei eraus e Konsens bilt, an och dobaussen dee Message bei de Leit soll ukommen, dass Lëtzebuerg Immigration brauch, dass mir ons als Lëtzebuerg ouni Immigration net kënnen weiderentwickelen.

Wann ech richtig verstanen hunn, wat déi verschidde Riedner hei gesot hunn, da schéngt dat hei jo eent vum deene wichtege Gesetzter vum dëser Legislatur ze sinn. E wichteg Gesetz no 36 Joer, nodeem mer e Gesetz iwwert d'Immigratioun haten, wat ei-

gentlech vum enger anerer Philosophie gedroe war. Enger Philosophie, déi natierlech méi op de Contrôle - Contrôle policier, Contrôle médical - orientéiert war an déi u sech den Immigrant méi als eng Aarbechtskraaft wéi als e Mënsch considéiert huet. Haut ass d'Zäit anescht an de Bléck, dee mer op ons Matbierger, déi aus der Immigration kommen, geheien, muss och en anere si wéi deen, deen 1972 am Kader vum deemem Gesetz applizéiert gouf.

Immigratioun, Mobilitéit vum de Mënsche weltwäit, mä besonnesch an Europa ass eng fundamental Donnée vum onser Zäit, och wa Lëtzebuerg zu deene Länner gehéiert, wou effektiv den Taux, wat déi auslännesch Matbierger ubelaangt, mat am héchsten op der ganzer Welt ass. Déi Diskussiounen, déi mer zu Cannes iwwert de Pacte sur l'immigration haten, sinn ugeschwat ginn, an ech géif do soen, dass dee Pacte, esou wéi en initialement vu sengen Auteurs presentéiert gouf, haut schonn net méi deen nämlechten ass. No deenen Diskussiounen, déi mer virdrun haten, an deenen, déi mer zu Cannes haten, gëtt et eng Rei fundamental Ännerungen, an ech géif soen, d'Perspektiv, an där dat Dokument haut redigéiert ass, ass net méi genee déi nämlech wéi déi, wou et initialement vum de Fransouse redigéiert war.

Sécher ass Immigration, wéi den Här Hortefeux dat zu Cannes ëmmer gesot huet, eng Erausforderung. Hien huet drop insistéiert, dass d'Immigration net e Problem wier, mä eng Erausforderung. Dat ass wichteg. Ech géif soen, et ass eng Erausforderung, et ass eng Nécessitéit fir ons Europäer. Et ass eng Opportunité an et ass eng Chance, à condition - an dat géif ech dann awer och derbäifügen -, dass mer capabel sinn, déi Erausforderung, déi d'Immigration duerstelt, an enger Kaderpolitik ze regelen an eben déi Chancen, déi se bréngt, och positiv ze kucken.

Mä stellt lech alleguer emol eng Kéier vir, stell all Lëtzebuerg sech emol vir, mir hätten ni Immigration kannt. Mir hätten ons ganz einfach hannert ons kleng Grenze verschant. Wat wier Lëtzebuerg? Mir hätten eng Populatioun, déi zesumme geschrumpft wier, esou wéi den Här Calot 1978 ons et virausgesot hat. Mir hätten eng Economie, déi net dee formidabelen Dynamismus hätt, dee se haut huet, dee sech iwwer Jorzéngten entwéckelt huet, an ech géif gär soen, iwwer méi wéi e Jorhonnert entwéckelt huet. Mir hätte Sozialsystemer, déi op der Spuerflam géife fonctionnéieren, well all déi Leeschtungen, déi mer ons haut kënnen erlaben, nëmme doduerch finanzéierbar sinn, well mer eng Population active hunn, déi esou dynamesch ass an déi et ons erlaabt, dee Sozialsystem ze finanzéieren.

Mä iwwert dat Ekonomesch eraus géif ech soen, ons Lëtzebuergeser Gesellschaft hätt net déi Faarf, net déi Diversitéit, net déi Capacitéit, sech och an enger Welt, déi am Émbroch ass, ze adaptéieren a sech eigentlech och an engem gewësse Sënn ëmmer erëm nei ze erfannen, andeem ons Gesellschaft awer gläichzäiteg hire Racinen trei bleift. Immigration ass en Deel vum ons Lëtzebuergeser, vum ons selwer, iwwert d'Jorhonnerten ewech. Mir vergiessen dat. Net eréischt säit engem Jorhonnert, mä iwwert d'Jorhonnerten ewech, a besonnesch iwwert déi lescht Jorzéngte respektiv 30 Joer.

Wéi den Här Schaus hei stoung a säi Gesetz verdeedegt huet, hate mer ongeféier 20% Undeel vum Netlëtzebuergeser an onser Bevölkerung. Haut sinn et der 40, an trotz allem si mer eng geschlossenen eeneg Gesellschaft, an dodrëms geet et, well Immigration ass e wesentleche Bestanddeel vum onser Gesellschaft, vum onsem Zesummeliewen.

A wann ee sech freet: Wat ass eigentlech dat Lëtzebuergesch? Wat si mir eigentlech fir e Land, dat Lëtzebuergeser Land? Wat ass - ech gebrauchen d'Wuert - ons Identitéit, vu dass a verschiddene Länner Immigration an Identitéit zesummen associéiert ginn? Wat huet se geprägt? Da sinn dat vill Elementer. Dann ass dat ouni Zweifel, wat mer an de Kapp kënn, deen enorme Courage vum alle Lëtzebuergeser a villen Netlëtzebuergeser an deene schwierigste Momenter vum eiser Geschicht, déi zesumme gestan hunn, fir Lëtzebuerg ze verdeedegen, an dat heiansdo mat hirem Liewen.

Dann ass et de Fläiss, den Engagement, d'Kreativitéit vun all deenen, ob Lëtzebuerg oder Netlëtzebuerg, déi duerch hir Aarbecht de Wuelstand vun onsem Land erschafft an opgebaut hunn. Dann ass dat sécherlech, Här Mosar an anerer, och ons Sprooch, ons Ausdrucksweis, awer gläichwäerteg och ons Capacitéit, ons mindestens an zwou anere Sproochen, nämlech déi vun onsen Noperen, ausgedrécken. Dat ass och eng vun onsen Originalitéiten, a mir vergiessen et ze oft, eng vun onse grouse Stärkten.

Dann ass dat schlussendlech ons Diversitéit, déi awer ni dat Gemeinsaamt, dat wat ons verbënnt, ofschwächt. Au contraire, et ass ons Diversitéit, déi ons beräichert. Loosse mer vläicht ee Moment e sentimentaalt Element bréngen. Gitt emol zu Lëtzebuerg op e Kierfecht a kuckt lech déi Nimm u vun all deenen, déi virun ons hei waren, an da gesitt Der aus deene verschiddeenen Nimm eraus, wéi onst Land gestalt gouf, wéi et opgebaut ginn ass, vu wem et kulturell a mënschlech - net nëmme ekonomesch - mënschlech! - beräichert ginn ass. Jo, ons Identitéit ass och erfollegräich duerch d'Immigratioun, ouni déi mer net dat wieren, wat mer haut sinn.

Mir si wéi déi meescht Gesellschaften an Europa - dat ass schon oft gesot ginn - eng Immigrationsgesellschaft, eng, déi sech vläicht däers net ëmmer esou bewosst war, mä sech awer ëmmer méi däers bewosst gëtt, mä si soll sech deem bewosst ginn an engem positive Sënn. Si muss mat engem positive Sënn dat Matenee-Liewen nach besser gestalten an déi Reforme maachen, fir datt mer effektiv net a Parallellgesellschaften ofdriften oder mat der Exklusivität vun deem engen oder deem anere liewen. De Problem Schoul ass och vun deem engen oder aneren ugeschwat ginn.

Et muss d'Zil sinn och fir d'Zukunft, d'Immigratioun esou ze gestalten. Iwwert d'Bedierfnisser vun onser Wirtschaft, hirer Kompetitivitéit eraus, dierfe mer dëst Zil, dat vum Matenee-Liewen, dat Zesummeliewen, dat Sech-besser-Verstoen, dat Vun-der-Diversitéit-Profitéieren, ni aus den Ae verléieren.

Dat ass och eent vun den zentralen Elementer, och wann dat net esou kloer am Text vun deem Gesetz geschriwwen ass. Dat soll och en Element si vun deenen zwee anere Gesetzter, souwuel deem iwwert d'Nationalitéit wéi och deem iwwert d'Integratioun.

Dëst Gesetz ass largement diskutéiert ginn. Ech mengen, et war och gutt esou an et war absolut noutwendeg, datt et largement diskutéiert ginn ass. Mir hu vill Avisé gehat. Mir hu vill Konsultatiounen, och mëndlecher, gefouert. Mir hunn ons d'Preparatioun vun deem Gesetz e bëssen Zäit kaschte gelooss. Ech si mer bewosst, datt mer do d'uech Délaien net respektéiert hunn, notamment vun där enger oder där anerer Direktiv. Mir hunn ons d'Preparatioun e bëssen Zäit kaschte gelooss, well mer gemengt hunn, et wier wichteg, datt mer dës Zäit géife brauchen, well mer wollten déi gréisstméiglech Deeler vun onser Gesellschaft abannen.

Et ass och vill Viraarbecht gemaach ginn. Notamment déi vun der Spezialkommissioun 2004 ënnert der Presidentschaft vum Här Glesener. Och déi, déi am Kader vum Avis vum CES gemaach ginn ass. All déi Avisen, ob et déi si vun de Gewerkschaften, ob se kritesch sinn oder manner, déi vun den ONGen, déi vun den Employeuren, all déi hunn eigentlech zu engem équilibréierten Text bäigedroen, deen haut méiglech mécht, datt Dir en alleguerte kënt matdroen.

Mä Immigrationspolitik kënn mer net méi, wéi Verschiddener dat bemierkt hunn, national gestalten. Mir brauchen déi europäesch Dimensioun. An net nëmme aus dem Bléckfeld vun der Libre circulation eraus, vu datt dat hei Gesetz jo och déi Rechter vun den europäesche Bierger regelt op der Basis vun der Direktiv vun 2004, an och déi Rechter besser an onsem nationale Recht verankert. D'Immigratioun ass haaptsächlech déi aus den Drëttlänner. Mir sinn och do e Land, wat e relativ héijen Taux huet vun 8 bis 9%, dee manner héich an anere Länner ass.

Duerfir ass et och wichteg, datt mer déi sechs Direktiven elo mat deem heite Gesetz wäerten ëmsetzen.

Mä ech muss do soen: Mir sinn oft hannendran. Ech ginn lech ganz Recht, obwuel mer do och amgaange sinn - ech wäert lech dat d'nächst Woch verzielen -, ons ze verbesseren, wat d'Transpositioun vun Direktiven ubelaangt.

» **Une voix.** - Dat ass net schwéier!

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Et ass net schwéier, il y a de la marge.

(**Hilarité**)

Mä ech muss lech soen, an deem Gesetz si mer heiansdo virun der europäescher Evolutioun, well souwuel déi „blue card“ fir déi Héichqualifizéiert wéi och aner Dispositiounen - d'Sanktiounen notament géint d'Patronen, déi illegal Aarbechter employéieren - sinn Dispositiounen, déi nach an der Diskussioun sinn, a mir hunn déi Aspekter elo schon an onst Gesetz integréiert.

Dat sinn iwwregens och déi Aspekter, déi Der zum Deel erëmfannt an dem Kader vum Pacte sur l'immigration.

Mir brauchen eng Immigrationspolitik, net e Laissez-faire a Laissez-passer. Sécher, mir brauchen eng gesteuert Politik, mä gesteuert am Geescht vun enger Ouverture, enger organisierter Ouverture, an Transparenz a mat Solidaritéit. D'Solidaritéit fir d'éischt tëschent deene 27 Länner vun der Unioun, a mir hu jo och d'Grenzen am November opgemaach fir déi aacht Länner, déi 2004 Member vun der Unioun gi sinn.

Mir brauchen awer och déi nämlecht Solidaritéit, déi nämlecht Transparenz géigen iwwer vun den Drëttstater, well mer alleguer wëssen, compte tenu vun onsen demographeschen Evolutiounen an Europa, net nëmme an deem Deel vun Europa, mä och an aneren Deeler vun Europa, datt mer net op d'Immigratioun aus den Drëttstater a besonnesch aus dem Süde kënn verzichten.

Mir brauche Regeln. Fir d'éischt Regeln europäescher Natur. Well mir müssen eng europäesch Politik hunn, fir datt net vun deem, wat ee Land mécht, an engem anere Land just de Contraire gemaach gëtt. Mir liewen an engem Espace commun. Mir liewen am Espace Schengen an duerfir ass et natierlech wichteg, datt net dat eent Land de Contraire mécht vun engem aneren, well mer eben an engem Espace ouni Grenze liewen.

Mä mir brauchen natierlech och nach national Regeln. Well ons Aarbechtsmäert bliwen och nach zum Deel national. Si hunn hir eege Bedierfnisser, an duerfir ass et wichteg, datt mer och hei kënn gewësse spezifesch Regeln applizéieren. Ech mengen, mir hunn déi Marge, déi mer national kënnen huelen, an deem Gesetz och vëlleg ausgenutzt.

Ech wëll awer och e Wuert soen iwwert dat, wat den Här Henckes gesot huet. D'Immigratioun kann net - do sinn ech mat lech souguer d'accord, Här Henckes, wat jo net oft virkënt - eng Ersatzléisung fir all ons eegen Onzoulanglechkeete sinn. Och déi Mënschen, déi hei zu Lëtzebuerg am Aarbechtsprozess sinn oder net am Aarbechtsprozess sinn, wéinst schlechter oder kenger Qualifikatioun, an dorënner gëtt et souwuel Lëtzebuerg Bierger wéi och auslännesch Matbierger, déi mussen prioritär ënnerstëtzt ginn, fir eng Schaff ze fannen, an domat aus der Exklusivität erauszekommen, déi d'Aarbechtslosegkeet mat sech bréngt.

Ech deelen domat zum Beispill den Avis vum Conseil des étrangers, dee seet, datt déi Leit mat engem Migratiounshannergrond, déi Schwierigkeeten hunn, fir op den Aarbechtsmaart zréckzekommen, besonnesch ze ënnerstëtze sinn.

Besonnesch d'ailleurs wéineg qualifizéiert Immigranten a ganz oft hir Kanner, déi d'Schoul ouni ofgeschlossenen Ausbildung verloossen, sinn d'Victimé vun dëser Précaritéit. Hei si mer alleguer gefuert: de Stat, besonnesch d'Berufsausbildung, mä awer och déi wirtschaftlech Acteuren an notament d'Entreprises, déi mussen mathëllefen, dës Leit eng Chance um Lëtzebuerg Aarbechtsmaart ze ginn.

Jo, mir brauchen héich Qualifizéierter, mir brauche Chercheuren aus dem Ausland, wa mer wëllen, datt d'Lëtzebuergier Ökonomie eng vun deene performantsten an der Welt bleiwe soll. Mä dës Immigratioun förderen, heescht kengesfalls, onst eegent Potenzial ze négligéieren. Mir solle vun hinne léieren, do, wou et eppes ze léiere gëtt. Mir solle mat hinnen zesummeschaffen. Mir sollen effektiv déi Ökonomie vum 21. Jorhonnert hei zu Lëtzebuerg weider dévloppéieren.

Mä Prioritéit muss och sinn, onsen eegene jonke Leit de Goût vun enger besserer Qualifikatioun ze ginn. Dat ass de Fall an engem

Secteur wéi deem vun de Banken, esou wéi et virun an och nach haut zum Deel an der Sidérgie de Fall war, am Mediësektor, an der Recherche, wat eng vun de Prioritéiten och vun der Regierung ass.

Mir gi staark, well mer vun de Stärkte vun deene léieren, déi vun auswäerts kommen. Dat ass d'Leçon - géif ech soen - vun der Lëtzebuergier Geschicht. Och déi Leçon hu mer ëmmer erëm nei geléiert, ob et an der Sidérgie war oder am Endeffekt am Bankesektor.

Dat trëfft och fir ons Uni zou, déi mer musen opmaache fir déi begaabte Studenten aus der ganzer Welt. Ech sinn d'accord, datt et hei keng sozial Diskriminatioun dierf ginn. Et geet dorëm, déi begaabte Studenten unzezéien, ob se Suen hunn oder net. Och op Harvard kënt de Begaabten, och wann en den „Fee“ fir Harvard net bezuele kann. Da mussen mir capabel sinn, deene begaabte Studenten, aus wat fir engem soziale Background, aus wat fir engem Land se och ëmmer kommen, d'Dier op der Lëtzebuerg Uni och opzemaachen, hinne d'Méiglechkeet ginn, hei ze schaffen, wéi mer et am Gesetz virgesinn hunn, zwee Joer vun hirem Wëssen ze profitéieren, mä awer och déi Lienen, déi si mat Lëtzebuerg hunn, weiderzuentwéckelen, an esou och - géif ech soen - déi international Position u Lëtzebuerg ze stäerken, ouni awer - wéi dat och am Rapport vun der Madame Err steet - eng geziilte Fuite des cerveaux ze organiséieren.

Hei muss ee kucken, wéi an der Zukunft, besonnesch aus dem Süden, d'Immigratioun organiséiert gëtt, d'Immigration circulaire oder wéi och ëmmer se heescht.

Dat ass dee generelle Message, deen ech lech wollt ginn. Ech kommen elo op e puer méi spezifesch Froen zréck.

Iwwert d'Sportler, well dat mer besonnesch um Härz läit, wëll ech lech just soen, alleguer déi, déi sech mat deene Froe vum Lëtzebuergier Sport auserneegeat hunn, wëssen, datt esou wéi bei den Héichqualifizéierten de Lëtzebuergier Sport och vill vun deene profitéiert, déi vun dobausse kommen an eigentlech fir ons eege Sportler ëmmer en Usporn sinn, fir och am Sport besser ze ginn, fir sech kënnen ze moossen an eben och, a mir gesi jo och ganz positiv Tendenzen a verschiddeenen Domänen, fir do méi performant ze ginn.

Duerfir hu mer jugéiert, datt de Sportler eng speziell Kategorie ass. Elo kann een dat dréinen, wéi ee wëllt, vu vir oder vun hannen: De Sport ass eng speziell Kategorie. Et huet eben net jiddfer Mësch den Don, schnell ze lafen, héich ze sprangen oder ganz geschéckt mat engem Ball ëmzegeen.

Duerfir mengen ech ass et gutt, datt mer fir d'Kategorie vum Sport eng speziell Rubrik reservéiert hunn.

Iwwregens den Här Mosar huet am...

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Am Keelespille si mer awer gutt.

(**Hilarité**)

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Vollä, da brauche mer do jo keng Auslänner.

(**Hilarité**)

Dir hutt lech gefrot, wéi et da wier rechtlech gesinn, well een de Sportler net misst bei der ADEM deklaréieren, während een dat bei anere muss maachen. Mä den Héichqualifizéierten deklaréiert Der jo och net bei der ADEM. Da wier dat jo och eng Diskriminatioun. Dat ass also net de Problem vum Sportler.

Ech mengen, mir hunn iwwert d'Gesetz kloergemaach, wou ee muss deklaréieren a wou d'Prozeduren ebe méi einfach sinn, well et sech hei ëm speziell Kategorië vu Leit handelt.

Ech wëll och nach e Wuert soen iwwert den Héichqualifizéierten, well den Här Mosar och déi Fro ugeschwat huet. Dir hutt an der Chamber déi Dispositioun vun der Responsabilité particulière aus deem leschten Text erausgeholl, an ech sinn och ganz domat d'accord, well et effektiv schwierig ass, wéi een esou eng héich Responsabilitéit géif definéieren. Dat wier dann ëmmer eng Saach vun der Onméiglechkeet, an do géif sech dann och de Risque astellen, datt mer op eemol géifen e gewëssenen Arbiträr kréien.

Iwwert d'Studenten hunn ech geschwat. Ech hunn natierlech mat vill Intérêt déi Amendementer do gesinn, déi den Här Braz am Numm vu senger Fraktioun abruucht huet. Ech mengen, de Moment ass elo net, fir nach eemol Amendementer an dat Gesetz ze setzen. De Moment ass elo ze kucken, wéi mer dat Gesetz éischtens un d'Goe kréien,...

» **Une voix.** - Duerno ass et ze spéit.

» **Une autre voix.** - Majo eben!

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - ...an zweetens, wéi mer effektiv och déi Politik op der Uni praktikéieren, déi méiglech mécht, datt - wéi ech virdu gesot hunn - déi beschte Studenten eng Ouverture op d'Uni kréien. Et ass dat, wat wichteg ass.

Ech stellen awer och fest, a meng Sympathien hunn ech jo ni cachéiert, datt ech och hätt kënnen iwwer zéng Stonne goen. Mä an der Politik hunn ech an der Zwëschenzäit geléiert, datt ee muss heiansdo Kompromësser maachen.

(**Hilarité**)

Mir hu jo elo schon e Schrëtt a méi Flexibilitéit. Mir müssen de Schrëtt an d'Flexibilitéit konsolidéieren. Dir proposéiert jo, an ech ginn lech jo och op deem Punkt absolut Recht, datt een no enger relativ kuerzer Zäit eng Evaluatioun soll maachen, wéi dat Gesetz global fonctionnéiert, an dann ass d'Zäit wahrscheinlech och komm, fir op deem engen oder deem anere Punkt „fine-tuning“ ze maachen an Ännerungen oder Amendementer ze bréngen. Mä loosse mer elo d'Gesetz stëmmen a loosse mer et besonnesch a Kraaft treden. Ech mengen, vill Leit waarden drop, datt dat Gesetz a Kraaft trëtt.

Nach e Wuert iwwert déi Kautioun vun 1.500 Euro, déi hei mentionéiert ginn ass. Déi steet a kengem Gesetz an déi hutt Der och net an deem Gesetz fonnt. Dat war eng Pratique administrative. Ech garantéieren lech, datt dës Pratique administrative u sech ofgeschafft gëtt, datt d'Leit elo Resources suffisantes solle beweisen. Dat kënn se maachen iwwer e Compte bancaire a se brauchen also dann net automatesch déi 1.500 Euro ze déposéieren, déi ech och effektiv, besonnesch am Fall vu Studenten, net direkt akzeptabel fannen.

Nun zum Regroupement familial. Mir haten net nëmme kee Reglement, mir haten eigentlech näischt. Mir haten eng Pratique administrative vum Regroupement familial, wat jo awer fir ee vun deene wichtegsten Deeler vun der Immigratioun vläicht engem Rechtsstat net absolut digne ass. Et ass also och hei eng Korrektur komm, déi absolut noutwendeg ass.

Dozou wëll ech dem Här Henckes Folgendes soen. Dir waart oft do, ech hunn lech oft an der Kommissioun gesinn, mä Dir musst eemol gefeelt hunn, well den Artikel 70 lech entgaangen ass. An deem Artikel ass d'Polygamie expressis verbis énoncéiert an ausgeschloss. Dir braucht lech also net Gedanken ze maachen, wéi mer géifen dat elo nach an d'Gesetz eraschreien. Dat ass - berouegt lech - ausgeschloss. Et ass also kee Problem do.

Wat de Mariage blanc ubelaangt - de Justizminister ass elo net hei am Sall...

» **Plusieurs voix.** - Dach!

(**Interruptions et hilarité**)

» **Une voix.** - E kontrolléiert!

» **Une autre voix.** - E stäipt lech de Réck.

(**Interruptions et hilarité**)

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Entschëllegt!

» **Une voix.** - Säu Schiet ass iwwer lech, Här Schmit.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Hien ass amgaang, mengen ech, do e Projet de loi ze maachen, an et muss een also och kucken, wéi ee vläicht en „PACS blanc“ - entre guillemets - an esou e Gesetz kéint eraschreien, well de Regroupement familial - wëll ech awer soen - gëtt elo oft décriéiert.

Déi Immigration familiale gëtt ëmmer als eng Charge ugesinn, an et gëtt awer vergiess, datt all Mënsch Recht op e Famillieliewen huet. All Mënsch huet d'Recht, mat senger Famill zesummeliewen.

Mir liewen haut an enger Zäit, wou dat Mënscherecht, wat e fundamentaalt Mënscherecht ass, muss respektéiert ginn. Dat heescht natierlech och, datt een am Fall wou et Abusë gëtt oder Situatiounen, déi net justifiéiert sinn, déi dann awer och probéiert ze bekämpfen.

» **M. le Président.** - Här Minister, den Här Jaerling wëllt lech eng Fro stellen. Er laabt Der dat?

**Mercredi,  
9 juillet 2008**

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Jo, gären.

» **M. le Président.** - Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ech hunn eng Fro am Zesammenhang mat de Kautiounen, déi Der elo ugeschwat hutt. Wa Leit sech mat Non-communautairë bestueden, muss jo eng Kautioun hannerluecht ginn.

Ass dat dann och elo esou, dass déi Kautioun elo ofgeschaaft gëtt? Ass dat déiselwecht wéi déi, vun där Dir elo geschwat hutt?

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Wann Dir lech bestuet, hutt Dir jo souwisou iwwert de Code civil eng Obligatioun als Époux oder Épouse. Ech mengen, dat ass net d'Praxis, datt do nach weider Kautiounen sollen hannerluecht ginn.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Mä déi ginn awer elo nach bezuelt. An et si jo Leit, déi déi bezuelt hunn. Kréien déi déi dann elo erëm? A gëtt an Zukunft keng méi gefrot, well dat geet aus deem Gesetz hei net kloer eraus?

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Ech hunn lech gesot, Här Jaerling, datt déi Kautiounen u sech net an engem Gesetz virgesi waren.

Et kéint ee sech jo u sech Froe stellen, ob een dann eigentlech d'Recht huet, esou Saachen ze froen, wa se net iergendwéi gesetzlech fixéiert sinn. Dat froen ech mech elo als Bierger. Dat ass also net méi d'Praxis a wäert och net méi d'Praxis sinn. A wa Leit déi sollte bezuelt hunn an esou Situatiounen, da kréie se déi Suen absolut erëm.

Wat de Regroupement familial ubelaangt an déi Diskussioun, déi mer haten iwwert d'Kategorien, iwwert d'Partneren, déi net direkt liéiert sinn, do huet d'Madame Err jo gesot, datt den Artikel 78.2 eis am Fong misst déi Garantie ginn, datt och an deene Situatiounen, wou wierklech eng Partnerschaft, och wa se net formaliséiert ass, existéiert, d'Méiglechkeet besteet fir déi Persoun, fir op Lëtzebuerg ze immigréieren.

Ech sinn e bëssen iwwerrascht, datt hei ëmmer vun de Rechter, vun de spezifesche Rechter vun de Frae vum Här Henckes geschwat gëtt. Ech hat ëmmer gemengt, mir wieren elo an engem Stadium ukomm, wou mer eigentlech d'Égalité des droits hätten.

Also, wann Dir domat d'Égalité des droits viséiert hutt, dann ass et an der Rei. Wann Dir awer nach ëmmer mengt, d'Fraen hätte spezifesche, dat heescht jo am Prinzip e bësse manner Rechter wéi d'Männer, da si mer awer schonn...

**(Brouhaha général)**

Jo, da sot dat kloer.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech hu mer erlaabt, hei de President Sarkozy ze zitieren, dee gesot huet,...

**(Interruptions)**

...datt de Contrat d'intégration déi Dispositionen do misst virgesinn, an ech hu fonnt,...

» **Une voix.** - Dat seet Äre Parteikolleeg Kartheiser!

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Gutt. Dat ass fir mech kloer. Dann ass d'Saach an der Rei. Et ass ganz kloer, datt d'Lëtzebuurger Recht fir jiddfereen,...

**(Interruptions)**

...Mann oder Fra, dat nämlecht ass, an datt een, deen hei zu Lëtzebuerg...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

» **M. le Président.** - Da lauschtert elo dem Här Minister no!

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Et ass kloer, datt een hei nom Lëtzebuurger Recht muss fueren an datt et do keng Ausnahmen däerf ginn.

**(Interruption)**

Dat waren u sech déi puer Froen, déi méi speziell ugeschwat gi sinn. Elo nach zu deenen zwou Motiounen.

Déi kann ech absolut...

» **M. le Président.** - Wann ech gelift, Här Bettel! De Minister huet hei de Mëtteg dräi an eng hallef Stonnen nogelauschtert.

Ech hunn dat gemierkt. Hien huet all Riederer hei nogelauschtert, also huet hien elo d'Recht, dass d'Chamber him nolauschtert bei sengen Ausféierungen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Ech wëll also soen, datt ech déi zwou Motiounen iwwert d'Kodifikatioun an d'Informatioun absolut unhuelen.

Et ass bemängelt ginn, dat Gesetz wier esou komplizéiert, datt ee misst dräi Affekoten hunn, fir et ze interpretéieren. Ech mengen, dat ass net de Fall. Et ass e Gesetz, wat natierlech eng relativ komplex Matière couvréiert, mä mir wäerten all Effortë maachen, fir alle Bierger an och den Employeuren hei zu Lëtzebuerg oder all deenen, déi susceptibel sinn, eventuell op Lëtzebuerg ze kommen, iwwer eng Broschür, iwwer e Site Internet déi Saache kloer duerzeleeën, fir datt et hei keng falsch Interpretatiounen wäert an der Zukunft ginn.

Voilà, e lescht Wuert iwwert dat, wat gesot ginn ass iwwert dat, wat an Italien anscheinend geplangt ass. Mä ech hunn awer do keng Informatiounen. Ech muss mech natierlech vun esou Praxissen distanzéieren. Esou Praxissen, wou een ethnische Grupp singulariséiert géif ginn, sinn net am Geescht vun enger europäescher Charte des droits fondamentaux. Dat si Praxissen, déi leien eng Rei Jorzéngten zréck. Mir kennen alleguerten déi dramatesch Konsequenze vun esou Saachen. Mir mussen also kucken, wéi mer och ons total Désapprobatioun vun esou Praxisse kloermaachen.

Voilà! Ech soen lech villmools Merci. Mir hunn déi Hürd hei geholl. Ech hoffen, datt mer déi Hürd och huele fir d'Integrationsgesetz. Ech hoffen och, datt mer d'Nationalitéit, déi eigentlech och eent vun den Zementer ass vun onser Natioun, net am Geescht vun enger Fermeture, mä am Geescht vun enger Ouverture, deen d'Lëtzebuurger iwwer Jorhonnerten - ech soen et nach eng kéier - gekennzeechent huet am Respekt vun hirer Identitéit, mä déi net eppes Statesches ass, datt mer och déi Gesetzer an deem nämlechten État d'esprit unhuelen wéi dat hei.

Villmools Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister, fir déi engagéiert Ried. Mir sinn domat um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zum Vote. Mir si fir d'éischt konfrontéiert mat den Amendementer, déi den honorabelen Här Braz déposéiert huet. Mir stëmme fir d'éischt iwwert d'Amendementer of.

**Amendement 1**

Mir stëmme elo iwwert den Amendement 1 of, betreffend den Artikel 57, Paragraph 3.

**Vote**

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 41 Nee-Stëmme, bei 18 Jo-Stëmme an 1 Abstentiuon. Den Artikel 57, Paragraph 3 bleift also an där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun et virgeschloen huet.

*Ont voté oui: Mme Lydie Err;*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.*

*S'est abstenu: M. Aly Jaerling.*

**Amendement 2**

Da stëmme mer of iwwert den Amendement 2, och iwwert den Artikel 57, Paragraph 3.

**Vote**

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 40 Nee-Stëmme, bei 18 Jo-Stëmme an 1 Abstentiuon. Also bleift och dee Paragraph an där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun et virgeschloen huet.

*Ont voté oui: Mme Lydie Err;*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.*

*S'est abstenu: M. Aly Jaerling.*

Da stëmme mer iwwert de Projet selwer of.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Ech wëll der Chamber an dem Här Minister soen, dee ganz frou ass, dass de Projet de loi iwwert d'Immigratioun mat 60 Jo-Stëmme ugeholl ass.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

**(Applaudissements)**

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zu de Motiounen, déi vun der Madame Err déposéiert gi sinn.

**Motion 1**

Kënnen mer iwwert d'Motioun 1 par main levée ofstëmme?

**(Assentiment)**

**Vote**

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Déi Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

**Motion 2**

D'Motioun 2 vun der Madame Err.

Och par main levée?

**(Assentiment)**

**Vote**

Och déi Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

**Résolution 1**

D'Resolutioun, déi d'Madame Err déposéiert huet.

Och do stëmme mer par main levée of.

**Vote**

Nach eng kéier eestëmmeg.

Dräimol Eestëmmegkeet fir d'Propositione vun der Madame Err.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, ass dese Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen elo zum nächste Punkt. Dat ass de Projet de loi iwwert de Renforcement vun den Effektiver vun der Police.

**(Interruption)**

Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussiounen ginn elo weider mam nächste Projet.

» **Une voix.** - Et ass awer nëmme een, deen d'Wuert kritt, Här President.

» **M. le Président.** - Dat ass d'Diskussioun iwwert de Renforcement vun den Effektiver vun der Police. Et sinn ageschriwwen: den Här Meyers, den Här Bettel, den Här Klein, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Santer. Här Santer, wann ech gelift.

### 3. 5873 - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

**Rapport de la Commission juridique**

» **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss ee bei dësem Projet eng dacks gemaache Presentatioun aus der Welt schafen. Duerch dese Projet de loi gi keng nei Polizisten agestallt. Bei der Astellung vu Polizei- an Zivilbeamte wäert dee bis haut bekannte Wee weiderbestoe bleiwen. D'Police, iwwert d'Policeschoul, kann och net méi wéi déi aktuell ongeféier 60 jährelech Rekruten ausbilden. Déi mussen och duerno um Terrain encadréiert ginn. Esou datt mer net elo vun haut op muer géife 500 nei Poliziste kréien.

Wat ass dann den Objet vun dësem Projet de loi? Den Effectif légal vun der Police gëtt vun 1.573 op 2.000 eropgesat. Am Polizeigesetz vum 31. Mee 1999 ass festgehalen, wéi vill Brigadiere, Inspekteren, Cadres supérieurs an Zivilpersonal d'Polizei soll hunn. Mat där nächster Assermentatioun, déi am Hierscht wäert stattfannen, wäerte mer dësen Effectif légal iwwerschreiden. Dofir mussen mer deen Effectif légal upassen.

Natierlech kéint ee sech d'Fro stellen - an de Statsrot huet dat och gemaach -, ob ee wierklech e Cadre légal brauch. Dat wier bei anere Verwaltungen net de Fall. De Statsrot huet d'Propos gemaach, d'Bestëmmungen am Polizeigesetz, déi den Effectif légal festleeën, ganz ze sträichen.

Mir hunn dem Statsrot seng alternativ Propositionen net iwwerholl. Wann och d'Astelung vun de Polizeibeamten iwwer aner Gesetzer, wéi zum Beispill iwwert d'Budgetgesetz, lafen, esou ass et awer wichteg, datt am Polizeigesetz, dat d'Organisationsgesetz vun engem fir de Rechtsstat wichtege Corps duerstellt, déi maximal Zuel vu méigleche Poliziste steet.

D'Police esou wéineg wéi d'Justizautoritéite si mat anere staatleche Verwaltungen gläichstellen. Dat verhénnert natierlech net, datt eng pluriannuel Planifikatioun gemaach gëtt. Dat gëtt och fir d'Riichtere gemaach. D'Zuel vun deenen 2.000 neie Polizisten, déi bis ëm 2015 wäerten an service sinn, kënn net vun ongeféier. Et komme 70 nei Briga-



dieren, 330 nei Inspekteren a 70 nei Zivilbeamte bäi, an de Cadre supérieur gëtt ëm 27 Unitéiten opgestockt.

Am schrëftleche Rapport wäert Der en Tableau virfannen, deen eng Repartitioun vun deenen zousätzlechen Effektiver op eng indikativ Aart a Weis proposéiert. Ech benotzen hei wëssentlech den Term „indikativ“, well een dësen Tableau net kann un déi heiteg an op déi nächst Regierung bindend maachen. Déi eigentlech Affektatioun vun den neien Effektiver muss sech no der Entwécklung vun der Bevölkerungszuel a vun der Kriminalitéit souwuel qualitativ wéi quantitativ anpassen.

Méi wichteg wéi d'Zuele vun dësem Tableau sinn d'Prinzipien, déi hannert der Opstellung vun deemselwechte stinn. Déi alleréischte Prioritéit gëllt der Presenz um Terrain iwwert d'Opstockung vun de Commissariats de proximité an de Centres d'intervention. D'Presenz vun der Police um Terrain ass extrem wichteg. De preventive Charakter vun der polizeilecher Aarbecht gëtt esou ënnerstrach a verstärkt. D'Leit muss gesinn, datt d'Police do ass.

Och muss verschidden Zentralservicer vun der Police verstärkt ginn.

Dat ass de Fall vun der Police um Findel, wou mer virun engem Joer ongeféier d'guel Kaart vu Bréissel a Saache Sécherheet gewise kruten.

D'Unité centrale de la police de la route, déi haut mat 42 Leit muss 24 Stonnen op 24 Stonne siwen Deeg op siwen hir Aarbecht verrichten, gëtt och verstärkt.

#### (M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Schlussendlech soll och d'Police judiciaire opgestockt ginn. D'Aarbecht, déi dee Service ze bewältegen huet, gëtt ëmmer méi komplex, besonnesch a Saache vu Wirtschaftsa - Finanzkriminalitéit. Esou datt och do eng Verstärkung ugesot ass.

Eng méi grouss Zuel vun Zivilpersonal ass och noutwendeg fir der Police bäizestoen. Hei sollte besonnesch Ingenieuren, Ingénieurs techniciens an Informatiker agestellt ginn. Et ass en effet evident, datt technesch Equipementer wéi Computer, Handyen an esou weider eng ëmmer méi grouss Roll beim Begoe vu Strofdoten a bei der Opklärung vu Strofdote spillen, an do och vu Säite vun der Police spezifesch technesch Kompetenzen erfuerdert sinn.

Mat dëser Prioritéitléischt - och wann ech nach eng Kéier wëll betounen, datt d'Zuel vun den Affektatiounen nach muss genee, au fur et à mesure vun den Astellungen, festgeluecht ginn - äntwert den Här Justizminister op d'Feststellungen, déi mer virun engem Joer am Juli 2007 hei am Kader vun der Debatt iwwert d'Sécurité intérieure gemaach haten: Presenz um Terrain markéieren, spezifesch Zentralunitéite verstärken an op technesch Kompetenz pochen.

Här President, ausser der Alternativléisung fir den Effectif légal am Gesetz ofzeschaffen, déi mer, wéi ech gesot hunn, net iwwerholl hunn, hat de Statsrot keng Observatioun zum Text vum Projet de loi. Ech wëll awer nach kuerz op eng Remarque vum Statsrot agoen, mat där ech iwwerhaupt net averstane sinn. A sengem Avis huet de Statsrot gemengt, mat dësem Projet de loi géif eng, ech zitieren: «...augmentation massive des effectifs de la Police...» realiséiert ginn an doduerch, schreift de Statsrot a sengem Avis: «...le Luxembourg dépassera la densité policière de tous ses pays voisins», wou mer elo am ënneschte Mëttelfeld leien.

Éischtens kënnt et mat dësem Gesetz net zu enger «...augmentation massive des effectifs de la Police...». D'Police stellt nëmmen déi Leit an, déi se an der Polizeischoul an um Terrain kann ausbilden. Mat dësem Projet de loi gi keng nei Leit agestellt, hei geet et just ëm den Effectif légal.

Zweetens, wat d'Densité policière ugeet. D'Densité policière ass de Ratio tëschent der Bevölkerungszuel an der Zuel vun de Polizisten. Datt mer elo do géifen Europameeschter ginn, woen ech ze bezweifelen. Déi aner Länner wäerten och an deenen nächste Joren d'Zuel vun hire Polizisten opstocken. Mir stinn also net eleng do. Mir mussen an d'Bevölkerungszuel déi Leit mat arechnen, déi zu Lëtzebuerg schaffen, awer net zu Lëtzebuerg liewen. Déi Zuel ass och

an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Upassung vum Effectif légal vun der Police ass eng Noutwendegkeet. Et kommen ëmmer méi national an international Aufgaben op d'Police duer. Déi europäesch an international Zesummenaarbecht, déi ëmmer méi komplex Kriminalitéit, d'Erausfuereungen, déi an den nächste Joren op d'Police wäerten duerkommen, féieren zu engem ëmmer méi groussen Aarbechtsopwand, an dobäi d'äerf een de preventive Charakter vun der polizeilecher Aarbecht ni aus den Ae verléieren. D'Poliziste mussen do affektéiert ginn, fir der Polizei et ze erlaben, hirer mannegfalteger Aarbecht nozekommen. Mam Ausweide vum Effectif légal erlabe mer hir dat.

Ech soen lech Merci.

#### » Plusieurs voix. - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Santer. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

» **M. Paul-Henri Meyers (CSV)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de Projet de loi iwwer eng Erhéijung vun den Effektiver vun der Polizei ass vun eisem Kolleg, dem Deputéierte Patrick Santer sengem schrëftlechen a mündleche Rapport ausféierlech duergeluecht ginn. Ech soen him dofir Merci. Et erlaabt mir, mech a mengen Ausféierunge ganz kuerz zefaassen an nëmmen op e puer Punkten nach eng Kéier zréckzekommen.

Duerch dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, gi global gesinn déi legal Effektiver vun der Police vun 1.573 op 2.000 Unitéiten eropgesat. Dat Zil soll bis 2015 erreecht sinn. Mat dësem Gesetz gëtt de Justizminister Luc Frieden der Motioun, déi d'Chamber de 4. Juli 2007 gestëmmt huet, eng positiv Suite. An där Motioun ass d'Regierung ënner anerem opgefuerdert ginn, weiderzefeuere mat hiren Efforté fir d'Effektiver, déi am Gesetz vun '99 virgesi waren, ze erreechen, an doriwier eraus och déi Effektiver vun deem Gesetz nozekucken, fir eventuell d'Zuel vun den Effektiver eropzesetzen, wat mat deem Gesetz vun haut dann och geschitt. A si ass opgefuerdert ginn, eng besser Verdeelung vun de Polizeibeamten an deenen eenzelnen territorialen Unitéite virzugesinn, wat och hei an dem Text ugesprochen ass.

Mat dem Eropsetze vun den Effektiver gëtt d'Chamber der Regierung, a virun allem dem Justizminister, d'Méiglechkeet, fir d'Effektiver vun der Police den Erfuerdennisse vun deenen nächste siwe Joer unzepassen. Fir déi nei Héchstzuel vun 2.000 Polizeibeamten ze justifiéieren, huet d'Regierung eng Rei Argumenter ugeféiert, déi och vun der ganz grousser Majoritéit vun den Deputéierte gedeelt ginn. D'CSV ass der Meinung, dass déi Erhéijung den effektive Besoinen, déi d'Regierung an hirem Exposé des motifs duergeluecht huet, entsprécht, an dass de Prinzip vun der Proportionalitéit respektéiert gëtt, fir op eng ugemess Aart a Weis d'Kriminalitéit ze bekämpfen.

Eng grouss Prioritéit bei der Erhéijung vun den Effektiver wëllt d'Regierung där sougenannten „Unité de base“ bäimoossen. Et sinn dat d'Commissariats de proximité, déi an engem enke Kontakt mam Bierger stinn an an den Uertschaften, an de Quartieren derfir suergen, dass de Bierger och mierkt, dass de Stat seng alldeeglech Sécherheet garantéiere wëllt. D'CSV ass net nëmmen d'accord mat dem Prinzip vun der Erhéijung, mä och mat där Opdeelung vun deenen zousätzlechen Effektiver op déi eenzel Servicer vun der Polizei, esou wéi d'Regierung dat an engem Tableau indicatif virschléit. En Tableau, deen allerdéngs net bindend ass, wéi de Rapporteur scho gesot huet, mä deen undeit, a wéi enge Servicer déi Erhéijungen an deenen nächste Jore virgeholl solle ginn.

Här President, de Statsrot ass der Meinung, et bräicht ee kee Spezialgesetz, fir d'Effektiver vun der Polizei eropzesetzen. Datt wier och méiglech iwwert d'Budgetgesetz. De Rapporteur ass schonn drop agaangen. Et ass richtig, dass an deene leschte Jore Kadergesetzter vu verschiddene Verwaltungen ofgeännert goufen, fir eng Upassung vun den Effektiver duerch d'Budgetgesetz ze erlaben. D'Commission juridique ass allerdéngs net op dee Wee gaangen, deen hei de Conseil d'État ugedeit huet, mä si ass der Meinung, dass weiderhin am Kadergesetz vun der Police d'Effektiver solle fixéiert ginn.

D'Polizeiverwaltung ass keng Verwaltung wéi all anerer. Et muss een och hei feststellen, dass déi Erhéijung vun den Effektiver

ëm méi wéi 400 Unitéiten eng Zuel ass, déi kaum am Budget bis elo virgesi war. Et ass eng mëttelfristeg Programmation vun den Effektiver, déi een och net an engem eenzelne Budgetgesetz kënnt virhuelen, mä déi een da Joer fir Joer misst virhuelen, wou allerdéngs dann d'Regierung net sécher wier, ob d'Chamber och dat Joer duerno erëm d'accord wier, fir déi Effektiver ze héijen. Hei kann eng mëttelfristeg Programmation gemaach ginn, wat an esou enger Verwaltung wéi der Polizei och eng grouss Wichtigkeet duerstelt.

D'Police ass keng Verwaltung wéi eng aner. Opground vun de speziellen Aufgaben, déi se an der Gesellschaft huet an déi d'Gesetzter an och d'Verfassung hir zouerkennen, huet se e wesentlechen Undeel un der Ausübung vun der Muecht hei am Land. Si participéiert um Exercice vun der Puissance souveraine wéi keng aner Verwaltung. Déi Leit, déi an der Verwaltung schaffen, sinn Officiers de police judiciaire, wat eng wichteg Attributioun ass, a mir mengen et wier och noutwendeg, dass an deem Beräich d'Chamber hiert Matsproocherecht duerch e Spezialgesetz behält.

Schlussendlech d'äerf een och net vergiesen, an ech rappeléieren dat hei, dass zwee Artikel vum der Verfassung, an zwar d'Artikelen 96 a 97, sech ausdrécklech mat de Forces de l'ordre befaassen. Den Artikel 96 gesäit vir, dass alles wat d'Force armée betrëfft, „tout ce qui concerne la force armée“, duerch Gesetz muss geregelt ginn, an den Artikel 97 gesäit vir, dass d'Organisation an d'Attributioun vum de Forces de l'ordre an engem Gesetz muss festgehale ginn. D'Kommissioun war och der Meinung, dass een hei un Prinzip vun der Organisation vun der Police touchéiert, wann een déi Effektiver ëm esou eng grouss Zuel eropsetzt. Dat waren eigentlech d'Argumenter, fir net op de Wee vum Conseil d'État ze goen, mä fir bei dem Textvirschlag vun der Regierung ze bleiwen an d'Gesetz esou ze stëmmen, wéi d'Regierung et erabruecht huet.

Am Numm vun der CSV kann ech deene Propositionen zoustëmmen an ech bréngen och den Accord vu menger Fraktioun zu deem dote Gesetz.

#### » Plusieurs voix. - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Meyers. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Bettel.

» **M. Xavier Bettel (DP)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen heite Projet de loi, deen déposéiert ginn ass, dee gesäit jo vir, dass d'Police eng Augmentatioun vu 500 Leit kritt bis 2015.

Et kann ee sech eng éischt Fro stellen: Wéi d'Demokratesch Partei bei de Gemengewahl gesot hat, dass an der Stad Lëtzebuerg vill Poliziste géife feelen a souguer d'Zuel vun 200 Polizisten zitéiert hat, hat den deemolege Spétekandidat vun der CSV gelaacht an eis e bësse Security-Wahn virgeworf.

Ech si frou, dass haut déi Bestätegung kënnt an déiselwecht Richtung vum Parteilkolleg vum Här Mosar, dem Här Frieden, dee 500 nei Leit wëllt astellen, an dovunner an deem Tableau, och wann et nëmmen indikativ ass, 85 fir den CI-Stad, wat jo e Bewäis ass fir den...

#### (Interruption)

Jo, de Centre d'intervention, dat ass d'Regierung...

» **M. le Président** - Här Rapporteur, Dir wëllt d'Wuert?

#### (Interruption)

» **M. Xavier Bettel (DP)** - Jo. De Centre d'intervention Lëtzebuerg. Jo, dat ass den CI, Här Santer, fir d'véiert!

#### (Interruption)

» **M. le Président** - Féiert keen Dialog, sot et haart, datt jiddereen et matkritt.

» **M. Xavier Bettel (DP)** - Et stëmmt, dass de Beräich vun deem CI méi grouss ass wéi d'Etat Lëtzebuerg, mä duerfir hu mer jo schonn zum Beispill d'Kameraen an Zesummenaarbecht mat der Police installéiert. Mir si frou selbstverständlech, dass dat, wat mer deemools zur Stad Lëtzebuerg gesot hunn, haut nach ëmmer stëmmt, mä deemools hu mer virgeworf kritt, dass mer e Sécherheitswahn hätten. Haut gëtt vun der CSV confirméiert, dass mer an déi richteg Richtung awer gaange waren, andeem mer gesot hunn, dass d'Presenz vun der Police um Terrain immens wichteg wär, soss wier doudsicher och net des Regierung an d'Police mat eis als Gemeng op de Wee gaangen, fir verschidde Kameraen ze installéieren zesumme mat der Police, also dat

heescht indirekt jo och mat der Regierung, op deene sensibele Plazen, wat d'Gemeng Lëtzebuerg och e Batz Geld kascht huet, fir zesummen dee Projet kënnen ze maachen.

Mir hu selbstverständlech och wichteg fonnt, dass dee Projet mat de Kamerae soll gemaach ginn, soss hätte mer en och net gemaach. Dat, Här President, wollt ech dem Rapporteur just matdeelen.

Ech zitieren just, wann Dir mer sot, mir hätten e Sécherheitswahn, de Statsrot, dee seet: «En prévoyant une augmentation massive des effectifs de la Police, le présent projet affiche l'image de la politique sécuritaire du Gouvernement.»

Här President, ech soe just, dass dat, wat de Statsrot geschriwwen huet, dat ass, wat ech hei elo zitieren hunn.

Et kann ee sech dann awer och déi Fro stellen, firwat et dann esou laang gedauert huet, fir dass déi Effektiver gehéicht ginn, well Här President, wann een dem Rapporteur säi Rapport liest, da steet do: «Or, il convient de tenir compte du fait que la Police se doit d'assurer une présence sur le terrain 24 heures sur 24 et sept jours sur sept.»

An hien entwéckelt dat weider, et kéint ee sech d'Fro stellen, wéi haut iwwerhaupt d'Police fonctionnéiert, ob se iwwerhaupt nach genuch Leit huet, fir kënnen normal ze fonctionnéieren.

Et stëmmt souguer, Här President, dass verschidde Centres d'intervention, dat heescht net d'Commissariats de proximité, mä Centres d'intervention, net normal konnte fonctionnéieren - wéi Elwen -, well net genuch Leit do waren!

Tatsächlech, wann Der d'Congéen huet an d'Leit, déi krann sinn, waren et net genuch Leit, déi op deene verschiddene Plaze geschafft hunn.

Plus nach déi grouss Politik, déi et bei der Police ginn ass vun den Détachementen, dat heescht, d'Leit sinn e puermol gerecht ginn op där enger Plaz an op där anerer Plaz, dat huet da jiddereen arrangéiert. Mä et schéngt jo, dat huet eis och deen neien Direkter vun der Police gesot, dass dat ënner deem neie Polizeidirekter net méi géif stattfannen. Ech muss lech soen, dass mer ganz frou waren, mat der Madame Colas a mam Här Nettgen kënnen iwwert déi verschidde Punkten an der Kommissioun ze schwätzen an och Erklärungen ze kréien.

Et ass elo eelef Méint virun de Wahlen. Elo gëtt op eng Kéier vu 500 neie Poliziste geschwat. Verschidde Leit kéinte mengen, d'Campagne électorale géif schonn ufänken, mä esou béis wëll ech op jidde Fall hei net sinn.

» **M. Patrick Santer (CSV)**, rapporteur. - Dat ass awer net wouer.

» **M. Xavier Bettel (DP)** - Neen, ech hu jo gesot, Här Rapporteur, verschidde Leit kéinte jo esou eppes behaupten. Ech rapportéieren hei just dat, wat d'Leit esou do bausse soen. Ech hu jo net gesot, ech géif déi Meinung deelen.

Ech soe just, dass een op eng Kéier eelef Méint virun de Wahle seet, elo feele 500 Polizisten.

Äre Rapport, ech muss soen, ass wierklech ganz gutt, well et gesäit ee vun 2000 bis den 1. August 2007, dass eng Augmentatioun bei den Inspekteren vun 1.106 op 1.293 war. Dat ass eng kleng Hausse. Dat si knapps 10% an deene bal aacht Joer, déi komm sinn. Dat ass net vill. An dowéinsten kann ee sech op jidde Fall d'Fro stellen, firwat et esou laang gedauert huet, fir dass déi Hausse och kënnt.

Da si verschidde Leit, déi soen, jo 500 Polizisten, dat ass wichteg fir d'Sécherheet vun de Bierger. Mir si ganz averstane. Mir sinn och frou, dass d'Regierung averstane ass, fir dass déi 500 Poliziste virun allem bei d'Commissariats de proximité an och bei d'PJ kommen.

Firwat bei d'PJ? Wann ee kuckt haut bei Failliten, wou de Juge d'instruction Aarbechte gëtt, wou Verjähunge kommen, wou d'Leit net poursuiviéiert ginn, an och nach duerno, nodeem schonn en Uerteel oder eng Enquête op jidde Fall do war, den Délai raisonnable duerno soulevéiert gëtt, einfach well d'Police net genuch Leit huet, fir déi Aarbecht kënnen ausféieren, virun allem bei der Police judiciaire. Duerfir ass et och ganz, ganz wichteg, dass bei der PJ nei Leit bäikommen.

Bei de Commissariats de proximité selbstverständlech och. D'Leit brauchen e bësse Presenz vun der Police. Et geet net duer, esou wéi et elo ass.

D'Polizisten huet een net onbedéngt gären, wann een an eng Kontroll geréit, wa

Schlaangen do sinn. Mir si selbstverständlech frou, wann déi 500 nei Polizisten net 500 nei Kontrollen elo erginn, déi op der Strooss solle stattfannen, méi se sollen um Terrain Presenz markéieren, fir preventiv ze schaffen.

500 nei Poliziste wëllt awer och net heeschen, elo einfach egal wien astellen a vun haut op muer soen, mir musse ganz vill nei Polizisten astellen. D'Qualitéit vun de Membere vun der Police grand-ducale ass nach ëmmer e Kritär, dee ganz wichteg ass. Do soll net dann elo en Nivellement vers le bas gemaach ginn, andeem gesot gëtt, mir mussen onbedéngt 500 Leit astellen.

Do sinn awer aner Leit, déi mer da soen, et wier och wichteg, dass ee bei der Police grand-ducale eng Formation continue hätt. An heiansdo huet ee jo ganz oft och d'Gefill, dass verschidde Polizisten op déi eng oder aner Manéier vläicht op eng méi ondiplomatesch Aart a Weis géife mat deem engen oder mat deem aneren ëmgoen. Duerfir wier et och vläicht ganz wichteg, dass déi nei Membere bei der Police grand-ducale e Cours doriwwer kréichen. Ech weess net, ob dat offréiert gëtt, mä et misst op d'mannst offréiert ginn, fir dass se dat och léieren.

Ech krut nach d'lescht Woch, Här President, vu menger Aarbechtskolleegin heibannen erzielt - ech zitieren elo keen Numm -, dat wär esou am Stil gewiescht: „An, Mod, bass de ze séier gefuer?“ oder am Stil „Bass de hei an eng Strooss gefuer, wou s de net häss dierfen?“ Dat geet net!

Ech krut dat hei vun enger Kolleegin erzielt, an do soll ee selbstverständlech op den „back to basics“ zrëckkommen, deen a gewësse Saachen, a verschidde Punkten op jidde Fall hei net onwichtig ass. Dat heescht, dass ee selbstverständlech och bei der Police dat soll ervirhiewen.

D'Police huet déi lescht Zäit vill schlecht Schlagzeile kritt. Dat soll awer net e generaliséiert Bild vun der Police sinn. Ech mengen, eis Police grand-ducale mécht ganz gutt Aarbecht all Dag, mä wéi gesot, déi 500 Leit sollen och déi richteg Formatioun dofir kréien.

Dann huet een och gelies, ob mat där Augmentatioun vun der Zuel vun de Leit, déi elo schaffe ginn, een net riskéiert, ze vill Offizéier ze kréien. Et ass souguer zitiiert ginn, an ech hat och d'Fro gestallt, ob mer net e Waasserkapp kréie mat ganz ville Chefen a wéineg Leit, déi um Terrain da schaffen. Ech mengen, mat den Erklärungen, déi ech kritt hunn an der Kommissioun, kann een dat net behaupten.

Déi Offizéier sinn och ganz, ganz wichteg, a gleefft mer et, d'Offizéier hunn eng wichteg Missioun. Haut ass nach en Uerteel gersprach ginn, dat heescht, muer wäert och nees an der Zeitung doriwwer geschriwwen ginn. D'Offizéier hunn eng wichteg Missioun bei der Police.

Et ass och wichteg, dass déi net demoraliséiert sinn, well bei deenen d'Moral am Moment net grad topp ass, andeems se d'Gefill hunn, dass se déi ganzen Zäit op d'Fanger geklappt kréien. Si sinn an déi 60 a si kommen elo op 90 erop. Ech mengen, et ass wichteg, deenen och net d'Flemmen anzudreiwen. Wann déi eng oder déi aner Affär geschitt ass, kann een dat op jidde Fall net generaliséieren.

Selbstverständlech soll och bei den Inspekteren op der Strooss, de Brigadiere op der Strooss an och dem Personnel civil, déi hir Aarbecht gutt maachen, net deen een oder aneren Eenzelfall en allgemengt schlecht Bild iwwert déi ganz Police ginn.

Wéi gesot, Här President, mir hunn deemools A gesot, da soe mer och haut B. Déi 500 nei Poliziste si wichteg fir de Corps. Mä, wann een de Rapport liest, kann ee sech froen, wéi haut d'Police iwwerhaupt nach ka funktionnéieren.

Et gesäit een zum Beispill, wann ech de Rapport liesen, Här President, dass haut bei der Autobunnspolizei, der UCPR, 42 Leit do sinn. Wann ee bedenkt, 42 Leit, dat war gutt - ech hunn d'Zuelen net -, wéi virdru vläicht eng Autobunn war, d'Diddelenger Autobunn oder wéi eng et och war, mä haut ass d'Netz vun eisen Autobunnen vergréissert ginn, a wann Accidenter do sinn, muss direkt och d'Unité centrale de la police de la route do sinn. Et ass also ganz wichteg, dass do eng Augmentatioun kënn.

Wéi gesot, méi Poliziste soll net heeschen, méi Repressioun a méi Kontrollen. Au contraire, et wier och ganz, ganz wichteg, net ëmmer wëllen zum Beispill, den Här Braz hat dat schonn hei zitiiert, am Prisong wëllen an den Drot ze investéieren. Et wier wichteg, ze wëssen - an déi Zuelen hu mer net -, wat d'Zuel vun de Récidiven ass a wéi mer e Suivi pénal vun de Leit kënn maa-

chen, fir ze évitéieren, dass se nees Stroftäter ginn. Da wëll ech net soen, dass ee manner Poliziste géif brauchen, mä da kéinten d'Poliziste sech op déi Aarbecht konzentréieren, fir déi se och do sinn.

An dann, last but not least, ass eng grous Diskussioun iwwert d'Aarbecht vun den Agents municipaux. Och wann dat elo net direkt an de Kontext vun dësem Projet de loi passt, wier ech awer frou ze wëssen, wou mer dru si mat de Kompetenze vun de Membere vun den Agents municipaux.

Wat sinn hir Méiglechkeeten? Hautdësdags kann en Agent municipal kee Procès-verbal schreiwen, wann Dir eng Infractioun zum Gemengereglement maacht. An duerfir wier et ganz, ganz wichteg, wann een op jidde Fall eng Kéier kéint kucken, wat d'Kompetenz ass.

Ech wëll elo net eng zweet Police kréien, net dass ech falsch verstane ginn, mä op d'mannst awer, dass d'Agents municipaux déi Gemengereglementer, déi mir och selwer stëmmen, wéini een d'Poubellen eraushält, wéini ee se nees eranhält, iwwert d'Infractiounen, iwwer verschidde Saachen, déi an engem Gemengereglement stinn, kënn kontrolléieren. Wéi gesot, Här President, no all deenen Explikatiounen wäert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei och dësen Text hei stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

(*Interruption*)

Den Här Minister huet d'Wuert gefrot.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, ech wollt just - fir datt d'Deputéierten an och déi aner Leit, déi eis vläicht nolauschten, verstinn - eng Präzisioun ginn zu Chifferen, déi den Här Bettel elo grad, menger Meenung no, net richteg genannt huet. En huet gesot, elo gi Leit agestallt, well déi lescht Jore si keng agestallt ginn.

Ech wëll soen, an dëser Regierung an an där virdrun, dat heescht an deenen zwou Koalitiounen komme mer vun 1.200 Leit, déi mer an der Police haten am Joer 2000, dëst Joer op 1.500 Leit. Dat heescht, d'Zuel vun de Poliziste vum Joer 2000 bis haut ass ëm 300 eropgaangen. Et ass also net, datt dat en Effort ass, deen elo ufänt; deen Effort war considéierbar an deene leschte Joren. Ech wollt just déi Chifferen hei ginn. Virdru sinn do net déi Chifferen am Detail zitiiert ginn an ech mengen et ass wichteg, datt ee sech kann e Gesamtbild maachen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Den Här Bettel huet d'Wuert.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, just wann Der erlaabt, ech hunn nämlech d'Zuelen elo net vun de Cadres supérieurs zitiiert, och net vun de Brigadiere, déi jo asprange fir lénks a riets kënnen hëllef ze goen, mä déi vun den Inspekteren, déi jo déi sinn, déi attachéiert sinn normalerweise och op engem CP oder engem Service central, an do ass eng Hausse, laut Rapport, vun 2000 bis 2007 - also, Här President, ech wollt dem Minister just dat zitiiere, wat den Här Rapporteur eis geschriwwen huet - vun 1.106 op 1.293; dat ass eng Hausse ongeféier vun 190, dat si manner wéi 10%.

Dat ass dat Eenzegt, wat ech gesot hunn. Ech hunn näischt wëlle falsch soen. Ech hu just hei d'Zuelen zitiiert vun den Inspekteren, déi do wierklech dann och attachéiert sinn.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Dat ass richteg. 200 Inspekteren an 100 Brigadiere an Offizéier. Mä all déi dräi Kategorië schaffen.

(*Interruption*)

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Et sinn net déi, déi um Terrain sinn.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Déi dräi Kategorië sinn och um Terrain, awer manner.

» **M. le Président.** - Merci. Elo huet dann den Här Klein d'Wuert. Här Klein, wann ech gelift.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng detailléiert Berichterstattung.

An de leschte Jore sinn hei zu Lëtzebuerg substanzuell Efforten ënnerholl ginn, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen. Et si vill juristesche Instrumenter geschafe ginn. De Polizeicorps ass opgestockt a perfektionéiert ginn. Dat huet ganz sécherlech och derzou bäigedroen, dass d'Sécherheetsgefill vun eise Bierger gestärkt ginn ass.

Dëse Projet de loi gesäit elo erëm eng Kéier vir, den Effectif légal vun der Police bis d'Joer 2015 vun 1.573 op 2.070 ze kréien, also ëm 497 Polizeibeamten ze erhéien.

Wann een déi plakeg Zuel betuecht, kann engem dat als vill oder als ze vill erschénge; a siwe Joer wiest d'Police grand-ducale personalméisseg ëm ee Véirel. Et muss een awer eng méi déif gräifend Analyse vun dëser Personalopstockung maachen.

De Statsrot huet am Kader vun dësem Projet de loi eng méi déif gräifend Analyse gefrot an huet gesot, déi hätt misse stattfannen, an e bemierkt: «(...) on aurait pu s'attendre à une analyse plus approfondie mettant en rapport la victimisation et la présence de la Police ainsi qu'à un bilan des effectifs de la loi de 1999 soumettant à un examen critique l'organisation adoptée».

Am Rapport ass opgeléicht, à titre indicatif, wéi vill zousätzlech Personal fir déi verschidde Services virgesinn ass, ouni dass déi eenzel Zuelen explizit justifiéiert gi sinn.

A sengem Avis seet de Statsrot, dass no dëser Erhéijung bis 2015 Lëtzebuerg eng méi grous Densitéit policière hätt wéi all seng Nopeschlänner a beriff sech dobäi op Chiffere vun 2001. Eng interessant Remarque, déi awer ze relativéieren ass, well anzweeschent vill vun onsen Nopeschlänner och méi Polizei agestallt hunn. Lëtzebuerg ass e souveräne Stat mat all deenen duerzou gehéierende Verflüchtungen, déi dagdeeglech vill Polizeibeamten an Usproch huelen, notamment d'Unité de garde et de réserve mobile.

Trotz feelender Analyse droen déi geplangte Personalverstärkunge villen lwwerleungen a Bemierkungen, déi d'Commission juridique an hirem Rapport am Kader vum Débat d'orientation zur Sécurité intérieure vum leschte Joer gemaach huet, zu engem groussem Deel Rechnung.

Et ass nämlech e Fait, dass munch Services vun der Polizei einfach ënnerbesat sinn. Ech denken do als Alleréisch u verschidde Commissariats de proximité a Centres d'intervention.

Den Effectif vun der Polizei muss an dëser Hisiicht adaptéiert ginn, fir der demographescher Entwécklung Rechnung ze droen an eng gesond Polizeipresenz um Terrain kënnen ze assuréieren. Ech begrëssen duerfir ausdrécklech, dass als éischt Prioritéit d'Verstärkung vun de Commissariats a Centres d'intervention virgesinn ass.

Dorobber bezunn hate mer an der Commission juridique am Rapport iwwert d'intern Sécherheet jo och scho festgehalten: «Un sous-effectif entraîne non seulement une désillusion de la population, qui est en droit d'attendre une présence policière dans un commissariat de proximité ou un centre d'intervention régional, mais aussi un coup au moral des effectifs, qui se voient confrontés à une charge de travail qu'ils savent ne pas pouvoir maîtriser nonobstant le recours à des heures supplémentaires».

C'est pourquoi une répartition des nouveaux effectifs dans les commissariats de proximité et les centres d'intervention doit devenir une priorité.»

Deen zweete Service, dee bei der Personalopstockung Virrang genéisst wäert, ass d'Police judiciaire, besonnesch am Hibleck fir méi effikass kënnen d'Wirtschaftskriminalitéit an déi sougenannte Cyberkriminalitéit ze bekämpfen, déi ëmmer méi un Importenz gewannen.

D'Police judiciaire muss duerfir dat néidegt Personal mat der néideger Ausbildung zur Verfügung gestallt kréien, fir géint des komplex a schwiereg Phenomeener besser virgoen ze kënnen; esou wéi d'Commission juridique et och an hirem Rapport scho gefuerdert hat.

Dëse Malaisé wäert an deenen nächste Joren duerch dëse Gesetzesprojet Rechnung gedroe ginn.

Méi Visibilitéit dobausse vun der Polizei geet Hand an Hand mat enger gudder Kommunikatioun vun der Police mat de Bierger. Duerch déi Visibilitéit vun de Polizeibeamten an engem verbesserten Accueil an de verschidde Polizeistatione kann d'Vertrauen an d'Police gestärkt an d'Sécherheetsgefill verbessert ginn. D'Personalopstockung an dësem Sënn ass e Schratt an déi richteg Richtung.

Här President, d'Sécherheetsgefill an der Bevölkerung huet sech déi lescht Jore verbessert, wann och nëmme licht; dat geet aus Émfroe vun der ILReS ervir, déi säit dem Joer 2001 am Optrag vun der Police grand-ducale all zwee Joer d'Sécherheetsemfanne vun der Populatioun analyséiert. Dës Statistike sinn awer mat vill Virsiicht ze genéissen, well d'Sécherheetsgefill vu subjektiver Natur ass a Statistiken nëmme bedéngt eppes aussoen.

Eng aner interessant Analyse geet aus dem Eurobarometer vum leschten Hierscht ervir. D'Lëtzebuurger gesinn d'Insécuritéit als sechstgréisste Problem un. Si ass domadder als manner urgent aklasséiert wéi bei eisen europäeschen Nopeschlänner, wou d'Sécherheetsbedenken oft um Punkt 2 figuréieren. Dëst léisst och drop hischleissen, dass et zu Lëtzebuerg mat der Sécherheet net ze schlecht bestallt ass.

Trotzdeem ass d'Délinquance am Joer 2007, an absoluten Zuele gesinn, net erofgaangen. Au contraire, si ass souguer méi staark geklomme wéi dat an de viregte Joren de Fall war. Statistiken am Rapport d'activité vum Ministère de la justice beleeeën dat. Waren am Joer 2006 nach 25.913 Gesetzeswidregkeeten - Verkéiersdelikter sinn do net abegraff - constatéiert ginn, esou sinn et der am Joer 2007 28.252; eng Hausse vu ronn 9%. Dobäi ass ervirzesträichen, dass besonnesch de Vandalismus, d'Abrech an d'Gewaltdelikter staark zougeholl hunn.

Wat sinn d'Ursaache vun dëser negativer Entwécklung? Verschidde Facteurs spillen eng Roll, ganz besonnesch:

1. D'Bevölkerung wiest, duerfir soen absolut Zuelen nëmme bedéngt eppes aus. Proportional zum Bevölkerungswuesstum ass d'Délinquance net vill geklommen.

2. Eng méi staark polizeilech Presenz an Opsicht zitt méi enregistriert Strofdote mat sech. D'Zuel vun der Délinquance camouflage hält of.

3. D'Hemmschwell bei der Gewaltuwendung senkt.

Dat muss ee bedenklech stëmmen, dass d'Hemmschwell bei Gewaltuwendung senkt. Et ass e Gesellschaftsphenomeen, deen ee preventiv a laangfristeg ugoe muss, wou d'Ursaache sozialer, wirtschaftlecher an institutioneller Natur sinn. Duerch eng Bildungspolitik, déi all Kand eng Chance offréiert, duerch effikass Structures d'accueil a Kannerbetreuer souwéi eng verantwortlech Sozialpolitik an Immigrationspolitik kann de Stat hei am beschten entgéintwierken.

Repressiv Gesetzestexte schreke sécherlech of, mä si erlaben et net, de Kär vum Problem unzepakten an ze léisen.

An anere Wieder muss d'Politik mat der Zivilgesellschaft op ville Fronte kohärent a vernetzt zesummeschaffen, fir dëse Phenomeen an de Grëff ze kréien.

Duerfir wëll ech e puer Wieder zu deenen ustehende Schoulerforme soen: Duerch een differenzéierten a méi individualiséierten Unterrecht avancéiert all Kand no sengem Rhythmus. Eng positiv Bewäertung an e kompetenzorientéierten Unterrecht stäerken d'Selbstvertraue vun de Kanner a gi jiddferengem eng reell Chance, am Liewen ze réusséieren, esou dass d'Erzéiung, d'Schoul zu der Reduzéierung vun der Délinquance wäert bäidroen.

D'Politik stéisst och un hir Grenzen. Eng gutt Erzéiung ass a bleift e wichtege Facteur, fir dass Kanner a Jugendlech net op déi falsch Bunn geroden. De Stat, deen hei eng komplementar Roll zu de Famillje spillt, kann net eleng fir d'Erzéiung vun de Kanner suergen. D'Familljen dierfen hei net déresponsabiliséiert ginn.

Ech erhoffe mer, dass duerch déi Personalverstärkung vun de Commissariater, de Centres d'intervention, der Police judiciaire an deenen anere Services vun der Polizei d'Kriminalitéit méi effikass nach ka bekämpft ginn an d'Sécherheetsgefill vun de Bierger sech verbessert.

Duerch dat neit Immigrationsgesetz via déi nei Bestëmmungen, déi jo haut hei verabschit gi sinn, gëtt d'Police vu jëtzege Aufgaben an deem Beräich entlaascht. Et ass och elo grad scho gesot ginn: Den Appel

vun de Gemengen un d'Polizei wäert och deemnächst noloossen, wann d'Kompetenze vun den Agents municipaux erweidert ginn.

D'Agents municipaux, ouni eigentlech eng Parallellpolizei ze forméieren, sollen de Pouvoir kréien, fir Avertissements taxés auszustellen bei Verstéiss géint determinéiert Bestëmmunge vu Gemengereglementer nieft Verstéiss am Stationéierungsberäich. Dat entlaascht d'Polizei vu mineuren Aufgaben, an doduerch ka se sech mat méi seriöse Missiounen ofginn. Et wäert och d'Gemenge méi berouegen, dass se och do en Echo fannen an dass se hir Reglementer méi wéi bis elo an der Vergaangenheet mat enger méi grousser Effikassitéit ausgefouert kréien.

Niewent de polizeileche Moosnamen dierfe mer och net vergiessen, an deenen anere Politikfelder weider um Ball ze bleiwen, fir eis Gesellschaft méi sécher ze maachen.

Mat dësem Projet de loi kréie mer e weidert Instrument an der Bekämpfung vun der Kriminalitéit an der Stärkung vum Sécherheetsgefäll fir eis Bierger. Duerfir gëtt och d'LSAP-Fraktioun hiren Accord zu dësem Projet de loi.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Très bien!

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Merci, Här Klein.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Wann Der nëmmen dräi heibanne sinn, mussen déi méi haart jäizen.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Deen nächste Riedner ass den Här Braz.

(Interruptions diverses)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - En ass amgang z'iessen.

» **M. le Président.** - De Minister wäert nolauschten.

(Interruptions diverses)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - En ass amgang, e puer Rouder ze vernichten.

(Interruptions diverses et hilarité)

» **M. le Président.** - Här Braz, wann ech gellift, huelt lech d'Wuert a maacht Ären Exposé. Merci.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wëll aganks fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Santer, Merci soe fir d'Aarbecht an der Kommissioun an och fir de schréfflechen a mëndleche Rapport.

Mir hunn also haut e Projet de loi op der Dagesuerdnung, deen den Effectif théorique vun der Police soll via Gesetz ofännere par rapport zum Gesetz vum 31. Mee 1999, no deem den Effectif 1.573 Unitéiten ass. Deen Effectif soll bis Horizont 2015 eropgoen op 2.070 Unitéiten.

Mir sinn als gréng Fraktioun, wéi d'Virriedner och, mam Statsrot net enger Meenung. Mir menge schon, dass de Wee iwwert d'Gesetz de richtege Wee ass, fir dës Modifikatioun virzehuelen. De Statsrot, deen a sengem Avis och déi eng oder aner méi kritesch Remarque gemaach hat, huet notament eng Formule gebraucht, déi bei de Kolléeg vum der Majoritéit net op schrecklech vill Begeeschterung gestouss ass. En huet nämlech geschriwwen, an dësem Projet de loi géif d'Regierung d'Image vun hirer Politique sécuritaire e bëssen erauskéieren.

Et ass wouer, dass d'Zuel vun de Polizisten gewuess ass, net nëmme mat dësem Gesetz. Wa mer d'Inspekteren an d'Brigadiere zuesammerechnen, leie mer vun 2000 bis 2007 bei enger Augmentatioun vu 25%. Woumat mer den Effectif théorique légal vum 99er Gesetz elo praktesch erfüllt hunn. Am Laf vum Joer 2008 misste mer eigentlech iwwert deen Effectif théorique kënnen erausgoen, wat och mat sech bréngt, firwat dass mer d'Gesetz dëst Joer nach musse stëmmen.

Opgrond vun dësem Gesetz sollen dann ab 2008 inclus bis wéi gesot Horizont 2015 nach eng Kéier ronn - den Här Klein sot 25%, mir kommen op - 33% Polizisten bäikommen. Ech mengen och, dass d'Augmentatioun éischter bei 33% läit, wat nach eng Kéier eng zolidd Augmentatioun ass.

De Virwurf vun der Politique sécuritaire, deen de Statsrot formuléiert, kéint d'Regierung enträften, wa se géif op déi Kritik agoen an eiser Meenung no och déi Zuelen, déi am Projet de loi uviséiert sinn, géif anescht begrënnen.

ler ech awer dorop aginn, wëll ech nach eng Kéier oder iwwerhaapt emol soen am Numm vun der grénger Fraktioun, dass mer d'lescht Woch op der Televisioun eng Interventioun vum Minister héieren hunn, vun där ech soe muss, dass se mech e bësse perturbéiert huet, an deem Sënn, well mer bis elo an de leschte Joren zumindest op Dossieren, déi am méi breede Sënn vum Wuert mat der Police, mat der Sécuritéit, mam Prisonsong ze dinn haten, an aller Regel probéiert hunn, eng sachlech Debatt ronderëm déi Froen ze féieren, eng Debatt ouni Ennerstellungen.

De Minister war méi wéi eemol och scho méi schlecht drun. Notament ronderëm d'Evasioun vum Nuka Kujtim an aner Episoden, déi zum Beispill am Prisonsong stattfonnt hunn. Mir haten an aller Regel eng Debatt an dësem Haus, déi wéi gesot relativ sachlech war a wou keng Ennerstellungen gemaach gi sinn.

Ech schwätze vun där Remarque vum Minister d'lescht Woch an engem Bericht op der Televisioun, an deem ech och zu Wuert komm war, fir d'Kritik vun der grénger Fraktioun virzedroen, déi Remarque, wou hie sënngeméis gesot huet, dass deene Leit, déi dat heiten elo net géife stëmmen, d'Sécherheet egal wär. Sou hutt Der lech ausgedréckt.

Ech muss lech soen, Här Minister, eis ass d'Sécherheet net egal!

» **Une voix.** - Dem Minister och net!

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Grad esou wéineg - huelen ech emol un - wéi se lech net egal ass.

Mir hunn eng Rei Leit an der grénger Fraktioun, déi a kommunale Responsabilitéite sinn an déi do och à ce titre eng Aarbecht maachen, déi am Beräich vun der Sécuritéit läit.

An ech muss soen, Här Minister, wann Der d'Debatt ronderëm dës Themen op deen doten Niveau wëllt hiewen, wann Der also jiddferengem, deen net mat allem, wat Der sot, an net mat allem, wat Der proposéiert, averstanen ass, ennerstellt, d'Sécherheet wär him egal, da kréie mer effektiv hei am Land ronderëm dës Themen an Zukunft eng aner Aart a Weis, fir mateneen ze diskutéieren.

Mir géifen dat bedauern, well mer halen dat heite fir e ganz seriöse Projet, e sensibele Sujet, wou ee soll probéieren, no Méiglechkeet mat sachlechen Argumenter ze begrënnen, firwat ee fir eppes ass a firwat een eventuell net fir eppes ass.

Mä den allgemenge Virwurf, dass hei Leit heibanne wieren, notament ënnert deenen, déi lech kritiséiert hunn, deenen d'Sécherheet, wéi Dir sot, egal wier, trëfft net zou. Et trëfft och net zou, dass Dir dann deen Eenzeg vläicht wiert, deem d'Sécherheet net egal wier.

A wann Der kucke gitt, wou wéi eng Aarbecht gemaach gëtt, da mengen ech, da wiert Der notament an deene gréissere Gemengen am Land, wou eng ganz Rei Kolléegen aus der Grénger Partei an der Verantwortung sinn, schlecht drun, ouni déi Zesummenaarbecht, déi an de leschte Joren op enger Rei och vu méi sensibele Punkte stattfonnt hutt, well déi Problemer hutt Der nach laang net eleng geléist kritt - nach laang net eleng geléist kritt!

A wa Problemer nach ze léise sinn, da läit deen Undeel un deene Problemer, déi ze léise sinn, méi héich bei lech wéi bei de Leit an de Gemengen, déi do Demandeur si fir Solutiounen, Solutiounen, déi Der haut nach net iwwerall konnt bréngen.

Duerfir menge mer, dass et besser wär, wa mer eis alleguerte géife beherrsche bei deem heiten Dossier an der Aart a Weis, wéi mer debattéieren, wéi mer elo nolauschten oder och net, wéi mer géifen an dësem Dossier also mateneen ëmspringen.

Dat doten ass eiser Meenung no net dee richtege Wee, wéi Der dat probéiert hutt, do op der Televisioun auszedrécken.

Dir hutt och bei där Geleeënheet gesot, Dir wäert och verwonnert iwwert déi Kritiken, well déi meescht kéime jo op Esch an an d'Stad. Ech hunn de Säitenhieb verstanen.

Wat awer net richtig ass! Prozentual kommen der genausou vill an d'Stad, et kommen der genausou vill op Esch, genausou vill op d'Kap, genausou vill op Miersch.

Et ass also net wouer, dass déi meescht dohinner kommen. Prozentual sinn d'Augmentatiounen iwwerall bei 30%. Et kommen der vill méi bei an der Police judiciaire, wat mir begrëssen; et kommen der vill méi bei der Police de la route. Et ass eng Augmentatioun am Beräich vun 72%, déi Augmentatioun, déi gemaach gëtt, wat also d'Capacitéit vun der Police, fir am Verkéiersberäich méi ze kontrolléieren, ganz zolidd wäert eropsetzen. Beim Flughafen komme 40% derbäi. Et ass also praktesch an all de Services, wou Augmentatiounen gemaach ginn, eng prozentual méi héich Augmentatioun wéi dat, wat an déi eenzel Kommissariater kënnt. Also war déi Ausso, esou wéi Dir se gemaach hutt, net richtig.

Eng drëtt Remarque: Et steet am Projet de loi, et géif uviséiert ginn, am Joer 2015, Horizont, déi Augmentatioun vun 500 Leit ofgeschloss ze hunn. Dat ass mat Sécherheet net méiglech, well mir hunn, wa mer 2008 nach mat berücksichtigten, siwen utile Joren, gutt gewëllt och nach acht, wann een oprënnt, a mir wëssen, dass d'Policeschoul ronn 60 Leit pro Joer ka fäerdeg forméieren. Dat mécht op acht Joer gerechent net grad 500 Agenten, déi kéinten duerch d'Policeschoul goen, also ofschléissen.

Allerdéngs feelt do eppes an där Rechnung, nämlech all déi Leit, déi am selwechten Zäitraum an d'Pensioun ginn, déi also d'Police verloossen. An dat sinn der och net wéineg. Bei engem Effectif vun 1.500, 1.600 Leit, a komm mer soe 35 Déngschjoren an der Moyenne an der Police oder och nach 40, da weess een, dass der téschent 35 a 40 pro Joer wäerten d'Police verloossen. Et wäert dann och en Deel vun den neien Agenten, vun den neie Polizisten, der Policeschoul zougewise ginn. Déi wäert also hir Capacitéit kënnen e bëssen eropsetzen am Beräich vun der Formatioun.

Mir wäerten also e bësse méi héich wéi 60 Leit pro Joer kënne goen, mä trotzdem, mat deenen Ofgäng, déi och all Joer ze verzeche sinn, wäerte mer mat Sécherheet net 2015 deen doten Effectif théorique erreicht hunn, an emol net am Joer 2020. Et ass also och net richtig ze behaupten, dass een 2015 all déi dote Polizisten schon derbäi hätt. Dat wäert mat Sécherheet net de Fall sinn.

Et ass virdru scho vun eenzelne Virriedner verwise ginn op déi Diskussioun ronderëm d'Sécuritéit intérieure, déi mer d'lescht Joer hei gefouert hunn. Do ass eng Motioun gestëmmt ginn, déi eng ganz Rei Saache beinhalt huet, an et ass drop verwise ginn, dass dëst Gesetz eng vun den Ëmsetzung wier vun där Motioun, déi mer gestëmmt hunn.

Et ass net eng vun den Ëmsetzungen, et ass déi eenzeg! Wann een déi Motioun eng Kéier duerchliest, wäert do eng Rei ganz pertinent Saache proposéiert ginn. Déi Motioun hat och eng breet Zoustëmmung hei am Haus fonnt. Bis elo huet d'Regierung nëmmen eppes gemaach: méi Leit. Dat heescht, de ganze Reformäifer, déi ganz Ambitioun, fir déi Aarbecht ze verbesseren, resultéiert no engem Joer doranner, déiselwech Aarbecht mat méi Leit ze maache wéi virun engem Joer. Dat ass keng grouss Ëmsetzung vun där Motioun, déi mer hei eestëmmeg ugeholl hunn.

Eis Kritik an deem, wat hei geschitt, ass net, dass mir soen, dass keng weider Polizisten, Inspekteren, Brigadiere géife gebraucht ginn. Mat Sécherheet net! Mir hunn eng Rei vun Engagementen, international Engagementer. Mir hunn eng Rei vu Gesetzestexter gestëmmt, déi et noutwendeg maachen, dass een eng Rei vun Agenten zousätzlech bäikritt. Dat ass ganz kloer. Mir wëssen och, dass am Beräich vun der Proximitéit nach ganz daitlech Verbesserungen ze maache sinn.

Wat mir awer bemängelen, dat ass, dass d'Regierung déi Zuel vu 500 Leit net ausräichend begrënnt huet. Si begrënnt dat zu engem Deel mat deene Saachen, déi ech elo genannt hunn. Dir invoquéiert souguer, Här Minister, de Centre de rétention, deen hei géif mat méi Leit zu Buch schloen. Dat ass an engem äusserst, äusserst kleng Mooss nëmme wouer. Wann iwwerhaapt ee muss dostoen, esou ass dat fir eng Rei Leit eng nei Informatioun gewiescht, dass do d'Polizei misst present sinn. Mä Dir begrënnt en Deel vun deene 500 Leit mat deenen elo genannten Argumenter vun den internationalen Engagementer respektiv Gesetzer, déi mer gestëmmt hunn.

Wat elo en aneren Deel vun deene 500 Leit betrëfft, esou gëtt do pauschal op eng Augmentatioun vun der Populatioun, op en Zou-

huele vun der Zuel vu Leit, déi sech daagsiwwer hei zu Lëtzebuerg ophalen, verweisen. Zu deenen Zuelen, déi elo am Rapport virleien, ass och ze soen, dass déi Zuelen net beim Projet de loi derbäilouchen. Dass iwwerhaapt Zuele genannt gi sinn, fir ze wëssen, wéi eng Services sollen em wéi vill Unitéiten opgestockt ginn, ass domadder ze erklären, dass déi nëmmen hei geliiwert gi sinn, well déi gréng Fraktioun an der zoustänneger Kommissioun dat gefrot huet. D'Regierung selwer huet et net fir utile ugesinn, fir eng Augmentatioun vun der Police 500 Unitéiten, 33%, ze begrënnen mat der Affektatioun vun deene 500 Leit. Eréischt op Nofro hi krut d'Parlament Zuelen zougestellt, a wéi enge Services solle wéi Leit bäikommen. Dat geet awer als Begrënnung nach net duer.

Dat Zweet, wat feelt - dat ass awer e wesentleche Punkt an dat huet och de Statsrot a sengem Avis, wéi mir fannen zu Recht, bemängelt -, dat ass, dass ee seet, wéi e Problem mer léise wëllen an dann och genee erkläert, wéi vill Leit noutwendeg sinn, fir dee Problem ze léisen. Wann ee seet, mir hunn e Problem an deem Beräich, an dësem Secteur, da sollt ee fir d'éischt analyséieren, wéi eng verschidde Moyenen een huet, fir dee Problem ze léisen, mat preventiven Instrumenter, mat Mesuren aus anere Ministären, aus aneren Departementer, mat ONGen, an duerno eréischt sollt ee kucken, wat déi Part résiduelle ass, déi tatsächlech muss mat Leit aus dem repressive Secteur - an där wäerten der mat Sécherheet och derbäi sinn - kënne geleescht ginn.

Déi Analys do hätt och e Bilan vun der aktueller Policeaarbecht misse beinhalt, well do leeft jo net alles wéi een et gären hätt, do si jo och Schwierigkeiten, dat hu mer d'lescht Joer bei där Diskussioun ronderëm d'Sécuritéit intérieure erausfonnt. Et hätt ee sech also och, eiser Meenung no, misse mat engem Deel Bilan beschäftegen, an et hätt ee misse d'Problemer kloer benennen, déi ee wëllt léisen, an dann hätt ee sech kënnen am Detail doriwuer ennerhalten, wéi eng Moyenen de Stat muss affektéieren, y compris Moyens policiers - mä net nëmme Moyens policiers -, fir deenen dote Problemer kënne bäizekommen.

Lëtzebuerg ass e liberaalt Land, et ass en oppent Land, e fräit Land, wou am Prinzip Vertrauen an d'Bierger gestallt gëtt, wou ee grondsätzlech dovun ausgeet, dass een de Bierger ka vertrauen, a wou een net grondsätzlech dovun ausgeet, dass d'Problemer nëmme mat Police kënne geléist ginn. Dat ass wuel net ze évitieren, mä et ass net den éischte Wee, et ass dee leschte Wee. Déi doten Analys, déi dote kloer Aussoen, déi doten Äntwerten, déi ass d'Regierung schëlleg bliwwen.

Mir stellen eis just eng Sekonn vir, dass en anere Minister aus engem aneren Departement an eng Commission juridique oder an déi zoustänneg Commission parlementaire géif kommen a soen: Ech brauch fir meng Verwaltung eng Augmentatioun iwwert déi nächst siwen, acht Joer am Beräich vun 33%, an e géif e Projet de loi maache wou e seet: Ech hätt gär fir meng Verwaltung 33% bäi. Ech géif gäre gesinn, ob et iergendeen Departement géif ginn, wat esou duerch d'Parlament kéint spadséieren.

Hei ass spadséieren dat falscht Wuert, well dat ass och nach an engem ganz séieren Tempo gaangen: Den Dépôt war den 21. Abréll an de Vote den 9. Juli. Dat si knapps zwee an en hallwe Mount fir eng Augmentatioun vun 33% an Ärer Verwaltung.

Eigentlech misst een lech bal dofir félicitéieren. Dir hutt do eppes fäerdeg bruecht, wat ni méi en anere wäert fäerdeg bréngen. Ni méi, well keen anere Minister kéim an eng Kommissioun an hei virum Parlament duerch, wann dee géif kommen a soen: Ech sinn zoustänneg fir d'Sécuritéit sociale oder fir Sozialpolitik oder fir Aarbechtsmaartpolitik, ech hätt elo gären 33% bäi. Déi géift Dir net kréien. Dee misst, fir nëmmen ee bäizekréien, dräi Säiten Argumentaire am Detail développieren, an hie wier frou, wann hie laanscht en Audit kéim, ier hien deen dote géif kënne kréien.

Dat fanne mir och normal, dass een dat muss begrënnen. Wann ee méi Moyene wëllt, an et läit keng Fiche financière derbäi, mam Verweis, dass dat dann all Joer iwwert d'Loi budgétaire geschitt, ass dat trotzdem net richtig. Et wier méi richtig gewiescht, dat unhand vun enger Fiche financière ausweisen an ze soen: Dir musst mat enger Augmentatioun a folgendem Mooss vun den Dépense wéinst der Polizei iwwert déi nächst Jore rechnen. All anere Minister wär domadder hei net duerchkomm, an zu Recht.

Mir fannen eben - an dat ass eis Kritik -, dass Dir d'Argumenter net geliwwert hutt, fir ze soen: Dat ass de Problem, dat sinn déi

verschiede Moyenen, déi de Stat huet, mir wëlle se esou an esou opdeelen iwwert déi nächst Joren, an dat ass den Deel, d'Part policière, dee mer wëllen asetzen. Dann hätt Dir och mat Sécherheet eis Zoustëmmung kënnen kréien, wann dat propper a korrekt begrënnt gewiescht wier. Mä dat ass net de Fall, an domat hu mir e Problem.

Duerfir wëlle mer och haut zwou Motiounen déposéieren un d'Adress vun der Regierung. Eng éischt betrëfft de Verweis op aner Haiser an de Verweis op ONGen, déi am Beräich vun der Délinquance juvénile, vun där sougenannter petite délinquance an aner nach schaffen. Am preventive Beräich kann ee mat Sécherheet ganz vill maachen an esou verhënneren, dass déi Leit herno an de Giron vun der Police, an de Giron vun der Justice zum Deel eran- an erfogezu ginn, mat all deem, wat dat fir déi Leit an der eegener Biographie bedeit. Mir mengen also, dass et do besser Moyene gëtt.

D'Police affichéiert och de Wëllen, selwer preventiv Aarbecht ze maachen. Dat ass sécher luewenswäert, mä et ass net un der Police, dat als Éischt ze maachen. Preventiv Aarbecht mussen aner als Éischt maachen, mat aneren Aarbeitsmethoden, déi aus dem Sozialberäich, aus der Sozialpolitik erauskommen. Do mussen och Moyenen investéiert ginn, an duerfir proposéiere mer der Regierung, dass se bis 2015 an deenen dote Beräicher deene Verwaltungen an deenen ONGen, déi do aktiv sinn, eng Augmentatioun vun de Moyenen zur Verfügung stellt an darselwechter Proportiou wéi dat, wat elo d'Police zur Verfügung gestallt kritt.

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement a proposé à la Chambre de porter l'effectif légal de la Police de 1.573 unités à 2.070 unités (policières et civiles) en 2015;

- considérant que même si le travail de police peut comporter des éléments d'activités préventives ces missions préventives ne doivent en règle générale pas être dévolues aux forces de l'ordre;

- constatant que l'évolution de ce qu'il est convenu d'appeler la petite délinquance, de la délinquance juvénile et des actes de vandalisme n'est pas suffisamment prise au sérieux, ce qui aboutit souvent à confiner les auteurs de ces actes dans leur situation entraînant la répétition de ces actes;

- soulignant que ces faits sont souvent l'acte de personnes marginalisées agissant seules ou en groupe;

- soulignant que la prévention et le suivi social de proximité sur le terrain sont le meilleur moyen pour améliorer durablement la situation;

- que les moyens financiers et surtout humains prévus pour ce travail restent insuffisants;

invite le Gouvernement

- à augmenter jusqu'en 2015 les moyens globaux mis à disposition des organisations et administrations chargées du travail socio-éducatif lié à la prévention de la petite délinquance et des différentes formes de délinquance juvénile (p.ex. «streetworkers») et du suivi social de ces personnes dans les proportions de l'augmentation aujourd'hui accordée aux services de la Police grand-ducale.

(s.) Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Eng zweet Motioun - an da sinn ech scho fäerdeg, Här President - ass, fir nach eng Kéier op déi Diskussioun anezogee vun den Agents municipaux. Och dat huet eng Inzidenz op d'Zuel vun de Polizisten, déi gebraucht ginn. Mir hunn an der Chamber d'lescht Joer an der Motioun bei der Debatt iwwert d'Sécurité intérieure iwwert d'Agents municipaux geschwat a gesot, dass een do endlech misst weiderkomme mat de Kompetenzen, déi déi Leit kënnen hunn am Beräich vun de Règlements généraux communaux de police, am Beräich vun der Hygiène, am Beräich vun der Circulatioun beispillsweis an de Foussgängerzonen, am Beräich vun der Vente sur trottoirs oder op Terrassen, an enger ganzer Partie Hygienesberäicher, wou nach Kompetenze bäikomme kënnen.

Deemno wéi déi Diskussioun do ausfällt, brauche mer déi Effektiver net am Beräich vun der Police. Also fuerdere mer d'Regierung elo op, e Projet de loi op den Dësch ze leeën a Fierf ze bekennen op där doter Fro an endlech och déi zwee Règlements grand-ducaux ze produzéieren, déi zënter 1988 am Artikel 99 vun der Loi communale drop waarden, endlech Realitéit ze ginn am Beräich vun den Agents municipaux.

Mir erwaarden och, dass d'Police, wann déi Diskussioun mat den Agents municipaux weidergeet, derfir suert, dass d'Police an deene Gemengen, wou keng Agents municipaux sinn - well dat sinn nach ëmmer déi meescht -, awer hir Aufgabe wouerhëlt, well et ass an deem dote Beräich, wou d'Police haut sech ganz schwéierdeet, all déi Missiounen kënnen ze erfëllen.

Mir fuerderen d'Regierung och op, wann déi Diskussioun iwwert d'Agents municipaux fäerdeg ass, dat och ze berücksichtegen an hirer Tabelle de recrutement vun der Police, well dat eent huet mat deem aneren ze dinn an et kënnen net op all de Fronten ëmmer nëmme permanent Augmentatiounen gemaach gi vun der Zuel vun Agenten.

#### Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le contrôle du respect de nombreux règlements communaux est de la compétence de la Police grand-ducale;

- constatant que la Police grand-ducale peine à remplir ces missions;

- considérant que les agents municipaux pourraient utilement épauler les forces de la Police grand-ducale dans l'exécution de certaines de ces missions;

- soulignant que le règlement grand-ducal déterminant les conditions de formation, de recrutement et de rémunération des agents municipaux ainsi que le règlement grand-ducal fixant les conditions dans lesquelles les agents municipaux pourront constater des contraventions aux règlements communaux font toujours défaut;

- rappelant sa motion votée le 4 juillet 2007 dans le cadre du débat sur la sécurité intérieure;

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais un projet de loi sur l'extension des compétences des agents municipaux au respect d'un certain nombre de règlements communaux (p.ex. ceux relatifs à l'hygiène, aux foires et marchés, aux terrasses et ventes sur trottoirs, à la circulation dans les zones piétonnes ou encore à la police des bâtiments) et les règlements grand-ducaux prévus à l'article 99 de la loi communale;

- à aviser la Police grand-ducale ainsi déchargée de mieux assurer le respect des règlements communaux dans les villes et communes qui ne disposent pas d'agents municipaux;

- à tenir compte de l'évolution des compétences et du nombre des agents municipaux dans le recrutement des agents de la Police grand-ducale.

(s.) Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Mat deene Remarque soen ech fir déi gréng Fraktioun, dass mer also eis Zoustëmmung zu dësem Text net ginn an eis beim Vote wäerten enthalen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Statistike vun Eurostat kuckt, da gesäit een, dass hei zu Lëtzebuerg, wat d'Crimes et délits violents ugeet, eng konstant Steigerung an de leschte Jore war vu 5%. Dat heescht vu Crimen an Delikten, wou iergendwéi Gewalttaten ugewannt gi sinn. An där ganzer Zäit sinn d'Policeeffektiver liicht gestigen.

Mä wou si se gestigen? Uewen an der Administratioun, notament am Service presse et relations publiques, do sinn d'Effektiver gestigen. Do, wou se net gestige sinn, dat ass an de Kommissariater, also do, wou d'Aarbecht um Terrain muss gemaach ginn.

Ech wëll do nuren d'Gare als Beispill huelen. Do ass den Taux vu Kriminalitéit am héchsten hei am Land. Do ass an de leschte Jore keen ee Mann bäikomm an deem Service, obwuel d'Kriminalitéit do spronghaft an d'Luucht gaangen ass.

Resultat: D'Police kann nure méi reaktiv wierken, dat heescht wierken, wann iergendeng Infractionen muss constatéiert ginn. Si huet do um Terrain preventiv iwwerhaapt keng Aktivitéit méi.

Dat ass de Bilan gewiescht vun de leschte véier Jore. Duerfir verstinn ech och, dass d'Regierung gesot huet, elo musse mer ee Joer virun de Wahlen awer en Effet d'annonce maachen a soen, mir géifen awer elo nees Personal astellen.

Et ass och eng Noutwendegkeet, fir erëm anzustellen, mä nach muss ee sech d'Fro

stellen, ob dat an de richtege Proportiouen ass. D'Regierung ass higaangen an huet d'Evolution vun der Population active als Argumentaire geholl. Si huet also gesot, well ëmmer méi Frontalieren do sinn, musse mer méi Polizisten engagéieren.

Dat zitt dann no sech, dass zum Beispill d'Effektiver vun der Stroossepolizei ëm 71,43% solle steigen, en nombre absolu 30 Unitéiten. Datt een d'Effektiver vun der Police muss héije wéinst der Augmentatioun vun de Frontalieren, schéngt mer elo awer eng falsch Approche ze sinn.

Woufir? Well, wa mer effektiv nach weider an den nächste Jore 5 bis 6.000 zousätzlech Frontalieren an d'Land schaffe kréien, da brauche mer iwwerhaapt keng Police de la route méi, well da steet d'ganz Land hei am Stau.

Duerfir wëll ech also just soen, dass ee mat esou Zuelen a Vergläicher vun der aktiver Bevölkerung op jidde Fall éischer e konträert Argument géif fannen.

Par contre hunn ech mer dunn erlaabt, fir d'Effektiver vun der Police ze vergläiche mat der Populatioun. Do hate mer also ee Polizist op 364 Leit - dat war am Joer 2000. Den 1. September 2007 hate mer der 1.519, dat mécht ee Polizist op 313 Awunner.

Wann déi Projektione vum Statec richtege sinn, dass mer am Joer 2015 500.000 Awunner hätten, a wann de Projet de loi gestëmmt gëtt, wieren et 2.070 Polizisten, da géif dat ee Polizist op 242 Awunner maachen, wat also eng staark Augmentatioun vun der Densitéit policière duerstelt.

Am Vergläich...

» **Une voix.** - Zielt Der d'Frontalieren net mat?

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech huelen d'Frontalieren net mat, well ech gesot hunn, dass dat e falscht Signal ass.

Ech hunn d'Zuele vun der Belsch a vu Frankräich geholl: Do leie mer bei 269 respektiv 267 Awunner fir ee Polizist.

Mir kënnen also mat där Augmentatioun vun der Police d'accord sinn, mä mir reservéieren ons, fir verschidden Adaptatiounen a Prioritéiten vun der Regierung, wou dat zousätzlech Personal agesat soll ginn, Joer fir Joer awer kritesch ënnert d'Lupp ze huelen.

Fir ons ass kloer, fir d'Éischt sollen d'Polizeieffektiver do gehéicht ginn, wou et absolut noutwendeg ass, dat heescht an de Kommissariater, do, wou d'Kriminalitéitsraten a konstanter Augmentatioun sinn. Dat schéngt mer absolut prioritär ze sinn.

Da muss een awer och soen, dass Dir mat deem Effet d'annonce, deen Der hei maacht, eng Planifikatioun annonciéiert, déi een och gutt kann novollzéien. Mä Dir wäert domadder awer bei Ären anere Kolléeg Ministeren héchstwahrscheinlech och Leit fannen, déi soen: Majo, ech bräicht och e Plan de recrutement pluriannuel fir déi nächst Joer.

D'Fro, déi sech stellt, ass: Wou fanne mer all déi Leit? Dat ass eng vun deenen Debatten, déi awer och nach eng Kéier muss gefouert ginn, well déi Leit hei musse jo net nure Lëtzebuurger sinn, d'letzebuergesch Nationalitéit hunn, si mussen och nach en Exame packen.

Wa mer elo scho bei deem Exame sinn, da wëll ech och drop hiweisen, dass e gudden Deel vun onser Populatioun sech iergert iwwert déi Aart a Weis, wéi verschidden Dealer vun der Police, notament d'Police de la route, mat hinnen ëmsprangen, deen Ablack wou eng Infractionen constatéiert gëtt, wéi en Délit de vitesse.

#### (Interruption)

Do mengen ech, dass et heiansdo misst e Cours de formation gi fir Verschiddener. Wann ee mat 180 à l'heure duerch eng Stad fiert, da verstinn ech, dass den Toun e bësseleche méi sec ass, wéi wann ee mat engem liichten Dépassement de vitesse an der Stad fiert,...

» **Une voix.** - Mam Vélo!

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...wat jo och relativ exzessiv ass, wat och eng Infraction ass, déi och protokolliéiert soll ginn, mä nach mengen ech, dass awer - le ton fait la musique - fir d'Akzeptanz bei der Bevölkerung do en aneren Toun ugeschloer misst ginn.

#### (Interruption)

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Da wëll ech nach op eppes hiweisen, wat hei aus der Press erauskomm ass a wat ech och nach gentiment vun der Police geschéckt kritt hunn. D'Police huet am Mount

Juni eng Campagne de sensibilisation gemaach - esou huet se dat genannt - fir d'Motocyclisten.

Ech hat geduecht, déi Campagne de sensibilisation, dat wier, d'Motorradfuerer unzehalen an eventuell e klengen Trakt ze iwwerreechen, fir ze soen: Wann ech gelift, passt op. Dir musst déi an déi Reglementer respektéieren.

Wat awer geschitt ass, dass ass, dass d'Leit wuel esou e klengen Trakt kritt hunn, mä d'Polizisten hunn an engems 715 Verstéiss an zwou Woche festgehalten. Dat nennen ech net eng Campagne de sensibilisation, dat nennen ech eng Campagne de répression.

Dat mag sinn, mä ech hätt se no der Campagne de sensibilisation gemaach, dat heescht fir d'Éischt d'Leit gewarnt an opmierksam gemaach op verschidde Saachen, ier een da ganz repressiv wierkt.

Wat d'polizeilech Prisongseffektiver ugeet, also déi Polizisten, déi sech ëm de Prisong këmmere, och do muss ee vläicht iwwerleeën, ob een net eng Alternativ féint dozou. Well wann een heiansdo gesäit, wat fir en Opwand d'Police muss maachen, fir eng Persoun vum Prisong bei de Juge d'instruction ze bréngen, dass een d'Helikopteren do huet, dass et schwaarz vu Leit ass, Leit mat Masken a Gewierer, do froen ech mech, ob et net besser wier, wann een dem Juge d'instruction eng Indemnitéit géif ginn, fir dass e mam Greffier bei de Prisonnier an de Prisong fiert, anstatt mat der Polizei de Prisonnier vum Prisong bei d'Gericht ze féieren.

» **Une voix.** - Et mengt een ëmmer, et wier Halloween.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Effektiv froe sech d'Leit mat Ablécker, ob e Film gedréit gëtt hei zu Lëtzebuerg.

Duerfir mengen ech, dass een do och Effektiv kéint aspieren duerch eng aner Organisatioun. Ech gleewen och, dass eis Juges d'instruction net onbedéngt dergéint wieren, fir sech ze déplacéieren.

Natierlech, wann e Prisonnier muss op d'Gericht kommen, dass dann den Transport muss geschéien, dass ass jo bien entendu an der Rei, mä fir déi Enquêté beim Juge d'instruction muss ech awer heiansdo soen, dass do munches exzessiv ass.

Dat gesot, Här President, wëlle mir als ADR Jo soen zu deem Projet de loi, mä et ass en „Jo, mä“. Mir behalen ons d'Recht vir, fir all Joer ze kucken, ob déi Effektiv, déi gebraucht ginn, op déi richtege Plaz gesat ginn an ob déi richtege Prioritéit gesat ginn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Dann huet nach den Här Jaerling d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. D'Fro stellt sech: Wëlls de Sécherheet oder wëlls de keng? Et ass kloer, dass all Mënsch seet: Jo, ech wëll Sécherheet.

Da stellt déi zweet Fro sech: Wéi kënnen mer déi Sécherheet organiséieren? Do gëtt et zwou Méiglechkeeten. Déi éischt a fir mech op jidde Fall wichtegst Phas ass d'Preventioun. Et muss an d'Preventioun investéiert ginn, fir dass d'Leit sech emol un alleréischer Stell kënnen selwer hëllef, fir sech ofzesécheren. Hei ass elo méi oder wéineger déi gross Kriminalitéit ugeschwat ginn, mä ech sinn awer éischer der Meenung, dass d'Leit méi geplot si mat deene klengen Delinquenzen, déi aus verschiddenen Ursaache stattfannen, wéi mat der grousser Kriminalitéit.

A wann s de da sees, méi an d'Preventioun investéieren, dann ass et kloer, dass een déi Motioun vun deene Gréng muss ënnerstëtzen, fir am socioéducativ Beräich emol un alleréischer Stell méi ze investéieren, well eben déi Leit an der Preventioun schaffen, besonnesch am Drogeberäich, wou awer wierklech elo déi meeschten Delinquenz hierkënt a wou och déi meeschten Délitéit stattfannen.

Wann s de dann natierlech sees, bon dernewent braucht de och nach dat repressiv Organ, fir d'Bierger awer ze schützen, da kann een och domadder d'accord sinn a soen, okay, wann elo d'Regierung der Mee-

nung ass an och d'Leit dobaussen der Mee-  
nung sinn, dass mer méi Poliziste brauchen,  
fir d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren,  
da kann een net dergéint sinn.

Mä woumadder ech awer net kann d'accord  
sinn, dat ass, dass mer elo hei eng Fuerde-  
rung hunn, déi erëm a Richtung geet, wou  
mer elo erëm eng Gemengepolizei wëllen  
aféieren, déi mer jo awer ofgeschaaft hu  
mat der Fusioun vu Polizei a Gendarmerie.

Ech kann einfach net domat d'accord sinn,  
dass mer elo den Agents municipaux méi  
Attributiounen ginn, déi an de Polizeiberäich  
eraginn. Domadder kann ech net d'accord  
sinn.

Ech sinn d'accord, dass d'Agents municipaux  
sollen e Statut kréien, wou kloer hir  
Chargen definéiert sinn, mä déi duerfen op  
kee Fall an d'Richtung goe vu Polizeikom-  
petenzen. Domadder kann ech net d'accord  
sinn, an dat léist och d'Problemer net.  
Wann ee gesäit, wat déi Agents municipaux  
alles mussen iwwer sech ergoe loossen, dat  
sinn elo schonn d'Buhmännercher an de  
Strossen vun de Gemengen, déi där Agents  
municipaux hunn. Wa mer déi dann nach an  
aner Richtunge schécken, wéi elo hei ge-  
fuerdert ass, da wär dat dee falsche Wee an  
dat géif de Leit och net hëllefen.

Duerfir sinn ech d'accord, hinnen e klore  
Statut ze ginn, wou hir Kompetenze fest-  
geluecht ginn, mä et dierf op dee Fall a  
Richtung goen, dass se Kompetenze  
kréien, déi an d'Richtung vun der Polizei  
ginn. Dat wär dee falsche Wee.

» M. le Président. - Merci, Här Jaerling.

(Interruption et hilarité)

D'Wuert huet den Här Minister Luc Frieden.

» M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hä-  
ren, ech maachen et kuerz, éischters well  
ech wierklech no zwielef Stonnen Aarbecht  
e kleng Maufel muss iessen, soss falen  
ech wierklech vun de Been.

(Hilarité)

Dee Maufel huet den Här Braz mer net er-  
laabt ze huelen.

Dat Zweet ass, ech stelle mat grousser Sa-  
tisfaktioun fest, dass kee vun den Inter-  
nanté sech géint dëse Projet de loi aus-  
schwät huet. Dëst ass e ganz wichteg Ge-  
setz fir d'Zukunft vun eisem Land. Mir pre-  
paréieren hei een Element vun de Grond-  
aufgabe vum Stat, nämlech d'fir ze suer-  
gen, dass d'Zesummeliewe méiglech ass,  
datt een domat och eng gewësse Sécherheet  
huet, dass mer eis eng Perspektiv ginn, wéi  
mer déi Police am Horizont 2015 wëllen  
ausbauen an organiséieren.

Et ass eng Tatsaach, dass d'Zuel vun de Leit,  
déi hei am Land wunnen a schaffen, stän-  
neg eropgeet. Dat féiert mat sech, dass ee  
muss kucken, dass déi Regele vum Zesum-  
meliewen och op iergendeng Aart a Weis  
respektéiert ginn an dat een do ass, dee  
sécherstellt, dass déi Regele respektéiert  
ginn. Dat ass nun emol eng Aufgab vun der  
Police.

Dat Zweet, dat ass, et kommen dauernd nei  
Missiounen fir d'Police bäi. Ech denken un  
d'DNA-Spuren - Saachen, déi mer viru Jore  
guer net haten - an d'Sécherheitsmooss-  
namen um Flughafen, eiser eenzeger Baus-  
segrenz, déi haut anescht muss gemaach  
gi wéi dat viru 20 Jore de Fall war.

Mä viru allem gétt et eng absolut Prioritéit  
an deenen nächste Jore. Ech hunn domat  
schonn dat lescht Jore ugefaangen, an dat  
geet esou weider. Nodeem mer déi regional  
an déi national Servicer an de leschte Jore  
mat Leit dotéiert hunn, muss déi absolut  
Prioritéit sinn, déi Polizeidéngschter mat  
zousätzleche Leit ze dotéieren, déi no bei  
de Wunnengen an den Aarbechtsplaze  
sinn, dat heescht déi sougenannte Centres  
d'intervention an d'Commissariats de proxi-  
mité.

Firwat déi grouss Zuel vu Leit? Bei der Po-  
lice dierf een net vergiessen, dass contraire-  
ment zu villen anere Verwaltungen d'Leit si-  
wen Deeg op siwen a 24 Stonnen op 24

musse schaffen. Dat heescht, déi Zuel hei  
ass net ze vergläiche mat Zuele bei dem  
Gros vun deenen anere Verwaltungen, déi  
just am Dag schaffen. Dës Verwaltungen  
schaffe permanent, an duerfir sinn déi Zif-  
feren och méi substanzuell, wéi dat vläicht bei  
anere Verwaltungen de Fall ass.

Derbäi kënnt, wéi jo hei rappeléiert ginn  
ass, dass dat hei eng Autorisatioun ass vun  
der Chamber fir iwwer déi nächst Jore déi  
Leit anzustellen. Ech mengen, dass mer  
grondsätzlech pro Joer, wa mer eis vill Méi  
ginn, maximal 60 Leit kënnen astellen, well  
mer grosso modo 60 Leit an der Polizei-  
schoul och ausgebild kréien. A mir hätte jo  
och gär Leit, déi hir Aarbecht op eng seriö  
Aart a Weis maachen.

Natierlech sinn awer och déi national Aufga-  
ben, wéi de Service de police judiciaire,  
wichtig Punkten niewent der Proximitéits-  
police. Et gétt eng Rei Affären, déi kompli-  
zéiert kriminell Enquêté verlaangen, déi gutt  
qualifizéiert Leit verlaangen a vill Leit, fir  
datt een an deenen Enquêté weiderkënn, an  
duerfir muss och dee Service gréisser aus-  
gebaut ginn.

Déi Zuel vu 500 Leit ass net einfach esou  
eng Kéier entstanen, andeem ech gesot  
hunn, elo schreiw mer 500 Leit dran. Dat  
ass d'Resultat vun enger Evaluatioun, déi  
mer an deene leschte Jore gemaach hunn  
iwwer dat, wat bei der Police bis elo ge-  
schitt ass zënter der Fusioun am Joer 2000.  
Et ass eng Analys gemaach gi wéi gesot  
vun de Besoinen, déi mer hunn an der  
Proximitéitspolice, a vun der Evolutioun vun  
eiser Bevölkerung.

Duerfir ass déi Zuel eng ganz konkret Zuel.  
Et ass eng Zuel, déi selbstverständlech net  
eleng dierf gesi ginn, dat war mer ëmmer  
kloer, an ech soen dat och viru allem als  
Budgetminister.

Ech hunn och ëmmer an deene leschte Jo-  
ren ënnerstëtzt, dass mer an deene Beräi-  
cher, wou sech ëm déi schwierig Fäll, méi  
schwierig Leit an eiser Gesellschaft be-  
këmmert gétt - wéi am Sozialberäich, am  
preventive Beräich, sief dat am Beräich vun  
der Santé, am Beräich vun der Famill, vum Fa-  
milljeministère an och an anere Beräicher -,  
Leit bäisetzen, déi der Police kënnen hëlle-  
fen, um preventive Plang eng Rei Problemer  
ze léisen. Dat muss souguer net ëmmer  
schwierig Fäll sinn, et kann och einfach  
d'Jugendarbecht sinn.

Ech hunn ëmmer d'fir gesuergt, och als  
Budgetminister, dass zum Beispill am  
Sportsberäich zousätzlech Leit bäikomm  
sinn, well do ganz vill super gutt Aarbecht  
gemaach gétt, déi et évitéiert, dass herno iwwer-  
haapt Problemer an der Gesellschaft  
entstinn. Duerfir muss een also och den En-  
cadrement vun deene Jonken an deene  
Beräicher vu staatlécher Säit weider be-  
gleeden. D'Sozialaarbechter sinn also erop-  
gaangen a mussen weider eropgoen.

Zweetens muss d'Magistratur weider erop-  
goen. A menger Amtszäit ass dank Geset-  
zer, déi d'Chamber gestëmmt huet - zwee-  
mol; zwee pluriannuel Programmer -, d'Zuel  
vun de Magistraten och ëm 30% geklomm-  
en.

Drëttens ass et och ganz kloer - an do hat  
ech ganz gutt Gesprécher ënner anerem  
mam Syvicol -, dass mer eis eens driwwer  
sinn, dass mer den Agent-municipauxen, de  
sougenannten „Pecherten“, am Beräich vun  
de Gemengereglementer zousätzlech Kom-  
petenze ginn, ouni dass dorausser eng Ge-  
mengepolice entsteet; well déi Leit ginn och  
net arméiert, mä déi kënnen bei enger Rei  
vun Infractiounen, déi am Gemengeregle-  
ment stinn, Avertissement-taxéé ginn.

Ech hu scho viru Längerem annoncéiert, ze-  
summe mam Kollege Innenminister, dass  
nach viru der Summerpauze en diesbezüg-  
leche Projet an de Regierungrot kënnt. Ech  
kann lech also soen, dass viru Enn des  
Mounts dee Projet wäert am Regierungrot  
ofgeseent ginn.

D'Fräiheet an d'Liewenqualitéit ass eist Zil.  
Dëst Gesetz bréngt eis e gutt Stéck weider  
op deem Zil. Duerfir soen ech der Chamber  
Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung, déi  
dëse Projet heibanne fënn.

Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Minister.  
Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum  
Vote vum...

(Interruption)

Pardon?

» M. Félix Braz (*DÉI GRÉNG*). - Parole  
après ministre. Ech wollt soen, ech muss am  
Numm vun der grénger Fraktioun och no  
dësen évasiven Erklärungen vum Minister,  
déi méi mat Kommunikatioun wéi mat Argu-

mentatioun ze dinn haten, nach eng Kéier  
soen, dass mir et bedauern, dass de Mi-  
nister erëm eng Kéier net bereet ass, op déi  
Kritiken an Argumenter anzegoen an ze  
soen, wou da genee déi Problemer sinn, déi  
ze léise sinn. Mir fannen dat heiten nach  
eng Kéier de falsche Wee.

De Minister seet „ouni Géigestëmm“. Dat  
ass richteg, mä Dir kritt och keng Unanimi-  
téit op dëser Fro, well Der se net begrënt  
hutt, well Der lech et wëllt ze liicht maachen.  
Dir bleift och elo nach eng Kéier mat Ären  
Erklärungen évasiv. Et géif mech och inter-  
esséieren ze héieren, wat d'Attitud vun der  
Regierung zu deenen zwou Motiounen ass.

» M. le Président. - Den Här Minister zu  
de Motiounen, wann ech gelift.

» M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Also, éischters emol iwwerloossen  
ech dem Här Braz seng Jugementer iwwer  
meng Argumentatioun zum Projet de loi.

Et gétt éischters emol en Exposé des mo-  
tifs, deen am Detail eng ganz Rei Saache  
seet.

Zweetens hunn ech elo grad nach eng  
Kéier gesot, wat meng grouss Prioritéiten an  
deem Beräich sinn a wat fir eng Sugges-  
tiounen mer där nächster Regierung an deem  
Beräich maachen, wou déi Leit sollen affek-  
téiert ginn. Et ass also u jiddferengem ze ju-  
géieren, ob mer déi Leit brauchen an der  
Police a wou mer se hisetzen. Ech hunn dat  
en long et en large an der Kommissioun an  
och op anere Plazen erkläert.

Ech hu gesot, dass et mer evident schéngt,  
datt mer och aner Servicer mussen mat  
zousätzlechem Personal dotéieren, dass dat  
net en Effort ass, deen elo ugefaangen ass.  
Ech soen dat och am Numm vum Gesond-  
heitsminister, am Numm vun der Famillje-  
ministerin, déi vill esou Beräicher hunn, sou-  
wuel um Niveau vun de Fonctionnaire wéi  
um Niveau vun den Associatiounen. Mir hu  
jo eng enorm Zuel vun Associatiounen, déi  
vum Stat konventionéiert ginn an déi an  
deem dote Beräich schaffen. Déi ginn all  
Joer weider ausgebaut.

Ech mengen awer net, dass ee kann eng Mo-  
tioun stëmmen, an där ee seet: Déi mussen  
genausou vill Leit kréien, well dat hënk  
jo ganz vun der eenzelner Aktivitéit of; dat  
kann een also net mat enger mathemate-  
scher Rechnung ginn. Mä de Prinzip selwer  
ass de Prinzip vum Bon sens. Duerfir  
brauch een och keng Motioun. Dat ass dat,  
wat mer gemaach hunn a wat mer weider  
maachen.

Zum zweete Punkt - dat hunn ech lech  
gesot, an dat wësse vill Kollegeen heiban-  
nen -, de Projet de loi iwwer d'Agent-muni-  
cipauxen, deen hu mer a ville Sitzungen  
ausgeschafft. Sitzungen net nëmmen intern  
vun der Regierung, mä och mat der Asso-  
ciatioun vun de Gemengebeamten, der Asso-  
ciatioun vun de Pecherten, dem Syvicol.  
Dee Projet de loi ass fäerdeg. E wäert nach  
- dat hënk vum Programm vum Statsminis-  
ter of, mä - am Prinzip dëse Mount am Re-  
gierungrot diskutéiert an dann héchstwah-  
rscheinlech do approuvéiert ginn. Esou  
datt ech och net mengen, dass een eng Mo-  
tioun brauch fir eppes, wat d'Regierung an-  
oncéiert huet a wou se gesot huet, et kéim  
nach dëse Mount.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister.  
Mir kommen elo zum Vote vum Projet de loi.

(Interruptions diverses)

» M. Charles Goerens (*DP*). - Mäi Mo-  
nitor erlaabt mer nach eng Kéier net, um  
Vote ze participéieren. Ech wollt also soen,  
datt ech de Projet stëmmen.

» Mme Colette Flesch (*DP*). - Här Pre-  
sident, ech wollt mellen, dass, wéi ech op  
Procuratioun gedréckt hunn, dem Här Goe-  
rens säin Numm op mäi Monitor komm ass.

(Hilarité)

Et ass also manifestement eppes, wat do  
net stëmmt. Ech géif drëm bieden d'ur-  
gence vun der Technik kucken ze loossen,  
wat do de Problem ass. Mir kënnen dat net  
esou weidergoe loossen.

» M. le Président. - Da probéiere mer  
emol beim nächste Vote. Et ka sinn, dass  
den Här Goerens nach net gedréckt hat en  
nom personnel, dunn hutt Dir scho ge-  
dréckt.

(Brouhaha)

» Mme Colette Flesch (*DP*). - Neen,  
neen! Hien huet et viru mir gemaach.

» M. le Président. - Jo, mir hunn dee  
Fall gehat. Also, lauschert emol, mir ginn  
eis eens! Ech soen lech just, wat d'Resultat  
vum Vote ass.

» M. Charles Goerens (*DP*). - Här Pre-  
sident!

» M. le Président. - Jo, Här Goerens.

» M. Charles Goerens (*DP*). - Ech wëll  
all Ënnerstellungen dementéieren, dass et  
géif u menge Capacitéiten, fir un der Of-  
stëmmung deelzehuelen, hänken!

(Hilarité)

» M. le Président. - Also, Här Goerens,  
et géif mer net am Dram afalen, lech esou  
eppes ze ënnerstellen! Et kann awer emol  
sinn, d'Madame Flesch, Dir wësst, si ka  
ganz schnell sinn.

(Hilarité)

» Une voix. - Wéi ass se dann normal,  
d'Madame Flesch?

» M. Charles Goerens (*DP*). - Et ass  
manifestement en technesche Problem an  
ech hätt gär, dass en Techniker sech deem  
Problem géif unhuelen.

» M. le Président. - Dat maache mer  
och. Wann den Här Krieps hei wär, dann  
hätte mer och elo en Tableau hei. Hien huet  
ëmmer gefrot, mir sollten en Tableau kréien,  
da geséich jiddferen. Mä, Här Goerens, et  
ass evident, dass mer kucken, wann do en  
technesche Problem ass, wourunner dat  
läit.

Elo gesi mer dat direkt, wann den Här Fries-  
eisen, de Generalsekretär, den Tableau kritt  
vun de Voten, wéi se gemaach gi sinn. Den  
Här Goerens huet mat Jo gestëmmt. Dat no-  
téiere mer „en nom personnel“ hei.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et  
dispense du second vote constitutionnel**

Dann hu mer de Projet de loi 5873 de Mo-  
ment mat 52 Jo-Stëmme, bei 7 Abstentiu-  
nen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval,  
Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes  
Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Ma-  
rie-Thérèse Gantenbein-Koullan (par M. Lu-  
cien Clement), MM. Marcel Glesener, Nor-  
bert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch  
(par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes,  
Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel  
Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Mar-  
cel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco  
Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-  
Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel,  
Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme  
Martine Stein-Mergen);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ro-  
main Schneider), John Castegnaro, Mme  
Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich,  
Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre  
Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Cas-  
tegnaro), MM. Roger Negri (par Mme Clau-  
dia Dall'Agnol), Jos Scheuer, Romain  
Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben  
Fayot) et Mme Vera Spautz;*

*MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel),  
Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fer-  
nand Etgen, Mme Colette Flesch, MM.  
Charles Goerens, Paul Helming (par M.  
Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par  
Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves  
Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast  
Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

*Se sont abstenus: MM. Claude Adam, Fran-  
çois Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par  
M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane  
Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Lo-  
schetter.*

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote  
constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Madame Flesch, wann ech gelift.

» Mme Colette Flesch (*DP*). - Här Pre-  
sident, no deem Intermezzo, vun deem mer  
elo just geschwat hunn, hunn ech pro-  
curation wëlle fir den Här Krieps stëmmen  
an et ass mer net méiglech gewiescht.

» M. le Président. - Da schéngt mani-  
festement e Problem hei an der Technik ze  
sinn.

» M. Xavier Bettel (*DP*). - Net bei der  
DP!

(Brouhaha)

» M. le Président. - Här Bettel, ech  
hunn d'Technik vun der Verwaltung ge-  
mengt. Also, ech deelen lech dat definitiiv  
Resultat vun deem Vote hei mat, wa mer elo  
kontrolléiert hunn, wéi dat gaangen ass.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ass en negativ ausgaang?

» **M. le Président.** - Neen, neen, Här Bausch. Dir braucht lech keng Suergen ze maachen. Dee Projet de loi hei ass mat enger écrasanter Majoritéit uegoll ginn, och wann de Grupp vun deene Gréngen Nee gestëmmt huet.

» **Une voix.** - De Minister ass scho fort.  
(*Brouhaha général*)

» **M. le Président.** - Den Här Minister profitéiert, wann ech lech dat daerf soen, esou wéi mir et alleguere scho gemaach hunn, ier mer elo zum nächste Projet kommen, fir ee Maufel z'essen. Dat wäerte mer him jo zougestoen. Bei der Diskussioun vum Projet, deen elo kënnt, wäert hien erëm ganz schnell heibanne sinn.

Soubal de Generalsekretär hei d'Lëscht virleien huet, deele mer mat, wéi den definitive Vote ausgaangen ass. Dat hunn ech elo virleien. Dat soen ech lech trotzdem méi spéit, wann ech dat heiten am Detail studéiert hunn.

#### Motion 1

Ech wëll lech froen, bei de Motiounen, déi den Här Braz déposéiert huet: Ass de Vote électronique verlaangt?

(*Assentiment*)

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Da muss d'Technik awer funktionéieren.

» **M. le Président.** - Da probéiere mer elo emol nach eng Kéier. Et ka sinn, dass et klappt. Et ka sinn, dass et net klappt. Also, d'Motioun 1 vum Här Braz. De Vote fänkt un.

#### Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 23 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Vera Spautz;*

*MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

*Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri (par Mme Lydie Err), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Fernand Diederich).*

#### Motion 2

Mir kommen dann zum Vote vun der Motioun 2.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Wann Der erlaabt, zur Motioun 2 wollt ech déi gréng Fraktioun eppes froen. Mir géifen nämlech gär déi Motioun stëmmen. Mir hu just e Problem mat deem leschten „invite“. Do steet nämlech dran: «à tenir compte de l'évolution des compétences et du nombre des agents municipaux dans le recrutement des agents de la Police grand-ducal».

Wa mer hei soen, dass dat eent an dat anert net datselwecht ass, wiere mer frou, wann deen doten Absatz kéint gestrach ginn, well d'Agent-municipalen d'Règlement-communalé jo sollte kontrolléieren an et net sollt eng zweet Polizei ginn, an dass net d'Kompetenz vun den Agents municipaux duerno d'Dépendance vis-à-vis vum Rekrutement vun der Police soll mat beinhalten. Duerfir wiere mer frou, wann dat kéint gestrach ginn. Da géife mir och dës Motioun stëmmen.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Wann dat hëlleft d'Konfusioun ewechzehuelen, dann hu mir domat kee Problem. Ech wëll awer trotzdem drop verweisen, dass an där Motioun, déi mer virun engem Joer gestëmmt hunn, bei der Debatt iwwert d'Sécurité intérieure, genee drastoung, dass et doréms geet, d'Agents municipaux mat Kompetenzen ze versinn, déi am Moment vun der Police missten erfüllt ginn. Et ass also faktesch net niabel, dass, wann Agente Kompetenzen bäikréien, d'Polizei besser Zäit huet fir aner Saachen, oder alternativ manner Poliziste géife gebraucht ginn.

Mä wann dat et awer e bësse méi kloer mécht, dann zéie mer dat zrëck an da si mer frou, dass déi liberal Kollegeen a Kolleginnen eis ënnerstëtzen.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, mir hu jo virdru gesot, dass d'Aarbecht vun der Police eng aner ass, wéi dat ze kontrolléieren, wat haut d'Règlements communaux sinn. Dowéinst géife mer net fannen, dass de Rekrutement vun der Zuel vun der Police tributär soll si vun där anerer.

(*Brouhaha général*)

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of. Ass d'Motioun elo modifizéiert?

(*Assentiment*)

» **Une voix.** - De leschten Turet ass ewech.

» **M. le Président.** - De leschten Turet ass ewech. Da stëmmen mer iwwert déi modifizéiert Motioun of.

#### Vote

D'Motion 2 modifié ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, géint 18 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

*Ont voté oui: Vera Spautz;*

*MM. Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.*

*Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Christine Doerner), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine*

*Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri (par M. Romain Schneider), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. John Castegnaro);*

*M. Aly Jaerling.*

*Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.*

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Projet de loi 5563 iwwert den Accès vun der Police judiciaire zu perséinlechen Donnéeën. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Klein, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, deen och an dësem Fall den honorabelen Här Santer ass.

## 4. 5563 - Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification: - du Code d'instruction criminelle, - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et - de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire

### Rapport de la Commission juridique

» **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Bodry huet d'lescht Woch hei op der Tribün, wéi et iwwert d'Gemengefusione gaangen ass, gesot, dat wier keen Thema, deen terribel sexy wier.

Esou muss ech awer soen, datt dëse Gesetzesprojet an doriwwer eraus d'Gesetzesprojeten, déi sech mam Strofrecht a mam Dateschutz ofginn, nach manner sexy sinn. Mä si hunn et a sech.

Et geet en effet ëm de Rechtsstat, wou en Equilibre tëschen op där enger Säit enger effikasser an effizienter Kriminalitéitsbekämpfung an op där anerer Säit de Grondrechter an de Grondfräiheete vun alle Bierger muss fonnt ginn. Mir si scho virun engem Joer am Kader vun der Debatt iwwert d'Sécurité intérieure an der Madame Flesch hirer Interpellatioun dodrop méi am Detail agaangen.

Sou ass dëse Projet de loi 5563 e Beispill, mä et kéint een och anerer nennen, wou mer versicht hunn, dësen Equilibre hierstellen. Ech wäert op dësen Aspekt nach méi spéit zrëckkommen. Dëse Projet de loi ass awer och e gutt Beispill vun institutioneller Zesummenaarbecht.

De Projet de loi, iwwert dee mer wäerten ofstëmmen, ass säit sengem Dépôt virun zwee Joer substanzuell geännert ginn. Den initiale Projet de loi war och op verschidene Punkte grondleeënd geännert gi par rapport zum Avant-projet de loi, fir der nationaler Dateschutzkommissioun hire Suggestiounen a Kommentare Rechnung ze droen. An net manner wéi néng Sätzungen huet d'Commission juridique sech mam Projet auserneegesat, an d'Zesummespill vu Parlament, Statsrot a Regierung huet de

Projet zu engem ausgeglachenen Text gefouert.

De Statsrot war net ëmmer mat eisen Amendementer averstanen, a mir an der Kommissioun waren net ëmmer mam Statsrot averstanen. Mir hunn awer elo en Text, deen dateschutzrechtlech a strofrechtlech équilibréiert, kloer an an der Praxis ëmsetzbar ass.

ler ech elo op d'Grondsätz vum Projet de loi wëll agoen, wéilt ech - an ech kann, mengen ech, och hei am Numm vun der Commission juridique schwätzen - dem Här Luc Reding vum Justizministère fir seng Hëllef, Erklärungen an Hiweis Merci soen.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Très bien! Très bien!

» **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Thema vun der Kriminalitéit ugeet, besonnesch wann et sech ëm d'Kriminalitéit hei am Land handelt, kënnt ee séier an zu Recht op d'grenziwwerscheidend Kriminalitéit ze schwätzen an doriwwer eraus op d'Problemer, déi d'Police an d'Justizautoritéiten hunn, fir dergéint unzekommen. Déi Kriminell maache vun den opene Grenze Gebrauch an d'Autoritéite stousse sech drun, och wann international Konventiounen an europäesch Texter eng Kooperatioun op Police- a Justizniveau verbesseren oder vereinfachen.

Bei der Kriminalitéitsbekämpfung an doriwwer eraus bei der ganzer Aarbecht vu Justiz- a Polizeiautoritéiten ass awer och e weideren Aspekt wiczig: d'Informatioun an hire Corollaire d'Informationsquellen. Duerfir muss den Zougrëff vun dësen Autoritéiten op gewësse vum Stat an Etablissements publics gefouert Datebanke geregelt ginn.

Am Numm vun der Kriminalitéitsbekämpfung soll awer en onageschränkten Zougrëff op all Donnéeën, déi sech op deenen Datebanken erëmfannen, net legitiméiert ginn, well den Dateschutz oder besser gesot, de Schutz vun deenen, deenen hir Date veraarbecht ginn, net alles kann zouloossen. Hei fanne mer erëm den Equilibre, vun deem ech virgëschter geschwat hunn: La fin ne justifie pas tous les moyens.

Den Dateschutz an doriwwer eraus de Schutz vun der Privatsphär ass och e Grondrecht, dat vu Justiz a Police muss respektéiert ginn. Duerfir ass et gradesou wiczig, dësen Equilibre ze fannen, duerfir ass et gradesou schwéier, en ze fannen.

Här President, am initiale Projet de loi, wou d'Kommentare vun der nationaler Dateschutzkommissioun schon agefloss waren, stoungen d'Datebanken am Policegesetz, an de Code d'instruction criminelle huet op d'Policegesetz higewisen, wann Donnéeë sollte vu Justizsäit benotzt ginn.

Do huet de Statsrot eng Opposition formelle gemaach. Et wier falsch ze mengen, datt dës Opposition formelle op iergendwellech Aschränkungen oder Verletzung vu Grondrechter fondéiert wier. Et sinn nëmme strikt juristesche Grënn, déi de Statsrot verleet hunn, eng Opposition formelle ze maachen.

En effet, sot hien, op där enger Säit mécht de Projet de loi keen Ënnerschied tëschen der Police administrative, deem preventive Charakter vun der polizeilecher Aarbecht, an der Police judiciaire, déi an d'Spill kënnt, wa bis eng Strofdot geschitt ass. Aneersäits sot de Statsrot, vermëscht Der hei deen dateschutzrechtliche Regime vun dësen Donnéeën. Obwuel, dat muss een nach eng Kéier soen, déi national Dateschutzkommissioun den Avant-projet de loi exami-



Chambre  
des Députés  
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

néiert hat. Do sot de Statsrot, do vermëscht Der Données judiciaires - déi ënnerleien dem Regime, wéi Der alleguerte wësst, vum Artikel 8 vum Dateschutzgesetz - mat den Données policières, déi am Artikel 17 vum Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 stinn.

Duerfir huet de Statsrot eis eng Alternativ proposéiert. Hien huet geschriwwen: Setzt entweder alles an de Code d'instruction criminelle, da sinn et alleguerten Données judiciaires, oder setzt alles an d'Gesetz vum der Police vum 31. Mee 1999, da sinn et alleguerten Données policières.

Op Hiweis vum Här Procureur général d'État hu mer eng drëtt Léisung fonnt. Mir setzen d'Datebanke souwuel an d'Policegesetz wéi an de Code d'instruction criminelle. Op där enger Säit hu se en dateschutzrechtliche Regime am Code d'instruction criminelle als Données judiciaires, a wa se am Policegesetz stinn, da sinn et Données policières. Dobäi kann och d'Police an hirer Aarbecht vu Police administrative, dat heescht, ier eng Strofdot begaange gëtt, ënner Bedéngung Zougrëff op verschidden Datebanken hunn.

De Statsrot hat gemengt, an deem Kader soll d'Polizei keen esou en Zougrëff kréien, a wann, da soll dat a speziell Gesetzer geregelt ginn. D'Commission juridique war där Meenung net. Et gëtt Fäll, wou esou en Zougrëff vun der Police administrative noutwendeg ass, zum Beispill op de Répertoire général oder op de Fichier vun den Armes prohibées oder dee vun de Führerschäiner. Dat llicht jiddferengem an.

Alles an engem Gesetz ze regelen huet och de Virdeel, datt mer ee Regime hunn, woubäi wann een d'Données administratives géif a spezielle Gesetzer regelen, mer da bestëmmt duerch eng verschidde Formulatioun speziell Regimer hätten.

D'Datebanke sinn awer och limitéiert opgezielt. Dat sinn zum Beispill déi vum Répertoire général, déi vun den Armes prohibées, déi vun de Führerschäiner, déi vun den Autoen, déi vun de Classes moyennes, d'TVA, d'Visaen, d'Demandeurs d'asile, d'Ausländer an d'Sécurité sociale. Bei dëser leschter Datebank, also där vun der Sécurité sociale, kann een nëmmen d'Affiliatioun nopréiwen. Dat heescht, bei wem den Assuré schafft. D'Gesondheitsdate sinn hei express aus dem Gesetz ausgeschlossen ginn.

Déi verschidde Kategoriën vun Donnéeën, déi op dësen Datebanken opgeléicht sinn an déi duerch en Zougrëff vu Police- a Justizautoritéit benotzt kënnen ginn, wäerten an engem Règlement grand-ducal beschriwwen ginn. De Règlement grand-ducal krute mer och an der Kommissioun ausgedeele a vum Här Luc Reding erkläert.

Här President, wann och den Zougrëff op déi Datebanken en direkten ass, dat heescht iwwer en informatésche System, esou hu mer awer nach weider Bedéngungen am Gesetz virgesinn, souwuel am Code d'instruction criminelle wéi och am Policegesetz.

Niewent dem Fait, datt ausser a besonnesche Fäll, besonnesch limitéierte Fäll den Zougrëff nëmme ka geschéien op Faiten, wou eng Mindesthéchststrof vun zwee Joer besteet, hu mer am Projet de loi déi am Dateschutzgesetz generell Obligatioun vum Proportionalitéit kloer ausgeschriwwen.

Natierlech bleift d'Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 och an dëser Matière voll a ganz applikabel. Mir wollten awer de Prinzip vun der Proportionalitéit, deem am Dateschutzgesetz e bësse méi large beschriwwen ginn ass, hei preziséieren, esou datt et zu kengen Interpretatiounsproblemer kënn, well et jo eng ganz sensibel Matière ass. En Zougrëff kann nëmme geschéien am Kader vun engem bestëmmten Dossier. En Zougrëff kann nëmme geschéien bei Faiten, fir déi eng Mindesthéchststrof vun zwee Joer besteet, mä déi en relation mat deem Dossier sinn.

Privat Konsultatiounen däerf et keng ginn, well deen, deen Zougrëff wëllt kréien, zwou Identifikationsnummere muss uginn, eng perséinlech Identifikationsnummer an déi vum Dossier, esou datt een direkt kann nopréiwen, wien zu wellechem Zäitpunkt zu wellechem Daten zu wellechem Dossier Zougang kann hunn.

Dobäi muss een awer natierlech soen, datt den Zougrëff op d'Donnéeën aus private Grënn, sief dat vun engem Polizist oder vun engem Beamten, ënner Strof steet. Dat ass d'Dateschutzgesetz, do sti fënnf Joer Strof drop an dat soll och esou gutt sinn. Well hei geet et ëm sensibel Donnéeën, déi d'Grondrechter, d'Grondfräiheet, d'Privatlieden, d'Privatsphär vu jiddferengem uginn. Dat si keng Donnéeën, déi een einfach esou à la pâture vun iergendengem soll liwweren.

Et geet hei ëm Grondrechter, a jiddferengem muss déi respektéieren, och wann et Donnéeën sinn, déi vläicht näischt direkt ze soen hunn, well et Computerinformatiounen sinn. Mä et si wierklech Donnéeën, déi perséinlech engem Mënsch zoustinn, an duerfir muss Garde-fouen do sinn, an déi, déi d'Garde-fouen net respektéieren, solle bestrooft ginn, a wann et Poliziste sinn, solle se ganz haart bestrooft ginn.

Här President, e weidere Punkt am Projet de loi ass, datt mer e gesetzleche Kader virgesi fir Fangerofdréck a Fotoen. Bis elo waren d'Fangerofdréck an d'Fotoe just nëmme méiglech, fir eng Persoun ze identifizéieren. Elo hu mer deeselwechte Regime vun den ADN-Datebanken hei iwwerholl. Elo kënnen dës Fangerofdréck a Fotoen och am Kader vun enger Enquête, engem Flagrant délit oder engem Flagrant crime an duerno och am Kader vun der Prévention, der Recherche an der Constatacion d'infraction pénale - esou steet et am Gesetz - benotzt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e ganz technesche Gesetzesprojet an enger scho ganz komplexer Matière. An ech hunn lech nach keng Detailer gezielt. Déi kënn Der och am schrëftleche Rapport noliessen.

Ech wëllt awer just lech soen a mengem perséinlechen Numm - mea culpa, an d'Madame Flesch huet mech dorop opmierksam gemaach -, datt am Artikel I.4 e Feeler ass. Do steet: «Il est ajouté au Livre I<sup>er</sup>, titre II, du Code d'instruction criminelle, après l'article 48-24...» Et misst ee soen «après l'article 48-23». Well mer en Artikel 48-24 hei nei virgesinn, muss duerfir deen Artikel virdund zitéiert ginn.

Dat hat kee gesinn.

#### (Interruption et hilarité)

Den Här Jaerling hat et gesinn, well deen vum alleguerten de Rapporten, déi hei virgestallt ginn, déi schrëftlech Versioun ëmmer virliest. Duerfir hält hien esou gutt Rieden.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Ech muss se selwer liesen.

» M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- An deem Projet de loi - esou wéi e vun der Regierung déposéiert ginn ass - en onbegrennt an disproportionéierten Agrëff an d'Privatsphär ze gesinn, ass falsch, grondleeënd falsch. D'national Dateschutzkommissioun, an där hir Kompetenz d'Anhale vum Dateschutz fält, huet den Avant-projet de loi ännere gelooss, an de Statsrot huet seng Opposition formelle nëmmen op formaljuristesche Grënn baséiert.

Dat huet awer d'Commission juridique net dovunner ofbruecht, fir e kritesche Bléck op dësen Text ze werfen an an deenen néng Sätzungen, mat zwou Seriën vun Amendementen a mat der Mataarbecht vu Regierung den Text zu deem ze bréngen, wat mer wollten hei faerdeg bréngen, nämlech en équilibréierten Text ze hunn, deen op där enger Säit de Suerge vu Police a Justizautoritéit Rechnung dréit, mä den Zougrëff op d'Datebanke begrenzt erméiglecht, fir dem Schutz vun der Privatsphär gerecht ze ginn.

Hei hu mer also probéiert, deen Equiliber ze fannen, och wann deen Equiliber eng subjektiv Approche huet, och zäitlech limitéiert ka sinn oder zäitlech Schwankunge kann hunn. Hei, mengen ech, hu mer en Equiliber fonnt tëschent Kriminalitéitsbekämpfung a Schutz vu Grondfräiheete vun alle Bierger.

Nach eng Kéier Merci un den Här Reding, un éischer Stell, un den Här Justizminister fir hir Hëllef an och un all d'Membere vun der Kommissioun fir d'Ausaarbechtung vun dësem net ganz terribel sexye Projet an dësem Rapport. Souwuel de schrëftleche wéi de mëndleche waren och net ganz terribel sexy, mä den Text ass derwäert.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Déi éischt ageschriwwen Riednerin ass déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

» Mme Colette Flesch (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Justiz-

minister huet sécherlech de Mérite ze soen, wat hie mécht, an ze maachen, wat hie seet.

De Misär ass, dass en a Froen, déi am Beräich leie vun deem Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, falschlait - souwuel an deem, wat hie seet, wéi an deem, wat hie mécht.

Hien inspiréiert sech vun enger Approche vum Tout sécuritaire, déi souwisou net fonctionnéiert, an hien endegt mat Texter, déi d'Fräiheet vun Eenzelnen a Fro stellen.

Et geet an deem Projet de loi, dee mer haut diskutéieren an deen de 5. Abrëll 2006 déposéiert gouf, wéi de Rapporteur et gesot a geschriwwen huet, dorëm, Rechtsbestimmungen an ons Gesetzgebung eranzeschreiwen, déi d'Mëttelen, déi de Magistraten an der Polizei zur Verfügung stinn, verstärken, fir dass se besser déi grouss Kriminalitéit, den organiséierte Crime an den Terrorismus bekämpfe kënnen.

Dat ass en Zil, mat deem mer alleguerte kënnen d'accord sinn. Nach däerf dat net op d'Käschte vum Schutz vun dem Einzelne senge Fräiheete geschéien. An deem Zesammenhang ass et derwäert, aus deenen Avisen ze zitieren, déi verschidden Instanzen zu dësem Projet de loi ginn hunn.

D'Commission nationale pour la protection des données huet de 4. Mee 2005 zu deem Text gemengt, deen deemools virlooch an deen an Avant-projet de loi war, deen duerno verbessert ginn ass - mä net genuch -, et wär legitim, Moosname virzege-sinn, fir géint kriminell Menacen, déi et an der globaliséierter Welt gëtt, virzegoen. Si missten awer am Aklang bleiwe mat de Bestëmmunge vum Artikel 8, Paragraph 2 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, a ganz besonnesch dierfte se net iwwer dat erausgoen, wat an enger demokratescher Gesellschaft als noutwendeg ugesi gëtt, fir d'öffentlech Sécherheet ze garantéieren.

#### (M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Esou huet se gemengt, an ech zitieren: «Il s'agit en revanche d'être vigilant afin de contribuer à ce que les mesures nouvelles ne prennent des proportions excessives ou dépassent ce qui est nécessaire dans les États démocratiques pour satisfaire les besoins correspondant à la finalité légitime de protection de la sécurité des citoyens et des États eux-mêmes. En d'autres termes une certaine modération apparaît de mise dans cette démarche afin d'éviter que dans le but de protéger la démocratie, les libertés et droits fondamentaux ne soient affectés de façon telle que c'est la démocratie elle-même qui se retrouve affaiblie par les mesures censées la protéger.» Enn vum Zitat.

D'Commission nationale pour la protection des données huet d'Dispositioun vum Avant-projet de loi analyséiert, huet Ännerunge proposéiert an huet gemengt, an ech zitieren erëm: «Force est de constater que le projet luxembourgeois entend accorder des pouvoirs exorbitants à différents acteurs du monde judiciaire et policier qui dépassent de loin les prérogatives que le législateur français a accordé aux mêmes organes à travers les articles 57-1 et 60-1 précités.» Enn vum Zitat.

«Pouvoirs exorbitants reconnus aux officiers de police judiciaire» sinn och d'Wierder, déi een am Avis vum Conseil d'État vum 23. Oktober 2007 iwwer den eigentleche Projet de loi ermëfent.

De Conseil d'État schreift weider vun enger «approche pour le moins peu orthodoxe», vun enger «incohérence au niveau de l'application de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel» a vun engem Amalgame vun «données judiciaires» an «données policières».

Ofschléissend schreift de Conseil d'État, an ech zitieren erëm: «Au regard des considérations qui précèdent, le Conseil d'État ne peut pas marquer son accord au projet de loi sous rubrique pour ce qui est des dispositions relatives à l'accès à certains traitements de données à caractère personnel, auxquelles il doit, en leur teneur actuelle, s'opposer formellement.» Enn vum Zitat.

«Pouvoirs exorbitants» sinn och d'Wierder, déi d'Commission consultative des droits de l'Homme gebraucht huet an hirem Avis vum Januar 2008. Zitat: «(...) la CCDH estime que les pouvoirs donnés à la police sont exorbitants». Enn vum Zitat.

D'Kommissioun kritiséiert de systemateschen Accès zu Fichierer, wéi déi vum Centre commun de la Sécurité sociale, vun de Visaen, vun den Demandeurs d'asile a vun den Ausländer. Si schreift, an ech zitieren erëm: «La CCDH s'oppose donc à cette extension généralisée à l'ensemble des banques de données qui pourrait porter

gravement atteinte au respect des droits fondamentaux.

Elle considère, d'une part, que cet accès informatique direct de la police aux fichiers ne répond pas au critère d'ingérence nécessaire dans une société démocratique, et, d'autre part, il ne correspond pas à l'exposé des motifs du projet consistant à prévoir des modalités d'accès à l'information proportionnelles par rapport à la gravité et à l'importance des infractions poursuivies.» Enn vum Zitat.

D'Commission nationale pour la protection des données, de Conseil d'État an d'Commission consultative des droits de l'Homme waren also net begeeschtert vun Här Minister Frieden sengem Projet. Mä loosse mer net vergiessen, dee Projet de loi ass net nëmmen dem Här Frieden säi Projet. En ass der Regierung hire Projet. Laut Arrêté grand-ducal vum 30. März 2006 ass en déposéiert ginn après délibération du Gouvernement en conseil.

Nun, Här President, weess ech och, wéi dat mat deenen Délibérations du Gouvernement en conseil geet. Den Text läit um Dësch vum Conseil de Gouvernement an all Ministere maachen hire Krop drop.

» Une voix.- Et ass net méiglech!

» Mme Colette Flesch (DP).- Nach kann all Minister a sécher deen éischte vun hinnen e Projet stoppen an eng Diskussioun um Regierungsdësch verlaangen. Duerfir froen ech: Wou war de Statsminister, wéi de Projet an der Regierung duergaangen ass?

De Statsminister, deen den 9. Mee 2007 a senger Ried zur Lag vun der Natioun gemengt huet - an ech zitieren -: «Zur Gesellschaftspolitik gehéiert och den Dialog tëschent der Fräiheet an der Sécherheet. D'Fräiheet ass deen eigentleche Populismomotor vun der Geschicht. D'Fräiheet vun Einzelnen ze schützen ass eng Aufgabe vum demokratesche Rechtsstat.» A weider: «Am Prinzip gëllt: D'Sécherheet vun de Leit geet vir! Am Zweifel gëllt: D'Fräiheet huet Virfahrt, well de Schutz vun der Privatsphär ass eng Statsaufgab.» Enn vum Zitat.

» M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Très bien!

» Mme Colette Flesch (DP).- Wou waren de Vizepremier, den Här Asselborn, d'Educationministerin, d'Madame Delvaux, an de Wirtschaftsminister, den Här Krecké, déi an der leschter Legislaturperiode net midd gi sinn, sech anzesetze fir de Schutz vun den individuelle Fräiheeten? Wou war den Här Nicolas Schmit, vun deem mer de Mëtteg nach eng Kéier héieren hunn, wéi vill hie sech fir d'Mënscherechter interesséiert an asetzt?

Här President, déi consultéiert Instanze waren net begeeschtert vun deem Projet.

» M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Deen Text hu mer laang diskutéiert a si hunn en alleguerte gutt fonnt, Madame Flesch. Ech wëll lech soen, datt déi Texter net ouni Diskussioun duerch de Regierungrot gaange sinn, mä all d'Kollegen hunn dësen Text gutt fonnt a matgedroen, well en e wichteg Instrument ass am Kampf géint d'Kriminalitéit.

» Mme Colette Flesch (DP).- Merci villmools, Här Minister. Dat mécht hir Ënnerloosungssënnen nach vill méi schlëmm.

Här President, déi consultéiert Instanze waren net begeeschtert an d'Commission juridique war et och net. Si huet duerfir dee Projet zu engem groussen Deel frësch geschriwwen. Ech wëll duerfir dem Rapporteur, de Kollege vun der Majoritéit an der Kommissioun an dem Kolleg Félix Braz, deen nottamment wesentlech zur Verbesserung vum Artikel I.4 vum Projet de loi - den neien Artikel 48-24 vum Code d'instruction criminelle - a vum Artikel II.1 - den neien Artikel 34-1 vum Polizeigesetz - bäigedroen huet, Merci soen.

Här President, de Rapporteur, de Patrick Santer, verdéngt e ganz spezielle Merci, deen an deene laangen a komplizéierten Diskussiounen an der Commission juridique ons Aarbechten zu engem gudden Schluss bruecht huet. Hien huet gesot, d'Matière wär net sexy. Säi Rapport liest sech och net wéi e Roman. Mä, Här President, mir si jo net hei fir Romaner ze schreiwen an och net fir Romaner ze liesen.

Dem Här Santer säi Rapport dréit den Aarbechte vun der Kommissioun voll a ganz Rechnung. Hie proposéiert ons e vill méi ausgeglachene Text, zu deem mir kënnen ons Zoustëmmung bréngen, wat mer beim Originaltext vum Här Minister Frieden net hätte kënnen maachen.

**(Interruption)**

Och wëll ech, Här President, dem Mataarbechter vum Minister, dem Här Luc Reding, Merci soen, deen d'Aarbechte vun der Kommissioun begleet huet an ons gehollef huet, ons Iddien a praticabel Bestëmmungen ëmzesetzen, well bei deene Froe vum Zougang zu der Informatik, zu de Bases de données, muss ee jo och d'Konditiounen esou formuléieren, dass se effektiv technesch machbar sinn. Do hu mer d'Ënnerstëtzung vun de Spezialiste gebraucht a mir sinn unanime, fir dem Här Reding fir seng Mathëllef a Mataarbecht Merci ze soen.

Wat huet d'Kommissioun nun u Verbesserung proposéiert? D'Kärstéck sinn d'Bestëmmungen iwwert den Zougang vu Magistraten a Polizisten zu de Fichiere vun den Données personnelles. Ech kommen nach am Detail dorop ze schwätzen.

Zu deenen anere Bestëmmungen, an notament zu den Empreintes digitales an zu de Fotoen, huet d'Kommissioun wäitgehend den Avis vum Conseil d'État Rechnung gedroen. Fir den Detail verweisen ech hei op d'Avis vum Conseil d'État selwer an och op d'Dokumenten 5563-3 a 5563-6 iwwert d'Amendements parlementaires, an dann och op den Avis vum Rapporteur, an notament op säi Commentaire des articles.

Mä zréck zu de Bestëmmungen iwwert den Zougang vun de Magistraten an de Polizisten zu de Fichiere vun den Données personnelles. A senger Originalversion huet de Projet vum Minister virgesinn, dass d'Procureurs d'État, d'Juges d'instruction an d'Officiers de Police judiciaire, déi op Instruktioun vum Procureur oder vum Juge d'instruction oder opgrond vun hire Pouvoiren am Kader vun enger Enquête de flagrance, direkt den Accès zu de Banques de données kréien, oni Wenn und Aber. All Detailer waren dem ofgeännerte Polizeigesetz vum 31. Mee 1999 iwwerloos an an engem Règlement grand-ducal sollte se geregelt ginn.

De Conseil d'État huet déi Approche schäerfstens kritiséiert. Si wär net orthodox a si wär inkohärent. De Statsrot huet drop hingewisen, dass den Zougang zu Données judiciaires muss an de Gesetzer, déi d'Prozedure virun de Juridictione virgesinn, festgeluecht ginn. Hie war der Meenung, dass hei géif en Amalgame virgeholl ginn, deen op eng inakzeptabel Aart a Weis d'Données judiciaires an d'Données policières géif vermischen.

Doropshin huet de Conseil d'État eng formell Oppositioun zu deene Bestëmmungen ugemellt. De Statsrot huet proposéiert, den Zougang zu de Banques de données entweder ganz de Bestëmmunge vum Artikel 8 vum Gesetz vum 2. August 2002 ze ënnerwerfen, wat d'Données judiciaires betrëfft, oder ganz de Bestëmmunge vum Artikel 17 vum selwechte Gesetz, d'Données policières. Fir méi Detailer zu de Léisungen, déi vum Statsrot virgeschloen goufen, verweisen ech hei och op säin Avis vum 23. Oktober 2007 an op d'Kapitel 3 vum Rapport vum Patrick Santer.

D'Commission juridique war quant au fond mat den Iwwerleeunge vum Conseil d'État d'accord, mä huet eng aner Léisung gewielt, fir dem Problem gerecht ze ginn. Si huet sech enger Suggestioun ralliéiert, déi de Procureur général d'État a sengem Avis vum 11. Dezember 2007 gemaach huet, an en dualistesche System gewielt. Den Zougang zu de Banques de données gëtt engersäits ageschriwwen an de Code d'instruction criminelle, an dat betrëfft d'Données judiciaires, an anersäits an d'Polizeigesetz vum 31. Mee 1999 fir d'Données policières.

Esou proposéiert d'Commission juridique, déi ursprüngelech Artikelen I.1 an I.6 ze sträichen an déi nei Artikelen I.4 an I.5 anzefügen, déi en neien Artikel 48-24 an en neien Artikel 51-1 an de Code d'instruction criminelle aschreiwten. Een, deen d'Polizeigesetz betrëfft, gëtt bäibehalen, mä gëtt natierlech wesentlech verbessert an alignéiert op déi Aschränkungen, déi och beim Zougang vun de Magistrate virgesi sinn.

**(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)**

De Conseil d'État huet an engem Avis complémentaire vum 22. Abrëll 2008 gemengt, dass dat zu Interferenze féiere kéint. Mir waren an der Commission juridique net där Meenung a gleewen, dass mat där Solution, déi mir proposéiert hunn, eng kloer Situation geschaf gëtt mat enger separater Base légale zu den Zougangsbestëmmunge fir d'Magistraten an d'OPJen, déi an hirem Optrag handeln, an anersäits enger anerer Base légale zu den Zougangsbestëmmunge fir d'Polizisten.

Mä domadder net genuch, Här President, d'Commission juridique huet an deem neien Artikel I.4 an am ofgeännerten Artikel II.1

eng Partie Bestëmmunge mat agebaut, déi Garde-fouë virgesinn, déi déi exorbitant Bestëmmungen, déi am ursprüngeleche Projet stoungen, aschränken an eng besser Uwendung vum Proportionalitéitsprinzip sécherstellen.

Wat sinn déi Aschränkungen a Garde-fouen?

Wat den Zougang vun de Magistrate betrëfft, esou gesäit den neien Artikel 48-24 vum Code d'instruction criminelle vir, dass d'Lëscht vun deene Banques de données, zu deenen den Zougang gewährt gëtt, an den Artikel ageschriwwen gëtt. Dat ass nei.

Gemäss dem Wonsch vum Conseil d'État an der Commission consultative des droits de l'Homme gi beim Fichier vun der Sécurité sociale d'Donnéeën, déi d'Gesondheet betreffen, expressément vum Zougang ausgeschlossen. Dat ass och nei.

Den Zougang zu de Fichiere kann nëmme geschéien, wann et sech ëm Fakten handelt, déi eng Peine criminelle oder correctionnelle vu weinstens zwee Joer Prisong mat sech bréngen. Dee Seuil ass och nei.

De Magistrat oder den OPJ, deen a sengem Optrag handelt, kann d'Banque de données nëmme consultéieren op Basis vun engem präzise Motiv. Hie muss säi perséinlechen nummereschen Identifiant ugi souwéi den Identifiant numérique vun de Fakten, déi en cause sinn. Dat war zwar deelweis och virgesinn am alen Text, mä ass awer hei grëndlech präziséiert ginn. D'Informatioun, déi de Magistrat oder den OPJ betreffen, d'Informatiounen, déi consultéiert goufen, den Datum an d'Stonn vun der Consultatioun souwéi d'Referenz zu de Fakten an de präzise Grond vun der Consultatioun musse kënnen retracéiert ginn. Dat war e wesentleche Wonsch vun der Commission nationale pour la protection des données. Dat stoung och am ursprüngelechen Text, mä dat ass selbstverständlech hei iwwerholl ginn.

Schliesslech ass de Respekt vum Proportionalitéitsprinzip ausdrécklech an d'Gesetz ageschriwwen ginn. Laut deem Prinzip dierfen nëmmen déi strikt noutwendeg Donnéeën consultéiert ginn. Och déi Bestëmmung ass nei.

Wat den Zougang vun de Poliziste betrëfft, sinn d'Bestëmmungen déiselwecht, mat deeneselwechten Aschränkungen. D'Redaktioun ass e bëssen anescht, well se sech an dat Gesetz vum '99 afüge mussen, während déi aner Bestëmmunge bei de Magistrate sech an de Code d'instruction criminelle afüge mussen, mä grondsätzlech soen déi Bestëmmungen datselwecht aus an halen déiselwecht Aschränkung fest.

Et ass zousätzlech virgesinn, esou wéi et och am ursprüngeleche Projet de Fall war, dass, wat d'Poliziste betrëfft, d'Kontrollautoritéit, déi am Gesetz iwwert den Dateschutz vum 2. August 2002 virgesinn ass, de Respekt vun den Zougangsbestëmmungen hei kontrolléiert a surveilléiert.

Et ass weinst deenen neie Bestëmmungen, déi dem Prinzip vun der Proportionalitéit Rechnung droen an dem ursprüngeleche Projet säin exorbitantë Charakter an déi néideg Schranke verweisen, dass mir als DP deemem Projet, esou wéi e vun der Commission juridique proposéiert gëtt, ons Zoustëmmung kënnen ginn.

Här President, an der Sitzung vun der Commission juridique d'lescht Woch, wéi mer de Rapport vun Här Santer ugeholl hunn, huet de Justizminister gemengt, heimadder géif hien dat kréien, wat hie bräicht.

Et sief mer erlaabt, Här President, de Minister ze froen, woufir hien ons da net direkt esou ee Projet virgeluecht huet, anstatt den Détour iwwer e Projet ze maachen, deen de Schutz vun deem Eenzelen a senge Fräiheeten op eng inakzeptabel Aart a Weis a Fro gestallt huet? Hien hätt sech vill Kritik erspuert - och an der Majoritéitspress.

Ech hunn hei zwee Artikelen, een aus dem „Tageblatt“ vum 12. Februar an een aus dem „Wort“, och vum 12. Februar 2008, dee besonnesch interessant weinst der Illustration ass, mat deem Bild a mat där Légende: „Big Brother is watching you!“ Déi Légende hunn ech net erfondt, déi huet d'„Lëtzeburger Wort“ ënnert dat Bild gesat.

Also, de Minister hätt sech vill Kritik vun der Press insgesamt an och vun der Majoritéitspress erspuert, wann hien ons direkt e Projet virgeluecht hätt, deen deem geglach hätt, dee mer elo approvéiere sollen. Hien hätt domadder och ville vun ons, konsultativ Instanzen a Membere vun deemem Haus, vill lenger a vill Suergen erspuert.

Et sief mer weider erlaabt de Minister ze bieden, ons keng esou Projekte méi virzeleeën, déi de Statsrot dozou opfuederen, littéralement geharnischt Oppositionsformelles unzemellen a seng eege Majoritéit

dozou zwéngen, seng Gesetzer, deelweis weinstens, frësch ze schreiwten. Eent kann ech dem Minister versprechen: Sollt hien deem Wonsch keng Rechnung droen, da wäert hien ons regelméisseg op sengem Wee begéinen, fir him de Bass ze halen a liberticide Projeten ze bekämpfen!

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Jean-Pierre Klein.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weidere Merci un de Rapporteur fir säi gudde Rapport.

Nom Exposé des motifs soll mat deemem Gesetz en neie Kader agefouert ginn, fir d'Justiz- a Polizeiautoritéiten an der Bekämpfung vun der grousser Kriminalitéit, dem organiséierte Verbrechen an dem Terrorismus ze stäerken. Dozou soll den Accès zu verschidde persounebezunnenen Datebanke geregelt a vereinfacht ginn. D'Justiz an d'Police hunn elo schonn Zougang op verschidde vun deenen Datebanken, mä am Moment regele méi Texter den Accès op verschidde Aart a Weisen. Duerfir huet dese Projet de loi de grousse Mérite, e kohärente legale Kader ze schafen. Et gëtt opgezéit, wéi eng Kategorië vun Date consultéiert ginn dierfen an et gëtt och gesot, wéi déi Consultatiounen oflaffe mussen.

De Projet dréit och engem Vide juridique Rechnung, well d'Notzung vu Fangerofdréck a Fotoen am Kader vu strofrechtlichen Ermittlungen erweidert an optimiséiert gëtt.

Wat den Aspekt vum Zougang zu deene persounebezunnenen Datebanken ugeet, esou huet dee fir munch Diskussiounen an der Press gesuergt, besonnesch nodeem dass d'Commission consultative des droits de l'Homme hiren Avis ofginn hat. Dat beleet, wéi sensibel d'Thema vun der Ausweidung vun de staatleche Sécherheitsmoossnamen ass.

Fir d'Sécherheet ze garantéiere sinn a grousse Linnen nozevollzéien: d'Opstockung vun de Polizeieffektiver, den erweiderten Zougang zu de persounebezunnenen Datebanken an d'Installatioun vun ofentlechen Iwwerwachungskameraen. Mir warnen awer dovur, fir lues a lues an e Polizeistat eranzedriften. Et gëtt keng Fräiheet oni Sécherheet, mä et gëtt awer och keng Sécherheet oni Fräiheet. Dëst sinn zwee fundamental Wäerter, déi och am LSAP-Grondsazprogramm definéiert sinn. Nieft Gerechtegkeet a Solidaritéit mussen d'Grondrechter an engem gesonden Equilibre zueneen stoen. Mir mussen duerfir derfir suergen, all Gesetzer, déi d'Sécherheet betreffen, regelméisseg op hir Noutwendegkeet an hir Effikassitéit hin ze iwwerpräiwen a gegebenenfalls Modifikatiounen virzehuelen. Datselwecht gëllt selbstverständlech fir d'Gesetzer, déi d'Privatliewe beeinträchtigen.

D'Sécherheet beschränkt sech net nëmmen op ëmmer méi Polizeipresenz an op méi repressiv Gesetzer, et muss een och un d'Wuerzele vun der Kriminalitéit goen, sech permanent ausenaner setzen mat de sozialen, wirtschaftlechen an institutionellen Ursachen vun der Délinquance. Et muss versicht ginn, fir preventiv géint déi verschidde Saachen unzekämpfen. Duerfir dierf an deemem Projet, wou et ëm den Accès zu Datebanke geet, déi perséinlech Informatiounen enthalen, de Schutz vun Privatliwien a vun de fundamentale Fräiheeten net ze kuerz kommen. Mir hunn an der Commission juridique versicht, en équilibréierte Kader auszeschaffen.

Engersäits gëtt de berechteege staatleche Sécherheitsusproch respektéiert. Et gëtt de Justiz- a Polizeiautoritéiten erlaabt, méiglechst méi effikass a méi schnell géint déi grouss Kriminalitéit an den Terrorismus virgoen ze kënnen. Anersäits ginn déi fundamentale Mënscherechter geschützt an d'Prinzipië vun der Nécessitéit an der Proportionalitéit gi respektéiert.

A senger ursprüngelecher Form war fir d'Commission juridique de Projet de loi net prezis genuch. D'Zil vum Législateur ass et, e Cadre juridique auszeschaffen, dee méiglech Mëssbräich bei der Konsultatioun vun Datebanke verhënnert, oni awer eng ze schwéierfällig an ze bürokratesch Prozedur ze schafen.

Här President, fir méiglech Mëssbräich besser ze verhënnere, huet d'Commission juridique dräi zousätzlech Dispositiounen agefouert, déi fir méi Sécherheet am Émgang mat persounebezunnenen Date suerge sollen:

Eischtens, ier den Zougang zu den Datebanken erlaabt gëtt, muss de Kriminalbeamte säin Identifiant numérique an d'Dossiersnummer ugin.

Zweetens, de Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet muss respektéiert ginn. Et dierfen nëmmen Datebanke konsultéiert ginn, wann et absolut noutwendeg ass.

Drëttens, nëmmen de Kriminalbeamten, dee mat der Enquête beoptraagt gouf, kritt Zougang. Expressis verbis ass den Zougang op Daten ausgeschlossen ginn, déi d'Gesondheet ugin, well dat extrem sensibel Donnéeë sinn.

A sengem zweeten Avis complémentaire warnt de Statsrot virun engem iwwerdriwwene Formalismus, deen duerch déi nei agefouert Kontrollmechanismen entstoe kéint. E begrënt awer net wierklech seng Bedenken. De Statsrot fäert, dass den Handlungsspillraum vun de Magistraten an de Beamte vun der Police judiciaire ze kleng gëtt an dass de Projet de loi riskéiert, seng Objektivitéit ze verpassen. D'Commission juridique gesäit dat awer net esou.

D'Kommissioun ass der Meenung, dass déi nei Kontrollmechanismen verschidde Adaptatiounen am Beräich vun der Informatik verlaangen. Si sinn unni gréisser Problemer ëmzesetzen a si verréngere d'äitlech de Risiko vun Abusen.

Dës Kontrollmechanismen sinn och am Sënn vun der Commission consultative des droits de l'Homme, déi sech zu Wuer gemellt huet, wat ze begrëssen ass. Si hat sech autosaiséiert. Et wier gutt gewiescht, wann den Avis vun deemem Gremium virduer ugefrot gi wier, am Virfeld vun der Ausschaffung vum Projet de loi, fir dass och d'Iwwerleeunge vun der Mënscherechtskommissioun an de Projet de loi hätte kënnen erafléissen. Verschidde Bedenken an Iwwerleeunge vun der Commission consultative huet d'Commission juridique iwwerholl.

Nodeem d'Commission juridique den Accès zu de persounebezunnenen Date méi streng reglementéiert an d'Gläichgewicht tëschent Fräiheits- a Sécherheitsaspekter besser assuréiert huet, gëtt d'LSAP-Fraktioun hiren Accord zu deemem Projet de loi.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Klein. Den honorablen Här Félix Braz huet d'Wuert elo.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun dem Rapporteur och Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Och dem Här Reding ee Merci vun eiser Säit, deen eis als Beamte vun der Regierung während deenen Aarbechte begleet huet. An natierlech och der Madame Flesch e Merci, déi, mengen ech, praktesch alles gesot huet, wat ze soe war. Ech ka mer duerfir erlaben, relativ kuerz ze sinn an net nach eng kéier dat ze widderhuelen, wat d'Madame Flesch scho gesot huet.

Mä d'Madame Flesch huet eiser Meenung no och ganz Recht mat hirer Analys a mat hirer Kritik. De Minister Frieden trëtt jo an an trëtt op fir d'Sécherheet a verspricht de Leit och Sécherheet. Mat deem, wat Dir hei probéiert hat, hätt Dir eisichter zur Veronsécherung bägedroen an net zur Sécherheet! Aus engem ganz einfache Grond, well Sécherheet net nëmmen de Schutz ass virun aneren, déi engem eppes Béises wëilten, mä zu der Sécherheet gehéiert nach eppes aneres, an dat schéngt Dir ze vergiessen! An net nëmmen an deemem Gesetz! Well dat, wat Iech hei geschitt ass, ass lech schonn eng kéier hei am Parlament geschitt.

Dir schéngt ze vergiessen, dass och zu der Sécherheet gehéiert, dass een d'Garantie kritt, dass déi Leit, déi fir d'Sécherheet suerge sollen, selwer d'Integritéit vun de Leit respektéieren. Zu der Sécherheet gehéiert net nëmmen e Sécherheitsapparat, mä och Garantie par rapport zu deem Sécherheitsapparat, Garantie par rapport zum Appareil judiciaire, an déi waren an Ärem Projet de loi net dran. An et ass net déi eisichte kéier, wou esou ee Projet deesselewechte Sort hei am Parlament féint.

Datselwecht ass Iech scho geschitt mat deemem Projet iwwert d'Durchsuchunge vun den Autoen. Och do war e Projet op den



Dëscht komm, deen nom Passage beim Statsrot an nom Passage beim Parlament e ganz anere war, deen zwar nach ëmmer déi Finalitéit méiglech gemaach huet, déi fir d'Police wichteg war, deen dat awer - an dat ass dee ganze Punkt! - op eng Aart a Weis gemaach huet, déi Garantië gëtt an déi sech net mat engem Volet nëmme vum Problem beschäftegt. Dee probéiert, dat op eng Aart a Weis ze maachen, dass een net nëmme en Instrument an de Grapp kritt fir d'Police, fir kënnen kriminellen Elementer op d'Spur ze kommen, mä déi gläichzäitig derfir suert, dass deene Leit, deenen näischt ze reprochéieren ass, och net ka geschéien, dass se a Schwierigkeete gerode wéinst deem Instrument, aus Grënn, fir déi se näischt kënnen. Déi zwou Saache muss de Justizminister kënnen assureieren an net nëmme eng dovunner.

Wann Der wëllt fir Sécherheet suergen, da musst Der integral fir d'Sécherheet suergen, an net nëmme fir déi eng Sécherheet, déi Sécherheet, déi Dir mengt. Zu der Sécherheet gehéiert och, dass ee probéiert, den Equilibre ze maachen an den Texter, esou dass déi och der Europäescher Mënscherechtskonvention gerecht ginn.

D'Madame Flesch huet déi Kritiken opgezielt, déi komm si vun enger Rei vun Institutionen a Kommissiounen, déi sech fonnt hu bei de Wieder, déi se gebraucht hunn an déi mat Sécherheet net exzessiv waren.

Dir sidd deemools beim Projet, wou et ëm d'Autoe gaangen ass, mat engem Revers de la main iwwert déi Saach ewechgaangen an hutt laachendes Mondes gesot: „Mäi Gott, wat ass dann, et ass dach alles an der Rei, et ass jo kee Problem!“ Gutt, mir hunn dat net esou gesinn - verschidder heibanen -, dass dat just eng Klenggekeet wier. Mä fir lech war dat knapps e Saz wäert.

Bei deem heite Projet, do hutt Der et an der Kommissioun och schon d'selwecht gemaach. Och do hutt Der laachendes Mondes erkläert: „Wat ass dann? Wat ass dann?“ Ma et ass en integralen Échec vun Ärem Projet. Et ass en integralen Échec! Deen Text war net gutt! Deen Text, deen Dir verdeedegt hutt, war keen équilibréierten Text.

Den Här Santer huet op eng frëndlech Aart a Weis gesot, dass institutionell Zesummespill hätt hei ganz gutt funktionéiert. Esou kann een et och ausdrécken.

Ech muss och d'fir dem Här Santer nach eng Kéier Merci soen a senger Eegeschaft als President vun der Commission juridique, well net nëmme bei deemem Projet, mä och bei anere Projeten ass et méiglech, an där Kommissioun - méi wéi an aneren! - eng open Diskussioun ze féieren. Et gëtt och anerer, wou dat méiglech ass, notament an der Verfassungskommissioun - den Här Meyers kuckt mech schon hallef béis, do hutt Der och ganz Recht, well do ass dat och méiglech.

Dat si wierklech déi zwou Kommissiounen, wou eng Aarbecht méiglech ass, déi vläicht an anere Kommissiounen méi...

#### (Interruption)

...schwierig ass.

Neen, ech soen dat esou, wéi ech et mengen, Här Haupt! D'Commission juridique ass wierklech eng Kommissioun, déi eng ganz eegen Aart a Weis huet, un d'Projeten erunzegoen, an déi sech net dru stéiert, wéi eng Regierung grad dee Projet op den Dësch geluecht huet, mä mer maachen eis eis eege Gedanken an eis eegen Aarbecht a kommen och zu Konklusiounen am Konsens, vun deene mer mengen, dass se besser wieren. A bei deemem Projet war dat och absolut méiglech.

Wat hu mer en fait fäerdeg bruecht? Andeem mer deen Text iwwerschafft hunn, hu mer et fäerdeg bruecht, dass déi Méiglechkeeten, déi hei an d'Gesetz ageschriwwen ginn, elo zwou Saache sinn:

Éischtens, dass se proportional kënnen ugewannt ginn, dass also dat Instrument wierklech nëmme do ugewannt gëtt, wou et och Sënn mécht. A mir hunn domadder och der eigentlecher Bezeichnung vum Gesetz, wat awer net säin Inhalt war, e Sënn ginn. Well d'Gesetz huet gesot, et geet ëm d'Lutte géint la grande criminalité, awer formuléiert op eng Aart a Weis, dass et herno

am Gesetz de fait op alles hätt kënnen applizéiert ginn, well déi Grande criminalité ass keng Notion juridique. Déi gëtt et net. Et ass eng Notion descriptive.

Esou wéi mer et ageschriwwen hätten, mam Grond a mat der Ursach vun der Lutte géint déi grouss Kriminalitéit, esou hätte mer herno awer e breet gefächert an net detailléiert Instrument gehat, wat och anescht hätt kënnen agesat ginn.

Duerch déi Modifikatioun, déi d'Kommissioun gemaach huet, duerch dat Aschreiwe vun engem Seuil, duerch déi technesch Konditiounen, fir Konsultatiounen ze maachen, doduerch, dass dat retracabel muss sinn, doduerch, dass de Proportionalitéitsprinzip mam Numm genannt gëtt, ass et elo tatsächlech en Text, deen der Police an der Magistratur déi Instrumenter an de Grapp dréckt, déi d'Regierung beabsichtigt hat an déi si och brauchen, awer eben op eng Aart a Weis, esou dass den Titel - Lutte contre la grande criminalité - och elo am Text drasteet, an nëmme den Titel, an net ganz vill anere Saachen nach.

Et ass also elo e gudden Text, deen d'Parlament produzéiert huet. D'fir wäert déi gréng Fraktioun deen Text och stëmmen; an der Hoffnung allerdéngs, dass dat institutionell Zesummespill - wat eng fei Saach ass - an deem doten Ausmooss an Zukunft net méi onbedéngt misst gebraucht ginn.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber ass net nuren eng Chambre d'enregistrement, si mécht och eng effektiv legislativ Aarbecht. Mir sinn déi, déi d'Gesetz hei virbereeden an d'uerchzéien an amendéieren. Heiansdo muss een dat méi oder manner maachen, mä et ass kloer, dass bei deemem Gesetz d'Chamber eng etlech Aarbecht hat. Dat gesäit een un deene ville Sätzungen an Amendementer an Texter, déi mer diskutéiert hunn.

Ech wëll dem Rapporteur, dem President, dem Här Santer, och Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Bericht. Dat mécht mir et als fënnefte Riedner hei elo e bësse méi einfach. Ech wëll mech awer och deene Remerciementer ralliéiere fir de Représentant vum Minister an onser Kommissioun, dem Här Luc Reding, deen ons net nëmme juristesche, mä och technesch heiansdo e puer gutt praktesch Tuyauxe gewisen huet a gewisen huet, dass hien déi Matière excellent kennt. Dat mécht engem natierlech och als Deputéierten d'Aarbecht méi licht.

Mir sinn am Ablack an enger Situatioun, wou ons Police nach e bësse wéi zur Zäit vun der Postkutsch fiert a verschiddeenen Aspekter. Dat heescht, wa se Donnéeë séier brauch, muss se fënnef, sechs, siwe Leit erausschécke mat Autoen, fir ze kucken, dass se an engem oder an zwee Deeg déi Donnéeën, déi se brauch, kritt.

#### (Interruption)

Oder wa si se net esou dréngend brauch, da sinn zwéi Polizisten während enger ganzer Woch amgang déi Donnéeën erauszeseichen.

Et muss een dofir, wann een diskutéiert iwwert d'Effektiver vun der Police - a mir hunn dat jo elo just an deem Gesetzesprojet virdu gemaach - a wann een déi Effektiver wëllt esou niddreg wéi méiglech halen, natierlech och kucken, dass een d'Prozedure moderniséiert an der heiteger Zäit upasst. Dat bedéngt natierlech, dass den Accès direkt un d'Donnéeë muss méiglech gemaach ginn.

Op där anerer Säit ass et natierlech och esou, dass ee muss oppassen, dass keen Abus dovunner gemaach gëtt, dass dat net ouni Kontroll geschitt. Dofir huet deen Débat, dee sech instauréiert huet tëschent der Regierung, tëschent dem Conseil d'État an der Chamber, schlussendlech zu engem positive Resultat gefouert.

Ech wëll nuren drop hiweisen, dass een et ganz gutt ka soen, dass d'Police an och d'Riichtere kënnen Accès hunn un d'Donnéeën, wat déi vun der Sécurité sociale ugeet, wann et als But an als Zweck huet, fir erauszefannen, wou den Här oder d'Madame XY schafft. Dat ass eng ganz legitim Donnée, déi ee ka siche goen.

Mä wann et drëm geet, fir erauszefannen, wat fir eng Krankheeten déi Persoun hat oder wat fir eng Medikamenter se geholl huet, bei wat fir en Dokter se geet oder soss Saachen, da geet et net méi. Dann ass den Abus mat virgeplangt. Dofir ass et elo richtig, dass déi Donnéeën, déi kënnen zur

Verfügung gestallt ginn, an den Accès direct limitéiert sinn.

Deen zweete wichtige Prinzip schéngt mer ze sinn, dass deen, deen Donnéeë consultéiert, sech éischtens muss identifizéieren an domadder seng perséinlech Responsabilitéit engagéieren, an zweetens muss hien och soen, a wat fir engem Dossier oder a wat fir engem Kader hien dat sicht. A wann hien net kompetent ass an deem Kader oder soss keng Pouvoiren huet, da läit en Abus vir. Dann ënnerläit hien de Strofen, déi duerch d'Loi vun der Protection des données nominatives virgesi sinn, an och anere Strofen, déi an anere Gesetze virgesi sinn. Dann ënnerläit hien deene Strofen do, well da läit en Abus vir.

Dofir hu mer versicht an och réusséiert an der Commission juridique, fir finalement en Text auszeschaffen, deen déi zwou Saachen alliéiert. Dat eent ass d'Effektivitéit vun enger moderner Police, an op där anerer Säit de Schutz vis-à-vis vun Abusen, wat d'Données nominatives ugeet.

En Résumé wëll ech also soen, dass d'ADR deen Text ka stëmmen a senger amendéierter Form, wéi e vun der Commission juridique guttgeheescht ginn ass.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Zum Ofschloss vun der Debatt kennt den Här Jaerling.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Et gëtt esou lues Zäit, well den Här Minister de ganzen Dag näischt z'iesse kritt huet, dass och een hien emol e bësse an Schutz hëlt hei.

#### (Interruption)

Ech wëll einfach soen: Wat ass dann elo mat deenen zwéi Gesetze geschitt? Dat, wat mer virdu gestëmmt hunn, an dat, wat mer elo gestëmmt hunn, ass näischt anescht wéi wat mat all anerem Gesetz geschitt. Et gëtt deponéiert; et kennt an d'Kommissioun; et fënn eng Diskussioun statt, an da kennt et hei an d'Chamber. Méi ass net geschitt.

#### (Hilarité)

» **M. le Président.** - Da loosst den Här Jaerling elo!

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Et deet mer leed; et ass net méi geschitt wéi mat all anerem Gesetz, et gëtt just hei méi Theater driwwer gemaach. Mä méi ass net geschitt. Ech wëll einfach soen: All Gesetze, déi mer an egal wat fir eng Kommissioun kréien: Et gëtt deponéiert; et geet an d'Kommissioun; jidderee ka seng Amendementer virbréngen. Hei sinn ebe méi Amendementer virbruecht gi wéi an engem anere Gesetz, an elo ass et hei deponéiert ginn. Elo seet jiddereen zum Schluss: Et ass en herrlecht Gesetz! Ma, wat wëlle mer da méi just virun der Vakanz?

#### (Hilarité)

Et ass alles an der Rei. Et ass Friede, Freude, Eierkuchen, wéi ëmmer zum Ofschloss vun enger Legislaturperiode. D'fir géif ech mengen: Kommt, mer sinn dach all zefridden, dass mer esou schéi Gesetze hunn!

» **Une voix.** - Et ass nach net eriwwer, Här Jaerling.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Da komme mer ebe muer nach eng Kéier erëm. Dat ass net esou schlëmm.

#### (Hilarité)

An da maache mer muer datselwecht. Mir huelen déi Gesetze, déi deponéiert gi sinn an an der Kommissioun amendéiert gi sinn, an da stëmme mer se hei.

#### (Hilarité)

Dann ass et wéi ëmmer, da si mer all zefridden a jiddereen geet zefridden heem.

» **Une voix.** - Wat maache mer den Oktober?

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - A wat maache mer den Oktober? Dat ass eng gutt Fro. Déi hunn ech mer och scho gestallt.

#### (Hilarité)

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt ass ofgeschloss. D'Regierung huet elo d'Wuert, den Här Justizminister Luc Frieden.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, et hätt een effektiv kënnen bal dem Här Jaerling d'Schlusswuert iwwerloossen.

#### (Hilarité)

Ech mengen awer, d'Roll, déi eis ass, verlaangt, dass mer kuerz zu deemem Projet de loi, och wann et spéit ass, schwätzen.

Fir d'éischt selbstverständlech e grouse Merci un de President vun der Commission juridique, de Patrick Santer, zu deemem Projet an zu deem virdrun, deen déi Zilsetzung, déi d'Regierung an deene Projeten hat, ëmmer voll a ganz ënnerstëtzt huet an déi hien och an d'Aarbecht vun der Commission juridique mat abruecht huet, wat eng wesentlech Hëllef war, fir dass déi Regierungstexte och géifen zum Vote hei kommen.

Dat Zweet, dat ass, dass fir mech ëmmer Fräiheet, Sécherheet a Rechtsstat zesumme ginn. Ech kënn lech - mä d'fir ass et ze spéit - eng Dosen Texter opzielen, wou ech ëmmer versicht hunn, déi dräi Elementer virunzebréngen. Déi dräi Elementer, déi op eng wesentlech Aart a Weis zesummenhängen.

Et gëtt keng Fräiheet ouni eng gewësse Sécherheet. Et ka keng absolut Sécherheet ginn, well déi géif d'Fräiheet ze vill aschränken. A Fräiheet a Sécherheet muss sech an engem Rechtsstat entwéckelen. Dat sinn déi Prinzipien, déi vun Ufank un, dass ech Politik maachen als Deputéierten, als Minister, meng „Leitfäden“ waren. Ech stelle fest, dass och déi Texter, déi mer haut hei diskutéieren, souwéi déi, déi den Owend nach eng Kéier hei rappéléiert gi sinn iwwert d'Kontroll, déi d'Police kann an de Mallé vun den Autoe maachen, ëmmer deem Rechnung gedroen hunn.

Mä et gehéiert och derzou, dass d'Gewichtung an deem engen an an deem anere sengen Aen heiansdo e bësse anescht ass. Et gehéiert héchstwahrscheinlech och derzou, dass d'Opposition net kann direkt mat engem Text d'accord sinn.

Fir mech zielt d'Zil, wat mer eis gesat hunn. An d'Zil ass, dass am Kader vun der Polizeiarbecht eng gewësse Vereinfachung muss kommen. Dat heescht, dass d'Police muss zu gewëssenen Datebanken, déi et fréier vläicht guer net gi sinn, en Accès kréien.

Ech hätt gär de Rechtsstat och derbäi. Wat nämlech hei de Mëtteg kee gesot huet, och net déi, déi fréier an der Regierung waren, dat ass, dass zu enger Rei vun deenen Datebanke virdrun en Accès bestanen huet op der Basis vun engem einfache Règlement grand-ducal. Ech hätt also kënnen soen: Dir hutt deen Accès, mir regelen dat do net. Ech hätt gär Rechtssécherheet. Ech hätt gär, dass d'Police an d'Justiz hir Aarbecht opgrond vun engem kloere rechtsstaatleche Kader kënnen maachen. Dee Projet de loi, deen d'Regierung déposéiert huet, war an allen Hिसichte konform och zu internationale Mënscherechtsdokumenten.

Dee Beamten, deen Der zu Recht esou vill gelueft hutt, deen hat och deen éischten Text matgeschriwwen. Deen huet mer oft confirméiert, dass deen Text an aller Hिसicht den internationalen Texter entsprécht. Dass do verschidder jee no hirer politescher Sensibilitéit am Conseil d'État oder der Mënscherechtskommissioun net mat all där Politik d'accord sinn, déi ech maachen - et muss ee jo och wëssen, wat fir eng Sensibilitéit verschidde vum deene Leit hunn -, dat respektéieren ech.

Dat heescht awer net, dass déi domadder automatesch Recht hunn. An ech kéint Nimm op all déi Leit setzen, déi mer dat och op der Strooss soen. Déi soen: „Ech wëll net, dass s du dat an dat méchs.“

Meng Zilsetzung ass, dass mer d'Fräiheeten an d'Sécherheet no vir bréngen, an ech mengen, dass ee sech net muss schummen, heiansdo och dat Element vun der Sécherheet no vir ze setzen, well mer soss net zu engem Zil kommen.

Ech wëll lech just eng kuerz Episod verzielen, déi ech virgëschter um Justizministerconseil, deen zu Cannes zesummegekommen ass, erlieft hunn. Ech hunn e Gespräch geféiert mam Buergermeeschter vu Cannes, deen eng riseg Polemik hat virun e puer Joer, wéi hie Kameraen installéiert huet. Hien huet gesot, souwuel d'Opposition wéi Deeler vun der Majoritéit hunn hien dofir schaarf attackéiert.

Elo no éischte Bilanen - si si scho bei engem Bilan, mir kommen eréicht zu engem Bilan, wa mer zwéi Joer de Pilotprojet eriwwer hunn - hunn d'Leit gemierkt, dass op ville Plazen, wou déi Kamerae waren, eng wesentlech Amélioratioun vun der Sécherheet komm ass, an notament d'Geschäftswelt vu Cannes huet de Buergermeeschter elo gefrot, fir méi där Kamerae ze installéieren. Ech soen lech net, dass dat meng Intention ass. Mä ech hu gesot, mir waarden de Bilan an der Stad Lëtzebuerg of, dee mer 2009 maachen. Ech soen lech just: Heiansdo muss ee fir en Zil kämpfen.

An deem Projet, dee mer hei maachen, solle mer och dozou bäidroen, datt d'Police eng besser Aarbecht ka maachen, fir datt déi grouss Kriminalitéit ka bekämpft ginn.

Fir mech ass et keng Onéier a souguer dat Normaalst vun der Welt, datt an engem Parlament en Text amendéiert gëtt. Déi Deputéierten, déi mengen, nëmmen e Parlament wier gutt, wat de Regierungstext direkt géif stëmmen, dat sinn a mengen Ae Leit, déi d'parlamentarescht Wiesen awer wirklech net an hirem Häerz mat sech droen.

Wann den Text fundamental geännert hätt, dann hätt d'Regierung gesot: Mir wëllen deen Text do net, mir zéien en zréck, stëmmt en net. Ech fannen, deen Text hei dréit der Finalitéit Rechnung, déi d'Regierung hat. Déi Amendementer hunn deen Text net substanzuell a senger Finalitéit geännert. Si hunn en heiansdo verbessert. Ech fannen en Text, deen diskutéiert gëtt, do kann een dach och eng Suggestioun mathuelen.

Fir mech zielt - an duerfir ass meng Satisfaktioun den Owend grouss: Zwee wesentlech Texter, déi ech an deem dote Beräich proposéiert hunn am Numm vun der Regierung, déi ech als Justizminister der Regierung proposéiert hunn - d'Augmentatioun vun den Effektiver vun der Police an deesen Text iwwert den Accès vun den Officiers de police judiciaire a vun de Riichter an zu ver-

schiddenen Datebanken -, gi mat enger ganz breeder Zoustëmmung duerch dëst Parlament.

Dat ass eng grouss Satisfaktioun fir mech, mä en fait ass déi Satisfaktioun net wichteg. Wichteg ass, datt um Terrain Leit déi Instrumenter kréien, déi se brauchen, fir dass d'Police an d'Riichter uerdentlech kënnen schaffen. Duerfir brauche se Leit, si brauchen technesch Mëttelen a si brauchen adequat Texter. Dëst ass esou en Text.

Duerfir soen ech all deene Merci, déi deesen Text den Owend hei stëmmen.

»»» **Plusieurs voix.** - Très bien!

»»» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zu der Ofstëmmung.

Dir wësst, dass de Rapporteur an och d'Madame Flesch eis drop opmierksam gemaach hunn, dass am Artikel 1.4 eng Erreur matérielle ass. Et ass also ze liesen - wann ech den Text zitieren: „après l'article 48-23“ an net „après l'article 48-24“.

Mir stëmmen also elo iwwert den ofgeännerten Text vum Projet 5563 of a wäerten dem Conseil d'État dës materiell Ännerung schrëftlech matdeelen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5563 ass eestëmmeg ugeholl, Här Minister, mat 59 Jo-Stëmmen, ouni Nee-Stëmm an ouni Abstentioun.

**Ont voté oui:** Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Patrick Santer), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Marco Schank);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri (par Mme Lydie Err), Jos Scheuer, Romain Schneider et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger (par M. Charles Goerens), Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen),

Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten. Mir gesinn eis muer de Mëtteg erëm um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 21.09 heures)**

## Jeudi, 10 juillet 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

M. Jos Scheuer, Vice-Président • Mme Colette Flesch, Vice-Président

### Sommaire

#### 1. Déclaration de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur la réorganisation territoriale du Luxembourg

- M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Débat: M. Jean-Pierre Klein, M. Gast Gibéryen, M. Camille Gira, M. Fernand Etgen (M. Romain Schneider et M. Jean-Pierre Klein répondent), M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

#### 2. Débat de consultation sur le 3<sup>e</sup> plan en faveur des petites et moyennes entreprises (PME)

- Exposé: M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
- Débat: M. Lucien Clement, M. Fernand Etgen, M. Romain Schneider, M. Henri Kox (M. le Ministre Fernand Boden lui répond), M. Robert Mehlen (à qui répond M. le Ministre Fernand Boden), M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

#### 3. 5854 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern“ sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl“, signé à Luxembourg, le 26 février 2008

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Jos Scheuer
- Discussion générale: Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

#### 4. 5782 - Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Jos Scheuer (déposant une motion)
- Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Carlo Wagner, M. Claude Adam (déposant une motion), M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Motions 1 et 2 (adoptées)

#### 5. Demandes en naturalisation

- Adoption en séance non publique de 98 demandes en naturalisation avec dispense du second vote constitutionnel
- Adoption en séance non publique de neuf demandes de changement de nom ou de prénom

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler; Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.32 heures)**

## SÉANCE 52

»»» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op. Ech wëll d'Regierung froen, ob se der Chamber eng Deklaratioun ze maachen huet?

»»» **Une voix.** - Neen, Här President.

»»» **M. le Président.** - Da komme mer direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Mir héieren eng Deklaratioun vum Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf iwwert d'Reorganisation territoriale, dat opgrond vun enger Interventioun, déi den honorabelen Här Gira den Dënschdeg hei gemaach hat. No der Deklaratioun vum Minister hunn d'Fraktiounen d'Méiglechkeet fir Stellung ze huelen zu deem, wat de Minister gesot huet. D'Wuert huet elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

#### 1. Déclaration de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur la réorganisation territoriale du Luxembourg

»»» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn also haut befaasst mat enger Interventioun vum Här Gira, dee feststellt, dass eng Kaart an der Press opgetaucht wär, ouni dass dann d'Chamber oder soss Leit mat där Kaart konfrontéiert goufen.

Ech wëll dem Här Gira soen, dass déi Kaart, déi an der Press opgetaucht ass an déi do veröffentlecht ginn ass, sécherlech keng Initiativ vum Innenminister ka sinn, well den Innenminister geet net Kaarten an d'Press publizéieren, wa se nach net am Regierungsrat waren. Also, esou onclever kann e praktesch net sinn.

Ech wëll just soen, dass déi Kaart, déi an der Press war, sech op déi Kaart baséiert, déi ech mam Syvicol ausgeschafft hunn, wëssend, dass Feeler an där Kaart sinn, déi an der Zeitung war. Ech wëll och soen, datt ech awer mengen, datt den Här Gira misst wëssen, wéi déi Kaart ausgesäit, well hie kennt jo d'Madame Metz, déi Member vum Comité ass vum Syvicol, déi him jo da warscheinlech gesot wäert hunn, wéi déi Kaart ausgesäit, well de Syvicol huet déi Kaart virgestallt kritt.

Ech wëll och soen, dass déi Kaart eng Base de discussion ass. Et gëtt och nach alternativ Kaarten dozou, well mer gi jo bei d'Gemengen diskutéieren. Et ass net op alle Plazen am Land kloer, wéi déi Kaart elo soll

ausgesinn oder wéi déi eenzel Punkte solle géréiert ginn am Interesse vun de Gemengen a vun der Kartographie vum ganze Land.

Ech hunn och wëlles als Innenminister, nach weider Elementer mat an d'Diskussioun ze bréngen, och weider Virschléi ze maachen, och wat Fusiounen ugeet, esou dass mer de Moment an enger Phas sinn, wou mer also ab dem Hierscht wäerten duerch d'Land goen an déi eenzel Regione mat de Gemenge schwätzen an da kucken, déi Kartographie opzestellen, fir besser a méi staark Gemengen ze kréien.

Ech wäert am nächste Regierungsrat - net deem vu muer, mä vu muer an enger Woch - déi Kaart zesumme mam Congé politique a mat der Communauté urbaine presentéieren. Da wäerte mer am Hierscht nach an der Chamberskommissioun d'Méiglechkeet kréien, déi ganz Saachen ze diskutéieren.

Ech hu wëlles, déi ganz Diskussiounen an der Transparenz ze maachen. Ech hunn hei also net wëlles, iergendeen erauszeloosen, well ech mengen, wann ee wëllt wirklech an dësem Beräich eng Reform maachen, da muss mer all un engem Strang zéien an da muss jiddereen datselwecht Wëssen hunn.

Also, et deet mer Leed, dass dat doten elo esou gaangen ass, wéi et gaangen ass, mä wéi gesot, Dir kënnt lech jo virstellen, dass dat keng Initiativ vum Minister war.

Dat war dat, wat ech elo hei wollt soen. Ech bieden lech alleguerten em e konstruktive Geescht an e konstruktiv Mateneen, esou wéi en och an der Spezialkommissioun war, wou mer och, fannen ech, ganz gutt zesumme geschafft hunn. Ech weess och, dass ech mam Syvicol, vun deem den Här Klein jo President ass, e gudden Partner hunn, fir mat de Gemengen am Dialog eppes konstruktives ze maachen am Interesse vun eisem Land.

Merci.

»»» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Den Här Klein, President vum Syvicol ënner anerem, huet d'Wuert gefrot.

**Débat**

»»» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, just e puer Wuert zu där Fro vum Här Gira. Mir hatten d'lescht Woch eng laang Debatt hei doruwer, wéi mer eis als Gemenge sollten organiséieren, fir den Erausforderunge vum 20. Jorhonnert gewuess ze sinn.

Mir wollte jo nëmmen hunn, dass mer eise Kompetenz gerecht ginn, an dofir brauche mer e Service administratif, dee staark ass, e Service financier an e Service technique. An dofir, fir dat ze exekutieren, brauche mer staark Gemengen. Mir hunn och gesot, wat mer ënner staarke Gemenge verstinn.

Do war emol ee vun de Kritären 3.000 Awunner, dat ass awer net deen eenzege Kritär. Mir hunn och gesot, et soll een der geographescher Lag Rechnung droen, wann ee Fusioun wëllt maachen. Et soll een och Rechnung droen de Spezifisitéit vun der Region an och ganz besonnesch soll ee Rechnung droen den aktuelle Kooperationsen a Syndikater, wou d'Gemengen dra sinn. An opgrond vun deene Kritären ass dee Schéma de coopération renforcée ausgeschafft ginn, zesumme mam Syvicol a mam Ministère de l'Intérieur. Den Innenminister war vun der Regierung beoptraagt ginn, fir déi Aarbecht ze maachen, an zwar sollt en dat maachen effektiv an Zesummenaarbecht mam Syvicol, sou wéi dat sech iwwerengs och aus de Konklusionen vun Rapport vun der Kommissioun, dee mer d'lescht Woch debattéiert hunn, erginn huet.

Ech mengen, de Minister huet elo grad gesot, dat ass net intangibel. Dee Schema ass net intangibel. Mir solle jo elo an d'Gemenge goen, fir dat mat de Gemengen ze diskutieren. Mir musse jo awer eng Base de discussion hunn, mir kënnen net bei all eenzel Gemeng froe goen: Mat wem wëllt Dir elo fusionéieren?

Mir hunn eis, fir virunzekommen, eng Base de discussion misse verschafen. Elo gi mer bei d'Gemenge kucken an huelen dann och nach Suggestiounen, Kritiken, Propositionen entgéint, an da gëtt en définitive de Schema gemaach.

Ëmmerhi kënn jo spéider och nach, wann d'Fusioun geschéien, dat hei an de Plenum, well all Fusioun gëtt jo e Gesetz, an do kréie mer jo och nach Geleeënheet, fir am Detail doriwwer ze diskutieren.

Wéi gesot, dat hei ass e Schema, eng Base de discussion, déi nach ëmmer ka geännert ginn. An esouwäit wéi mer wëssen, ass et net nëmmen ee Schema, et sinn der zwee; et sinn zwou Alternativen, déi ausgeschafft gi sinn, déi mer elo mat de Gemengen diskutiere ginn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Klein. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gibéryen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, déi Ufro, déi vun de gréng Kolleegen hei komm war den Dëschdeg, war duerchaus berechtigt, well ech mengen, mir alleguer waren net schlecht iwwerrascht, wéi mer konnten an enger Zeitung feststellen, datt do e Plang...

(*Interruption*)

Gelift?

» **Une voix.** - De Minister och!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...datt do e Plang veröffentlecht ginn ass iwwer eng nei Struktur vun de Gemengen hei am Land.

Mir waren ëmsou méi iwwerrascht, Här President, wann ee weess, datt mer eng Spezialkommissioun haten, déi dräi, véier Joer getagt hat. Ech muss soen, datt ech wierklech enttäuscht sinn. Mir hunn an deenen dräi, véier Joer systematesch verlaangt, vum Innenminister e Rapport ze kréien, deen all Joer géif erauskommen iwwer sämtlech Finanztransferten tëschent dem Stat an de Gemengen. Mir hunn dee Rapport ëmmer versprach kritt an hunn en awer ni kritt.

Mir hunn als Kommissioun verlaangt, fir e Rapport ze kréien, en Inventar ze kréien, wat déi 116 Gemengen dem Land ubidden oder net ubidden, fir datt een iwwerhaapt eng Diskussionsbasis hätt, fir ze kucke wou dann elo Problemer géife bestoen a firwat do Problemer bestinn a wéi een da kéint reagieren. Mä och dat hu mer alles net kritt.

Mir hunn an der Kommissioun och gefrot, fir déi Kaart ze kréien. Och déi Kaart hu mer net kritt. Also huet am Fong déi Spezialkommissioun, déi déi Territorialreform am Fong sollt hei preparéieren, dräi wichteg Elementer vum Innenminister virenthale kritt.

Duerfir ass et ëmsou méi schlëmm, datt dann eng Kaart op eemol an der Zeitung ass. An ech fannen et och schlëmm, wann den Innenminister heihinner kënn, Här President, an zum Här Gira seet, ma Dir hutt dach eng Kolleegin aus Ärer Partei, déi do an engem Gremium ass, déi muss dach déi Kaart hunn, déi wäert lech jo dann informéiert hunn.

Also, wann d'Deputéierten hei an der Chamber mussen iwwer Ëmweeër, oder de Minister et als normal ugesäit, datt d'Deputéierte sech kéinte jo iwwer Ëmweeër eng Kaart hei verschafen, da fannen ech dat wierklech iwwerhaapt kee Respekt méi vis-à-vis vun dësem Parlament.

Ech mengen, dat mannst wier gewiescht, datt d'Spezialkommissioun déi Dokumenter kritt hätt, déi se gefrot huet. Se huet se net kritt, a wéi kënn mer dann - wéi de Minister seet - all un engem Strang zéien, wa vum Minister senger Säit hei den Deputéierte wesentlech Informatiounen virenthale ginn?!

An dann huet de Minister och hei gesot, et wier eng Kaart, mä et géif nach Kaarte ginn. Da froen ech mech, wéi vill d'Kaarten et doruechter gëtt. Ech froe mech och nach eng Kéier, ob de Syvicol e Mandat huet vun de Gemengen, fir iwwerhaapt hei eng nei Kaart ze zeichnen, an ob net d'Gemengen hätte missen iwwerhaapt esou e Mandat dem Syvicol ginn, an och mat dem Syvicol iwwer esou eng Kaart hätte missen eppes schreiben.

Hei gëtt also wierklech vun uewen erof, am Geheimen, am stillen Kämmerlein, d'Landkaart frësch...

(*Interruptions*)

Ma de Syvicol, Här Clement, misst am Fong Vertrieeder vun de Gemenge sinn.

» **Une voix.** - Voilà!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hunn awer d'Gefill, wéi wann de Syvicol heiansdo den Handlanger vun der Regierung wier,...

(*Interruptions*)

...wann ee kuckt, wéi dat hei fonctionnéiert.

Duerfir, mengen ech, ass et scho berechtigt fir ze soen, datt d'Gemengen och eng Kéier mam Syvicol doriwwer hätte missen diskutieren an e Mandat ginn. Mä de Syvicol spillt hei net d'Hauptroll. Hei ass net de Syvicol vis-à-vis vum Parlament Rechenschaft schëlleg, mä den Innenminister ass hei Rechenschaft schëlleg. Hien huet an deenen dräi Joer 3-mol wesentlech Informatiounen dësem Parlament virenthalen, an da kann de Minister net heihinnerkommen a gläichzäitig soen, kommt mir zéien all un engem Strang.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Très bien!

» **M. le Président.** - Den Här Gira huet d'Wuert elo.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dat waren zwou verschidden Äntwerten.

(*Interruptions*)

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Ufank dem Innenminister Merci soen, dass hie bereet war, dës Woch nach bei eis ze kommen, fir eng Rei Explikatiounen ofzeginn. Dir musst mer awer och gleeuwen, dass ech net ganz zefridde si mat deem, wat den Innenminister elo hei gesot huet.

Et geet hei net dorëm, ob ech perséinlech als Camille Gira déi Kaart do eng Kéier kréien oder net. Dat ass net de Punkt, Här President.

Et geet hei ëm eng prinzipiell Démarche. Ech kann eng Rei Saachen nëmme widderhuelen, déi de Kolleg Gibéryen viru mir gesot huet. Ech bleiwen der Meenung, grad well mer dräi an en halleft Joer an enger konstruktiver Atmosphär, vun där - mengen ech - de Minister selwer genuch Zeie war an der Kommissioun, iwwer Parteigrenzen ewech an och iwwer Meenungsgrenzen ewech probéiert hunn, an engem positive Geescht deen Dossier hei virunzibréngen, dass ech dat nach wie vor als Affront emfanen, obwuel - wéi bis bekannt war, dass iergendwou op engem Schreifdësch eng Rei Leit géifen un enger Kaart dokteren - ech perséinlech an, mengen ech, och nach aner Kollege gefrot haten, dass mir déi Kaart och ze gesi kréien, fir dat an d'Debatten afléissen ze loossen, dass mir déi Kaart net kritt hunn.

Ech versti bis haut nach net, Här President, firwat dat net méiglech war. Mir kruten do iergendwellech fadenscheineg Argumenter. Mir krute gesot, déi Kaart wier net fäerdeg. Mir krute gesot, de Minister wëllt se net esou fréi erausginn. Ech ka just feststellen, déi

Kaart huet also manifestement existéiert an déi Kaart huet also net nëmmen an de Käpp an op de Schreifdësch vum Innenministère existéiert, mä et mussen nach aner Leit se gehat hunn.

Ech gleeuwen dem Innenminister, dass hie se net erausginn huet, mä manifestement haten also aner Leit déi Kaart offiziell an hiren Hänn. A wann de Minister awer gemengt hat, esou en Dokument géif, wa schonn x Leit et am Grapp haten, nach Wochen a Méint laang bis den Hierscht geheim bleiwen, da muss ech hien awer als relativ naiv ugesinn, well et weess jo awer jiddferen, dass dat net ka fonctionnéieren an deem klenge Land, wéi mir hei sinn.

An ech fannen, dass de Minister da spéitens bei der Debatt hätt heihikommen a soe missen, léif Deputéierten alleguerten, mir sinn amgang e puer Varianten hei ze maachen, hei kritt Der elo déi Kaart, kuckt lech dat emol un, sot mer, wat Der dovun haalt. Dann hätt hie vläicht nach direkt während der Debatt eng Rei Kritiken, eng Rei positiv Echoe kritt. Mä ech fannen et awer net an der Rei, dass dat do dee Wee gaangen ass.

Ech bleiwen och derbäi, dass déi do Démarche insgesamt en Affront vis-à-vis vun de Buergermeeschteren, Schäfte a Conseillere vun deene concernéierte Gemengen ass. An hei ass dann och vläicht ganz e bëssen e Problem, an ech sinn och enttäuscht iwwer de Manktum u Sensibilitéit um Niveau vum Syvicol.

Huet et domat ze dinn, dass de Gros vun deene Leit, déi do am Comité sëtzen, net concernéiert si vun där heiter Reform, well de Gros vun deenen aus Proporzgemenge kommen, déi souwisou net dra sinn?

Ech verstinn net, dass Kolleegen aus deene Gemengen net verstinn, wat elo dobausse lass ass. Wat ass nämlech lass? Ma déi Responsabel vun deene concernéierte Gemenge ginn elo permanent ugeschwat an déi gi gefrot: Firwat musse mir dann iwwerhaapt fusionéieren? Mir gi jo gutt eens esou. Firwat musse mer mat der Gemeng X an net mat der Gemeng Y fusionéieren?

An da steet een als Responsabel do, an ech och, obwuel ech dräi an en halleft Joer intensiiv matdiskutéiert hunn an der Kommissioun, a ka meng Leit keng Äntwert ginn. Well ech hu keng Ahnung, wat de Minister mat senger Kaart wëllt.

An déi Leit dobaussen, déi net an der Chamber sinn an an der Spezialkommissioun, déi si jo nach vill méi schlecht drun. Déi wësse guer net, wat am Rapport vun der Spezialkommissioun steet. Déi hu keng Ahnung vun den Absichte vum Innenminister a scho guer net dovunner, wat déi applizéiert Kritäre sinn, firwat déi Kaart grad esou ausgesäit an net anescht. A si sinn domadder extrem schlecht drun, well d'Leit ginn natierlech dovun aus, dass dës Kaart mat de Gemengeverantwortlechen ofgeschwat ass. Gësch war se dann och nach an enger Wochenzeitung. Lues a lues mécht déi Kaart do den Tour an d'Leit soen: Aha, dat do ass d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land an deenen nächsten 20, 30 Joer.

An dës Situatioun ass, Här President, méi wéi onglécklech, an am plaz Akzeptanz fir dës Reform ze favorisieren, ass elo de Géigendeel geschitt. Duerfir fanne mir nach wie vor, dass d'Manéier, wéi dës Kaart zustane komm ass, an och virun allem wéi se an d'Öffentlechkeet komm ass, duerfir nëmme fir Onversteedsdemech a Roserei ka sueren.

Mä awer och den Inhalt vun dësem Plang provoziert a concernéierte Kreesser Kappzëbrieches. De Virriedner huet et scho gesot, mir haten eng Rei Kritäre festgeluecht: 3.000 Awunner unzestriewen, awer och opzepasst, dass déi Gemenge flächeméisseg net ze grouss ginn, a selbstverständlech och bestehend Kooperatiounen ze respektieren.

Zum éischte Punkt: Wat gesinn ech? Et stinn 29 nei Gemengen, dovu sinn der nëmme siwe bis aacht, déi deene Kritären, déi mir festgehalten hunn, Rechnung droen, nämlech ongeféier 3.000 Leit. Déi meescht sinn haut scho wesentlech méi héich, a wann ee weess, dass all Gemeng an der Moyenne ee Prozent bähält, da sinn déi bis 2017 nach wesentlech méi grouss. Aacht sinn der haut schonn iwwer 4.000, eng halleft Dosen iwwer 6.000. Jo, et sinn der souguer zwou oder dräi derbäi, déi haut schonn 8.000 bis 9.000 Awunner an Awunnerinnen hunn. Ech gesinn op där anerer Säit awer och eng Gemeng vu 1.700.

Do muss awer, Här President, d'Fro berechtigt sinn: Wéi sinn dann do de Ministère an de Syvicol virgaangen, a wat huet dat do nach mat deem Chiffer, deem magesche Chiffer vun 3.000 Leit, dee scho jorelaang am Raum ass, ze dinn?

Zweete Punkt, d'Gréisst. Ech gesi Gemenge vu 4.000 bis 5.000 Awunner, wou also kee Leides gewiescht wier, méi klenger ze maachen, vun 80, 90, 110 Quadratkilometer.

Ma gitt emol eng Kéier op d'Plaz, Här Minister, an da probéiert Der emol, mat engem Trakter an där Gemeng vun engem Duerf op dat anert ze fueren. Do si moies d'Services techniques eng Stonn ënnerwee bis se op där Plaz sinn, wou se solle schaffen.

Mir kënnen dach net nëmmen d'Effikasitéit um Niveau vum Beamtentum hei probéieren an d'Wee ze leeden. Mir mussen awer och kucken, dass e Service technique nach einegermoosse ka fonctionnéieren. Duerfir versti mer och déi do Virgehensweis net.

Schlussendlech ass jo gesot ginn, dass een onbedéngt misst, wann een net wëllt do-bausse Problemer schafen, bestehende Kooperatiounen Rechnung droen.

Ech kann do nëmmen d'Beispill zitieren, wat ech wierklech aus dem Effeff kennen, well ech vun Ufank un dobäi war, nämlech vum Kanton Réiden. Do sinn zéng Gemenge 15 Joer laang amgang, mat vill Méi deelweis, exemplaresch regional Kooperatioun ze maachen. Si hu gemeinsam vill Geld a gemeinsam Infrastrukturen a Services gestach: eng Crèche, en Altersheim, eng Schwemm, eng Museksschoul, eng Zone d'activités an esou weider an esou fort.

A wat geschitt elo? Elo sollen dräi Gemenge vun deenen zéng, bal en Drëttel, aus deem Kanton do erausgerappt ginn. Wéi soll dat vir sech goen? Wat geschitt mat deene Gemengen? Wou fannen déi sech erëm? Bezuele mer déi aus an esou weider an esou fort?

Ech muss ganz éierlech soen, ech fannen, dass all déi, déi sech elo während Jore beméit hunn, relativ fir domm verkaaft ginn.

Duerfir kann et fir eis, Här President, als Gréng nëmmen eng Konklusioun ginn.

Här Minister, Är Virgehensweis ass schlëmm wéi déi vun engem Elefant am Parzeläinsbuttek.

» **Plusieurs voix.** - Oh!

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Dir hutt e grouse Koup Schierbelen iwwer Land produziéiert.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, da lauschert emol dobaussen, wat iwwer Land diskutéiert gëtt. Do ass elo e grouse Koup Schierbele produziéiert ginn.

(*Interruptions*)

» **Une voix.** - Dat kanns De elo an de Pa-beierkuerf geheien.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - A wann Dir bei Ärer Tournée iwwer Land am Hierscht net exklusiv dermat beschäftigt wëllt sinn, dës Schierbelen opzerafen, da gëtt et just nach eng Léisung an eisen Aen: Geheit déi Kaart an d'Dreckskëscht, gitt am Hierscht an all Region, an all Kanton, erkläert de Responsabelen de Sënn an Zweck vun dëser Reform.

Leet wann ech gelift transparent an novollzëibar Kritäre fir déi Fusiounen op den Dësch a lauschtert dann op déi Responsabel vum Terrain.

An dann zeechent Dir zesumme mat deene Responsabele vum Terrain, déi hir Gemeng am beschte kennen, déi hir Region am beschte kennen, eng nei Kaart.

Dat ass fir eis déi eenzeg Méiglechkeet, fir dass erëm Vertrauen an dës Reform entsteet, an dat ass déi Aart a Weis, wéi mir als Gréng eis géifen eng participativ Démarche virstellen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Gira. Den Här Etgen huet d'Wuert.

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och am Numm vun der Demokratescher Partei eis Enttäuschung doriwwer zum Ausdruck bréngen, datt d'Carte territoriale een Dag no der Diskussioun iwwer de Rapport vun der Spezialkommissioun an der Press oder méi prezis am Lëtzebuerger Wort publizéiert ginn ass.

Mir fannen dëst ee grave Fauxpas, ëmsou méi, well bis dohi souguer d'Membere vun der Spezialkommissioun dës Kaart emol net ze gesi kruten. An dobäi hu bal unisono all Spriecher dee leschten Donneschdeg hei dorop higewisen, datt esou eng Kaart net vun uewen erof därer diktiert ginn, mä datt dës Kaart soll am Dialog, am Konsens an am géigesäitigen Averständnis vum Minis-

ter an de betreffende Gemenge opgestallt ginn.

Méi schlëmm nach, den heitegen Innenminister hat senge Kollegeen an der Regierung d'Kaart och emol net gewisen. D'Alaude vun der Territorialreform huet domadder schlecht ugefaangen. Mir hoffen, datt et net esou weidergeet. Fusiounen d'äerfen nämlech net opgezongene ginn. Se mussen zesummen am Dialog mat de Gemengen awer och am Dialog mat de betreffende Bierger wuessen. Et gëllt elo, dee Vertrauensvorschuss, deen de Minister vun der Spezialkommissioun kritt huet, net liichtsënneg ze verspillen.

D'Gemengen hunn Erwaardungen, Wënsch an Uspréich a wëllen déi och mat abréngen.

Et gëtt een den Androck awer hei net lass, datt d'Publikatioun vun der Kaart en Acte de revanche ass. Bei den Diskussiounen an deene leschte Joren huet den Innenminister bis - de Michel Wolter - keng Geleeënheet ausgelooos, fir den heitegen Innenminister virzeféieren an him eng auszewëschen. Dës Kaart ass awer ouni d'Matwierke vum Schatteninnenminister ausgeschafft ginn, an duerfir konnt de Minister oder de Syvicol d'Waasser net hale fir der Öffentlechkeet ze weisen, datt hien oder si oder hien a si eleng eppes Opweises hätten.

#### (Brouhaha général)

An duerfir war och op eemol de President vun der Spezialkommissioun esou préséiert, fir d'Aarbecht an der Spezialkommissioun ofzeschlëssen. Dës Kaart sollt bis elo awer nëmmen en Aarbechtspabeier vum Minister an dem Syvicol duerstellen, an ech fannen, datt eng exzellente Aarbecht do gelescht ginn ass.

» **M. le Président.** - Här Etgen, den Här Schneider wëllt lech eng Fro stellen.

» **M. Romain Schneider (LSAP).** - Här Etgen, ech wollt lech just froen, ob Dir net och Member am Syvicol sidd?

#### (Hilarité)

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Jo, ech kann dem Här Schneider nëmme soen, datt ech Member vum Syvicol sinn, datt ech déi Kaart gesinn hat a se mengte Parteikolléegen net weiderginn hat, well ebe gesot ass ginn, mir sollen am Fong geholl de Secret doriwwer halen. Ech hu mech am Fong un déi Ofmaachunge gehalen, well ech eben einfach fonnt hunn, datt de Minister mam Syvicol zesummen op eng flott Manéier déi dote Kaarten awer opgestallt huet bis elo.

#### (Interruptions)

Ech mengen awer, och de Jean-Pierre Klein huet de leschten Donneschdeg hei an der Chamber geschwat vun der Experienz vun de 70er Joren, wéi hie gesot huet, datt et am Fong geholl falsch wier fir eng Carte territoriale ze publizéieren, déi opzestellen an dann ze mengen, mir hätten domadder eng Reform vun der Gemenglandschaft.

Ech mengen, Här Minister, et gëllt elo esou séier wéi méiglech dësen Incident de parcours vergiessen ze doen, deen ze klaséieren an ze kucken, datt mer awer mat der Territorialreform weiderkommen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Den Här Klein huet d'Wuert gefrot.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, ech wollt fir d'éischt emol dem Här Gibéryen äntwerten...

#### (Hilarité)

...op seng Fro, déi hie gestallt huet zum Mandat, deen de Syvicol soll hunn. Hien als laangjährege Buergermeeschter misst et wëssen a weess et och, wou de Syvicol säi Mandat erauszitt. An zwar aus senge Statuten.

Ech liesen lech et vir, Här Gibéryen: «Le syndicat a pour objet la promotion, la sauvegarde et la défense des intérêts généraux et communs de ses membres. De cet objet découlent notamment les missions:» - an da kënnt et - «...d'être l'interlocuteur du Gouvernement pour les questions touchant l'intérêt communal général et de formuler des avis sur des projets législatifs et réglementaires qui ont un impact au niveau local...»

Ech mengen, dat seet jo alles, dass domadder de Syvicolscmité, dee jo legal investéiert ass iwwert de Wee vun de Wahle vun de Conseilen alleguerten, säi Mandat do erauszitt.

Wat dem Här Gira seng Remarquen ubelaangt, do wëll ech just soen, dass de Syvicol am Virfeld vun der Diskussioun, am Virfeld, ier de Syvicol vun der Chamber ge-

héiert ginn ass, dass mer an all Gemeng, an all Regioun gaange sinn an dass mer do mat de Gemenge geschwat hunn iwwert dat, wat géi ustoen, an iwwert d'Problematik geschwat hunn...

#### (Interruption)

An ech muss lech do just soen, Här Gira: Dir waart a kenger eenzeger Versammlung! Dir waart ni do!

» **Plusieurs voix.** - Ah! Ah!

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Dir waart ni do, also konnt Der deemools Ären Apport net bréngen.

Déi Prozedur, déi elo hei entaméiert ass, schéngt mer ganz richtig ze sinn. Mir ginn op eng demokratesch Aart a Weis vir. Mir gi bei d'Gemengen, mir froe se, wou hir Doleancë sinn. Mir froe se, wou hir Suggestiounen, hir Propositionen sinn, an da gëtt en définitive déi Kaart fäerdeg gemaach an da kréien déi Instanze se virgeluecht, déi eppes doriwwer ze soen hunn; an d'Chamber ass déi lescht Instanz fir iwwer eng Fusioun e Gesetz ze stëmmen.

#### (Interruptions)

» **Une voix.** - Vun uewen erof!

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Zu deem, wat den Här Etgen gesot huet. Den Här Etgen muss och net hei versiche fir dat elo ëmzedréinen, wat...

#### (Interruptions)

» **M. le Président.** - Da lauschtert emol no. Et wäert jo awer méiglech sinn, datt den Här Klein hei a Rou seng Ausféierung ka maachen.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Dat, wat e gesot huet hei, dat ass net richtig. Am Syvicol ass all Mënsch gewuer gi wat fir eng Prozedur mer géifen aschloen, wat fir eng demokratesch Approche mer zu der ganzer Saach hunn, an hie weess dat och ganz genau.

» **Une voix.** - Haut!

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Et ass effektiv gesot ginn, dass mer nach net géifen erausgoe mat där Kaart, well de Regierungsrat se nach net ofgeseent huet.

» **Une voix.** - Ganz richtig!

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Also, de Minister huet eis deemools gesot, den 18. Juli géif hie se mat an de Conseil de Gouvernement huelen an da géif se public gemaach ginn.

Wat elo virkomm ass, dat entzitt sech menger Kenntnis. Dat Eenzezt, wat ech ka soen: Ech hunn déi Kaart net weiderginn. Pour le reste weess ech näischt.

#### (Interruptions)

Mä ech géif soen, mer sollten déi Problematik hei, déi ganz seriö ass hei zu Lëtzebuerg, elo net zerrieden, well elo iergendeen do ass, deen elo, well et esou gutt geet, jalous ass a wëllt, datt et net esou soll goen.

Wa mer de Bierg opfuere, da brems eise net, wann ech gelift!

» **Une voix.** - Abee jo!

» **Une autre voix.** - Très bien.

#### (Interruptions et hilarité)

» **M. le Président.** - Merci, Här Klein. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

#### (Interruptions et hilarité)

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Här Gibéryen, wann Dir d'Wuert nach wëllt hunn, Dir hutt nach Riedezäit, da kommt nach eng Kéier.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech hat just gesot, ech hätt héieren, et wier de Cercle Bech gewiescht, deen déi Kaart gezeechent hätt.

#### (Hilarité)

» **Plusieurs voix.** - Oh!

» **Une voix.** - Här Gibéryen!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma neen, den Här President huet mech gefrot, wat ech wëllt soen.

» **M. le Président.** - D'Héiflechkeet verbiit, fir iergendwellech Remarquen dorober ze maachen. Duerfir huet den Här Innenminister elo d'Wuert.

» **Une voix.** - Il n'y a que la vérité qui blesse.

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene Méint, wou ech zesumme mam Syvicol geschafft hu fir eng nei Territorialitéit ze maachen, hunn ech versicht, korrekt ze bleiwen, versicht, dat wat ëmmer grouss geschriwwen gëtt vun eise Bierger an och vun eis alleguerten, de „bottom up“ wierklech funktionéieren ze dinn. An et weess ee genau, wann ee breet am Ufank ufänkt, da sinn ëmmer e puer Leit, déi net dicht sinn, an da komme Saachen eraus.

Ech bedauern zudéifst...

#### (Hilarité)

...ech bedauern zudéifst...

#### (Brouhaha général)

Ech bedauern zudéifst, dass dës Kaart erauskomm ass, well am Fong geholl dat der Saach keen Dénsgsch leescht.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Ganz am Géigendeel!

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Ganz am Géigendeel. Dir hutt Recht, Madame Flesch, et ass ganz am Géigendeel.

Ech hu bei den Diskussiounen iwwert d'Reorganisation territoriale - an et war owes relativ spéit, mer hate scho fénnef Stonne laang diskutéiert - am Fong geholl d'Démarche, wéi ech mer se virgestallt hunn, hei nach eng Kéier am Detail gesot. Duerfir soen ech se haut nach eng Kéier.

Ech hoffen, dass Der mer dann haut nolauschtert, wéi ech mer dat elo virstellen. Ech stelle mer vir, dass ech am Regierungsrat dat Ganzt dann elo duerchbréngen, an da fänke mer am Hierscht un, bei d'Gemengen ze goen.

Wéi soll dat elo geschéien? Ech wollt dat nach mam Syvicol ofschwätzen. Ech hat dat och gesot déi leschte Kéier a menger Ried hei, ech géif dat nach mam Syvicol ofschwätzen, mä prinzipiell soll et an d'Richtung goen, dass mer an déi eenzel Regiounen ginn, wou déi Gemenge sinn, an deene Problemer sinn, well - wéi Der et richtig gesot hutt - am Kanton Réiden zum Beispill gëtt et vill Modeller, wéi ee sech ka virstellen, wéi een do d'Kollaboration ka stäerken.

Mer wollten an déi Regiounen goen an dat dann do diskutéieren, de vive voix, „bottom up“ an net „top down“; well stellt lech vir, ech hätt en „top down“ gemaach! Also mer diskutéieren dat „bottom up“ mat deene Gemengen.

Dir kënnt roueg dohinnerkommen, Här Gira, an da mam Minister, mat eise Leit, mat dem Syvicol, mat all deenen, déi do sinn, diskutéieren an eis Är Iddiën soen, an da kucke mer, wat dobäi erauskënnt.

Duerno wollt ech dann an enger zweeter Phas bei déi Gemenge goen, wou et wierklech méi problematesch ass, fir nach eng Kéier nozefroen, an da setze mer eppes op d'Been.

Dat heescht, hei gëtt alles an der Transparenz gemaach. An ech fannen et net gutt, wann een haut an hei wierklech virun de Won leeft. Dat, wat haut hei ass, nennen ech virun de Won lafen a versichen, eppes futtierieden, wat am Fong geholl nach net richtig ugefaangen huet.

An d'Gepflogenheete vun der Demokratie a vun eise Lëtzebuerger Stat sinn awer déi, dass e Minister bei seng Regierung geet, mat senger Regierung déi Saachen ofschwätzt an dass en dann erausgeet a mat de Leit schwätzt.

Wann do Querschéisser kommen, da gesinn ech dat net als en Affront géint d'Gemengen. Ech fannen, mir hunn hei wierklech kollegial a gutt zesumme geschafft mam Syvicol, an ech wëll dat och an Zukunft weidermaachen. Ech wäert mech och net vun deenen Diskussiounen haut bëire loossen.

Ech fuere ëmmer nom Prinzip, ee Schrëtt nom aneren. Deen éischte Schrëtt ass gemaach. Mir sinn esou wäit, wéi mer nach ni waren. Ech soen et nach eng Kéier: Mir hunn eng Kaart,...

#### (Interruption)

...déi eng Base de discussion ass, an et sinn nach Alternativen um Dësch.

Zweetens, ech wäert nach mat anere Propositionen kommen als Minister, wou ech soen, fir dat do stellen ech mer esou vir, do sinn nach Elementer, déi muss ee considéieren an der Diskussioun an esou weider.

Ech stelle mer also wierklech eng kontrovers Diskussioun vir, déi e Joer wäert daueren an d'nächst Joer dann, Abrëll, Mee wäerte mer da wëssen, wou mer dru sinn, an da muss d'Politik hir Responsabilitéit huelen - déi eng an déi aner.

Mir geet et dorëm fir de Bierger dobausse mat eiser Diskussioun ze weisen, dass mer als Politiker verstanen hunn, dass mer musse staark Gemenge kréien, fir dass se kënnen all Bierger, egal wou se am Land wunnen, déi Servicer prestéieren, déi eis Bierger gären hätten.

An et ass selbstverständlech, dass eng Gemeng, déi méi grouss ass, et méi einfach huet, Servicer ze prestéieren, wéi kleng Gemengen. Eis Bierger hunn d'Recht, egal wou se am Land wunnen, déi Servicer zu engem équitabele Präis an zu équitabele Konditiounen ze kréien.

Dat ass d'Finalitéit vun deem, wat mir hei wëlle maachen. Net méi an net manner. Mir wëllen hei net de Gemengen iergendeng Plooschter op de Mond maachen oder d'Gemenge vun uewen erof dominéieren. Mir geet et wierklech nëmmen dorëm, an ech kommen aus deem Secteur an ech weess, wat d'Gemengen eis wäert sinn. Et ass déi eenzeg dezentral Struktur, déi mer hunn, an do muss d'Politik zesummeschaffen.

Ech wäert mech vun esou Aktiounen wéi där vun haut oder soss vun deene Leit, déi déi Aktiounen maachen, net bëire loossen. Ech hätt gären, dass mer wierklech zesummen un engem Strang zéien am Intérêt vun der Saach, an dat si staark Gemengen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

#### (Interruption)

» **M. le Président.** - Här Mehlen, d'Debatt ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour. Dat ass d'Consultationsdebatt iwwert den 3<sup>e</sup> plan en faveur des petites et moyennes entreprises. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Clement, Etgen, Schneider, Kox a Mehlen. D'Wuert huet elo de Mëttelstandsminister, den Här Fernand Boden.

## 2. Débat de consultation sur le 3<sup>e</sup> plan en faveur des petites et moyennes entreprises (PME)

### Exposé

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet gefrot fir eng Consultationsdebatt ze maachen iwwert deen neie Mëttelstandsprogramm, deen an enger Zesummenaarbecht mat de Beruffschamberen, mat de Beruffsorganisatiounen ausgeschafft ginn ass an deen vun der Regierung de 16. Abrëll dëst Joer guttgeheescht ginn ass.

Firwat de Plang dem Chambersplenum presentéieren? En Aktiounsprogramm fir déi mëttelstänneg Betriber ass e Schwéierpunkt vun der Politik vum Mëttelstandsministère. Et ass awer e Plang, deen de Kader vun der Politik vum Mëttelstandsministère sprengt. Et geet hei ëm departementsiwwergräifend Moosnamen, déi e groussen Deel vun de ministeriellen Departementer an domadder och vun de Chamberskommissiounen betreffen.

Dorausser ergëtt sech, datt den Aktiounsplang als e Ganzt e méiglechst breede Konsens soll fannen, fir am allgemenge wirtschaftlechen a sozialen Interessi eng proaktiv Mëttelstandspolitik kënnen ze bedriewen. Duerfir wollt mer och, wéi gesot, déi ganz Chamber iwwert déi beabsichtigt Moosnamen informéieren an och hir Meenung doriwwer héieren.

Firwat iwwerhaupt en neie Plang? D'Noutwendegkeet vun engem gebündelte Moosnamekatalog, fir de Secteur vum Mëttelstand ze festegen an auszebauen, ass fir d'éischt 1996 erkannt ginn, an de Moos-

namekatalog ass mat der Adoptioun vum éischten Aktiounsplang an d'Realitéit ëmgeat ginn.

Dëse Plang ass gutt ukomm bei den zoustännege Leit aus de Betriber. Den éischte Plang hat och e ganz positive Bilan. Hien huet wéi gesot eng allgemeng Zefriddenheet fonnt bei deene concernéierte Beruffsorganisatiounen a bei de Betriber selwer.

Duerno hu mer am Joer 2001 den zweeten Aktiounsplang virgestallt. Hei waren et virun allem Gesetzer, déi an de Kompetenzberäich vum Mëtzelstandminister falen, déi deemools moderniséiert gi sinn.

Ech wëll der e puer opzielen: De Beruffszougang vun den Transporteuren, de Commerçanten, den Handwierker a verschiddene liberale Beruffer. Dësen Zougang gouf substanzuell reforméiert, gradesou wéi d'Pratique commerciale. D'Loi-cadre iwwert d'Investitiounsbäihëllef ass fundamental moderniséiert ginn an nei EU-konform Hëlleferegimer an de Beräicher Ëmweltschutz, Innovatioun a Liewensmittelsécherheet goufen agefouert.

Parallèll dozou ass vun der SNCI de Prêt de démarrage agefouert ginn, an déi méi traditionell Instrumenter wéi de Crédit d'équipement si méi attraktiv gemaach ginn, andeems d'Durée verlängert ginn ass, den Taux niddreg gehale ginn ass an och d'Konditiounen an d'Kritären, fir kënnen e Crédit d'équipement ze kréien, vereinfacht gi sinn.

Ausserdeem sinn zum Beispill déi sougenannte Bréifkëschtfirmen massiv bekämpft ginn an nei steuerlech Moosnamen si geholl ginn.

Och dësen zweeten Aktiounsplang ass mat Zefriddenheet vun de viséierte Milieuen opgeholl ginn an trotz enger net lichter Ëmsetzung zum Beispill bei de staatleche Bäihëllef, déi op Bréissel notifizéiert an och vum Bréissel autoriséiert hu missé ginn, sinn awer nees déi meescht Mesurë realiséiert ginn. Mir hunn also hei ze doe mat enger Erfolgsgeschicht - géif ech soen -, déi sech répétéiert huet.

Duerfir ass et och kloer, dass d'Ursachen, déi déi zweete éischt Aktiounsplang begrënt hunn, och haut nach aktuell sinn.

Wat sinn déi? Méi kleng a mëttelgrouss Betriber hu spezifesch Problemer. Si hu spezifesch Uleies, déi net ëmmer, mä villfach anescht si wéi déi vum groussen Betriber an och duerfir munchmol aner a méi moosgerecht Aktiouns- a Léisungsusatz verlaangen.

Déi Kleng- a Mëtzelbetriber - ech mengen, dat ass gewosst - spillen eng ganz wichteg Roll an eiser Wirtschaft an an eiser Gesellschaft. Ewell sinn et 17.000 Betriber aus Handwierk, Handel, Horesca an deene verschiddene fréie Beruffer. 40.000 nei Aarbechtsplazze sinn an deene leschten zéng Joer vum Mëtzelstand geschafe ginn. 150.000 Beschäftegter insgesamt sinn am Secteur vun de Classes moyennes ugestallt. An déi bedeiend Roll, déi déi Kleng- a Mëtzelbetriber an der Aus- a Weiterbildung spillen, ass och ganz wichteg, fir eis jonk Leit op hiert Berufsliewe virzubereeden.

Dat sinn, wéi gesot, méi wéi respektabel Zuelen. De Mëtzelstand, dee viru 40 Joer villfach als ee vun den industrieofhängege Secteure considéiert ginn ass, huet sech an der Tëschenzäit méi wéi emanzipéiert. Haut ass hie selwer eng Muecht an der Wirtschaft ginn an zielt duerch säin Dynamismus an eenzelne Beräicher zu de Lokomotive vun eiser Wirtschaft. Esou zum Beispill souguer och am Finanzberäich, wou iwwert de Wee vun de Kontabelen, de Fiduciairen, den Expert-Kontabelen e wichtege Peiler vun eiser Économie entstanen ass.

Natierlech hunn och aner Aktivitéiten aus dem Mëtzelstand vum Wuesstum vun eiser Wirtschaft an eiser Bevëlkerung profitéiert. Virun allem den Handel, dee matgewuess ass, mä och de Bau als gréisste Secteur aus dem Handwierk ass parallel matgewuess. Dëst géllt och fir eng ganz Retsch vun aneren Aktivitéiten.

Dir gesitt also, dass de Mëtzelstand relativ gutt doosteet, a mir versichen dat Besch zu maachen, fir dass dat och esou bleiwe soll. Well mer d'Wichtigkeet vum Mëtzelstand fir

eis Wirtschaft kennen an och unerkennen, wäerte mer och weiderhin d'Ëmfeld vun deese Betriber verbesseren an esou dozou bäidroen, dass eis Wirtschaft sech och an Zukunft ka positiv entwéckelen.

Dee realisteschste Wee, fir dat Zil ze erreechen, ass, fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze verbesseren. Duerfir huet d'Regierung decidéiert, en neien Aktiounsplang fir de Mëtzelstand op- an ëmzesetzen.

D'Philosophie vun deem neien Aktiounsplang knäppt un un d'Objektiver vun der Lissabon-Strategie fir Wuesstum a Beschäftigung. Dat sinn - ech mengen, Dir wësst dat - d'Kreatioun vun den Entreprisë selwer a virun allem den innovativen Entreprisë méi ze promovéieren, den Entrepreneursgeescht, also den Esprit d'entreprise verstärkt ze förderen, ouni deen et net genuch Betriber wäert ginn an ouni deen och d'Reprise vu bestehenden Entreprises net geséichert ass, an dann dréttens ganz allgemeng eng Abberzuel vu Kaderkonditiounen fir d'PMEE méi favorabel ze gestalten.

Wat sinn elo d'Aktiounen vun deem Plang? De Plang gesäit zéng Achse vir. Dës zéng Achse si vum Regierungsrat akzeptéiert ginn. Et sinn eng ronn 100 verschidde Moosnamen virgesinn.

Wat sinn do déi grouss Achsen an deese Moosnamen? Erlaabt mer, dat an engem kuerze Résumé virstellen.

Éischtens emol geet et dorëm, eisen Droit d'établissement der internationaler Entwécklung unzepassen. Am Kader vun der Transpositioun vun der „Directive Services“ wäerte mer den Droit d'établissement un déi internationaler Entwécklung upassen, fir keng Discrimination à rebours op Käschte vun eise Betriber ze schafen. Dëst betrëfft souwuel d'Handwierk wéi och den Handel. Hei gétt weider flexibiliséiert duerch eng Upassung vun der Lëscht vun den Handwerksberuffer an och vum hirem Aktiounsfeld, an et ginn nei Equivalenzen agefouert.

Ausserdeem mussen mer d'Gesetz iwwert d'Grandes surfaces adaptéieren. Hei wäerten déi ekonomesch Kritären anescht gestallt ginn, an deem Sënn, dass d'Positions dominantes solle verhënnert ginn an net méi just, wéi dat haut de Fall ass, eng Suroffre soll verhënnert ginn.

Och wäerte mer mat Hëllef vu moderner Informatik d'Dauer, fir eng Autorisation d'établissement auszustellen, op eng Woch reduzéieren. Dat ass jo och de Wonsch vun der Europäescher Commissioun. 2004 waren dat nach am Schnëtt sechs Wochen. Duerch eng Upassung vum Gesetz, duerch d'ISO-9000-Zertifizéierung vum zoustännege Service an duerch eng nei informatesch Applikatioun konnten deese Délaien erofgesat ginn an, wéi gesot, mir wäerten am Laf vun deem Joer dat Ganzt op eng Woch Délai reduzéieren.

Am Zesammenhang vum Entrepreneurship a méi speziell fir d'Schafung vun neien Entreprises ze begleeten, gétt e Pool vu Coachen zesummegegestallt, déi duerch hir Expérience deenen neien Entrepreneurë sollen hëllef, besonnesch iwwert déi éischt Joren ewechzekommen, déi jo gewosst wäert déi schwierigste Jore fir all Entreprisë sinn.

Aner Aktiounen wéi „Trau dech“ oder „Mini-Entreprises an de Schoulen“ wäerte weidergefuert ginn, fir den Entrepreneurgeescht besonnesch bei deene Jonken ze förderen an och hei zu engem Mentalitéitswiesseel ze féieren.

Zweet Achs. Mir wëllen déi administrativ Formalitéit weider vereinfachen an déi administrativ Laaschte fir eis Betriber substanzuell erliichteren. An der Simplification administrative fir d'Entreprises ass de Grondsteen déi lescht Jore geluecht ginn. D'Fundamenter an d'Strukture fir eng effikass an dauerhaft Simplifikatioun si geschafe ginn.

Den Entfesselungsplang ass hei an der Chamber scho viru kuerzem vu mir virgestallt ginn an ass och diskutéiert ginn. An enger ganzer Rei vu Sujeten ass eng wäertvoll Aarbecht geleescht ginn.

Esou ass zum Beispill d'Prozedur „ex ante“ agefouert ginn. Dat heescht, all neit Gesetz, all neit Reglement muss virun op seng Implikatiounen fir d'Betriber ënnersicht ginn. Et gétt eng Fiche d'impact opgestallt an déi Fiche d'impact geet och am legislativen oder reglementaresche Prozess mat viru bei déjéineg, déi mussen den Avis dozou ofginn.

Et ass en Tableau de bord vum dem Comité national pour la simplification administrative des entreprises geschafe ginn, déi sougenannte Procédure „ex post“. Do geet et dorëm, dass d'Betriber an deem Comité kënnen hir Doléancë virbréngen, wat déi bestehend Gesetzgebungen ubelaangt. Déi Doléancë ginn dann diskutéiert, deenen

zoustännege Ministèren a Verwaltungen ënnerbreet, an dorophi gétt da versicht fir deese Problemer zur Zefriddenheet vun den Entreprisë méiglechst ze léisen.

Do hu schon eng ganz Rei vun Aarbechtsgruppen hir Aarbechten d'ailleurs ofgeschloss, an et sinn eng ganz Rei vu Moosnamen ergraff ginn, fir deese Doléancë vun de Betriber a verschiddene Beräicher gerecht kënnen ze ginn.

Mir hunn och Prinzipien agefouert. Dee wichtigste fir déi Kleng- a Mëtzelbetriber heescht «La directive et rien que la directive». Dee Prinzip soll ugewannt gi bei der Ëmsetzung vun Direktiven.

Och ass déi sougenannte PME-Kompatibilitéit agefouert ginn. Dat heescht, bei neie Gesetzesreglementer muss gekuckt ginn, wat den Impact op kleng Betriber ass an ob een net fir kleng Betriber eventuell aner Moosnamen virgesi ka wéi fir grouss Betriber.

Prioritéit an deem Dossier ass elo d'Schafung vun engem virtuelle Guichet unique vun der Regierung, an deem all déi administrativ Démarchë sollen zentraliséiert ginn. No de Guichets uniques bei de Beruffschamberen, déi 1999 agefouert gi sinn, soll also elo eng informatesch Plattform bei der Regierung geschafe ginn, iwwert déi net nëmme d'Prozedure bei der Betriebsgrënnung, mä och all aner Prozeduren, mat deenen d'Entreprisë konfrontéiert sinn, ofgewéckelt solle ginn.

Eng weider Prioritéit ass eng vernetzten Zesummenaarbecht tëschent den Administratiounen. Duerfir ass jo och d'Dateschutzgesetz deelweis ëmgeännert ginn, fir ze verhënnern, dass d'Entreprises op verschidde Plazen ëmmer nees déiselwecht Informatiounen mussen ofliwweren. Wéi gesot, och dat ass en Uleies, wat mer hunn, dass wann d'Betriber eemol gewëssen Donnéeën bei der Regierung hannerluecht hunn, se dat net all Kéiers op en Neits mussen maachen.

D'drétt Achs ass, den Entreprisë mat neie Finanzinstrumenter ënnert d'Äerm ze gräifen. Ee grouse Problem, dee mer haut hunn, ass dee vum der Transmissioun vun den Entreprises. D'Grënnergeneratioun, déi nom Zweete Weltkrich eis Économie nees opgebaut huet, geet lues a lues a Pensioun. Do mussen also Successeeur fonnt ginn. Dat geléngt net ëmmer am Kader vun der Famill, wéi dat fréier méi heefeg de Fall war. Also mussen mer nei Leit fir deese Entreprisë fannen, a fir dat et net wéinst dem Finanzem scheidert, féiert d'SNCI d'nächst Joer oder nach dëst Joer e Prêt de reprise an.

An ausserdeem soll nach gekuckt ginn, wéi mer de Rôle vum eise Mutualitéit gestärkt kréien, fir do zum Beispill iwwer e Fonds de garantie ze fueren.

Véiert Achs ass, der déloyaler Konkurrenz de Garaus maachen. Mir wäerten d'Schwarzarbeitsrecht weider bekämpfen, gradesou wéi de sozialen Dumping, an duerch eng Adaptatioun vun der Transpositioun vun der „Directive détachement“ wäerten och weider Actions coup-de-poing stattfannen. Déi Actions coup-de-poing ware jo ganz effikass an hunn an de leschte Jore gewisen, dass se schon en Impact hunn an dass d'Betriber versichen, fir sech méiglechst de gesetzleche Moosnamen ze conforméieren, sou dass also deese Actions coup-de-poing am Fong wichteg si fir och weiderhin d'Betriber ze incitéieren, dass se net sozialen Dumping oder Schwarzarbeitsrecht maachen.

Des Weidere soll eng Upassung gemaach gi vum Failliterecht. Dëse Problem wëlle mer besser an de Grëff kréien. Duerfir gétt éischtens emol virgesi fir eng méi professionnell Gestiou vum de Curateuren ze maachen, déi eng besser Formatioun solle kréien. D'Prozedur vun der Gestion contrôlée soll méi fléissend gemaach ginn an d'Atféierung vu sougenannte Clignotant soll verhënnern, dass Entreprises, déi nach ze rette wäeren, awer an d'Faillite falen, well net fréi genuch versicht ginn ass, preventiv do dergéint virzegoen.

Fënneft Achs ass, eise Betriber e steuerlech Ëmfeld ze erhalen, dat den Esprit d'entreprise fördert. Mir wëllen déi Steuerpolitik, déi zënter 1990 geféiert gétt, weiderféieren. Mir wëllen also weiderhin e steuerlech Ëmfeld schafen, dat d'Investitiounen an den Autofinanzement vun de Betriber favoriséiert an och den Esprit d'entreprise fördert, dass souwuel an de Kapitalgesellschaften wéi awer och an den individuell geféierte Betriber.

Mir wëssen, dass eise steuerlech Ëmfeld ëmmer nees verbessert ginn ass. Punktuell sinn awer nach gewësse Moosnamen denkbar, déi eis géifen nach méi kompetitiv maachen. Mir denken do zum Beispill un eng Bonification d'impôt fir déi sougenannten „business angels“, déi besonnesch jo

deene jonken, neie Betriber sollen hëllef, dass also wéi gesot eng Bonification d'impôt op den Zënsen, déi se kréien, fir si kann accordéiert ginn.

Mir denken och un den „netting fiscal“, dat heescht, dass ee Scholden a Créancen, déi ee bei de Steierverwaltungen huet, ka kompenséieren, dass, fir d'Liquiditéit vun den Entreprises net ze vill ze belasteschten.

Mir denken och un eng Reduktioun vun de Remboursementsdélais bei de Steieren an der TVA. Dëst och, fir d'Liquiditéit vun den Entreprises ze verbesseren.

Dës Moosnamen sinn amgaangen, an engem Aarbechtsgrupp studéiert ze ginn, deen d'ailleurs vum dem Comité de coordination tripartite agesat ginn ass, an da gétt zesumme mat deenen implizéierte Ministèren an Administratiounen decidéiert, wat vun deese Moosnamen definitiv verwierklecht gétt.

Sechst Achs, d'Wëssensgesellschaft weiderderwiien. D'Regierung wëllt der Wëssensgesellschaft an der Innovatiounspolitik en neien Élan ginn. Duerfir ginn d'Initiative vun der Luxinnovation verstärkt an duerch e Contrat de performance geregelt.

D'Sensibilisatioun vun de PMEE fir d'Wichtigkeet vun der Innovatioun ass e ganz wichteg Uleies. Ëmmer méi Kleng- a Mëtzelbetriber si bereet, de Wee vun der Innovatioun anzuschloen, wa se ënnert d'Äerm gegräff kréien, fir deese Wee ze goen. Wéi gesot, do huet d'Luxinnovation eng ganz wichteg Aufgabe ze erfüllen. Mir hunn och d'lescht gesinn, wéi mer jo deene zweeten Innovatiounspräis fir Handwerksbetriber ofgehalen hunn, dass ëmmer méi Handwerksbetriber performant sinn an der Innovatioun. Dat soll wéi gesot weiderhi gefördert ginn.

Des Weidere hu mer versicht, den Transfert de technologie ze erliichteren, an zwar net nëmme vum Secteur public bei de Secteur privé, mä och tëschent de Betriber duerch d'Schafung vu sougenannte Grappes technologiques.

D'Infrastrukturen, fir deese Aktivitéiten ze erlaben, gi verbessert. Zum Beispill am Kader vun der Université du Luxembourg an och vun de Centres de recherche. An d'Konnectiounen un déi internationaler Réseau ginn och verbessert. No verschiddene privaten Initiative wäert och de Stat versichen, duerch eng Interconnectioun mat deene groussen europäeschen Zentren eng besser Ubannung am Breetbandberäich ze kréien. Dëst och aus Sécherheetsgrënn.

Siwent Achs: Um Niveau vum Aarbechtsrecht a vum Soziales wëlle mer e favorabelt Ëmfeld schafen. Duerch nei Gesetzer gétt et méi licht gemaach, de Fuerscher aus net communautaire Länner eng Autorisation de travail ze ginn.

Fir den abusiven - an ech ënnersträchen abusiv - Absentéismus ze bekämpfen, gi verstärkt Kontrolle gemaach. Fir eis Sozialkeesen net onnéideg ze belasteschten, gétt den Emploi fictif bekämpft. Fir et den Entreprises ze erlaben, sech besser ze organiséieren, notament mat Mataarbechter, déi een nëmme vum Zäit zu Zäit brauch, gétt examinéiert, de Contrat de travail partagé anzeféieren; dëst nom franséische System vum Groupement d'employeurs.

Acht Achs: D'Besoin vun de Betriber, wat hiren Développement durable, also hir nohaltege Entwécklung ugeet, erfüllen. D'Implantatioun vun de Betriber ass e ganz wichteg Thema. Dacks gi se ëmmer manner an de Lokalitéit gelidde. Se mussen sech sech no engem neie Site ëmkucken, beschteens a meeschtens an enger Aktivitéitszon.

Duerfir sinn de Stat, d'Gemengen an och d'Syndikater hei gefuereert, fir den Entreprisë mat adaptéierten Aktivitéitszonen entgéintzekommen. An och do muss ee gewëssene Secteure besonnesch Rechnung droen, zum Beispill de Bau- an Transportbetriber, déi ëmmer méi Schwierigkeeten hu fir an Aktivitéitszonen ënnerdaach ze kommen.

Duerfir ass jo och virgesinn, dass am Laf vun deem Joer och nach de Plan sectoriel „Zones d'activités“ oder de Projet vum Plan sectoriel „Zones d'activités“ soll presentéiert ginn, fir och ze dokumentéieren, dass mer wëlle méi Terrainë schafen, op déi d'Betriber sech kënnen néierloossen, an och dofir ze suergen, dass d'Kleng- a Mëtzelbetriber e besseren Zougang zu deese Aktivitéitszone kréien.

Fir déi jonk Betriber - also déi, déi sech elo eréischt grad gegrënt hunn - ass et immens wichteg e Lokal ze fannen. An hei solle verstärkt sougenannte Péninières d'entreprises geschafe ginn, wou nei gegrënte Betriber sech gemeinsam Lokalitéiten a Servicer deele kënnen. Dass ass oft wichteg, fir déi éischt Ufangsschwierigkeeten vu klengen Betriber ze erliichteren an ze verbesseren.

Da wäerte mer d'Ekotechnologien an déi energetesch Effizienz weider förderen. Et gi Grappes d'innovation spécifique gemaach fir dëse Beräich. Den Energiepass ass agefouert ginn an et wäerten och weider Sensibilisatiounsprogrammer a -campagné gemaach ginn, fir energiespuerend Moossnamen ze encouragéieren a fir d'Leit dofir ze sensibiliséieren.

Néngt Achs: Den Développement vun eenzelne Secteure soll gefördert ginn. Éischtens emol den Handel. Mir wëlle weiderfuere mat enger proaktiver Politik, wat de Commerce ubelaangt. Hei soll de Programm „Lëtzebuerg, Pôle de commerce vun der Groussregioun“ weidergefouert ginn, dee jo schonn éischt interessant Moossnamen an d'Wee geleet huet.

Mir wëllen derfir suergen, dass d'Geschäftsliewen an de Stied an och op den Dierfer net zum Erleie kënn, mä dass dat soll nei belieft ginn, besonnesch an de Stadzentren. Duerfir wäert de City-Management gefördert ginn.

Fir de klunge Commerçanten an de Stied och en Accès op den Immobiliemarché ze erlaben, gëtt dorunner geduecht fir hinnen zum Beispill e préférentiell Loyer ze ginn a Gebaier, déi den öffentlechen Instanze gehéieren.

Am Tourismus soll verstärkt an de Qualitétstourismus investéiert ginn. Dobäi hëlleft de Stat jo och substanzuell, zum Beispill iwwert de Fënnjoresplang am Tourismus, dee jo och virun net allze vill laanger Zäit hei an der Chamber gestëmmt ginn ass.

Da gëtt och de Label „Service Qualitéit Lëtzebuerg“ weider pousséiert, fir och d'Déngschleeschtungsqualitéit am Tourismusberäich an och an anere Beräicher ze verbessern. En huet schonn éischt Epreuve bestanen an et gesäit een, dass vill Leit interesséiert si fir bei dësem Label matzemaachen. Ech mengen, a puncto Déngschleeschtung um Client ass sécherlech nach munches hei am Land ze verbessern.

Am Wunnengsbau soll duerch de Pacte logement d'Offer vun de Bauterrainen an d'Luucht goen, woumadder och d'Präispiral gebrach soll ginn, via d'Emphytéose, den Droit de superficie, via d'Virkaftsrecht oder via eng begéngschtegt Besteuerung, wann een dem Stat oder de Gemengen Terrainë verkeeft. Doriwwer hu mer viru kuerzem jo hei an der Chamber geschwat. Mir wäerten am Oktober nach eng Kéier op déi Problematik zrëckkommen.

Mir hätte gär, dass de Stat an d'Gemengen eng besser Maîtrise iwwer Grond a Buedem kréien, wéi dat haut de Fall ass, fir wéi gesot d'Offer kënnen ze vergréisseren an domadder d'Präisser kënnen ze bremsen.

Baue soll och méi schnell goen duerch eng Verkierzung vun den Délais vun de PAG- a PAP-Prozeduren. Dat wäert net nëmme de Bauhären, mä och de Baubetriebe an de Promoteuren an, ech mengen, jiddferengem gefalen a jiddferree freeën.

Wéi gesot, den Innenminister huet jo ugekënnegt, dass hien dat Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal nach eng Kéier wëllt ënnert d'Lupp huelen an dofir suergen, dass d'Prozedur wierklech kënn verkierzt ginn. Dat ass e Problem, dee vu ville bemängelt gëtt. An deem Kontext wäert och eng méi dicht Bebauung méiglech sinn.

De Plan sectoriel „Logement“ wäert och am Laf vun dësem Joer oder géint Enn vun dësem Joer als Projet presentéiert ginn. Fir allgemeng dem Land seng Besoinen ze decken, wat elo gréisser Infrastrukturen ubelaangt, wäerten déi öffentlech Investissementer op engem héijen Niveau gehale ginn. Och dat ass wichteg fir de Bausecteur a kënn deem zegutt an erméiglecht och, dass do d'Beschäftigtenzahl héich bleift an och de Carnet vun de Commandé weiderhin uerdentlech gefüllt ka sinn.

Zéngte Punkt a lescht Achs ass, d'Formation initiale a continue förderen an un d'ökonomesch Realitéiten upassen. Hei ass virgesinn d'Initialformatioun, also déi éischt Ausbildung, ze verbessern duerch eng Reform vun l'Apprentissage. Et gëtt versicht fir eng Orientation scolaire unzëbieden, déi de reelle Capacitéit vun de Schüler Rechnung dréit an déi op enger zolitter beruflecher Grondausbildung baséiert. Et gëtt dobäi versicht, e Maximum vun Interfacen tëscht Schoul a Betrib ze erméiglechen.

Da gëtt d'Formation continue gefördert, souwuel vun de Patronen, vun den Dirigeants d'entreprises wéi och vun de Salaréien. Do gëtt et eng ganz Rei vu gesetzliche Méiglechkeeten. Mer mussen d'Kleng- a Mëttelbetreiber derzou encouragéieren, fir dës Moyenen nach besser ze nutzen, wéi dat bis elo de Fall war.

Zum Schluss wëll ech da soen, dass deen heiten Aktiounsplang zéng Achse virgesäit mat ronn 100 Moossnamen. Et ass dat e politesche Wëllensakt - géif ech soen -, dee sech net als en eemolegen Akt versteet, mä als eng permanent a pragmatesch Aktioun, déi et erméiglecht eis Entreprise fit ze maachen, eis Entreprise fit ze halen an déi deen effiziente Kader soll ubidden, deen eng kompetitiv Economie a besonnesch kompetitiv Kleng- a Mëttelbetreiber brauchen.

An enger fräier Wirtschaft ass et natierlech un den Entreprisë selwer sech d'Moyenen ze gi fir wettbewerbsfähig ze sinn, fir innovativ ze sinn, fir nei Marchéen ze erueren. Mä fir hinnen dëst ze erméiglechen, fir hinnen dëst ze erliichteren, soll de Stat en Ëmfeld schafe wou si déi bescht Viraussetzungen hunn, hir Ziler ze verwierklechen. Ech mengen, dass dës nei Editioun vum Aktiounsplang fir de Mëttelstand déi néideg Viraussetzungen dofir schafft.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Clement ageschriwwen.

**Débat**

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutieren, wéi elo schonn ugekënnegt ginn ass, haut iwwert den neie Plang fir de Plan d'action fir Kleng- a Mëttelbetreiber. Et ass méttlerweile deen drëtze vum senger Aart an deen zweeten, zu deem ech hei an der Chamber Stellung huele kann.

Ech wëll just erënneren, dass deen éischte vun 1996 bis 2000 gelaf ass an deen zweete vun 2001 bis 2005. Dës Pläng mat hire jeeeweilege Moossnamen ware global gesi sécherlech e groussen Erfolleg. Iwwer 40.000 nei Aarbechtsplaze sinn an de leschten zéng Joer am Mëttelstand entstanden. Dat beweist, dass de Secteur vun de PMEen och weiderhi ganz dynamesch fonctionéiert an dass den Encadrement vun eise Betreiber zum groussen Deel och an der Rei ass.

Och wann et net de Mëttelstandsminister an och net de Plan d'action ass, déi direkt Aarbechtsplaze schafen, esou ass et awer wichteg a richtig, dass dat administratiiv an dat steuerlecht Ëmfeld op eis Betreiber zougesechnitten ass an hinnen deementsprechend och entgéintkënn. Et sinn awer ëmmer nach d'Betreiber, déi d'Aarbechtsplaze kreéieren a Leitustellen.

Der Politik hiren Deel besteet doranner, dat politescht, dat administratiiv an dat finanziell Ëmfeld esou ze gestalten, dass dës Wuesstum an Zukunft dann och nach méiglech bleift. Mä net nëmme d'Zuele schwätze fir sech. Et kann een och am Secteur selwer eng gewëssen Zefriddenheet, wat dës Programmer betrëfft, feststellen.

De Bilan léisst sech effektiv weisen. Iwwer zwee Drëttel vun alle Mesuren, déi am leschte Plang virgesi waren, sinn dann och ëmgemat a realiséiert ginn an hunn deemno och wesentlech derzou bäigedroen, fir de Secteur vum Mëttelstand ze festegen a weider auszubauen.

Hei huet de Mëttelstand déi néideg Moyéné kritt, déi e gebraucht huet. Et ass de PMEen dat Ëmfeld geschafe ginn, dat se brauchen, fir an enger fräier Maartwirtschaft konkurrenzfähig ze sinn an och ze bleiwen.

Duerfir ass et och net verwonnerlech, dass d'Regierungserklärung vun 2004 festgehalten huet, dass dëst Instrument eng weider nei Oplag sollt kréien. Den drëtze Plang, deen de Regierungsrat den 18. Abrëll 2008 ugeholl huet, déngt als Grondlag fir eis Debatt vun haut a sécherlech och als Leitlinn fir d'Mëttelstandspolitik vun haut a vu muer.

Ier ech déi eenzel Punkten ënnert d'Lupp huelen, wëll ech awer emol fir d'éischt dem Mëttelstandsminister Fernand Boden a senge Leit aus dem Ministère félicitéieren fir d'Formuléierung souwéi fir d'Ausschaffung vun deem neie Plang, wat sécherlech keen esou einfachen Exercice war. Schliesslech huet ee missen deene verschiddensten Interessen, déi de Mëttelstand jo awer ausmaachen, Rechnung droen.

Hei ass ze soen, dass d'Acteure vum Terrain, also d'Berufschamberen an d'Federatiounen, an de Prozess vun der Ausaarbechtung mat agebonne waren. Dës Zesammenaarbechtung vun deene verschiddenen Acteuren ass ausdrécklech ze begrëssen, well et si jo schlussendlech si, also déi Leit vum Terrain, wou bei de mëttelstännege Betreiber oder Entreprises de Schung dréckt.

Den aktualiséierte Programm dréint ëm zéng Achsen a beinhalt ronn 100 Moossnamen. Dës Moossnamen hu virrangeg als Objet, d'Zilsetzung vun der Lissabon-Strategie

aus dem Joer 2000 bei de PMEen ëmzesetzen. Um nationalen Niveau gëtt d'Lissabon-Strategie jo duerch de Plan national pour l'innovation et le plein emploi ëmgemat.

Esou wéi de Plan national pour l'innovation et du plein emploi et virgesäit, favoriséiert deen neie Plan d'action fir Kleng- a Mëttelbetreiber eng effikass an effizient Entrepreneurialpolitik a fördert d'Schafe vun neien Entreprises a besonnesch vun neien innovativen Entreprises.

Des Weidere stellt de Plang de Kleng- a Mëttelbetreiber nei an zum Deel méi favorabel Kaderkonditiounen zur Verfügung. D'Zilsetzung ass deemno eendeiteg, fir d'Kompetitivitéit vun de PMEen op allen Niveaueen ze halen an natierlech stänneg och ze verbesseren an auszubauen.

Wann een iwwert d'Konkurrenzfähigkeit vun eise Kleng- a Mëttelbetreiber schwätzt, da kënn ëmmer erëm de Problem vun den administrativen Prozeduren op d'Tapéit. Et gëtt vun der Simplification administrative geschwat. Et geet hei drëm, dass eis Betreiber déi Loft a Fräiheet hunn a behalen, déi se brauchen, fir um internationale Marché bestoen ze kënnen.

Un der Simplification administrative gëtt scho säit längerer Zäit intensivt geschafft. Mir hunn e Gremium am Land, dee sech just mat dëser Problematik beschäftegt: de Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises.

Wann och nach net alles zur vollster Zefriddenheet leeft - an esou engem Dossier bleift ëmmer nach eppes ze maachen -, huet dës Gremium dach scho ganz vill awer un d'Rulle bruecht. Esou ass zum Beispill de sougenannten Entfesselungsplang fir Betreiber ausgeschafft ginn. E Plang, wou 76 konkret Aktiounen virgesi sinn, déi schonn zu engem groussen Deel ëmgemat gi sinn.

Mir hu jo den 10. Oktober d'lescht Joer hei an der Chamber iwwert dës Plang diskutiert. Zréckbehalen hu mer, dass d'Simplification administrative e wichteg Instrument ass, fir eis Economie ze verbesseren, an dass dofir och déi weider Ëmsetzung vum Entwécklungsplang eminent wichtig ass. Den Här Minister ass op déi eenzel Mesuren am Detail agaangen. Dat brauch ech dann och net ze maachen.

E Wuert zu de Genehmigungsprozeduren. Mir hunn, am europäesche Verglach gekuckt, nëmme relativ weineg Prozeduren beim Umelle vun enger neier Gesellschaft oder engem neie Betrib. Déi weineg Démarchen, déi mer hunn, sinn och nach relativ séier. Ausserdeem huet de Betrib hei zu Lëtzebuerg nëmme mat engem eenzegen Interlocuteur ze dinn; dat ass nämlech de Ministère des Classes moyennes.

An Zukunft soll et nach méi séier goe mat de Genehmigungsprozeduren, an dat dank der Informatik. Iwwert deen interaktiven Internetsite vum Ministère des Classes moyennes sollen d'Umellungsprozeduren net nëmme méi bëlleg, mä virun allem och méi einfach a méi schnell ginn. Et soll nach am Laf vun 2008 méiglech ginn, innerhalb vun nëmme enger Woch eng Autorisation d'établissement ze kréien, wann e Betrib seng Diere wëllt opmaachen. Domadder géif Lëtzebuerg dann awer mat Sécherheet am europäesche Spëtzepeleton leien.

Här President, wann ee seng Genehmigung da bis an der Täsche huet, da geet et dréms säi Betrib oder säi Geschäft op enger Plaz ze implantéieren. Dat ass a ville Fäll e bësse méi schwierig wéi een dat mengt. Et ass nämlech e Fait, dass d'Terrainen an d'Raimlechkeeten an den aktuellen Industriezonen oft net virhande sinn, op net deem entsprechen, wat nei Entreprisë sech wënschen oder wat hire Besoinen entsprécht; dat souwuel wat d'Gréisst vun de Parzellë betrëfft wéi och de finanzielle Vole, well se einfach ze deier sinn. Entweder sinn d'Parzellen ze grouss respektiv ze kleng, oder déi bestehend Infrastrukture sinn net adaptéiert oder, wéi scho gesot, de Präis vum Terrain ass einfach ze héich.

Oft kënn et vir, dass de Gestionnaire vun enger Zone d'activités verschidde Betreiber einfach net bei sech akzeptéiert oder einfach net bei sech akzeptéieren wëllt. Dat ass menger Meenung no eng ze restriktiv Regelung. Doriwwer, Här Minister, misst Der eng Kéier mat Ärem Kolleg Ekonomiesminister e Gespréich féieren, well et ass jo hien, deen zoustänneg ass fir d'Industriezonen zu Lëtzebuerg.

Ech denken do virun allem u ganz kleng Handwerksbetreiber, déi praktesch aus deene virdu genannte Grënn keng Chance hu sech an esou enger Zon ze etabléieren. Och Betreiber, déi u sech e Versand iwwer Katalog praktikéieren an niewebäi nach e klunge Commerce fir déi lokal Populatioun wëllen hunn, sinn a villen Zonen net erwënscht.

(**M. Jos Scheuer prend la Présidence**)

Vun den Entrepreneuren aus dem Bau wëll ech iwwerhaapt net schwätzen. Déi wëllt nämlech guer keen a senger Zon hunn. Hei bei dëser Branche ass Handlungsbedarf äusserst dréngend an äusserst wichtig. An dësem Domän wier eng méi flexibel Ausleeung an Handhabung vun de Reglementer sécherlech net falsch. Jiddefalls sinn dat reell Schwierigkeeten, mat deenen esou munche Créateur d'entreprise an och e bestehende Betrib, dee sech do wëllt implantéieren, ze kämpfen huet.

Natierlech spillt och de Präis, wéi ech scho gesot hunn, eng entscheidend Roll bei der Nidderloosung. Et si bekanntermosse besonnesch déi jonk Betribsgrënner, déi net iwwer genügend Eegekaptal a Garantie verfügen, fir déi Investissementer ze tätigen, déi se misste maachen.

Wat bei eis am Land feelt, sinn zousätzlech Aktivitéitszonen, esou wéi Infrastrukture fir nei a jonk Entreprises, déi no deene jeeeweilege Besoinen adaptéiert kënnen ginn; dat Ganz natierlech zu engem abordabele Präis.

Dir gesitt, a Saachen Implantatioun vun neie PMEen gëtt et deemno nach verschidde Problemer. D'Regierung ass awer amgaang hei aktiv ze ginn, an den Här Minister huet dat och gesot. Ech hoffen, dass all deem, wat ech hei iwwert déi Zone gesot hunn, bei der Ausschaffung vun deem neie Plan sectoriel, Här Minister, och Rechnung gedroe gëtt.

Mir begrëssen als CSV-Fraktioun, dass d'Realisatioun vu sougenannten „Pépinières d'entreprises“ weidergedriwwen gëtt. Hei kënnen op engem Terrain oder an engem Gebai verschiddenen Entreprises ënnerbruecht ginn, wat natierlech seng Inzidenzen op de Präis huet. Verschidde Käschten, virun allem déi administrativ Käschten, mussen deemno net vun engem Betrib eleng gedroe ginn, mä ginn ënnert deenen eenzelne Betreiber, déi am Gebai logéiert sinn, opgedeit.

Esou Pépinière sollen eiser Meenung no queesch duerch d'Land entstoen. Och dat ass e Punkt, dee bei den Diskussiounen iwwert d'Ausaarbechtung vum zukünftige Plan sectoriel „Zones d'activités“ misst mat afléissen.

Verschidde Regelunge méi flexibel handhaben, hunn ech gesot, an ech wëll lech do emol e Beispill ginn. D'Mutualitéit d'aides aux artisans baut zu Mondorf an der Zon eng Pépinière d'entreprises a verlouert déi Raimlechkeet jee no Besoin u kleng Entreprises, déi sech grënnen; an dat zu engem ganz moderate Loyer.

Well awer d'Reglementer iwwert d'Zon vu Mondorf virgesinn, dass een nëmme ee gewëssenen Deel vum Gebai dierf verlounen, an dat nach nëmme während enger gewësser Durée, huet de Conseil d'administration vun der Zon sech zu deem Zäitpunkt mat dësem Problem befaasst. En ass zur Schlussfolgerung komm, dass esou eng Pépinière d'entreprises eng gutt Saach wier an huet och deementsprechend d'Reglementer vun der Zon geännert. An et ass dat, wat ech u méi Flexibilitéit fir déi eenzel Zone gemengt hunn; esou eng Handhabung.

Oft gesäit een, Här President, dass en nei gegrennte Betrib an och bestehend Betreiber trotz Businessplang iergendwa Schwierigkeeten hunn oder um Rand vun der Faillite sinn. D'Ursaache sinn net ëmmer bekannt, mä dacks ass et, dass de Projet einfach emol nees net gegléckt ass, obschonn de Projet sech au départ als fiabel ugesinn huet. Dofir ass et eminent wichtig, dass dës Entreprises an Zukunft op d'Experten an d'Consultantë kënnen zrëckgräifen, déi se op hirem Wee begleeden a coache wann et zu Problemer kënn.

Wann ech scho bei dësem Punkt sinn, da wëll ech nach e bëssen iwwert d'Problematik vun der Faillite schwätzen. Ech sinn och weiderhin der Meenung, dass der vill kéinte verhënnert ginn, wann déi finanziell Schwierigkeeten an de Betreiber mat Zäit - also éischter - géifen erkannt ginn. Et ass jo kee Patron, dee sech gär soe léisst, dass hien um Rand vun der Faillite sténg an dat géif an d'Öffentlechkeet gedroe ginn.

Am Plan d'action gëtt gesot, dass de Mécanisme de gestion contrôlée soll reforméiert ginn. Dat stoung schonn am leschte Plang

an dofir widderhuelen ech och dat, wat ech 2001 zu dësem Thema gesot hunn. Bei enger neier Reglementéierung vun der Gestion contrôlée kéinte mer eis an d'Lag versetzen, datt fréizäiteg d'Schwieregkeeten an engem Betrib erkannt ginn an awer nach Zäit genuch géif bleiwen, fir se an de Grëff ze kréien.

Hei geet et ëm d'Sécherung an d'Iwwerleiwenschancé vun de Betriber, déi op der Kipp stinn, an ëm déi wirtschaftlech Zukunft vum Patron an all sengen Employéen; vun de Créancier an all deem, wat nach esou hannendrun hänkt, emol net ze schwätzen. Faillitë sollen am eigentleche Sënn verhängert ginn.

Dat setzt virus, datt mer eng betribsrettend Mentalitéit hei zu Lëtzebuerg mussen entwéckelen, datt mer mussen wëllen, datt e Betrib trotz momentane vläicht gravé Problemer engem dach nach iwwerliefert a sech erëm oprappelt.

Et geet hei net nëmme ëm d'Zuele vun engem Bilan, mä et geet hei och a virun allem ëm déi mënschlech Schicksaler, déi hannert enger droender Faillitë stinn, fir dës Schicksaler eschzehuelen. Et geet mat Sécherheet net dorëms fir iwwer de Betrib, deen eng Kéier e falsche Risiko agaange war oder onschëlleg duerch aner Failliten a Schwierigkeete geroden ass, fir iwwer dës Betrib direkt an onwiderwärtlech de Staf ze brieche.

Duerfir brauche mer eng gutt fonctionnéierend a flexibel Gestion contrôlée. Mä mir mussen awer gläichzäiteg derfir suergen, dass d'Ausléismechanisme vun der Gestion contrôlée strikt definéiert an och strikt respektéiert ginn. Mat Momenter ass ee Mount ze spët deen décisive Mount ze spët, an d'Entreprise ass net méi ze retten.

Mat dem Aféiere vum Statut unique ass et an Zukunft vläicht méi einfach fir d'Servicer vun der Sécurité sociale, fir eventuell sech ubahnend finanziell Enkpäss ze detektéieren. De Remboursement vum Krankegeld iwwer d'Mutuelle soll u sech jo net en einfache Remboursement ginn - wann ech gutt informéiert sinn -, mä eng Ofrechnung fir de Betrib wat d'Krankengeld, dat ze rembourseren ass, ugeet, an d'Kotisationsen un d'Sécurité sociale, déi de Betrib ze bezuelen huet.

Hei ass et wou den Hiewel muss ugesat ginn. Et ass hei wou d'Clignoteurë mussen ugoen. Wann e Betrib muss gehollef kréien iwwer d'Gestion contrôlée, da muss dat zur Zäit geschéien, an net eréischt wann de Betrib finanziell net méi aus an net méi a weess. Am beschten innerhalb vun deenen éischten dräi Méint wou d'Schwierigkeeten detektéiert ginn.

Dem Curateur vu Failliten eng spezifesch Formatioun zoukommen ze loossen, ass sécherlech schonn eng al Fuerderung aus verschiddene Kreesser. Dass de Curateur genee wësse soll, wéi mam Patrimoine vun enger Faillitë ëmzegoen ass, schéngt mer och evident ze sinn. Hei muss déi ganz Matière, eiser Meenung no, wat d'Failliten ugeet, an haaptsächlech de Privileg vum Stat, nei iwwerducht ginn.

Här President, d'Promotioun vum Entrepreneursgeescht ass e weidere Punkt aus dem Plan d'action PME, deen d'Konkurrenzfähigkeit vun de Betriber soll förderen. An dësem Beräich ass awer scho vill geschitt. Ech denken do an d'Loi-cadre des classes moyennes, déi mer gestëmmt hunn, a wou eng ganz Rei vu staatlécher Bähëllef an Hëllef virgesi sinn, fir all deene Leit méi cibléiert ze hëllef, déi bereet sinn e Betrib ze grënnen oder sech an eng Activité indépendante ze lancéieren.

Mir begrëssen des Weideren, dass och aner finanziell Ënnerstëtzungsmechanisme fir Betriber iwwerschaft goufen. Ech denken do virun allem un d'SNCI. Si wäert an Zukunft eng Rei Moosnamen kennen ergräifen, déi méi PME-gerecht sinn. Esou ka se zum Beispill an Zukunft am Kader vun der Reprise d'entreprise aktiv ginn. Ech kommen herno nach eng Kéier op dee Punkt zrëck.

E weidert Element, wat den Esprit d'entreprise fördert, ass ee konkurrenzfähige steierlecht Ëmfeld. An de leschte 15 Joer huet d'Regierung duerch zolidd Steiererlicheit fir e gënschteg steierlecht Ëmfeld gesuergt; Steiermesuren, déi den Auto-

finanzement vun de Betriber dann och favoriséiert hunn. Mir begrëssen, dass dës Steierpolitik weidergefuert gëtt an dass déi steierlech Gesamtbelaaschtung vun de Betriber - esou wéi de Premier dat a senger Ried zur Lag vun der Natioun ugekënnegt huet - mëttelfristeg an an e puer Etappen op 25,5% erofgesat soll ginn. Dës Moosnam dréit sécherlech dozou bäi d'Kompetitivitéit vun eise Betriber am europäeschen Ëmfeld an an deem vun der Groussregioun ze stäerken an och ze assuréieren.

Den Entrepreneursgeescht entwéckelt sech oft a jonke Joren. Mir begrëssen dofir och déi vill gutt Initiativen an eise Lycéien a Primärschoule vum Typ „Mini-Entreprise“, wou engagéiert Léierpersonal eise jonke Leit mat flotter Programmer weist, wéi d'Wirtschaft fonctionnéiert a wat et heescht eng Entreprise ze grënnen, ze féieren an och weiderzuentwéckelen. Esou e „learning by doing“ ass a mengen Ae vill méi wäert wéi nëmme d'Vermittlung vun Theorien. Dës Initiative sinn duerfir extrem luewenswäert, a wee weess, deen een oder anere kënn vläicht duerch dës Aktioun op de Goût, fir am spéidere Liewe selwer Patron ze sinn a selwer Verantwortung ze iwwerhuelen.

Wéi wichteg de Mëtzelstand fir Lëtzebuerg ass, wéi wichteg all eenzelne Patron fir d'Ausbildung vum Handwierker ass, huet de Minister elo grad selwer hei ernimmt an och deemtsprechend gewierdegt. De Minister huet och dervu geschwat, dass et zu enger Reform vum Apprentissage kéim. An do, Här President, bleiwen awer nach weider - an dat muss ech awer elo an aller Däitlechkeet soen - zwou Grondfreen ze stellen, a si mussen och iergendwann, Här Minister, beäntwert ginn.

Déi éischt Fro, déi sech stellt, ass déi vun der Rémunéierung vun de Léierbouwen, an dorobber sinn ech schonn hei op dëser Plaz méi wéi eemol agaangen. Ech hunn hei op dëser Plaz schon x-mol driwwer geschwat, dofir ginn ech och net am Detail dorobber an. Ech soe just, dass et fir d'Zukunft a fir d'Weiderbestoe vum Lëtzebuerg Handwierk eminent wichteg ass, dass de Stat oder besser gesot d'Politik sech an de Volet vun der Rémunéierung vun de Léierbouwen an de Léiermeedercher mat améisch.

Ech fannen et einfach net normal, dass e Jonken, deen eng Léier mécht, manner verdéngt wéi een, deen an enger Mesure dran ass oder am Chômage ass, oder just aus dem Chômage op eng net qualifizéiert Aarbecht kënnt. Hei fanne mer an der Regel Léin, déi vun 80% vum Mindestloun bis zum Mindestloun selwer an doriwwer eraus ginn. Dës Rémunéierungen oder Indemnitéiten oder Léin - mir ass et egal wéi een dat nennt - ginn zum groussen Deel vum Stat gedroen a finanziéiert.

Ech fannen dat ass och an der Rei, a mir ënnerstëtzen och als CSV-Fraktioun dës Moosnamen. Ech denken awer, Här Minister, wat d'Rémunéierung vun de Léierbouwen a Léiermeedercher ugeet, do ass d'Politik gefueregt, fir mat engem Complément hi bis zum Mindestloun ze agéieren. Wéi gesot, den Detail wéi et soll geschéien an d'Argumenter firwat et muss geschéien, hunn ech scho méi wéi 2-mol heibanne gesot an et ass och nozeliesen.

Deen zweete Punkt an dësem Kontext, deen ech nach wollt uschneiden, ass méi spezifesch a betrëfft haaptsächlech d'Liewensmëtzelberuffer. Ech war virun enger gewëssener Zäit, Här Minister, an Dir waart och do, op der Iwwerreechung vun de Geselleprüfungs- an de Meeschterprüfungsdiplomer. Do ass e ganz flotter Film gewise ginn iwwer verschidde Beruffer, an haaptsächlech iwwer Liewensmëtzelberuffer. Dat Ganz hat dann och sâi Grond, wéi ee bei der Diplomiwwerreechung feststelle konnt. Et gëtt nämlech keng Gesellen- a Meeschteranwärter méi an dës Beruffer, an dat net nëmme réischt sâit haut, mä schonn iwwer Joren.

Fir dësem Ausbleiwe vu Kandidaten ze begéien, ass dat, wat ech virdu gesot hunn, vläicht en Deel vun de Mesuren, déi et ze ergräife géllt. Méi Promotioun a vläicht och méi cibléiert Bähëllef fir dës Beruffer, déi um Ausstierwe sinn, kann een als zousätzlech Mesure gesinn.

Eent steet op jidde Fall fest: Wa mer an zéng bis 15 Joer keng Meeschtere méi hunn an dësen Handwierker, da brauche mer zu deem Zäitpunkt, also an zéng bis 15 Joer, och keng Léierbouwe méi, well wee soll se dann nach eppes léieren. Ech weess, Här Minister, Dir sidd hei net eleng gefueregt; dee Problem hei betrëfft och nach aner Ministären. Mä ech hoffen zumindest, dass sech dësem Problem ugeholl gëtt an dass en an Diskussiounen, déi nach ustinn, mat afléisse wäert.

Här President, ech wollt nach op eng Etüd agoe vun enger grousser Consultingfirma,

déi de Lëtzebuerg Mëtzelstand ënnersicht an och analyséiert huet. Méi genee huet se 51 Lëtzebuerg Familljebetriber befrot, fir erauszefanne wéi se fir d'Zukunft opgestallt sinn a wat se mussen verbesseren, fir dass se um internationale Marché weider bestoe kënnen. D'Stärkt vun de Lëtzebuerg Familljebetriber ass laut Etüd hir Erfahrung an de Savoir-faire, dee se hire Clienten ubidden. Nieft hirer Flexibilitéit ass et besonnesch d'Qualitéit vun de Produkter an de Servicer, wat se bei de Clientë beléift mécht. Och dee perséinleche Kontakt zum Client ënnerscheet se oft vis-à-vis vun där auslännescher Konkurrenz.

Nieft dësen Atouten hunn d'Familljebetriber leider awer och eng ganz Rei vu Schwächen, déi et hinnen an Zukunft ëmmer méi schwierig wäerte maache fir um Marché bestoen ze kënnen. Vill Betriber si kleng an hunn net déi néideg Moyenné fir hir Visibilitéit no baussen ze verbesseren; Stéchwuert Marketing a Kommunikatioun. Dobäi kënn, dass si net ëmmer „up to date“ an hiren Infrastrukture sinn, esou dass se net esou séier op strukturell Ännerunge reagéieren kënnen wéi zum Beispill méi grouss Boiten. Och a Saachen Innovatioun ginn et déi eng an déi aner Defiziter bei deene ganz kleng Betriber.

Dës Schwächen féieren natierlech dozou, dass se ëmmer méi den Drock vun der Konkurrenz ze spiere kréien; eng Konkurrenz, déi dann och dacks besser opgestallt ass wéi eis Kleng- a Mëtzelbetriber. Et handelt sech dobäi virun allem och ëm déi auslännesch Konkurrenz.

Mä net nëmme déi auslännesch Betriber bereede Problemer; d'Disparitéiten op verschiddenen Niveauen tëschent dem Secteur public an dem Secteur privé ginn ëmmer méi grouss. Ee Problem si sécherlech déi méi héich Gehälter beim Stat a bei de Gemengen. Ausserdeem ass en Job an der Fonction publique oder bei enger Gemeng mat Sécherheet méi krisesecher wéi eng Aarbechtsplaz an der Privatwirtschaft.

Dat si Punkten, do kann de Patron vun engem klengem Betrib net mathalen, an déi bereeden him deemtsprechend och Schwierigkeeten.

Dat féiert natierlech derzou, dass de Privatpatron ëmmer manner qualifizéiert a motivéiert Mataarbechter um Lëtzebuerg Aarbechtsmarché féint. Op laang Siicht ass esou eng Situatioun net onbedéngt gesond a wäert derzou féieren, dass esou munch PMEen aus där Ursach an Zukunft hir Diere wäerten zoumaachen.

Dat waren elo e puer Stärkten a Schwächen vun eise PMEen, déi hei analyséiert goufen. Si sinn dann och nach anere Menacen ausgesat. Mä et géif elo ze wäit féieren, fir déi alleguerten hei ze erläutern.

Ech wëll elo awer nach e puer Pisten opzeechnen, déi menger Meenung no vun de Kleng- a Mëtzelbetriber mussen ageschloeg ginn, fir dass se liewens- an iwwerleiwensfähig kënnen bleiwen.

Et muss een driwwer nodenken, ob kleng PMEen aus engem an deemselwechte Secteur oder aus enger Regioun net besser hätten, sech zum Beispill ënner der Form vun Associatiounen ze regruppéieren, fir da mat enger Stëmm no baussen ze kommunizéieren an doduerch méi u Visibilitéit ze gewannen. Och géif dës derzou féieren, datt d'Aliancen a Partneriaten tëschent eenzelne Betriber kéinten opgebaut ginn. Ech denken do an dräi Firmen aus dem Raum Klierf, déi all Dag d'Déckkäpp um Radio presentéieren. Si sinn e gutt Beispill, wéi esou eng lokal Zesummenaarbecht tëscht PMEen kéint fonctionnéieren.

Et kënn awer och vir, datt d'Betriber bei eis am Land kee Marché méi fannen an dofir iwwer d'Grenzen eraus kucke ginn, fir weider ze wuessen. Dës Schrëtt an d'Ausland ass nieft den administrative Paperassen och zum Deel mat relativ grousser Käschte verbonden. Dës Betriber hunn ëmmer méi Problemer, fir bei eis am Land un dat néidegt Kapital ze kommen, wa se iwwer d'Grenzen eraus, dat heescht an der Grenzregioun wëllen investéieren.

Et ginn awer am Ausland spezialiséiert Fongegesellschaften, déi esou Projeten ënnerstëtzen. Esou zum Beispill d'Eurefi, déi sech op d'Finanzéierung vun grenziwwerscheidenden Investissementen an der Groussregioun spezialiséiert huet. 2007 goufen iwwer 4 Milliounen Euro an ënnerschiedlech Projeten investéiert. Et fällt op, datt am Actionariat nieft ville privaten Investisseuren, Banke wéi Fortis, Dexia, Spuerkeess zum Beispill, awer och d'SNCI mat 9,15% vertrauden ass.

Souwäit ech informéiert sinn, Här President, ënnerstëtzt d'SNCI selwer keng esou grenziwwerscheidend Investitioun. Ech stelle mer duerfir d'Fro, firwat d'SNCI net an Ee-

geregie selwer esou Kreditter ubitt fir grenziwwerscheidend Projeten ze begleeden, anstatt un enger dach éischer op Benefiss ausgeriichter auslännescher Fongegesellschaft ze participéieren. Dat wier vläicht ee Punkt, Här Minister, deen eng Kéier misst iwwerkuckt ginn.

Fir dem Mangel u Fachpersonal entgéintzewierken, muss de Betrib ëmmer méi wäit iwwer eis Grenzen eraus no Leit kucke goen. A wat et méi wäit wech ass, gëtt et mat Sécherheet och ëmmer méi schwierig.

Et läit awer just vläicht dacks nëmme um Image vu verschiddene Beruffer, firwat mir bei eis am Land keng Leit fannen. Et muss - an ech hunn et schonn an engem anere Kontext gesot - nach méi Promotioun virun allem an de Schoule gemaach ginn. Entreprisë mussen duerfir och bereet sinn, nach méi an d'Schoule bei d'Schüler ze goe fir sech do virzustellen. Och eng méi verstärkte Promotioun vum Handwierk an de Medie schéngt mer hei nach ausbaufähig an och néideg ze sinn.

Schnupperstagen an de Betriber mussen intensivéiert ginn. Och wann et eng kleng Belaaschtung fir de Betrib duerstellt, esou ass et dach awer en Invest, dee sech am Nachhinein bezuelt mécht. Eng Woch an engem Betrib bréngt menger Meenung no méi wéi eng Presentatiounsstonn an der Schoul. An dësem Kontext sinn och déi verschidde Beruffskummere selbstverständlech gefueregt, fir do nach méi aktiv an der Promotioun an an der Kommunikatioun no baussen ze ginn.

Här President, wann ee gutt Mataarbechter an engem Betrib huet, da muss ee se fideliséieren, well de Risque, datt ee se un den öffentlechen Déngscht oder un e Konkurrenzbetrib verléiert, ass mat Sécherheet grouss. Vill Betriber missten dofir vläicht hir oft, soen ech emol, vläicht ze rigide Gehälterpolitik et iwwerdenken. Esou kéint ee sech zum Beispill virstellen, fir Dealer vum Gehalt méi variabel ze gestalten, oder datt een e Surplus zur Pai offréiert, wéi zum Beispill d'Bezuele vun enger Zousatzpensioun oder enger Participatioun um Firmeresultat. Ausbildungsreesen an d'Ausland oder d'Offer vu spezielle Formatiounen droe sécherlech och derzou bäi, fir e Salarié ze motivéieren an ze fideliséieren.

E leschte Punkt, mat deem vill Betriber sech ronderëmloen, ass dee vun der Reprise. Ee vun den Haaptgrënn firwat souguer Traditionsbetriber hir Diere mussen zoumaachen, ass deen, well se kee Repreneur hunn oder fannen. Dës Problem kenne mir och aus anere Wirtschaftsbranchen; ech denken do virun allem och un d'Landwirtschaft.

Bei ville Betriber, déi all Joer awer verschwannen, handelt et sech oft nach ëm ganz viabel Betriber. Betriber, déi eng Zukunft hätten, fir déi sech awer kee potenziellen Nofolger fanne léisst. Laut mengem Informatiounen sinn dat 25% vun alle Betriber hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste fënnef Joer, déi fräi gi fir iwwerholl kënnen ze ginn.

Et kéint een an dësem Kontext eng multifunktionell Plattform an d'Liewe ruffen. Eng Bourse d'échange, déi och vun auslänneschen Entreprisë kéint oder ka consultéiert ginn a wou éischt Kontakter tëscht Patrone geknäppt kënnen ginn. Et gi sécherlech auslännesch Investisseuren, déi gewëllt sinn um Lëtzebuerg Marché Fouss ze faassen, bis elo awer net de passende Partner fonnt hunn. Och wa Mataarbechter gewëllt sinn de Betrib ze iwwerhuelen, esou klappt dat oft net, well se entweder déi falsch, guer keen oder net déi néideg Formatioun hu respektiv a ville Fäll och net déi néideg Mëtzel kënnen opbréngen.

Wier zu Zäit bekannt, datt dee Betrib kéint iwwerholl ginn, wär et ëmmer nach méiglech, datt e Mataarbechter, dee sech derfir interesséiert, déi néideg Qualifikatioun kéint nomaachen oder sech déi néideg Qualifikatioun kéint erschaffen.

Vu datt d'Banke mëttlerweil vill méi retizent beim Accordéiere vu Prêté gi sinn, muss dofir d'SNCI hei, wann en zolitte Businessplang vum Betrib virläit, nach méi aktiv ginn. Dofir begrësse mir als CSV-Fraktioun ausdrécklech, datt dësem Punkt am neie Plan d'action Rechnung gedroe gëtt. Well mir dierfen net vergiessen, datt mat all Betrib, dee seng Diere muss zoumaachen, well kee Repreneur fonnt gëtt, och ëmmer Aarbechtsplazen ee fir alle Mol verschwannen.

Den Här Minister ass elo grad drop agaan a puncto Prêts pour reprise, fir der SNCI do nei Pouvoiren ze ginn. Ähnlech géllt et och fir d'Mutualitéiten. Et schéngt mer e ganz wichtige Punkt ze sinn, deen ech ausdrécklech och nach wëll begrëissen.

Den drëtten Plan d'action PME dréit den zukünftigen Erausforderunge vum Mëtzel-

stand mat Sécherheet Rechnung. Mir schafen eise ville Kleng- a Mëttelbetriber déi beschméiglech Viraussetzungen, fir innovativ a konkurrenzfähig ze sinn a fir nei Ziler kënnen ze verwicklechen. D'CSV-Fraktioun steet dofir och voll a ganz hannert dësem Plang an ënnerstëtzt och de Minister Fernand Boden bei der Ëmsetzung vun deemselwechten.

Mat dësem Plang fir Kleng- a Mëttelbetriber probéiert d'Politik dat steierlecht an administratiivt Ëmfeld esou PME-frëndlech wéi méiglech ze gestalten. Et bleift awer ze soen, datt och de Secteur selwer muss matspillen. Et geet net duer, am Fall wou eppes net klappt am Betrib, d'Schold ëmmer ganz séier bei engem anere wëllen ze sichen. Ganz dacks féinnt ee se nämlech bei sech selwer; virun allem wann ee sech als Patron vun engem Betrib all owes d'Fro stellt: Hunn ech haut alles richteg gemaach oder wat kann ech muer besser maachen? Mécht een dat als Patron, kann ee scho villes erëm riichtbéien, wou ee gemengt huet, wat kromgelaf wär.

Dat, Här President, waren e puer Suggestiounen, mä och e puer Kritike vu menger Sait, an ech denken an ech hoffen, datt se och Gehéier fannen oder fonnt hunn. Ech wëll zum Schluss all deene Merci soen, déi mer nogelasschert hunn.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Clement. Den nächste Riedner ass den Här Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, haut um 10. Juli 2008, dat heescht also knapp véier Joer nodeems dës Regierung hir Fonctiounen iwwerholl huet, a manner wéi ee Joer virun deenen nächste Chamberswahlen, diskutéiere mer iwwert den Troisième plan en faveur des petites et moyennes entreprises.

Esou een Aktiounsplang, dee mat de Leit aus den entsprecheende Milieuen zesummen opgestallt gëtt, ass an den Ae vun der Demokratescher Partei eng gutt Saach. Mir mengen, dass ee bei esou enger gudder Saach net op d'Wëssen, den Know-how an déi oft laangjäherg Praxis vun de Leit um Terrain ka verzichten.

Wa mir also prinzipiell dësen Aktiounsplang begrëissen, esou muss een awer ganz daitlech soen, datt dës Plang einfach ze spéit - vill ze spéit - kënn. De vieregte Plang ass 2005 ausgelaf. Dräi Joer sinn zënterdeem an d'Land gezunn, ouni datt sech eppes beweegt huet.

Firwat dat esou ass, dat weess eigentlech keen ausser deem zoustännege Minister. D'Argument, d'Décisiounen vun der Tripartite an d'Aféierung vum Statut unique hätten d'Opstelle vun dësem Plang méi schwierig gemaach, kann een awer eiser Meenung no an deem Kontext net wierklech gëlle loosse. Et schéngt eis éischer esou ze sinn, datt de Minister mat dësem Plang d'Richtlinie fir deen zukünftege Mëttelstandsminister, fir säi Successeur wëllt virginn. Dat, Här Minister, ass an eisen Aen awer e schlechte politesche Stil.

(**Interruption**)

Wat gelift?

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Et kéint jo esou bleiwen.

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Jo, dat ass richteg. Selbstverständlech kënn Dir och Ären eegene Successeur sinn.

D'Debatt vun haut hätt awer misse virun dräi Joer gefouert ginn. Haut awer kritt se de Bäigeschmaach vun engem politeschen Testament, vun engem Akt, vun deem de Minister net wierklech iwwerzeegt ass, wou hien net wierklech derhannert steet, mä deen - fir d'Form ze wahren - hien einfach muss maachen.

Oder aneschtens ausgedréckt: D'PMEn, dat sinn all déi Entrepreneuren, déi kënnen faillite goen, ouni datt dës Regierung an d'Gewerkschafte géifen eppes ënnerhuelen, fir dat ze verhënneren. Esou kéint een d'Attitud vun der Regierung vis-à-vis vum Mëttelstand résuméieren.

De Plang, iwwert dee mer haut diskutéieren, hätt missen am Ufank vun der Legislaturperiod opgestallt ginn. Wat elo de Rescht vun der Legislaturperiod ugeet, esou muss ee mat Bedauere feststellen, datt den Zuch fir de Mëttelstand all nees eng Kéier fortgefuert ass, ouni datt awer d'Regierung d'Richtung, den Tempo an d'Zil virginn huet. Alt nees eng Kéier ass dës Piliere vun eiser Economie am Ree stoe gelooss ginn. Alt nees eng Kéier goufen d'Suergen, d'Propositionen, d'Iddië vun dem Mëttelstand lénks leie gelooss.

Här President, wann een dee vum Minister virgeluechten...

(**Brouhaha**)

» **M. le Président.** - Den Här Clement wëllt eng Fro stellen, Här Etgen.

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Ech wëll dem Här Etgen emol eng Fro stellen: E soll mer emol zwee Stéck opzielen, déi lénks leie gelooss si ginn.

» **Une voix.** - Aahhh! Voilà!

» **M. Fernand Etgen (DP).** - All déi Propositionen, déi an dësem Plang dra sinn, sinn zesumme mat deene concernéierte Milieuen opgestallt ginn. Si si scho virun e puer Joer an de Prozess implizéiert ginn an duerfir hätt een am Fong geholl scho kënnen am Ufank vun dëser Legislaturperiod iwwert dës Plang diskutéieren an et hätt ee se och scho kënnen ëmsetzen. Mä, Här Clement, ech kommen nach do derzou.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, wann een dee vum Minister virgeluechte Pabeier e bësse méi genee duerchkuckt, da féinnt een op verschiddene Plaze Referenzen op de Pacte logement. Dës sinn awer esou formuléiert, wéi wann de Pacte logement emol nach net zum Vote hei an der Chamber gestanen hätt. Dat heescht an anere Wierder, de Pabeier ass a leschter Zäit net méi nogekuckt an aktualiséiert ginn.

(**Brouhaha**)

Dëst ënnersträicht an eisen Aen daitlech, datt de Mëttelstand net zu de politesche Prioritéite vum Minister zielt.

(**Interruptions**)

De Minister huet et an all deene Joren, an deenen hien dës Fonctioun ausübt, net fäerdeg bruecht, d'Interesse vum Mëttelstand glaubhaft a mat Engagement ze verrieden. Zu kengem Zäitpunkt ass de Minister als Afekot vum Mëttelstand opgetrueden, als dee Mann, deen optrëtt, fir d'Problemer vum Mëttelstand aktiv unzegoen.

Genau op dësem Punkt läit awer d'Kromm an der Heck. De virleiende Aktiounsplang begräift vum engem groussen Deel Propositionen, déi net am Zoustännegekeetsberäich vum Här Boden leie respektiv wäit doriwwer erausginn. Dës Propositionen, wéi beispillsweis am Beräich eGovernment oder am Beräich vun enger besserer Preventioun vun de Faillitë misste vun anere ministeriellen Departementer ëmgemat ginn.

De Minister huet et awer an deene leschte Joren ëmmer erëm ënnerlooss, bei senger Regierungskolleege fir déi legitim Interesse vum Mëttelstand ze intervenéieren. Haut si mer leider och net vill méi gewuer ginn, wéi de Minister sech da fir d'Zukunft d'Zesummenaarbecht mat senger Regierungskolleege virstellt.

Ware si an d'Ausschaffe vun dësem Pabeier mat agebonnen? Goufe si au courant gesat iwwert déi geplangten Aktiounen? Wéi an op wat fir engem Zäitraum sollen déi Mesuren, déi aner Ministère betreffen, ëmgemat ginn?

Alles Froen, op déi mer keng Äntwerte kritt hunn.

Mir vermessen hei een horizontaalt Zesummeschaffe vun deene verschiddene Ministèren. An och den Här Clement huet et e puermol gesot hat an drop higewisen, datt de Mëttelstandsminister an dësem Dossier net eleng gefuereert ass.

(**Interruption**)

Aus dem virleiende Pabeier - dee mat Sécherheet eng ganz Rëtsch vu gudden a wichtege Propositionen enthält, mä doriwwer eraus awer och vill iwwerflësseg Prosa - geet awer net ervir, wéi a virun allem wéini dës Mesuren da sollen ëmgemat ginn.

Et geet net duer, Här Minister, kuerz virun der Summerpaus een Débat an der Chamber ze féieren an da fir e puer Méint nees vun der Bildfläch ze verschwannen.

Ee Plan d'action, Här Minister, ass en Instrument, fir dermat ze schaffen. De Lëtzebuerger Mëttelstand waart drop, datt ee fir seng Cause plädéiert. Eleng mat engem kuerzfristeg uberaumten Débat an der Chamber ass kenger Entreprise, kengem Mëttelständler hei am Land gehollef.

Här President, ech wëll awer net nëmmen de Minister fir seng passiv Haltung kritiséieren, mä villméi all deene félicitéieren, déi de Schrëtt an d'Eegestännegeket gewot hunn an nach woe wäerten. Ech wëll deene mä Respekt ausdrécken, déi de Courage fonnt hunn, eng eegen Entreprise op d'Been ze setzen an déi Dag fir Dag hire Mann oder hir Fra um Terrain stinn.

Den Dësch vun der beschter Stuff vun engem Mëttelständler ass am Dauerzoustand belagert mat Anträge A, Demandes B, Formulaires C, Annexes D, État récapitulatif E, Zielungen, Statistiken, Kadasterpläng a soss Geschreifs. Ganz Sondeger verbréngt de Mëttelständler mat Ausfëlle vu Soumissiounen a Bordereauen, ouni datt e vläicht eppes dervun huet.

D'Patronë vun de Kleng- a Mëttelbetriber si Leit, déi sech mat hirem eegene Kapital, oft och mat anere Familljememberen zesumme ganz staark engagéieren, fir Aarbechtsplazen ze schafen a fir esou ee Beitrag zu eisem Wuelstand ze leeschten. Fir dësen Asaz verdénge si eis Unerkennung an eise volle Respekt. Si hätten et verdénge, datt d'Politik sech ëm si an hir Entreprisë géif këmmen, datt se hinne géif de Kader schafen, an deem si zesumme mat hire Betriber an hire Mataarbechter kéinten évoluéieren.

Dëse Wëllen, fir de Mëttelstand an déi Leit, déi an dësem Secteur schaffen, ze ënnerstëtzen, zitt sech ewéi e „bloë Fuedem“ duerch d'Positionen vun der DP aus deene leschte Joren. An deem Kontext wëll ech just un eisen „33-Punkte-Programm“ erënnere, wou mer eng Rei vu konkrete Propositionen gemaach hunn, an un eise Familljepabeier, deen op eng besser Vereinbarkeet vu Famill a Beruff ausgeriicht ass.

Här President, obwuel, wéi scho virganks ugedeit, de Secteur vum Mëttelstand extrem wichteg fir eis Economie ass, gouf en dach vun dëser Regierung am Ree stoe gelooss. Bis haut ass vun all deenen ugekënnegten Aktiounen nach net vill bei den Entrepreneuren ukomm. Wat fir eng Bedeitung dem Mëttelstand net nëmme fir eis Wirtschaft, mä allgemeng zougenschwat gëtt, gesäit een, wann ee sech beispillsweis um Niveau vun der Europäescher Unioun oder an den USA ëmkuckt.

D'EU huet an hirer Lissabon-Strategie dem Volet „Mëttelstandspolitik“ eng grouss a primordial Bedeitung zougemooss. Aus guddem Grund: ronn 99% - Jo, 99! - vun allen europäesche Betriber si kleng oder mëttelgrouss Entrepreneuren a si beschäftege ronn 75 Milliounen Leit. D'PMEn sinn also déi eigentlech „Risen“ vun der europäescher Wirtschaft.

An Amerika hu se virun e puer Joer aus ähnlechen Iwwerleeungen an Erkenntnisser eraus de „small business act“ an d'Liewe geruff; e legislative Kader, mat deem virun allem d'Kleng- a Mëttelbetriber solle geziilt ënnerstëtzt ginn.

D'DP plädéiert net nëmme fir eng Politik, déi der Wichtegkeet vum Mëttelstand Rechnung dréit, mä déi virun allem den Effort an den Engagement vun dëse Leit honoréiert, déi e groussen Deel zu eisem Wuelstand an deem staarke Wirtschaftswuesstum bäidroen.

D'DP ass fest dervun iwwerzeegt, datt de Mëttelstand och an Zukunft wäert e wichtege Piliere vun eiser Economie duerstellen, datt grad de Mëttelstand déi Plaz ass, wou hei am Land vill nei Aarbechtsplaze geschafte ginn, an datt och am Mëttelstand Fuerschung, Recherche an Innovatioun groussgeschriwwen ginn. Et ass un der Politik, fir e Kader ze schafen, deen et dem Mëttelstand erlaabt, dës Ziler ze errechen.

Här President, net d'Politik schaaft Aarbechtsplazen, mä d'Betriber. An duerfir ass et fir d'Demokratesch Partei kloer, datt mir eisen Entrepreneuren - a ganz besonnesch deene klengen a mëttelgroussen Entrepreneuren - een Ëmfeld musse bidden, dat hinnen et erlaabt, sech optimal ze entfalten, an dat si an hirer Entwécklung ënnerstëtzt.

Et ass de Mëttelstand mat deene ronn 17.000 Betriber - wann een de Gastronomiesector matrechent - an deenen 150.000 Beschäftegten, deen déi meeschten Aarbechtsplaze schaaft. Eleng an deene leschten zéng Joer ronn 40.000.

Et ass de Mëttelstand, deen innovéiert an ausbildet esou eiser Jugend eng gesécherter beruflech Perspektiv bitt. Et ass de Mëttelstand, dee sech oft als kriseresistent erweist an och a wirtschaftlech méi schwierigen Zäite stabil bleift; wann och oft zum Präis vun immensen Effortë vun deene Betreffenen, vun de Patronen an hire Mataarbechter.

D'DP ass dervun iwwerzeegt, datt eng konsequent op d'Zukunft ausgeriichte Mëttelstandspolitik och d'Chancë muss notzen, déi sech am Beräich vun den Ëmwelttechnologien bidden. An dësem Beräich sinn niement sécheren Aarbechtsplazen och exzellente Wuesstumschancen ze erwaarden.

D'Effortë vum Wirtschaftsministère mussen een neien Élan kréien an an ee Gesamtkonzept, zesumme mat dem Mëttelstands-, dem Landwirtschafts-, dem Héichschoul- an dem Ëmweltministère agebett ginn.

Dernieft ass d'Demokratesch Partei dervun iwwerzeegt, datt eng konsequent Altbauanëuerung an ee Programm fir méi energieeffizient Bauen oder alternativ Heiz- an Energiequellen, kombinéiert mat neie moderne Finanzéierungsinstrumenter kann derzou bäidroen, d'Existenz vum Lëtzebuerger Mëttelstand kuerzfristeg ofzesécheren.

Dës Virschléi an Iddië wäerten net nëmmen d'Opdragslag vu ville mëttelständigen Entrepreneuren iwwer Jore positiv beaflossen an esou hir Commandëbicher féllen, mä och déi bestehend Aarbechtsplaze sécheren an derzou bäidroen, nei Aarbechtsplazen ze schafen.

Här President, an deem vum Mëttelstandsminister virgeluechte Pabeier sinn eng ganz Rei Punkten, déi et verdénge, datt ee kuerz op si ageet.

Simplification administrative. Wéi laang schwätze mir hei am Land schon dovunner, déi administrativ Hürden a Chargen ofzebauen? Et ass awer leider esou, datt dës an der Vergaangenheet trotz vollmundegen Ukënnegunge vun der Regierung éischer zou- statt ofgeholl hunn.

Als een, deen nach bis viru kuerzem an enger Statsverwaltung geschafft huet, als Mann vum Terrain souzesoen, kann ech dat leider nëmme bestätegen. Bis haut ass vun der Simplification administrative nach net vill um Terrain bei den Entrepreneuren ukomm.

(**Brouhaha**)

Här Gira, Dir wësst, wann Der mat menger Verwaltung ze dinn hätt, an Dir hätt mat mir perséinlech ze dinn, dat wär ëmmer een Akt vu Simplification administrative.

» **Plusieurs voix.** - Aahhh!

» **Une voix.** - Mir kënnen eis näischt anescht virstellen!

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Firwat ass dat esou, datt grad op dësem Punkt, op deem de Mëttelstand extrem sensibel ass, sech nach net vill gedoen huet? D'Fro ass ganz einfach ze beäntweren: Dësen Dossier ass keng politesch Prioritéit vun dëser Regierung.

D'Regierung an deen zoustännege Minister hunn an deene leschte Joren einfach verpasst, déi néideg Weichstellungen dofir ze huelen, déi néideg Strukturen opzebauen a fest a verbindlech Objektivier opzestellen.

Firwat hu mir net scho längst e Regierungsmember, egal ob Minister oder Staatssekretär, dee sech exklusiv ëm dës Aufgab bekümmert?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat hate mer...

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Mir bräichten am Fong geholl een, deen och interministeriell Kompetenzen huet, well...

(**Brouhaha**)

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** -...an et hat guer näischt gedéngt!

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här Gibéryen, maache mer eis näischt vir.

(**Interruptions**)

D'Simplification administrative geet wäit iwwert de Mëttelstandsministère eraus.

» **Une voix.** - Et mierkt ee gutt, dass haut dee leschten Dag ass!

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Mat där Struktur, déi mir de Moment hunn, kënnen eiser Meenung no keng wierklech Fortschreitter erziilt ginn, an dat gesäit ee jo...

(**Brouhaha général**)

» **M. le Président.** - Wann ech gelift lauschtert nees dem Här Etgen no. Dir kënn jo duerno kommentéieren. Lauschtert dem Här Etgen elo no!

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Dem Minister säin Entfesselungsprogramm zielt zwar eng Rei vu Mesuren op, vill vun hinne stelle sech awer bei engem méi genauen Hinkucken als Aarbechtsgruppen oder als Realisatioun vun enger Homepage eraus. Esou gëtt aus dem Entfesselungsprogramm



éischter ee Fesselballon, deen, ouni Wierkung ze hannerloossen, verpufft.

Zones d'activités. Wat d'Diskussioun iwwert d'Schafe vu Zones artisanales ueegt, esou si mir der Meinung, dass dës Diskussiounen haaptsächlech um kommunalen Niveau muss gefouert ginn. Virewech muss ee soen, et gëtt net genuch Zones artisanales, fir Betriber ze implantéieren an awer och fir bestehend Betriber ze relogéieren.

D'Gemenge si méi no un den Entreprisé wéi de Ministère. Si kennen déi jee weileg Situation vun de Betriber besser a kënnen deemtspriechend och besser op Besoinen agoen a reagéieren.

Bei der Implantatioun vun de Betriber spillen also, wéi schonns gesot, d'Gemengen eng wichteg Roll. De sektorielle Plang iwwert d'Aktivitéitszone muss de reelle Besoin vum de PMEe Rechnung droen. Mir mussen awer och probéieren, an eisen Uertschaften an Dierfer eng gewësse Mixitéit vu Wunnen a Schaffen ze behalen, a verhënnere, dass eis Uertschaften zu renge Wunn- a Schlofgemenge verkommen.

Een aktiven Handwierksbetrieb steet fir lieweg sozial Bezéiungen. Esou datt ee ka soen, datt all Betriber nieft där reng ekonomescher Fonctioun och eng gesellschaftlech Roll erfëllt. Duerfir och muss bestehend Betriber d'Méiglechkeet behalen, fir sech op hirem Ursprungsste kënnen ze vergrésseren. Déi, déi elo an der Uertschaft sinn, mussen kënnen do bleiwen. D'Entreprisé mussen an eisen Uertschaften, grad wéi och d'Landwirtschaft am ländleche Raum, hir verdénge Plaz behalen.

D'Gemenge sinn de Betriber méi no wéi déi national Politik. Als Buergermeeschter steet een den Entreprises aus senger Gemeng méi no wéi den zoustännege Minister. Duerfir sinn esou Initiativ wéi de „Business Club“ am Norde vun eisem Land absolut begrëssenswäert.

Et handelt sech heibäi ëm eng Initiativ, wou déi lokal Betriber een-, zweemol am Joer mat de lokalen Autoritéiten zesummekommen, fir gemeinsam iwwer Problemer ze diskutéieren a Léisungen ze fannen.

A gréissere Stied ass de City-Manager déi ideal Struktur, fir dës Roll ze iwwerhuelen, fir all lokal Acteuren zesammenzeféieren.

Formatioun. Mir bekoen eis oft doriwwer, datt mir zu Lëtzebuerg keng richteg Entrepreneurs- an Handwierkskultur hunn. Dat hänkt leider och deelweis mat eise Schoule respektiv eise Schoulsystem zesummen. Et gëtt Schoulen hei am Land, déi iwwer eng exzellente Infrastruktur fir d'Berufsausbildung vun hire Schüler verfügen.

Et gëtt awer och Schoulen, wou dat net de Fall ass. Ech denken hei ganz besonnesch un de Lycée technique zu Ettelbréck, deen net nëmme vill ze kleng fir déi aktuell Schoulpopulatioun ass, mä deem seng Infrastrukturen och net méi zäitgeméis sinn. Den Zoustand an d'Méiglechkeete vun den Ateliere verleden déi jonk Leit mat Sécherheet net derzou, d'Schéinheeten an d'Faszinatioun vun engem handwierkleche Beruff ze entdecken.

Deeselwechten Zeenario fënn eeren em Ettelbrécker CNFPC. Een délabréiert Gebai, Ateliere ouni déi néideg Sécherheitsstandarden, Mängel am Sanitärberäich an esou weider; an dobäi misst grad an Zäite vun engem héije Chômage dës Centre, deen am Mäerz vum leschte Joer eng kloer Struktur kritt huet, och kënnen iwwert déi néideg Infrastrukturen verfügen, fir senger Missioun a sengen Aufgabe kënnen gerecht ze ginn. Momentan ginn all Dag iwwer 500 Leit an dëser Schoul aus an an; ee Va-et-vient, deen nëmme méiglech ass, well de Centre seng Diere vu moies hallwer 8 bis owes hallwer 10 ophuet.

Wa mir iwwer Formatioun am Kontext vum Mëtzelstand schwätzen, da muss ee soen, datt d'Schoul muss esou forméieren, datt déi jonk Leit sech um Enn vun hirer schoulescher Carrière kënnen um Aarbechtsmaart erëmfannen. D'Schoul muss fir d'berufflech Realitéit un de Besoin vum der Ökonomie orientéiert forméieren. Alles anescht hëlleft weder eise Kanner nach den Entreprises, déi oft genuch händierend no entsprechend qualifizéierte Leit mussen sichen a se oft och schon net méi an der Groussregioun fannen.

Här President, wat d'Ëmsetzung vun den Direktiven ueegt, esou steet am Pabeier, datt an Zukunft d'Direktive sollen eent zu eent ëmgesat ginn, getrei dem Prinzip „la directive et rien que la directive“. D'DP fuerdert dëst schon zënter enger Rei vu Joren.

Ganz oft ass et awer esou, dass déi national Politik probéiert, iwwert d'Direktiv erauszegeen, se méi restriktiv a jee no Fall manner restriktiv auszeleeën. Iwwert d'Konsequenz vun dësem Verhalten hu mer erëischt virgëschter hei diskutéiert am Kader vun engem Arrêt vum Europäesche Gerichtshaff, wou Lëtzebuerg wéinst der falscher Ëmsetzung vun der «Directive détachement» veruerteelt ginn ass.

Leider muss een ëmmer nees feststellen, datt d'Regierung sech an dësem Punkt net un hir eege Virgaben a Versprieche hält. Et ass dëst awer net deen eenzege Punkt, wou se dat mécht. Zum Mëtzelstand gehéieren eiser Meinung no och d'Landwirtschaft an de Wäibau. Leider fënn eeren am Plang vum Minister keng Zeil doriwwer. Dobäi hätt eeren awer duerchaus méi kënnen erwaarden, grad vun him; ëmmerhin deckt hie jo awer déi zwee Ressorten of.

Villes, wat fir mëtzelstännege Entreprisé gëllt, trëfft och op landwirtschaftlech Betriber a Wäibaubetriber zou. Duerfir hätt eeren dës Beräich an esou engem Plang och misse mat berücksichtigten.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, ofschléisse wëll ech meng Intention mat engem Zitat vum Otto von Bismarck, dee Folgendes gesot huet: „Der Handwerkerstand, der den Kern des Mittelstandes bildet, ist für ein Staatsleben notwendig.“

Mir wäer frou, wann de Mëtzelstandsminister zu darselwechter Iwwerzeugung géif kommen an deemtspriechend géif agéieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

(**Brouhaha**)

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Etgen. Den nächste Riedner ass den Här Romain Schneider.

(**Interruption et hilarité**)

» **M. Romain Schneider (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deenen ausféierlechen Erklärungen vun deenen eenzelne Riedner, virun allem och no deene Schlagwierder vu mengem Syvicol-Kolleg Fernand Etgen hei op dëser Tribün, erluben ech mer kuerz eng Kéier och duerch dës drëtten Plan d'action PME ze goen a wäert och net verheemlechen, datt ech och eng Rei kritesch Bemierkungen ze maachen hunn, fir doriwwer eraus och eng Rei positiv Elementer mat ze ernimmen.

(**Interruptions**)

De Mëtteg diskutéiere mer hei iwwer e Plan d'action, deen ëmmerhi fir 17.000 Betriber steet, dee fir 150.000 Beschäftegter hei zu Lëtzebuerg an Usproch geholl gëtt. Dat beid also 71% vun de Beschäftegten hei zu Lëtzebuerg, déi mat dësem Plang kënnen oder wäerte viséiert sinn.

Wa mer vu PMEe schwätzen, esou wësst Dir, datt mer vu Betriber schwätzen, déi manner wéi 250 Emploien hunn an deenen hire Chiffre d'affaires manner wéi 50 Milliounen Euro bedréit. An dësem voluminösen Dokument, dat, wéi de Mëtzelstandsminister et gesot huet, vun der ganzer Regierung hei de Mëtteg presentéiert gëtt, fënn eeren zéng Achsen, 20 Lignes d'action an iwwer 100 Mesuren.

Dann ass et och, mengen ech, net verwonnerlech, datt mer eng Rei vun Termen erëmfannen, déi ëmmer erëm am Conditionnel geschriwwen sinn oder am Futur gesat sinn a wou selbstverständlech eng ganz Rei vu Mesurë mussen an Zukunft nach ausgeschriwwen respektiv formuléiert ginn.

Et huet eeren e bëssen d'Impressioun heibäi, datt eeren effektiv e Sammelsurium huet vun engem Rei vu Ministère, wou eng Rei Saache lafen, eng Rei Gesetzer gestëmmt sinn, déi mussen ëmgesat ginn, mat engem Rei vun neien Iddiën, déi dann derbäigefügt goufen.

Mir wësse jo och, an dat gouf de Mëtteg zum Dackste gesot, datt mer beim drëtten Plan d'action fir d'PMEEen hei sinn.

Den éischten Plang ass gelaf vun 1996 bis 2000, den zweeten vun 2001 bis 2005 an eigentlech, der Logik hier - an och de Fernand Etgen ass drop agaangen -, hätt eeren deen drëtten Plang misse vun 2006 bis 2010 hei presentéieren, fir en dann eben och zäitlech an och eigentlech direkt nom zweeten Plang kënnen ëmzesetzen. Selbstverständ-

lech wäert de Minister eis och d'Ursaache ginn, firwat dës Plang elo erëischt Mët 2008 kënn, wat leider schued ass fir hien, awer och fir déi ganz Regierung, well se dës drëtten Plang net a senger Ganzheet ëmzesetzen, mä mer also eng Iwwerlappung op zwou Regierungen muss maachen, mat hoffentlech deeneselwechte Voraussetzungen an Ausrichtungen, wéi et bei dëser Regierung de Fall ass.

Wann eeren awer en drëtten Plang mécht, dann, mengen ech, misst eeren awer - an dat soll eeren och op dëser Plaz hei soen an et ka sinn, dass ech effektiv verschidde Piëcen net fonnt hu respektiv net genuch gesicht hunn, fir se ze fannen - de Bilan vun dësem zweeten Plang, deen elo ofgelaf ass, hunn.

Ech loosse mech ganz gäre beléieren, fir déi Plaz erëmfannen, wou eeren dee Bilan fënn, well ech fannen nämlech, wann eeren en drëtten Plang opstellt, da muss ee fir d'éischt emol e Bilan vun deem zweeten maachen. Da muss eeren eng Evaluatioun maachen dervun, an da kann et net sinn, datt nëmmer an enger kuerzer Aleedung steet, datt zwee Drëtten vun de Mesuren ëmgesat goufen.

Meng Fro also: Wat sinn déi Mesuren, déi ëmgesat goufen, a wat sinn déi aner Mesuren, déi net ëmgesat goufen? A wat sinn d'Wëer eigentlech dohin, fir dës Mesuren och iwwergräifend am drëtten Plang nach mat unzegoen?

Well ouni Evaluatioun, mengen ech, ouni en zäitlechen Enchaînement awer bleift virun allem e Plang, wéi ech gesot hunn, eng Opzielung vun eenzelne Mesuren, déi - an ech wëll et net ze graff ausdrécken - eigentlech ouni Konzept an ouni Kontinuitéit sech areien.

Ier ech op déi eenzel Mesurë wäert agoen, erlaabt mer den Auteurs vun dëser Opleschtung allerdéngs eng Iwwerleeung virun allem matzeginn, wat mer wichteg schéngt, wann eeren e Plan d'action hei viberéit. A mat Sécherheet hu si et zwar hei net geschriwwen, mä selwer am Hannerkapp dës eenzel Iwwerleeung gehat.

Een Aktionsplang, deen eppes Konkretes bewierke soll, muss méi konkret, méi prezis sinn, a virun allem, mengen ech, muss en Timing virgesi sinn. Wat fir eng prezis definiert Mesur, zum Beispill eng Reform vun engem Règlement grand-ducal oder engem Gesetz, eng Implémentatioun vun enger konkreter eAdministratioun, Applikatioun an esou virun, muss bis wéini mat wéi enge Mëtten a mat wéi engem Zil ofgeschloss sinn?

Et muss ee sech also, mengen ech, en Échéancier ginn, deen och Tëschenetappen an Tëschebilane virgesäit, fir kënnen ze iwwerpräifen, ob ee Projet op der richteger Schinn ass an ob en och an den Délaien a virun allem och an den Devisen ass.

An der Privatwirtschaft - an ech mengen, mir si jo hei am Beräich vun de PMEEen - héiert eeren oft ee ganz modernt Wuert eraus, an ech mengen, grad dat hei zielt, datt ass dat Wuert vum sougenannten „project management“. Ech mengen, esou en „project management“ wier och beim Opstelle vun esou engem drëtten Plan d'action fir d'PMEE ganz wichteg a besteet mat Sécherheet och an den néidege Ministère.

Dat ass leider an dësem Plang net opgezielt, esou datt et muss vläicht nogeliwert respektiv de Minister eis herno den Échéancier doriwwer ka ginn.

De PME-Plang léisst dës Prezisiounen op. Wéi gesot, déi Erklärungen wäerte mer dann och sécher nach kréien. Och wa mer d'Evaluatioun vun deem zweeten Plang net kennen, esou besteet se bestëmmt. Et ass kloer, datt den drëtten Plang muss enchaînéieren op deen zweeten Plang an eigentlech och eng Kontinuitéit muss si vun dësem zweeten Plang, datt en déi Saachen, déi schlecht waren, muss verbessere respektiv do och Neierungen an nei Iddiën muss erabréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, no dësen e bësse méi liicht kritisches Usätz, erlaabt mer awer och op déi eenzel Punkten anzegeen an awer och ze soen, datt eeren eng ganz Rei vu positiven Umierkunge fënn, déi sécher - op jidde Fall vun den Iddiën hier - eng Rei nei Impulser fir eise Mëtzelstand kënnen bréngen.

Positiv ass virun allem, datt mer hei dës Plang opgestallt hu mat deene concernéierte Secteuren an datt et e Plang ass, deen ee Gesamtplan vun der Regierung ass; deen also ofgeschwat ass vun deenen eenzelne Memberen aus der Regierung, vun deenen eenzelne Ministère. Och wann ech mer, wann ech op déi eenzel Achsen aginn, d'Fro stellen, ob déi eenzel Ministère wëssen, wat mer an dësem Plang hei stoen hunn. Well hei sinn effektiv eng Rei vu ganz

interessanten Aussoen, op déi ech a Kuerzform nach an eenzelne vun dësen zéng Achse wäert agoen.

Virun allem, mengen ech, denken ech hei un d'Achs 7 zum Beispill, déi sech also ëm d'Aarbechtsrecht an d'Sécurité sociale dréint. Hei gëtt gesot, datt d'Délaien, fir d'Arbeitsgenehmigungen auszustellen, muss vereinfacht ginn.

Ass dat méiglech an der Praxis? Ass et esou, datt den Aarbechtsministère dat ka maachen? Ass et esou, datt den zoustännege Ministère vun den Affaires étrangères déi néideg Dokumenter an där Vitesse ka liwweren, fir dat doten ze maachen?

Dat war an der Vergaangenheet net ëmmer esou einfach. Wann nei Pisten do sinn, wäert dat mat Sécherheet de Betriber entgéintkommen an och de Leit, déi op déi Aarbechtsplaz solle schaffe kommen.

Virun allem awer stéiert mech eng Iddi, an dat virun allem och als Member vun der Sozialistescher Aarbechterpartei, an ech hoffen, dass dës Iddi ofgeschwat ass mat deenen eenzelne Ministère an och mat de Gewerkschaften; datt ass déi vum Système français du groupement d'employeurs, de sougenannte GE, deen also virgesäit, datt an Zukunft Entreprisé regroupéiert Leit kéinten astellen.

Dat ass eng ganz flott Iddi, mä dat kann awer och derzou féieren, datt eenzel Entreprisé sech zesummendinn, fir Leit anzustellen. Leit, déi dann deen een Dag zu Rémeleung an deen zweeten Dag zu Huldang eventuell géife schaffen.

Hei muss eeren awer genau wëssen, wat dat dote soll bedeiten, an da muss eeren oppassen, dass deen Dispatching, deen do stattfënn, net genau dat eigentlech soll sinn, wat mer an der «Directive services» vu Bréssel net wollten. Datt et also net einfach zu engem fräier Verfügung säits vun de Betriber kënn, fir d'Leit vu riets no lénks hinceschécken, ouni eigentlech déi néideg Garantie fir d'Leit ze ginn, ouni déi Flexibilitéit, déi „flexicurity“, vun där mer ëmmer schwätzen, eigentlech op béide Säite solle spillen ze loossen.

Dës Iddi, mengen ech, muss eeren op jidde Fall an där néideger Aarbechtskommissioun duerchdiskutéieren, muss ee mat de Gewerkschaften duerchspillen, ier eeren esou e Modell ka presentéieren.

Da gëtt och geschwat vun der Reform vun den Assurances accident, vun der Pensioun, vun der Krankekeess an esou weider; alles dat, wat Beräicher vun der Sécurité sociale sinn, a wou, mengen ech, den zoustännege Minister amgang ass, och hei déi néideg Projets de loi eranzerechen, fir Verbesserungen ze bréngen, a wou - mengen ech och no Débaten, déi mer hei an der Chamber haten - ee sech keng direkt Gedanke soll maachen, op jidde Fall an dësem Plang. Wat d'Käschten an d'Cotisationsen an de Finanzement vum Rentensystem betrëfft, ech mengen, dat gehéiert an aner Beräicher eran.

D'Achs 8, déi vun der Ëmwelt. Hei ass et sécher wichteg - an et ass begrëssenswäert, datt et och am Pabeier ugeschwat gëtt -, datt d'Ëmwelt net d'Wirtschaft duerf bremsen, sondern d'Ëmwelt an d'Wirtschaft mussen a Ganz an Zukunft sinn.

Verschidden Direktiven a verschidde Gesetzer mussen awer ëmgesat ginn an hei komme mer net derlaanscht. Hei bestinn eng Rei europäesch Direktiven an hei ass et esou, datt den zoustännege Minister dës Gesetzer, dës Direktiven, dës Reglementer muss anhalen. Hie soll dat mat deem néidege Feeling maachen. Mä hie muss selbstverständlech déi Linn awer och viru suivéieren.

D'Achs 10, déi vun der Formatioun. Do, mengen ech, ass et wichteg, dorun ze erënnere, datt mer hei eigentlech keng nei Formatiounsmodell brauchen. Mir sinn amgang, en neit Schoulesgesetz auszuschaffen. Eis Educatiounsministesch ass amgang, nei Gesetzestexte ze maache fir eng Reform vum Schoulesgesetz an derniewent awer och eng Reform virun allem vun der Formation professionnelle.

Wann dës Texte erëm sinn, mengen ech, dann ass en Deel vun der Achs 10 op jidde Fall erfëllt, an da mengen ech och, datt d'Logik dovun wier, datt och dës Ausrichtungen muss suivéiert gi vun dësem Pabeier an och fir d'Betriber an d'PMEE solle gültig sinn.

Ech huelen un, datt dës Aussoen, déi an der Achs 10 stinn, och esou gesi ginn. An ech hoffen och - an ech soen nach eng Kéier op dëser Plaz, datt ech hoffen -, datt mer eist Schoulesgesetz an all déi Gesetzer, déi do drun hängen, och virum Enn des Joers hei an dëser Chamber gestëmmt hunn, fir och endlech eise Kanner - eiser Zukunft - eng

nei Ausbildung ze ginn, déi direkt a fachgerecht a professionell op den Aarbechtsmaart ausgerichtet ass a wouvun eigentlech eng Win-win-Situatioun kann entstoen. Souwuel fir déi Schüler, déi aus der Schoul kommen, wéi och fir d'Betriber, déi dann dee Moment dat géeeigent Personal kënnen fannen. Personal, dat dann och gréisstendeels aus eisem Land kënn, dat vun eise Leit kënn, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen.

D'Achs 8 dann, d'Implantatioun vun de PMEen. Hei sinn och eng ganz Rei interessant Aussoen, déi ee ka liesen, an ech mengen, déi Aussoe si sécher och gemaach ginn an Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsminister; wou mer wierklech och hei fannen, datt eigentlech an Zukunft soll eng Ouverture kommen, och fir d'Industriesiten, déi eigentlech reng garantéiert sinn, déi reng festgeluecht sinn, fir hei Industrie ze bedriewen.

Hei sinn Ouverture gemaach, och wa gréisstendeels d'Aussoen am Conditionnel do stinn, datt och hei nach oft Ouverture solle kommen, fir och hei en Zesummespill zwëschent Industrie a Commercen ze erlaben. Dat, wat bis elo net de Fall war, a woufir bis elo ganz dacks och Betriber sech net konnten implantéieren hei zu Lëtzebuerg, well se einfach déi Méiglechkeet nämlech net hatten, fir niewent der Produktioun och ee Verkaufshop op enger Plaz ze installéieren.

Hei wier et gutt, wann déi doten Iwwerleeung kéint kommen. Hei muss awer selbstverständlech d'Zesummespill zwëschent dem Ministère des Classes moyennes an dem Ministère de l'Économie spillen an och zesummen agräifen, fir och hei wierklech eng Linn an dëser Wirtschaftspolitik virun ze behalen, esou wéi se de Moment besteet.

Niewent deene Remarquen zu den Achsen, déi ech wollt maachen, erlaben ech mer awer och, derniewent e puer Iwwerleeungen a Virschléi ze maachen an och, mengen och, ganz positiv Saachen ze ernimmen, déi ech erëmfannen am ganzen Dokument. Dat ass virun allem och dat, wat d'Autorisations d'établissement betrëfft.

Mir wëssen alleguerten a goufen alleguerten als Buergermeeschter oder als Deputéierten ëmmer erëm ugeschwat, fir ze intervenéieren, fir datt d'Autorisations d'établissement méi séier solle kommen, fir datt Leit, déi e Betrib wëlle grënnen, net méintelaang op hir Autorisatioun musse waarden. Hautdësdags geet dat méi schnell an an Zukunft wäert et online kënnen gemaach ginn.

Dat wäert mat Sécherheet e Fortschritt sinn an dësem Plan d'action a wäert och de Betriber hëllefen, méi einfach kënnen ze starten a méi einfach hir Genehmegung ze kréien.

Wat d'Faillitë betrëfft, esou fannen ech et ganz richtig, datt mer e System solle kréien, deen eigentlech och d'LSAP schonn an hirem Wahlprogramm 2004 hat, dee vum Système clignotant, fir datt mat Zäit déi rout Luuchten uginn, wann an eenzelne Beräicher Problemer fir d'Betriber entstinn, wa se no bei der Faillite sinn, sou datt, wann et nach net ze spéit ass, schonn dorop higewise ka ginn, datt e Problem bei der Sécurité sociale, datt e Problem bei der Steierverwaltung, datt e Problem bei anere Verwaltungen ass.

Dat Zesummespill kënn also, fir datt, wéi op Lëtzebuergesch gesot, mat Zäit d'rout Luuchten uginn, fir d'Betriber nach ze warnen, fir datt se an der leschter Kéier nach eng Kéier kënnen d'Riicht kréien an eventuell kënnen erauskommen. Duerfir och déi ganz gutt Iddi vum sougenannte Coaching approprié fir de Futur entrepreneur, deen ech ganz gutt gesinn, fir virun allem jonke Betriber an enger éischer Phas dee richtige Coaching ze ginn, fir an d'Berufswelt an an hiren neien Défi eranzekommen.

Wat de Volet Geschäftswelt betrëfft, sinn och eng ganz Rei vu flotten Usätz hei dran. Mir wëssen alleguerten, datt de Moment d'Geschäftswelt eng ganz schwéier Situatioun duerchzeliewen huet opgrond vun enger ganzer Rei vun Erkenntnisser, déi kommen.

Den Einzelhandel huet eng grouss Konkurrenz säitens vun der Groussregioun, säitens awer och mengen ech vum eShopping, deen ëmmer méi ausgebreit gëtt, säitens vun enger ganzer Rei vun anere Saachen. Virun allem déi lokal Geschäftszentren sinn dacks Geschäftszentren, wou déi néideg Events net do sinn, fir och en Eventakaf ze maachen. An hei ass et gutt, datt virun allem och d'Iddi vum City-Management opgeholl gëtt, fir och hei kënnen déi néideg Ënnerstützung wierklech konzeptuell ze maachen. Wat genau gemengt ass mat der Promotioun, kann de Minister vläicht nach eng Kéier herno erklären.

Als e Buergermeeschter, deen als zweet Stad an als drëtt Regioun ee City-Manager - oder eng City-Managerin - agestellt huet, niewent der Stad Lëtzebuerg an niewent dem Pro-Sud, muss ech soen, datt meng éischt Méint an Erfahrungem, fir mat dem City-Manager zesummenzeschaffen, déi sinn, datt eigentlech genau dat eriwerkënn, wat mer eis wënschen, nämlech fir ze probéieren eng Kooperatioun vun alle Kräften an der Stad ze maachen, fir déi néideg Kontakter ze maachen, awer virun allem fir de Suivi fir d'Betriber ze maache fir d'Stad a fir d'Regioun, fir och hei kënnen dem Mëttelstand, de Geschäfte ze hëllefen, neien Élan ze fannen, nei Nischen ze fannen, awer och virun allem eng nei Promotioun, en neie Verkaf no baussen ze garantéieren a sech eigentlech hei kënnen ganz flott ze positionéieren géigeniwwer enger ganzer Rei vu Bléck, déi do stinn, an déi eigentlech a Kette fonctionnéieren.

Hei, mengen ech, ass d'Iddi vum City-Management gutt, och wann ech selbstverständlech enger Rei vu Leit Recht ginn, déi soen, datt 5.000 Awunner net obdeängt d'Masse critique vläicht duerstelle fir e City-Manager, mä fir unzefänke kann ee jo nach ëmmer dat Ganzt iwwert d'Regioun eraus gesinn an och regional dëse City-Management ubidden.

Och richtig ugeschwat hei ass virun allem an der Geschäftswelt, datt mer ganz vill Geschäfte eidel stoen hunn, well mer virun allem vun der Traditioun fortkommen, datt fréier d'Geschäfte fonctionnéiert hu vu Generatioun op Generatioun. Haut stierwen dës Nokommen aus, déi d'Geschäfte iwwerhuelen, esou datt mer also dermat konfrontéiert sinn, datt Geschäfte do stinn, wou dann en deiere Loyer ze bezuelen ass; an hei sinn eng Rei Pisten opgezeechent.

Ech géif nach vläicht d'Pist mat erabrëngen, datt, esou wéi bei den Industrien, esou wéi bei deene kleng Betriber, och hei vläicht d'Iddi vun den „start up“-Gebaier an engem gewisse Sënn ka mat verkaaft ginn, fir an enger éischer Linn och hei neie Propriétaires d'Méiglechkeet ze ginn, iwwer e relativ bëllegen oder subventionéierte Loyer kënnen e Geschäft ze iwwerhuelen, datt iwwer Generatiounen a Familjenhänn louch an elo leider net méi läit. Dat ass ee vun de Problemer, mengen ech, wat d'Eidelstoe vun de Geschäfte betrëfft.

Wat den Tourismus ubelaangt, ass och ee ganz grouse Volet an dësem Dokument dran, wat ganz richtig ass, wat mat Sécherheet och ee vun eise Pilieren hei zu Lëtzebuerg ass, fir och weider kënnen ze fonctionnéieren, a wou de Moment eng ganz Rei vu Leit eng Beschäftegung fannen an och hei nei Nischen entstane sinn, fir Leit an Zukunft kënnen ze beschäftegen. Dat ass richtig.

Et ass eng Enquête gemaach ginn och säitens vum Ministère du Tourisme, deen eigentlech eng Qualitätsapproche huet: Wéi sinn dann elo d'Servicer, déi hei zu Lëtzebuerg geleescht goufen? Déi krute mer d'lescht Kéier am ORT virgestallt an hei si ganz flott Erkenntnisser eigentlech erauskomm. An op déi Erkenntnisser, mengen ech, soll een an Zukunft och opbauen, fir virun allem all déi Servicer, déi mer hunn, ze bündelen. Hei si Viraarbechte gemaach ginn a sougenannte regionalen Tourismusofficen, déi entstane sinn; ënner anerem den Ourdall, wou mer probéieren all déi eenzel Initiativen a Syndikater zu engem Ganzen ze forméieren.

Generell ass et awer wichtig, datt mer dës Akzenter fir eis PMEen hei zu Lëtzebuerg setzen, well - wéi ech scho gesot hunn - d'Konkurrenz ëmmer méi grouss gëtt an - wéi et ugeklungen ass - een hei eigentlech muss „Chapeau!“ soe fir jiddferen, deen d'Initiativ hëlt, fir e Betrib ze iwwerhuelen oder virunzefueren oder een neien ze grënnen.

Et ass dat en Défi, dee vill méi schwéier ass, wéi einfach an en Job ze goen, wou een all Mount seng Pai kritit. Hei ass sécher eng ganz Rei vu flotten Ureizer, déi kënnen eriwerkommen, wou ee sech wierklech ka selwer verwickelen, mä et ass awer net esou einfach an hei muss een Ënnerstützung kréien. Duerfir mengen ech och, datt esou e Plan d'action mat enger Rei Iddien, souwuel finanzieller awer virun allem och konzeptueller, mussen ugepaakt ginn an eriwerkommen.

An Zukunft wäerten awer d'Froen, déi d'Betriber sech stellen an déi musse beäntwert ginn, déiselwecht bleiwe wéi bis elo och. Froen, déi éischtens bei der Grënnung sech stellen. D'Betriber verlaangen, wa se sech nei grënnen oder wa se och duerno Informatioun brauchen, datt se kuerz an einfach Weeër fannen, fir Léisungen op hir Problemer oder hir Froen ze kréien.

D'Infrastrukturen. Hei muss mer nei Siten opmaachen an engem rasonnablen Zesummespill vun Économie an Ékologie. Beim Personal brauche mer gutt ausgebildete Weiderbildung fir déi eenzel Leit, déi an dësem Secteur schaffen, an derniewent muss mer och erméiglechen, wann dat net méiglech ass, ee vereinfachte Rekrutement vu bausse kënnen ze maachen.

Selbstverständlech soll och an Zukunft investéiert ginn an d'Recherche, déi ënnerstëtzt muss ginn, awer och déi nei Technologie mussen viru genotzt an nach weider ausgebaut ginn.

D'Kompetitivitéit vun eise Betriber muss net nëmmen am Statut unique, mä och an anere Beräicher viru garantéiert sinn, an d'Bealaaschtung fir d'Betriber mussen selbstverständlech a rasonnabele Grenze bleiwen.

Virun allem awer och ee wichtige Facteur ass dee vun der sozialer Kohesioun, an de Betriber selwer an am ganzen Émfeld. An hei solle geziilte Moosname geholl ginn, fir de Klima an de Betriber och esou ze halen, datt effektiv hei e flott Partenariat entsteet zwëschent dem Salarat op där enger an de Betriber op där anerer Säit. Dës anere Mesur wäerten an Zukunft eise PMEen och weiderhin erlaben, d'Kompetitivitéit ze erhalen, an hinne virun allem och erlaben, nei Marchéen ze entdecken an ze eroberen.

D'LSAP steet selbstverständlech hannert dësem drëtte Plan d'action vun der Regierung a vum Mëttelstandsminister an hofft, datt d'PMEen duerch dëse Plang hiren Ziler méi no bruecht ginn an nach besser kënnen fonctionnéieren, wéi se dat bis elo maachen a wéi se bis de Moment elo fir 150.000 Leit hei zu Lëtzebuerg eng Aarbechtsplaz garantéieren. Ech hoffen, datt dëse Plang, deen also elo uleefft, vun dësem Minister an deemselwechte Minister oder engem anere Minister an Zukunft ka virugefouert ginn.

Op jidde Fall, mir stinn hannert deem Plan d'action hei, deem drëtte, deen do besteet. Mir wäerten awer selbstverständlech déi eenzel Kritiken, déi mer hei opgezielt hunn, virun allem dat, wat den Échéancier betrëfft, wat d'Zwëschebilanen betrëfft, awer och wat d'Zilsetzung betrëfft, noostens verfolgegen a selbstverständlech dorop hiweisen, an deenen eenzelne Ministären awer och op dëser Plaz, fir datt se sollen erfüllt ginn, an datt effektiv den Défi, dee sech hei gesat gëtt, een neien Élan fir eis PMEen ze huelen, och erfüllt gëtt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Schneider. Den nächste Riedner ass den Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op Demande vum Minister goufen d'Partei gefrot, eng Stellung zum drëtte Plan d'action en faveur des PME, also de klengen a mëttelstännege Betriber ze huelen. En Débat de consultation also, deen d'Richtung vun der Politik vis-à-vis vun de klengen a mëttelstännege Betriber festleed soll.

All meng Virriedner hu schonns op de Stelwäert an d'Wichtigkeet vun de PME-Betriber hei zu Lëtzebuerg an hire respektive Rieden higewisen. Mat 17.000 Betriber an iwwer 150.000 Beschäftegten, wat 40% vu sämtlechen Aarbechtsplazen ausmécht, stellen d'PME-Betriber hei e wichtegt Standbee vun der Lëtzebuurger Wirtschaft duer.

Den drëtte Plang schreift sech an eng Serie vu Pläng an, déi den Usproch erhiewen, Aktiounen, Moosnamen an Instrumenter ze definéieren, fir eng proaktiv Politik vis-à-vis vun dësem wichtige Secteur vun der Lëtzebuurger Économie ze maachen.

En éische Plang huet d'Period 1996 bis 2000 ofgedeckt. En zweete Plang huet d'Period 2001 bis 2005 betraff. Et ass also net vu Muttwëll, wa mir eis méi déif gräifend Gedanke maachen, wéi mir deem Secteur besser kënnen ënnert d'Äerm gräifen.

Mir stellen eis zum Beispill vir, dass déiselwecht Effort gemaach géife ginn, wéi dës eise Wirtschaftsminister am Ausland mécht, fir nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, en vum vum enger Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft.

Et muss een awer feststellen, no véier Joer, datt den Erfolleg net grad immens ass. Weder sinn nei Betriber op Lëtzebuerg komm, nach huet eis Wirtschaft sech groussaarteg diversifizéiert. Dat, wat schonns méi laang bekannt war, datt nämlech den Zuch laang fort ass, fir industriell Betriber an eng Déngschtleeschungsgesellschaft an en Hochlohnland unzeziehen, huet de Wirtschaftsminister schmärerhaft missen erfueren.

D'Dynamiséierung vun der eegener Wirtschaft, also och vun de PMEen, ass éischer d'Tromp. Fir dës Entwécklung ze begleeden, muss heiheem e positivent Émfeld geschafte ginn. Wa mer mat darselwechter Intensitéit, mat deeselwechte Ressourcen, mat deeselwechten Engagementer a Moyenen eis fir déi kleng a mëttelstännege Betriber agesat hätten, si mir iwwerzeegt, datt méi eng regelrecht Dynamik ausgeléist hätt kënnen ginn.

D'Zuele vu Betribsgrënnungen, déi vu menge Virriedner scho genannt goufen, wäere regelrecht explodéiert. Mir hätte méi Betriber, hätte méi Aarbechtsplaz geschafte, hätten nei, innovativ Betriber geförderet a villes méi.

Fir DÉI GRÉNG ass et wichtig, e richtige Kader an déi richtig Hëllefstellung opzestellen, fir datt eng dynamesch Entwécklung an deem Beräich ka stimuliert an och begleet ginn.

Souwisou muss ee sech d'Fro stellen, ob an engem Land, wou déi industriell Aktivitéit mëttlerweil op enger Hand praktesch opzeziele sinn, et nach ëmmer Sënn mécht, e Wirtschaftsministère respektiv e Mëttelstandsministère ze hunn. Besonnesch wann d'Iwwerschneidungen ëmmer méi grouss gi respektiv d'Entwécklungen eng méi enk Konzertéierung tëschen den eenzelne Ministère verlaangt. De Regroupement ënnert engem Ministère hätt sécherlech manner Kompetenzgerangel zur Folleg. Déi Energie, déi do verluer geet, wär besser fir Aktiounen um Terrain agesat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech den drëtte Plan d'action en faveur des PME duerchkucken, kommen ech mer vir, wéi wa Chrëschttag an de Summer verreckelt gi wär. Et ass eng Wonschlescht, déi éischer als Lësch fir de Kleeschen oder als Geschenklësch fir ënnert de Beemche geduecht ass. Dës ass net méi an net manner wéi eng Oplëschung vun enger Abberzuel vu Moosnamen an Aktiounen, ouni kloer strukturell Zesummenhang.

Ier ech awer zum Fong vun dësem Aktiounsplang wëll kuerz Stellung huelen, wëll ech awer fir d'éischt e puer Wuert zur Form selwer verléieren. Eng Debatt iwwer esou e wichtige Plang ass sécherlech wichtig an och richtig. Den Zäitpunkt vun esou enger Debatt kann awer net méi schlecht gewielt sinn.

Dës Debatt berout op enger Dokumentatioun, déi mam Datum vum Abrëll 2008 datéiert ass, awer eréischt de 25. Juni verschéckt gouf.

(**Interruption**)

Eng Consultatioun, déi nach séier virun der Vakanz evakuéiert soll ginn...

» **M. le Président.** - Den Här Minister wëllt intervenéieren.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Ech wollt dem Här Kox soen, datt en zënter dem 8. Abrëll op Internet ass, datt mer eng Pressekonferenz hatten, wou mer dat virgestallt hunn, esou datt jiddferen also zënter dräi Méint au courant ass vun all deene Moosnamen, déi an deem Plang drastinn.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Ech hätt mer och kënnen virstellen, dass fir d'éischt, ier eng Pressekonferenz gemaach gëtt, dat och an der Kommissioun virgestallt gi wier!

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Am Plenum gëtt et virgestallt. Am Plenum.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Jo. Ech huelen dat zur Kenntnis, dass mer dee Bericht eréischt de 25. Juni zougeschéckt kruten. Mä dat si mer u sech schonns gewinnt. Et ass jo net fir d'éischt, dass mer Dossiere relativ spéit vun lech zougestallt kruten.

Ech kéint eng ganz Rei vun Dossieren opzielen, wou d'Dokumenter éischer an Ärem Nuetsdësch schlumieren, wéi datt se un déi zoustännege Leit verschéckt ginn.

» **Plusieurs voix.** - Ohhh!

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Bei sou engem wichtige Dossier gesinn ech méi Partner un engem Dësch. Sécherlech sinn eng Rei vu Consultatiounen gefouert ginn. Mä no mengen Informatiounen datéieren déi vum Juni 2006. Saitdeem bestoung awer Funkstille.

Mir jiddefalls kënnen lech nëmmen de Conseil ginn, de ganze Plang nach eng Kéier ze iwwerpräifen, nom Motto „weniger ist mehr“.

Et geet net ëm d'Quantitéit vun Aktiounen a Moosnamen, mä ëm d'Qualitéit vun de Verbesserungen fir déi kleng a mëttelstänneg Betriber dobaussen.

Zum Inhalt. Ech gesinn a ville Moosnamen och net richteg d'Zilsetzung. Ech hätt mir och méi detailléiert Analyse gewënscht. Vum zweete Plan d'action, dee sech iwwer d'Period 2001 bis 2005 erstreckt huet, waren eng 100 Aktiounen virgesinn. Dovu si bis elo - dësem Dokument no - zwee Drëtter realiséiert ginn.

Méi steet als Bilan iwwer den zweete Plang net dran. Ech froe mech, wie sech mat Mesuren a Moosnamen auserneeetze soll, wann net gewosst ass oder keng detailléiert Analysen do sinn, ob déi Mesuren net beim éischten oder zweete Plang schonns emol gefuerdert goufen? Ass de Rôle net, fir fir d'éischt e Bilan ze zéien, firwat e gudden Drëtter vum zweete Plang bis haut nach ëmmer net ëmgesat gouf?

Wat sinn d'Ursachen vum deem Retard? Sinn déi Moosnamen iwwerhaupt realistesch oder ëmsetzbar? Sinn et strukturell oder technesch Ursachen, déi zu der Netëmsetzung gefouert hunn, oder bleiwen déi, wéi schonns virdru gesot, wéi e Wonschziel énnert dem Chrëscht-beemche leien?

Vill Froen also, déi onbeäntwert bleiwen an et schwéier maachen, déi richteg Aussoen ze maachen. Misst een net méi kloer Hierarchien an dëse Plang erabrénge? Misst net ënnerdeelt ginn téschent, wéi virdru scho gesot, strukturellen an technesch Moosnamen?

Ech huelen d'Beispill vun den Industriezonen. Vill vun de Betriber, déi an eng regional Gewerbezon wëlle kommen, kommen aus Beräicher, déi énnert der Tutelle vum Mëttelestansministère stinn. D'Entscheidung, fir sech an enger regionaler Zon kënnen niddereelossen, gëtt awer Wirtschaftsministère getraff.

Hei ass eng vill méi enk a koordinéiert Zesummenaarbecht néideg. E Beispill, fir eng Zesummeleegung vu Wirtschafts- a Mëttelestansministère unzestriewen.

Misst een net och téschent kuerzfristegen, mëttelfristegen a längerfristegen Moosnamen ënnerscheeden?

Wéi eng Zäitfenster muss fir déi eng oder aner Moosnam, Verbesserung, Entlaaschung an esou weider virgesi ginn? Wéi eng Aarbechten, wéi eng Viraarbechte müssen op wéi engem Plang vu wem gemaach ginn? Wéi eng aner Ministère sinn nach impléiert? Si gesetlech Adaptatiounen néideg? Sinn déi Adaptatiounen iwwerhaupt méiglech?

Dëst a viles méi hätt sécherlech nach kënnen an enger virbereedender Sitzung zu dëser Debatt ënnersicht ginn.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech hu mer aus dësem Katalog e puer Moosnamen erausgepickt respektiv Projete gesicht, fir opzeweisen, dass et duerchaus och positiv Moosnamen schonns gëtt an och, wéi ee vun der Analys bis hin zu den Instrumenter a Moyenen op Aktiounen um Terrain ka kommen.

Dëst sinn eng Kéier de Guichet unique, d'Problematik vun den Industriezonen an d'Erausfuorderung vum Klimawandel.

Zum Guichet unique. E Beräich, deen onbedéngt nach méi muss ausgebaut ginn, ass d'Beispill vum Guichet unique. Dir hutt virdru vum elektronesch Guichet unique schon emol geschwat.

De Guichet unique PME am Norde vum Land, méi speziell zu Munzhausen, huet an deene leschte Joren do ganz positiv Erfahrung gemaach. Besonnesch am ländleche Raum weist et sech, datt d'Instrument gären an Usproch geholl gëtt. Besonnesch déi ho-

izontal Approche ass e grouse Virdeel vun esou enger Struktur.

Oft gëtt den Demandeur vun engem Büro an deen anere verwisen an nach geschéckt, ouni ze wëssen, ob net awer schlussendlech nach eppes verlaangt gëtt aus deem Büro vu virdru. Dëst bréngt mat sech, dass Projeten oft onnéideg laang ënnerwee sinn.

De Rapport d'activités vum Guichet unique PME Norden vum 2007 weist, datt dëse Service ganz vill a ganz gutt an och ganz ënnerschiddlech an Usproch geholl gëtt. De Service bei der Hausdier huet deemno vill Virdeeler. Eng schnell an effikass Hëllefstellung.

Misst een net aus deenen Erfahrungen eng Landkaart opstellen, wou a wéi - nach eng Landkaart - vun uewen erof ähnlech Strukturen opgebaut kënnen ginn? Kéint een net esou Strukturen am Osten oder am Weste vum Land entstoe loossen? Eng Rei vun Antennen also, déi d'Hëllefstellung schnell an effikass organiséiere kënnen.

E puer Wuert zu dem Plan sectoriel „Industriezonen“. Dëst ass jo bekanntlech net den eenzege Plang, deen nach ëmmer net fäerdeg ass. Eng seriö Landplanung ass och den A und O vun enger gudder Standortpolitik.

Ech brauch an ech wëll hei och net nach eng Kéier op d'Konklusioun vum Monitoring iwwer d'IVL-Studie zréckkommen. Nëmme esou vill: Ouni koordinéiert Landplanung kréie mir och keng koordinéiert Standuertpolitik fir déi kleng a mëttelstänneg Betriber.

Ech sinn och net averstane mat der Analys vun der Handwerkerkummer, déi an hirem Juniheft am Editorial schreiwen, datt Landplanung just nach énnert dem Aspekt vum Ëmweltschutz bedriwwen géif ginn.

Ech denken, et ass éischter den ëmgedréinte Fall. Ech weess net, ob mer iwwerhaupt nach vu Landplanung hei zu Lëtzebuerg kënnen schwätzen. Eng koordinéiert Approche ass nach ëmmer net ze erkennen. Soss bräichte mer net vun deem iwwerdriwwene Landverbrauch hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen.

Déi regional Zone gi jo bekanntlech nach ëmmer vum Wirtschaftsminister trotzdeem gëéiert. Et weist sech, datt oft och kleng PME-Betriber, déi sech net méi kënnen entwéckelen an hire respektive ale Standuerten, gäre sech an deenen Zone wëllten usiedelen. Déi passen awer net ëmmer duerch hir Struktur an d'Schema vun dësen Zonen. Et weist sech, dass d'Législation hei ugepasst muss ginn.

E weidert Beispill dofir, datt d'Andeelung an zwee ënnerschiddlech Ministère net méi ugepasst ass. Et mécht kee Sënn, méi Ministère ze hunn, déi net sämtlech Kompetenze regroupéieren.

Wat fir de Guichet unique am ländleche Raum gutt ass, kann och nëmme positiv um nationalen Niveau sinn. Déi horizontal Approche bréngt och hei eng beschleunegt Wierkung.

Fir DÉI GRÉNG gëtt et deemno eng ganz Rei vu gudder Grënn eng Regruppéierung vun de Kompetenzen an engem Ministère unzestriewen. Ouni awer déi speziell Usproch vun deem engen oder aneren ze vernoléissegen.

Wichtig ass e Service no baussen, deen effikass an ouni onnéideg bürokrateschen Opwand verleeft. Eng nei Opdeelung mat proaktiver Politik vum Ministère vis-à-vis vun de PME-Betriber bréngt sécherlech dann déi néideg Dynamik.

Zum Schluss als gutt Beispill, wéi déi kleng a mëttelstänneg Betriber dervu profitéiere kënnen a gläichzäiteg eppes zu der Problematik kënnen bäisteieren, ass de Klimaschutz.

Net nëmme sinn eng ganz Rei vun Aktivitéiten domat verbonne wéi d'Sanéierung vun Albauten, d'Opriichte vun erneierbaren Energien a viles méi, mä de ganze Secteur kann dervu profitéieren. Sief dat d'Hotelsbetriber, d'Restauranten oder och den einfache Commerce.

Och bei hinne wierkt sech d'Ofhängegkeet vum Pétrol extrem aus. Och si brauche speziell Hëllefstellungen, fir déi Erausfuorderungen unzegoen.

Nordrhein-Westfalen zum Beispill huet eng Effizienzagentur speziell fir kleng a mëttelstänneg Betriber an d'Liewe geruff. An Zesummenaarbecht mat hire respektive Industrie- an Handelskummeren ass e speziell Berodungskonzept opgestallt ginn, fir am Beräich vun der Energie- a Ressourcen-effizienz technesch Moosnamen ze identifizéieren.

Sécherlech gëtt et och schonns déi eng oder aner punktuell Moosnamen heiheem,

awer e Gesamtkonzept feelt och hei an dësem Beräich.

Ech wëll och nach op eng Etüd verweisen, déi vun der Chambre des Métiers erstallt gouf mam Titel: „Changement climatique: Nouveaux défis pour l'artisanat“.

Ech muss soen, datt ee mat esou enger Etüd de richtege Wee gewielt huet. Iwwer eng Analys zu de méiglechen Instrumenter an Ëmsetzungsstrategie gëtt an dëser Etüd de Wee gutt beschriwwen. Mat ville Chancé fir d'Handwerksbetriber, dem Commerce an de Konsumenten; also eng Win-win-Strategie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint nach eng ganz Rei vu Beispiller opzielen, déi eng grouss Wichtigkeet fir dëse Secteur hunn. Besonnesch d'Schoul, d'Orientatioun an d>Weiderbildung missten hei analyséiert ginn. Mä mer kréie jo am Hierscht méi wéi genuch Geleeënheet, hei nach dorop zréckzekommen.

Dëse Plan d'action ass sécherlech e richtege a wichtige Exercice. Et sinn och eng ganz Rei vu positive Moosnamen dran, déi mir kënnen ënnerstëtzen an och wäerten ënnerstëtzen an ënnerschreiwen. Dëse Plang gesäit awer éischter no engem Wonschkatalog aus.

Mir hätte léiwer, mir géifen eis op manner Aktiounen a Moosnamen konzentréieren an dëst no strukturellen an technesch Gesichtsunkten ënnerdeelen. Och misste mer no kuerz-, mëttel- a laangfristegen Moosnamen ënnerscheeden, a wien a wou dat ëmgesat soll ginn.

Virun allem feelt eis awer eng detailléiert Analys iwwer déi schonns gemaachten an net gemaachten Aktiounen.

Ech soen lech Merci a wënschen lech eng schéi Vakanz!

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **Une voix.** - Gläichfalls!

» **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer d'Invitatioun zu dësem Débat de consultation kritt hunn, hunn ech mer eigentlech d'Fro gestallt, wat den Zweck vun där Übung sollt sinn. Ech hu mech gefrot: Soll et dem Minister iergendwéi un Iddië feelen, datt hien d'Chamber wëllt froen, wat hie soll maachen, oder ass de Minister vläicht senger Saach net sécher?

Ech sinn zur Konklusioun komm, datt dat kaum unzehuelen ass, well hien ass schon esou laang hei am Land Mëttelestansminister, datt souguer déi eeler Leit am Land sech scho bal net méi u seng Investitur erënnere kënnen. Et ass mer gesot ginn, no laange Recherchen,...

**(Interruptions)**

...et wier 1989 gewiescht. Ëmmerhin, dat ass an der Politik eng laang Zäit. A wann een da kuckt, da gesäit een, datt et an der Vergaangenheet och net un Iddië gefeelt huet, well schliesslech diskutéiere mer elo schonn deen drëtten Plang no 1998 an 2001, woubäi ech mer och d'Bemierkung net verknäife kann, datt dat ëmmerhin elo mat dräi Joer Retard geschitt. Mä vu datt deen ale Plang jo nach net ganz opgeschaft war, huet et jo warscheinlech net un Aarbecht gefeelt.

Et stellt een awer fest, datt ëmmer erëm déiselwecht Punkten op der Dagesuerdnung stinn, an et kéint een zur Konklusioun, datt d'Theorie zwar gutt ass, et awer an der Praxis net ganz déck ass.

Oder ass et, Här President, well d'CSV sech virun de Wahlen 2009 nach wëllt séier de schéine Männche beim Mëttelestansmaachen? Vläch war et awer och, well d'Zeit vum Handwerk an hire Editioun vum 12. Dezember 2007 den Här Minister wakeggereselt huet. Si hunn nämlech geschriwwen: „Das großartig angekündigte und eigentlich fertige Mittelstandsprogramm III verstaubt ungelesen und ohne für politische Diskussionen zu sorgen in irgendeiner Amtsschublade.“

Här President, wat déi bishereg Leeschtunge vum Minister ubelaangt, esou fällt d'Zensur vum Handwerk och net schrecklech déck aus. Ech zitieren: „Aus dem versprochenen Entfesselungssturm, der durch den Paragraphenwald fegen und die Unternehmen dynamisieren sollte, damit sie sich endlich auf ihre Arbeit anstatt auf Papierkram konzentrieren könnten, wurde bislang nicht viel mehr als ein laues Lüftchen. Was aber alleine unter der jetzigen Regierung gegen elementare mittelständische Interessen unternommen wurde, ist schon bemerkenswert.“

Mä net nëmmen den Här Minister Boden, och säin CSV-Kolleeg, den Här Aarbechtsminister Biltgen, kritt eng gelaatscht. Ech zitieren weider: „Der Arbeitsminister wird nicht müde, die Beschäftigungsinitiativen, die sonst nichts tun als richtigen Unternehmen mit richtigen Beschäftigten unlautere Konkurrenz zu bieten, in Geld zu ersäufen. Geld, mit dem sie nicht einmal umgehen können, wie uns verschiedene Audits gezeigt haben. Und die einzige konkrete Zusage, die dem Handwerk im Rahmen des permanenten Beschäftigungskomitees in diesem Zusammenhang gemacht wurde, nämlich die Initiativen fortan nur mit kleineren Aufträgen zu ?beglücken?, deren Wert unterhalb der gesetzlichen Limits für öffentliche Ausschreibungen liegt, bleibt weiterhin Schall und Rauch.“

Här President, och d'sozial Ofsécherung vun de Mëtteleständer ass vun dëser Regierung verschlechtert ginn. Ech zitieren nach eng Kéier aus deemselwechten Artikel: „Entgegen der ablehnenden Haltung des Handwerks beschloss diese Regierung, die Regelung der Arbeitslosenversicherung der Selbständigen drastisch zu verschlechtern. Wer beispielsweise im Rahmen eines Konkurses“ - an där gëtt et der jo vill - „das Pech hat, auch nur einen Monat die eigenen Sozialversicherungsbeiträge nicht zahlen zu können, dem wird das Arbeitslosengeld aufs Minimum gekürzt. Um nicht Opfer des staatlichen Sozialabbaus zu werden, könnte man eigentlich nur jedem raten, im Zweifelsfall die eigenen Beiträge anstatt die der Beschäftigten zu zahlen.“

**(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)**

Kee Wonner, Här President, datt de Mëtteleständer hei am Land sech stiefmütterlech behandelt fillt an ëmmer manner Jonker de Wee an d'Selbstännegkeet goe wëllen. Dat Eenzege, wat der Regierung dozou afällt, ass dee schéine Sproch „Trau dech“, woumat eigentlech schonn alles gesot ass. D'Realitéit ass jo awer, datt déi écrasant Majoritéit vun deene jonke Lëtzebuurger esou séier wéi méiglech beim Stat oder der Gemeng wëllt ënnerdaach kommen, wéi nach eng rezent Ëmfro erginn huet. Ganz einfach, well op ville Gebidder d'Balance téschent Selbstännegkeet, engersäits, an de Konditiounen am Secteur public, anerersäits, net méi stëmmt.

Mir sinn eng ganz Rei esou konkreter Fäll bekannt, wou d'chteg, jonk Entrepreneuren no enger gewëssener Zäit, wéi se d'Opportunitéit haten, d'Kneppele bei d'Tromm gehäit hunn a bei der Gemeng ënnerdaach komm sinn. E Schued fir eis Gesellschaft a fir eis Economie.

Den Effet dovun ass natierlech, datt d'Handwerk net méi ausbilde wëllt. Si bekloe sech batter doriwwer, datt déi Jonk, wa si se fäerdeg ausgebildt hunn, soubal se d'Méiglechkeet hunn, bei de Stat oder bei d'Gemeng kënnen ze goen, dann och dohinner ofwandere. Dorausser ergëtt sech, datt de Stat op d'Allermannst deen Effort, deen déi Betriber gemaach hunn, fir déi jonk Leit ze forméieren, fir dem Stat oder de Gemenge se kënnen fäerdeg ze liwweren, misst uerdentlech entschiedegen, obschonn datt dat leschten Ends och nach keng Solutioun duerstellt.

Wa mer da scho bei der Ausbildung sinn, ass e weidere schwierege Punkt, datt mer enorm Defizienzen am Enseignement hunn. Ech erlabe mer, de fréiere President - et ass awer nach net esou ganz laang hier - vun der Chambre des Métiers ze zitieren, dee wuertwärtlech gesot huet: „Mir kënnen déi Jonk haut an eise Betriber net méi ausbilden, well si kënnen weder rechnen nach liesen nach schreiwen“. Wuertwärtlech, si kënnen weder rechnen nach liesen nach schreiwen. Wien dee Mann kennt, weess, datt hien net iwwerdreift. Dat ass d'Resultat vun engem katastrophale Versoen an der Schoulpolitik, mä...

**(Interruption)**

Honorabelen Här Castegnaro, wann Dir mat Patronen dobausse schwätzt, wéi schlëmm et an der Realität ass, wa Jonker an d'Ausbildung kommen - ech wëll se net all an een Dëppe gehen, si selwer si jo och net schëlleg -, dann héiert een trotzdeem Saachen, déi engem d'Hoer zu Bierg stoe loosse.

Et ass awer net zu Lëtzebuerg eleng esou. Ech weess aus Emissiounen, zum Beispill op enger däitscher Televisiounschaine, datt se och do méi oder wéineger déiselwecht Problemer hunn.

Mä ech wëll awer soen, datt hei zu Lëtzebuerg jo an der Regel alles anescht ass. Ech erënnere drun, datt all Kéiers dann, wa mer d'PISA-Resultater virgehale kréien, jiddfere sech dran iwwerbitt, fir ze soen, mir hätten hei eng speziell Situatioun, dat wier jo net ze vergläiche mat deem, wat anerwärts ass.

Mir hu jo schliesslech awer d'Frontalieren, mir hunn eis auslännesch Matbiereger, déi eis mat qualifizierter Main-d'œuvre aus eisem Misär eraushëlfe, iwwerdeems mer 3.000 onqualifiziert Jonker a sougenannte Beschäftigungsinitiativen kënschtlech iwwer Waasser halen. Wat wuelverstanen net de Jonken hir Schold ass, mä deenen hir, déi eis Schoul esou onwahrscheinlech ver-noléisseggt hunn, konkret: d'CSV-Ministere Fischbach, Boden, Hennicot. An och an der leschter an an dëser Legislaturperiod, ënner DP- oder LSAP-Ministère, ass net vill Gräifbares geschitt.

Ech wëll dorun erënneren, datt mir als ADR der Meenung sinn, datt déi ganz Beschäftigungsinitiativen un a fir sech net vill bréngen, datt ee soll probéieren, déi Jonk an d'Betriber ze kréien. De Betriber, de Patronen, besonnesch de mëttelstännege Betriber sollt een alles, all erdenklech Hëllef ginn, fir datt se déi Jonk kënnen an hir Betriber opheulen, se an Équipes integréieren, déi fonctionnéieren, déi se da mat virunhuelen an hinnen eng Formation bäibréngen.

Wann Dir eng ganz Partie esou Onqualifizierter beieneesetzt an – ech kennen där Fall – Dir setzt ee Qualifizierten dran, deen dat soll dirigéieren, dee kritt d'Flemm. Ech kënnt do aus deem ziele, wat ech vun Erfahrungen héieren hunn. Dat ass keng Solution. Dat kascht de Stat onheemlech Geld an ass e Skandal. Wa mer déi jonk Leit do, gutt ausgebild, an eiser Ekonomie deelweis als Selbststännege schaffen hätten, dann hätte mer déi ganz Problemer do net.

En anere wichtige Punkt, dee fir d'Stärkung vun eisem Mëttelstand vu Bedeutung ass, ass - an domadder geet et un; dat hu meng Virriedner och scho gesot - den Esprit d'entrepreneur. Dat ass natierlech eng Saach vu Mentalitéit, vun Astellung. Déi kritt een normalerweis doheim mat op de Wee.

Et ass net duerch Zoufall, datt meeschtens Kanner aus engem Betrib - eent vun de Elteren iwwerhuelen. Mä mer liesen dann aus den Ëmfroen eraus, datt och d'Elteren haut - Lëtzebuurger - dacks net méi wëllen, datt hir Kanner de Betrib solle weiderféieren, well se soen: Mir wëllen net, datt eis Kanner sech ënnert deene Konditiounen solle viru christillechen an och nach dofir gepéngt ginn.

Ech hunn am Rapport vum Minister gelies, datt déi nächst Joren dausende vu Betriber hei zu Lëtzebuerg fälleg sinn, wou eng Reprise muss stattfannen, an datt et méi wéi zweifelhaft wär, datt Repreneuren do wäeren. Mir wëssen haut schon, datt mer frou sinn, datt jonk Leit, besonnesch aus dem Grenzgebitt, déi an onse Betriber schaffen, dann op eng kéier bereet sinn, wann de Patron an d'Pensioun geet, faute de repreneur esou Betriber ze iwwerhuelen, wat natierlech an deem Fall e Glécksfall ass.

Mir begréissen et duerfir och, datt doriwwer nogeduecht gëtt, dem Mëttelständler oder dem Eegestännegen en eegene Statut ze verschafen. Mir regen och un, datt een am Kader vun deem Statut soll Regele schafen, déi d'Reprise vun engem Betrib och am Kader vun enger Famill sollen erlichteren, well dat jo och heiansdo guer net einfach ass an zu schwéiere Konflikter ka féieren.

Den nächste wichtige Punkt ass dee vun de gënschtege Bauterrainen, besonnesch an den Zones d'activités.

Här President, mir hunn och gëschter déi neisten Nummer vum „d'Handwierk“ kritt. Do steet grouss uewendriwwer „Recht auf Boden“. Ech war e bëssen erfierdt, well ech hat den éischten Ament gemengt, do géng geduecht ginn, d'Handwierker géifen dauerhaft de Minister Boden als Minister deklaréieren. Dat ass awer net esou, well hannendru steet „Unhaltbare Zustände in Aktivitätszonen“.

Si bekloe sech batter doriwwer, datt vill Betriber, déi an den Uertschaften net méi gelidde sinn oder aus Plazgrënn aussiedele mussen, keng Plaz a scho guer keng präis-lech erschwénglech Plaz fannen, wou se sech kéinten etabléieren.

Ech erlabe mer aus deem Artikel ze zitieren: „Eine Studie der UEL, die mit der Unterstützung des Syvicols durchgeführt wurde, zeigte, dass bereits im Jahr 2005 die Nachfrage an Grundstücken das Potenzial der 163 kommunalen Aktivitätszonen bei Weitem überschritten hat. 27 weitere Zonen stecken seit Jahren in den Prozeduren, so dass von dieser Seite in naher Zukunft keine Entlastung zu erwarten ist. Mit der Verknappung der Grundstücke“ - dat kenne mer jo - „steigen auch die Preise in astronomische Höhen, die eine Umsiedlung zum finanziellen Kraftakt machen und so manche Betriebsgründung sogar verhindern. Auch die erneute Ankündigung des seit Jahren ausstehenden sektoriellen Planes für Aktivitäts-

zonen wird wohl nichts Grundlegendes an dieser Situation ändern.“

Hei iwwerweit och bei hinnen de Pessimismus, datt dat soll an nächster Zäit besser ginn. Et ass awer e ganz reelle Problem.

Et stellt sech d'Fro: Hu mer wierklech e reelle Plazmangel? Hu mer net méi Plaz genuch hei am Land? Do schreiw si: „Man kann hierzulande, besonders im ländlichen Raum, nicht ernsthaft von Platzmangel reden. Fehlt es an den Schlüsselpositionen“ - der Regierung - „etwa am entscheidenden Willen, etwas im Interesse des Mittelstandes zu unternehmen? Für alle möglichen ausländischen Industriebetriebe, die einmal ins Land geholt werden sollen, ist Platz vorhanden (...)! Warum dann nicht für Handwerk und Handel?“

Dir Dammen an Dir Häre vun der Regierung, ech hunn nëmmen zitieren!

En anere Punkt - ech ka mech nëmmen op déi wesentlech Punkte beschränken - ass déi allgemeng Astellung, deenen d'Mëttelständler an de Verwaltung begéien. Ech wëll do d'Notioun vum „Service public“ nennen. An ech leeën d'Betounung op den „Service“, esou wéi een deen normalerweis misst verstoen: dem Antragsteller behëlfelech sinn, him entgéintkommen, him soen: Wou ass däi Problem? Kann ech der eng Hand upaken? Kann ech der net mat hëlfe, dass de duerch den Dschungel vun de Virschreften a vun de Reglementer kënnst? An net hie mat senge Problemer eleng stoe loosse oder him souguer Steng an d'Feiss leeën.

Duerfir brauche mer weiderhin eng grondleeënd Verwaltungsreform: Ech muss soen, bis elo huet sech an där Bezéiung praktesch nach guer näischt beweegt. 1997 huet bekannterweis den Här Frieseisen, deemools Premier Conseiller am Innenministère, eng Hällewull vu gudden Iddie virgeluecht, wat sech alles misst bewegen, fir datt sech endlech d'Mentalitéit an d'Disponibilitéit an eiser Verwaltung géingen änneren.

1999 - honorabelen Här Etgen - bis 2004 hate mer en extrae Statssekretär - deen huet Jos Schaack geheescht a war vun der DP -, deen extra domat beoptraagt war, do eppes an d'Wee ze leeden. Mengen net gesécheren Informatiounen no huet hie mat all eenzelne Statsbeamte geschwat, fir ze kucken, wat ze maache wär. Op eng kéier waren déi fënnf Joer ëm an et war näischt geschitt.

Ech kann, Här President, och aus menger eegener Erfahrung a vun där vu menge Beruffskolleegen aus der Landwirtschaft soen, wéi d'Leit, déi haut an hire Betriber mat esou vill Aarbecht geplot sinn - an et ass énescht gesot ginn, do ginn ech meng Virriedner Recht -, wéi vill Stonnen zousätzlech musse geleescht ginn, dacks samschdes a sonndes, fir datt déi Betriber iwwerhaupt dréien, fir datt iwwerhaupt d'Aarbecht erleeget gëtt, a wéi vill se dann awer muttwëlles geplot gi mat Kontrollen a Paperassen.

Ech erënneren, well meng Zäit awer elo ufängt ofzefallen, un déi ganz endlos Diskussiounen ëm den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz, wou wierklech och d'Kand mat der Buedbitten ausgeschoot ginn ass, ëm déi éiweg Streidereien ëm de Remembrement, wou Wënzer, déi och zu de Mëttelständler gehéieren, jorelaang hu misse struewelen, well se d'Wéngerten ausgehaen haten an d'Projeten net virugaange sinn, well d'Verwaltung sech net eens gi sinn.

D'Problemer, Här President, sinn deemno bekannt. Ech zielen déi op, déi mir als déi wichtigst ugesinn:

- 1) Den Equilibre tëschent Secteur public a Privatsecteur hierstellen, dat ass eiser Meenung no dee gréisste Problem.
- 2) Den Enseignement général - ech sinn duerfir och frou, datt d'Madame Unterrichtsministerin hei ass - an den Enseignement professionnel mussen dréngend grondleeënd reforméiert ginn. Dat ass dee Problem, deen direkt do hannendru kënnt.
- 3) D'Reprise respektiv d'Grënnung vun de Betriber muss erliichtert ginn. D'Finanzéierung vun deene Reprisë muss erliichtert ginn. Bauterraine mussen zur Verfügung gestallt ginn.

Ech wëll och dozou soen, Här Minister, anerer hunn et jo och scho gesot, datt déi Iddi vun engem Coaching vu jonke Leit, déi e Betrib wëllen iwwerhuelen oder grënnen, selbstverständlech eng exzellent Iddi ass, déi mir och an deem Zesammenhang ënnerstetzen.

4) Autorisatiounen a Pabeierkrich: Do muss konsequent weidergeschafft ginn.

5) En anere Punkt ass d'sozial Ofsécherung, déi fir de Mëttelständler bei Wäitem net déi ass, wéi se am Saliariatssecteur oder am öffentleche Secteur ass.

D'Fro stellt sech: Wat mécht de Minister? Am Prinzip kënnt all puer Joer en neie Plang, och wa mer elo e bëssen en retard sinn. Wann een déi Pläng vu virdu kuckt, da gesäit een, datt haaptsächlech d'Kapitelen e bëssen anescht agencéiert oder inverséiert ginn. D'Inhalter bleiwen awer méi oder wéineger déiselwecht. Wann een d'Betriber héiert, da passéiert um Terrain awer net vill. Ech verweisen op déi Zitater, déi ech éinescht aus der Zeitung „d'Handwierk“ gebraucht hunn.

Virum Hannergrond vun eiser ganz quokeleger Wirtschaftsstruktur, déi vill ze vill eesäit op d'Bankeplaz an op de Bensinstourismus opgebaut ass, ass dat méi wéi eng bedenklech Entwécklung. De Mëttelstand hätt eiser Meenung no Besseres verdéngt.

De Mëttelstand kritt, Dir Dammen an Dir Hären, d'nächst Joer d'Chance, dat ze änneren. Mir mengen, et wär a sengem Interessi an am Interessi vum Land, wann en dës Chance net géing verpassen.

Ech soen lech Merci.

\*\*\* **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Domat ass d'Riednerlëscht erschöpft. Den Här Minister Fernand Boden, wann ech gelift.

\*\*\* **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu jo schon am Detail den Aktionsplang virgestallt, ech wëll mech duerfir ganz kuerzfaassen. Émsou méi wéi ech weess, datt nach zwee Projeten hei sollen diskutéiert ginn, an datt schon ee vun den Deputéierten lech all eng schéi Vakanz gewünscht huet.

Ech wëll also, wéi gesot, just op eenzel Beiträg agoen. Insgesamt stellen ech fest, datt den Aktionsplang fir de Mëttelstand vu jiddferengem als gutt Instrument duergestallt ginn ass. Ech hunn och net héieren, datt vill alternativ Moosnamen, nei Moosnamen, hei ernimmt gi wieren. Ech fannen also, oder ech schléissen doraus, datt déi Moosnam, fir periodesch en Aktionsprogramm fir de Mëttelstand opzestellen, eng gutt, eng richtig Moosnam ass.

Et gëtt elo diskutéiert doriwwer, woufir datt en net éischer komm ass. Ech mengen, wann dat déi eenzeg Suerg ass, dann huelen ech déi gäre mat a Kaf.

Ech wëll awer och nach eng kéier agoen op eenzel Beiträg, wéi op dee vum Här Etgen zum Beispill, dee fret, woufir e méi spéit komm ass, an ech wëll och den Ënnerscheid erklären tëschent engem Regierungsprogramm an engem Aktionsplang fir de Mëttelstand.

Wann eng nei Regierung untrëtt, da mécht se e Regierungsprogramm. An deem Regierungsprogramm kënnt Dir liesen, wat d'Regierung alles wëlles huet, fir de Mëttelstand ze maachen.

Zënter 1996 ass festgehalde ginn, datt et gutt wier, periodesch en Aktionsplang fir de Mëttelstand ze maachen, fir déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi spezifesch Uleies a Besoinen hunn, an dat an Zesummenaarbecht mat alle Concernéierten. Dat heescht, d'Berufsorganisatiounen, d'Vertrieder vun de Betriber, déi soen eis, wat hir wichtigst Uleies sinn, wat hir wichtigst Problemer sinn. Si maachen eis opmierksam dorobber, wou ee kënnt Aktiounen starten, déi sech speziell u si richten. Wa mer dat mat hinnen diskutéiert hunn, da gëtt gekuckt, wat dovunner machbar ass a wéi een dat an eng Strategie, an eng gewësse Philosophie agliddere kann.

Eng Partie Leit hu gesot, et wier keng Strategie do, et wier en Zesummeleeeë vun eenzelne Moosnamen. Den Här Schneider huet gesot, et wier eng Opzielung vun eenzelne Moosnamen oui Konzept. Ech kann dat absolut net deelen. Ech hunn am Ufank ganz kloer gesot, datt dës Plang an déi zéng Achsen sech ulehnen un d'Objektiver vun der Strategie vu Lissabon fir Wuesstum a Beschäftigung. Wann elo déi Leit, déi heibanne sinn, déi dat soen, mengen, dee Plang do fir Wuesstum a Beschäftigung vun der Lissabon-Strategie, dat wier einfach eppes oui Konzept, da mussen se dat mat der EU-Kommissioun ausdroen.

D'Strategie, déi richt sech no deene Prinzipien, no deenen Objektiver, déi do vun de Stats- a Regierungschefe festgehalde gi sinn, déi als Prioritéit fir Kleng- a Mëttelbetriber duergestallt gi sinn. Si riicht sech och no dem „small business act“, wou och e Programm opgeléicht ginn ass vun der Kommissioun, wat ee maache kann, fir déi kleng Betriber méi kompetitiv ze maachen. Also dat ass dat, wourunner mer eis festgehalen hunn. Et ass also e Konzept do, et ass eng Strategie do, déi d'ailleurs och europawäit préconiséiert gëtt.

Dann ass gesot ginn, den éische Plang wier 1996 komm an deen zweeten 2001. Dann hätt also deen drëtte missen 2006 kommen. Dat ass richtig. Mir haten och Mëtt 2006 dee Plang praktesch fäerdeg. Dir wësst alleguer, datt 2006 Krisensitzung vum dem Comité de coordination tripartite zesummegeeruff gi sinn, datt do e ganze Fächer vu Moosnamen an d'A gefaasst gi sinn, déi duerno a laangen Diskussione virbereet gi sinn, fir an e Projet de loi couléiert ze ginn, datt och de Statut unique do festgehalde ginn ass, an datt dat vill méi laang gedauert huet, wéi dat vu jiddferengem geduecht war, ier do e Konsens komm ass.

Do hu mer op Demande hi vun de concernéierte Berufsorganisatiounen vum Mëttelstand gesot: „Loosse mer elo net an deem Moment, wou Diskussione amgaange sinn, eventuell d'Atmosphär vergëften oder Saachen an d'Welt setzen, déi erëm zu Diskussione féieren. Loosse mer ofwaarden, bis datt dat do gekläert ass, an da leeë mer de Plang op den Dësch. Da kann d'Regierung doriwwer kucken, vläicht kënne mer nach déi eng oder aner Adaptatioun maachen, an da gi mer e virun op den Instanze-wee.“

Dat ass am Fong gemaach ginn am Versteesdemech, souguer op Demande vun den zoustännege Concernéierten, a wann een dann am „Handwierk“ en Artikel schreift, dat wier „schubladiéiert“ ginn, wéi den Här Mehlen dat zitieren huet, da kann ech nëmme soen, dee Mann, deen deen Artikel geschriwwen huet, dee weess net, wat seng Presidenten an Direktoren mat de Ministèren ofgemaach hunn. Do ass vläicht dann e Mangel u Kommunikatioun. Den Här Mehlen huet hei iwwerhaapt eng ganz Rei vun Zitater benotzt, an natierlech sicht hien déi eraus, déi kritesch sinn, mä ech kënnt der gradesou vill hei opzielen, déi positiv sinn. Ech si jo zimlech oft a Kontakt mat de mëttelstännege Betriber a muss soen, datt si net onzefridde si mat deene Kaderbedingungen, déi hinne vun der Regierung virgeluecht ginn.

Den Här Etgen huet hei gemaach, wéi wann alles, wat d'Regierung gemaach hätt, besonnesch de Mëttelstandsminister, falsch wier an an déi falsch Richtung géng goen, datt dat falsch Weichestellung wieren. Am Saz duerno huet hien awer gesot, fir de kleng Betriber ze blimmelen, si hätten awer 40.000 Aarbechtsplazen an zéng Joer geschaaft. Also da kann net alles esou falsch gewiescht sinn, wat d'Regierung als Kader dohinner gesat huet, wat d'Regierung als Weichestellung gemaach huet.

Ech meng schon, datt déi kleng Betriber gewisen hunn, datt se dee favorable Kader am Intérêt vun der Lëtzebuurger Ekonomie ze notze wussten. Si sinn de Motor gi vun der Lëtzebuurger Ekonomie an hu vill méi Aarbechtsplaze geschafe wéi iergendeen anere Secteur, oui datt mer hu missen an d'Ausland, an d'Welt dorëmmer reesen, fir nei Betriber eranzekréien. Ech sinn d'accord mat deenen, déi soen, datt een och no deene bestehende Betriber hei muss kucken, fir datt déi expandéieren kënnen a méi kompetitiv ginn. Dat hu mer versicht iwwert déi Pläng ze maachen an iwwert déi Politik, déi gemaach ginn ass.

Ech wëll och nach eng kéier soen - well och den Här Schneider gefrot huet, ob déi eenzel Ministèren iwwerhaapt wëssen, wat am Plang steet -, jo, déi wëssen dat. Den Här Schneider schéngt kee Vertrauen an d'Regierungskolleegen ze hunn. Dee Plang hei ass zesumme mat de Concernéierten opgestallt ginn, an duerno ass e mat deenen eenzelne Verwaltungen a Ministèren ofgeschwat a vun der Regierung ofgeseent ginn. Dat hei ass e Programm vun der ganzer Regierung, wou net de Mëttelstandsminister eleng déi Moosnamen ergräift, mä déi Moosnamen concernéieren - ech hunn dat virdu scho gesot - eng ganz Rei vun Departementen, a jiddfer Minister ass zoustännege fir d'Exekutioun vun deene Moosnamen, déi hie betreffen.

Dir hutt d'Formation professionelle hei ernimmt. D'Madame Delvaux ass jo hei. Et ass net de Mëttelstandsminister, deen elo higeet an do Gesetzer mécht iwwert d'Schoulpolitik. Dat mécht d'Madame Unterrichtsminister. An ech sinn iwwerzeegt, datt si dat och mécht, well et ass mat hir ofgeschwat ginn,

wat hei a groussen Zich ugedeit gëtt an dësem Plang.

Dir hutt dann d'Aarbeitsrecht ugeschwat, de Contrat de travail partagé. Do gëtt geschriwwen, datt studéiert gëtt, ob dat eventuell eng Méiglechkeet wier. Dat mécht natierlech den Aarbeitsminister a Gespräicher an no Gespräicher mat de Gewerkschaften.

Wat ass de Sënn dovun? Et ass net, datt een deen een Dag soll zu Elwen schaffen, an deen aneren Dag soll am Süden iergendwou schaffen. Wa mer zwee kleng Betriber hunn, déi jiddere vläicht nëmmen annerhallwe Mann beschäftege kënnen an net iergendwéi eppes zesumme maache kënnen, da ginn nëmmen zwee Leit agestellt. Een an een. Et geet dorëm ze kucken, wa vläicht deen een en hallwen an och deen aneren en hallwe brauch, a wa se sech gutt zesumme concertéieren an de Contrat de travail partagé géif geschafe ginn, datt se da vläicht dräi Leit kënten astellen.

Also de Prinzip ass, fir ze kucken, wéi mer dohinner komme kënnen, datt kleng Betriber, déi vläicht Problemer hunn, fir eng zousätzlech Aarbeitskraaft anzustellen, vläicht gemeinsam kënnen zousätzlech Aarbeitskräften astellen. Do muss een natierlech de Modell kucken an diskutéieren, fir datt d'Salariéen do net ganz schlecht Aarbeitskonditiounen kréien a vun enger Plaz op déi aner musse goen. Dat schéngt mer evident ze sinn. Mä hei am Plang steet just, datt sech un deem Modell inspiréiert gëtt, fir ze kucken, ob een net kann en anere Modell hei schafen, deen de kleng Betriber méi Flexibilitéit gëtt, wéi dat bis elo de Fall war.

Dann ass gefrot ginn, wou de Bilan vum zweete Plang ass. Ech sinn d'accord domat, datt de Bilan hei net virgestallt ginn ass. Dat hätt wahrscheinlech haut och vill ze laang gedauert. Ech hätt lech en och kënnen zouschécken, dat ass richtig. Mä ech hunn lech gesot, dee Plang hei ass ausgeschafft gi mat fénnef Beruffsorganisatiounen an déi hunn e Bilan virgeluecht kritt. Mir hunn also e Bilan opgestallt.

Wat ass realiséiert gi vum zweete Programm? Ech hunn lech gesot, zwee Drëttel vun de Moosname si realiséiert ginn. An déi Beruffsorganisatiounen, d'Commission nationale des classes moyennes, hu selwer e Bilan gemaach, fir ze kucken, wou nach Problemer opstoe bliwwen sinn an ob een een déi réaliséiere kann oder net. Da si se entweder mat iwwerholl ginn an dëse Plang oder se sinn net mat iwwerholl ginn.

De Problem vun de Failliten stoung effektiv schonn an ähnlecher Form an deem leschte Plang. Dat ass net esou exekutiert an duerchgezu ginn, wéi dat geduecht war. Mä jiddferree seet jo, datt d'Failliten e grouse Problem sinn an datt mer kucke mussen, déi méiglechst ze vermeiden, preventiv ze schaffen, wéi den Här Clement dat och ganz kloer hei ennerstrach huet.

Am Aktionsprogramm kennt jo déi Suerg zum Virschäin an d'Fro, wat ee maache kann, fir datt d'Betriber net an d'Failliten ginn, mä datt Clignoteuren uginn, fir datt ee mat Zäit preventiv schaffe kann an iwwert d'Gestion contrôlée oder aner Moosnamen hinnen hëllef kann, datt se déi schwierig Zäit iwwerbrécke kënnen.

Den Här Kox huet och ouni kloeren Zesammenhang gesot: Weniger ist mehr. Et soll ee strächen. Ech wier eigentlech ganz interesséiert gewiescht ze héieren, wat den Här Kox da gäre gestrach hätt. Ech hunn iwwerhaupt näischt dovunner gehéiert. Dat heescht, hie stellt ëmmer nëmme Froen, mä wann e selwer soll konkret Propositionen maachen, da kennt leider net ganz vill, muss ech soen.

» **Une voix.** - An ze wiewele wiert Der net méi eleng.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Jo, mä ech hätt gäre gehéiert: „Dat doten an

dat dote brauche mer net; ech mengen, dat war iwwerflësseg.“ Dann hätt ee kënnen doriwwer diskutéieren. Also Saachen, wou Dir mengt, si wären net richtig, da kann een dat opgräifen a kucken: Ass dat richtig, wat Dir sot, oder ass et net richtig? Mä einfach ze soen: „Hien hätt solle strächen, weniger ist mehr“, ech weess net, ob dat eng konstruktiv Debatt erméiglecht.

Dann huet den Här Mehlen gesot: Firwat iwwerhaupt eng Konsultatiounsdebatt hei an der Chamber? Also, wéi een et mécht, ass et falsch! Soss gëtt ëmmer gefrot, an der Chamber solle mer dat alles diskutéieren. An dat hei ass e wichtege Programm; e ganz wichtege Programm. Dat ass ennerstrach gi vu jiddferengem.

Ech hunn duergeluecht, datt et e Programm ass vun der ganzer Regierung, dee vill Departementer betrëfft, deen och vill Chamberskommissiounen betrëfft. Da wär et wichtege, datt mer hei an der Chamber géifen doriwwer diskutéieren, datt déi ganz Chamber hei mat involvéiert wär an éischters emol kéint dee Programm zur Kenntnis huelen an zweetens doriwwer diskutéieren. Dat, wat hei gesot ginn ass, huele mer och zur Kenntnis. Mir kucken, ob ee vläicht dat eent oder dat aner ka besser maachen.

Dir hutt nom Bilan gefrot. Ech kucken, ob mer lech net an nächster Zäit kënnen dann e Bilan virun der Kommissioun presentéieren oder awer och zoukomme loossen.

» **M. le Président.** - Här Minister, den Här Mehlen wëllt eng Fro stellen.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Jo?

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Kënnen mer dann elo dermat rechnen, datt all Minister, deen e Ressort huet an esou, regelméisseg hei d'Chamber konsultéiere kënn, ob dat, wat hie wëlles huet ze maachen, richtig ass?

(*Interruption*)

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Här Mehlen, ech verstinn dat do absolut. Dat hei ass en Aktionsprogramm, deen a grouse Linne gewësse Moosname virstellt. Hei geet näischt an den Detail. Vläch hätt een nach kënnen waarden, Här Mehlen, datt Dir eis gesot hätt: Dat doten an dat dote géife mer esou oder esou maachen. Dat ass awer leider net geschitt. Dir hutt eng Partie Zitater gemaach. Dir hutt just gesot, de Coaching wier gutt. Ech huelen dat zur Kenntnis; ech fannen dat och ganz gutt. Et sinn also ganz positiv Moosnamen och am Programm.

Mä 1996 an 2001 hu mer och eng Konsultatiounsdebatt hei an der Chamber gemaach. Et ass vu jiddferengem begrësst ginn, datt emol e Minister géif kommen, datt e Programm, deen opgestallt ginn ass a vun der Regierung ofgeseent ginn ass, der Chamber géif presentéiert ginn, datt doriwwer géif breet debattéiert an diskutéiert ginn; datt d'Chamber awer géif an d'Exekutioun vun deene Moosnamen abezu ginn, déi fir déi nächst Joren an d'A gefaasst sinn.

Also, ech menge schonn, datt et dee richtige Wee ass. An ech denken, datt deen nächste Méttelstandsminister - wien et dann och ëmmer ass - hoffentlech an deemselwechte Sënn viruifert an och a gewëssener Zäit eng Konsultatiounsdebatt mécht iwwert de véierte Méijoresprogramm fir Kleng- a Méttelbetriber, well jiddferen huet kloer gesot: Dat ass en Instrument, wat begrësst gëtt vum Secteur. Et ass en Instrument, wat sech bewährt huet.

De Gros vun de Moosnamen, déi an deem Plang stoungen, si meeschtens duerchgezu ginn zur Zefriddenheet vum Secteur. Ech mengen also, datt et e gutt Instrument ass. An ech mengen och, datt mer och duerch dëst Instrument de Méttelstand stäerken. Et ass e wichtege Peiler vun der Economie. Dat huet jiddferen hei ennerstrach; ech wëll dat och nach eng Kéier dann, fir ofzeschlëssen, ennersträchen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. Mir si mat kenger Motioun konfrontéiert. Duerfir kënnen mer dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Debatt iwwert de Projet vum Päreler Lycée. D'Wuert huet de Rapporteur vun dësem Projet, den Här Vizepräsident Jos Scheuer.

**3. 5854 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern“ sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl“, signé à Luxembourg, le 26 février 2008**

*Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

» **M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 4. Dezember am Joer 2006 huet Lëtzebuerg e Protokoll ennerschriwwen mam Landkreis Merzig-Wadern, fir eng gemeinsam Schoul zu Pärel ze organiséieren; an zwar op der Basis vu fifty-fifty - loosse mer et emol esou ausdrécken -; 50% vun de Fraisë gi gedroe vu Lëtzebuerg a 50% vun den Élève sollen och vu Lëtzebuerg kommen. Déi ganz Zeremonie war gedroe vun enger gewësser Euphorie a jiddferree war awer gespaant, wéi de Succès vun där neier Schoul wär.

Am Joer 2007 an 2008 sinn an d'5. Schouljoer - dat ass den Ufank vun där Schoul - 130 Élève gaangen. Vun deenen 130 sinn der 30 aus Lëtzebuerg komm. Fénnef Klasse sinn organiséiert ginn.

» **Une voix.** - Entschëllegt, den Här Kirchen huet de Maillot jaune!

(*Hilarité*)

» **M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur.** - Dat geet net duer, datt een ufänkt ze kräischen heibannen.

» **M. le Président.** - Den Här Scheuer bleift beim Projet. Mir sinn hei net am Tour de France.

» **M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur.** - Här President, ech wär frou, wann Der d'Kollegen och géift dorun erënneren. Den Intérêt schéngt net esou terribel grouss ze si fir d'parlamentaresch Aarbecht.

Am Joer 2008/2009...

(*Interruption*)

» **M. le Président.** - Ech hat zwar net déi Impressioun; och bei anere Fraktiounen net.

» **M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur.** - Am Joer 2008/2009 si Statistiken opgestallt ginn, an zwar ass eng Zuel festgeluecht gi vun 162 Élève, déi sollen an dee Lycée goen. Lëtzebuerg soll 81 Plaze kréien an déi däitsch Gemenge ronderëm och 81 Plazen. Dës Kéier hu sech vu Lëtzebuerg aus scho 64 Kanner ageschriwwen. Dat heescht, mir hunn nach e Sputt vu 17 Plazen, déi net vun däitscher Säit hier besat ginn. Et ass ganz symptomatesch, datt déi däitsch Élève iwwer Lousentscheid erageholl gi sinn.

Zur Prozedur wëll ech näischt soen, mä Dir gesitt, datt dat schonn e Succès huet. De Lycée vu Perl-Schengen ass gesicht. Déi Lëtzebuurger Élève kommen aus 18 Gemengen. De Gros kennt aus der Gemeng Schengen, néng; vu Wellesteen kommen der siwen; vu Réimech fénnef, a vu Mondorf och fénnef.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat gesot, datt déi Schoul e bësse Victime vun hirem Erfolleg géif ginn. Den 28. Februar 2008 ass dunn en zousätzlech Protokoll ennerschriwwen ginn, fir den Ausbau vun de Gebailechkeete virzehuelen. Ursprünglech waren 12 Milliounen virgesinn; elo si 25 Milliounen virgesinn. Vun deene 25 Milliounen falen der 12,5 op Lëtzebuerg.

Déi Zomm vu 25 Milliounen soll investéiert ginn, ass awer plafonéiert. Dat heescht alles, wat doriwwer geet, gëtt vun der däitscher Säit vum Landkreis Merzig-Wadern gedroen. Déi geschätzt Käschte sinn awer net 25 Milliounen, mä 20,4. An dat, wat Rescht bleift bis op déi 25, dat ass eng Zort vu Reserv, fir dann Imprévuen, déi sech elo schlecht chiffréiere loossen, ze finanzéieren.

De Statsrot huet natierlech zu dësem Projet e positiven Avis geschriwwen. Hie stellt awer eng Fro, an déi ass och just an der Kommissioun gestallt ginn, nämlech déi heiten: Ass esou e Projet net éligibel fir europäesch Bähëllef? A wann ee weess, wéi soupel déi Bähëllef munchmol behandelt ginn a wien alles dovunner profitéiere kann, dann ass déi Fro vum Statsrot hei wierklech berechtigt.

D'Kommissioun huet dee Projet an de Rapport à l'unanimité gestëmmt. Ech bréngen dann och heimat den Accord vu menger Fraktioun. Déi wäert e selbstverständlech och hei stëmmen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Déi honorabel Madame Gantenbein huet d'Wuert.

» **Une voix.** - Très bien.

*Discussion générale*

» **Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén (CSV).** - Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dem Rapporteur Jos Scheuer Merci fir säi schrëttlechen a méndleche Rapport; e kuerzen, awer et war alles dran. De Projet de loi 5854 iwwert den Zousazprotokoll zum Protokoll vum 4. Dezember 2006 ass e kleng Projekt mat dräi Artikelen, mä d'Wichtigkeet vun engem Projet gëtt net onbedéngt un der Zuel vun den Artikelen gemooss.

Wann ee seet Däitsch-Lëtzebuergesche Schengen-Lycée Perl, da verbannen ech domat éischters emol eng Partie Datumen, wouvunner deen éischten an och dee wichtigsten den 13. Juli d'lescht Joer war, deen Dag, wéi mer d'Kreatioun vun dësem Lycée per Gesetz mat engem Vote unanime beschloss hunn.

Mir hunn deemools net geduecht, dass mer ee Joer méi spéit, pratiquement jour pour jour, dëse Lycée nach eng Kéier géifen op den Ordre du jour kréien. Ech verbannen domadder och déi duerchaus positiv Prises de position vu sämtleche Parteien am Plenum, déi all d'Atouté vun esou engem Lycée ervirgestrach hunn. Ech verbannen domadder awer och dee positive bis euphorischen Nidderschlag an der lëtzebuergescher an der däitscher Press, déi dëse Lycée fonnt huet. Do stoung ze liesen: „ein Novum, vorbildlich, von grosser Symbolik, weltoffene Schule“ an „une école modèle pour l'Europe“. Mat dëse Vokabele gouf de Startschoss vun dëser Schoul de 27. August 2007 émschriwwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Akzeptanz vun dëser Offre scolaire war grouss. Wéi scho gesot ginn ass, waren 30 Lëtzebuurger Schüler fir d'5. Schouljoer ageschriwwen, a véier Lëtzebuurger Enseignanten hunn do ennerriicht. An all ware se verwonnert, déi lëtzebuergesch esou gutt wéi déi däitsch Autoritéiten. An dës Verwonnern geet och dëst Joer nach weider. Fir d'nächst Schouljoer sinn et bis elo, de Rapporteur huet gesot 64, mir gouf gesot, bis elo wieren et der 65, mä op ee geet et net un, nei Lëtzebuurger Inscriptiounen, an et solle fir dat d'nächst Schouljoer zéng bis zwielef Lëtzebuurger Enseignanten do ennerriichten.

Pour information, am Ganze si fir d'nächst Joer 275 Schüler ageschriwwen. Et si sechs Klasse vum 5. Schouljoer a fénnef Klasse



vum 6. Schouljoer. An au vu vun deem Succès ass d'Extensiou an d'Modernisatioun eng absolut Noutwendegkeet, well et gi méi Klassen, méi Gemeinschaftsraum, méi Openhaltungsraum an och méi Lessraum gebraucht.

Wann een den Detail vun der Fiche financière kuckt, da kann ee sech zwar déi eng oder déi aner Fro stellen, dat heescht Froen un de Maître d'œuvre, de Landkreis Merzig-Wadern. Et huet net grad alles mat der Extensiou ze dinn, well Positione wéi „assainissement de l'immeuble existant“ oder „traitement statique du sol“ oder „protection contre l'incendie“ an nach e puer anerer hätte vläicht am initiale Projet figuréiere kënnen. Mä soit.

Här President, Lëtzebuerg huet jo do virgesuert, an dofir e finanzielle Plafong vun 12,5 Milliounen Euro fixéiert. All spéider Ännerungen, Extensiouen, Modernisatiounen, déi doriwwer erausginn, wäerten ausschliesslech zu Laaschte vum Landkreis Merzig-Wadern goen. Wichtig ass och, dass op e Projektmanager zréckgegraff ginn ass, deen d'Supervisioun an d'Koordinatioun vun den Aarbechte garantéiert a versicht - ech ënnersträichen: versicht -, d'Enveloppe financière ze respektéieren.

Här President, ech hu mer erlaabt, bei der Direktioun, och bei verschidden Elteren an och bei deem engen oder anere Schüler nozefroen, wéi dann dëst Joer verlaft ass, a subsidiairement, woufir si dëser Schoul hir Präferenz ginn oder ginn hunn. D'Direktioun bezeit, dass d'Lëtzebuurger Kanner sech gutt integréiert hunn, dass se als Grupp zesummegeuess sinn, an dass transnational Frëndschafte geschloss gi sinn. D'Direktioun huet och ënnerstrach, dass d'Enseignière fir d'Lëtzebuurger Léierpersonal - an ech denken net nëmme fir si - ganz anspruchsvoll war. Teamaarbecht an Teamgescht si gefrot, an d'Enseignanté mussen sech mat deem neie System oder deem neie Modell identifizéieren oder sech do erëmfannen. Eenzelkämpfer wäerte sech an deem dote Modell ni erëmfannen.

Wat d'Eltere begrëissen, dat ass dat pedagogesch Konzept - dat gouf och schon d'lescht Joer hei ënnerstrach - a ganz besonnesch déi nei Lehr- a Lernmethoden. Wat och ganz gutt ukomm ass, dat ass, dass fachdifferenziert ënnerstrach gëtt, dat heescht, pro Sprooch ginn dräi Niveaue ugestriift. Déi gutt schoulesch Ënnerstützung gëtt och ënnerstrach, an, dat ass bal selbstverständlech, déi Offer vun der Ganztagsschoul, déi jo nëmme als Offer fonctionnéiert. Et ass mir gesot ginn, dass zwoelf Kanner vun der Ganztagsschoul profitéieren, a vun deenen zwoelf sinn eefel Lëtzebuurger.

Eppes anescht, wat och wichteg ass an engem och an der Iwwerleeung iwwer eis Reform kënn hëllefen, dat ass, dass d'Kanner bis zu der 9. Klass zesummebleiwen a sech erëischt duerno orientéieren.

Zur Fro: Woufir déi Schoul? Fir déi meescht Elteren a Schüler ass et wéinst deem alternative Schoulmodell, dem pedagogesche Konzept. Fir deen een oder aneren ass et awer carrément eng Fuite. Da kann ee sech froen: Eng Fuite viru wem oder eng Fuite viru wat? An déi Fro loossen ech op.

Här President, wéi et schéngt, geet dëst Joer an zwou Lëtzebuurger Gemenge jee eng Klass an. An zwar jee e 5. Schouljoer, well d'Schüler an den Däitsch-Lëtzebuergesche Lycée ginn. Ech weess net, ob dat schlëmm ass oder net. Vlächicht géif awer eng Ursachefuerschung Opschluss ginn.

Als Schluss ass dat dote mir awer, Här President, ze negativ, well dat mengem Naturell guer net entsprécht, an duerfir dat hei: Den Däitsch-Lëtzebuurger Lycée mécht nei Horizonten fir d'Gestaltung vun eiser Schoul vu muer op. Hie mécht nei Horizonten op fir d'Gestaltung vun eiser Zukunft an engem offenen a modernen Europa. An Horizont brauche Raum. A fir dee Raum ze schaffen, brauche mer d'Extensiou. A fir d'Extensiou méiglech ze maachen, baulesch a finanziell, brauche mer dëst Gesetz, an duerfir bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet.

Ech soen Iech Merci fir Är Attentioun.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Gantenbein. Den honorabelen Här Berger ass de nächste Riedner.

» **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche méndlechen a schrëftleche Bericht.

Mir diskutéieren haut de finanziellen Aspekt vun engem Schoulprojet, deen net méi a Fro gestallt ass an dee seng éischt Jalonen och

an der Praxis erfollegräich gesat huet. De Succès an d'Attraktivitéit vun dëser Schoul bei ville Schüler ënnersträicht dës Feststellung. Et ass eng grenziwwerscheidend Schoul tëscht Lëtzebuerg an Däitschland - an deem konkrete Fall mat dem Saarland -, entstanen op enger Plaz, déi wéi kaum eng aner fir en Europa ouni Grenze steet. Duerch ass eng verstärkt Kooperatioun an der Educatioun mat eisen Nopeschlänner entstanen, eng Approche, déi och d'Ënnerstützung vun der DP fënnt. Dëse Lycée huet jo och seng Originen am Joer 2003, wou mir mat der Madame Brasseur d'Éducationministesch gestallt hunn.

Besonnesch am Sproochenunterrecht ginn nei Weeër ageschloen, well den 8. September 2003 gouf en éischten Échange vu Lëtzebuergeschen a saarlännesche Schoulmeeschtere beschloss. Opgrond vun deem Austausch kënnen d'Primärschoullänner vu Pärel elo vun engem méi intensive Franséischcours profitéieren, an hir Lëtzebuergesch Alterskolleeg kréien d'Méiglechkeet, fir am Däitsche vu Mammesproochler ënnerriicht ze ginn. Et ginn nach eng Rei aner pedagogesch Innovatiounen hei ëmgesat, meng Virriednerin ass schonn dorobber agaangen, duerfir wäert ech déi net méi all opzielen.

Mir ënnerstützen op alle Fall weiderhin esou Projéit wéi de Lycée zu Pärel, well eis Jonk esou vu méi enger breet gefächerter Offer an eise Bildungssystem profitéiere kënnen. Eise Schoulsystem en général kann nëmme gewannen, an zwar doduerch, dat op dës Aart a Weis nei pedagogesch Konzepte an Iddien, déi do ausprobéiert ginn, och de Wee an eis Schoulen hei zu Lëtzebuerg fanne kënnen. Op där anerer Säit geschitt jo och en Austausch zwëschen Enseignantinnen aus Däitschland an aus Lëtzebuerg, an dat ass och e bëssen e Modell fir Integratioun, souwuel um Niveau vun de Schüler wéi och vun den Enseignantinnen.

Dës puer kleng Remarquen zum Inhalt gemaach, wëll ech och kuerz zum Finanzement kommen, wat jo den Objet vun virleide Projéit de loi ass.

Et ass och e grenziwwerscheidende Infrastrukturprojet, op där enger Säit eng däitsch Gemeng, méi prezis de Landkreis Merzig-Wadern, op där anerer Säit de Lëtzebuurger Staat. Dëst ergëtt och, dass de Landkreis, wou jo de Lycée steet, datt de Bauhär ass, a Lëtzebuerg zur Halschent fir d'Käschte bäidréit.

Vu de Succès vum Lycée - wourop jo och schonn d'Virriedner agaange sinn - muss d'Schoul weiderhin ausgebaut a moderniséiert ginn. Fir kënnen där Demande gerecht ze ginn, mussen mer also och da weider an dee Bau investéieren. Mä et weess een och, datt et wahrscheinlech net bei deem aktuellen Devis vu 25 Milliounen Euro wäert bleiwen. Lëtzebuerg ass awer bei 50% respektiv bei 12,5 Milliounen, déi mir sollen droen.

Wann een elo dovun ausgeet, datt och d'Käschten am Bau an nächster Zukunft nach wäerten an d'Luucht goen - virun allem och bedéngt duerch déi héich Energiepräisser, wat sech jo dann och erëmispigelt op d'Matière première, d'Produktioun vum Baumaterial an esou weider -, da kann een dervun ausgoen, datt et wahrscheinlech net wäert bei deene 25 Milliounen bleiwen. Duerfir ass dann am Protokoll virgesinn, deen déi finanziell Ofmaachunge betrëfft, datt Lëtzebuerg awer géif säi Bäitrag op 12,5 Milliounen Euro plafonéieren. An Zäite vun enger effizienter Ausgabekontroll kënnen mir dës Approche och deelen.

Dës puer kleng Remarquë gemaach, kann ech och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet abrëngen. Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Berger. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Adam.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. De Lycée ass elo schonn en Opfer vu sengem Succès ginn. Dat kléngt jo am Fong geholl herrlech flott. Et kann een dem Minister derzou félicitéieren.

Am Rapport steet, datt de Lycée Schengen vu Pärel engem reelle Bedürfnis entsprécht, fir enger Region en Enseignement secondaire an eng Formation professionnelle ze offéieren, déi am Lëtzebuurger Plan sectoriel ze mann Infrastrukturen opweist. Dat mag richtig sinn. Falsch ass awer, wann am Rapport steet, dass dës Behauptung géng ënnermauert ginn duerch déi héich Zuel vun Inscriptiounen, déi mer elo schonn am Lycée vu Schengen hunn, well hei handelt et sech ëm 130 Inscriptiounen, déi meescht aus Däitschland, fir d'5. Schouljoer. Dat huet

also carrément näischt mat engem Lëtzebuurger Plan sectoriel «lycées» ze dinn.

All Kéiers wa mer e Pilotprojet starten, da stinn d'Leit Schlaang, fir an déi nei Schoul eran. Dat fret eis. Mir hunn déi Projéit jo och alleguerter begrëisst a matgestëmmt. Dat gëtt eis awer och ze denken. Mir mengen, dat huet och eppes mat der latenter Onzefriddenheet mam Lëtzebuurger Schoulsystem ze dinn.

Interessant waren an deem Sënn och déi puer Iddien a Gedanken, déi d'Madame Gantenbein hei ugefouert huet. Et wier wierklech och interessant, emol eng Kéier eng Ursachefuerschung ze maachen an och d'Motivatioun vun de Leit e bëssen ze hannerfroen.

Erstaunlech ass awer d'Entwécklung vum Schengen-Lycée selwer: Vun ursprüngelech 108 Schüler pro Joergang, d'Halschent aus Lëtzebuerg, déi aner Halschent aus Däitschland - d'Schüler vu Pärel ginn d'office akzeptéiert, duerfir hu mer et hei och offiziell mat enger Gesamtschoul ze dinn -, gi mer elo op 136 Schüler pro Joergang. Dat maachen also menger Rechnung no - aachtmol 136 - iwwer 1.000 Schüler, oder just iwwer 1.000 Schüler; eng optimal Gréisst fir e Lycée. D'Käschte klammen eigentlech proportional méi héich wéi d'Schülerzuel. Dobäi ass de Projet awer, wann een e mat Lëtzebuurger Lycée vergläicht, e relativ präiswäerte Projet.

Interessant ass och, datt de Conseil d'État - an och den Här Scheuer huet et a sengem Rapport gesot - sech fret, firwat datt keng Tracen ze fanne sinn, datt europäesch Gelder ugefrot sinn. Dat wier natierlech flott, wann een där Gelder kéint kréien.

Et ass ee Vorzeigeprojet. Den interparlamentaresche Rot hat schonn invitéiert, fir an de Lycée kucken ze goen an ze tagen. Déi Gréng kommen och elo mat deene Gréngen aus Rheinland-Pfalz zesummen, fir eng Kéier iwwer d'Bildungspolitik an der Grenzregion ze schwätzen.

(**Interruption**)

Vlächicht ass do nach eppes ze maachen.

Mir hoffen, datt mat der Entwécklung an dem Zousproch bei de Schüler a bei hiren Elteren fir de Schengen-Lycée och genuch Lëtzebuurger Enseignantinnen ze motivéieren sinn, fir an deem Lycée an un deem Projet matzeschaffen. Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi.

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. D'Wuert huet als leschte Riedner den honorabelen Här Mehlen.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, ech kann et och kuerz maachen. Mir haten den éischte Projet matgestëmmt, a vu datt de Succès an de Besoin esou grouss sinn, wäerte mer och den Ausbau matstëmmen. Hei gëtt d'Offer fir d'Leit haaptsächlech aus dem Haff Réimech vergrëssert, awer och - an dat ass déi lescht Zäit jo ëmmer méi eng Spezifisitéit ginn - fir déi Lëtzebuurger, déi am däitsche Grenzraum wunnen, zu Pärel an anerwäerts. Et sinn der net wéineg.

Déi Schoul huet als Spezifisitéit, datt Schüler aus dem däitschen an aus dem Lëtzebuurger Raum zesumme sinn; net nëmme Schüler, awer och Enseignantinnen. Do kann déi eng an déi aner Säit vun där jeeweileger anerer Säit léieren.

Mir hu Positives dozou an der Educatiounskommissioun gesot kritt; net alles positiv. Anscheinend gëtt et Lëtzebuurger Enseignantinnen, déi déi Aart a Weis, wéi do an enger Equipe zesummegeschaft ginn ass, vlächicht net gradesou appréciéiert hunn oder do net esou richtig mat virukomm sinn, an duerfir fir sech decidéiert hunn, erëm op Lëtzebuerg zréckzekommen. Dat mécht awer ganz sécher dee Modell duerfir interessant, well een no enger gewësser Zäit sécher och do Konklusiounen aus deem Modell kann zéien, wéi déi Schoul fonctionnéiert.

Fir Lëtzebuerg stellt dësen Ausbau e Choix duer, well, wa mer do weider ausbauen, da réckelt en eegene Lycée am Raum Réimech-Mondorf natierlech ëmmer méi wäit aus dem Beräich vun der Méiglechkeet eraus. Awéiwäit datt dat souwiso opgrond vun der Bevölkersentwécklung eng Kéier an de Beräich vun der Méiglechkeet kéim, entzitt sech menger Kenntnis, mä et muss een awer wëssen, wa mer hei ëmmer méi ausbauen, datt natierlech automatesch d'Chancen op Lëtzebuurger Säit méi kleng ginn, d'autant plus - wa meng Informatiounen richtig sinn - wou och op franséischer Säit Iwwerleeungen ugestallt ginn, fir eventuell esou e Projet mat Lëtzebuerg zesummen ze starten.

Zum Bauprojet selwer, well dorëms geet et jo hei, fir de Finanzement vum Ausbau ze autoriséieren. Mir hu keng Plange virgeluecht kritt. Entre-temps sinn d'Ënnerlagen awer, wéi mer matgedeelt kritt hunn, beim Greffe verfügbar, esou datt jiddferee se do ka kucken. Ech sinn och frou, datt mer decidéiert hunn, eng Kéier selwer op d'Plaz kucken ze goen, fir eis dervun ze iwwerzeegen, wat dann do tatsächlech soll geschaff ginn, awer och - an ech verspréche mer dovun, datt mer eng Partie Erkenntnisser doraus zéien - wéi déi Schoul fonctionnéiert a wat ee vlächicht dann och hei op Lëtzebuerg ka mat iwwerdroen.

Et ass eng Limit gesat - dat hu mer schonn héieren - vun 12,5 Milliounen Euro, déi net kann dépasséiert ginn. Dat erkläert op där anerer Säit awer och, woufir mer e Gesetz musse stëmmen, well mer alles, wat iwwer 7,5 Milliounen geet, duerch e Gesetz mussen autoriséieren. Dat ass net wéineg, déi 12,5; dat si 500 Milliounen där aler Lëtzebuurger Frang. Dat seet engem da vlächicht e bësse méi. Mä op där anerer Säit vu de Succès a vu de Besoin si mir selbstverständlech d'accord, fir déi Enveloppe financière hei ze genehmen.

Ech soen Iech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Fir d'Regierung huet elo d'Wuert d'Madame Mady Delvaux, Minister zoustänneg fir d'nationale Erziéung.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi meng Virriedner freeën ech mech ganz besonnesch iwwer de Succès vum Schengen-Lycée zu Pärel. D'Inscriptiounen an d'Schoul iwwer treffen effektiv eis Erwaardungen. Fir definitiv vu Succès ze schwätzen, géif ech awer soen, soll ee virsiichteg sinn a waarden, bis dee Lycée gewuess ass a bis eng Kéier eng Generatioun vu Kanner duerch de Lycée gelaf ass.

Mä elo scho weist den Intérêt, souwuel vun der däitscher wéi vun der Lëtzebuurger Säit, dass et enger Demande entsprécht. Ech gesinn awer och an där Kreatioun vun deem Lycée e schéine Symbol, net nëmme e Symbol, mä eng konkret Realisatioun vum Zesummeliewen an der Groussregion, vun der europäescher Iddi, dass mer eis sollen opmaachen a mat eisen Noperen zesummen eppes opbauen.

D'Spezifisitéit vun deem Lycée ass dann och - wéi vu menge Virriedner gesot ginn ass - net nëmme, dass mer däitsch a Lëtzebuergesch Kanner do zesumme scolariséieren, mä mir hunn och e Programm ausgeschafft, dee weder deen däitschen nach dee Lëtzebuergesch ass. Et ass e Programm do, deen eng Verschmëlzung ass vu Lëtzebuurger Inhalter a Lëtzebuurger Schwéierpunkten an däitsche Schwéierpunkten, vu dass an Däitschland den Enseignement vum Franséischen net esou verbreet ass, an haaptsächlech kennen ech keng aner däitsch Schoul, wou Lëtzebuergesch ënnerstrach gëtt. Dat ass also wierklech en Novum an der däitscher Landschaft. D'Kanner, déi déi Schoul besichen, kënnen jo en Diplom kréien, deen à la fois en Abitur ass respektiv e Premièresexamen.

Ech weess net, och wann de Schengen Lycée elo vergrëssert gëtt an eng Capacitéit vun 1.000 Schüler kritt, ob dat eng grouss Inzidenz op de Plan sectoriel «lycées» wäert kréien. Mir sinn amgang an där zweeter Etapp vum Plan sectoriel «lycées» ze schaffen, an do ass jo ee Lycée am Südoste vum Land an der Diskussioun. Ech waarden d'Konklusiounen vun deenen Aarbechtsgruppen of, ier mer kënnen do weider Konklusiounen zéien.

Jiddefalls emfannen ech aus deene Bréiwer, deene Kommunikatiounen, déi ech kréien, dass et enger Demande entsprécht vu ville Lëtzebuurger, déi decidéiert hunn, sech am noen Ausland niddereelossen. An dat ass jo awer och eng Demande, där mer solle Rechnung droen, a wou mer eis musse Gedanke maachen, wéi mer mat deene Lëtzebuurger wëlle weider zesumme fonctionnéieren an zesummeliewen.

Ech soen lech alleguerte Merci fir den Accord zu dësem Projet, dee 25 Milliounen Euro kascht. Effektiv kann ee sech d'Fro stellen, firwat dat net direkt virgesi war. Et rassuréiert mech awer och, well et beweist, dass an Däitschland och alt net alles mat der leschter Genauigkeit geplangt gëtt. Den éischten Devis hat virgesinn, dass et soll 12 Milliounen kaschten oder 12,5. Mir waren do e bësse skeptesch an hu fonnt, dat wär vläicht immens bëlleger fir esou eng grouss Schoul, an et huet sech jo dann och erausgestallt, dass éischtens d'Restauration vum deem bestehende Gebai méi deier gëtt, wéi geduecht ginn ass - well do Problemer opgetaucht sinn, wéi bei all Gebai, wat restauréiert gëtt -, zweetens ass d'TVA an Däitschland an d'Luucht gaangen, woumat kee gerechent hat, an dréttens profitéiere mer dann elo, fir méi grouss ze bauen.

Fir awer ze verhënneren, dass mer nach eng Kéier mussen nostëmmen, hu mer also am Protokoll festgehalen, dass de Lëtzebuerger Stat den Investissement begleet bis zu 12,5 Milliounen, a wann et méi deier géif kaschten, dass dann déi däitsch Sait dat géif iwwerhuelen. Déi Explikatioune ginn, géif ech lech villmools Merci soe fir den Accord an ech freeë mech, dass mer elo kënne mam Schengen Lycée zügeg weiderfueren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.* - Ech hunn eppes vergiess. Ech wollt nach eppes soen zu der Fro vun den Aidë vun Europa. Also, ech wëll hei kloerstellen, dass mer selbstverständlech déi Pist do exploréiert hunn, fir ze kucken, ob et méiglech ass, aus engem Fong Hëllef ze kréien. De Kommissär Figel war invitéiert, d'Europadeputéierten hu sech engagéiert. De Moment gëtt et an Europa kee Fong, deen esou Projet wéi deen do ka matfinanzéieren. Ech wollt dat awer hei gesot hunn.

Mir hunn eisen Europadeputéierten an och dem Kommissär mat op de Wee ginn, dass dat do awer eng interessant Form vun Zesummenaarbecht an Europa ass, an dass een da misst e Fong dofir schafen. De Kommissär huet dat mat op de Wee geholl, an ech géif hoffen, dass awer Leit déi Iddi do opgräifen.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Ministre. Mir kommen dann zum Vote iwwert de Projet de loi 5854.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**  
De Projet de loi 5854 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par Mme Christine Doerner), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz;*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helmingier (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum leschte Projet vun dëser Sitzung an och vun dëser Sessiou. Den honorablen Här Scheuer huet d'Wuert, fir eis de Projet iwwert de Lycée vu Jonglënster virzestellen.

#### 4. 5782 - Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster

**Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

» **M. Jos Scheuer** (LSAP), *rapporteur.* - Merci, Här President.

Jonglënster kritt e Lycée. Mir hunn de Bauprojet gestëmmt, a wéi mer de Bauprojet gestëmmt hunn, ass scho munches gesot ginn iwwert de Fonctionnement och vun dem Lycée. Mir hunn och an enger Sitzung de Contournement vu Jonglënster gestëmmt, an déi zwee Projekte si ganz eng matenee verbonnen, well domadder schafe mer elo d'Konditiounen, fir datt dee Lycée ka gebaut ginn.

Am Plan sectoriel „lycées“ steet de Bau vum Lycée Jonglënster als Projet. E Lycée, fir an der Region Osten zousätzlech Plazen ze schafen. Domadder gëtt d'Offer u Lycéesplazen an de Kantonen lechternach a Gréiwemaacher, an do derbäi an de Gemengen Hiefenech an der Fiels, méi grouss, an et gëtt generell dem Zouwuess vun den Élèves am Secondaire domadder Rechnung gedroen.

D'Chifferen, déi sech mat deem Zouwuess befaassen, gi ganz ganz wäit auserneen, fannen ech, an d'Fro ass: Wéi fiabel sinn déi Chifferen, déi avancéiert ginn? Se schwanken tëschtent 1.100 a 700 pro Joer, an et gëtt souwuel vum Statsrot wéi och vun der Chambre professionnelle, déi en Avis ginn huet, gefrot, datt ee méi prezis soll sinn an de Schätzungen iwwert d'Evolution vun der Populatioun an eise Lycéeën.

Mat der Schafung vum Lycée gëtt och der Entwécklung vun der Gemeng Jonglënster Rechnung gedroen. Et gëtt awer och der Entwécklung vun der Region ronderëm Jonglënster Rechnung gedroen. Eng Region wou d'Populatioun an d'Luucht geet, well se praktesch un der Périphérie vun der Stad Lëtzebuerg läit a well se vill Bauterrain geschaaft huet. Eng Region an eng Uertschaft, déi jo e regelrechte wirtschaftlechen Opschwung erliewen.

Wat elo den Opbau vum Lycée ugeet, esou handelt et sech ëm e Lycée mixte, à dominante technique. Dat ass den Term, esou wéi en am Projet steet. An deem Lycée fannt Dir déi ënnescht Divisione vum Enseignement secondaire; 7<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> also. Da gëtt d'4<sup>e</sup> Lycée och an deem Gebai offréiert, an dat ass asoufern wichteg, well déi 4<sup>e</sup> jo awer de Passage duerstellt fir an d'spezialiséiert Sectionen ze kommen. Et gëtt een also an deem dote Lycée virbereet, fir an eng iewesch Section vum Secondaire „classique“ ze wiesselen.

Den ënneschte Cycle vum Secondaire technique kënnt och dohinner, mat dem Régime préparatoire. Duerno komme Formationen déi zum CATP, also zur Geselleprüfung féieren, zum BAC technique général - zur 13<sup>e</sup> générale also - an zum Technikerdiplom an zwee prezisen Domänen: an der Elektrotechnik an an der Informatik.

Ronn 70 Klasse solle geschafe ginn an de Lycée kréich domadder 1.200 bis 1.400 Élèves. Mat där Gesamtzuel läit de Lycée an deenen Normen, déi scho während der viregter Regierungsperiod gesat gi waren an déi e Lycée secondaire soll hunn, deen ënnen eng breet Basis huet, fir datt sech aus där Basis awer och spezialiséiert Cyclen a spezialiséiert Formationen kënne erginn.

Et ass dann awer och e Lycée, deen net nëmme schoulesch Offeren huet, mä deen och den Encadrement huet fir praktesch eng Ganzdaagsschoul um Rullen ze halen. E fonctionnéiert vun hallwer acht moies bis owes sechs Auer. D'Élève kréie schoulesch Hëllef ugebueden, mä si kënne awer och kulturell, sportlech a wëssenschaftlech Aktivitéiten ënnerhuelen, oder aner Apprentissagen. Et ass net weider definéiert, wat dat kéint sinn, mä dat misst sech - vu datt jo och den Technique do ass - aus dem Equipement vum Lycée erginn.

(**Mme Colette Flesch prend la Présidence**)

Vun aacht bis véier Auer mëttes ginn deenen Élèves, déi kee Cours hunn, Aktivitéiten ugebueden, a vu véier Auer bis sechs Auer mëttes kënne d'Élèves am Lycée bleiwen, a si beschäftege sech selwer oder si gi beschäftegt.

Wann déi Élève solle beschäftegt ginn, da kascht dat eppes. Et kascht Aarbechtsstonnen, an zwar sinn am Programm 300 Aarbechtsstonne, dat heescht an dësem Fall aacht Educateurs, dovunner dräi Educateurs gradués a fënnf Educateurs diplômés. Et ass also e Projet deen Aarbechtsplaze schafft. D'Description vun deem, wat déi Educateurs maachen, ass och am Detail am schrëftleche Rapport an am Projet de loi opgeléicht.

Eng Spezialklass soll agefouert ginn. Eng Classe relais - en interessante Projet - soll d'Élèves opfänken, déi zäitweileng grave Verhalensproblemer hunn. Déi sollen drop preparéiert gi fir nees an enger normaler Klass kënne integréiert ze ginn.

170 Enseignantë kritt de Lycée. Doniewent gëtt et dann d'administratiiv Personal, wéi et an den anere Lycéeën och üblech ass; et gëtt de SPOS mat véier Leit; et gi Schwammmeeschteren; et komme fënnf Aarbechter dohinner; néng Handwierker. Et dierft een dervun ausgoen, datt herno am Lycée vu Jonglënster 200 Leit schaffen.

Just nach fir op de Bauprojet zrëckzekommen. Et gëtt e Sportkomplex gebaut mat enger Piscine. An dësem Projet steet och am Exposé des motifs - ech hunn et och an de Rapport iwwerholl -, datt dee Sportkomplex an déi Piscine oft kënne benotzt gi fir d'Veräiner a fir d'Associatiounen aus der Gemeng an aus der Region.

Dat heescht - ech hat vun den Aarbechtsplaze geschwat a vun den Infrastrukturen -, et gëtt schonn eng Plus-value duerch d'Implantatioun vun dësem Lycée fir d'Gemeng Jonglënster a fir d'Region geschaaft. Déi Plus-value dierft sech net esou aus dem Restaurant scolaire fir d'Region erginn, mä ëmmerhi kann dee Restaurant scolaire 800 lessen zerwéieren.

Zu den Avisen. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass positiv. E puer Remarqué vläicht ervirgehuewen, déi interessant sinn.

D'Chamber beschäftegt sech mat der Fro, ob an deenen neie Lycéeën, déi all den ënneschten Zyklus vum Secondaire hunn, net och eng Quatrième sollt existéieren. Wann déi Quatrième do ass, da kënne d'Kanner am selwechte Lycée, ouni ze wiesselen, preparéiert ginn, fir herno hir Spezialisatioun eventuell an engem aneren ze maachen.

D'Chambre betount dann och, datt d'Personal soll gerecht - „équitablement“ ass den Term - verdeelt ginn iwwert d'Lycéeën am ganze Land. Wann Der d'Personalstrukture vun deenen neie Lycéeën kuckt, da gesitt Der hei Beruffer an Dir gesitt och Fonctiounen, déi et an deenen ale Lycéeën net gëtt. Wat fir ee Lycée vun där doter Gréisst vun deenen traditionelle Lycéeën ka schon op aacht Educateurs zrëckgräifen?

E puer Wuert zum Avis vum Statsrot, deen natierlech och positiv ass. Mä de Statsrot weist drop hin, datt déi neie Lycéeën méi Personal kréie wéi déi sougenannt al Lycéeën. An e weist dann op Personalstrukturen hin, déi einfach méi génschteg sinn an deenen neie wéi an deenen ale Gebaier.

Kolleegen, dat ass am Résumé de Projet zum Lycée vu Jonglënster, deen domadder - wann en elo gestëmmt gëtt - an d'Preparation goe kann. Mir hunn alles gemaach, wat d'Chamber maache kann, fir datt an där Region an an där Uertschaft a virun allem d'Élèves aus dem Anzugsgebit nei Chancen kréien.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Et ass selbstverständlech, datt d'Lëtzebuerger sozialistesche Aarbechterpartei dësem Projet och hiren Accord gëtt.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme le Président.** - Merci, Här Scheuer fir deen ausféierleche Rapport. Den nächste Riedner ass d'Madame Hetto-Gaasch. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

(**Interruption**)

Jo, Här Rapporteur?

» **M. Jos Scheuer** (LSAP), *rapporteur.* - Ech wollt da profitéieren, ouni nach eng Kéier op d'Pult herno heihinner zrëckzekommen, fir eng Motioun ze deponéieren, déi aus der Kommissioun ervirgaangen ass an déi virgesäit, datt d'Chamber d'Regierung opfuerdert fir an alle Lycée-techniquen, ob se elo mixte sinn - nei Lycéeën also - oder

och déi al Lycéeën, virzegesinn, wann et d'Besoinë gëtt, fir den ieweschte Cycle vum Secondaire do kënne ze organiséieren. Dat huet Avantagen, an déi Avantagé sinn an de Considérantë vun där Motioun opgezelt.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

- constatant que les lycées récemment créés sont conçus comme lycées mixtes à dominante technique offrant aux élèves la possibilité de suivre les cours de la division inférieure de l'enseignement secondaire, du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique ainsi que certaines formations des cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique;

- constatant qu'en raison de ce concept limitatif des nouveaux lycées beaucoup d'élèves sont obligés de poursuivre leurs études dans la division supérieure de l'enseignement secondaire dans un autre lycée;

- considérant que l'équipement des nouveaux lycées permettrait d'étendre l'offre scolaire à des sections de la division supérieure de l'enseignement secondaire;

- considérant que cette ouverture permettrait en outre une utilisation rationnelle des infrastructures des lycées à dominante technique ainsi qu'une réduction des transports scolaires;

*invite le Gouvernement*

- à créer selon les besoins des classes de la division supérieure de l'enseignement secondaire dans les nouveaux lycées et dans les lycées secondaires techniques existants.

(s.) Jos Scheuer, Claude Adam, Eugène Berger, John Castegnaro, Fernand Diederich, Françoise Hetto-Gaasch, Robert Mehlen.

» **Mme le Président.** - Merci, Här Rapporteur. D'Madame Hetto, wann ech gelift.

**Discussion générale**

» **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV). - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken dem Rapporteur, dem Jos Scheuer, villmools Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Da muss ech awer soen, dass ech ganz houfreg sinn, dass Jonglënster e Lycée kritt. Dëst ass fir eis Gemeng, awer wierklech och fir déi ganz Region e reellen Challenge an eng formidabel Chance, a mir freeën eis fir deen Défi do unzegoen.

Dass Jonglënster e Lycée kritt, huet awer och seng Ursachen, well Jonglënster gouf net ëmsoss als Centre de développement et d'attraction zrëckbehalen. Et läit strategesch gutt. Et ass eng Dréischeif tëscht deenen eenzelen Pöles d'attraction op gläicher Distanz tëscht der Stad an lechternach an op gläicher Distanz tëscht Miersch a Gréiwemaacher. Jonglënster huet eng Hällewull vu Commercen, vu Servicer unzbediden an huet och nach weidert Entwécklungspotenzial.

D'Gemeng verfügt iwwer genuch Baulandreserve fir d'Haaptziler vum IVL ze erfüllen: wunnen, schaffen, sech bewegen. Et kann een engersäits dovunner ausgoen, dass duerch d'Entstoe vum Lycée d'Demande no Logement an d'Luucht geet an anersäits nei Aarbechtsplazen entstinn, déi an engem direkte Lien mat den Aktivitéiten am Lycée ze dinn hunn. Deen neie Lycée zu Jonglënster wäert ganz sécher zur positiver Entwécklung vun eiser Gemeng bäidroen an en intensive Kontakt an Austausch tëscht der Schoul an de Betriber erméiglechen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, währenddeems de Gesetzesprojet 5765 sech mam Bau vun deene verschiddeenen Infrastrukture vum Lënster Lycée beschäftegt, e Gesetz, dat mer den 29. Januar hei an der Chamber gestëmmt hunn, geet et an dësem Projet ëm de Fonctionnement vum Lycée. De Projet de loi 5782 definéiert deemno d'Schoulorganisatioun, d'Offer an den Encadrement.

De Jonglënster Lycée renforcéiert, compléiert an diversifizéiert d'Schouloffer am Pôle d'enseignement vum Osten, zu deem d'Kantonen lechternach a Gréiwemaacher an d'Gemenge Fiels an Hiefenech gehéieren.

Am Moment hu mer am Osten zwee Lycéeën, een zu lechternach an een zu Maaicher, woumadder wuel kee ka behaupten, dass mer am Osten iwweréquipéiert sinn. Doriwwer eraus ass d'Zuel vun de Jugendlécher hei zu Lëtzebuerg amgaeng permanent ze wuessen, esou dass de Bau vu weidere Lycéeën méi wéi gerechtfäerdigt ass.

D'Offre scolaire soll deemno mat dësem drëtte Lycée am Osten erweidert ginn, mat als direkter Konsequenz eng Reduktioun vun den Distanze vum Schoultransport.

### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

De Jonglënster Lycée ass eng Äntwert op de Besoin u Schoulen an der Region a soll am Besonnesche Schüler aus der Lënster Gemeng, de Gemenge Fiels, Hiefenech, Bech a Betzdorf, awer och en Deel aus de Gemengen Nidderaanwen a Fëschbech ophuelen.

Här President, de Lënster Lycée ass als gemëschte Lycée ungesinn. Dat heescht, hei fanne mir souwuel Klassen aus dem Classique wéi och aus dem Technique erëm, woubäi de Schwéierpunkt awer op den Technique geluecht gëtt. Besonnesch ervirzehiewen ass, dass déijéineg Jugendlech, déi sech an de classesche Lycée aschreiwten - an de Rapporteur huet dat och scho gesot -, am Lënster Lycée bleiwe kënnen bis se hir Quatrième ofgeschloss hunn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics stellt sech an deem Kontext awer d'Fro, ob et net besser ass fir d'Schüler scho vu Quatrième un an en anere Lycée ze goen, fir hir Etüden do weiderzefréieren. Mä do sollt ee bedenken, dass wann d'Klasse bis d'Quatrième gebuede ginn, déi meescht Elévë kënnen vu Septième bis Quatrième an hirer Klass zesummebleiwen.

Wann een déi elo fir d'Quatrième an en anere Lycée schéckt, bedeit dat sech erëm an enger neier Klass mussen ze integréieren, awer just fir ee Joer, well op Troisième musse jo schliesslech d'Sectioun gewielt ginn. Mat dësem Gesetz kritt de Schüler also d'Méiglechkeet a senger Klass ze bleiwe bis zu deem Moment, wou hei sech fir eng Sectioun entscheet an dann an eng aner Schoul wiesselt.

Besonnesch spezialiséiert ass dëse Lycée awer virun allem doranner fir komplett Zyklen a Formatiounen unzibidden, déi op de BAC technique général, de Certificat d'aptitude technique - also de sougenannten CATP -, grad wéi och op den Diplom vum elektronischen an informatischen Techniker féieren.

Dës Offer dréit der rezenter Entwécklung an dem Entwécklungspotenzial vun der Region Rechnung. D'Formatiounen an de Beräicher Elektronik, Informatik a Commerce kommen de Besoin vum qualifizierten Handwerk no an entsprechen och deem héijen techneschen Niveau vun den Entreprises, déi an der Region implantéiert sinn.

Dass et sech hei em kee kleng Lycée handelt, mä souguer em ee vun deene gréissten aus dem Land, weisen d'Zuelen, déi festhalen, dass hei bis zu 1.400 Schüler, déi a 70 Klassen opgedeelt ginn, emfaange kënnen ginn. Do muss ee sech awer d'Fro stellen, ob et net méi sennvoll ass an Zukunft vläicht méi kleng Entitéite vu Schoulen unzibidden.

Besonnesch ervirzehiewen ass awer, dass de Lënster Lycée eng Schouloffter ubitt, déi wäit iwwer déi normal Schoulzäiten eraus geet. Et gëtt nämlech proposéiert, d'Schüler vu moies hallwer aacht bis owes sechs Auer ze encadréieren.

Dësen Encadrement begräift, nieft Nohëllefscoursen a Remédiatiounsmoosnamen, kulturell, sportlech a wëssenschaftlech Aktivitéiten, mä bitt och zousätzlech Léieren un, an dat op fakultativer Basis. Dofir gesäit de Gesetzesprojet jo och vir, fir niewent dem Léierpersonal u sech och nach Educateurs, en Psycholog, en Assistent social oder d'hygiène sociale anzustellen; an dat ass ee ganz wichtege Schrëtt no vir.

Leider gëtt dës Offer net an alle Lycéeën uechtert d'Land ugebueden. Et ass ze bedauern, dass eis jonk Schüler, déi dacks bis am 6. Schouljoer a Foyeren an a Maisons relais encadréiert waren, zwee Méint méi spéit no der Sommervakanz eleng musse eens ginn, well fir si an deene meeschte Lycéeën keen Encadrement virgesinn ass. Et ass an der Vergaangenheet net dru geduecht ginn, dass grad Jonker, déi a méi engem kriddelegen Alter sinn, en Halt brauchen a Form vun enger éducativer héichwärtiger Betreuung.

Duerfir drängt sech meng éischt Fro op. Misst een net onbedéngt ufänken an deenen anere Lycéeën parascoläert Personal wéi Educateurs a Psychologen anzustellen, fir deene Jonken ze hëllef sech an hirem neie Milieu ze integréieren, hinne schouleschen Appui zouzestoen an och attraktiv Aktivitéiten unzibidden, ausserhalb vun de Schoulstonnen?

Wär et am allgemengen net besser en eenheetleche System fir de Fonctionnement vun alleguerten de Lycéeën anzeféieren,

amplaz all méiglech verschidde Schoulprojeten an d'Liewen ze ruffen?

Do derbäi kënnt nach ee manifesten Déséquilibre tëscht deenen eenzelne Lycéeën wat d'Unzuel an d'Qualifikatiounen vun den Netenseignantent ubelaangt. Am Moment gëtt verstärkt op d'Personal gesat, fir dass d'Schüler en dehors vun de Schoulzäite betreit ginn - an dat ass och gutt esou an och duerchaus ze justifiéieren -, mä wéi gesäit et da fir déi méi eeler Lycéeën aus? Et ka jo net sinn, dass Educateurs hir Plaz just an deenen nei geschafene Lycéeën fannen.

Et drängt sech awer och d'Fro vun der Kreatioun vu Lycéeën op, déi eng komplett Scolaritéit offréieren. An dësem Kontext huet d'Kommissioun jo decidéiert der Chamber eng Motioun virzeleeën, wou d'Regierung invitéiert gëtt an de bestehende Lycées techniques an an all den neie Lycéeën déi iewesch Zykle vum Enseignement secondaire unzibidden, ëmmer da wann d'Situatioun et erfuerdert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ënnerstëtz dës Motioun.

Ech soen lech elo scho Merci fir d'Nolauschten a bréngen dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

### » Plusieurs voix. - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Hetto. Als drëttleschte Riedner ass den honorabelen Här Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 29. Januar dëst Joer huet d'Chamber iwwer de Projet de loi 5765 ofgestëmmt. E Projet, mat deem de Bau vun engem Lycée zu Jonglënster beschloss ginn ass. Haut solle mer also iwwer dat pedagogesch Konzept vun dësem Lycée diskutéieren an och ofstëmmen.

An deem Kontext wëll ech kuerz mäi Bedauern doriwwer ausdrécken, dass iwwer déi zwee Projeten net zesumme konnt diskutéiert ginn. Béides, Gebai a Konzept, sinn am Prinzip net vuneneen ze trennen. Ouni Infrastruktur néizt engem dat bescht pedagogesch Konzept näischt; an ouni eng kloer Virstellung, wéi an enger Schoul konkret soll enseignéiert ginn, ass e Gebai och näischt wäert.

Et ass dofir ze hoffen, dass an Zukunft, bei der Décisioun vum Bau vu weidere Gebaier - a mir brauchen ouni Zweifel nach weider Gebaier hei an dësem Land -, d'Konzept an och d'Gebailechkeete kënnen parallel an der Chamber diskutéiert an och votéiert ginn.

Här President, a menger Interventioun vum 29. Januar hat ech op déi dynamesch Entwécklung an der Gemeng Jonglënster an deene leschte Jorzéngten higewisen. Innerhalb vun 30 Joer ass do d'Populatioun em knapp 25% gewuess. Op den 31. Dezember 2007 hunn an der gréisster Gemeng am Oste vun eisem Land ronn 6.100 Leit gewunn. En Enn vun dësem Boom ass ouni Zweifel net ofzugesinn, bedéngt haaptsächlech och duerch déi geographesch Lag vun dëser Gemeng ganz no bei der Stad Lëtzebuerg.

D'Zuelen, déi ech deemools am Januar ofgefouert hunn, och a puncto Schoulpopulatioun, beweisen eiser Meenung no, dass de Besoin fir e Lycée zu Jonglënster ze bauen duerchaus reell ass. Vill vun deene Jonglënster Kanner an aus den Nopeschgemenge wäerten also an Zukunft net méi, wéi bis elo, onbedéngt mussen an d'Stad oder op lechternach goen, mä hire Choix erweidert sech. De Wiessel an eng aner Stad, deen den Iwwergang vum Primaire an de Secondaire oft fir vill Kanner nach méi schwéier gemaach huet, wäert domadder ewechfalen.

Här President, mat nëmmen zwee Lycéeën, zu Gréiwemaacher an zu lechternach - an d'Madame Hetto hat dat och schonn ugeschwat -, déi allenzwee och nach net zentral ugesiedelt sinn, ass den Oste vun eisem Land sécherlech net terribel verwinnt a puncto Schoulinfrastrukturen am postprimäre Beräich.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Mer hunn nach en Hallwen zu Perl.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Dorobber kommen ech och nach ze schwätzen, Här Mehlen.

Am Plan sectoriel „lycées“ aus dem Joer 2002 gouf deemools dann och am Osten e Vide scolaire fir bestëmmte Regionen identifizéiert. Eng vun dëse Regione war nottamment Jonglënster, wou e Besoin vun engem Lycée mat enger Capacitéit vun ronn 1.000 bis 1.200 Schüler festgehale ginn ass. Eng aner Region, an där esou e Vide

constatéiert gouf, war, oder besser gesot ass de Kanton Réimech. Och mam Schengen-Lycée zu Perl an Däitschland konnt dësen Defizit net behuewe ginn. Et duerf een dofir gespaant sinn op der Madame Ministerin hir Äntwert op meng entsprechend parlamentaresch Fro, wou ech wollt gewuer gi wat d'Regierung wéilt ënnerhuele fir dës Vide ze behiewen.

Här President, deen aktuelle Projet gesäit elo eng Grëssenerdung vun 1.200 bis 1.400 Schüler a 70 Klasse vir. De Jonglënster Lycée wäert domadder ee vun deene gréisste Lycéeën hei am Land ginn. Wa mer och mam Prinzip vun enger Mixitéit vu Klassen an techneschem Sekundarunterricht averstane sinn, esou stelle mer eis trotzdem d'Fro, ob net d'Zuel vun 1.000 Schüler als iewesch Limite, fir e Lycée optimal kënnen ze géréieren, misst ugesi ginn.

Mir sinn der Meenung, dass bei zukünftige Projeten d'Fro vun der optimaler Gérance prioritär zur gemeinsamer Offer vun techneschem a classeschem Lycée muss behandelt ginn. Allgemeng schwätzt d'DP sech dofir fir d'Schafe vu regionale Lycéeën mat méi kleng Schülerzuelen aus, wou d'Klassegréisst soll esou ausgeriicht ginn, dass eng pedagogesch Léiermethod optimal garantéiert ass.

Ech wëll och elo net weider an den Detail vun deem pedagogesch Konzept agoen, dat huet nottamment den Här Rapporteur scho ganz am Detail gemaach, mä erlaabt mer just ee Punkt erauszegräifen. Mir begréissen et - an ech hunn dat och schonn ugedeit -, dass an deem neie Lycée souwuel den Enseignement classique, zumindest wat d'Klass bis 4<sup>e</sup> ubelaangt, an den Enseignement technique wäerten ënnerbruecht ginn. Mir halen et fir eng gutt Iddi wann d'Kanner, och wa se ënnerschiddlech schoulesch Richtungen aschloen, awer kënnen zesummen an engem Gebai enseignéiert ginn. Allerdéngs hätte mer et léiwergesinn, wann am Enseignement classique de kompletten Zyklus, dat heescht bis d'Première ugebuede gi wär. Mir halen et net fir sennvoll, dass e Kand no e puer Joer d'Schoul muss wiesselen, well déi entsprechend Klassen net ugebuede respektiv weidergefouert ginn.

Wann ech virdrun heibanne gesot hunn, dass fir Kanner de Schoul- an de Lokalitätswiessel nom Primaire eng grouss Erausforderung duerstellt, da gëllt dat och - wa vläicht och net an darselwechter Form - fir déi Jugendlech vun der 5<sup>e</sup> respektiv der 4<sup>e</sup>. An deem Sënn, dass an Zukunft an engem gemëschte Lycée béid Filiëren komplett sollen ugebuede ginn, ass dann och op Initiativ vu mengem Parteikolleeg Eugène Berger eng entsprechend Motioun an der Educatiounskommissioun rédigiéiert ginn, vun där ech hoffen, dass se hei am Haus eng ganz breet Majoritéit fanne wäert.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Scheuer, félicitéiere fir säin exzellente an detaillierte méndlechen a schrëftleche Rapport. Meng Fraktioun, Här President, wäert dann och selbstverständlech hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen lech Merci.

### » Plusieurs voix. - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Wagner. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Adam fir d'Fraktioun vun deene Gréngen.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolleegen a Kolleeginnen, fir d'éischt wëll ech dem honorabele Président-rapporteur Merci soe fir säi méndlechen a schrëftleche Rapport. Nodeems mer am Januar de Bau vum Lycée vu Jonglënster eestëmme gestëmmt haten, gi mer eis dann haut d'Méiglechkeet, fir dee Bau mat Leit a Liewen ze fëllen.

Et ass scho gesot ginn, dass et sech bei dësem Lycée em e Projet prioritaire vum Plan sectoriel „lycées“ vun 1999 handelt. Dëse Lycée dréit derzou bäi, dass mer eng Verbesserung vun östleche Pôle vun de Lycéeën kréien. An engem ass et e Bäitrag zur Dezentralisatioun vum schouleschen Angebot. Et ass wichteg, dass mer méi Lycéeën kréien. Zum Beispill ass den lechternacher Lycée ganz schlecht dru mat Raimlechkeeten. Do hunn ech mech nach haut konnt dervun iwwerzeegen.

An deem Lycée hei ginn et Klasse vu Septième bis Neuvième vum Enseignement secondaire technique, a Klasse vu Septième bis Quatrième vum Enseignement secondaire. D'Chambre des Fonctionnaires stellt d'Zuele vum Ministère, wat den Zouwuess vu Schüler ugeet, a Fro, kënn awer zur Konklusioun, wéi mir alleguerten och, dass dës Lycée noutwendeg ass. Duerfir wëll ech och net drop spekuléieren, wien dann elo déi richteg Zuelen huet.

Dëst Gesetz ass eigentlech a wäiten Deeler e Copy-paste vun anere rezente Lycéeën, déi mer hei gestëmmt hunn. Nei ass eigentlech just, dass mer hei de Secondaire bis d'Quatrième halen an net wéi an deenen anere Lycéeën just bis Cinquième.

Mir gesinn net direkt en Désavantage vun där Mesure. Mir gesinn awer och net direkt en Avantage dervun, a virun allem froe mer eis, wann et sennvoll ass, dass mer elo an dësem Lycée bis d'Quatrième fueren, misste mer jo awer och kucken, ob dat och fir déi aner Lycéeën sennvoll wier, net dass mer hei erëm en Ausnahmefall schafen.

De Lycée kritt tëschent 1.200 a 1.400 Schüler a 70 Klassen. Et ass erëm eng Kéier e grouse Lycée. Do misst ee sech awer och eens sinn. Den honorabele Kolleeg vun der Demokratescher Partei huet gesot, de Lycée wier éischter ze grouss; hie freet awer an engem, dass de ganze Secondaire classique dra wier. Mer kréien net alles an ee Gebai.

1.000 Schüler ass effektiv eng ideal Gréisst fir de Lycée zu Schengen.

Mir begréissen et selbstverständlech och, dass et ee Ganzdaagsencadrement am Lycée vu Jonglënster gëtt.

Mir froen eis awer och mam Statsrot a mat der Chambre des Fonctionnaires, genau wéi d'Vertriederin vun der CSV, wini dass mer dann endlech op de Wee gi fir déi al Lycéeën opzerüsten. Den Ennerscheid tëschent deene personnel gutt dotéierten neie Lycéeën an deene scho méi laang fonctionnéierende Schoule gëtt ëmmer méi grouss an ass bestëmmt net am Intérêt vun der Chancégläichheet vun eise Kanner.

D'Chambre des Fonctionnaires freet sech virun allem all Kéiers erëm, ob dat Sënn mécht fir all Zorte vum Enseignement an engem Gebai unzibidden. Mir hunn eis déi Fro scho viru méi laanger Zäit gestallt a mir hu se eendeitig mat Jo beäntwert.

Ech sinn och ganz frou, dass ech bei där Motioun, déi ech elo deemnächst dem Här President wäert iwwerreechen, och d'Zoustëmmung vun deenen anere Parteie kritt hunn. Hei geet et nämlech drëm fir all Lycée ze encouragéieren - déi al an déi nei -, fir den Ensemble vun der Formatioun vum Cycle inférieur - dat heescht, vun der Division inférieure de l'enseignement secondaire a vum Cycle inférieur et du régime préparatoire vum Enseignement secondaire - an engem Gebai unzibidden.

Mir mengen, dass dat am Intérêt ass vun de Schüler, am Intérêt vun der Mixitéit an dat dat wierklech Sënn mécht. Wa mer dervu schwätzen, dass et net glécklech ass, dass d'Schüler missten no enger Quatrième oder no enger Cinquième d'Gebai wiesselen, well se sech spezialiséieren, da gesi mir dat manner dramatesch. Mir kënnen jo awer och net higoen a jiddfereen a senger Noperschaft halen, bis dat hien dann op d'Uni geet. An op der Uni schreiw mer da fest, hie muss e Semester an d'Ausland goen.

Mir fannen et sennvoll, dass d'Schüler, besonnesch an deenen dräi ënneschte Klassen, kënnen an der Proximitéit an d'Schoul goen. Wann et dann em d'Spezialiséiere geet, musse mer hinnen et och zomudden op ee gudden öffentliche Transport zréckzegräifen an och bis op d'Nopeschgemeng oder eventuell souguer nach e bësse méi wäit eraus ze fueren.

Hei ass déi Motioun.

### Motion 2

La Chambre des Députés,

constatant

- que les lycées récemment créés offrent aux élèves la possibilité de suivre les cours de la division inférieure de l'enseignement secondaire, du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique ainsi que certaines formations des cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique;

- qu'il existe toujours des lycées qui n'offrent pas aux élèves la possibilité de suivre les cours du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique au sein de leur établissement;

- que le regroupement des formations du cycle inférieur au sein d'un même lycée est



*plus susceptible de garantir une certaine mixité sociale des élèves tout en diminuant les effets de la ségrégation scolaire;*

*invite le Gouvernement*

*- à encourager tous les lycées (actuels et à créer) à offrir l'ensemble des formations du cycle inférieur (la division inférieure de l'enseignement secondaire, du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique) au sein de leur établissement.*

*(s.) Claude Adam, Eugène Berger, Françoise Hetto-Gaasch, Robert Mehlen, Jos Scheuer.*

Dann hat d'Majoritéit och eng Motioun eraginn. Et war ganz interessant wéi mer se fir d'éischt gesinn hunn. Ech hu se gelies. Ech hu gestaunt a mech gewonnen. Fir d'éischt war se net fir eis akzeptabel. Dunn ass e Wuert bäigefléckt ginn, du war se akzeptabel, mä si huet net vill Sënn gemaach. Et war eng Motioun, déi kengem wéigedoen huet, mä si war esou iwwerflësseg wéi dem Hond seng Fléi.

» **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - De Moien - loosst mech wann ech gelift ausschwätzen - an der Chamberskommissioun, nodeems dann nach ee Wuert bäikomm ass, hu mer se awer och erëm interessant fonnt. Nämlech ass och bäigesat ginn, zu den «lycées secondaires techniques existants» kënnen mer eng Ännerung kréien. Dat mécht erëm Sënn an duerfir hunn och dann och mat Freed mäin Numm drénnergesat. Ech kann och d'Ënnerstützung vun der grénger Fraktioun zu där Motioun bréngen.

Ech wollt domat just soen, datt et Sënn mécht, wann een an der parlamentarescher Kommissioun esou eng Motioun préparéiert, se diskutéiert a se verbessert, esou datt mer se kënnen allgemeng droen. Ech bréngen also och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Den honorabelen Här Mehlen als leschte Riedner, wann ech gelift.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Den Här Statsminister huet hei virun e puer Joer a senger Deklaratioun zum État de la nation gesot, eise kontinuéierleche Wuesstum géif op där anerer Säit esou vill Folgekäschte generéieren, datt et grad géif duergoe fir déi Folgekäschten ze bezuelen.

Ech hunn e bëssen esou hei d'Gefill, wéi wa mer an deem Zeenario wäeren. Do komme mer awer net eraus, aus där Spiral. Mir kennen e kontinuéierleche Wirtschaftswuesstum. Mir kennen och e kontinuéierleche Wuesstum vun eiser Populatioun an d'Schaffung vun dësem Lycée ass eng Folleg do-vun.

De Bau ass decidéiert, duerfir brauche mer och iwwert de Standuert net méi laang ze diskutéieren. Ech muss allerdéngs soen - an ech widderhuelen nach eng Kéier, wat ech deemools gesot hunn -, ech hunn den IVL ëmmer esou verstanen - et ass och esou gesot ginn -, datt mer d'Schoule géifen un déi grouss Achse vum Réseau ferré bauen. Dat ass hei net de Fall, mä vläicht - an dat géif sécher d'Députée-maire vu Jonglënster freeën - kënnst jo dann den Zuch bei de Lycée an net de Lycée bei den Zuch. En ass an der Zäit jo och do gefuer.

Mir stëmmen haut am Fong geholl d'Offer vun der Schoul, a konsequenterweis och dat Personal wat do gebraucht gëtt. Ech brauch dat alles net méi ze widderhuelen. 70 Klassen. Et ass eng relativ grouss Schoul; 1.200 bis 1.400 Schüler. Et ass eng Ganzdaagsoffer. Déi brauch 170 Enseignanten. Am Gesetz sinn nach eng Kéier zousätzlech 41 Leit u Personal opgezielt.

Do stellt sech natierlech d'Fro, bei all deene Schoulen déi mer stëmmen an déi mer a Betrib huelen, wéi et mam Rekrutement vu qualifiziertem Personal ass, wohlwissend datt bei deenen, déi aktuell enseignéieren, eng ganz Partie staark Joergäng sinn, déi an deenen nächste Jore wäerten hir Penssioun huelen.

Da stoung déi passionant Fro vun der Spezifikatioun zur Diskussioun: ob renge Lycée technique, renge Lycée classique oder Lycée mixte; dat hate mer ee Moment an eiser Motioun stoen. Här President, ech wëll dorun erënneren, datt mir eis als ADR dat lescht Joer ganz vill Gedanke gemaach hunn, wéi dann d'Schoul vun der Zukunft soll ausgesinn. Mir sinn no laangen Diskussiounen zur Konkursioun komm, datt een déi daitlech Zweedeelung tëscht Secondaire technique a Secondaire classique soll ofschafen.

Mir hunn elo grad iwwert de Mëttelstand, iwwert d'Handwierk an esou weider diskutéiert. Esou laang wéi an de Käpp vun de Lëtzebuurger den Technique eng zweetklassesch Schoul ass, brauche mer eis och net ze wonnere wann d'Leit sech wieren, fir hir Kanner an déi Richtung ze orientéieren oder orientéiert ze kréien.

Duerfir ware mir der Meenung, et sollt ee probéieren d'Schoul vun der Zukunft esou opzestellen, datt d'Kanner méi oder weineger am Laf vun hirer Evoluitioun - well et weess ee jo net wéi se evoluéieren, wa se aus dem Enseignement fondamental, wéi en an Zukunft soll heeschen, an de Secondaire kommen - sollen d'Méiglechkeet kréie vun där enger Richtung, déi méi beruffsorientéiert ass, vläicht dann op méi eng klassesch Richtung ze goen, oder ëmgekeiert.

Dat soll net ausschléissen, datt d'Flichtfächer, déi wichteg sinn - ech huelen emol d'Sproochen an d'Mathematik -, solle kënnen op verschidde Niveauen enseignéiert ginn, fir datt déi Schüler, déi staark sinn, och entsprechend enseignéiert ginn, an datt op déi, déi an de Sproochen zum Beispill méi schwaach sinn, Rücksicht geholl gëtt, mä datt déi Staark net ënnert dem Retard vun deene Schwaachen ze leiden hunn an ëmgekeiert déi Schwaach net vun deene méi Staarken iwwerfuerdert ginn.

Do dernieft triede mir fir e modularen Unterricht an, dat heescht op där enger Säit d'Flichtfächer, déi obligatoresch fir jiddfere sinn, an op där anerer Säit d'Flichtfächer, déi optionell sinn, wou jiddfere senger spéiderer berufflecher Wonschvirstellung oder Orientéierung no kann Optiounen huelen op Fächer. Wuilverstanen, en ass net fräi fir ze soen, ech wëll dat maachen oder net maachen. Et muss eng Obligatioun bestoen, mä d'Fräiheet besteet alt dran, wat een dann do als optionell Fächer wëllt wäeren.

Mir sinn der Meenung - an dat ass jo och an der Kommissioun de Moien nach diskutéiert ginn -, datt déi Reform dréngend noutwendeg ass, datt de System, wéi en elo funktionéiert, net gutt ass an datt mer déi Schwierigkeeten, déi elo erëm zum Virschäi komm sinn, déi mer elo probéiere mat Motiounen, wou mer d'Regierung an d'Schoulen invitéieren, eppes do ze maachen, datt een dat soll doduerch awer ënnerbannen.

Datt een an déi Richtung geet, setzt awer och viraus, eiser Meenung no - an dat läit och an eiser Philosophie -, datt een de Schoule selwer vill méi Autonomie muss zougestoen. Wat se dann der Demande entsprechend wëllen ubidden oder wat se dann op eng Nopeschschoul - selbstverständlech en concertation mat den Nopeschschoulen -, wat een dann an déi eng Schoul verleet oder wat een op déi aner Schoul verdeelt. Mir fannen et net gutt, wann alles méi oder weineger rigide vun uewen erof diktiert gëtt.

Dat gesot wëll ech selbstverständlech soen, datt mir dëse Projet stëmmen. Ween A gesot huet, muss och B soen. An datt mer och d'Motiounen, déi virleien, wäerte matdroen.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Zum Ofschloss vun der Debatt huet d'Madame Delvaux, Minister zoustänneg fir d'Éducation nationale, d'Wuert.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'éischt dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi Rapport, an ech wëll dee Merci dann och ausdehnen op de Rapport vun deem leschte Projet de loi, wou ech vergiess hat em Merci ze soen.

Ech wëllt och all menge Virriedner Merci soen. Ech mengen vun Bau an zum Lycée Jonglënster ass ongeféier alles gesot ginn, wat een dozou ka soen. Effektiv ass d'Gesetz iwwert de Bau am Januar gestëmmt ginn. Ech wëllt awer dem honorabelen Här Wagner soen, dass de Projet iwwert de Fonctionnement du schonn déposiert war. Et ass also net esou, dass déi zwee net pa-

rallell gelaf sinn. E gëtt elo méi spéit gestëmmt an ech sinn iwwerzeegt, dass d'Deputéierten da frou sinn, dass se dann 2-mol kënnen iwwert e Lycée zu Jonglënster an darselwechter Sessioun schwätzen.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Madame, ech hu fir d'Zukunft geschwat.

**(Brouhaha)**

» **M. le Président.** - Här Wagner, Dir musst lech méi daitlech ausdrécken, d'Madame Delvaux kann dat net verstoen.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Bei all neie Lycée, deen ënnert menger Regie hei déposiert ginn ass, war et ëmmer parallell de Bau an de Fonctionnement. Ech hunn do e ganz gutt Gewëssen, well et ass nämlech eng Motioun vun der Chamber - wéi ech hei Deputéiert war - gestëmmt ginn, dass een ëmmer déi zwee misst zesumme ginn. A vu dass ech mech dorunner gutt kann erënneren, maachen ech dat, praktikéieren ech dat och esou.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Net dass et lech geet wéi mir. D'Gebai vum Lycée Aline Mayrisch wor fäerdeg, et gouf awer vun der Regierung vu virdu kee Gesetz fir de Lycée funktionéieren ze dinn. Sāithier ginn d'Gesetzter fir de Fonctionnement an de Bau vun engem Lycée parallell behandelt.

» **M. le Président.** - Madame Brasseur, hutt Der eng Fro un d'Madame Minister? Wann dat de Fall ass, da géif ech lech biede se ze formuléieren, an am anere Fall géif ech drëm biede fir d'Madame Minister net ze ënnerbriechen.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Entschëllegt, Här President!

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Dëse Projet autoriséiert eigentlech Personal ze rekrutéieren. Dat heescht, mir ginn domadder e Signal, e Start, fir dass e Projet pédagogique soll entstoen.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

» **M. le Président.** - Ech géif déi zwou Fraktiounen hei zu menger rietser Säit bidden, e bëssen Attentioun fir d'Madame Minister ze hunn.

**(Brouhaha général)**

» **Une voix.** - Très bien.

**(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)**

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Här President, et ass esou eng Atmosphär vu Vakanz hei, duerfir, wann Der mer eng Chance gitt, da wär ech an enger Minutt fäerdeg - mä wann ech ëmmer ënnerbrach ginn, ass dat natierlech relativ schwéier.

Ech wollt just op zwou Froen äntwerten, déi hei gestallt si ginn. Dat ass, wéi ass et mam parascolaire Personal fir déi aner Lycéeën, déi keng nei Lycéeë sinn. Do hu mer éischens am Projet de loi iwwert den Enseignement, iwwert d'Obligatioun scolaire virgesinn, dass do Educateure rekrutéiert ginn.

Ech si par ailleurs amgaang mat de Lycéeën zesummen en Inventaire ze maache vun deem Personal, wat se mussen hunn, a bis elo hunn ech mech nach net getraut mat deem décke Pak aus dem Ministère eraus weiderzegoen, well dat gëtt nämlech eng ganz déck Lat. Mir mussen dat zortéieren, no Kritären andeelen an da wäert ech dat mat grousser Freed heihinner bréngen.

Dann den zweeten Diskussionspunkt, dat ass dee vun Vide scolaire. Also ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen: Déi éischt Phas vum Plan sectoriel „lycées“, dat waren dräi Lycéeën; Réiden, Belval a Jonglënster. Déi zweet Phas, do si schonn zwou Décisiounen geholl, dat ass Klierf op där enger, Déifferdeng op där anerer Säit. An elo bleift eis nach deen drëttes Site; dee soll am Südoste sinn an do ass d'Programmation esou, dass mer am Hierscht wäerten eng Décisioun dozou huelen.

Dat gesot freeën ech mech mat all deene Leit, déi sech iwwert en neie Lycée zu Jonglënster freeën. Ech wünnen haaptsächlech, dass de Bau viruegt an dass mer an net allze laanger Zäit kënnen eng Equipe asetzen, déi dann e flotte Projet pédagogique entwéckelt, fir dass de Lycée attraktiv gëtt, fir dass all déi Jonk - déi Kanner an déi méi grouss Kanner - mat Freed a mat Succès kënnen an dee Lycée goen.

Wat déi zwou Motiounen ugeet, interpretéieren ech déi allenzwou als ee Signal fir méi Mixitéit an eis Lycéeën eranzekréien, an déi klassesch an an déi technesch, dass mer also iwwerall - alles wa méiglech, selon les besoins, an et muss een am Fall fir Fall analyséieren, wou e Besoin ass - déi Mixitéit sollen encouragéieren. Domadder rejoinéiere mer Recommandatiounen, déi eis all auslännesch Experte ginn, dass mer solle kucken, déi Mixitéit an de Schoulen ze kréien.

Ech freeë mech iwwert dee Support an deem Encouragement, well ech kann lech soen, dass et um Terrain och net esou einfach ass d'Schoulen dovunner ze iwwerzeeen, dass déi Mixitéit eppes Positives ass, an och d'Elteren, fir dass se hir Kanner sollen a mixte Lycéeën orientéieren. Duerfir freeën ech mech iwwert dësen unanimé Support vun der Chamber.

Här President, ech dāerf elo nach eng schéi Vakanz wënschen a Merci lech all!

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Och der Regierung eng erhuelsam Vakanz. Mir kommen dann zum Vote vun dësem Projet.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5782 ass ugeholl, Madame Delvaux, mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Romain Schneider), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz;*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helmingier (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert. Mir kommen dann zu deenen zwou Motiounen. Fir d'éischt déi, déi vum honorabelen Här Scheuer déposiert ginn ass. Den Här Haupt freet d'Wuert dozou.

**Motion 1**

» **M. Norbert Haupt (CSV).** - Här President, ech wollt just froen, ob d'Auteure vum Projet hei och dermat d'accord sinn. Si soen, datt déi iewescht Cyclen an allen «lycées secondaires techniques existants» sollen agefouert ginn. Et bestinn och nach Lycées techniques, déi net mixte sinn; dat heescht, déi keng ënnescht Klassen hunn, déi secondaire sinn. Ass dat dann hei och matgeméint? Fir datt mer wëssen, wat mer ofstëmmen.

Wa mer elo de Lycée technique des Arts et Métiers oder de Lycée technique vu Lalleng huelen, do besti keng ënnescht Klassen. Wéi géift Dir da gār iewescht Klasse vum Lycée secondaire do aféieren, wann Der keng ënnescht Klassen hutt?

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Här Scheuer.

» **M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur.** - Här President, mir haten doriwwer diskutéiert. Mir haten et op jidde Fall am Kapp, an do hu mer derbäi gesat, selon les besoins. Et steet also net an der Motioun, an Zukunft gëtt an alle Lycées techniques eng Section supérieure ugebueden, mä wann et sech

ergëtt, wann d'Gebai et ausweist a wann eng Noutwendegkeet besteet, datt ee genuch Schüler huet an datt ee Plaz huet, da soll een dat maachen.

Mir maachen d'Méiglechkeet op. Méi steet net an dëser Motioun dran.

» **M. Carlo Wagner (DP)**.- Den Här Haupt hat den «selon les besoins» net gelies!

#### (Interruptions)

» **M. le Président**.- Ass alles kloer? Da kënnen mer zum Vote vun der Motioun kommen. D'Madame Delvaux huet gesot, si géif se unhuelen.

Kënnen mer par main levée ofstëmme?

#### (Assentiment)

#### Vote

Wien ass derfir? Wien ass dergéint?

Ech gesinn, do hu mer d'Unanimitéit.

Mir kommen zur Motioun, déi den Här Adam déposéiert huet.

#### Motion 2

Stëmme mer par main levée of?

#### (Assentiment)

#### Vote

Wien derfir ass, ass gebieden d'Hand ze hiewen. Wien ass dergéint?

Déi Motioun ass och ugeholl.

## 5. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, als leschte Punkt op eisem Ordre du jour hu mer Naturalisationen. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechechen.

**(Le huis clos est prononcé à 18.55 heures.)**

\* \* \*

**(Le huis clos est levé à 19.02 heures.)**

De Huis clos ass opgehewen. D'öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 98 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juli 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat néng Ännerunge vun Numm a Virnumm averstanen erkläert.

#### Liste des nouvelles demandes en naturalisation examinées par la Commission juridique le 25 juin 2008

1. ADROVIĆ Adis, né le 27 décembre 1986 à Podgorica (Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

2. AGOVIĆ Edin, né le 15 janvier 1976 à Pec (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Kayl

3. ALIĆ Seid, né le 17 février 1985 à Zvornik (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Solevre

4. ALIKOVIĆ Suvada, née le 21 septembre 1961 à Bese (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

5. AKRAM Mohammad, né le 21 mars 1964 à Lahore (Pakistan), demeurant à Biber

6. RAMOS SERRANO Maria de Fátima, née le 21 mai 1969 à Azambuja (Portugal), demeurant à Biber

7. ANCHAOUI Nadia, née le 00.00.1963 à Meknes (Maroc), demeurant à Luxembourg

8. REKA Erminia, née le 4 août 1966 à Tirana (Albanie), demeurant à Luxembourg

9. DRAMICANIN Dragan, né le 25 juin 1969 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Ehrlange

10. CHEN Chong, né le 27 mai 1985 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg

11. COLMAN BIANCHI Marina Brunilda Marusia, née le 12 mai 1974 à Montevideo (Uruguay), demeurant à Bascharage

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de COLMAN Marusia Marina Brunhilda.

12. CULUM Zdenko, né le 1<sup>er</sup> octobre 1973 à Uzice (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bascharage

13. DE ARAUJO GUEDES Alcino Fernando, né le 4 juin 1953 à Cedofeita/Porto (Portugal), demeurant à Olm

14. DE HARENNE Marie Stéphanie Jacinthe, née le 24 juillet 1974 à Uccle (Belgique), demeurant à Schweich

15. DE JESUS BARBOSA FREITAS DOS SANTOS Carla Marisa, née le 15 octobre 1973 à Sagrada Familia/Luanda (Angola), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DE JESUS Carla Marisa.

16. DE JESUS PIRES Otélinda, née le 26 août 1968 à Nossa Senhora do Rosário/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Dudelange

17. DUĀRES DUARTE MORAIS Maria da Conceição, née le 18 septembre 1970 à Santa Comba Dão (Portugal), demeurant à Bereldange

18. EGHTEHAD Behzad, né le 3 août 1956 à Téhéran (Iran), demeurant à Strassen

19. EHDAIE Pari, née le 24 février 1958 à Téhéran (Iran), demeurant à Strassen

20. ELSHAN Avni, né le 25 janvier 1971 à Ozdrim/Pejë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Hosingen

21. BRAHIMI Lumnije, née le 28 mars 1970 à Novosellë/Pejë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Hosingen

22. FLYNN Noel Leslie Osman, né le 14 décembre 1955 à Germiston (Afrique du Sud), demeurant à Bech

23. SMART Diane Lynn, née le 13 décembre 1952 à Johannesburg (Afrique du Sud), demeurant à Bech

24. FRANCÉS Alcidio José, né le 30 octobre 1963 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Pettingen

25. FRANKE Hannelore, née le 18 février 1945 à Hilden (Allemagne), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de FRANCK Anna.

26. GEVAUDAN Yolande Marie Louise, née le 24 janvier 1960 à Lorient (France), demeurant à Luxembourg

27. GROEN IN'T WOUDE Raymond Alexander, né le 19 septembre 1969 à Rotterdam (Pays-Bas), demeurant à Angelsberg

28. GULUA Nino, née le 12 septembre 1963 à Tbilissi (Géorgie), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GULUA Nina.

29. HAJDER Hanifa, née le 10 juin 1972 à Cinovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Assel

30. HALSTENBACH Florian Benedict, né le 15 septembre 1986 à Neuss (Allemagne), demeurant à Grevenmacher

31. HENKES Benoit, né le 19 février 1971 à Ixelles (Belgique), demeurant à Schrondeweiler

32. HORODNYJ Sandra, née le 3 septembre 1972 à Villerupt (France), demeurant à Belvaux

33. IBISEVIĆ Senada, née le 1<sup>er</sup> avril 1974 à Dobrak-Srebrenca (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

34. JÄCKEL Ilse Rosa, née le 28 août 1949 à Landsweiler (Allemagne), demeurant à Wellenstein

35. JI Binbin, né le 16 janvier 1984 à Zhejiang (Chine), demeurant à Belvaux

36. JIN Shuzhi, née le 29 mai 1989 à Ruian/Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

37. LENS Vincent Thérèse Maria, né le 21 août 1960 à Louvain (Belgique), demeurant à Luxembourg

38. LIN Lee Yan, né le 26 janvier 1973 à Calcutta (Inde), demeurant à Luxembourg

39. LONGUMU MONGITE Blandine Tantine, née le 27 août 1984 à Boteka (République démocratique du Congo), demeurant à Larochette

40. MANUEL KANJIRAKKATTU KUNNEL Rosamma, née le 12 septembre 1969 à Edappady (Inde), demeurant à Lintgen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MANUEL Rosamma.

41. MEHIĆ Hajrudin, né le 19 avril 1963 à Vitlaci (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Assel

42. MEHMETAJ Fakete, née le 2 décembre 1972 à Deçan (Kosovo), demeurant à Luxembourg

43. MUSTAFA Gézime, née le 27 mars 1964 à Vushtri (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

44. NGAH Bernadette, née le 18 juillet 1976 à Efoh-Obala (Cameroun), demeurant à Manternach

45. NGO NO Pélagie, née le 9 juillet 1977 à Nidikiniméki (Cameroun), demeurant à Esch-sur-Alzette

46. NUHU Eduart, né le 5 octobre 1968 à Vlorë (Albanie), demeurant à Esch-sur-Alzette

47. YZEIRI Valbona, née le 7 février 1972 à Fier (Albanie), demeurant à Esch-sur-Alzette

48. NYKONOVA Maryna, née le 11 mars 1974 à Kerch (Ukraine), demeurant à Esch-sur-Alzette

49. OSMANOVIĆ Emina, née le 26 mai 1983 à Pec (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

50. CALIMENTE née PETCU Lenuta, née le 7 février 1956 Braila (Roumanie), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de CALIMENTE Lena.

51. PICHARDO SOLER Jacqueline, née le 15 juin 1969 à Higuey (République Dominicaine), demeurant à Luxembourg

52. PRECI Vitore, née le 23 février 1964 à Shkoder (Albanie), demeurant à Ettelbruck

53. RAMCILOVIĆ Fatima, née le 1<sup>er</sup> mars 1982 à Lagatore/Berane (Monténégro), demeurant à Belvaux

54. RIDDER Hildegard, née le 18 juillet 1934 à Rheydt (Allemagne), demeurant à Weiswampach

55. RODRIGUES VENTURA Marlene, née le 14 juillet 1988 à Molelos/Tondela (Portugal), demeurant à Luxembourg

56. SHAO Xiaowan, née le 29 février 1988 à Ruian/Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

57. SHEN Qian, née le 4 novembre 1987 à Shanghai (Chine), demeurant à Reichlange

58. SIGBHATALLAH ALHAYDERI Fairooz Ismail, née le 27 septembre 1954 à Erbil (Iraq), demeurant à Nommern

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de ALHAYDERI Fairooz Ismail.

59. SOGOLJ Aida, née le 9 juillet 1979 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

60. SPAHIĆ Slobodan, né le 29 août 1977 à Pancevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Gostingen

61. TMAHA Ridvan, né le 26 janvier 1955 à Mitrovicë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

62. VANDENHOEKE Marc Nicolas Paul, né le 28 avril 1965 à Ixelles (Belgique), demeurant à Mamer

63. VAN HEMERT Oswald Maire Johannes, né le 8 février 1960 à Heerlen (Pays-Bas), demeurant à Wormeldange

64. BARUAH Rini, née le 8 avril 1957 à Dibrugarh (Inde), demeurant à Grosbous

65. ZHENG Yuting, née le 18 septembre 1983 à Changzhou/Jiangsu (Chine), demeurant à Consdorf

#### Liste complémentaire des nouvelles demandes en naturalisation examinées par la Commission juridique le 2 juillet 2008

1. AJDARPARSIĆ Hilda, née le 24 août 1983 à Berane (Monténégro), demeurant à Luxembourg

2. AZRI Mariam, née le 26 avril 1969 à Casablanca (Maroc), demeurant à Howald

3. BOSNJAKOVIĆ Fatima, née le 22 janvier 1967 à Donja Lovnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bertrange

4. BRAND Hans-Wilhelm, né le 28 novembre 1956 à Trier (Allemagne), demeurant à Luxembourg

5. CAKO Ivan, né le 16 mai 1982 à Belgrade-Zemun (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Echternach

6. DOS SANTOS RODRIGUES Bruno Filipe, né le 27 mai 1982 à Ratoeira/Celorico da Beira (Portugal), demeurant à Strassen

La personne est autorisée à porter les nom et prénoms de DOS SANTOS Bruno Philippe.

7. GAS Ayan Omar, née le 4 septembre 1987 à Merka (Somalie), demeurant à Steinfort

8. GAS Ali Omar, né le 20 avril 1983 à Merka (Somalie), demeurant à Steinfort

9. GAS Saha Omar, née le 22 novembre 1985 à Merka (Somalie), demeurant à Steinfort

10. GEDINK Robert, né le 26 novembre 1936 à Den Helder (Pays-Bas), demeurant à Medernach

11. GÜL Yusuf, né le 2 juillet 1976 à Sirkak (Turquie), demeurant à Wasserbillig

12. IBRAHIMOVIĆ Enes, né le 4 avril 1975 à Novi Pazar (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettendorf

13. KALONJI NDELELA Arlette, née le 21 mars 1988 à Kinshasa (République démocratique du Congo), demeurant à Pétange

14. KARPOV Serguei, né le 11 mars 1984 à Moscou (Russie), demeurant à Bertrange

15. KASINATHAN Karunakaran, né le 25 juin 1967 à Jaffna (Sri Lanka), demeurant à Mamer

16. KOVACEVIĆ Sandra, née le 29 octobre 1978 à Slavonski Brod (Croatie), demeurant à Rumelange

17. KOUAMO LOWÉ Angèle, née le 10 août 1974 à Penja (Cameroun), demeurant à Luxembourg

18. KREISMAN René Alain, né le 18 octobre 1947 à Bruxelles (Belgique), demeurant à Reckange-sur-Mess

19. KURTALIĆ Amela, née le 22 août 1985 à Stip (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

20. LIPPERT Helmut Fritz, né le 8 octobre 1946 à Lauenburg/Elbe (Allemagne), demeurant à Grevenmacher

21. LIU Manjing, née le 1<sup>er</sup> août 1988 à Qingtian county/Zhejiang (Chine), demeurant à Clervaux

22. MENESES CARDOSO José António, né le 17 février 1976 à Vila/Monção (Portugal), demeurant à Remich

23. MIO Maria Elisabeth, née le 9 septembre 1963 à São José/Ribeirão-Claro (Brésil), demeurant à Fentange

24. MITROVIĆ Mitra, née le 3 juin 1948 à Socanica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange

25. NDOJ Alfred, né le 30 août 1985 à Vau-Dejes/Shkoder (Albanie), demeurant à Ettelbruck

26. NDOJ Valentina, née le 25 octobre 1986 à Vau-Dejes/Shkoder (Albanie), demeurant à Ettelbruck

27. SCHOUÉ Käthe, née le 26 juillet 1938 à Homberg (Allemagne), demeurant à Bofferdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de SCHOUÉ Catherine.

28. SKENDEROVIĆ Emir, né le 24 juillet 1987 à Rozaje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Rumelange

29. STOJANOVIĆ Vanja, née le 5 novembre 1984 à Belgrade (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Frisange

30. VETTER Yves, né le 17 mars 1987 à Vaduz (Liechtenstein), demeurant à Dudelange

31. VOGEL Michael, né le 3 avril 1973 à Riesa (Allemagne), demeurant à Roodt-sur-Syre

32. ZHAN Xiaowei, née le 20 juillet 1977 à Qingtian/Zhejiang (Chine), demeurant à Grevenmacher

33. ZUBANOVIĆ Andrea, née le 6 juillet 1972 à Prijedor (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange

Dir Damm an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Dat heite war déi lescht öffentlech Sitzung virun der Vakanz.

Mir ginn elo an d'Vakanz, awer net, wéi ech dat schonn haut an engem Commentaire héieren hunn, fir déi nächst dräi Méint. Gewosst ass, datt d'nächst Woch nach Kommissiounen tagen. Et ass mer gesot ginn, déi éischt Kommissiounen hei am Parlament géifen Enn August, Ufank September tagen. Da fänkt eis Aarbecht un, fir dass d'Rentrée vum hallwen Oktober preparéiert ass.

Ech wënschen lech alleguerten eng ganz schéin an erhuelsam Vakanz, an datt mer eis gesond a monter bei der Rentrée erëm-gesinn!

» **Plusieurs voix.** - Merci gläichfalls!

» **M. le Président.** - Den Här Fayot huet d'Wuert.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wëllt lech am Numm vun all de Fraktiounen a Sensibilitäten, déi hei am Parlament vertruede sinn, Merci soe fir déi léif Wieder a gutt Wënsch, déi Dir un eis gericht hutt an och lech nach eng schéi Vakanz wënschen.

Des Weideren hoffen ech, datt mer och am leschten Deel vun dëser Legislaturperiod nach wäerten eng gutt parlamentaresch Zesummenaarbecht hunn, soudatt mer och

nach vun där Zäit profitéiere kënnen fir déi Projeten, déi eis um Häerz leien, ze evakuéieren.

Während dëser Sessioun hu mer elo zwee Schoulprojeten ugeholl. Dat ass e gutt Omen fir dat nächst Joer, well da gesi mer, dass d'Schoul erëm virugeet an d'Chamber och, an ech fannen, dass et am Fong geholl

e schéinen Dag ass fir an d'Vakanz eranze-goen, well e Lëtzebuerger de Maillot jaune am Tour de France gewonnen huet.

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.05 heures)

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

## Sommaire des séances publiques N<sup>os</sup> 51 et 52

Question avec débat N°35 de M. Xavier Bettel au sujet des mesures de sécurité du Centre Hospitalier Neuropsychiatrique pages 651-652

5802 - Projet de loi 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti; - le Code du Travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; - la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché pages 652-665

5873 - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police pages 665-671

5563 - Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification: - du Code d'instruction criminelle, - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et - de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire pages 671-675

Déclaration de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur la réorganisation territoriale du Luxembourg pages 675-677

Débat de consultation sur le 3<sup>e</sup> plan en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) pages 677-686

5854 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern“ sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches-Schengen-Lyzeum Perl“, signé à Luxembourg, le 26 février 2008 pages 686-688

5782 - Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster pages 688-691  
Demandes en naturalisation page 691



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**  
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

**Compte rendu N°1****Session ordinaire 2006-2007**

Séance d'hommage à la mémoire de M. Gaston Thorn, Ministre d'État honoraire  
pages 599-600

**Session ordinaire 2007-2008**

Clôture de la session ordinaire 2006-2007 et ouverture de la session ordinaire 2007-2008  
page 1

Composition du Bureau  
page 1

Composition des commissions parlementaires  
page 1

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales  
page 1

Ordre du jour  
pages 1-2  
page 2

Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot  
page 2

Motion de M. Ben Fayot au sujet de la situation politique en Birmanie  
page 2

5664 - Projet de loi portant transposition de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) et de la directive 2006/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit (refonte)  
pages 2-3

5722 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Avenant, signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1958  
pages 3-4

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement  
page 4

Communications  
pages 5-7

Propositions de loi  
page 7

Rôle des affaires  
page 7

Composition de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire  
page 7

Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot  
page 7

Débat de consultation sur la simplification administrative en faveur des entreprises au Luxembourg  
pages 7-13  
pages 13-16

Dépôt d'une résolution par Mme Anne Brasseur  
page 13

5666 - Projet de loi concernant les exigences de sécurité minimales applicables à certains tunnels routiers et modifiant la loi modifiée du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées  
pages 16-17

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution  
pages 17-19

5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification

1. du Code du travail;
2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;
3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux  
page 19

Motion de M. Paul Helminger déposée au nom du groupe DP et au nom du groupe DÉI GRÉNG relative à l'amélioration et à la décentralisation des structures d'accueil pour personnes toxicomanes et à l'implantation d'un foyer d'accueil à Bonnevoie  
et

Motion de M. Ben Fayot relative à la décentralisation des structures de traitement et d'accueil pour personnes toxicomanes  
pages 19-22

**Compte rendu N°2**

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'éducation précoce  
pages 23-26

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la ligne ferroviaire du Nord  
pages 26-28

5723 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg  
pages 28-30

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2005 de la Cour des Comptes  
page 30

5618 - Projet de loi sur le service volontaire des jeunes, modifiant: 1° le Code des assurances sociales, 2° la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire  
pages 30-33

5777 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2005  
pages 33-34

Communications  
page 34

4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité  
page 35

Propositions de loi 5793 et 5794 (Déclaration de recevabilité)  
page 35

Ordre du jour  
page 35

Heure d'actualité demandée par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet du Traité réformateur  
pages 35-39

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz  
pages 39-40

5517 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale  
et

5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel  
pages 40-45

Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois)  
pages 45-51

5599 - Projet de loi portant  
- modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises;

- transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précitée  
pages 51-52

**Compte rendu N°3**

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la gestion hospitalière  
pages 53-56

5775 - Projet de loi modifiant  
a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007  
pages 56-58

Motions relatives aux grands projets d'infrastructures réalisés par l'État  
pages 59-64

Motion relative à la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange  
pages 64-65

Dépôt d'une motion par M. Camille Gira  
pages 66-67

Dépôt d'une résolution par M. Henri Kox  
page 67

Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité  
page 67

Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois) (suite)  
pages 67-68

Résolution de Mme Anne Brasseur demandant à charger la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation profession-

nelle d'explorer la possibilité de l'introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les écoliers et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise  
pages 68-69

5786 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés  
pages 69-71

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les risques de santé suite au développement rapide de la téléphonie mobile  
pages 72-75

5645 - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public  
pages 75-76

**Compte rendu N°4**

Communications  
page 77

5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques  
et

5283 - Proposition de loi relative aux partis politiques portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu - Prise en considération  
page 77

Ordre du jour  
page 77

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration  
pages 77-80

Dépôt d'une proposition de loi  
page 81

Débat sur la politique européenne et étrangère  
pages 81-92

Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité  
page 92

Communications  
page 93

5803 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants luxembourgeois au Parlement européen - Déclaration de recevabilité  
page 93

Ordre du jour  
pages 93-94

Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le processus de paix au Moyen-Orient et sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat  
pages 97-100

Heure d'actualité demandée par le groupe DP en vue de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra du 3 au 14 décembre 2007 à Bali  
pages 100-103

5471 - Projet de loi autorisant l'État à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain  
pages 103-105

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'implantation d'un nouveau centre commercial à Wickrange  
pages 106-109

Motion de M. Camille Gira relative à l'établissement d'un audit au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire  
pages 109-110

Débat d'orientation sur l'évolution du chômage et la situation sur le marché de travail  
pages 111-122

**Compte rendu N°5**

5744 - Projet de loi relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'Administration des bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht  
pages 123-124

5763 - Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance  
pages 124-127

5766 - Projet de loi relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg  
pages 127-128

5741 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et

- portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance et  
- modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de ré-assurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger  
pages 128-129

5527 - Projet de loi ayant pour objet de régler la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions:

- du Code d'instruction criminelle,

- de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers  
pages 129-130

5659 - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000  
page 130

Motion de M. Félix Braz relative au mariage de couples homosexuels  
pages 130-131

Interpellation de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la lutte contre le trafic illégal de drogues et du Plan d'actions Drogues (Drogenaktionsplan 2005-2008) de la Commission européenne  
pages 131-137

Résolution de M. Henri Kox relative à l'élaboration d'un plan énergétique des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires  
page 137

Communications  
page 138

Ordre du jour  
pages 138-139

5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Lydia Mutsch*  
pages 139-141

- *Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*  
pages 144-148

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, concernant l'accord sur les recettes de TVA sur les services électroniques à l'issue de la réunion du Conseil «Affaires économiques et financières»  
pages 142-143

Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling  
pages 143-144

5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution  
pages 148-150

5717 - Projet de loi portant approbation:

1. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;

2. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;

3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1<sup>er</sup> octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1<sup>er</sup> février 2005;

4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du

Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1<sup>er</sup> février 2005  
pages 150-152

5708 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents;

- transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe;

- modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs page 152

Hommage à la mémoire de M. Jean Dupong, député honoraire page 153

Dépôt d'une proposition visant à réformer le Règlement de la Chambre des Députés page 153

Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses page 153  
pages 156-157

5559 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

2) modification du Code du travail pages 153-156

5240 - Projet de loi portant approbation des conventions de la Conférence Internationale du Travail N<sup>os</sup> 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183 et 184 et des protocoles relatifs aux conventions N<sup>os</sup> 81 et 155  
pages 157-158

5242 - Projet de loi portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail pages 158-161

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement page 162

### Compte rendu N°6

Communications pages 163-164

Ordre du jour page 164

5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

- *Discussion générale* pages 164-183

- *Vote et dispense du second vote constitutionnel* page 184

- *Motion* page 184

Ordre du jour page 183

Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat pages 184-186

5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements page 187

Dépôt d'une motion par M. Claude Adam page 187

Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006) pages 190-199

5239 - Projet de loi

a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail

c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail pages 199-206

### Compte rendu N°7

Communications pages 207-208

Ordre du jour page 208

Déclaration de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, sur les décisions et conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Bali, suivie d'un débat pages 211-214

Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006) (suite) pages 214-215

5239 - Projet de loi

a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail

c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail (suite) page 215

5739 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance pages 215-220

5742 - Projet de loi portant

a) création de l'Administration de la navigation aérienne

b) modification de - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; - la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg; b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile; - la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare;

c) abrogation de la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'administration de l'Aéroport pages 220-222

5453 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 222-225

5732 - Projet de loi

1. modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

2. abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux pages 225-226

5801 - Projet de loi

1. portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

2. portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant;

3. portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;

5. portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans pages 227-236  
page 238

Dépôt d'un projet de loi page 237

Hommage à M. Henri Grethen et à M. Emile Calmes page 237

5711 - Projet de loi relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant transposition de:

- la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE;

- l'article 9 du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

et portant modification de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier pages 237-238

5785 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité,

c) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État,

d) la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales,

e) la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et d'une inspection générale de la police,

f) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

et

5808 - Projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires pages 238-248

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Fernand Etgen et de M. Eugène Berger pages 249-250

Composition du Bureau page 250

Composition des commissions parlementaires et des délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 250

5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques pages 250-256

Motion de M. Claude Adam relative aux moyens financiers de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK) page 256

Discours de fin d'année de M. le Président Lucien Weiler pages 256-257

### Compte rendu N°8

Hommage à la mémoire de Mme Marcelle Lentz-Cornette, Députée honoraire page 258

Communications pages 258-259

Octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés page 259

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention - Article 63 du Règlement (Prise en considération) page 259

Ordre du jour page 259

Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la violence des jeunes au Luxembourg pages 261-268

5813 - Projet de loi relatif à la modernisation du dispositif de sécurité du Centre pénitentiaire de Luxembourg pages 268-271

5764 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Junglinster pages 271-274

5765 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Junglinster pages 274-276  
page 291

Interpellation de M. Félix Braz au sujet de l'évolution de notre système de pensions pages 277-284

Interpellation de M. Jean Huss au sujet de la politique du Gouvernement en matière de pollution de l'habitat et de la qualité de l'air intérieur pages 284-289  
page 291

Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, au sujet du rapport de l'Inspection générale de la Police pages 289-290

Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de Conseiller d'État page 290

Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement page 290

5797 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée pages 291-292

5773 - Projet de loi déterminant le principe de la récidive en matière de faux-monnayage et introduisant un article 57-1 au Code pénal pages 292-293

5683 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence pages 293-299

5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999 page 299

5736 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la jeunesse et du sport, signé à Zagreb, le 22 février 2007 page 300

### Compte rendu N°9

Communication page 301

5380 - Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques

et

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention pages 301-309  
pages 312-313

Ordre du jour page 309

5748 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique pages 309-312  
pages 313-316

Communications page 317

Ordre du jour pages 317-318

5584 - Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant:

1. le Code des assurances sociales;

2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4. le Code du Travail pages 318-327

4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité pages 327-337

Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la déclaration d'indépendance du Kosovo, suivie d'un débat pages 338-342

5686 - Projet de loi transposant la Directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions et la Décision-cadre 2005/667/JAI du Conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires pages 342-343

5769 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Turkménistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 mai 1998 pages 343-344

4985 - Projet de loi relatif aux chiens pages 344-350

### Compte rendu N°10

Communications page 352

Composition des commissions parlementaires page 352

Ordre du jour	page 352
Débat d'orientation sur le changement climatique	pages 355-365
5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution	pages 365-366
5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code	pages 366-367
Communications	page 368
Composition des commissions parlementaires	page 368
Ordre du jour	page 368
Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar	page 369
Motion de M. Laurent Mosar relative au Tibet	pages 369-370
Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des structures scolaires postprimaires dans la région Nordstad	pages 373-376
5713 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant la sécurité dans les aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires	pages 376-377
5840 - Projet de loi portant	
a) création de l'Administration des Enquêtes Techniques	
b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et	
c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer	pages 377-378
5831 - Débat d'orientation sur la Grande Région	pages 378-391
Dépôt d'une proposition de loi	page 391
Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement	page 391
Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et des Télécommunications	page 391
Communication	page 392
Ordre des travaux	page 392
5762 - Projet de loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural	pages 392-403
5699 - Projet de loi déterminant les organes compétents et les sanctions nécessaires à l'application	
1) du Règlement (CE) N°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et du Règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le Règlement (CEE) N°295/91	
2) des mesures de transposition et d'application des directives et du règlement de l'annexe du règlement (CE) N°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et portant modification	
1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments	
2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection des consommateurs	
3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commande	
4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques	
5. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat	
6. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglant le crédit à la consommation	
7. de la loi modifiée du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours	
8. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers	
9. de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique	

10. de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglemant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité	
11. de la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance	
12. de la loi du 19 décembre 2003 fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à tenter des actions en cessation	
13. de la loi du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur	
14. de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence	
15. de la loi du 18 décembre 2006 portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance, de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique et de l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier	pages 403-406

### Compte rendu N°11

Communications	pages 407-408
Retraits du rôle des affaires	page 408
5857 - Proposition de loi sur la prostitution (Déclaration de recevabilité)	page 408
5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution	
et	
5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1 <sup>er</sup> de la Constitution, Article 63 du Règlement (Prise en considération)	page 408
Composition des commissions parlementaires	page 408
Ordre du jour	page 408
Dépôt d'un projet de loi	page 408
Dépôt d'une proposition de loi	pages 408-409
Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet du don d'organes	pages 411-413
5804 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2006-2007)	pages 413-422
Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, suivie d'un débat	pages 422-436
Ordre du jour	page 436
5516 - Projet de loi	
- relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,	
- modifiant * la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures, * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises, * la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et * la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, et	
- abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport	pages 436-441
5585 - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement	pages 441-444

### Compte rendu N°12

5516 - Projet de loi	
- relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et ser-	

vices et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,	
- modifiant * la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures, * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises, * la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et * la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, et	
- abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport (suite)	page 445
5585 - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement (suite)	page 445
Dépôt d'une motion et d'une résolution par M. Aly Jaerling	pages 445-446
5820 - Projet de loi relative à la transformation et à la rénovation du Centre Marienthal	pages 446-448
5698A - Projet de loi portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques	page 449
5751 - Projet de loi portant approbation du Protocole, modifiant le Protocole additionnel relatif aux impôts annexé à la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 29 avril 1969 et de la Déclaration des trois Gouvernements, signés à Bruxelles, le 17 avril 2007	page 449
5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999	pages 449-450
Ordre du jour	page 450
Communications	page 451
5875 - Proposition de loi	
a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes	
b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et	
c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1 <sup>er</sup> et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements; 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements; b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1 <sup>er</sup> août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation; j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants (Déclaration de recevabilité)	page 451
5788 - Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2002/14/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne; 2. modification du chapitre IV du titre premier du livre IV du Code du travail	pages 451-452
5750 - Projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé et modifiant: 1. le Code du travail; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes	

complémentaires de pension; 4. la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective; 5. le chapitre VI du Titre I de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 7. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État	pages 452-468
--	---------------

5761 - Projet de loi portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive	pages 469-475
--	---------------

5687 - Projet de loi portant	
------------------------------	--

1. transposition de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002;	
--	--

2. modification du Code du travail;	
-------------------------------------	--

3. modification de l'alinéa 1 de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil;	
---	--

4. modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;	
--	--

5. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;	
---	--

6. modification de la loi du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées	page 475
	pages 477-480

5795 - Projet de loi modifiant	
--------------------------------	--

I) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;	
--	--

II) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;	
---	--

III) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;	
---	--

IV) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;	
---	--

V) la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant 1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État; 4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État; 5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration; et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire;	
--	--

VI) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;	
--	--

VII) la loi du 7 novembre 2007 modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22	
---	--

# Table analytique

juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 pages 476-477

## Compte rendu N°13

Communication page 481

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

et

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup> de la Constitution pages 482-489

5731 - Projet de loi relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

et

5735 - Projet de loi portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003 pages 489-492

5826 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux de renouvellement des infrastructures d'élimination des déchets ménagers et assimilés du SIDOR pages 492-494

5822 - Projet de loi relative au financement du système de perception tarifaire électronique dans les transports publics pages 495-499

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État pages 499-504

Communications page 505

5803 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 (Prise en considération) page 505

Composition des commissions parlementaires page 505

Ordre du jour pages 505-506

Débat sur l'état de la nation pages 506-516

## Compte rendu N°14

Débat sur l'état de la nation (suite) pages 517-536

5803 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 pages 536-539

5685 - Projet de loi sur la jeunesse pages 539-543

5833 - Projet de loi portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, des Protocoles, de l'Annexe et de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale, signés à Lisbonne, le 13 décembre 2007 pages 543-556

## Compte rendu N°15

Communications page 557

Ordre du jour pages 557-558

5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil pages 558-575 page 576

5779 - Projet de loi ayant pour objet: 1) le développement économique de certaines régions du pays; 2) la modification - de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie; - de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables pages 576-581

Ordre du jour page 581

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes spécifiques liés à la production de biocarburants

pages 583-587  
pages 590-591

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les émissions à effet de serre des secteurs soumis au système d'échange de quotas pages 587-590

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le financement futur des structures d'accueil et de garde pages 591-594

Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement page 594

pages 596-597

5780 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière pages 594-595 page 596

5810 - Projet de loi relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, de la directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et augmentations de participation dans des entités du secteur financier pages 595-596

5851 - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York, le 14 septembre 2005 page 596

5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code - Second vote constitutionnel page 597

Interpellation de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal pages 597-605

## Compte rendu N°16

Communications page 606

Ordre du jour pages 606-607

5738 - Projet de loi relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance pages 610-613

5817 - Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004 page 613

5811 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1<sup>er</sup> août 2006 portant mesures de mise en œuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant: 1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession

de réviseurs d'entreprises; 8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable

et

5756 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et modifiant: 1) l'article 506-1 du code pénal, 2) la loi du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépiage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du code d'instruction criminelle pages 614-617

5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires - Article 61 page 617

5890 - Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale du Luxembourg pages 618-635

Communications page 636

Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe page 636

Ordre du jour pages 636-637 page 646

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs pages 637-640 page 646

5733 - Projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:

- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

- la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet: 1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

- le Code du Travail pages 640-646

5845 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français pages 646-650

5852 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929, amendée par le Protocole fait à La Haye, le 28 septembre 1955 page 650

## Compte rendu N°17

5802 - Projet de loi 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti; - le Code du Travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; - la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché pages 652-665

5873 - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police pages 665-671

5563 - Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification: - du Code d'instruction criminelle, - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et - de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire pages 671-675

Déclaration de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur la réorganisation territoriale du Luxembourg pages 675-677

Débat de consultation sur le 3<sup>e</sup> plan en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) pages 677-686

5854 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern“ sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl“, signé à Luxembourg, le 26 février 2008 pages 686-688

5782 - Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster pages 688-691

## Heures de questions au Gouvernement:

### Compte rendu N°4

- Question N°219 du 20 novembre 2007 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge des frais de transport en ambulance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 94

- Question N°220 du 20 novembre 2007 de Mme Anne Brasseur relative à la mise en application de la loi du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité - Procédure à respecter en cas de défaillance de paiement, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 94

- Question N°221 du 19 novembre 2007 de M. Jos Scheuer relative à la construction d'un passage souterrain sur la route Luxembourg-Echternach (E29 (N11)) à la hauteur du carrefour Consdorf-Bech (CR137), adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 95

- Question N°222 du 19 novembre 2007 de M. Claude Adam relative à l'accès au stage pédagogique de certains étudiants ou étudiants inscrits en troisième année à l'Université du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 95

- Question N°223 du 19 novembre 2007 de M. Roger Negri relative à la décision des autorités de Rhénanie-Palatinat sur l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire qui relie le Luxembourg à Coblenz via Konz, adressée à M. le Ministre des Transports page 95

- Question N°224 du 20 novembre 2007 de M. Claude Meisch relative aux emplois créés à moyen terme sur le site Eurohub Sud (ancien site de la WSA), adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi pages 95-96

- Question N°225 du 19 novembre 2007 de M. Roger Negri relative à la proposition que le Commissaire européen Stavros Dimas a soumise à ses collègues de la Commission de refuser l'autorisation de mise en culture en Europe de deux variétés de maïs génétiquement modifiés développés par les firmes Syngenta et Pioneer/Dow (Bt11 et 1507), adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 96

- Question N°226 du 20 novembre 2007 de M. Jean Huss relative aux suites à donner au niveau européen à l'appel de Luxembourg pour l'interdiction des amalgames dentaires au mercure, signé le 10 novembre 2007, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 96

- Question N°227 du 19 novembre 2007 de M. Charles Goerens relative aux modalités d'exécution de la nouvelle loi agricole, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 96-97

- Question N°228 du 20 novembre 2007 de M. Xavier Bettel relative aux nominations du personnel enseignant au niveau des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 97

### Compte rendu N°7

- Question N°229 du 18 décembre 2007 de M. Marc Spautz relative au système de traitement des eaux usées de la commune de Bettembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et

- Question N°230 du 17 décembre de M. Camille Gira relative à la problématique des eaux usées de la cité Frankenacker à Bettembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 208

- Question N°231 du 18 décembre 2007 de M. Carlo Wagner relative au carrefour reliant

la route nationale N1 à la bretelle d'accès de l'A1 à la hauteur du port de Mertert, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 208-209

- Question N°232 du 17 décembre 2007 de M. Roland Schreiner relative aux discussions entre les syndicats et la direction relatives à un «outsourcing» éventuel des activités du «Call Center» de Luxair, adressée à M. le Ministre des Transports page 209

- Question N°233 du 17 décembre 2007 de M. Camille Gira relative aux déclarations du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire lors d'une conférence publique à Trèves concernant la future réforme de l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 209-210

- Question N°234 du 18 décembre 2007 de M. Xavier Bettel relative à un «groupe de réflexion» voulu par le Président de la République française pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 210

- Question N°235 du 18 décembre 2007 de M. Claude Adam relative à l'avenir des associations qui s'occupaient, jusqu'à présent, de la gestion des listes des assistants parentaux et qui jouaient le rôle d'intermédiaire entre les familles et les assistants parentaux et se rendaient régulièrement sur place pour vérifier de la bonne prise en charge des enfants, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 210

- Question N°236 du 18 décembre 2007 de Mme Anne Brasseur relative au programme national pour la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique «Gesond iessen, méi bewegen», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 210-211

#### Compte rendu N°8

- Question N°237 du 29 janvier 2008 de M. Gilles Roth relative à la désindexation des contrats conclus par les communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 259

- Question N°238 du 28 janvier 2008 de M. Romain Schneider relative au contrôle de la qualité des prestations de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale pages 259-260

- Question N°239 du 29 janvier 2008 de Mme Marie-Josée Frank relative à l'installation éventuelle de «maisons médicales» dans la région Est du pays, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale page 260

- Question N°240 du 28 janvier 2008 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la recommandation 1777 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative aux agressions sexuelles liées aux «drogues du viol», adressée à M. le Ministre de la Santé page 260

- Question N°241 du 29 janvier 2008 de M. Marco Schank relative à la réforme de la loi électorale et notamment le rapprochement des délais d'inscription sur les listes électorales de la date des élections, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 260-261

- Question N°242 du 28 janvier 2008 de M. Roger Negri relative à l'extension routière du CR34 entre Bertrange et Strassen, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 261

#### Compte rendu N°10

- Question N°243 du 11 mars 2008 de M. Marco Schank relative aux services de conseil en énergie et le rôle futur de l'Agence de l'Énergie en la matière, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 352-353

- Question N°244 du 10 mars 2008 de M. Claude Meisch relative au renouvellement du CR110 entre Bascharage, Clemency et Grass, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 353

- Question N°245 du 10 mars 2008 de M. Fernand Diederich relative à la gestion et au fonctionnement des Centres intégrés pour personnes âgées, le contrôle de l'agrément

et la qualification du personnel, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 353

- Question N°246 du 11 mars 2008 de M. Gast Gibéryen relative à l'octroi d'une aide financière aux personnes physiques pour la promotion des voitures à faibles émissions de CO<sub>2</sub>, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 353-354

- Question N°247 du 11 mars 2008 de M. Gilles Roth relative à l'aménagement de parkings d'accueil P&R dans l'ouest du pays (axe Steinfort-Luxembourg), adressée à M. le Ministre des Transports page 354

- Question N°248 du 11 mars 2008 de M. Eugène Berger relative à la mise en œuvre des plans de gestion relatifs aux zones «habitat», adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 354

- Question N°249 du 11 mars 2008 de M. Romain Schneider relative à la présentation publique d'une initiative gouvernementale en matière de communautés urbaines, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 354

- Question N°250 du 11 mars 2008 de M. Charles Goerens relative aux relations entre l'Union européenne et les pays partenaires de la Méditerranée du Sud, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 354-355

- Question N°251 du 18 mars 2008 de M. Gilles Roth relative à la définition de sites potentiels pour déchets inertes - état du dossier, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 368

- Question N°252 du 17 mars 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'énergie dite «verte» fournie aux CFL, adressée à M. le Ministre des Transports page 368

- Question N°253 du 17 mars 2008 de M. Ben Fayot relative aux événements au Tibet, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

et

- Question N°254 du 18 mars 2008 de M. Xavier Bettel relative aux démarches du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration auprès des autorités chinoises pour leur faire part de son inquiétude face aux récents événements au Tibet, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 368-369

- Question N°255 du 17 mars 2008 de M. Claude Adam relative au réaménagement de la rue Grande-Duchesse Charlotte à Mersch, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 370

- Question N°256 du 17 mars 2008 de M. Roger Negri relative au réaménagement urbanistique par exhaussement au-dessus des voies de la Gare de Luxembourg à des fins d'habitation et commerciales dans le cadre d'un plan directeur dénommé «Central Park», adressée à M. le Ministre des Transports pages 370-371

- Question N°257 du 17 mars 2008 de M. Robert Mehlen relative à l'attitude du Luxembourg lors du Conseil Agriculture et Pêche à Bruxelles relative à l'augmentation des quotas laitiers, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural page 371

- Question N°258 du 17 mars 2008 de M. Fernand Diederich relative à l'organisation des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 371

- Question N°259 du 17 mars 2008 de M. Xavier Bettel relative à la libre circulation à l'extérieur des personnes internées au Centre hospitalier neuropsychiatrique d'Etelbruck (CHNP), adressée à M. le Ministre de la Santé pages 371-372

- Question N°260 du 18 mars 2008 de M. Ben Fayot relative aux troubles ayant actuellement lieu au Kosovo, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 372

- Question N°261 du 17 mars 2008 de M. Camille Gira relative à la mise en place des commissions des loyers instituées pour les communes de moins de 6.000 habitants, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 372

- Question N°262 du 17 mars 2008 de M. Charles Goerens relative à l'élargissement de l'OTAN et plus particulièrement des candidatures d'ex-pays soviétiques, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 372-373

- Question N°263 du 17 mars 2008 de M. Robert Mehlen relative au bruit dans les discothèques, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 373

#### Compte rendu N°11

- Question N°264 du 22 avril 2008 de M. Gilles Roth relative au cadre réglementaire applicable à l'implantation d'éoliennes, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 409

- Question N°265 du 22 avril 2008 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 409

- Question N°266 du 21 avril 2008 de M. Roland Schreiner relative à l'introduction d'une pension complémentaire dans la fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 409

- Question N°267 du 22 avril 2008 de M. Camille Gira relative à l'organisation des services de secours et notamment des règlements grand-ducaux à prendre en exécution de la loi du 12 juin 2004, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 410

- Question N°268 du 22 avril 2008 de M. Ali Kaes relative au remboursement du vaccin contre les infections à HPV (Human Papilloma Virus), adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 410

- Question N°269 du 21 avril 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative aux récents jets de pierre de ponts autoroutiers, adressée à M. le Ministre de la Justice page 410

- Question N°270 du 21 avril 2008 de M. Roger Negri relative à une proposition de directive de la Commission européenne augmentant le taux du biofuel à 10% en tant qu'additif dans l'essence et le diesel jusqu'à l'an 2020, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 410-411

#### Compte rendu N°16

- Question N°271 du 1<sup>er</sup> juillet 2008 de M. Marco Schank relative aux solutions envisagées par le Ministère afin d'augmenter la disponibilité des bénévoles des services de secours et d'assurer une certaine reconnaissance aux bénévoles pour leur dévouement et leur travail au sein des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 607

- Question N°272 du 30 juin 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'agrandissement de l'École nationale des Sapeurs-Pompiers à Feulen, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 607

- Question N°273 du 30 juin 2008 de M. Roger Negri relative à l'(in)utilisation, par le Luxembourg, des crédits budgétaires mis à disposition par l'Union européenne au cours de l'exercice 2007, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

et

- Question N°274 du 30 juin 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réaction du Gouvernement au sujet de l'utilisation des fonds européens, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration pages 607-608

- Question N°275 du 1<sup>er</sup> juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la future affectation de l'actuel Palais de Justice, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 608

- Question N°276 du 1<sup>er</sup> juillet 2008 de M. Gilles Roth relative à l'état d'avancement du projet de construction de la 2<sup>e</sup> école européenne, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 608-609

- Question N°277 du 1<sup>er</sup> juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la politique en matière de consommation de cannabis, adressée à M. le Ministre de la Justice page 609

- Question N°278 du 1<sup>er</sup> juillet 2008 de M. Charles Goerens relative à l'analyse du député européen Robert Goebbels au sujet du futur de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 609

#### Questions avec débat:

Question avec débat N°25 de M. Claude Adam relative au concept concernant les sites et bâtiments transformés en lieux de rencontre culturels dans le cadre de l'année culturelle 2007 pages 71-72

Question avec débat N°26 de Mme Vera Spautz au sujet de l'étude de l'Observatoire de l'Habitat sur le bail à usage d'habitation pages 110-111

Question avec débat N°27 de M. Henri Kox au sujet de l'aménagement du site de la WSA (Warehouse Service Agency) et de la stratégie gouvernementale en matière de développement du secteur de la logistique pages 189-190

Question avec débat N°28 de M. Aly Jaerling relative à un accord concernant le financement des communautés religieuses (art. 89 du Règlement) pages 161-162

Question avec débat N°29 de Madame Claudia Dall'Agnol au sujet du carnet de l'habitat pages 188-189

Question avec débat N°30 de M. Jacques-Yves Henckes - Création d'un Laboratoire National de Médecine Légale et de Police Scientifique pages 481-482

Question avec débat N°31 de M. Xavier Bettel - Convention relative à la présence d'observateurs indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés pages 448-449

Question avec débat N°32 de M. Jean Huss relative aux relations entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) pages 581-583

Question avec débat N°34 de M. Marco Schank relative à la qualité des aliments dans la restauration collective publique pages 575-576

Question avec débat N°35 de M. Xavier Bettel au sujet des mesures de sécurité du Centre Hospitalier Neuropsychiatrique pages 651-652

Question avec débat N°36 de M. Roland Schreiner au sujet du plan d'action «Réforme administrative» pages 609-610

#### Questions urgentes:

Question urgente N°2056 de M. Camille Gira et de Mme Viviane Loschetter relative aux conditions d'enseignement au Lycée du Nord à Wiltz page 59

Question urgente N°2162 de M. Félix Braz relative à l'affaire Bommeleer page 164

#### Question parlementaire:

Question parlementaire N°2054 de M. Camille Gira relative à l'ouverture au public du Grünwald page 227

#### Demandes en naturalisation:

Demandes en naturalisation (compte rendu N°3) pages 65-66

Demandes en naturalisation (compte rendu N°7) page 248

Demandes en naturalisation (compte rendu N°9) pages 350-351

Demandes en naturalisation (compte rendu N°12) page 450

Demandes en naturalisation (compte rendu N°17) page 691





## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet			
2475	Mme Anne Brasseur	Nouveaux bâtiments abritant les Archives nationales sur la friche industrielle de Belval-Ouest	2650	M. Robert Mehlen	Piscine couverte pour le Lycée Technique Joseph-Bech (LTJB) à Grevenmacher
2497	Mme Anne Brasseur	Location de la salle de concerts de la Philharmonie	2651	M. Alex Bodry	Circulaire du 9 juin 2008 concernant la recommandation du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg
2545	M. Claude Adam	Construction d'un centre de thérapie près du Château de Schoenfels	2652	M. Lucien Clement et Mme Marie-Josée Frank	Embauche de travailleurs saisonniers polonais
2560	M. Robert Mehlen	Campagne de vaccination contre la fièvre catarrhale	2653	M. Xavier Bettel	Manifestations prévues lors du Conseil européen Agriculture et Pêche
2564	M. Ali Kaes, M. Marco Schank et M. Jean-Paul Schaaf	Centre écologique situé au sein du «Parc Hosingen»	2655	M. Ben Fayot	Conseil supérieur pour le développement durable
2570	M. Robert Mehlen	Prix du lait	2656	M. Marc Spautz	Autoroutes luxembourgeoises
2571	M. Romain Schneider	Prix du lait	2660	M. Roger Negri	Extension de l'offre scolaire au Lycée Technique Josy-Barthel (LTJB) de Mamer
2594	M. Aly Jaerling	Hauts fourneaux de Belval	2661	M. Laurent Mosar	Introduction d'une nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires des chaînes privées, des opérateurs télécoms et d'Internet en France
2596	Mme Lydia Mutsch et M. Roland Schreiner	Nouveau bâtiment de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)	2662	M. Claude Adam et M. Henri Kox	Emplacement pour l'Unité de Recherche Physique et Matériaux de l'Université du Luxembourg
2603	M. Robert Mehlen	Nuisances sonores	2663	Mme Martine Stein-Mergen	«Eis Schoul»
2605	M. Roland Schreiner	Pollution apparente d'un ruisseau à Clemency	2665	M. Gilles Roth	Participation de Fortis dans Luxair
2608	M. Claude Adam	Instituteur-ressources	2666	M. Robert Mehlen	Création d'une «Zone horticole» au Luxembourg
2612	Mme Claudia Dall'Agnol	Soins psychiatriques à domicile (SPAD)	2667	M. Marcel Oberweis	Achèvement de la piste cyclable PC15 entre Lorentzweiler et Lintgen
2615	M. Claude Meisch	Enseignes publicitaires	2670	M. Marc Angel	Chèques-repas
2619	M. Eugène Berger	Programmes européens	2675	M. Claude Meisch	Comptabilité générale de l'État
2623	M. Gilles Roth	Occupation de personnel domestique dans un ménage privé	2682	M. John Castegnaro et M. Romain Schneider	Réforme de l'Administration de l'Emploi (ADEM)
2636	M. Robert Mehlen	Personnel de la décharge Sidec exposé à la Mycotoxine	2683	Mme Vera Spautz	Mineurs détenus au Centre pénitentiaire à Schrassig
2639	M. Robert Mehlen	Subsides aux associations	2684	M. Fernand Etgen	Instruction formelle pour le personnel communal concernant la consommation d'alcool pendant la pause de midi
2640	M. Jean Huss	Fluoroquinolones	2686	M. Gast Gibéryen	Prochaines tranches indiciaires
2641	M. Marc Angel	Reconnaissance des mariages homosexuels conclus à l'étranger	2690	Mme Marie-Josée Frank	Formation en soins infirmiers
2642	M. Marcel Oberweis	Étiquetage nutritionnel des aliments	2693	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Évacuation des boues d'épuration par voie d'incinération
2644	M. Laurent Mosar	Communauté européenne de l'énergie	2694	M. Gilles Roth	Vitesse maximale autorisée hors agglomération
2645	M. Ben Fayot	Allocation de vie chère	2696	M. Jacques-Yves Henckes	Tarifcation des parkings du nouveau terminal de l'Aéroport de Luxembourg
2646	M. John Castegnaro	Prix lors de la facturation du mazout	2698	M. Marcel Oberweis	Énergie éolienne
2647	M. Claude Meisch	Travaux sur le chantier du nouveau Lycée Technique Mathias-Adam (LTMA)	2699	M. Claude Meisch	Décompte de la participation des communes aux traitements des enseignants
2648	M. Xavier Bettel	Initiative du parti socialiste de la Ville de Luxembourg concernant la tarification des taxis			
2649	M. Jos Scheuer	Nationalité luxembourgeoise en cas de surdité			

**Question 2475** (17.4.2008) de **Mme Anne Brasseur (DP)** concernant les **nouveaux bâtiments abritant les Archives nationales sur la friche industrielle de Belval-Ouest**:

Dans sa réponse à ma question orale du 13 février 2007 relative à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales sur la friche industrielle de Belval-Ouest (cf. *compte rendu N°8/2006-2007*), Monsieur le Ministre des Travaux publics avait exposé les conclusions du groupe de travail instauré afin de dégager les solutions qui s'imposeraient en matière de redéfinition partielle, pour cause de contraintes budgétaires, du projet de construction d'un nouvel établissement pour les Archives nationales.

D'après ces conclusions le projet initial devrait être revu à la baisse et la construction s'étaler sur trois phases, à savoir une première phase avec la construction de 20.000 m<sup>2</sup> de surface de stockage et 5.000 m<sup>2</sup> de surface-service, puis deux phases d'extension de 5.000 m<sup>2</sup> chacune si les besoins l'exigeraient.

Monsieur le Ministre des Travaux publics avait ajouté à l'époque que ces besoins existaient bel et bien. Concernant la programmation du projet de construction Monsieur le Ministre des Travaux publics avait évoqué un concours d'architecture d'urbanisme dont les résultats devraient être rendus publics au plus tard le 15 mai 2007.

Lors de la présentation de ce 16 avril du projet «Cité des sciences» de Belval-Ouest par Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Monsieur le Ministre des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, il a été confirmé que le projet initial serait remanié et qu'un pré-projet détaillé devrait voir le jour en mars 2009. Le bâtiment des Archives nationales devrait avoir une surface totale de 25.000 m<sup>2</sup>.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Une 2<sup>e</sup>, voire 3<sup>e</sup> phase d'extension est-elle toujours envisagée ou est-ce qu'actuellement ces besoins n'existent plus? Quand peut-on envisager le démarrage de la phase 2 et 3?

- Si ces besoins existent doré et déjà pourquoi ne pas prévoir de surface supérieure dès le départ?

- Quelle est la solution provisoire préconisée afin de pallier au manque de surface de stockage en attendant une extension de celle-ci?

- Quelles sont les raisons expliquant qu'il faille attendre mars 2009 avant d'avoir un pré-projet détaillé, alors que le concours d'architecture a déjà été lancé au début 2007?

- Quels sont les coûts supplémentaires en matière de frais d'architectes engendrés par ce remaniement?

**Réponse commune** (8.8.2008) de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche** et de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics**:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, il est tout d'abord souligné qu'au vu des projections actuelles, un nouveau bâtiment des Archives nationales devrait revêtir une surface totale de 35.000 m<sup>2</sup>, ce qui résulte d'ailleurs des conclusions du groupe de travail relevées par Madame Brasseur. Afin de ne pas engendrer directement la charge financière totale d'un grand bâtiment, destiné de surcroît à rester à moitié vide pendant un laps de temps considérable, le Gouvernement va proposer une construction en phases.

- Les différentes phases de construction seront réalisées en fonction de la stratégie de développement du site, à arrêter avant la finalisation d'un premier projet de loi relatif à la construction du nouveau bâtiment. Une première phase de construction mettra en place une surface de stockage de 20.000 m<sup>2</sup> ainsi qu'une surface administrative de 5.000 m<sup>2</sup>. Ces surfaces vont combler les besoins des Archives nationales pour une période de douze à 15 ans.

- Actuellement, des espaces de stockage supplémentaires sont aménagés à l'étage supérieur du bâtiment des Archives nationales au Plateau du St-Esprit à Luxembourg-ville, lieux libérés par le Mu-

sée National d'Histoire et d'Art, ainsi qu'à l'ancien comptoir pharmaceutique à Luxembourg-gare.

- Par le concours d'architecture et d'urbanisme lancé début 2007, des projets relatifs à la Maison du Savoir ainsi que des propositions d'urbanisme ont été élaborés. Un des résultats de ce concours fut la confirmation du site initialement retenu pour l'implantation du nouveau bâtiment des Archives nationales.

- Quant aux frais d'architecte engendrés par le nouveau projet de construction et l'extension projetée, ils ne peuvent être évalués à ce jour.

**Question 2497** (24.4.2008) de **Mme Anne Brasseur (DP)** concernant la **location de la salle de concerts de la Philharmonie**:

Du rapport annuel de la Philharmonie présenté à la presse le 18 avril 2008, il ressort que les recettes dépassent de 1.861.000 euros le montant des dépenses (Produits 12.620.000; charges 10.759.000). S'il faut féliciter les responsables de la Philharmonie pour leur dynamisme aussi bien sur le plan culturel que sur le plan financier, il faut cependant se poser la question si le but d'un établissement public est de générer des bénéfices alors qu'on sait qu'une partie des recettes provient de la location de la

salle de concerts aux orchestres de l'OPL, des Solistes européens et des musiciens qui à leur tour sont subventionnés par l'État et la Ville de Luxembourg.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir si Madame la Secrétaire d'État n'estime pas qu'il y ait lieu de revoir à la baisse les tarifs pour la location pour les trois orchestres subventionnés.

**Réponse** (31.7.2008) de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche**:

Depuis sa fondation, l'établissement public qui gère la Philharmonie a eu la transparence dans la gestion financière et artistique comme principe de base: c'est dans cette perspective qu'il convient d'interpréter la publication du bilan de la Philharmonie pour l'année civile 2007:

À l'examen de ce bilan, il convient de rappeler que lors de l'établissement du budget prévisionnel de l'année 2007, les prévisions pour la vente de tickets et pour les recettes (dans la catégorie «Produits divers») avaient été établies selon le principe de prudence alors que la 2<sup>e</sup> saison seulement était à l'affût. Ils ont été de 24% supérieurs à l'objectif que le budget prévisionnel s'était fixé. Cela peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs, dont notamment l'impossibi-

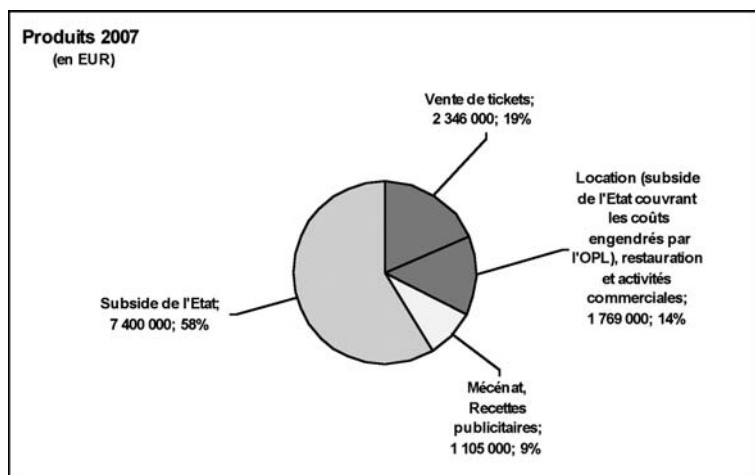
lité de pouvoir prédire avant même le début de la 2<sup>e</sup> saison, au moment donc où il fallait introduire les prévisions budgétaires de l'établissement public pour 2007, comment le public réagira à l'offre de programmation de la Philharmonie et comment les partenaires économiques réagiront à l'offre de sponsoring ou de mécénat. Il faut donc essayer d'utiliser une certaine prudence lors de l'établissement d'un budget prévisionnel tant pour le volet recettes que pour le volet dépenses:

En ce qui concerne les dépenses, on ne peut encore une fois que se féliciter de l'excellent résultat qui est clairement le fruit d'une bonne gestion financière des deniers publics et privés. Cependant, ce résultat doit également être lu sur fonds de certaines adaptations d'installations techniques qui n'ont pu être réalisées en raison du volume de productions artistiques élevé.

Il faut encore rappeler ici que la programmation de la Philharmonie, tout comme celle d'autres institutions culturelles comme par exemple les théâtres, se fait sur une base saisonnière: parce qu'il faut planifier un programme par saisons, on ne saurait répartir les dépenses liées au programme de façon linéaire sur une année budgétaire qui va du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Il n'est jamais exclu qu'une série d'importants concerts d'une saison peut par exemple se dérouler dans l'année de calendrier suivante et ne pas greffer financièrement l'année pendant laquelle la saison débute.

Un objectif majeur de la Philharmonie est la mise à disposition d'une salle de concerts vivante en tant que lieu de rencontre pour un public habitant le Luxembourg et la Grande Région: la diversité de la programmation musicale répond aux critères les plus sévères.

Venons-en maintenant à la provenance des recettes réalisées au cours de l'année civile 2007:



Le résultat économique de l'année civile 2007 est basé sur une gestion financière conséquente et une utilisation économe des subsides de l'Etat. Le modèle commercial de la Philharmonie, élaboré par la direction et approuvé par le conseil d'administration, se donne les moyens économiques pour lui permettre d'atteindre les objectifs d'une politique culturelle conséquente. L'une de ces tâches est l'intégration et la stimulation des orchestres et ensembles musicaux du Luxembourg. La Philharmonie répond à cette mission en accueillant les orchestres et ensembles établis au Luxembourg et, bien évidemment, l'OPL, l'orchestre en résidence qui bénéficie logiquement de la plus grande plage réservée à un seul ensemble. La Philharmonie et l'OPL ont ainsi signé une convention qui régit l'utilisation de salles et de locaux administratifs par l'OPL à la Philharmonie à des conditions attractantes.

Il importe en plus de mentionner que tout acteur culturel non commercial peut profiter d'une réduction de 20% des loyers des salles qu'il occupe. L'équilibre entre les coûts réels d'une infrastructure (bâtiment, charges, personnel) et son utilisation peut uniquement être atteint à l'aide d'un cofinancement par l'utilisateur dans un environnement axé sur une économie de marché.

Dans ce contexte il convient de préciser que les coûts de participation réels relatifs à l'utilisation de l'infrastructure ne sont pas couverts par les loyers payés. Ces recettes ne contribuent donc que de façon marginale au chiffre d'affaires réalisé.

Une suppression générale des loyers pour les orchestres et ensembles subventionnés du Luxembourg ne saurait être recommandée ni du point de vue de la viabilité économique de la Philharmonie, ni du point de vue de l'utilisation économe des subventions publiques, ni du point de vue de la transparence des coûts engendrés par les mises à disposition d'espaces à autrui par la Philharmonie.

Il convient par ailleurs de rappeler que la Philharmonie consent de toute façon de gros efforts financiers et de mise à disposition gratuite de ses infrastructures et de sa communication à une dizaine d'initiatives culturelles dans le cadre de la série de concerts à succès «Fräiram». Les recettes ainsi générées vont directement à ces initiatives. Cette série de concerts constitue un élément central de l'intégration et de la stimulation d'initiatives culturelles diverses au Luxembourg au sein même de la Philharmonie, le tout dans le cadre d'une politique de qualité musicale et artistique.

En guise de conclusion, on peut constater que chaque investissement de moyens budgétaires par l'établissement public correspond aux lignes directrices définies avec le conseil d'administration et donc contrôlé. La création de réserves fi-

nançières correspond à la gestion faite par les salles de concerts internationales équivalentes à la Philharmonie. L'existence de telles réserves ne fait que témoigner d'une bonne gestion de l'établissement public Salle de concerts Grand-Duchesse Joséphine-Charlotte par le conseil et la direction de l'établissement.

**Question 2545** (19.5.2008) de **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG)** concernant la **construction d'un centre de thérapie près du Château de Schoenfels:**

Ayant pris note qu'une autorisation de construction a été introduite auprès de la commune de Mersch pour la construction d'un centre de thérapie près du Château à Schoenfels, j'aimerais avoir quelques précisions concernant l'état d'avancement d'autres projets concernant cette même localité de Schoenfels. Vu que ces projets ne se font pas sous la coordination d'un seul ministère comme le serait un grand chantier, mais que plusieurs départements ministériels

sont concernés généralement sous réserve de l'accord d'un autre ministère, je me permets donc conformément au règlement de la Chambre des Députés de poser ces questions au Ministre de l'Environnement, au Ministre des Travaux publics et aux Ministres de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

- Quand les bureaux destinés aux différents services de l'Administration des Eaux et Forêts, en l'occurrence pour le cantonnement forestier de Mersch, l'arrondissement Conservation de la Nature Centre, les préposés forestiers des triages de Mersch-Ouest et Mersch-Est, seront-ils réalisés?

- Quand est-ce que la restauration du donjon du Château, qui devra être effectuée sous la responsabilité du Service des Sites et Monuments nationaux et financée par des crédits du département de la Culture, pourra être entamée?

- Est-ce que l'aménagement du parc, qui devra être exécuté par l'Administration des Eaux et Forêts et financé par le budget du département de l'Environnement, ceci cependant sous réserve de l'accord du Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sera réalisé dans un délai raisonnable?

- Quant est-il de l'avancement des travaux concernant la réalisation d'une zone protégée «Mamerdall» et la réalisation d'un centre d'accueil pour la réserve naturelle Mamerdall?

- Quand est-ce que la piste cyclable reliant la localité de Schoenfels à la localité de Mersch, et qui constitue un élément complémentaire du projet du centre d'accueil, pourra être réalisée?

**Réponse commune** (13.8.2008) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement**, de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics** et de **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:**

L'honorable Député Claude Adam souhaite avoir des informations sur l'état d'avancement de divers projets dans la vallée de la Mamer, suite à la demande d'autorisation de construction introduite auprès de la commune de Mersch pour la construction d'un centre de thérapie près du Château de Schoenfels.

Il y a lieu de rappeler qu'il a été décidé de réaliser dans une première phase un atelier thérapeutique pour les besoins de l'association «Stëmm vun der Strooss». D'ailleurs, en sa séance du 28 janvier 2008, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés s'est prononcée unanimement en faveur de la poursuite immédiate des travaux relatifs à l'atelier thérapeutique.

La première phase du projet comprend également la démolition de la partie de la ferme en ruine, l'aménagement des accès et les installations techniques communes.

Ainsi, l'autorisation de bâtir de la phase I du projet «Centre d'accueil et atelier thérapeutique» a été demandée en mars auprès des autorités communales et des autres instances concernées. L'autorisation du Ministre de l'Environnement a été délivrée en date du 4 août 2008. A ce jour, les autres autorisations requises n'ont pas encore été confirmées.

En ce qui concerne la phase II, à savoir l'aménagement de bureaux pour l'Administration des Eaux et Forêts, celle-ci devra suivre immédiatement la première phase et un avant-projet détaillé est actuellement en voie d'élaboration. Cet avant-projet sera achevé fin 2008 et servira à déterminer le coût exact de cette deuxième phase. L'idée du centre d'accueil, étroitement liée à la relocalisation des services de l'Administration des Eaux et Forêts sera peaufinée dans

ce contexte. Il en sera de même du projet de réaménagement du parc du Château. Il est évident que les travaux de réaménagement dans le respect du cadre historique du complexe. Les dépenses budgétaires y relatives pourraient être inscrites au budget de 2012.

En ce qui concerne plus particulièrement le donjon, il convient de souligner que le Service des Sites et Monuments a fait réaliser des travaux de sauvegarde, notamment la remise en état des châssis des fenêtres, des tympans et le remplacement des vitres. Des travaux de restauration plus substantiels seront entamés dès que les travaux de planification en ce qui concerne les détails de l'affectation du donjon seront définitivement connus. Ces travaux respecteront bien évidemment la substance historique de la construction.

Quant à au classement du «Mamerdall» en tant que zone protégée un avant-projet de règlement grand-ducal sera soumis au Conseil de Gouvernement au courant de l'automne 2008. Conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles le dossier sera par après soumis pour enquête publique aux communes concernées par le projet.

En ce qui concerne la piste cyclable PC14 entre Mersch et Schoenfels, l'Administration des Ponts et Chaussées avait présenté un avant-projet pour la construction en date du 13 août 2003.

Cet avant-projet a trouvé l'accord du Ministre des Travaux Publics en date du 16 septembre 2003 et les autorisations requises de la part du Ministre de l'Environnement furent demandées de suite. Depuis lors, diverses réunions ont été organisées sous la responsabilité du Service de la Conservation de la Nature avec les autorités communales et les autres services concernés.

Le Ministère de l'Environnement qui souhaite la réalisation d'une piste cyclable écologique, a chargé un bureau spécialisé avec l'étude d'une variante au projet présenté par l'Administration des Ponts et Chaussées ceci notamment en raison du fait que les fonds concernés font partie de la zone «Habitats» LU0001018-Nord Vallées de la Mamer et de l'Eisch.

Un avant-projet de la piste cyclable écologique a été présenté aux acteurs concernés au courant du mois de juillet 2008. Conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles celui-ci devra l'objet d'une étude d'évaluation des incidences sur l'environnement et plus particulièrement sur les espèces-cibles de la prédite zone «Habitat».

En fonction des conclusions de cette étude d'évaluation et pour autant que ces propositions respectent les dispositions du règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2001 portant exécution de l'article 3 de la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national des pistes cyclables, le dossier présenté en été 2003 devra être adapté en conséquence par l'Administration des Ponts et Chaussées.

Au vu de ces conditions il n'est à ce stade guère possible de prévoir un calendrier exact pour l'exécution des travaux en question.

**Question 2560** (26.5.2008) de **M. Robert Mehlen (ADR)** concernant la **campagne de vaccination contre la fièvre catarrhale:**

Déi aktuell Impfcampagne géint d'Blözongekränknt ass mat Aarbecht a Käschtke verbonnen. An engem Pressecommuniqué huet

Åre Ministère matgedeelt, wéi dës Käschtke verrechent respektiv opgedeelt ginn. An dësem Kontext géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Ass dës Regelung am Accord mat de Vétérinaire getraff ginn, a gétt et heirwuer eng schrëftlech Konvention?

2. Wat kascht de Vaccin selwer, wéi héich sinn dës Käschtke fir den nationale Budget a wéi héich ass déi betreffend Bedeelegung vun der Europäescher Unioun?

3. Wéi vill kascht eng Impfung (nëmmen den Acte médical) de Lëtzebuurger Stat, wann ee berücksichtegt, datt d'TVA, déi an der Entschiedegung vum Vétérinaire enthalen ass, un de Stat zrëckfléisst? Wéi héich ass dee betreffende Remboursement vun der EU?

4. Wéi héich schätzt Dir d'Netto-Ausgabe fir de Lëtzebuurger Stat am Kader vun der Impfcampagne 2008 géint d'Blözongekränknt?

**Réponse** (13.8.2008) de **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:**

Les différentes questions posées par l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

1. À l'instar de campagnes de vaccination antérieures, les aspects financiers de l'actuelle campagne de vaccination contre la fièvre catarrhale ont fait l'objet d'une concertation entre l'Administration des Services vétérinaires et l'association représentant les vétérinaires-praticiens.

2. Le prix d'achat d'une dose de vaccin s'élève à 0,63 euro TVA comprise.

La participation de la Commission européenne à la campagne de vaccination a été fixée à 0,60 euro par dose de vaccin et, pour l'acte de vaccination, à 1 euro par bovin et à 0,75 euro par ovin.

3. En vertu d'une décision ministérielle concernant les honoraires revenant aux vétérinaires dans le cadre de la vaccination contre la fièvre catarrhale ovine, une indemnité de 2 euros par acte de vaccination a été fixée, dont 1 euro à charge de l'exploitant et 1 euro à charge du budget de l'État. En plus, cette décision prévoit une indemnité forfaitaire de 35 euros hors TVA par exploitation, qui est entièrement prise en charge par l'État.

4. Sachant que pour 2008 le coût global de la campagne de vaccination, comprenant à la fois le prix du vaccin à raison d'un tiers et les honoraires des praticiens à raison de deux tiers du montant global, est estimé à 754.400 euros et que le remboursement communautaire portera sur 599.250 euros, la dépense à charge du budget national peut être estimée à 155.150 euros. À noter que ce montant ne comprend pas les frais logistiques et administratifs.

**Question 2564** (27.5.2008) de **MM. Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf et Marco Schank (CSV)** concernant le **centre écologique situé au sein du «Parc Hosingen»:**

Au milieu des années 1980 le domaine de Hosingen a été racheté par l'État dans le but de reconverter le site en zone forestière et de créer un nouveau pôle d'attraction à vocations multiples. La loi du 13 juillet 1989 portant création d'un établissement public dénommé «Parc Hosingen» mettait sur pied un conseil d'administration placé sous la tutelle du Ministère de l'Environnement. Or, en 1994 le Gouvernement a décidé de ne plus reconduire le conseil d'administration.

Selon le planning de l'Administration des Bâtiments publics les travaux de construction du centre écologique au sein du «Parc Ho-

singer» devraient s'achever en automne 2008, de façon à ce que les nouvelles installations puissent être mises en exploitation à la fin de l'année.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

1. Quelle est la destination finale du centre écologique?
2. Quel est le concept fonctionnel d'exploitation?
3. Monsieur le Ministre, n'estime-t-il pas que l'on devrait, suite à la mise en veilleuse du conseil d'administration, trouver une solution en ce qui concerne la gestion du «Parc Hosingen»?
4. Monsieur le Ministre, n'estime-t-il pas que l'on devrait approfondir la collaboration avec le syndicat SISPOLO qui a investi au cours des années passées d'importantes sommes sur le site?

**Réponse** (31.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

La question parlementaire sous rubrique, par laquelle les honorables Députés Messieurs Kaes, Schaaf et Schank demandent des renseignements au sujet du «Parc Hosingen», avait été adressée dans une première phase à Monsieur le Ministre de l'Environnement. Celui-ci a fait valoir de ne pas disposer de renseignements à ce sujet. De ce fait, la question parlementaire a été adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

1. Le Centre écologique comprend trois fonctions. Il comporte:

- d'un côté, les bureaux et des locaux accessoires (accueil, archives, stockage) pour le Parc naturel de l'Our;

- ensuite des salles pouvant servir pour des réunions, des conférences, des spectacles, des formations à l'égard de tout le public;

- et finalement une partie «hébergement et restauration» pour des groupes passant des stages en rapport avec des formations ou des activités sportives.

2. et 4. Le concept fonctionnel d'exploitation est actuellement établi en étroite collaboration avec le SISPOLO, qui se verra confier un rôle de gestion proactive dans le Centre écologique, rôle qu'il a déjà joué par le passé par rapport à ses propres installations. Ce rôle permettra aussi d'établir des synergies au niveau technique et à celui de la gestion quotidienne de l'ensemble des installations, sans distinction de la propriété.

3. Une structure de gestion légère sans personnalité juridique comprenant les départements ministériels intéressés sera constituée afin de définir les grandes lignes de l'activité du Centre écologique et de faire l'interface avec le SISPOLO. Les crédits budgétaires nécessaires seront inscrits au budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

**Question 2570** (29.5.2008) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant le **prix du lait**:

Aktuell gëtt an enger Rei EU-Memberstate vun de Mëllechproduzenten e Stopp vun der Mëllechliwwerung bedriwwen. Et besteet de Risiko, datt d'Versuerung vun der Populatioun mat Mëllech a Mëllechprodukten an en Enkpass geréit. Dës Streikaktioun spille sech of virum Hannergrond vun engem katastrophale Präisverfall vun Mëllechpräis fir d'Produzenten, dat heescht d'Mëllechbauer. Dese Präisverfall ass op en neierlechen Déséquilibre tëschent Offer an Demande um Mëllechmaart zrëckzeféieren, woubäi gläichzäiteg d'Produktionskäschte staark ge-

klomme sinn. Et ass evident, datt eng rentabel Mëllechproduktioun zu dëse Konditiounen net méiglech an d'Iwwerliewe vun eise Mëllechbetriber laangfristeg a Fro gestallt ass. Virum dësem Hannergrond géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Deelt Dir d'Meenung, datt et am Interessi vun enger laangfristeg sécherer Nahrungsmittelversuerung ass, datt d'Agrarproduktioun an alle Länner soll kënnen ënner previsiblen, kalkuléierbaren a rentable Konditiounen geschéien?

2. Sidd Dir d'accord, datt déi geplangten Ofschaffung vun de Mëllechquoten an déi absolut Liberalisierung vun Mëllechmaart konträr zu dëser Zilsetzung ass?

3. Sidd Dir an deem Kontext d'accord unzëerkennen, datt déi vun lech favoriséiert supplementar an net geplangten zwee procenteg Unhiewung vun de Mëllechquoten am März 2008 eng falsch Décisioun war?

4. Sidd Dir als Konsequenz dov bereet, Är Attitud a puncto Ophiewung vun de Mëllechquoten ze änneren a fir d'Veiderféierung a gläichzäiteg d'Vebesserung vun Mëllechquotensystem anzetrieden, mam Zil, en Equiliber um Mëllechmaart erbäizeféieren an de Mëllechproduzenten e stabilen a käschtedeckende Mëllechpräis ze garantéieren?

5. Wann dat net de Fall ass, wat fir Mesurë wëllt Dir huelen, fir de Mëllechproduzente kuerz- a laangfristeg e Präisniveau ze garantéieren, ënner deem eng rentabel Mëllechproduktioun méiglech ass?

**Réponse** (13.8.2008) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Monsieur le Député Robert Mehlen se montre préoccupé par la situation précaire qui prévaut actuellement pour les producteurs de lait qui se trouvent confrontés, selon ses affirmations, à un déclin catastrophique du prix du lait payé par les laiteries. Dans ce contexte il évoque les récents arrêts des livraisons de lait aux laiteries par bon nombre de producteurs dans divers États membres de l'Union européenne comme signe de protestation contre la baisse des prix et s'interroge sur le bien-fondé de la suppression du régime des quotas laitiers en 2015 alors que le marché du lait et des produits laitiers se trouve confronté à un déséquilibre entre l'offre et la demande.

Avant de répondre de façon détaillée aux diverses questions soulevées, il m'importe de prendre position à l'égard de certaines affirmations faites par l'honorable Député dans la partie introductive de sa question parlementaire.

En premier lieu, force est de constater que les producteurs de lait luxembourgeois ne se voient pas confrontés actuellement à un déclin catastrophique du prix du lait. Le contraire est vrai puisque le prix moyen du lait payé pour les livraisons du mois d'avril 2008 s'est élevé à 37,25 cents/kg (prix hors TVA au taux effectif de matière grasse et de matière protéique) par rapport à un prix de 29,46 cents/kg payé en avril 2007, soit une augmentation de 7,79 cents/kg ou de 26,44% par rapport au même mois de l'année précédente. Le prix moyen touché par les producteurs au cours des douze derniers mois (période de mai 2007 à avril 2008) s'est chiffré à 39,36 cents/kg. En y ajoutant les 3,5 cents dont bénéficient les producteurs de lait à titre de prime aux produits laitiers (prime intégrée dans le jeton payé dans le cadre du régime de prime unique), l'on obtient même une rémunération globale de 43 cents/kg de lait, ce qui correspond exactement au niveau de rémunération qui est revendiqué par le groupe des «Lëtzebuerger Mëllechbauer» (LDB).

L'on ne peut certes pas nier que le prix du lait payé aux producteurs luxembourgeois a connu depuis le mois de janvier 2008 une baisse de 5 cents/kg, baisse qui doit être considérée comme un retour à une situation plus normale après les hausses de prix très importantes intervenues au cours du deuxième semestre 2007. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que le prix du lait payé aux producteurs connaît chaque année des adaptations saisonnières («Summerpräis/Winterpräis»), qui s'expliquent par le fait que pendant le printemps et l'été les livraisons de lait dépassent la demande alors que pendant l'automne et l'hiver les quantités de lait produites suffisent à peine pour satisfaire la demande. Il faut donc conclure qu'au Luxembourg les prix du lait payés aux producteurs n'ont pas connu le déclin signalé par l'honorable Député, mais que, par contre, l'on a même enregistré une hausse significative de ces prix, hausse qu'il faut cependant évaluer dans le contexte de l'augmentation des coûts de production intervenue depuis 2007 (coûts de l'énergie, des aliments et des engrais). S'il y a eu un déclin, c'est principalement dans les États membres voisins qu'un mouvement baissier s'est manifesté et notamment en République Fédérale d'Allemagne où des prix de 27 à 28 cents/kg ont apparemment été payés.

En second lieu, il est indiqué de souligner que le marché du lait et des produits laitiers a dû absorber des quantités excessivement élevées au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2008 au niveau communautaire. En effet, de nombreux producteurs accusaient un retard significatif dans l'utilisation de leur quota individuel à la suite des pertes de production subies à cause d'épizooties et essayaient par tous les moyens de combler ce retard avant la fin de l'année quotas 2007/08 (31 mars 2008). Ces volumes importants ont afflué sur le marché à un moment où la demande est généralement plus faible, les mois de janvier à mars étant des mois de consommation très médiocres. L'augmentation de 2% des quantités de référence nationales garanties, décidée le 17 mars 2008 par le Conseil des Ministres de l'Agriculture à Bruxelles, n'est certainement pas à l'origine de cet afflux massif en lait sur le marché. Selon les données statistiques relevées pour les mois d'avril et mai 2008, les producteurs de lait n'ont, en termes de livraison, pas encore tenu compte de cette augmentation à ce stade, ce qui prouve que les quantités supplémentaires de lait pouvant résulter de cette décision n'ont pas encore pu se trouver sur le marché. À noter dans ce contexte que, d'après des estimations des services de la Commission, l'augmentation de la production laitière résultant de cette décision communautaire ne sera que de l'ordre de 0,8%, étant donné que dans bon nombre d'États membres les producteurs ne seront pas en mesure de remplir pleinement le quota national.

Ceci dit, je tiens à souligner que je partage l'avis de l'honorable Député quant aux conditions qui doivent prévaloir pour assurer la survie des producteurs agricoles à moyen et à long terme et pour garantir ainsi l'approvisionnement en denrées alimentaires au niveau communautaire. Il est primordial que la production agricole puisse se faire sous des conditions prévisibles garantissant sa rentabilité. En ce qui concerne plus spécifiquement le secteur de la production laitière, il importe que les producteurs de lait soient fixés sur leur avenir et qu'ils puissent toucher un prix juste et approprié pour le lait, et compensant notamment les frais de production. Par ailleurs, il est indiqué de faire des appels répétés à l'adresse des consommateurs qu'ils soient disposés à payer un prix correct pour le lait et les produits laitiers qu'ils achètent.

Actuellement ces conditions me paraissent réunies pour les producteurs de lait luxembourgeois, comme en témoignent les prix qu'ils ont touchés au cours des douze derniers mois. Tel n'est certainement pas le cas pour bon nombre de producteurs d'autres régions, notamment en Allemagne, qui touchent actuellement des prix largement inférieurs. Ceci est principalement dû au fait que les laiteries allemandes se trouvent exposées à de très fortes pressions de la part des principales chaînes de distribution et du négoce alors qu'au Luxembourg les négociations de prix menées entre les laiteries et le commerce se déroulent dans un tout autre climat.

Par contre, je ne partage pas l'avis de l'honorable Député que la suppression du régime des quotas laitiers en 2015 soit contraire à l'objectif énoncé. Comme je l'ai déjà précisé dans ma réponse à la question parlementaire posée récemment par Monsieur le Député Roger Negri, la suppression du régime des quotas laitiers ne va pas mettre dans l'embarras les producteurs de lait luxembourgeois. Ces derniers ont pu se doter dans le passé récent d'un outil de production apte à faire face aux défis qui les attendent à l'échéance 2015, appréciation qui est partagée par une large majorité d'organisations professionnelles, notamment par le groupement des producteurs du Fräie Lëtzebuerger Baureverband (FLB).

Je ne partage pas non plus l'avis que l'augmentation de 2% des quotas nationaux décidée par le Conseil CE en mars 2008 a été une mauvaise décision. Comme je l'ai déjà souligné ci-devant, cette décision n'est pas à l'origine de la baisse des prix payés aux producteurs de lait, baisse qui se manifeste chaque année à la même époque et qui est à mettre au compte des fluctuations saisonnières de la production laitière. Dans ce contexte il est également inexact d'affirmer que cette augmentation n'était pas prévue. Je voudrais rappeler que la proposition originale de la Commission CE pour la réforme 2003 incluait déjà une augmentation de 2% en sus des augmentations déjà prévues dans l'agenda 2000. En effet, dans l'accord politique du Conseil CE, obtenu en juin 2003, il a été convenu qu'à partir du moment où la réforme dans le secteur des produits laitiers aura été pleinement mise en œuvre, la Commission présentera un rapport sur les perspectives de marché, sur la base duquel une décision en matière d'augmentation des quotas laitiers sera prise. Ce rapport, qui a été présenté au mois de novembre 2007, établit que les perspectives tant européennes que mondiales sont positives et que l'analyse effectuée par la Commission a montré que les possibilités du marché sont réelles pour supporter une augmentation des quotas nationaux de 2%. Il résulte de ce qui précède que cette augmentation était bien prévisible.

Je tiens également à relever, qu'à ce stade je ne suis pas disposé à changer mon attitude à propos de la suppression du régime des quotas laitiers en 2015. Comme la question de l'abolition de ce régime relève d'une importance capitale pour le monde agricole au Luxembourg, j'avais chargé le Service d'Économie rurale de recueillir l'avis des organisations professionnelles à propos de ce dossier délicat. Lors des entrevues avec les représentants de quatre organisations professionnelles (représentants de la Centrale Paysanne Luxembourgeoise, du Fräie Lëtzebuerger Baureverband, de la Baueren-Allianz et des Lëtzebuerger Jongbaueren), entrevues qui ont eu lieu fin 2006 et début 2007, il est apparu que les opinions divergent auprès des producteurs de lait luxembourgeois à propos de la question de savoir si le régime

des quotas doit être maintenu au-delà du 31 mars 2015.

Suite à ces consultations, deux séminaires ont été organisés par la Chambre d'Agriculture (avec l'appui et la participation du Ministère de l'Agriculture). Le premier a eu lieu au printemps 2007 et traitait exclusivement du secteur laitier et du régime des quotas laitiers; le second, auquel les membres de la Commission «Agriculture» de la Chambre des Députés étaient invités, qui a eu lieu le 29 novembre 2007, traitait du «health-check» de la PAC et des quotas laitiers.

Le 31 mai 2007, j'avais organisé une réunion entre la Commissaire Mariann Fischer Boel et les représentants des organisations professionnelles.

Je tiens à préciser que lors des deux séminaires et lors de la réunion précitée, la fin du régime des quotas laitiers n'était guère mise en cause, voire même saluée par les organisations professionnelles.

Le 23 octobre 2007, la même Commissaire a eu une entrevue avec les membres de la Commission «Agriculture» et de la Commission «Affaires étrangères et européennes» de la Chambre des Députés. Les discussions ont porté principalement sur la réforme du secteur viti-vinicole mais également sur le «health-check» de la PAC ainsi que sur l'avenir du régime des quotas laitiers. À la question posée par la Commissaire au sujet de l'opportunité de l'abolition du régime des quotas laitiers en 2015, aucune voix ne s'est manifestée.

Suite aux entrevues répétées avec les milieux professionnels concernés ainsi qu'avec les représentants de la Chambre des Députés, il serait dès lors totalement inapproprié d'adopter dans le cadre des discussions qui seront menées prochainement au niveau communautaire dans le cadre du «health-check» de la PAC un changement de position concernant la question de la suppression du régime des quotas laitiers. À cet égard, je voudrais rappeler que les services de la Commission n'ont pas laissé l'ombre d'un doute à propos de leur approche à cette question en soulignant de façon répétée qu'ils n'étaient plus disposés à présenter au Conseil CE de proposition visant à reconduire ledit régime au-delà de l'échéance 2015. Or, en l'absence d'une telle proposition, le régime des quotas laitiers sera caduc et inopérant à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015. Toute tentative ou initiative d'un État membre visant à convaincre les services de la Commission du bien-fondé du maintien du régime de contingentement sera vouée à l'échec compte tenu des positions majoritaires au sein du Conseil CE.

Comme je l'ai déjà précisé dans ma réponse à la question soulevée par l'honorable Monsieur Roger Negri, notre objectif doit plutôt consister dans une approche multifactorielle associant une augmentation modérée des quotas laitiers et d'autres instruments de gestion du régime, à savoir:

- la diminution progressive et substantielle du montant du prélèvement à payer par les producteurs individuels en cas de dépassement du quota, taux qui est actuellement fixé 0,2783 euros/kg;

- l'adaptation du mécanisme de correction appliqué en cas d'augmentation de la teneur en matière grasse du lait livré par rapport aux taux de matière grasse de référence;

- la compensation des sous-réalités et des dépassements des quotas laitiers au niveau communautaire et non plus au niveau national («EU-Saldierung»).

J'estime que ces instruments, qui ont ma préférence par rapport à une augmentation graduelle des quotas, sont indispensables pour préparer les producteurs à un atterrissage en douceur avant l'expiration du régime des quotas laitiers en 2015.

En outre, il est indiqué d'encourager les producteurs souhaitant procéder à des investissements dans le secteur laitier dans les années à venir, d'anticiper lesdits investissements et de ne pas attendre l'issue du régime des quotas laitiers afin qu'ils puissent pleinement profiter des nouvelles potentialités et des structures de production améliorées dès le moment où l'actuel régime des quotas laitiers aura touché à sa fin. La nouvelle loi agraire, qui vient d'entrer en vigueur, devrait contribuer à réaliser cet objectif.

Par ailleurs, je tiens à rappeler une nouvelle fois qu'il est impératif pour les producteurs qu'ils ne procèdent plus à l'achat de quotas supplémentaires à des prix élevés.

Je suis convaincu que les producteurs de lait luxembourgeois en servant des atouts mis à leur disposition et en utilisant pleinement les capacités de production améliorées sauront pleinement tirer profit des nouvelles potentialités qui s'offriront dès le moment où l'actuel régime des quotas laitiers aura touché à sa fin.

## Question 2571 (29.5.2008) de M. Romain Schneider (LSAP) concernant le prix du lait:

Les producteurs de lait de plusieurs pays européens ont lancé une grève de livraisons pour protester contre des prix qu'ils jugent trop bas. En effet, les coûts de production ont augmenté suite à la hausse du prix de l'énergie et du fourrage, tandis que les prix consentis aux producteurs de lait par les laiteries et les grandes surfaces de distribution ont diminué. La décision au niveau de l'Union européenne de relever les quotas de lait suite à une demande plus forte n'est pas sans influence sur cette évolution.

- Quelles seront, d'après Monsieur le Ministre, les répercussions de la baisse du prix du lait sur les producteurs luxembourgeois? Monsieur le Ministre estime-t-il que le mouvement de grève pourrait s'étendre au Grand-Duché?

- Quelle est la position que le Gouvernement luxembourgeois défend auprès de la Commission européenne concernant les quotas de lait?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il des mesures concrètes pour soutenir les producteurs dans leurs efforts pour obtenir un prix juste?

## Réponse (13.8.2008) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

Dans sa question parlementaire Monsieur le Député Romain Schneider évoque le récent mouvement de grève des producteurs de lait dans plusieurs États membres de l'Union européenne et s'interroge sur les répercussions de ce mouvement sur les producteurs luxembourgeois.

Il importe de souligner d'emblée que la situation des producteurs de lait luxembourgeois n'est pas comparable à celle de leurs homologues allemands qui sont à l'origine du mouvement de grève.

En effet, le prix du lait payé aux producteurs n'a pas connu la même baisse au Luxembourg que celle subie au cours des derniers mois par de nombreux producteurs

établis en République Fédérale d'Allemagne. Le prix moyen du lait payé pour les livraisons du mois d'avril 2008 s'est élevé à 37,25 cents/kg (prix hors TVA au taux effectif de matière grasse et de matière protéique) par rapport à un prix de 42,62 cents/kg payé en janvier 2008, soit une baisse de 5,37 cents/kg ou de 12,6%.

Toutefois, il y a lieu de préciser que ceci n'est pas un phénomène nouveau mais qu'il s'agit d'une adaptation du prix du lait («Summerpräs/Wanterpräs») qui se reproduit tous les ans et qui s'explique par les fluctuations saisonnières tant de la production laitière que de la demande en produits laitiers. C'est ainsi que l'on enregistre chaque année pendant le printemps et l'été des livraisons de lait qui dépassent largement la demande alors que pendant l'automne et l'hiver les quantités de lait produites suffisent à peine pour satisfaire la demande.

Si le prix du lait payé aux producteurs luxembourgeois au cours du mois d'avril 2008 a connu une baisse au cours des quatre derniers mois, baisse qui se situe dans le cadre de l'évolution normale au niveau saisonnier, il faut souligner cependant que le prix moyen touché par ces mêmes producteurs au cours du mois d'avril 2007 s'est situé à 29,46 cents/kg, de sorte que les prix payés en avril 2008 sont en hausse de 7,79 cents/kg ou de 26,44% par rapport au même mois de l'année précédente.

Il importe de relever par ailleurs que le prix moyen touché par les producteurs luxembourgeois au cours des douze derniers mois (période de mai 2007 à avril 2008) s'est chiffré à 39,36 cents/kg. En y ajoutant les 3,5 cents dont bénéficient les producteurs de lait à titre de prime aux produits laitiers (prime intégrée dans le jeton payé dans le cadre du régime de prime unique), la rémunération globale atteint même 43 cents/kg de lait, ce qui correspond exactement au niveau de rémunération qui est revendiqué par le groupement des «Lëtzebuerger Mëllechbauerer» (LDB).

Il faut donc conclure qu'au Luxembourg les prix du lait consentis aux producteurs n'ont pas diminué, mais au contraire, sont même en hausse substantielle, hausse qu'il faut cependant évaluer dans le contexte de l'augmentation des coûts de production intervenue depuis 2007 (coûts de l'énergie, des aliments et des engrais).

S'il y a eu déclin, c'est principalement dans les États membres voisins qu'un mouvement baissier s'est manifesté (en premier lieu en République Fédérale d'Allemagne où des prix de 27 à 28 cents/kg ont apparemment été payés). Ceci est principalement dû au fait que les laiteries allemandes se trouvent exposées à de très fortes pressions de la part des principales chaînes de distribution et du négoce alors qu'au Luxembourg les négociations de prix menées entre les laiteries et le commerce se déroulent dans un climat de respect mutuel.

Le mouvement de grève lancé par les producteurs de lait allemands n'a été que faiblement suivi par les producteurs luxembourgeois. Ceux qui l'ont suivi ont très souvent agi par solidarité à l'égard de leurs collègues des régions limitrophes plutôt que par conviction.

Il importe de souligner que les producteurs de lait soient fixés sur leur avenir et qu'ils puissent toucher un prix juste et approprié pour le lait, compensant notamment les frais de production. Par ailleurs, il est indiqué de faire des appels répétés à l'adresse des consommateurs pour qu'ils soient disposés à payer un prix correct pour le lait et les produits laitiers qu'ils achètent. Toutefois, je tiens à préciser que, dans les circonstances actuelles, le Gouvernement luxembourgeois n'envisage pas de mesures con-

crètes de soutien du prix payé aux producteurs.

En ce qui concerne la position que le Luxembourg entend défendre au sein du Conseil CE en matière de quotas laitiers, je tiens à souligner que la réforme des quotas laitiers devra être graduelle et flexible et aboutir à leur suppression en 2015 tout en offrant des mesures d'accompagnement à la hauteur du défi pendant la phase de transition. Je préconise une approche multifactorielle associant une augmentation modérée des quotas laitiers et d'autres instruments de gestion du régime, à savoir:

- la diminution progressive et substantielle du montant du prélèvement à payer par les producteurs individuels en cas de dépassement du quota, taux qui est actuellement fixé 0,2783 euros/kg;

- l'adaptation du mécanisme de correction appliqué en cas d'augmentation de la teneur en matière grasse du lait livré par rapport aux taux de matière grasse de référence;

- la compensation des sous-réalisations et des dépassements des quotas laitiers au niveau communautaire et non plus au niveau national («EU-Saldierung»).

J'estime que ces instruments, qui ont ma préférence par rapport à une augmentation graduelle des quotas, sont indispensables pour préparer les producteurs à un atterrissage en douceur avant l'expiration du régime des quotas laitiers en 2015.

En outre, il est indiqué d'encourager les producteurs souhaitant procéder à des investissements dans le secteur laitier dans les années à venir, d'anticiper lesdits investissements et de ne pas attendre l'issue du régime des quotas laitiers pour ce faire afin qu'ils puissent pleinement profiter des nouvelles potentialités et des structures de production améliorées dès le moment où l'actuel régime des quotas laitiers aura touché à sa fin. La nouvelle loi agraire, qui vient d'entrer en vigueur, devrait contribuer à réaliser cet objectif.

Par ailleurs, je tiens à rappeler une nouvelle fois qu'il est impératif pour les producteurs qu'ils ne procèdent plus à l'achat de quotas supplémentaires à des prix élevés.

Je suis convaincu que les producteurs de lait luxembourgeois, en servant des atouts mis à leur disposition et en utilisant pleinement les capacités de production améliorées, sauront pleinement tirer profit des nouvelles potentialités qui s'offriront dès le moment où l'actuel régime des quotas laitiers aura touché à sa fin.

## Question 2594 (4.6.2008) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant les hauts fourneaux de Belval:

Aus der Press war gewuer ze ginn, datt géifen Ofrappaarbechten op de Belvaler Héichiewen duerchgefuert ginn, dei net ofgemaach wieren an net autoriséiert wieren.

De Fonds Belval répliquiert doropshin, datt si sech géife bei deenen Aarbechten un Décisionne vum Conseil de Gouvernement vum 14. Februar 2005 halen an och un d'Autorisationen, déi se vun der Escher Gemeng de 7. Abréll 2008 kruten.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Wat ass genee am Regierungsrot vum 14.02.2005 iwwert de Bestand vun den Héichiewen op Belval festgehal ginn?

2) Gëtt kontrolléiert, ob déi Ofmachungen och respektéiert ginn? Wa jo, vu wéi?

## Réponse (7.8.2008) de Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

D'parlamentaresch Ufro vum Här Aly Jaerling betrëfft d'Héichiewen op Esch/Belval.

1. D'Décision vum der Regierung iwwert de Bestand vun den Héichiewen ass zweemol an der Chamberskommission presentéiert ginn; dei éischte Kéier 2006 an déi zweete Kéier de 16. Abréll 2008, wou eng gemeinsam Sëtzung vum der Kulturkommission an der Kommission fir öffentlech Bauten. Déi Kommissiounen hate keng Awänn zu de Pläng, déi hinne vun der Regierungsvertrieeder virgestallt goufen.

2. D'Aarbechten un den Héichiewen gi begleet vum Service des Sites et Monuments.

## Question 2596 (5.6.2008) de Mme Lydia Mutsch et M. Roland Schreiner (LSAP) concernant le nouveau bâtiment de la Banque Européenne d'Investissement (BEI):

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) vient d'inaugurer son nouvel immeuble au Kirchberg. Une attention particulière a été portée aux aspects environnementaux lors de la réalisation de ce projet d'envergure. Selon les informations fournies par la BEI, les sources naturelles d'énergie ont été utilisées au mieux pour assurer une intégration optimale du bâtiment dans son environnement. Les matériaux de construction ont été choisis en fonction de la demande en énergie nécessaire pour leur fabrication. Les matériaux demandant le moins d'énergie ont été favorisés. Les normes environnementales les plus strictes ont été respectées, et l'immeuble a obtenu une certification environnementale BREEAM (Building Research Establishment's Environmental Assessment Method) pour sa conception. Les simulations effectuées lors des études de conception du bâtiment ont montré que la consommation énergétique du bâtiment sera inférieure aux normes des bâtiments les plus récents construits à Luxembourg.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'approche choisie par la BEI constitue un exemple à suivre par l'État luxembourgeois? Dans quelle mesure le Luxembourg pourrait, selon Monsieur le Ministre, profiter de l'expérience gagnée lors de la réalisation du nouveau bâtiment, à laquelle bon nombre d'entreprises luxembourgeoises ont participé?

- Étant donné que la certification BREEAM est non seulement basée sur des standards environnementaux concernant l'efficacité énergétique du bâtiment, mais demande une prise en compte des aspects environnementaux dès la phase de conception et inclut des normes à respecter lors de la construction, Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de faire certifier les futures constructions de l'État luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre peut-il nous dire, de manière approximative, quelle «note» les bâtiments publics réalisés récemment recevraient s'ils étaient évalués selon la méthode BREEAM? Ne serait-il pas opportun de viser l'excellence en matière d'efficacité énergétique lors de la réalisation de projets phare du Gouvernement?

## Réponse (29.7.2008) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

Les honorables Députés Lydia Mutsch et Roland Schneider, suite à l'inauguration du nouveau immeuble de la BEI (Banque Euro-

péenne d'Investissement) en date du 2 juin 2008, souhaitent avoir des informations sur la «certification environnementale BREEAM (Building Research Establishment's Environmental Assessment Method)».

En effet, le nouvel immeuble d'extension de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a fait l'objet de cette certification environnementale appelé BREEAM. À noter que cette procédure britannique représente une des premières initiatives européennes, voire mondiales susceptibles de développer une certification environnementale.

La BEI s'est décidée très tôt, dès l'élaboration du programme de construction en 2001, d'exiger que les concepts architectural et technique soient réalisés suivant des critères sévères de haute qualité environnementale.

Par la suite, la BEI a choisi la certification BREEAM en 2003 à l'issue d'une comparaison de différentes initiatives européennes. À cette époque, BREEAM avait déjà acquis une solide expérience en Angleterre et disposait de critères d'évaluation du projet allant au-delà des critères courants de pollution, de consommation d'énergie et d'eau ainsi que de ressources naturelles en général. De nouveaux critères tels que les matériaux utilisés, la gestion du projet, la gestion et la logistique du chantier, la santé et le bien-être des utilisateurs, l'accès aux transports publics, etc. ont été appliqués.

Néanmoins, BREEAM a dû être spécifiquement adapté pour le projet de la BEI pour tenir compte du contexte des normes techniques applicables au Luxembourg. À préciser que cette adaptation spécifique des critères s'applique aujourd'hui exclusivement pour des bâtiments administratifs. Tout autre type d'immeuble, par exemple une école, nécessitera par conséquent un nouveau remaniement des critères de certification BREEAM avant de pouvoir procéder à une application pratique.

Il faut noter d'ores et déjà qu'à l'époque, la certification BREEAM a certainement semblé la plus complète. Or, actuellement, il convient cependant de remarquer que plusieurs autres initiatives existent, notamment en provenance d'Allemagne (DGNB), des États-Unis (Leed), du Canada (GBC), de France (HQE), de Suisse (Minergie), etc.

Il convient dès lors de suivre de près l'évolution des différentes initiatives tout en prévoyant de réaliser prochainement des projets-pilote pour tester l'une ou l'autre certification intéressante. À préciser dans ce contexte que le législateur européen ne s'est pas encore prononcé définitivement sur la question.

Il faut ajouter qu'il n'est pas opportun de faire auditer des immeubles existants ou en cours de construction par un des systèmes de certification disponibles à ce jour. Comme évoqué ci-dessus, les certifications prennent en compte également le processus de conception et de construction de l'immeuble, situation qui ne peut pas être valablement audité a posteriori.

Il est cependant à souligner que lors de la construction de nouveaux ouvrages publics, une attention particulière est consacrée depuis de longues années à la qualité environnementale et sociale des immeubles planifiés et construits par l'Administration des Bâtiments publics. En effet, les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, les concertations entre l'Administration des Bâtiments publics et l'Administration de l'Environnement, l'application de «l'Ökologischer Leitfaden» établi par les centres de recherche, l'implication régulière d'experts externes en la matière et finalement

l'engagement des administrations en charge d'exécuter les projets contribuent à un niveau de performance écologique excellent des infrastructures érigées depuis quelques années sous l'égide de l'Administration des Bâtiments publics, en comparaison avec l'étranger.

Actuellement, l'Administration des Bâtiments publics est en cours de réaliser plusieurs projets, dont les lycées à faible consommation énergétique, l'extension du Centre de conférences au Kirchberg ou la Justice de Paix à Esch/Alzette, qui devront contribuer à limiter au maximum l'impact écologique des immeubles de l'État. Ces résultats ont été obtenus notamment en imposant dès la phase de programmation des matériaux à faible impact écologique, en faisant auditer le projet de l'architecte quant à sa qualité environnementale ou encore en définissant des critères de conception délimitant des valeurs min./max. pour les facteurs relatifs à l'empreinte écologique de l'ouvrage.

Le Ministère des Travaux publics par le biais de l'Administration des Bâtiments publics assure aujourd'hui une évolution continue en la matière et prend les initiatives qui permettront de préparer l'État aux défis futurs concernant les mesures écologiques dans le domaine de la construction, indépendamment d'un quelconque système de certification.

#### Question 2603 (9.6.2008) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant les nuisances sonores:

Et ass scho bal Traditioun, datt an de Summerméint, besonnesch bei guddem Wieder, eng Partie Matbienger sech eng Freed doraus maachen, fir mat hire motoriséierte Gefierer e Mordskaméidi op de Stroossen ze maachen. Dofir ginn extra d'Schalldämpfer ausgebaut oder op d'mannst manipuliert, an da ginn d'Motoren haule gelooss, datt et eng Freed ass - fir déijéineg, déi de Fouss oder d'Hand um Gas hunn. Leider net fir déi geplote Leit, déi sech dee Kaméidi - besonnesch an den Owesstonnen - musen unhéieren.

Wéi et schéngt ass géint dese Phenoméne, deen der Meenung vun Fachleit no op en erhéichten Testosteronwäert bei deene betreffende Chauffeuren zréckzeféieren ass, kee Kraut gewuess. Virum Hannergrond vun der Tatsaach, datt an eiser moderner Zäit de Kaméidi zu deene Facteur gehéiert, déi d'Leit krank maachen, géif ech gären des Froen un d'Regierungsmembere riichten, déi fir d'Bekämpfung vum Kaméidi a fir d'Police zoustänneg sinn:

1. Wéi ass de maximal zoulässege Kaméidi, deen déi motoriséiert Gefierer op der Strooss däreffe maachen, an eise Land reglementiert?
2. Wat sinn d'Mëttelen, déi Dir zur Verfügung hutt, fir d'Verstéiss géint des Regele festzustellen an ze poursuivéieren?
3. Sidd Dir der Meenung, datt aktuell op dësem Gebitt genuch géint dee Kaméidi op de Stroossen ënerholl gëtt, dee bewosst a mutwëlles gemaach gëtt, a wann neen, wat hutt Dir wëlles dergéint ze ënerhuelen?

#### Réponse (6.8.2008) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorabelen Deputéierter Renseignementer zu dem iwwerdriwwene Kaméidi vu motoriséierte Gefierer, woubäi hie besonnesch d'Autoen an d'Motorrieder viséiert.

De Kaméidi, deen e Gefier maachen däerf, gëtt duerch den Artikel 25 vum Code de la Route reglementiert, an dee seet ënner ane-

rem, datt motoriséiert Gefierer kee Kaméidi dierfe maachen, deen d'Benotzer an d'Awunner vun enger Strooss belästegt, an datt et verbueden ass mat engem Gefier ze fueren, deem säi Motor en iwwerdriwwene Kaméidi mécht, deen duerch en normalen Ënnerhalt vum Gefier kéint vermidde ginn.

Wat elo d'Autoen an d'Motorrieder ubelaangt, sou dierf de Kaméidi folgend Wäerter net iwwerschreiden:

Fir d'Autoen: 82 db(A).

Fir Motorrieder, déi virum 1. Mäerz 1999 immatrikuliert gi sinn:

- 78 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor bis 80 cm<sup>3</sup>;

- 80 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor vun 81 bis 124 cm<sup>3</sup>;

- 83 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor ab 125 cm<sup>3</sup>.

Fir Motorrieder, déi ab dem 1. Mäerz 1999 fir d'éischt immatrikuliert gi sinn:

- 75 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor bis 80 cm<sup>3</sup>;

- 77 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor vun 81 bis 174 cm<sup>3</sup>;

- 80 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor ab 175 cm<sup>3</sup>.

Wann et och erweisen ass, datt d'Autoen an d'Motorrieder am Moment vun hirer Immatrikulatioun de reglementaresche Virschreften entsprechen (hir Prototype mussen, ier se zum Marché zougelooss ginn, enger Homologationsprozedur ënnerzu ginn, déi och de Kaméidi betrëfft), sou huet sech awer erausgestallt, datt verschidde Besëtzer vun Autoen, Motorrieder oder vu Gefierer, déi de Motorrieder gläichgestallt sinn, no der Immatrikulatioun vun hirem Gefier en Agréff un der Auspuffanlage virhuelen oder virhuele loosse, deen d'Effektivitéit vun der Schalldämpferanlage erofsetzt, an deemno maachen déi Maschinnen dann och méi Kaméidi.

Bei der technescher Kontroll vun engem Auto oder Motorrad gëtt de Kaméidniveau enger einfacher Kontroll ënnerzunn. Wann Zweifel bestinn, wat d'Kaméidivalue ubelaangt, da gëtt de Kaméidi genee gemooss an d'Gefier gegebenfalls net méi fir de Stroosseverkéier zougelooss, sou datt et nach eng Kéier muss virgefouert ginn.

D'Realitéit um Terrain gesäit awer esou aus, datt vill Gefierer bei hirem Passage an der technescher Kontroll esou konditionéiert sinn, datt si keen iwwerdriwwene Kaméidi maachen, wat awer dann ännert, wa si op der öffentlecher Strooss fueren. Et gëtt nämlech um Accessoiresmarché Saachen ze kafen, déi et méiglech maachen, den iwwerdriwwene Kaméidi kuerz anzédämmen. D'Manipulatioun kënne souguer esou wäit goen, datt eng komplett Auspuffanlage ausgetosch gëtt, besonnesch virun an no engem Passage op der technescher Kontroll.

Nëmme regelméisseg Kontrolle vum Kaméidi vun de betreffende Gefierer op der Strooss kënnen zu enger Verbesserung vun dëser Situatioun féieren. Bis elo ass et esou, datt, wann d'Police mengt, datt e Gefier ze vill Kaméidi mécht, si den Transportministère informéiert, deen dann derfir suert, datt dat Gefier an d'technesch Kontroll geruff gëtt.

Fir datt d'Police op der Plaz kéint des Kontrollen duerchféieren, misst si mat deem néidege Material équipéiert ginn. Ech sinn awer bereet, fir beim Justizminister an dësem Sënn ze intervenéieren.

#### Question 2605 (9.6.2008) de M. Roland Schreiner (LSAP) concernant la pollution apparente d'un ruisseau à Clemency:

Selon un article de presse, le Service d'Incendie et de Sauvetage

de Bascharge, les sapeurs pompiers de Clemency et une unité de police du centre d'intervention principal de Capellen sont intervenus le 6 juin 2008 à Clemency suite à la pollution apparente d'un ruisseau. Il s'est avéré par la suite que les services de la commune avaient intentionnellement ajouté du colorant aux eaux évacuées par la canalisation pour avoir une idée plus précise de leur écoulement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Est-ce que le type d'études décrit ci-dessus est en général exécuté par les communes en concertation avec l'Administration de la Gestion de l'Eau et selon les procédures prédéterminées?

- Est-ce que des procédures de communication entre les communes, l'Administration de la Gestion de l'Eau et la Police grand-ducale existent?

- Comment peut-on, selon Monsieur le Ministre, éviter à l'avenir des interventions des services de secours inutiles déclenchées suite à un manque de communication?

#### Réponse (4.8.2008) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

La question parlementaire de l'honorable Député Roland Schreiner a pour objet une pollution apparente d'un ruisseau à Clemency le 6 juin 2008.

Dans ce contexte il y a lieu de rappeler que l'origine de la pollution apparente était une coloration jaune-verte de l'eau d'un ruisseau suite à un essai de l'écoulement des eaux dans les réseaux d'assainissement à l'aide d'une substance-traceur fluorescente, en l'occurrence l'Uranine, réalisé par les services techniques de l'administration communale de Clemency.

Le marquage de l'eau à l'aide de traceurs artificiels est une technique très répandue en hydrologie et hydrogéologie appliquées. Au cours des dernières décennies, les techniques de traçage ont été largement développées, si bien que les méthodes de traçage sont actuellement utilisées dans pratiquement tous les domaines de l'hydrologie et l'hydrogéologie appliquées. Elles offrent une opportunité unique d'étudier sur l'objet lui-même certains aspects du cycle de l'eau, notamment les questions liées à l'écoulement de l'eau de surface et des eaux souterraines, de son origine, ainsi que de la connexion hydraulique entre deux points donnés. La mise en œuvre de traceurs artificiels est souvent la seule possibilité de prouver de manière incontestable un fait concret.

Les traceurs artificiels doivent être conformes aux exigences les plus diverses pour répondre aux besoins de l'hydrologie des traceurs. Le traceur idéal doit être représentatif du mouvement de l'eau, c'est-à-dire que son comportement à l'écoulement doit s'approcher de celui de l'eau elle-même. Afin d'assurer une protection du milieu aquatique la substance-traceur ne doit pas être toxique pour l'être humain, les animaux et les plantes et l'essai en tant que tel ne doit apporter pas ou peu de charge polluante pour les eaux.

Selon la fiche de données de sécurité, le traceur en question, l'Uranine (N°CAS 518-47-8) ne présente pas d'effets éco-toxicologiques ou nocifs pour le milieu aquatique et est utilisé couramment pour détecter les flux hydrologiques dans le sous-sol et dans les cours d'eau. S'y ajoute que cette substance n'est pas classifiée en tant que substance dangereuse conformément à la directive 67/548/CEE.

Les fournisseurs d'eau destinée à la consommation humaine et les opérateurs en matière d'assainis-

sement, en l'occurrence les communes et syndicats de communes et leurs bureaux d'études, ont souvent recours à des traceurs lors de la planification et de la réfection de leurs ouvrages. Il est d'usage commun que ces activités ont lieu en concertation avec l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Le Central des Secours d'Urgence (CSU-112) de l'Administration des Services de Secours est régulièrement informé de l'utilisation de traceurs à base de colorants pour calculer le débit d'écoulement d'eau. Cette information émane, soit des autorités communales ou étatiques, soit des fournisseurs d'eau ou d'organismes impliqués dans la gestion des eaux. L'information des services de secours sur l'utilisation de traceurs n'est pas systématique, puisqu'elle n'est pas obligatoire étant donné que les substances utilisées ne présentent pas de dangers toxicologique et éco-toxicologique. Cette information préventive peut cependant s'avérer utile pour répondre aux soucis de la population qui, en cas de coloration inhabituelle d'un cours d'eau, fait souvent appel au CSU pour signaler des pollutions présumées.

#### Question 2608 (10.6.2008) de M. Claude Adam (DÉI GRENG) concernant l'instituteur-ressources:

L'article 66 du projet de loi sur l'enseignement fondamental énonce une nouvelle fonction au sein de l'organisation scolaire, à savoir celle de l'instituteur- ou institutrice-ressources.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre:

- Sans entrer dans la terminologie spécifique à ce projet de loi, est-ce que l'on peut considérer que des «instituteurs-ressources» sont déjà actuellement en service?

Dans l'affirmative:

- Combien?

- Sont-ils, comme le prévoit le projet de loi, déjà rattachés au collège des inspecteurs ou sont-ils liés à un autre service (par exemple le SCRIPT)?

- Quelles sont leurs missions actuelles?

- Quel est le mode de recrutement de ces personnes?

- Ces personnes ont-elles bénéficié d'une formation particulière? Laquelle?

Aux termes du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental l'instituteur-ressources est un instituteur ayant acquis des connaissances par l'expérience et la formation dans un domaine particulier des sciences de l'éducation.

À ce stade, aucun instituteur n'exerce les missions d'instituteur-ressources telles que décrites ci-dessous.

Cependant trois instituteurs accompagneront l'année prochaine plusieurs écoles qui se sont engagées dans la mise en œuvre de l'approche par compétences.

Deux institutrices de l'enseignement primaire bénéficient actuellement d'une décharge correspondant à une demi tâche d'enseignement, afin d'assurer la mission de personne-ressources ou d'institutrice-ressources auprès des équipes pédagogiques des écoles qui travailleront l'année prochaine à la mise en œuvre d'un enseignement par compétences. Ces écoles, appelées «écoles en mouvement», préfigurent l'organisation de l'enseignement tel que préconisé par la future loi sur l'organisa-

tion de l'enseignement fondamental.

Missions:

L'approche par compétences est indissociable d'un changement de l'organisation actuelle du travail dans les écoles. Il faut que les écoles évoluent vers des «organisations apprenantes», favorisant la concertation entre le personnel de l'école, la mise en commun de ressources, le partage de la responsabilité et la complémentarité d'expertises dans l'élaboration de solutions inédites aux problèmes rencontrés. Cela ne se fait pas du jour au lendemain et sans un investissement substantiel dans l'accompagnement et la formation des enseignants sur le terrain. De ces constats est née l'idée de la mise en place d'un pool d'instituteurs-ressources, maillon important dans une stratégie de mise en œuvre de réformes visées. Ils travailleront ensemble afin:

- d'organiser des groupes d'analyse de pratiques pédagogiques;

- de favoriser les échanges entre les écoles;

- d'accompagner les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre d'une approche par compétences;

- d'identifier les besoins en formation continue et d'assurer le lien avec le SCRIPT pour l'organisation des formations sur site, au niveau régional ou national;

- d'organiser des modules de formation continue, des colloques de partage, des journées de perfectionnement;...

- d'organiser des visites inter-classe ou inter-école;

- d'assurer le partage de leur propres compétences professionnelles et les ressources développées par les écoles;

- de documenter le changement.

Mode de recrutement et qualification:

Les instituteurs qui accompagnent les «écoles en mouvement» ont été sélectionnés par des membres de l'inspection, faisant partie du groupe de travail chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet.

Ils peuvent se prévaloir respectivement d'une formation spécifique dans le domaine des sciences de l'éducation, d'une formation en orthopédagogie, et d'autre part d'une formation organisée conjointement par le collège des inspecteurs et le SCRIPT ayant pour but de développer leurs compétences dans les domaines du développement scolaire et de l'accompagnement et le suivi des équipes pédagogiques.

#### Question 2612 (11.6.2008) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les soins psychiatriques à domicile (SPAD):

La décentralisation de la psychiatrie en juillet 2005 a entraîné que la psychiatrie, ainsi que les soins psychiatriques à domicile (SPAD), ne relèvent plus exclusivement de la seule responsabilité du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP).

À la question parlementaire N°774 du 1<sup>er</sup> décembre 2005 relative à l'organisation des services de SPAD dans d'autres hôpitaux que le CHNP, notamment par le biais d'une convention entre le CHNP et un établissement hospitalier, Monsieur le Ministre a répondu que les modalités d'une telle convention seraient en discussion au sein de la plate-forme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie» (cf.

compte rendu N°6/2005-2006).

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les discussions au sein de cette plate-forme ont abouti à des conventions entre le CHNP et d'autres établissements hospitaliers de manière à ce que l'organisation des SPAD soit effectuée par le personnel du CHNP? Combien de telles conventions ont été signées?

- Y a-t-il des établissements hospitaliers qui ont instauré leur propre service de soins psychiatriques à domicile?

- De combien de prises en charges les différents services de soins psychiatriques à domicile étaient-ils responsables au cours de l'année 2007? Combien de visites en résultaient?

- De manière générale, quels établissements hospitaliers sont actuellement munis d'un service de soins psychiatriques à domicile? De tels services sont-ils prévus dans d'autres établissements?

**Réponse** (4.8.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Les principes à la base de la décentralisation de la psychiatrie, conformes aux recommandations des rapports Haefner (1993) et Rössler (2005) visent à mettre en œuvre une stratégie pour trouver des solutions aux problèmes et affections psychiques des patients le plus précocement possible par des prestataires qualifiés et aux niveaux d'intervention les plus proches, sinon les plus adéquats afin:

- de guérir la maladie, sinon d'organiser une prise en charge pour prévenir son aggravation et les symptômes y liés;

- de réduire les dépendances inhérentes à la maladie;

- d'éviter la chronicisation, et

- de réduire pour autant que faire se peut les stigmatisations y liées.

Cette démarche impliquait par conséquent de prioriser les prises en charge ambulatoires et de réduire les hospitalisations et surtout celles de longue durée, au strict nécessaire.

Actuellement la décentralisation de la psychiatrie a abouti à la création, dans presque tous les sous-domaines, d'une chaîne de prise en charge qui s'étend des cabinets médicaux en pratique libérale aux hôpitaux aigus disposant d'un service de psychiatrie, à la réhabilitation, si possible ambulatoire, sinon stationnaire au CHNP, jusqu'à la réintégration des patients à leur domicile ou à défaut, dans un milieu de vie extrahospitalier encadré.

Sans préjudice de l'apport des autres structures tels que les hôpitaux de jour rattachés aux services de psychiatrie aiguë, les soins psychiatriques à domicile (SPAD) jouent par conséquent un rôle important, à la fois dans le suivi en posthospitalier aigu immédiat,

mais également, en collaboration avec les contributions des réseaux spécifiques et des centres de jour régionaux, dans l'encadrement, en leurs lieux de vie, des patients réinsérés.

Les soins psychiatriques à domicile peuvent être offerts par différentes structures spécialisées dont les plus anciennes sont celles du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (SPAD-CHNP) et des structures de psychiatrie extrahospitalière.

Le financement et la dotation des services hospitaliers de psychiatrie, y compris leurs antennes de soins à domicile, relève de l'UCM dans le cadre du mode de financement par budgétisation. Quant aux structures régionales de psychiatrie extrahospitalière, celles-ci sont financées par l'État et, plus récemment, également par l'UCM, grâce à la modification législative, votée en décembre 2006 et qui avait notamment pour objet d'autoriser l'UCM à participer au financement des prestations dans le cadre de ces structures.

En ce qui concerne les dotations des soins à domicile assurés par les établissements hospitaliers, le CHNP fait appel à sa propre structure (SPAD-CHNP) qui est dotée de six personnes.

Deux autres établissements, à savoir l'Hôpital du Kirchberg (HK) en 2007 et le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) en 2008, ont conclu une convention de sous-traitance avec le SPAD du CHNP. À cet effet l'UCM accorde actuellement deux postes supplémentaires par contractant.

L'Hôpital St-Louis à Ettelbruck (HSLE) et le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) à Esch qui organisent leur propre SPAD, peuvent prétendre aux mêmes dotations de la part de l'UCM que celles accordées pour les autres établissements hospitaliers aigus précités.

L'opportunité d'une création de soins à domicile spécifiques pour le besoin des services nationaux de psychiatrie infantile et juvénile est à l'étude.

Pour ce qui est des dotations des structures extrahospitalières, celle-ci hormis le personnel administratif, est actuellement la suivante:

Structure	Dotation totale (professionnels de santé)	dont à charge du budget de l'État	dont à charge du budget de l'UCM
Nord: Liewen Dobaussen	16,5*	9,5	7
Centre: CERMM	7,25	7,25	en suspens
Centre: Ligue d'Hygiène mentale	16*	13,25	3,75
Sud: Réseau Psy	22,75*	14,50	8,25
Total (et parts en %)	62,5*	71%	29%

Toutefois, l'ensemble de ce personnel n'est pas affecté à l'encadrement des lieux de vie des patients, il assure également les prestations (consultations, activités thérapeutiques et animation) au sein

des différentes entités des foyers respectifs.

Vu l'évolution récente et en cours des soins psychiatriques à domicile, des données d'ensemble fiables et comparables sur les prises en charge et le nombre de visites en résultant ne peuvent guère être obtenus qu'à partir de l'exercice 2009.

**Question 2615** (12.6.2008) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant les **enseignes publicitaires**:

Le Service des Sites et Monuments nationaux appelé à assurer l'exécution des lois et règlements relatifs aux enseignes publicitaires constatant la non-conformité des publicités demande aux établissements ayant apposé une telle publicité, afin de régulariser leur situation, d'introduire un dossier auprès de l'administration communale concernée qui elle devra transmettre le dossier avec l'avis circonstancié du conseil communal au Ministère de la Culture pour décision.

Les pièces suivantes doivent être jointes au dossier: une demande d'autorisation motivée, le relevé des enseignes de firme et publicités déjà fixées, un extrait du plan cadastral ou un plan de situation avec indication de l'emplacement de l'immeuble ou du lieu d'emplacement prévu de la publicité, un croquis représentant l'immeuble avec l'indication de l'emplacement prévu pour la publicité, un dessin à l'échelle de la publicité, avec des indications précises concernant les dimensions, le texte, la figuration et l'exécution (matériaux, couleurs, luminosité), photo récente de la façade entière ou, le cas échéant, du lieu d'emplacement envisagé.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État et à Monsieur le Ministre:

- N'estiment-ils pas exagérées les démarches devant être entreprises par les commerçants afin d'apposer une simple publicité?

- Est-il vraiment nécessaire de subordonner toute publicité à une autorisation du Ministre?

- Ne devrait-on pas assouplir la législation en la matière?

- Qu'en est-il des établissements qui détiennent une autorisation antérieure à l'entrée en vigueur du Règlement grand-ducal du 4 juin 1984 relatif à la publicité visée aux articles 37 et suivants de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux?

**Réponse commune** (6.8.2008) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Comme le relève l'honorable Député, le Service des Sites et Monuments nationaux constate régulièrement la non-conformité de certaines enseignes et publicités aux dispositions légales et réglementaires régissant la matière. Ces règles, fixées précisément par le règlement grand-ducal du 14 juin 1984, prévoient tout d'abord que, sauf quelques communes et localités, toute publicité et toute enseigne est d'office autorisée, sous réserve de ne pas dépasser des dimensions fixées par ce même texte. Ainsi, les commerçants qui projettent l'installation d'une enseigne ou d'une publicité inférieure ou égale à 1,5 m<sup>2</sup> n'ont pas l'obligation de saisir le Ministère de la Culture. Pour des «simples» publicités - pour reprendre la terminologie de Monsieur le Député - aucune démarche n'est donc nécessaire auprès de mes services.

Les textes actuellement en vigueur, les autorisations ponctuelles ainsi que le contrôle effectué par le Service des Sites et Monuments nationaux ont comme but d'éviter la prolifération de publicités et enseignes surdimensionnées qui déboucherait sur un paysage illisible, car surpeuplé de réclames, et qui conduirait à l'effet inverse que celui escompté par toute publicité. L'érection illégale car non autorisée d'enseignes et de publicités démesurées à certains endroits de notre pays démontre déjà les effets d'une véritable pollution optique. C'est la raison pour laquelle le Service des Sites et Monuments nationaux entreprend des mesures concrètes et cohérentes pour mettre certains commerçants en conformité avec les textes.

Le règlement de 1984 sera remplacé sous peu par un nouveau texte. Toujours soucieux de respecter l'intégrité de nos localités et paysages, ce texte assouplira néanmoins les conditions relatives à l'installation d'enseignes et de publicités dans les zones artisanales et industrielles. Le nouveau règlement va prévoir la mise en conformité à ses critères de toutes les publicités et enseignes du pays, ceci endéans un certain délai. Il est souligné que les enseignes et publicités autorisées d'office à ce jour resteront valablement installées.

**Question 2619** (12.6.2008) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant les **programmes européens**:

Un article publié le 2 juin 2008 dans un quotidien luxembourgeois affirme que l'Agence nationale des programmes européens (Anefore) s'est vue contrainte d'annuler une journée eTwinning (opération de jumelage électronique entre établissements scolaires européens des premier et second degrés) pour cause de manque d'inscriptions. Il me revient de plus qu'il y aurait de moins en moins de candidatures pour les projets européens.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

- Quel est le nombre de candidatures pour les différents programmes et sous-programmes européens (Comenius, Erasmus, Leonardo da Vinci, Grundtvig) de 2001 à 2008, y compris les chiffres pour les programmes où il y existait déjà un appel d'offres?

**Réponse commune** (30.07.2008) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1. Comenius - enseignement scolaire

L'agence gère six actions différentes dans le cadre du programme Comenius - partenariats scolaires, visites préparatoires, formation continue, accueil d'assistants linguistiques, envoi d'assistants linguistiques, eTwinning qui fait partie du programme Comenius depuis 2007.

Les tendances pour chacune des ces actions sont très variables d'une année à l'autre:

- Pour les partenariats scolaires - jusqu'en 2007 les partenaires aux projets Comenius ont dû introduire une demande de bourse pour chaque année (durée maximale trois ans) de projet, alors que depuis 2007 une demande unique est à introduire pour toute la durée du projet qui est de deux ans. En considérant les nouveaux projets financés au cours des trois dernières années on constate une légère augmentation.

- Les visites préparatoires mènent à la formulation conjointe d'un projet européen. On a enregistré une baisse très importante de cette action au cours des deux dernières années.

- Les candidatures pour la formation continue en Europe ont doublé depuis 2006.

- L'accueil d'un assistant linguistique par une école luxembourgeoise a connu une baisse en 2007 par rapport à 2006, année phare avec onze candidatures.

- Le nombre d'assistants linguistiques luxembourgeois a augmenté de 75% par rapport à 2007.



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

## Partenariats scolaires Comenius:

Année	Projets reçus	Projets présélectionnés au Luxembourg	Projets acceptés après la consultation européenne	Projets réalisés/en cours de réalisation (dont nouveaux projets)
2000	38	38	29	27 (11)
2001	26	26	19	19 (6)
2002	21	21	19	18 (11)
2003	33	33	31	30 (19)
2004	37	37	30	30 (11)
2005	31	30	27	24 (8)
2006	36	35	30	28 (9)
2007	29	27	25	23 (10)
2008	13	12 (seulement nouveaux projets)	En cours	En cours
Total	264	259	210	199 (85)

## Visites préparatoires Comenius:

Année	Demandes reçues	Demandes acceptées	Visites réalisées
2000	9	9	8
2001	4	3	3
2002	8	8	6
2003	17	17	17
2004	7	7	7
2005	26	26	25
2006	1	1	1
2007	6	6	6*
2008	3	3	3
Total	81	80	76

\*dont 3 bénéficiaires du séminaire de contact au Luxembourg

## Comenius - Formation continue pour enseignants:

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes financées
2001	6	6	6
2002	4	2	2
2003	19	12	12
2004	11	11	10
2005	19	17	16
2006	7	7	7
2007	9	9	9
2008	13	13	13
Total	88	77	75

## Assistants linguistiques Comenius accueillis par des écoles au Luxembourg

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Assistants accueillis
2000	0	0	0
2001	5	5	0
2002	1	1	1
2003	6	6	6
2004	6	6	5
2005	7	7	7
2006	11	11	10
2007	5	5	5
2008	7	7	5
Total	48	48	39

## Assistants linguistiques Comenius luxembourgeois

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Assistants envoyés
2000	0	0	0
2001	0	0	0
2002	0	0	0
2003	2	2	0
2004	3	3	1
2005	7	7	5
2006	5	4	4
2007	4	4	4
2008	7	7	7
Total	28	27	21

## eTwinning

ANNEE	INSCRIPTIONS	PROJETS
2005	12	4
2006	20	13
2007	5	1
2008	5	2
Total	42	20

## 2. Grundtvig - éducation des adultes

L'agence gère trois actions différentes dans le cadre du programme Grundtvig - partenariats

d'apprentissage, visites préparatoires, formation continue.

Les tendances pour chacune des ces trois actions sont à la hausse.

## Partenariats éducatifs Grundtvig

Année	Projets reçus	Projets présélectionnés au Luxembourg	Projets acceptés après la consultation européenne	Projets réalisés/en cours de réalisation (dont nouveaux projets)
2001	1	1	1	1(1)
2002	1	1	1	1
2003	3	3	3	3(3)
2004	7	5	5	5(2)
2005	8	8	5	5(3)
2006	14	12	8	8(4)
2007	7	6	5	5(2)
2008	6	6 (seulement nouveaux projets)	En cours	En cours
Total	47	42	28	28

## Visites préparatoires

Année	Demandes reçues	Demandes acceptées	Visites réalisées
2000	0	0	0
2001	1	1	1
2002	0	0	0
2003	1	1	0
2004	5	5	5
2005	14	13	13*
2006	1	1	1
2007	7	7	6
2008	En cours	En cours	En cours
Total	29	28	26

\*dont 10 bénéficiaires du séminaire de contact au Luxembourg

## Bourses de formation continue pour formateurs d'adultes

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes financées
2001	3	3	3
2002	5	4	2
2003	2	1	1
2004	1	1	1
2005	8	5	5
2006	0	0	0
2007	4	3	2
2008	7	7	7
Total	30	24	21

## 3. Erasmus - enseignement supérieur

Depuis 2007, Anefore gère les bourses pour les étudiants luxembourgeois et résidents luxembourgeois qui étudient à l'étranger alors que l'Université du Luxembourg gère les bourses de ses étudiants.

L'augmentation du nombre d'étudiants boursiers de l'Université du Luxembourg est due au fait que la plupart des étudiants qui effectuent leur semestre de mobilité obligatoire dans le cadre du bachelor bénéficient d'une bourse Erasmus.

## Bourses de mobilité des étudiants luxembourgeois

Année	Demandes reçues	Demandes acceptées
2000*	126	126
2001*	104	104
2002*	121	119
2003*	140	138
2004*	118	116
2005*	147	146
2006*	170	170
2007	92** + 258***	80** + 300***
2008	32** + 350***	En cours
Total	1.658	1.299

\*Bourses pour étudiants luxembourgeois à Luxembourg et à l'étranger

\*\*Bourses pour étudiants luxembourgeois à l'étranger

\*\*\*Depuis 2007, l'Université du Luxembourg gère les bourses Erasmus de ses étudiants

## 4. Leonardo da Vinci - formation professionnelle

Dans le cadre des projets de mobilité Leonardo les institutions peuvent solliciter des subventions pour envoyer soit des élèves en formation professionnelle initiale, soit des professionnels de la formation professionnelle, soit des étudiants et/ou des demandeurs d'emploi dans un stage à l'étranger

pour une durée pouvant aller jusqu'à neuf mois. Jusqu'en 2006 le Luxembourg attribuait des cofinancements aux institutions d'envoi et d'accueil, alors que depuis 2007 seuls des cofinancements pour l'envoi de stagiaires sont possibles. Le placement d'étudiants est désormais couvert par Erasmus ce qui explique la baisse du nombre de projets pouvant être cofinancés.

## Projets de mobilité procédure A

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes acceptées	Projets réalisés/ en cours de réalisation
2000	-	-	-	8
2001	-	-	-	9
2002	-	-	-	7
2003	-	-	-	8
2004	-	-	-	7
2005	14	14	14	14
2006	15	15	14	12
2007	7	7	5	5
2008	7	7	6	6
Total	-	-	-	76

## Chamber TV

weist all  
öffentlich Sitzung  
live an integral

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer

um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biber an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech  
um Kanal S19 / 287.25 MHz

Zu Iermsdref

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng  
Gréiwemaacher

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff),  
Keespelt, Meespelt,  
Ollem a Nouspelt

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

## Projets pilotes procédure B

Année	Projets réalisés / en cours de réalisation
2000	2
2001	3
2002	1
2003	2
2004	3
2005	1
2006	2
Total	14

mai 2008 portant introduction d'un statut unique? Dans l'affirmative, ne s'agit-il pas là d'une nouvelle discrimination par rapport au personnel employé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 sous la procédure simplifiée pour lequel les indemnités pécuniaires en cas de maladie restent à charge de la Caisse de Maladie?

- De manière générale, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il soit opportun d'uniformiser les règles et procédures applicables à l'emploi de personnel de maison et ce

der après la fin de l'année d'imposition une régularisation de leur situation fiscale par décompte annuel ou par voie d'assiette en vue de récupérer le trop-perçu de l'impôt par rapport au régime d'imposition normal.

Tous les salariés concernés étant soumis à la même procédure simplifiée, il ne saurait être question de discrimination, ni en matière fiscale, ni en matière de sécurité sociale.

La loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique n'opère pas non plus de discrimination. Elle a laissé inchangée la procédure de remboursement de l'indemnité pécuniaire de maladie pour les employeurs occupant du personnel de ménage. Pendant la période de la conservation de la rémunération d'une durée moyenne de treize semaines, l'employeur continuera à indemniser les incapacités de travail et sera remboursé intégralement sur déclaration écrite. Après cette période, la Caisse nationale de Santé payera les prestations directement à l'assuré. Le remboursement mentionné sera financé par un relèvement de l'impôt forfaitaire à charge de l'employeur de 6 à 10%. Pour l'employeur l'augmentation de l'impôt forfaitaire sera compensée par une diminution du taux de cotisation pour prestations en espèces de plus de 4%.

Le Gouvernement n'envisage pas de modifier une procédure qui a permis de faire augmenter le nombre de salariés déclarés d'environ 4.700 unités en 1998 à plus de 11.200 unités en 2008 et qui constitue ainsi un outil important de lutte contre le travail clandestin dans le domaine du travail domestique.

als «Travailleurs exposés». Ausserdem müssen déi Leit regelméisseg aarbechtsmedezinesch Ënnersuchunge gemaach kréien. Dës Ënnersuchunge goufen an Zesummenaarbecht mat der Inspektion du Travail 2001 festgeluecht. Et sinn dëst speziell Blutanalysen, Urinalysen, Longefonktionstester a wann néideg Longeröntgen. Den aarbechtsmedezinesche Service vum SÍDEC mécht d'Analyse mat enger gewësser Regelméissegkeet; bis elo goufe bei den Aarbechter keng gravéierend medezinesch Problemer festgestallt, mä d'lwewerwaachung vun de Leit däärf a kengem Fall nogelooss ginn.

D'Maschinen, déi um SÍDEC a Betrib sinn, sinn zënter hirer Abeitribnah konform zur Kommodosgenehmegung a mat «Schutzbelüftungsanlagen» équipiéert.

place des troubles psychiatriques d'origine médicamenteuse.

Dans 7,4 cas des prescriptions, ces effets indésirables sont des confusions (51%), des hallucinations (27%), des agitations (13%), des délires (12%), des insomnies (8%), des somnolences (4%). 21% des cas ont nécessité une hospitalisation ou un prolongement de l'hospitalisation.

L'Association française des victimes des quinolones évoque également des pertes sévères de mémoire et des baisses du QI.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Cette famille d'antibiotiques est-elle prescrite au Luxembourg?

- Si oui, quelle est l'évolution de ces prescriptions?

- Les patients sont-ils informés du risque de séquelles neuromusculaires ainsi que de troubles psychiatriques?

- Monsieur le Ministre entend-il sensibiliser les médecins susceptibles de prescrire ce type d'antibiotique quant aux effets secondaires?

**Réponse** (24.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Les chiffres invoqués par l'honorable Parlementaire en rapport avec les séquelles dues aux antibiotiques de la classe des fluoroquinolones semblent provenir de l'étude «Effets indésirables psychiatriques des fluoroquinolones: cas notifiés à la pharmacovigilance française» publiée dans la Revue de Médecine interne en juin 2006.

Ladite étude comporte une analyse de tous les effets indésirables psychiatriques notifiés dans la base nationale de pharmacovigilance française chez les patients traités par fluoroquinolones et ceci entre 1985 (et non 1995 comme dit dans la question parlementaire) et 2002. Au total 590 cas sont rapportés dont 512 pour lesquels une fluoroquinolone était considérée comme l'un des médicaments suspects. Dans 21,7% des cas l'effet est considéré comme grave (correspondant majoritairement à une hospitalisation ou une prolongation d'hospitalisation) et l'évolution a été favorable avec disparition de l'effet dans 88,5% des cas, tandis que dans 9,5% des cas l'évolution était en cours ou inconnue.

L'étude a encore relevé que ces effets indésirables sont survenus principalement chez les sujets âgés. Cependant cette étude n'a pu établir l'incidence de ces effets indésirables, étant donné que ceux-ci font l'objet de notifications insuffisantes et que l'on ne connaît pas l'exposition totale des patients. Dans leur conclusion les auteurs remarquent que «malgré le risque de survenue des effets indésirables psychiatriques ou d'autre type, l'intérêt de cette classe thérapeutique n'est nullement remis en cause, puisqu'il s'agit d'antibiotiques puissants, très maniables». Ils terminent par la conclusion «Pour prévenir ces effets indésirables, on peut simplement rappeler les recommandations de prescription, notamment l'adaptation posologique à la fonction rénale, particulièrement au sein d'une population âgée.»

Les médicaments antibiotiques de la classe des fluoroquinolones possèdent des indications thérapeutiques précises et sont prescrits universellement. Au Luxembourg leur prescription représente 10,47% du total des antibiotiques exprimé en doses journalières en ambulatoire et 5,7% en milieu hospitalier.

En ambulatoire la prescription de cette classe d'antibiotiques a subi entre 2005 et 2006 une augmentation de l'ordre de 3%, tandis qu'en milieu hospitalier leur utilisation est restée stationnaire. La ciproxine

## Projets Leonardo TOI

(qui remplacent les projets pilotes de la phase Leonardo II)

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes acceptées	Projets réalisés/en cours de réalisation
2007	6	3	3	3
2008	2	2	en cours de sélection	pas encore connu
Total	8	5	3	3

## Partenariats Leonardo (nouvelle action en 2008)

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes acceptées	Projets réalisés
2008	3	3	en cours de sélection	en cours de sélection
Total	3	3		

## 5. Arion/Visites d'études pour décideurs de l'éducation et de la formation

pour des raisons d'égalité et de sécurité juridique?

### Visites

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes acceptées	Visites réalisées
2000	3	3	3	2
2001	1	1	1	1
2002	10	10	5	5
2003	6	5	5	4
2004	1	1	1	0
2005	5	5	5	4
2006	4	4	4	2
2007	3	3	3	2
2008	14	13	13	13
Total	47	45	40	33

## Question 2623 (13.6.2008) de M. Gilles Roth (CSV) concernant l'occupation de personnel domestique dans un ménage privé:

La loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance a introduit une nouvelle procédure d'affiliation et d'imposition du personnel domestique, à savoir la procédure administrative simplifiée qui s'applique à tout particulier qui emploie du personnel de maison dans son foyer.

Le législateur avait prévu à l'époque que l'employeur pouvait continuer à appliquer le régime normal de déclaration et de liquidation des cotisations sociales et de l'impôt. Il lui suffisait de demander une dispense au Centre commun de la Sécurité sociale, dispense qui lui était accordée dès lors qu'un certain nombre de conditions étaient remplies notamment si la personne avait été engagée avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Ainsi, depuis la date d'entrée de la loi de 1998 précitée, deux régimes différents s'appliquent au Luxembourg au personnel de maison.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale et des Finances:

- L'existence de deux régimes différents pour une même activité n'est-elle pas discriminatoire dans la mesure où des règles différentes, notamment des taux d'imposition différents, s'appliquent?

- Les personnes engagées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999 en tant que personnel domestique et pour lesquelles l'employeur a souhaité continuer à appliquer le régime normal de déclaration et de liquidation tombe-t-il ou non sous le champ d'application de la loi du 13

**Réponse commune** (29.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** et de **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances:**

Le régime de déclaration et de liquidation des cotisations sociales et de l'impôt applicable au personnel de ménage résulte de la combinaison des dispositions de l'article 137, alinéa 5 de la loi concernant l'impôt sur le revenu et de l'article 330 du Code des assurances sociales, telles que celles-ci ont été introduites par la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance. Cette procédure spécifique doit s'appliquer à tout particulier qui occupe du personnel dans le cadre de sa vie privée pour des travaux de ménage, pour la garde de ses enfants ou pour lui assurer des aides et des soins nécessaires en raison de son état de dépendance.

Ce régime d'imposition forfaitaire a été introduit avant tout pour des raisons de simplification administrative, devant permettre tant aux employeurs qu'aux salariés de se conformer à des prescriptions administratives réduites. Comme cette procédure simplifiée est particulièrement bien adaptée aux ménages privés qui conviennent d'une rémunération nette avec leur personnel de maison, la procédure dite «classique» de déclaration n'a pas été maintenue en parallèle pour ledit personnel, sauf pour une trentaine d'employeurs qui ont demandé expressément de continuer à avoir recours à cette procédure au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 1999. Les personnes occupant du personnel de ménage ne sont en relation qu'avec un seul organisme administratif, à savoir le Centre commun de la sécurité sociale, qui se charge de percevoir l'impôt forfaitaire et les cotisations sociales. L'impôt forfaitaire a, en principe, un caractère définitif. Toutefois, en vue d'empêcher que l'impôt forfaitaire ne se répercute défavorablement sur le montant net de la rémunération des salariés occupés dans les ménages, ceux-ci peuvent deman-

## Question 2636 (20.6.2008) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le personnel de la décharge SÍDEC exposé à la Mycotoxine:

Aus dem Rapport «AIB Vincotte» aus dem Joer 2002 geet ervir, datt d'Personal vun der Deponie Sidec um Fridhaff Mycotoxinen ausgesat ass, dorënner där vum «Aspergillus fumigatus», dee schwéier Gesondheetsproblemer kann erviruffen.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1) Gi beim Personal vun der Sidec regelméisseg cibléiert Gesondheetstester virgeholl? Gi spezifesch Blutanalysen gemaach a gëtt et hei Opfällgekeiten?

2) Sinn all Maschinen, déi um Sidec a Betrib sinn, konform zu de Konditione vun der Kommodogenehmigung (ITM) vun 1997? Vu wéini un sinn dës Maschinen am Einzelnen mat de virgeschriwwenen «Schutzbelüftungsanlagen» équipiéert?

**Réponse commune** (25.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** et de **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

Et ass richtig, datt d'Personal vum SÍDEC a speziell d'Personal wat am Beräich vun der Zone de Compostage schafft verschiddene Mycotoxinen ausgesat ass, dorënner e Pilz wéi den Aspergillus Fumigatus oder eng géfteg Substanz wéi de Patulin. Aus deene Grënn falen d'Aktivitéite vum SÍDEC och ënnert d'Reglementation vun der «Protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail». Duerfir muss de Bedreier eng Identifikatioun an eng Evaluatioun vun de Risike maachen, déi erkannte Risike mussen esou kleng ewéi méiglech gehal ginn, an d'Aarbechter, déi do schaffen, mussen informéiert a forméiert ginn a si mussen opgeléicht ginn

## Question 2639 (20.6.2008) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant les subsides aux associations:

Am Statsbudget fënn ee queesch duerch praktesch all Départementer eng Hällefir fir Verbänn, Interesseveräiner, Organisationsen asw. En Deel dovun ass spezifesch als staatlech Participatioun fir bestëmmten Aktivitéiten oder Servicer libelléiert, anerer sinn einfach als Subsid oni Zweckbestëmmung ausgewisen. An deem Kontext géif ech lech gären dës Froen stellen:

1. Gëtt et objektiv Kritären, no deenen d'Bénéficiairé vun dëse staatleche Subsiden selektionéiert ginn, a wa jo, kënnt Dir mir dozou Prezisioun liwweren?

2. Gëtt et objektiv Kritären, no deenen d'Heicht vun dëse staatleche Bähëllefir festgeluecht gëtt, a wa jo, kënnt Dir mir doriwwer Informatioun liwweren?

3. Wann dat net zoutreff, wéi ass da séchergestallt, datt all Verbänn, Veräiner an Organisationsen, déi fir sou Bähëllefir a Fro kommen, méiglechst gläich behandelt ginn?

4. Missten net am Sënn vun Transparenz a Gerechtegkeet déi betreffend staatlech Subsiden inklusiv der Identitéit vun den Empfängerorganisationsen, public gemaach ginn?

**Réponse** (10.7.2008) de **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:**

All Ministère ass a sengem Beräich zoustänneg fir Subsiden u Gemenge, Betriber a Veräiner ze verginn a stellt duerfir natierlech Kritären op. Dës Kritäre si jee no Aktivitéit, déi ënnerstëzt gëtt, vu Ministère zu Ministère anescht, a verschiddene Fäll si se iwwer Gesetz oder Règlement festgeluecht. Et gëtt keng allgemeng Kritären, well et ze vill ënnerschiddlech Situatione gëtt.

Et ass kloer, datt all Minister an der respektiver Chamberskommissioun d'Kritären an d'Montant vum Subsiden un déi eenzel Bénéficiairé muss matdeelen an erklären, wann dës gefrot ginn.

## Question 2640 (20.6.2008) de M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) concernant les fluoroquinolones:

Les fluoroquinolones sont une famille d'antibiotiques actifs contre de nombreux germes et sont indiqués dans les infections générales ou à localisations diverses. Alors qu'ils sont déjà connus pour provoquer des séquelles neuromusculaires (tendinites et contractures), le Centre de pharmacovigilance de Bordeaux a publié entre 1995 et 2002 590 cas d'effets indésirables de nature psychiatrique. Ces molécules arrivent ainsi à la huitième



constitue l'antibiotique le plus prescrit de la classe des fluoroquinolones. Par comparaison internationale le Luxembourg a un niveau de consommation élevé en antibiotiques, ce qui vaut aussi pour la classe des fluoroquinolones. Une étude comparative parmi 25 pays européens en 2003 plaçait notre pays au quatrième rang pour la consommation.

Les principales indications des fluoroquinolones sont les infections par des micro-organismes sensibles au niveau du système urogénital, les gastro-entérites sévères, certaines infections lorsque les antibiotiques de premier choix ne peuvent être utilisés et la prophylaxie dans des cas bien spécifiés. Les fluoroquinolones, du fait de leurs caractéristiques de diffusion tissulaire, sont susceptibles d'avoir des effets indésirables notamment au niveau du tractus gastro-intestinal, du système nerveux central, au niveau cutané et au niveau ostéo-articulaire. La littérature sur la pathologie des effets secondaires sérieux est bien documentée et par conséquent les notices scientifiques des médicaments appartenant à cette classe mentionnent ces effets indésirables et contre-indications. Il incombe au médecin lors de la prescription de déceler les facteurs de risque pour le patient ou le cas échéant les contre-indications de façon à réduire les risques de survenance de tels effets. Une évaluation du rapport risque-bénéfice devrait être également amorcée chaque fois que la décision de choisir une fluoroquinolone est prise et le patient doit être dûment informé des effets indésirables.

Un conseil scientifique auprès de mon Ministère, présidé par un médecin de l'Association des Médecins et Médecins Dentistes, tient régulièrement à jour des lignes directrices en matière d'antibiothérapies, pouvant être consultées sur le site <http://www.conseil-scientifique.lu>. Ce conseil détient aussi une banque de données contenant des recommandations et informations destinées plus spécifiquement aux professionnels de la santé et accessibles seulement à ces derniers.

Le 18 novembre est déclaré «awareness-day» européen en matière d'antibiothérapies, c'est-à-dire «journée de prise de conscience». Sur le plan national il y aura une campagne grand public de mise en garde contre l'usage abusif d'antibiotiques. Les médecins seront une nouvelle fois rendus attentifs sur l'évolution de la consommation de ce type de médicaments, toujours dans le but d'une modération de la prescription.

#### Question 2641 (20.6.2008) de M. Marc Angel (LSAP) concernant la reconnaissance des mariages homosexuels conclus à l'étranger:

Au cours de sa réunion du 13 juin 2008, le Gouvernement en Conseil a décidé d'apporter un certain nombre de modifications à la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets de certains partenariats. Ces modifications concerneront des aspects du droit du travail, du droit civil et du statut général des fonctionnaires de l'État.

En ce qui concerne le droit civil, le Gouvernement en Conseil a retenu que les partenariats conclus valablement à l'étranger pourront être inscrits au répertoire civil, à condition que les partenaires remplissent les mêmes conditions que celles prévues pour la conclusion d'un partenariat légal au Luxembourg.

Étant donné que la reconnaissance ne vaut pas pour les mariages civils conclus à l'étranger entre partenaires du même sexe, le Luxem-

bourg se retrouvera donc bientôt dans la situation cocasse de reconnaître les partenariats de droit étranger et d'appliquer à ces personnes les avantages et obligations prévus par la législation luxembourgeoise, alors que les personnes de même sexe ayant contracté mariage à l'étranger ne jouiront d'aucun droit similaire au Grand-Duché.

- Sachant qu'au Luxembourg, le mariage civil n'est pas encore ouvert aux couples de même sexe, ne faudrait-il pas reconnaître légalement ces mariages conclus à l'étranger?

- Le fait d'ouvrir la possibilité aux couples «pacsés» à l'étranger de faire inscrire leur union au registre civil, option refusée pour l'instant aux couples homosexuels mariés, ne signifie-t-il pas que le Gouvernement attribue une valeur légale supérieure au partenariat enregistré par rapport au mariage civil?

- Est-il correct d'affirmer que les couples homosexuels, mariés à l'étranger et vivant au Luxembourg, devront divorcer et conclure par la suite un partenariat pour continuer à jouir de leurs droits de couple marié?

- Afin d'éviter l'apparition de situations juridiques comme celles évoquées ci-dessus, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait opportun d'ouvrir dans un avenir proche le mariage civil aux couples de même sexe au Luxembourg?

#### Réponse (14.7.2008) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

La question de la reconnaissance transfrontalière des mariages homosexuels belges, néerlandais et espagnols se pose non seulement au Luxembourg, mais dans les 24 États membres de l'Union européenne qui ne connaissent pas ce type de mariage.

Le Luxembourg estime qu'il y a lieu avant tout de trouver une réponse européenne à ce problème de droit international privé.

En attendant une solution européenne, j'estime qu'il y a lieu d'accorder aux couples homosexuels mariés à l'étranger mais résidant au Luxembourg les mêmes droits que ceux qui sont accordés aux couples homosexuels qui ont conclu un partenariat de droit luxembourgeois.

#### Question 2642 (20.6.2008) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'étiquetage nutritionnel des aliments:

Fin janvier 2008, la Commission européenne a proposé de moderniser et d'améliorer la réglementation communautaire en matière d'étiquetage nutritionnel des denrées alimentaires afin que le consommateur obtienne lors de l'achat les informations essentielles dont il a besoin pour faire les bons choix en vue d'une alimentation équilibrée.

La proposition impose que soient clairement mentionnées, à l'avant de l'emballage, la valeur énergétique et les teneurs en sel, en glucides, avec une référence spécifique aux sucres, et en lipides - y compris les acides gras saturés - par portion, par cent millilitres ou par cent grammes de produit. Ces éléments doivent aussi être indiqués en tant que pourcentages des apports de référence.

Hormis la liste des six nutriments sur le devant de l'emballage, les États membres sont libres de développer des systèmes nationaux pour la présentation de ces informations. Chaque État membre peut donc décider d'ajouter des éléments visuels symboliques, comme un système de feux de signalisation, à côté des valeurs numériques. Des études démontrent qu'il s'agit du format le plus utile pour les consommateurs.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelle est la position du Gouvernement quant au système de feux de signalisation sur les étiquettes des produits alimentaires?

- Est-ce qu'un tel système serait réalisable sur tous les produits mis en vente au Luxembourg?

- Dans la négative, est-ce qu'on pourrait limiter ce système aux aliments produits au Luxembourg?

- Quels sont les efforts entrepris par le Ministère de la Santé afin de rendre le consommateur attentif en vue d'une alimentation saine et équilibrée?

#### Réponse (25.7.2008) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'honorable Député fait référence à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires.

Cette proposition, qui vise à consolider la législation horizontale en matière d'étiquetage général et d'étiquetage nutritionnel, prévoit la possibilité dans le chef des États membres d'élaborer sur une base strictement volontaire et n'ayant aucun effet contraignant des formes complémentaires d'expression de la déclaration nutritionnelle.

C'est ainsi qu'un système de feux de signalisation sur l'étiquette des produits alimentaires, auquel fait allusion Monsieur le Député, a été élaboré par l'agence britannique «Food Standard Agency» (FSA) en collaboration avec d'autres associations du secteur de la santé tout comme avec des associations de consommateurs.

L'idée à la base consiste à permettre aux consommateurs de repérer facilement les produits «bon pour leur santé» (produit marqué par un point vert), et ceux qui seraient moins favorables à leur santé (produit marqué d'un point orange ou rouge).

Pour chaque couleur, la FSA a fixé des standards qui se basent sur les recommandations nutritionnelles élaborées par le comité britannique «Committee on Medical Aspects of Food and Nutrition Policy (COMA)».

Ce système de signalisation s'applique uniquement aux produits composés de plusieurs ingrédients, tels que pizzas, sandwichs préemballés, biscuiteries, boissons, burger, etc.

Cette signalisation, qui semble a priori facile à interpréter peut pourtant prêter à confusion. Ainsi, un produit pourrait se voir attribuer à la fois un signal rouge pour la quantité de graisse et un signal vert pour la quantité de sel. Par contre, d'un point de vue scientifique la catégorisation de certains produits est fortement critiquée. À titre d'exemple, une sauce vinaigrette, dont l'ingrédient principal est l'huile de colza, pourrait être revêtu d'un signe rouge quant à sa quantité en lipides et en même temps d'un signe vert pour la qualité des acides gras.

À cela s'ajoute qu'il sera difficile d'appliquer ce type de signalisation sur les produits mis en vente au Luxembourg essentiellement pour les raisons suivantes:

- actuellement notre pays ne dispose pas de standards de référence tels qu'ils ont été élaborés par COMA;

- la majorité de nos aliments sont produits à l'étranger;

- au niveau de la Communauté européenne, les responsables ne se sont pas encore prononcés à l'unanimité pour un système de signalisation qui, rappelons-le, est purement facultatif.

Par ailleurs, comme l'équilibre alimentaire est reflété par tous les ali-

ments qui sont consommés, la restriction d'une telle signalisation aux seuls produits locaux n'aurait pas beaucoup d'intérêt devant une production alimentaire nationale somme toute réduite. De surcroît, une alimentation exclusive à base de produits locaux ne permettrait pas de fournir tous les nutriments dont notre corps a besoin, une telle alimentation serait non seulement très monotone mais probablement carencée en acides gras mono- et poly-insaturés.

Cela étant, et tout comme par le passé, j'entends miser plutôt sur des campagnes d'information ciblées auprès des consommateurs. En effet, l'éducation nutritionnelle n'est pas la mission primaire de l'étiquetage qui consiste en effet à informer le consommateur pour qu'il puisse faire lui-même le meilleur choix en fonction de ses spécificités. Je voudrais rappeler qu'il ne s'agit pas de combattre individuellement chaque aliment malsain, mais bien de combattre le phénomène de la mauvaise alimentation. C'est précisément dans cette optique que mon Ministère déploie des moyens considérables pour favoriser l'éducation nutritionnelle notamment par le biais du «plan alimentation saine et activité physique», voire de l'action «Gesond iessen, méi bewegen».

Dans le cadre précisément de cette action, un groupe interministériel a élaboré en 2006 un logo qui distingue les initiatives promouvant l'alimentation saine et l'activité physique.

Je voudrais enfin souligner que mon département ne cesse d'élaborer des brochures informatives sur l'alimentation saine. Au cours de l'année 2006, une brochure reprenant les bases de l'alimentation saine a été distribuée à chaque ménage du pays. D'autres brochures s'adressant à une population plus ciblée, notamment aux femmes enceintes sont disponibles sur simple demande auprès de mes services.

Enfin, à chaque rentrée de classe, les parents des élèves entrant en première année reçoivent une lettre d'information et les élèves une grille horaire reprenant de façon ludique les bases d'une alimentation saine. Dans les classes supérieures, les enseignants ont à leur disposition une pyramide alimentaire ainsi que des cahiers pédagogiques sur l'alimentation saine. Le corps enseignant peut au-delà participer gratuitement à des formations sur la bonne pratique d'application de cette pyramide alimentaire.

#### Question 2644 (24.6.2008) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la Communauté européenne de l'énergie:

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a récemment accordé une interview au «Journal du dimanche». En réponse à la question sur la priorité de l'Union européenne, il déclare:

«Comme il y eut la Communauté européenne du charbon et de l'acier, je propose qu'on mette en place une Communauté européenne de l'énergie. Ainsi aurions-nous une politique de l'énergie, un marché concurrentiel et une attitude commune vis-à-vis des producteurs d'énergie. Quand je vois ce carrousel de pays autour de Poutine et Medvedev, je suis scandalisé. L'Europe se ridiculise. C'est pourquoi il faut bâtir d'urgence une Europe de l'énergie, à laquelle participeront les pays qui le veulent. Les autres suivront plus tard, comme pour l'euro. Pour l'Europe, le choix est simple: ou la survie pour l'Union ou le déclin et la perte de toute capacité d'influence.»

Cette idée d'une Communauté européenne de l'énergie me semble très intéressante.

- C'est la raison pour laquelle j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette proposition et si, le cas échéant, il l'entend appuyer.

#### Réponse (30.7.2008) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En général, je partage les grandes lignes de l'opinion de Monsieur Jacques Delors concernant la politique énergétique européenne.

Néanmoins, dans le cadre des négociations du Traité de Lisbonne, entre-temps ratifié par le Luxembourg, les États membres de l'Union européenne ont retenu le cadre futur pour la politique européenne dans le domaine de l'énergie, cadre dans lequel l'Union européenne devrait organiser sa politique en la matière dans le futur.

#### Question 2645 (25.6.2008) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'allocation de vie chère:

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays, le Premier Ministre a annoncé le 22 mai dernier que l'actuelle allocation de chauffage sera majorée de son propre montant et deviendra une allocation d'inflation ou encore une allocation de vie chère. L'allocation de chauffage trouve son origine dans le règlement du Gouvernement en Conseil du 18 février 1983 tel que modifié par la suite et qui jadis remplaçait la subvention sur les combustibles minéraux solides destinés à l'usage domestique par une allocation aux ménages à revenu modeste à l'effet de réduire les prix du chauffage.

- De ce qui précède, j'aimerais savoir si le Gouvernement a l'intention d'appliquer une procédure pareille en modifiant le règlement en question ou si le dépôt d'un projet de loi est prévu pour la création de cette nouvelle allocation. Dans quel délai cette modification sera-t-elle en vigueur?

- Est-ce qu'à côté de la majoration de l'allocation, il est prévu d'adapter également les seuils, respectivement les plafonds de revenus jusqu'auxquels les ménages peuvent bénéficier de cette aide?

- D'une manière générale, est-ce que les critères pour l'octroi de l'allocation seront adaptés?

#### Réponse (4.7.2008) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

En réponse à la question de l'honorable Député au sujet de l'introduction d'une «allocation de vie chère», je peux vous fournir les informations suivantes:

L'actuelle prestation de l'allocation de chauffage trouve son origine dans le Règlement du Gouvernement en Conseil du 18 février 1983 tel que modifié par la suite.

Actuellement les montants de cette allocation se trouvent fixés pour l'année 2008 à:

- 660 euros pour une personne seule,
- 825 euros pour une communauté de 2 personnes,
- 990 euros pour une communauté de 3 personnes,
- 1.155 euros pour une communauté de 4 personnes,
- 1.320 euros pour une communauté de 5 personnes et plus.

Les limites de revenus mensuels prises en considération pour la détermination de cette prestation sont:

- 1.570,33 - 1.620,31 euros pour une seule personne,
- 2.355,77 - 2.418,25 euros pour une communauté de 2 personnes,
- 2.804,20 - 2.879,18 euros pour une communauté de 3 personnes,
- 3.252,62 - 3.340,10 euros pour une communauté de 4 personnes,
- 3.708,85 - 3.808,83 euros pour une communauté de 5 personnes et plus.

L'introduction voir la création d'une «allocation de vie chère» se fera par le dépôt d'un projet de loi, abrogeant par la même l'actuel Règlement du Gouvernement au Conseil relatif à l'allocation de chauffage.

La nouvelle prestation de l'«allocation de vie chère», comme annoncée par Monsieur le Premier Ministre lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays en date du 22 mai 2008, fera l'objet d'un dédoublement des montants actuellement appliqués. Les seuils respectivement les plafonds de revenus resteront les mêmes.

## Question 2646 (25.6.2008) de M. John Castegnaro (LSAP) concernant le prix lors de la facturation du mazout:

Conformément aux dispositions de l'article 2, alinéa 4 de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence, le Ministre de l'Économie peut conclure des contrats de programme avec les entreprises du secteur pétrolier en vue de fixer des prix maxima pour les produits de pétrole, dont le mazout de chauffage. Les prix maxima ainsi fixés sont communiqués par voie de presse au grand public. C'est en fonction de ces prix que de nombreux clients passent leur commande de combustible auprès de leur fournisseur.

Pour les combustibles livrés à domicile, le délai de livraison est en général de quelques jours, en fonction des disponibilités du fournisseur. Ce délai d'attente peut mener à la situation que le prix maximum en vigueur le jour de la fourniture du combustible est différent de celui en vigueur le jour de la passation de commande. Or, à ma connaissance, le client final se voit facturer le prix en vigueur le jour de la livraison, et non celui en vigueur le jour de la passation de commande. Ce mécanisme pouvant jouer tant en faveur qu'en défaveur du client, il reste toutefois que celui-ci ignore le prix effectif qui lui sera facturé le jour de la livraison du combustible.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- N'ayant pratiquement aucune influence sur le délai de fourniture du combustible, celui-ci étant fixé par le fournisseur en fonction de ses propres disponibilités, le client ne devrait-il pas se voir facturer le prix en vigueur au moment de la passation de la commande? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il s'agit là d'une pratique commerciale pour le moins inhabituelle, à savoir de révéler le prix d'un produit ou d'un service seulement au moment de la mise à disposition du client final?

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre compte mettre en œuvre pour mettre un terme à ces pratiques commerciales douteuses?

**Réponse (31.7.2008) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

Au Grand-Duché de Luxembourg, les prix maxima des combustibles liquides et gazeux sont fixés dans des contrats dits «contrats de programme» conformément aux dispositions de l'article 2, alinéa 4 de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence. Il s'agit en l'occurrence de contrats conclus entre le Ministre ayant l'Économie dans ses attributions et les entreprises du secteur pétrolier.

En ce qui concerne les relations contractuelles entre les particuliers et les entreprises du secteur pétrolier, celles-ci relèvent du droit commun. Dès lors, rien n'empêche les deux parties contractantes de s'accorder sur le prix en vigueur le jour de la commande, nonobstant les éventuels changements à la hausse ou à la baisse qui s'ensuivent.

Le rôle du Ministère de l'Économie se limite dans ce contexte au calcul et à la détermination de la date d'application des prix maxima au public conformément aux dispositions des contrats de programme et de veiller à leur respect.

## Question 2647 (25.6.2008) de M. Claude Meisch (DP) concernant les travaux sur le chantier du nouveau Lycée Technique Mathias-Adam (LTMA):

Le journal «Le Quotidien», paru en date du 25 juin 2008, a relaté qu'une entreprise de peinture a été écartée du chantier du nouveau Lycée Technique Mathias-Adam (LTMA) à Pétange. L'entreprise en question aurait été désavantagée, malgré avoir présenté le devis le moins cher, parce qu'elle avait prévu de faire effectuer les travaux entre autres par des apprentis.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits repris ci-dessus? Dans l'affirmative, est-il exact que l'entreprise a été désavantagée parce qu'elle envisageait de faire effectuer lesdits travaux notamment par des apprentis?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les coûts supplémentaires engendrés par cette décision?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si, suite aux retards pris lors de cette procédure de soumission, la finalisation des travaux pour la rentrée scolaire 2008/09 demeure réaliste? Est-il exact que dans ce contexte le bail pour l'ancienne école primaire de Bascharage a dû être rallongé pour accueillir des élèves du LTMA?

**Réponse (18.7.2008) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

L'honorable Député Claude Meisch souhaite avoir des informations sur une soumission concernant le projet du Lycée Technique Mathias-Adam à Pétange.

D'après les informations de Monsieur Meisch tirées du journal le «Quotidien» paru en date du 25 juin 2008 «une entreprise de peinture a été écartée du chantier du nouveau Lycée Technique Mathias-Adam à Pétange. L'entreprise aurait été désavantagée, malgré avoir présenté le devis le moins cher, parce qu'elle avait prévu de faire effectuer les travaux entre autres par des apprentis».

À noter préalablement que suite à cet article, le Ministère des Travaux publics a, le lendemain, fait publier dans le même journal un communiqué de presse réfutant tous les reproches émis par cette entreprise de peinture.

En effet, dans le cadre de la soumission publique de novembre 2007 relative aux travaux de peinture du Lycée Technique Mathias-Adam à Pétange, six soumission-

naires ont participé à la soumission publique du 20 novembre 2007. Or, au vu d'une grande différence de prix entre les soumissionnaires, une analyse des prix s'est avérée être obligatoire et cela conformément à l'article 80 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale du 13 décembre 1988. Elle a par conséquent été demandée. L'analyse des prix présentée par l'entreprise de peinture en question et ses associés a soulevé des problèmes quant à la qualité et à la conformité des prestations proposées pour le prix offert. En effet, en comparaison avec les critères établis par la Chambre des métiers appelés «informations de base pour l'adaptation des marchés aux fluctuations des salaires, fluctuations salariales légales, taux de majoration pour frais généraux, charges proportionnelles aux salaires» pour la branche du peintre-décorateur, l'architecte en charge du chantier a conclu que les prix déclarés par l'entreprise de peinture en question et ses associés devaient être considérés comme anormalement bas et a de ce fait proposé d'écarter cette offre conformément à l'article 82 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 précité. La finalité et l'intérêt de cette disposition réglementaire sont qu'elle permet de vérifier des offres à des prix très bas qui pourraient avoir comme conséquence fâcheuse que, le marché une fois attribué, les travaux risqueraient de ne pas être exécutés selon les prescriptions du cahier des charges et selon les règles de l'art.

À préciser encore que contrairement à ce qui a été prétendu dans l'article de presse précité, l'engagement d'apprentis n'a, quant au principe, à aucun moment posé problème à l'Administration des Bâtiments publics.

Pour faire analyser la conformité du dossier de soumission de l'entreprise de peinture en question et ses associés et pour vérifier que la décision qu'il entendait prendre était correcte, le Ministère des Travaux publics a encore sollicité l'avis de la Commission des Soumissions, organe impartial, institué par la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics. En sa séance du 5 mai 2008, la Commission des Soumissions a statué qu'elle ne «s'oppose pas au rejet de l'offre de l'association momentanée et marque son accord avec l'adjudication du marché à l'entreprise P. sous réserve de la conformité de l'offre en question». Au motif que l'offre de l'entreprise P. fut conforme, le marché en question lui a été attribué par arrêté ministériel du 7 mai 2008. L'entreprise de peinture en question et ses associés ont introduit en date du 23 mai 2008, par voie d'avocat un courrier de réclamation. Le Ministère des Travaux publics a tenu à soumettre une deuxième fois à la Commission des Soumissions le dossier en question afin qu'elle se prononce quant aux arguments étayés dans le courrier de réclamation. Lors de la séance du 28 mai, la Commission des Soumissions a confirmé, après analyse du courrier de réclamation, qu'elle ne s'oppose pas au rejet de l'offre de l'entreprise de peinture en question et ses associés.

À noter que l'entreprise de peinture en question et ses associés ont, également, introduit une requête en sursis à exécuter auprès du Président du Tribunal administratif. Il y a cependant lieu de noter que, contrairement à ce qui a été dit dans l'article précité, le Tribunal ne s'est pas déclaré «incompétent» en la matière. En effet en son audience publique du 9 juin 2008, le Président du Tribunal administratif a, par son ordonnance, déclaré comme non justifiée la requête en sursis à exécution et la demande subsidiaire tendant à la fixation d'une mesure de sauvegarde, in-

roduite par l'entreprise de peinture en question et ses associés.

Enfin, il échet de préciser finalement que l'ouverture du nouveau Lycée technique Mathias-Adam à Pétange est toujours prévue pour la rentrée scolaire 2008/2009.

## Question 2648 (25.6.2008) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'initiative du parti socialiste de la Ville de Luxembourg concernant la tarification des taxis:

La section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg, dont Monsieur le Ministre assume la présidence, vient de publier un dépliant dans lequel une tarification novatrice pour les taxis de la Ville de Luxembourg est propagée. Afin d'encourager une plus large utilisation des taxis, une tarification forfaitaire à cinq respectivement dix euros est proposée (voir documentation en annexe).

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Les mesures proposées sont-elles compatibles avec les dispositions légales en vigueur? Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre a-t-il déjà prises en vue de la réalisation des propositions de la section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg?

**Réponse (10.7.2008) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

En réponse à la question parlementaire N°2648 de l'honorable Député Xavier Bettel et au risque de me répéter, j'ai l'honneur de vous informer que je ne répondrai pas à des questions parlementaires en relation avec des idées ou propositions d'un parti politique.

## Question 2649 (25.6.2008) de M. Jos Scheuer (LSAP) concernant l'obtention de la nationalité luxembourgeoise en cas de surdité:

La loi du 24 juillet 2001 portant modification de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise telle qu'elle a été modifiée a introduit pour la première fois une disposition selon laquelle une personne désirant acquérir la nationalité luxembourgeoise doit justifier d'une connaissance active et passive suffisante d'au moins une des langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ainsi que d'une connaissance de base de la langue luxembourgeoise, appuyée par des certificats ou documents officiels. Cette disposition sera renforcée par l'adoption du projet de loi 5620 sur la nationalité luxembourgeoise.

Or, il s'avère que la problématique des personnes frappées de surdité n'a jamais été prise en compte, alors qu'elles ne parviennent souvent pas à maîtriser le langage parlé. Déjà en 1988, le Parlement européen a adopté une résolution sur le langage gestuel visant entre autres une «reconnaissance officielle du langage gestuel à l'usage des sourds dans chaque État membre» qui est restée lettre morte dans la plupart des États membres.

- Tout en sachant que les difficultés que rencontrent les personnes malentendantes ou sourdes dépassent de loin les questions liées à la nationalité, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il a connaissance de cas où cette problématique a constitué un obstacle à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise et ceci depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2001? Dans l'affirmative, quelle a été la solution retenue pour ces personnes?

- Comme le langage gestuel constitue pour la plupart des personnes en question le seul moyen d'expression, quelle sera la solution réservée à ces cas à l'entrée de la nouvelle législation?

**Réponse (15.7.2008) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Il est évident qu'il y a lieu de tenir compte dans le traitement des demandes d'acquisition de la nationalité de circonstances particulières comme celles indiquées dans la question parlementaire.

Au cours des dernières années, une seule demande de ce genre a été traitée par mes services.

Il va sans dire que ni par le passé, ni sous l'emprise du nouveau projet de loi, une personne frappée de surdité ne se verrait refuser la nationalité au motif qu'elle ne maîtrise pas le langage parlé.

## Question 2650 (25.6.2008) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la piscine couverte pour le Lycée Technique Joseph-Bech (LTJB) à Grevenmacher:

Bei der leschter Extension vum Lycée Technique Joseph-Bech vu Gréiwemaacher ass leider d'Geleeënheet verpasst ginn, fir en neie Lycée mat den néidege Sportsinfrastrukturen op engem eenzege Site un der Périphérie vu Gréiwemaacher ze bauen. Dat huet derzou gefouert, datt d'Sportshal isoléiert vum Schoulgebai opgeriicht ginn ass, an op de Bau vun enger Piscine huet misse verzicht ginn.

An enger Resolution vum 13. Juni 2008 fuerdert de Gemengerot vu Gréiwemaacher d'Regierung eestëmmege op, fir bei der geplangter partieller Erneuerung an Extension vum LTJB, déi aktuell Problemer, déi zum Beispill duerch den Trafic am Quartier résidentiel, an deem den LTJB steet, entstane sinn, mat a Consideratioun ze huelen.

Besonnenesch gëtt awer op d'Schaffung vun enger Piscine couverte insistéiert, fir de Schüler vum LTJB (an deene vun den Nopeschuertschaften) d'Méiglechkeet ze ginn, fir d'Schwammcoursen, déi am Schoulprogramm virgesi sinn, kënnen am Kader vun der Schoul ze absolvéieren. An deem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wat ass d'Attitud vum der Regierung vis-à-vis vun dëse Fuerderungen? Besteet grondsätzlech d'Bevreeschaft, fir op dëst Uleies anzegoen?

2. Wéi kënn eng Solutioun ausgesinn, déi net erëm op eng Zort Fléckaarbecht erausleef an de Site vun der Schoul nach méi fragmentéiere géif?

**Réponse commune (28.7.2008) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

Den honorablen Deputéierten Roby Mehlen huet festgestallt, datt „bei der leschter Extension vum Lycée Technique Joseph-Bech vu Gréiwemaacher ass leider d'Geleeënheet verpasst ginn, fir en neie Lycée mat den néidege Sportsinfrastrukturen op engem eenzege Site un der Périphérie vu Gréiwemaacher ze bauen“.

Andeems den Här Mehlen sech op eng Resolution vum 13. Juni 2008 bezitt, wou de Gemengerot d'Regierung opfuedert, notamment eng Piscine couverte virzegesinn, wëll hien d'Positioun dozou vun der Regierung kennen.

Et muss ee fir d'eischt preziséieren, datt d'Extension vum Lycée Technique Joseph-Bech vu Gréiwemaacher keng gréisser Augmentatioun vun der Unzuel u Schüler virgesäit (vun 900 op maximal 1.000). Aus der «Étude de faisabilité» geet er-

vir, datt d'esse Lycée mat 950 Schüler op den aktuelle Site realiséiert ka ginn, oni datt d'esse zonger Opspléckung vun der Schoul féiert.

Sou ass et och kloer, datt d'Extensiou vum Lycée net ausserhalb dem Zentrum vu Gréiwemaacher gebaut gétt, mä op deenen zwou Bauplazen um Site vum aktuelle Lycée, déi dem Stat souwéissou gehieren.

Déi eng Bauplaz soll fir d'Klassesäll vum Lycée genotzt ginn an deen aneren Deel fir Sportsaktivitéiten.

Den neie Projet erlaabt esou déi provisoresch Strukturen, déi um Site vum Sportskomplex erricht goufen, ewechzehuelen an op d'esser Bauplaz eventuell e Parking mat ongeféier 60 Plazen ze kréieren.

Et muss een drun erënneren, datt weder an de Bauprogrammer fir den Neibau nach an dem Émbau vum Lycée Technique Joseph-Bech (Gesetz vum 13. Abrëll 1998) de Bau vun enger Piscine virgesi wor. D'Schwammstonnen, déi am Kader vum Schoulsport ufalen, sinn integral duerch d'Benotzung vun de Piscinen zu Biwer an zu Dräibuer ofgedeckt an dat sougutt aktuell wéi och an Zukunft, well d'Zuel vun de Schüler jo net substanzial an d'Luucht geet.

**Question 2651** (26.6.2008) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant la circulaire du 9 juin 2008 concernant la recommandation du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg:

En date du 9 juin 2008, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a communiqué par circulaire la recommandation du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg relative à l'inscription au registre de la population aux administrations communales du pays.

Cette recommandation, dont le contenu semble recevoir l'approbation du Gouvernement, apporte certaines précisions utiles concernant les règles d'inscription au registre de la population.

Certaines questions restent cependant sans réponse.

J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre si une administration communale est en droit de refuser l'inscription d'un second ménage voire d'un troisième ménage dans une maison unifamiliale, qualifiée comme telle en vertu du règlement des bâtisses communal.

**Réponse** (30.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Les registres de la population trouvent leur base légale dans la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale (ci-après «la loi du 22 décembre 1886»). De la loi en question ne subsiste qu'une seule disposition: l'article 8. Suivant cette disposition chaque commune a la possibilité d'adopter un règlement relatif à la tenue de son registre de la population.

En soi, aucune disposition légale ou réglementaire supérieure à une réglementation communale ne permet à l'autorité communale d'imposer une façon de vivre précise à un administré aux fins d'inscription au registre de la population. Le choix d'une résidence constitue une liberté et donc une problématique différente de celle du sujet de la construction d'un immeuble dans lequel la résidence serait établie. Cette liberté est d'ailleurs inscrite dans l'article 2 du protocole N°4 de la Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Toutefois, la jurisprudence paraît bien hésitante quant à la séparation stricte entre d'une part une législation à finalité de recensement et d'autre part une législation ou une réglementation communale fixant des règles de construction.

Dans un premier temps, le tribunal administratif a dans un jugement du 14 octobre 2002 (rôle N°14485) estimé que des règles découlant du plan d'aménagement général d'une commune ne pourraient directement conditionner un changement de domicile car seul le caractère réel d'une habitation dans un autre lieu serait déterminant à ce sujet. Le tribunal n'a pas limité sont appréciation à la loi du 22 décembre 1886, mais a précisé que l'inscription au registre de la population d'une commune à l'adresse réelle d'habitation joue également un rôle dans le changement du domicile d'une personne et que cette inscription ne pouvait pas être refusée pour d'autres conditions que celles fixées au Code civil. Il se trouve que le domicile et la résidence habituelle coïncident lorsqu'on applique les articles 102 à 105 du Code civil. La décision de refus d'inscription sur le registre de la population a ainsi été annulée par le tribunal. La Cour administrative, saisie par l'appel interjeté contre le jugement prémonitionné, a cependant dans son arrêt du 8 mai 2003 (rôle N°15632C) estimé que le demandeur à l'inscription n'avait pas indiqué d'adresse «éligible en droit pour l'habitation» puisque la zone dans laquelle se situait le logement du demandeur était située dans une zone soumise à un assainissement général.

Un «revirement de jurisprudence» est finalement venu affirmer que les registres de la population doivent refléter la population résidente d'une commune peu importe dans quel immeuble ou zone les personnes ont finalement décidé de s'installer. C'est par un jugement du 5 mai 2004 (rôle N°17030) que le tribunal administratif est arrivé aux conclusions suivantes: «(...) Dans la mesure où toute personne, qui établit sa résidence habituelle sur le territoire d'une commune, est obligée de faire sa déclaration y relative au bureau de la population pour se faire inscrire au registre de la population et dans la mesure où la non-observation de cette disposition est pénalement répréhensible, il appartient à la commune de procéder à ladite inscription dès qu'une personne se présente aux services communaux pour y faire inscrire une déclaration d'arrivée.

(...) À cela s'ajoute que ni ledit texte (le règlement communal), ni un autre texte légal ou réglementaire n'autorise la commune à prendre en compte des motifs étrangers au critère de la résidence habituelle pour refuser à une personne, ayant établi de fait sa résidence habituelle sur le territoire de la commune de destination, l'inscription y relative, étant entendu que l'inscription au registre de population se fait sans préjudice de l'application de la réglementation de police et de celle relative à l'urbanisme.

Si la commune estime pour des raisons inhérentes à la sécurité, à la salubrité et à l'hygiène que le lieu en question ne se prête pas à une résidence habituelle, il lui appartient d'entamer une procédure séparée en usant de son pouvoir de police général en matière de sécurité et de salubrité et y faire interdire toute résidence.

Il convient d'ajouter que ce pouvoir de police revient au bourgmestre, lequel est chargé aux termes de l'article 67 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 de l'exécution des lois et règlements de police. Le bourgmestre a, à titre personnel, le droit et le devoir d'assurer l'exécution des lois de police et de la législation sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

Il s'ensuit que des considérations ayant trait à la sécurité, à la salubrité et à l'hygiène ne peuvent être prises en compte, en l'absence d'une base légale afférente, dans le cadre d'une décision de refus d'inscription au registre de la population(...).

Le jugement a été confirmé dans toute sa teneur par la Cour administrative (CA 2 décembre 2004, rôle N°18323 C).

Toutefois, la jurisprudence de la Cour administrative n'est pas restée constante. Encore récemment, un autre «revirement» a été opéré par la Cour administrative (en date du 22 mai 2008, rôle N°24010C) annonçant que «(...) au vu de ce que l'inscription sur les registres de la population confère à son auteur des droits, une commune est en droit de refuser l'inscription sur ses registres de la population d'un administré qui ouvertement et manifestement, par son établissement en un endroit précis du territoire communal, entend violer les dispositions du plan d'aménagement général communal qui peuvent prévoir des zones où l'habitation à titre principal est prohibée.»

La Cour administrative a ainsi opéré plusieurs «revirements de jurisprudence» en un laps de temps assez restreint, ce qui ne facilite pas la tâche d'un ministère essayant d'harmoniser l'application de la législation relative à la tenue des registres de la population.

Au vu de ce qui précède, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne peut exprimer qu'un simple avis quant aux limitations prévues par un règlement des bâtisses. Les tribunaux tranchent au cas par cas et n'ont jusqu'à présent pas établi de jurisprudence constante en la matière. Le seul enseignement qui peut être tiré de la jurisprudence est que les textes réglementaires invoqués par les communes à l'appui d'un refus d'inscription doivent être clairs et sans équivoque.

**Question 2652** (26.6.2008) de **M. Lucien Clement** et **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant l'embauche de travailleurs saisonniers polonais:

Pendant la saison des vendanges et la récolte du raisin, nombreux vignerons luxembourgeois ont recours à des travailleurs d'origine polonaise qui sont engagés sous un contrat de travail à caractère saisonnier. Pour l'employeur, les démarches administratives auprès de l'Administration de l'Emploi et de la Sécurité sociale étaient dans le passé rapides, faciles et transparentes.

Or, selon nos informations, une nouvelle réglementation du travail pour l'ouvrier agricole ou viticole saisonnier est en vigueur depuis peu. Cette nouvelle réglementation serait une conséquence directe de l'ouverture complète du marché de travail luxembourgeois pour les travailleurs de huit des dix États membres qui ont adhéré à l'UE le 1<sup>er</sup> mai 2004.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer l'existence d'une nouvelle réglementation du travail pour embaucher des travailleurs saisonniers en provenance de la Pologne?

- Dans l'affirmative, quelle est la teneur de cette réglementation?

- Quelles sont les dispositions à respecter par l'employeur respectivement l'employé saisonnier polonais?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils d'informer les vignerons des nouvelles dispositions en vigueur?

**Réponse commune** (5.8.2008) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

En guise de réponse à la question parlementaire au sujet de l'embauche de travailleurs saisonniers étrangers dans le secteur de la viticulture, tant Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale que Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi confirment qu'aucune nouvelle réglementation n'est entrée en vigueur.

Concernant la sécurité sociale, le Ministre du ressort précise que la procédure de déclaration des travailleurs saisonniers n'a pas changé après l'ouverture complète en 2007 du marché de l'emploi aux ressortissants des États membres ayant adhéré à l'Union européenne en date du 1<sup>er</sup> mai 2004.

Il convient de relever que la législation luxembourgeoise prévoit une dispense en matière d'assurance maladie et d'assurance pension pour les personnes qui exercent leur activité professionnelle uniquement d'une façon occasionnelle et non habituelle et ce pour une durée déterminée à l'avance qui ne doit pas dépasser trois mois par année de calendrier. À noter que ces personnes sont couvertes contre le risque accident même sans déclaration préalable auprès du Centre commun de la Sécurité sociale.

Quant aux permis de travail, le Ministre du ressort confirme qu'aucune nouvelle procédure particulière n'a été introduite dans le chef de l'ADEM pour les travailleurs saisonniers dans la viticulture.

Les actes d'adhésion du 1<sup>er</sup> mai 2004 avaient ouvert la possibilité au Grand-Duché de Luxembourg de prévoir des mesures transitoires aux ressortissants des nouveaux États membres.

Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2006 des permis de travail avaient été accordés avec bienveillance absolue aux ressortissants des nouveaux États membres pour les secteurs, entre autres, de l'agriculture et de la viticulture.

D'autre part, les demandes d'octroi d'un permis de travail pour un emploi saisonnier limité à la saison des vendanges et à la récolte du raisin ont été instruits, à part, suivant une procédure et une démarche administrative simplifiée.

Ainsi, environ 600 saisonniers, en majorité des ressortissants polonais, ont pu prêter main forte aux professionnels du secteur viticole.

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007, le Gouvernement a décidé de ne plus se prévaloir des facultés de restriction de la libre circulation des travailleurs prévue dans les actes d'adhésion et d'ouvrir complètement son marché du travail aux ressortissants des huit États membres qui ont adhéré à l'Union européenne le 1<sup>er</sup> mai 2004.

**Question 2653** (26.6.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les manifestations prévues lors du Conseil européen Agriculture et Pêche:

En date du 23 et 24 juin 2008 a siégé le Conseil européen Agriculture et Pêche au Luxembourg. La réunion des Ministres européens n'a pas été bouleversée par des manifestants qui avaient annoncé leur arrivée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire sur quelles sources et informations la police luxembourgeoise

s'est basée en vue de se préparer à une éventuelle arrivée de manifestants? Les autorités luxembourgeoises avaient-elles notamment été informées par des instances étrangères?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien d'agents policiers luxembourgeois ont été mobilisés pour la durée du Conseil européen? Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les coûts de cette mission?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails quant au support étranger (personnel et matériel) pour la mission en question?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il prévenir à l'avenir la mise en place de dispositifs de sécurité d'une importance telle que prévue pour le dernier Conseil européen?

**Réponse** (15.7.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

J'estime qu'il est du devoir du Gouvernement de protéger de la meilleure façon possible les personnes et les biens en fonction des situations.

En l'espèce, plusieurs sources policières étrangères ainsi que les services de sécurité des institutions européennes avaient informé la police luxembourgeoise d'une possible manifestation de pêcheurs en marge du Conseil des Ministres de l'Agriculture à Luxembourg. Il y a lieu de rappeler que de nombreux dégâts avaient été causés par une manifestation similaire lors de l'avant-dernier Conseil Agriculture à Bruxelles. Il s'agissait donc d'éviter, en cas de manifestation violente, à ce que des dégâts similaires soient causés notamment aux personnes, aux commerces et aux voitures sur le territoire de la ville de Luxembourg.

En application du principe de précaution, un dispositif préventif avec quelque 500 policiers avait été mis en place. De même, dans l'ignorance du nombre de manifestants, des renforts avaient été sollicités en Belgique. Fort heureusement, les policiers n'ont pas dû intervenir, la manifestation n'ayant pas eu lieu. Le coût de l'opération est constitué essentiellement par le paiement de certaines indemnités (heures supplémentaires, jour férié du 23 juin) aux policiers.

La police agira de la même façon à l'avenir dans des situations pareilles. J'estime qu'il aurait été irresponsable de la part de la police de ne pas se préparer de façon adéquate.

**Question 2655** (26.6.2008) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant le Conseil supérieur pour le développement durable:

Le Conseil supérieur pour le développement durable, instauré par la loi du 25 juin 2005 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable, vient de publier son rapport d'activités pour les années 2006 et 2007. Il ressort de l'avant-propos du président dudit Conseil que plusieurs conditions devraient se réaliser progressivement afin de développer les ambitions de cet organe de consultation. Sont mentionnés, par exemple, la nécessité d'un secrétariat permanent et l'échange de vues régulier avec le Ministre de tutelle.

Dans ce contexte j'aimerais savoir quelles sont les suites que le Gouvernement entend réserver à ces suggestions.

- Est-ce que le Conseil supérieur pour le développement durable subira des adaptations au niveau de son fonctionnement ou de ses missions? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Quel est l'état actuel des travaux des groupes de travail instaurés par le Conseil, à savoir du groupe de travail «Finances publiques» en charge de l'avis sur les agrégats des finances publiques pour la période postérieure à 2009 et du groupe de travail chargé de l'élaboration d'un avis sur l'utilisation durable de la biomasse?

**Réponse** (10.7.2008) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement**:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence à l'avant-propos du rapport d'activité publié par le Conseil supérieur pour le développement durable. Je tiens à relever que cet avant-propos est de la responsabilité du président du Conseil.

Concernant les conditions en vue d'un développement des activités du Conseil, je tiens à assurer qu'en tant que Ministre ayant dans ses attributions la coordination interministérielle du développement durable, je suis tout à fait disposé à participer sur invitation à une réunion du Conseil.

Il est incontestable que les tâches du Conseil ne sont pas aisées, considérant le caractère transversal du développement durable. La loi du 25 juin 2005 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable a prévu dans son article 5 que le Gouvernement met à la disposition du Conseil un secrétariat. Cette tâche est actuellement assurée par une fonctionnaire du Ministère de l'Environnement. Ce même article statue que le Gouvernement peut faire appel à du personnel spécialisé, statutaire et contractuel et que le Conseil supérieur est associé à la sélection de ce personnel. La dotation à la charge du budget de l'État mis à la disposition du Conseil pour l'année 2008 a été notablement augmentée par rapport à l'année 2007 et les propositions budgétaires pour l'année 2009 ont été conséquentes. Le Conseil a fait usage de ce budget afin d'engager des experts externes chargés de l'assister dans ses missions.

Le Conseil supérieur pour le développement durable a présenté son avis sur une utilisation durable de la biomasse lors d'une conférence de presse en date du 25 février 2008. Cet avis peut être consulté à l'adresse suivante: [http://www.environnement.public.lu/developpement\\_durable/dossiers/remise/index.html](http://www.environnement.public.lu/developpement_durable/dossiers/remise/index.html). Le Conseil poursuit ses réflexions sur le suivi de son avis.

Le groupe de travail en charge de l'élaboration d'un avis sur les finances publiques poursuit actuellement ses travaux. Il a rencontré la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés en juin 2007, ainsi qu'en février 2008. Selon le calendrier que le Conseil s'est fixé, il a l'intention de finaliser son avis sur la durabilité des finances publiques lors des mois de septembre-octobre 2008.

Par ailleurs, le Conseil a élaboré un document relatif à une prise de position commune sur un développement durable au Luxembourg intitulé «Elemente für eine gemeinsame Stellungnahme». Il s'agit néanmoins d'une position qui doit être considérée comme sujet à évolution. Le Conseil compte faire une première adaptation après la finalisation de l'avis sur la durabilité des finances publiques.

**Question 2656** (27.6.2008) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant les **autoroutes luxembourgeoises**:

De nombreux automobilistes se plaignent tous les jours des embouteillages sur les autoroutes

causés par différents chantiers. Ces embouteillages ne sont pas seulement synonymes de perte de temps et d'énervernement pour les automobilistes, mais ils portent également atteinte à l'environnement. En plus, puisque les chantiers sont souvent mal coordonnés, il peut arriver qu'un chantier fixe soit suivi d'un chantier mobile sur le même tronçon d'autoroute.

Sachant que certains chantiers sur les autoroutes ne sont point achevés et que de nouveaux projets sont prévus dans le futur afin d'améliorer le réseau autoroutier luxembourgeois, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Le Gouvernement pourrait-il envisager de créer un service de coordination de chantiers dont la mission principale serait de planifier les différents chantiers afin d'éviter dans le futur des embouteillages successifs sur les mêmes tronçons d'autoroutes?

**Réponse** (25.7.2008) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics**:

En réponse à la question de l'honorable Député au sujet de l'organisation des chantiers autoroutiers, il y a lieu de préciser que déjà actuellement, l'Administration des Ponts et Chaussées s'efforce, avec les moyens disponibles et l'organisation en place, de coordonner au mieux les divers chantiers sur les autoroutes, pour limiter dans la mesure du possible la gêne des usagers en regroupant les chantiers respectivement en les organisant en dehors des heures de pointe.

Dans le but d'améliorer de manière substantielle la coordination des chantiers, une restructuration de l'organisation, de la planification et du déroulement des chantiers s'imposent.

Un bureau d'études est actuellement chargé de préparer la nouvelle procédure pour la planification et le déroulement des chantiers et il s'avère d'ores et déjà que la gestion d'une plateforme spécifique sera nécessaire. À cet effet, le projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées prévoira la création d'une division spécifique ayant en charge la gestion du trafic et l'exploitation des autoroutes, et qui devra disposer des moyens et ressources nécessaires à cet effet.

**Question 2660** (1.7.2008) de **M. Roger Negri (LSAP)** concernant l'**extension de l'offre scolaire au lycée technique Josy-Barthel de Mamer**:

Selon un article de presse paru dans «Le Quotidien», Madame la Ministre de l'Éducation nationale a confirmé dans le cadre de sa visite du lycée technique Josy-Barthel de Mamer de déposer prochainement un projet de loi spécialement conçue pour ce lycée permettant à l'établissement scolaire de devenir le premier lycée luxembourgeois à disposer d'un enseignement technique et de l'intégralité de l'enseignement classique.

L'extension de l'offre scolaire permettrait de réduire les déplacements en faveur du «modal split», déplacements qui deviendront très importants au moment de la mise en service de la nouvelle école européenne planifiée juste à côté du lycée technique Josy-Barthel.

Tout en saluant l'idée d'une extension de l'offre scolaire, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur ses intentions à ce sujet?

- Quand est-ce que Madame la Ministre compte déposer le projet de loi en question?

**Réponse** (15.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**:

Je prévois d'introduire un projet de loi modifiant la loi du 18.07.01 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer. Les modifications porteront sur 2 points:

1) l'offre scolaire qui comportera en sus de la division inférieure de l'ES, des cycles inférieure, moyen et supérieure de l'EST, la division supérieure de l'ES;

2) l'actuel lycée technique prendra la dénomination de «Lycée Josy-Barthel».

J'estime en effet qu'en raison des difficultés qu'éprouvent les lycées de Luxembourg-ville pour accueillir dans les classes de la division supérieure des élèves venant d'autres lycées, cette décentralisation de l'offre scolaire s'avère nécessaire.

Par ailleurs, de par sa localisation le lycée de Mamer est bien situé pour accueillir des élèves originaires des communes très peuplées de Mamer, Bertrange, Strassen et Kehlen.

**Question 2661** (1.7.2008) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant l'**introduction d'une nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires des chaînes privées, des opérateurs télécoms et d'Internet en France**:

Le Président de la République française Nicolas Sarkozy a annoncé la suppression de la publicité sur les chaînes de télévision publiques françaises. Cette suppression va être entérinée en deux temps: d'abord après vingt heures dès le 1<sup>er</sup> janvier 2009, puis totalement en 2012. Afin de compenser la perte de recette subséquente et d'assurer le financement de «France Télévisions», il sera introduit une taxe sur le chiffre d'affaires des chaînes privées, des opérateurs télécoms et d'Internet.

Le porte-parole de la Commission européenne Martin Selmayr a exprimé des réserves par rapport à cette nouvelle taxe. Il explique que «c'est important d'accroître le pouvoir d'achat des citoyens européens et la croissance en Europe. Elle n'est pas en faveur d'un nouvel impôt sur les secteurs qui sont moteurs de la croissance». Il précise même que cet impôt pourrait être considéré comme un obstacle à la libre circulation.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres des Finances et des Communications quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'introduction du nouvel impôt en France et s'ils partagent le raisonnement de la Commission européenne.

**Réponse** (18.7.2008) de **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances**:

La politique budgétaire des États membres de l'Union européenne est soumise à la surveillance multilatérale, conformément aux dispositions du Pacte de Stabilité et de Croissance.

Le Pacte de Stabilité et de Croissance définit le cadre dans lequel la politique budgétaire des États membres doit s'inscrire, mais les objectifs qui y sont formulés portent uniquement sur le solde budgétaire et la dette publique. La composition du budget, y compris la structure des recettes et des dépenses publiques n'est pas soumise à la surveillance multilatérale et le principe de subsidiarité s'applique. Soucieux de respecter ce principe, le Gouvernement luxembourgeois n'entend pas se prononcer sur les choix politiques des gouvernements des États membres, pour autant que les

règles et principes communautaires ne soient pas enfreints.

À ce dernier égard, il appartient notamment aux autorités communautaires de veiller au respect des libertés fondamentales, telles que la libre circulation. Il convient en outre de relever qu'une taxe sur le chiffre d'affaires peut dans certains cas être équivalente à une taxe sur la valeur ajoutée. Or, en vertu de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, la taxe sur la valeur ajoutée est un impôt harmonisé au niveau de l'Union européenne. Par conséquent, il serait souhaitable que les autorités françaises fournissent davantage d'informations sur les modalités exactes de la taxe proposée sur le chiffre d'affaires afin de mettre la Commission européenne et le Conseil en mesure d'évaluer si cette taxe tombe dans le champ d'application de la directive susmentionnée et partant, d'évaluer si elle est compatible avec les règles et principes communautaires.

**Question 2662** (2.7.2008) de **MM. Claude Adam et Henri Kox (DÉI GRÉNG)** concernant l'**emplacement pour l'Unité de Recherche Physique et Matériaux de l'Université du Luxembourg**:

Suivant nos informations, l'Unité de Recherche Physique et Matériaux de l'Université du Luxembourg serait toujours à la recherche d'une solution intermédiaire pour l'emplacement de leurs laboratoires en attendant que le site définitif aux friches industrielles de Belval sera praticable. Comme la situation actuelle, qui dure depuis début 2007, ne permet pas aux professeurs de cette Unité de travailler dans des conditions satisfaisantes, le développement de cette faculté importante est freiné considérablement.

Dans ce contexte nous aimerions avoir les précisions suivantes de la part du Ministre:

- Pouvez-vous nous renseigner sur l'avancement des travaux à l'emplacement définitif de l'Unité de Recherche Physique et Matériaux au site Belval?

- Qui est responsable pour la recherche d'un emplacement intermédiaire pour l'Unité en question? Pourquoi une solution pour un emplacement intermédiaire n'a pas pu être trouvée?

- Est-ce que des moyens financiers sont prévus pour aménager un emplacement intermédiaire? Qui décide de l'attribution de ces moyens financiers?

**Réponse commune** (14.8.2008) de **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche** et de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche**:

L'emplacement définitif de l'Unité de Recherche Physique et Matériaux sera dans la maison des Matériaux de la Cité des Sciences sur la terrasse des hauts fourneaux à Belval. Pour la situation exacte de cette maison, nous avons l'honneur de nous référer à la réunion jointe de la Commission de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Commission des Travaux publics le 16 avril 2008. À l'heure actuelle, le programme de construction est en train d'être établi.

Pour ce qui est d'un emplacement intermédiaire pour l'Unité en question, plusieurs solutions ont été envisagées sur le site de Belval, et ce afin d'éviter une multiplication de sites universitaires à court terme: construction d'une structure légère sur un terrain appartenant à l'État, construction d'une structure légère dans la halle des soufflantes ou lo-

cation des mètres carrés nécessaires auprès d'un promoteur privé. La recherche d'une solution intermédiaire s'avère difficile, en raison notamment de difficultés de raccordement et d'un ratio satisfaisant coût/temps d'utilisation pour les alternatives 1 et 3 mentionnées. Une implantation dans la halle des soufflantes nécessiterait une intervention substantielle sur la halle elle-même. Il reste qu'une implantation sur un terrain n'appartenant pas à l'État constitue toujours la solution la moins avantageuse sur le plan financier.

La recherche d'une solution intermédiaire se fait par le Fonds Belval et l'Université du Luxembourg avec le concours de bureaux spécialisés. Le financement de cette structure intermédiaire se fera, le cas échéant, par le biais du budget de l'Université du Luxembourg.

Il reste à noter que la mise en place d'une structure intermédiaire est nécessaire pour que l'Unité de recherche en question puisse assurer sa croissance telle que définie dans le plan quadriennal de l'Université. Des aménagements supplémentaires sont en train d'être réalisés pour le compte de cette unité sur le site du Campus Kirchberg.

**Question 2663** (2.7.2008) de **Mme Martine Stein-Mergen (CSV)** concernant «**Eis Schoul**»:

La rentrée scolaire prochaine verra le lancement du projet «Eis Schoul». L'attrait de ce nouveau modèle scolaire est tel que quelque 600 parents voulaient y inscrire leurs enfants. Or, comme vous n'êtes pas sans l'ignorer, un choix très restreint a dû être fait pour couvrir les quelque 90 places disponibles. D'après le concept pédagogique de «Eis Schoul», l'école veille à accueillir une communauté hétérogène d'élèves qui soit représentative de la population scolaire du pays. Comme le projet est réalisé en étroite collaboration avec la Ville de Luxembourg et comme l'école est implantée à Luxembourg-Ville, une priorité est accordée aux élèves habitant la capitale. Une commission mixte, composée de représentants de l'école, du Ministère de l'Éducation nationale et de la Ville de Luxembourg, se charge de l'admission des élèves.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Afin de garantir les critères de mixité socioculturelle, quelle procédure a été mise en œuvre pour la sélection des élèves?

2. Serait-il possible d'avoir de plus amples informations sur les critères d'admission des élèves et sur la répartition régionale des places?

**Réponse** (30.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**:

1. La loi portant création d'une école primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, prévoit à l'article 2 la mise en place d'une commission mixte:

Art. 2. ...une commission mixte, composée de deux représentants du comité d'école défini à l'article 11, d'un délégué du ou de la ministre et du ou de la bourgmestre ou de son délégué désigné par la commune d'implantation, décide de l'admission des élèves.

Comme le comité d'école n'a pas pu être mis en place avant la fin de l'année scolaire 2007/2008, l'article 21 de la loi sert de disposition transitoire et déroge à l'article 2:

Art. 21. En vue d'assurer le démarrage de l'École pour la rentrée scolaire 2008, les représentants du comité d'école dans la commission

mixte chargée de décider de l'admission des élèves sont désignés par la ministre (...)

La commission mixte en charge de l'admission 2008 se compose de:

- deux membres du groupe de travail «Eis Schoul»;

- l'inspectrice générale de l'enseignement primaire de déléguée de la ministre de l'Éducation nationale;

- un membre du service de l'enseignement de la Ville de Luxembourg de délégué du bourgmestre de la Ville de Luxembourg.

2. Le nombre d'admissions a dû être fixé à 96 élèves soit 12 par classe d'âge de 3 à 4 ans (2008/2009: 96 élèves; 2009/2010: 108 élèves) en raison de la capacité limitée du bâtiment scolaire (+/- 110 élèves) qui sert également de structure en journée continue.

D'autre part, la commission a tenu compte de la situation des familles à plusieurs enfants préinscrits: lorsqu'un enfant est admis, sa sœur respectivement son frère fera également objet d'une admission.

#### A. Hétérogénéité

L'article 1 de la loi portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, met en évidence l'importance du critère d'hétérogénéité et stipule que la population scolaire de «Eis Schoul» soit représentative de la population scolaire luxembourgeoise. (...)

La commission mixte s'est donc basée sur les chiffres du dernier recensement national en matière de:

- statut professionnel de la première personne de référence;

- nationalité.

Il s'en est dégagé les pourcentages suivants auxquels il fallait s'orienter.

Statut professionnel	en %
Aidant familial non rémunéré	0,3
Exploitant agricole	1,5
Travailleur intellectuel indépendant (médecin, avocat, architecte, etc.)	2,3
Autre indépendant (industriel, commerçant, artisan, etc.)	5,6
Apprenti sous contrat	0,1
Ouvrier	37,8
Fonctionnaire international (UE, etc.)	4,1
Fonctionnaire ou employé public	15,6
Employé privé	30,2
Sans indication	2,4
Total	100,0

RP2001 - Ménages privés avec enfants mineurs selon la nationalité de la personne de référence (Situation au 15 février 2001)

Nationalité	en %
Luxembourgeoise	55,3
Belge	3,4
Française	4,7
Allemande	2,1
Italienne	4,4
Portugaise	19,3
Autre UE	4,6
Yougo-Albanie	3,2
Autre	3,0
Total	100,0

La commission s'est donné deux critères supplémentaires visant l'hétérogénéité de la population scolaire:

- 10% d'enfants à besoins spéciaux;

- répartition égale entre les deux sexes.

#### B. Proximité

Au cas où il y avait, pour plusieurs enfants, une égalité au niveau de l'hétérogénéité, le critère de proximité a joué:

Art. 2. ...l'École peut accueillir des enfants dont les parents ne résident pas dans le ressort scolaire où se trouve implantée l'École. Une priorité est accordée aux enfants dont les parents résident dans ce

ressort respectivement sur le territoire de la commune d'implantation...

Toutefois cette priorité est seulement accordée lorsqu'elle n'est pas en contradiction avec le critère d'hétérogénéité.

Les doléances soulevées par certains parents se basent sur le fait que leurs enfants, habitant à proximité de l'école, n'ont pas pu être admis étant donné:

- qu'il n'y avait pas de place(s) restante(s) pour le frère ou la sœur (douze places au maximum par groupe d'âge);

- qu'environ la moitié des enfants préinscrits étaient situés dans la catégorie d'âge de trois à six ans (environ 300 enfants) pour 36 places disponibles;

- que certaines catégories étaient largement surreprésentées par rapport à l'échantillonnage préétabli.

Finalement il convient de soulever que le critère de proximité a pu être respecté dans la mesure où 100% des enfants admis habitent le territoire de la Ville de Luxembourg.

#### Question 2665 (3.7.2008) de M. Gilles Roth (CSV) concernant la participation de Fortis dans Luxair:

Il me revient que le Groupe Fortis a l'intention de se séparer de sa participation de 12,1% dans le capital de la compagnie aérienne nationale Luxair. Il existe un droit de préemption d'achat des autres actionnaires dans ce cas de figure. À cet effet, Fortis a averti les autres actionnaires, dont l'État (23,1%), la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (13,4%), la Dexia-BIL (13,1%), la Lufthansa AG (13,0%) et la Panalpina World Transport (12,1%).

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports:

Nationalité	en %
Luxembourgeoise	55,3
Belge	3,4
Française	4,7
Allemande	2,1
Italienne	4,4
Portugaise	19,3
Autre UE	4,6
Yougo-Albanie	3,2
Autre	3,0
Total	100,0

1. Est-ce que l'État a l'intention d'exercer le droit d'acquisition afin de renforcer l'actionnariat public dans cette compagnie luxembourgeoise?

2. Dans la négative, comment le ministre entend-il maintenir les intérêts luxembourgeois dans le processus de vente de la participation de Fortis?

**Réponse** (30.7.2008) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Monsieur le Député pose deux questions en relation avec la vente de la participation de la société Fortis S.A. de 12,15% dans le capital de la société Luxair S.A..

Le Gouvernement a été informé par courrier du 10 juin 2008 de l'in-

tention de la société Fortis S.A. de vendre sa participation de 12,15% dans le capital de la société Luxair S.A..

Suite aux discussions y relatives lors du Conseil de Gouvernement du 25 juillet 2008, l'État, qui détient actuellement 23,11% des actions de la société Luxair S.A., a décidé de faire utilisation de son droit de préemption concernant la vente de la participation de la société Fortis S.A. dans le capital de la société Luxair S.A..

La BCEE, détenant actuellement une participation de 13,41% dans le capital de la société Luxair S.A., en fera de même en vue de la reprise du reste du paquet Fortis mis en vente.

La décision de l'État de faire jouer en collaboration avec la BCEE son droit de préemption a pour toile de fond l'intention du Gouvernement de conclure avec succès dans les prochains mois les discussions entamées visant la cession d'une grande partie de ce paquet à un partenaire stratégique et industriel compatible avec les intérêts de la société Luxair S.A..

#### Question 2666 (3.7.2008) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la création d'une «Zone horticole» au Luxembourg:

Zënter ville Joren ass d'Regierung bestrieft, fir an eisem Land eng «Zone horticole» ze schafen, fir de Geméisubau, dee bei eis staark ennerentwéckelt ass, besser Entwécklungsméiglechkeeten ze bidden. Bis elo waren dës Beméiungen awer ouni konkreten Erfolleg. An enger Spezialbäilag vum „Lëtzebuerger“ Wort vun haut seet de President vun der Lëtzebuerger Gaardebaufederatioun, datt de Projet «Zone horticole Contern», deen op 1989 zrëckgeet, gestuerwe wär, an datt et nach keng weider Projete géif ginn. Och am leschte Rapport d'aktivité vum Landwirtschaftsministère gëtt just festgehalen, datt dee betreffenden Aarbechtsgrupp weidergeschafft hätt, fir eng Léisung ze fannen. Duerfir géif ech lech gären dës Froe stellen:

1) Wat ass den aktuelle Stand an dësem Dossier?

2) Wéi grouss ass eigentlech déi konkret Demande, fir sech an sou enger «Zone horticole» kënnen néierzeloossen?

3) Huet et e Wäert, fir sou eng Zone ze schafen, wa se net mat potenziellen Interessente respektiv mat konkrete Projete gekoppelt ass?

4) Wéi vill huet d'Entwécklung vum Projet «Zone horticole» de Steierzueler bis elo kascht?

**Réponse** (7.8.2008) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

Au cours des dernières décennies la production horticole indigène est devenue largement déficitaire. Malgré l'intérêt grandissant des consommateurs pour des produits luxembourgeois, seule une très faible partie des légumes, fleurs et autres plantes ornementales vendus au Luxembourg y est effectivement produite. Les raisons de cette situation sont multiples: concurrence étrangère mieux structurée et organisée, absence de structures de commercialisation (à l'exception de la production biologique), pertes de terrains horticoles suite aux développements urbains et investissements très élevés nécessaires pour créer de nouvelles surfaces de production sous verre.

Pour remédier à cette situation, l'idée est née de créer une zone horticole comprenant, au niveau de la production, des serres chauffées par le biais d'énergie à coût très modéré et, au niveau de la commercialisation, une structure unique pour assurer un écoulement optimal. Afin d'assurer la via-

bilité économique des entreprises à y établir, une mise à disposition par l'État, moyennant un bail de longue durée, des terrains et des infrastructures (voies de circulation, centrale énergétique, etc.), a été envisagée.

À la suite d'une prospection portant sur une vingtaine de sites possibles, le lieu-dit «in Tidert» dans la commune de Hesperange a été retenu. La proximité de l'aéroport et de la Ville de Luxembourg et, surtout, la possibilité de récupérer l'énergie thermique rejetée dans l'atmosphère par la centrale de cogénération de l'usine de DuPont rendaient ce site très intéressant. Une étude de faisabilité technique et économique a par la suite montré le bien-fondé du projet.

Or, ce projet a dû être abandonné au motif que dans le cadre des développements récents dans le secteur de l'énergie, l'entreprise en question a adopté un nouveau concept énergétique sur base duquel la fourniture continue de chaleur pour une zone horticole n'était plus garantie.

Par la suite l'implantation d'une zone horticole près de la centrale électrique Twinterg a été étudiée en collaboration avec l'exploitant du réseau de chaleur Sudcal. Toutefois, le manque de terrains adéquats disponibles près de la centrale électrique n'a pas permis de poursuivre cette option.

Actuellement deux nouvelles pistes sont en train d'être étudiées. D'un côté, le site «in Tidert» pourrait être utilisé pour l'implantation d'exploitations horticoles produisant hors sol dans des serres dites «plastiques» (Folienhäuser) non chauffées. La viabilité économique d'un tel projet, qui nécessite des travaux d'infrastructures moins importants, doit encore être analysée. D'un autre côté, des serres chauffées d'une surface moins importante pourraient être installées près des stations de biométhanisation en valorisant la chaleur rejetée lors de la production d'électricité. Un projet concret est en cours d'évaluation.

Ceci dit, je voudrais souligner l'intérêt persistant de la profession pour la création d'une ou de plusieurs zones horticoles, justifiant les démarches entreprises pour trouver des solutions viables. J'ajoute qu'il est évident que la finalisation de tout projet se fera nécessairement en étroite collaboration avec les horticulteurs intéressés à y déployer leur activité.

Quant aux dépenses effectuées en relation avec la création d'une zone horticole, elles ont trait à des études réalisées pour les différents sites envisagés. Pour le site «in Tidert» ces études ont porté en particulier sur le concept énergétique, l'aménagement technique, la rentabilité économique, l'impact écologique, l'impact sur les ressources en eau potable, les nuisances sonores et pour le site près de la centrale électrique Twinterg, elles ont porté sur le concept énergétique et le choix des terrains potentiels. De même, la création et le fonctionnement d'un centre de commercialisation ont fait l'objet d'une étude détaillée.

Le montant total des dépenses pour la période de 1995 à 2007 liées à ces études s'élève à 514.828,04 euros. À noter que mises à part certaines données spécifiques liées à un site précis, les analyses et propositions des différentes études sont toujours d'actualité et servent dans la recherche de solutions alternatives au projet initial «in Tidert».

#### Question 2667 (3.7.2008) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'achèvement de la piste cyclable PC15 entre Lorentzweiler et Lintgen:

La piste cyclable PC15 fait la liaison entre la ville de Luxembourg et

Ettelbruck et traverse entre autres les communes de Lorentzweiler et de Lintgen. Bien que la majorité des travaux soit déjà achevée, la réalisation de la liaison Lorentzweiler/Lintgen reste toujours suspendue. Entre ces deux localités, le cycliste est exposé aux risques de la circulation parce qu'il doit emprunter la route secondaire à sens unique reliant Hunsdorf et Pretlange.

Or, il n'y a d'après mon opinion aucun obstacle qui empêche l'aménagement de la prolongation de la piste cyclable le long de la rivière Alzette parce que les travaux de percement du tunnel «Gousselerbiert» sont terminés et le tronçon de la «Nordstrooss» entre Lorentzweiler et Mersch a été mis en circulation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quel est l'état d'avancement de ce dossier?

- Existe-t-il encore des obstacles majeurs à la prolongation de la piste cyclable PC15 entre Lorentzweiler et Lintgen?

**Réponse commune** (29.7.2008) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement et de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

La réalisation de la piste cyclable PC15 entre Lorentzweiler et Mersch bénéficie d'ores et déjà d'un accord de principe de la part des Ministres de l'Environnement respectivement des Travaux publics.

Toutefois plusieurs variantes de tracés sont actuellement encore en discussion. Le choix du tracé final se fera sur base des résultats de l'étude hydrogéologique en relation avec la modification du cours de l'Alzette et de l'étude agricole, élaborée sous mandat du Ministère de l'Environnement.

En ce qui concerne l'étude hydrogéologique, nous pouvons vous informer que les travaux de forages de reconnaissance et la mise en place des piézomètres sont achevés et que les prélèvements et analyses des eaux souterraines sont actuellement en cours. Le rapport définitif des experts est attendu au courant de l'automne 2008.

Il est important de souligner qu'il existe de fortes interdépendances entre les différents projets à réaliser dans la vallée de l'Alzette, qui sont: le déplacement du lit de l'Alzette, la renaturation de la plaine alluviale, le remembrement des terres agricoles, la nouvelle orientation de plusieurs exploitations agricoles, la réalisation des infrastructures de desserte et de la nouvelle piste cyclable.

Le défi majeur réside dans la complexité du système qui demande une décision concertée qui englobe tous les aspects du dossier.

Il s'ensuit que le tracé qui sera finalement retenu pour la réalisation de la piste cyclable reflètera également des choix pris dans les autres domaines.

#### Question 2670 (7.7.2008) de M. Marc Angel (LSAP) concernant les chèques-repas:

Dans le souci de mettre sur un pied d'égalité les salariés des entreprises disposant d'une cantine et les salariés des entreprises sans cantine, le législateur a mis en place en 1986 un dispositif législatif et réglementaire qui est à l'origine du système depuis lors très

répandu des «chèques-repas». En effet, les articles 104, alinéa 3, et 115, numéro 21, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) sont à la base de ce système, en clarifiant le traitement fiscal de cet élément de rémunération tant dans le chef de l'employeur que dans le chef du salarié.

En fonction du dispositif fiscal susmentionné, la valeur faciale des chèques-repas fut fixée à 270 LUF (6,69 euros) en 1986. En 1994, ce montant fut porté à 330 LUF (8,18 euros), avant d'être adapté une dernière fois en 2002 à 8,40 euros dans la foulée du passage du franc luxembourgeois à l'euro. Depuis lors, la valeur faciale des chèques-repas est restée inchangée.

- Or, considérant l'évolution du coût de la vie en général et des prix dans le secteur de la restauration en particulier, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre envisage d'adapter les montants et seuils fixés à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 28 décembre 1990 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la L.I.R.

- Plus concrètement, Monsieur le Ministre des Finances peut-il se montrer d'accord avec une augmentation de ces montants à 3,60 euros respectivement à 10,80 euros, vu l'évolution de l'indice des prix à la consommation national à 734,13 points en moyenne semestrielle en mai 2008 (valeur 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1948), contre 556,60 points fin 1994?

**Réponse** (18.7.2008) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Ministre des Finances*:

Je suis d'avis qu'à l'heure actuelle, il n'est pas opportun de procéder à une augmentation de la valeur faciale des chèques-repas de 8,40 euros à 10,80 euros.

S'il est indéniable que le niveau élevé de l'inflation que nous observons depuis le dernier trimestre de l'année 2007 pèse sur le pouvoir d'achat des ménages, le Gouvernement estime qu'une hausse généralisée des salaires et traitements nominaux et/ou des avantages pécuniaires ne constitue pas une réaction appropriée car elle risque de contribuer à l'effet d'auto-allumage de l'inflation par le biais des «effets de second tour» sur l'inflation.

Cette position du Gouvernement luxembourgeois est cohérente avec les orientations générales sur l'évolution des salaires et l'inflation arrêtées par les ministres des finances de l'espace euro le 13 mai dernier qui sont annexées à la présente. (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*)

Dans ce contexte il convient également de relever que les Ministres des Finances de l'espace euro mentionnent explicitement la possibilité de procéder à des interventions ciblées visant à atténuer les effets de l'inflation sur le niveau de vie des couches de population les plus vulnérables. Ainsi, un certain nombre de mesures annoncées par le Gouvernement dans la déclaration sur l'état de la nation, notamment l'allocation de vie chère, ont pour objectif de protéger les ménages à faible revenu contre l'érosion de leur pouvoir d'achat.

**Question 2675** (8.7.2008) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **comptabilité de l'État**:

La loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État prévoit en son article 15: «La comptabilité générale retrace, selon la méthode dite de la partie double, l'intégralité des recettes et

des dépenses de l'État ainsi que ses avoirs et ses engagements afin d'établir une situation patrimoniale sous la forme d'un bilan financier arrêté au 31 décembre.»

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons ayant fait que presque dix ans après le vote de la loi modifiée du 8 juin 1999 cette comptabilité générale n'a pas encore été introduite? Quand est-ce que Monsieur le Ministre entend mettre en place cet instrument?

**Réponse** (16.7.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que la Trésorerie de l'État, qui est en charge de la comptabilité générale de l'État, établit depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, la situation patrimoniale de l'État central sous la forme d'un bilan financier, comme prévu à l'article 15 de la loi précitée. Ce bilan financier est établi à chaque fin de mois et publié au 31 décembre, dans le cadre du rapport annuel du Ministère des Finances, disponible sur Internet.

Alors que le compte général qui est établi à la fin de chaque exercice budgétaire, arrête les ressources financières alors disponibles, le bilan financier reflète la situation financière de l'État à la date de l'exercice civil à laquelle il est établi. En se basant sur le compte général du dernier exercice budgétaire clôturé et selon la méthode de la partie double le bilan financier établit la relation entre les ressources financières disponibles à cette date et les emplois qui en sont faits à ce moment. Le bilan tient en outre compte des engagements de l'État dont notamment la dette publique.

**Question 2682** (9.7.2008) de **MM. John Castegnaro et Roman Schneider** (LSAP) concernant la **réforme de l'Administration de l'Emploi (ADEM)**:

Lors de la table ronde sur les liens entre politiques de l'emploi et politiques économiques qui a eu lieu dans le cadre des «Journées nationales de l'emploi», Monsieur le Ministre a révélé qu'une réforme de l'Administration de l'Emploi, telle que préconisée par l'OCDE dans son audit du service public de l'emploi au Luxembourg, serait entamée encore durant cette période législative, l'objectif étant de créer une administration plus autonome et renforcée en ressources.

- Dans ce contexte nous aimerions savoir si Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi peut confirmer cette déclaration?

- Dans l'affirmative, quand Monsieur le Ministre estime-t-il déposer le projet de loi relatif à la réforme de l'ADEM à la Chambre des Députés?

En outre, le «Bilan sur la législation concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle», établi par l'Inspection générale de la sécurité sociale, recommande entre autres d'accélérer les procédures relatives au reclassement et de fournir un suivi régulier des travailleurs à capacité de travail réduite, ceci par le biais d'un renforcement des ressources humaines du Service des travailleurs à capacité de travail réduite (STCTR) de l'ADEM.

- Est-ce que ledit projet de loi prendra en considération les recommandations de ce bilan relatives à la modification du fonctionnement de l'ADEM?

**Réponse** (31.7.2008) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Comme je l'ai itérativement annoncé lors des Journées Nationales de l'Emploi et en d'autres occasions, un projet de loi concernant les modifications législatives nécessaires en vue de la réforme de l'ADEM sera déposé dans les mois à venir.

Je tiens d'ailleurs à souligner que de grandes parties de la restructuration de l'ADEM ne nécessitent pas de base légale nouvelle et sont en train d'être réalisées depuis des mois sur le terrain. La direction de l'ADEM est d'ailleurs prête à informer la commission parlementaire compétente sur l'état d'avancement des réformes déjà réalisées ou en cours.

La question concernant la problématique de la législation sur l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle me semble réductrice en ce sens qu'elle limite la solution de ces problèmes à un aspect purement administratif et, dans ce cadre, strictement à une augmentation des effectifs.

Le STCTR de l'ADEM était en droit d'engager suite aux dispositions de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle et les modifications intervenues par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2005 le personnel suivant:

- 2 médecins du travail,
- 3 psychologues,
- 3 éducateurs gradués,
- 11 rédacteurs,
- 1 expéditionnaire.

L'ADEM a engagé pour le STCTR proprement dit à ce jour 13 agents sur cette base.

Je sais que la direction de l'ADEM réclame 21 nouveaux postes pour le service concerné. Je suis d'avis que le champ d'action possible en la matière dépasse les aspects administratifs et le nombre des agents du service, et qu'un renforcement du personnel est à discuter à la fin des débats autour des suites à donner au bilan de la législation qui vient d'être effectué. Ce n'est que suite à ces débats et aux conclusions relatives à d'éventuelles modifications respectivement simplifications au niveau législatif que le besoin en personnel devra être évalué de manière précise.

Ce débat inclura évidemment aussi les conclusions de l'OCDE. Je suis d'ailleurs fort aise de constater que Messieurs les Députés semblent reprendre à leur compte les travaux de l'OCDE.

En résumé, des ajustements législatifs et administratifs pourront très bien aboutir à des simplifications substantielles des procédures administratives, de manière que la question des effectifs sera à résoudre en fonction de ces ajustements.

**Question 2683** (9.7.2008) de **Mme Vera Spautz** (LSAP) concernant des **mineurs détenus au Centre pénitentiaire à Schrassig**:

La Commission consultative des droits de l'Homme vient de publier un avis concernant les mineurs détenus au Centre pénitentiaire à Schrassig. Elle fait état de 21 mineurs, dont certains auraient été détenus pendant plusieurs mois.

S'il est vrai que la construction d'une unité de sécurité fermée à l'intention des mineurs délinquants est prévue et sera probablement disponible à Dreibern au cours de l'année 2010, il me semble primordial de mettre en place le meilleur encadrement éducatif et psychologique possible dans une situation difficilement acceptable, même à titre transitoire. Tout en sachant

que la problématique visée est évoquée périodiquement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quel est actuellement le nombre de mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig? Quel âge ont-ils et depuis combien de temps sont-ils détenus? Quels sont les faits qui leur sont reprochés? Est-ce qu'il y a un ou plusieurs mineurs qui sont détenus simplement à la suite de fugues répétées?

- Est-ce que les mineurs sont en contact avec les détenus adultes? Est-ce qu'ils sont détenus en isolement?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des explications concernant l'encadrement éducatif et thérapeutique dont bénéficient actuellement les détenus mineurs? Est-ce qu'ils ont droit à une formation et à des activités sportives? Combien d'heures par semaine passent-ils par semaine à ces activités? Bénéficient-ils d'un suivi psychologique individuel intense?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que ces mesures d'encadrement sont suffisantes?

**Réponse** (16.7.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

a) Je voudrais d'abord rappeler que je partage l'avis de tous ceux qui estiment qu'une prison pour adultes n'est pas l'endroit idéal pour s'occuper de façon adéquate de mineurs qui ont commis des infractions.

b) Toutefois, pour diverses raisons, les gouvernements successifs n'ont pas réussi à réaliser une solution alternative acceptable tenant compte des considérations d'encadrement, de sécurité et des autorisations communales nécessaires. La construction d'une unité de sécurité pour jeunes à Dreibern vient toutefois de commencer.

c) C'est donc contre son gré que le centre pénitentiaire doit accepter ces jeunes qui y sont placés non pas par le Gouvernement, mais par le juge de la jeunesse.

d) Le rapport de la Commission consultative des droits de l'Homme ne tient pas compte de la réalité du Centre pénitentiaire en 2008. La situation évolue en effet en fonction du nombre des détenus.

e) Il est regrettable que la Commission consultative des droits de l'Homme n'ait pas jugé opportun d'entendre préalablement à la rédaction et publication de leur rapport les Ministres de la Justice (compétent pour le centre pénitentiaire), de la Famille (compétente pour le centre socioéducatif de Dreibern), et des Travaux publics (compétent pour la construction d'une unité de sécurité).

f) En date du 14 juillet 2008, deux mineurs masculins séjournaient au CPL, dont l'un est âgé de 17 ans et l'autre de 16 ans. Ils sont placés au CPL sur décision d'un juge de la jeunesse respectivement depuis le 16 novembre 2007 et le 13 juin 2008. Un des mineurs est placé pour des faits de vol et l'autre pour trafic de drogues.

g) Les mineurs sont strictement séparés des détenus adultes et bénéficient d'un régime approprié en application des articles 6 et 24 de la loi relative à la protection de la jeunesse. Ils sont soumis au régime cellulaire, ce qui revient à dire qu'ils sont placés en cellule individuelle le jour et la nuit.

Bien que les mineurs soient séparés des détenus adultes, il est cependant possible que lors des mouvements à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire (par exemple mouvements vers l'infirmerie ou bien vers la visite), les mineurs croisent les adultes dans les couloirs de la prison. Les professionnels qui accompagnent les mineurs lors de chaque mouvement à l'intérieur du CPL, veillent à ce qu'il n'y ait aucun contact entre les détenus adultes et les mineurs.

Aucun mineur n'a jamais été placé ni en cellule de punition ni en régime cellulaire strict. Aucun jeune n'est isolé à la section disciplinaire du CPL. Tous les mineurs détenus au CPL peuvent participer à des activités dirigées à la section spéciale pour mineurs.

h) Le Service Enseignement et Formation compte actuellement neuf chargés d'éducation ou chargés de cours tous détachés au CPL par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Le Service organise l'éducation générale et professionnelle dans les deux centres pénitentiaires depuis 1999.

Concernant la formation dispensée aux mineurs, le choix des cours proposés par les enseignants à chaque mineur dépend de:

- son parcours scolaire,
- ses besoins,
- la durée prévisible de son placement.

Suivant son niveau, le mineur suit des formations de base (non certifiées par un lycée et plus faciles que les formations modulaires) ou des formations modulaires (certifiées par le Lycée technique Joseph-Bech de Grevenmacher) en français (3h+3h), allemand (3h+3h) et arithmétique (3h+3h). Ces cours sont dispensés de manière simultanée. Ces formations de base sont complétées par des cours en informatique (1h), géographie (1h), éducation artistique (modélage et dessin) (3h), éducation musicale (2h), élaboration de documents authentiques (articles d'actualité dans les journaux) (1h). Un atelier «écriture créative» (2h) est organisé tous les samedis, et cela même pendant les vacances scolaires. Chaque mineur suit donc en total 28 heures de cours par semaine. D'autres ateliers sont organisés périodiquement comme l'atelier «bois» et l'atelier «école de cirque».

Au courant de l'année scolaire 2007-2008, le Service Enseignement et Formation du CPL a, dans le cadre du régime préparatoire et de l'enseignement par modules, décerné des certificats de l'enseignement secondaire technique validés par le Lycée technique Joseph-Bech de Grevenmacher à onze élèves mineurs. Les autres élèves, qui n'étaient pas aptes à recevoir ce type d'enseignement, ont suivi les cours d'enseignement de base.

L'accès à la bibliothèque (environ 10.000 ouvrages en 23 langues) leur est facilité par un catalogue publié annuellement et géré par les gardiens de la section. L'équipe enseignante encourage les mineurs à pratiquer la lecture.

Par ailleurs, il importe de noter que chaque mineur se voit attribuer un tuteur choisi parmi l'équipe enseignante afin d'établir un horaire personnalisé et adapté à ses besoins spécifiques et de lui apporter les réponses personnalisées aux questions relatives à l'organisation scolaire. En outre, deux des enseignants sont responsables de l'ensemble des mineurs, c'est-à-dire ils entretiennent des contacts avec le Centre socioéducatif de Dreibern ainsi qu'avec les établissements scolaires d'où les élèves sont issus. Finalement, les enseignants assistent tout mineur dans la recherche d'un lycée lorsque le projet prévoit un apprentissage CATP, CIP ou bien CCM à l'extérieur.

i) Une assistante sociale du Service Central d'Assistance Sociale (SCAS) est en charge du volet sociofamilial de chaque mineur placé. Ainsi, elle entre en contact avec les parents du mineur pour (a) recueillir certaines informations nécessaires pour garantir la réintégration familiale et pour (b) enquêter sur la situation socioéconomique de la famille en question. À l'aide d'entretiens, elle essaie de détecter la possibilité d'une éven-

tuelle prise en charge du mineur par ses parents.

L'aspect psychosocial de l'encadrement du mineur placé est assuré soit par le psychologue du SPSE, soit par les psychologues du service thérapeutique «Solidarité Jeunes». En cas de toxicomanie, le service thérapeutique «Solidarité Jeunes» est d'office contacté afin de garantir une prise en charge spécifique du mineur.

Le volet psychiatrique de l'encadrement est garanti par le Service Médico-Psychologique Pénitentiaire (SMPP) (qui constitue une antenne du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique au CPL). Lorsqu'un problème psychiatrique est diagnostiqué, une prise en charge spécifique par l'un des psychiatres est assurée. Ensuite, un éventuel transfert vers la nouvelle section des «Adolescents en difficultés» du CHNP est organisé.

Le volet socioéducatif de l'encadrement des mineurs est assuré par l'éducateur gradué en charge des mineurs en collaboration avec l'équipe des gardiens de la section. Les gardiens affectés à la section réservée aux mineurs sont recrutés d'après des critères de sélection stricts.

L'encadrement quotidien est basé sur l'enseignement au mineur de la nécessité du respect des normes de la société civile (respect des lois, respect du citoyen et de la société, hygiène mentale, hygiène physique).

À remarquer encore que le Gouvernement avait autorisé dans le cadre des engagements nouveaux à opérer pour 2008 le recrutement, dans l'administration pénitentiaire, en dehors d'autre personnel, d'un psychologue, de deux assistants sociaux, de deux éducateurs gradués et d'un éducateur, soit un total de six travailleurs sociaux.

Or, on doit constater que seuls les deux éducateurs gradués ont pu être recrutés à ce jour, aucun candidat ne s'étant intéressé aux autres postes mentionnés.

**Question 2684** (9.7.2008) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant l'**instruction formelle pour le personnel communal concernant la consommation d'alcool pendant la pause de midi**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire au sujet d'une instruction formelle interdisant aux fonctionnaires communaux la consommation d'alcool pendant la pause de midi, Monsieur le Ministre déclare qu'il est «indéniable que la consommation d'alcool pendant la pause de midi réduit la capacité de travailler de toute personne et peut même exposer à un risque accru les agents qui assument de façon prépondérante des tâches manuelles».

Partant, je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Par quels moyens un bourgmestre ou un conseil échevinal peut-il, aux yeux de Monsieur le Ministre, contrôler le comportement des fonctionnaires communaux, et plus particulièrement la consommation d'alcool pendant la pause de midi?

**Réponse** (25.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

En réponse à la question parlementaire émarginée, je m'empresse d'informer l'honorable Député que le collège des bourgmestres et échevins est chargé, conformément à l'article 57 de la loi communale, de la surveillance des fonctionnaires, employés et ouvriers de la commune.

Il en découle que le collège des bourgmestres et échevins se doit d'appliquer les dispositions prévues à l'article 36, pt. 3 du statut général des fonctionnaires communaux qui stipule que «la commune prend les mesures appropriées pour garantir la sécurité du fonctionnaire et des installations publiques».

Si dès lors un collège des bourgmestres et échevins estime que les travaux qu'un fonctionnaire est appelé à effectuer sont de nature telle que la consommation d'alcool risquerait de porter atteinte à la sécurité du fonctionnaire et que par conséquent il interdit la consommation d'alcool pendant et entre les heures de travail, il ne fait qu'appliquer la législation en vigueur.

Pour ce qui est plus particulièrement du contrôle de cette consommation, je renvoie à l'article 18 du statut général des fonctionnaires communaux qui stipule que «le fonctionnaire doit se soumettre à tout examen médical ordonné dans l'intérêt du personnel ou dans l'intérêt du service», étant entendu que c'est le collège des bourgmestres et échevins qui ordonne cet examen médical à chaque fois que le comportement d'un agent laisse présumer une consommation d'alcool le mettant en conflit avec les devoirs que lui impose le statut général des fonctionnaires en ce qui concerne l'accomplissement de ses fonctions.

Étant donné que la question de l'honorable Député se limite aux seuls fonctionnaires communaux, je me limiterai, en ce qui concerne les autres salariés, à renvoyer aux dispositions du Code du Travail et plus particulièrement aux articles 312 et suivants de ce même code.

**Question 2686** (9.7.2008) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **prochaines tranches indiciaires**:

Mam Gesetz vum 27. Juni 2006 (dem sougenannten Tripartite-Gesetz) ass d'automatesch Upassung vun de Léin, Gehälter a Pensiounen un d'Präsentwécklung ofgeschaf an duerch Indexmodulationen ersat ginn. Dem genannte Gesetz no, a well de Pétrolspräis de Moment iwwer 63 Dollar pro Barrel läit, gëtt d'Indextranche, déi den 1. Juli dëst Joer fällig gouf, eréischt den 1. März 2009 ausbezuelt. Dat ass dann déi lescht Indextranche, déi dem Gesetz no ausbezuelt muss ginn.

Fir d'Zäit nom 1. März 2009 gëtt et keng gesetzlech Basis méi.

De President vum OGB-L huet während enger Pressekonferenz den 8. Juli gemengt, datt den 1. Januar 2009 eng Indextranche fällig kéint ginn.

An dësëm Zesammenhang géif ech gäre vum Här Wirtschaftsminister wëssen:

1) Wéi gesinn de Moment d'Previsioun vum Statec aus, wat d'Erfale vun Indextranchen haut u bis den 31. Dezember 2010 ubelaangt?

2) Wëssend, datt d'Entwécklung vun der Inflation souwuel vun der Entwécklung vum Pétrolspräis wéi och vum Cours vum Euro ofhänkt, wéi verlässlech sinn dës Previsiounen?

3) Gëtt et virun dësem Hannergrond eventuell verschidden Zeenarien, wat d'Erfale vun Indextranchen ubelaangt, a wa jo, wéi gesinn déi Zeenarien aus?

**Réponse** (11.8.2008) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Le Statec réalise deux types de prévisions de l'inflation, l'une mensuelle, l'autre annuelle. La première est présentée au comité de l'indice

des prix à la consommation chaque mois et se base sur trois scénarios concernant le prix du pétrole et le taux de change de l'euro face au dollar. Les prévisions annuelles de l'inflation, à moyen terme, s'appuient sur le modèle macro-économétrique MODUX du Statec. Cet outil permet de tenir compte d'autres facteurs, comme la position cyclique ou l'interaction entre les coûts de production domestiques et l'inflation des prix à la consommation.

D'après les dernières prévisions mensuelles du Statec (clôturées le 7 juillet 2008), la moyenne semestrielle pour l'application de l'échelle mobile des salaires atteindrait le seuil de déclenchement d'une tranche indiciaire au premier semestre de 2009 et au premier semestre de 2010.

Hypothèses

L'élaboration des prévisions d'inflation à court terme se base principalement sur deux hypothèses: l'une concerne le rythme de l'inflation sous-jacente<sup>1</sup>, l'autre le prix du pétrole.

<sup>1</sup> L'inflation sous-jacente est une sous-série de l'IPCN qui exclut notamment les prix pétroliers et d'autres prix qui se forment sur les marchés internationaux (prix des pommes de terre, du café, du thé, du cacao, des combustibles solides, de l'énergie thermique et des fleurs de coupe).

Ainsi, l'hypothèse sur l'inflation sous-jacente est une hypothèse technique, c'est-à-dire essentiellement, mais pas exclusivement, un prolongement des tendances passées récentes (+0,21% de hausse mensuelle sur les douze derniers mois).

Comme exposé dans la Note de conjoncture N°2-05, le Statec, suivant en cela la plupart des organisations internationales, adopte un positionnement neutre vis-à-vis du prix du pétrole. L'hypothèse de travail retient ainsi un prix du baril de pétrole fixe sur l'horizon de prévision, basé sur le dernier cours connu au moment de la prévision. Comme il paraît utile d'estimer l'impact d'un niveau de prix du pétrole plus fort ou plus faible, le Statec publie conjointement un scénario bas (baisse des prix pétroliers) et un scénario haut (hausse des prix pétroliers) qui permettent de donner une fourchette pour l'inflation.

Ainsi, pour le scénario central, le prix du baril de pétrole et le taux de change retenus sont ceux observés au mois de juin 2008 (133,72 USD pour le Brent et 1,56 USD/EUR). Pour les scénarios bas et haut, l'hypothèse du taux de change restera la même. Pour le scénario bas, l'hypothèse est que le prix du baril baisse au cours des trois prochains mois de 10 USD (donc à 123,72 USD le baril), puis se maintient à ce niveau sur le reste de l'horizon de révision. Le scénario haut mise sur une hausse symétrique de 10 USD (donc à 143,72 USD le baril) sur la même période.

Résultats des prévisions d'inflation

D'après le scénario central, le taux d'inflation atteindrait 3,8% en 2008 et 2,9% en 2009. Pour les deux scénarios alternatifs le taux d'inflation se situerait en 2008 à 3,7% respectivement 3,9% (soit à 0,1 point de % d'écart avec le scénario central), et en 2009 la fourchette irait de 2,7% à 3,1% (soit une différence de 0,2 point de %).

Il paraît dès lors utile de déterminer l'impact d'une dépréciation de l'euro sur le taux d'inflation luxembourgeois. En effet, ces dernières années l'euro s'est continuellement apprécié par rapport au dollar US: de 0,90 USD/EUR en 2001, il est passé à 1,37 USD/EUR en 2007 et à plus de 1,55 USD/EUR sur la mi-2008. Cette évolution a allégué substantiellement la facture pétrolière du côté européen et a contribué à contenir l'inflation. En supposant que le cours de l'euro baisse de 10% sur tout l'horizon de prévision (passe donc à 1,40 USD/EUR), on

arrive à un taux d'inflation de 3,9% en 2008 et de 3,1% en 2009, soit +0,1 à +0,2 point de % par année par rapport au scénario central. Actuellement, la tendance est à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar US, jouant symétriquement sur le taux d'inflation (donc à la baisse).

Prévisions des prochains dépassements du seuil de déclenchement d'une tranche indiciaire

D'après ces prévisions d'inflation, la moyenne semestrielle pour l'application de l'échelle mobile des salaires atteindrait la cote d'échéance au premier semestre de 2009 (février selon le scénario haut, mars selon le scénario central et avril selon le scénario bas) et au premier semestre de 2010 (janvier selon le scénario haut, février selon le scénario central et avril selon le scénario bas).

Prévisions d'indexation des salaires et traitements

La dernière cote d'échéance a été dépassée en juin 2008 entraînant une hausse des salaires et traitements de 2,5% au 1<sup>er</sup> mars 2009, suivant l'application de la loi du 27 juin 2006, adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires.

Un nouveau déclenchement est prévu pour le premier semestre de 2009. Toutefois, la législation actuellement en vigueur précise qu'«aucune autre adaptation déclenchée par le dépassement d'une ou de plusieurs cotes d'échéance supplémentaires ne pourra se faire au cours de la période 2006 à 2009»<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Cf. dernier paragraphe de l'article premier de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements (intitulé abrégé).

Tableau: Prévisions d'inflation et prévisions des prochains dépassements du seuil de déclenchement d'une tranche indiciaire sur la période 2008-2010.

	Taux d'inflation			Prochains dépassements du seuil de déclenchement d'une tranche indiciaire			
	2008	2009	2010				
Scénario bas	3,7	2,7	2,7	avril-09	avril-10		2011
Scénario central	3,8	2,9	2,8	mars-09	février -10		2011
Scénario haut	3,9	3,1	3,0	février -09	janvier-10		octobre-10

Source: Statec (prévisions du 7 juillet 2008)

La fiabilité des prévisions mensuelles s'est révélée très satisfaisante au cours de la période écoulée. L'élément le plus volatile étant le cours du pétrole, il va sans dire que celui-ci est reconsidéré chaque mois, permettant ainsi d'ajuster systématiquement les prévisions. Rappelons aussi que les prévisions exposées ci-dessus sont réalisées dans le cadre de la législation actuelle en matière d'application de l'échelle mobile des salaires.

**Question 2690** (10.7.2008) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant la **formation en soins infirmiers**:

Depuis de nombreuses années, l'Association Nationale des Infirmiers et Infirmières Luxembourgeoises (ANIL) ainsi que d'autres associations des professionnels de la santé s'engagent pour prolonger la formation de base des études en soins infirmiers.

En effet, les trois années de formation actuelle ne comprennent qu'environ 3.500 heures d'enseignement tandis que la Commission européenne estime que 4.600 heures sont nécessaires pour préparer de manière adéquate les futur(e)s infirmiers/infirmières aux exigences de plus en plus complexes de leur profession.

Il a été porté à ma connaissance que récemment la Commission européenne aurait informé le Grand-Duché que la formation actuelle en soins infirmiers ne répond pas aux critères européens.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer une telle communication de la part de la Commission européenne?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conséquences que le Gouvernement entend en tirer?

**Réponse** (30.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Ad 1: La Commission des Communautés européennes a adressé en mai 2008 au Gouvernement luxembourgeois un courrier concernant la formation de l'infirmier/ère au Grand-Duché de Luxembourg.

Y est cité l'article 31 de la directive 2005/36/CE concernant la reconnaissance des qualifications professionnelles: La formation d'infirmier responsable de soins généraux comprend au moins trois années d'études ou 4.600 heures d'enseignement théorique et clinique.

Ad 2: Le Gouvernement a informé la Commission qu'étant donné que la formulation «trois années d'études ou 4.600 heures d'enseignement théorique et clinique» marque l'alternative et non pas le cumulatif et que nos élèves suivent bien une formation de trois années, il était d'avis que la formation d'infirmier offerte au Grand-Duché de Luxembourg remplit la condition de durée de formation de la directive 2005/36/CE.

Jusqu'à ce jour le Gouvernement n'a pas reçu de réaction de la part de la Commission à cette prise de position.

**Question 2693** (10.7.2008) de **MM. Marcel Oberweis et Marco Schank** (CSV) concernant l'**évacuation des boues d'épuration par voie d'incinération**:

En 2006, le tonnage total des boues d'épuration s'élevait à 8.300 t dont 4.300 t ont été mises à disposition de l'agriculture. 2.700 t ont été acheminées vers les centres de compostage du Luxembourg tandis que 800 t furent exportées vers l'Allemagne. Les 500 t restantes furent incinérées également en Allemagne.

Dans le cadre de la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg, il a été décidé que les boues d'épuration seront séchées dans une installation solaire et pourront être utilisées, par exemple, dans l'industrie comme combustible secondaire dans la fabrication du clinker.

Selon nos informations, l'entreprise Intermoselle à Rumelange se propose d'incinérer les boues séchées en provenance de la station d'épuration de Bettembourg. Actuellement, cette entreprise incinère environ 5.000 à 7.000 t de boues par an en provenance d'Anvers. Cette quantité permet d'économiser environ 6.000 t de houille améliorant ainsi le bilan des émissions de gaz à effet de serre vu la neutralité d'émission de ces boues.

Dans ce contexte nous aurions aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

nement et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-il prévu de transférer les boues d'épuration de la station d'épuration de Bettembourg à l'usine Intermoselle à Rumelange pour la production du clinker?

- Dans la négative, pour quelles raisons une telle coopération n'est-elle pas réalisable?

- Quelle est en général la coopération entre le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de l'Environnement au niveau du traitement des eaux usées et des boues d'épuration?

**Réponse commune** (8.8.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Suivant les informations reçues par le syndicat intercommunal STEP à Bettembourg des négociations sont effectivement en cours avec la société Cimalux S.A. pour transférer des boues d'épuration séchées vers l'usine de clinker à Rumelange pour y être utilisées comme combustible secondaire par substitution d'une partie du charbon.

Cette éventuelle coopération diffère de l'incinération traditionnelle des boues d'épuration comportant un taux de matière sèche compris entre 25 et 30% et par conséquent sans valeur calorifique. La valorisation des boues d'épuration par séchage solaire et coïncinération à Rumelange constitue un élément important pour la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. En effet, les boues seront séchées à un taux d'environ 70% m.s., ce qui rendra leur combustion favorable pour le bilan énergétique (apport de +/- 8MJ/kg). Du fait qu'il s'agit d'une source d'énergie renouvelable, les émissions de CO<sub>2</sub> sont neutres d'un point de vue émissions de gaz à effet de serre. À ceci s'ajoute la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> suite au transport des boues vers une installation de proximité.

La mise en service de l'installation de séchage à Bettembourg est prévue pour le début du deuxième semestre 2009.

En ce qui concerne la coopération entre le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de l'Environnement en matière du traitement des eaux usées et des boues d'épuration, il y a lieu de préciser que le Ministère de l'Intérieur, par l'intermédiaire de l'Administration de la Gestion de l'Eau, est compétent pour le traitement des eaux usées par les stations d'épuration. Dans ce contexte, des contacts ont lieu entre l'Administration de la Gestion de l'Eau et l'Administration de l'Environnement dans le cadre de la constitution des dossiers de demande d'autorisation pour les nouvelles installations d'épuration ou, le cas échéant, pour leurs modifications.

Le Ministère de l'Environnement, par son Administration de l'Environnement a une compétence au niveau des boues d'épuration issues des différentes stations. Ces boues sont considérées comme des déchets au sens de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets et notamment pour la surveillance de la qualité des boues. L'Administration de l'Environnement est donc compétente principalement pour la définition de ses modalités de gestion et le contrôle de leur qualité lorsque les boues sont utilisées comme fertilisants en agriculture. Dans ce dernier domaine, il y a également intervention de l'Administration de la Gestion de l'Eau et du Ministère de l'Agriculture par l'Administration des Services techniques de l'Agriculture notamment en ce qui concerne le contrôle de l'apport en substances azotées et l'établissement de plans d'épandage.

**Question 2694** (11.7.2008) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **vitesse maximale autorisée hors agglomération**:

Le Code de la Route dispose que la vitesse maximale autorisée en dehors des agglomérations sur les voies publiques autres que les autoroutes est fixée à 90 km/h. En conséquence, la vitesse maximale théorique autorisée sur un chemin rural serait de 90 km/h.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer le fait susmentionné?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire de revoir la réglementation en la matière et le cas échéant fixer une limitation de vitesse sur les chemins ruraux?

**Réponse** (28.7.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

En effet, l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route, introduit à l'article 139 le principe que «la vitesse maximale autorisée est fixée (...) en dehors des agglomérations sur les voies publiques autres que les autoroutes à 75 km/h pour les autobus et les autocars, les ensembles de véhicules couplés ainsi que pour tous les véhicules routiers dont la masse maximale dépasse 7.500 kg et à 90 km/h pour les autres véhicules».

Comme les caractéristiques des chemins ruraux, telles que le revêtement ou encore le gabarit peuvent varier considérablement, j'estime qu'une révision de la réglementation en la matière n'est pas opportune.

Nonobstant, je me permets d'attirer votre attention sur le fait qu'il est laissé à la discrétion des communes de proposer aux autorités compétentes, pour des raisons de sécurité routière dûment motivées, une limitation de vitesse maximale autorisée autre que 90 km/h.

**Question 2696** (14.7.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant la **tarification des parkings du nouveau terminal de l'Aéroport de Luxembourg**:

De nombreuses personnes s'étonnent et se plaignent, notamment par le biais du courrier du lecteur publié dans la presse nationale, de la nouvelle tarification des parkings du nouveau terminal de l'aéroport.

Le problème découle notamment d'une mauvaise appréciation de la tarification du parking «Kiss & Fly». Sur ce parking, installé en surface et donc «naturellement» utilisé par les clients venant débarquer ou charger des passagers, les tarifs sont particulièrement dissuasifs et ce dès la seconde tranche de 15 minutes (5 euros pour 15 à 30 minutes).

Le problème se pose plus particulièrement pour les personnes venant chercher des personnes arrivant à l'aéroport, par exemple en cas de retard de l'avion. Pour un stationnement entre 1 et 2 heures, le tarif appliqué sur parking «Kiss

& Fly» s'élève à 20 euros, à comparer aux 2,5 euros affichés pour un stationnement de 30 à 60 minutes aux parkings souterrains.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que, vu la taille du parking «Kiss & Fly», ce dernier pourrait reprendre - du moins en partie - la fonction de l'ancien parking «courte durée» et cela avec des tarifs moins dissuasifs pour les deux premières heures de stationnement?

2) Dans le cas où Monsieur le Ministre n'envisageait pas de faire baisser les tarifs actuels du parking en surface, est-il d'accord pour modifier et clarifier la signalisation actuelle afin d'éviter aux utilisateurs du parking «Kiss & Fly» de se sentir «piégés» en quittant la zone en question?

**Réponse** (28.7.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Monsieur le Député s'enquiert sur la tarification des parkings à l'Aéroport de Luxembourg.

Avec la mise en exploitation de la nouvelle aérogare le 21 mai 2008 lux-Airport a pris en charge l'exploitation du parking adjacent à la nouvelle aérogare.

Le concept de parking développé par la société lux-Airport distingue entre le parking «Kiss & Fly» aménagé en surface devant le niveau départ de la nouvelle aérogare et les deux parkings souterrains A et B avec une tarification différente du parking «Kiss & Fly» par rapport aux deux parkings souterrains A et B. Ce concept est similaire à celui pratiqué aux aéroports étrangers.

Le parking «Kiss & Fly», comme son nom l'indique d'ailleurs clairement, est destiné à la dépose des passagers à l'Aéroport de Luxembourg. Les tarifs applicables, c'est-à-dire des tarifs élevés après une période de stationnement gratuite, reflètent clairement cette vocation de va-et-vient constant de voitures déposant des passagers à l'aérogare. L'affichage à l'entrée du parking «Kiss & Fly» est sans équivoque à cet égard avec l'indication sur un panneau de taille humaine «Parking C 'Kiss & Fly' Dépose passagers (15 minutes maximum)» conjointement avec les tarifs. Ces tarifs sont ensuite rappelés sur l'automate où le client retire son ticket avant d'entrer dans le parking.

En ce qui concerne la communication, il convient de noter que les tarifs des parkings figurent non seulement dans l'horaire de l'Aéroport de Luxembourg diffusé par lux-Airport et présenté à la presse le 25 mars 2008, mais qu'en plus les agents de lux-Airport ont distribué des tracts renseignant sur les tarifs pratiqués à l'entrée des parkings lors des premières semaines d'ouverture de l'aérogare.

Vu que la signalisation ne saurait donc prêter à confusion, les personnes averties ne devraient pas se sentir «piégées» par la grille tarifaire appliquée pour le parking «Kiss & Fly».

Dans un esprit d'offrir plus de flexibilité à ses clients la société lux-Airport a néanmoins décidé de porter à 30 minutes la durée gratuite d'utilisation du parking «Kiss & Fly» au lieu des 15 minutes actuellement (voir communiqué de presse du 16 juillet 2008). De la sorte les durées d'utilisation gratuite des parkings souterrains et «Kiss & Fly» sont alignées à 30 minutes. Il convient de souligner que

lux-Airport recommande dans ce communiqué de presse aux clients qui reprennent un passager à l'Aéroport de Luxembourg d'utiliser les parkings souterrains A et B.

Au vu de la nature spécifique du parking «Kiss & Fly» et du fait que les deux parkings souterrains avec un total de 4.080 places offrent des tarifs attractifs pour le «court terme» et le «long terme» avec l'avantage d'un accès direct et couvert à l'aérogare il n'est pas envisagé de réaffecter le parking «Kiss & Fly» à un usage «court terme» avec des tarifs moins élevés après l'écoulement de la période de stationnement gratuite.

**Question 2698** (14.7.2008) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**énergie éolienne**:

Selon le paquet «Énergie-Climat» présenté par la Commission européenne en date du 23 janvier 2008, les énergies renouvelables au Luxembourg devront représenter 11% de la consommation énergétique totale d'ici 2020. En 2007, la part des énergies renouvelables était de 0,9%.

Jusqu'à ce jour, on a érigé 38 centrales éoliennes dans notre pays avec une puissance électrique totale de 35,3 MW. Or, depuis la fin de l'année 2007, deux centrales éoliennes dans la commune de Putscheid avec une puissance installée de 800 kW chacune se trouvent en position d'arrêt ne produisant aucune énergie électrique.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles sont les raisons qui expliquent l'arrêt des deux centrales éoliennes?

- Ne devrait-on pas lancer le «repowering» de ces deux centrales éoliennes respectivement les démolir et les remplacer par un type de 2.000 kW?

- Ne devrait-on pas songer à proposer à la Commune de Putscheid de s'investir dans ce projet?

**Réponse** (14.8.2008) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question de l'honorable Député Marcel Oberweis, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après:

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur ne dispose pas d'informations quant aux raisons de la mise hors service des centrales éoliennes situées dans la commune de Putscheid.

Les décisions sur un «repowering» relèvent de la responsabilité des propriétaires respectivement exploitants des installations respectives.

En ce qui concerne une éventuelle participation de la Commune de Putscheid dans le projet éolien prémentionné, je tiens à préciser qu'il n'appartient pas au Gouvernement d'intervenir, ni auprès d'une entreprise privée, ni auprès d'une autorité communale, pour qu'elle s'investisse dans des projets qui relèvent du domaine privé.

**Question 2699** (14.7.2008) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant le **décompte de la parti-**

**icipation des communes aux traitements des enseignants**:

De la circulaire aux administrations communales et aux syndicats de communes relative aux décomptes suivant arrêtés ministériels du 17 mars et du 19 mai 2008 concernant la participation des communes dans les dépenses des traitements payés au personnel enseignant du préscolaire, primaire ainsi que des classes spéciales pour les années 2003 à 2006, il ressort qu'un montant global de 18.529.945 euros est à porter en recette auprès des communes concernées.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons ayant fait qu'un montant aussi considérable comme celui évoqué ci-dessus soit encore à porter en recette auprès de plusieurs communes et de surcroît sur plusieurs exercices budgétaires?

- Monsieur le Ministre est certainement conscient que les avances prestées par les communes auront grevé leur budget pendant plusieurs exercices. Est-ce que Monsieur le Ministre entend faire bénéficier les communes concernées d'une compensation par exemple en augmentant le solde dû des intérêts encourus?

**Réponse** (25.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Les deux arrêtés ministériels du 17 mars et du 19 mai 2008 concernant la participation des communes dans les dépenses des traitements payés au personnel enseignant du préscolaire, du primaire ainsi que des classes spéciales pour les années 2003 à 2006 ont été publiés par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Ils ont été préparés sur base et après contrôle des données fournies par le secteur communal. Toutes questions concernant la détermination de la part des communes dans les traitements du personnel enseignant sont donc à adresser directement au Ministère compétent.

En ce qui concerne le rôle du Fonds de dépenses communales, géré par le Ministère de l'Intérieur, il y a lieu de signaler que le gestionnaire du Fonds ne fait qu'appliquer les données et informations dont il dispose pour demander aux communes les avances et pour faire le décompte financier par après lorsque les participations définitives seront connues.

En ce qui concerne la question d'intérêts courus sur le solde dû, il y a lieu de rendre l'honorable Député attentif au fait qu'il n'est pas prévu d'allouer des compensations y relatives sachant évidemment que dans cette hypothèse certaines communes dont les avances n'étaient pas assez élevées et qui se voient obligées de régler encore un solde au profit de l'État devraient se voir facturer des intérêts débiteurs.

Dans la même optique il faut noter que l'État préfinance tous les ans la quote-part des communes dans les traitements du personnel enseignant mois par mois (en 2007: 95 millions euros) et ne demande le remboursement aux communes qu'à la fin de l'exercice budgétaire, c'est-à-dire à la fin du mois de mars de l'année suivante, sans poser la question d'intérêts courus.



Chambre  
des Députés  
LUXEMBOURG

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**